

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1894

JX
3
A6

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XLIX

JANVIER, FÉVRIER, MARS

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ETATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

**Traité fixant les bases d'un arbitrage pour examiner le litige
relatif aux pêcheries dans la mer de Behring.**

29 février 1892 (1)

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désireux de régler, par une entente amiable, les questions qui se sont élevées entre leurs Gouvernements respectifs, relativement aux droits de juridiction des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring et aussi à la conservation des phoques qui se trouvent dans lesdites eaux ou les fréquentent d'habitude, ainsi qu'aux droits des citoyens et sujets des deux pays par rapport à la capture des phoques qui se trouvent dans lesdites eaux ou qui les fréquentent d'habitude, ont résolu de soumettre à un arbitrage les questions dont s'agit et, à l'effet de conclure une convention dans ce but, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, James G. Blaine, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sir Julian Pauncefoot, G. C. M. G. K. C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté près les Etats-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les questions qui se sont élevées entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, relativement aux droits de juridiction des Etats Unis dans les eaux de la mer de Behring et aussi à la conservation des phoques qui se trouvent dans ladite mer ou la fréquentent d'habitude, ainsi qu'aux droits des citoyens et sujets des deux Pays par rapport à la capture des phoques

(1) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 7 mai 1892.

qui se trouvent dans lesdites eaux ou les fréquentent habituellement, seront soumises à un Tribunal arbitral composé de sept Arbitres qui seront nommés de la manière suivante, savoir : deux seront nommés par le Président des Etats-Unis et deux par Sa Majesté Britannique. Son Excellence le Président de la République française sera invité par les Hautes Parties contractantes, agissant conjointement, à en nommer un ; Sa Majesté le Roi d'Italie sera invité de même à en nommer un, et Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège sera invité de même à en nommer un. Les sept Arbitres qui doivent être ainsi désignés seront des jurisconsultes d'une réputation distinguée dans leurs Pays respectifs, et les Puissances chargées de les désigner seront priées de choisir, s'il est possible, des jurisconsultes connaissant la langue anglaise.

En cas de mort, d'absence ou d'incapacité de l'un ou de l'autre desdits Arbitres, ou dans le cas où l'un ou l'autre desdits Arbitres omettront, déclineront ou cesseront d'agir comme tels, le Président des Etats-Unis, ou Sa Majesté Britannique, ou le Président de la République française, ou Sa Majesté le Roi d'Italie, ou Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, suivant le cas, nommeront ou seront priés de nommer immédiatement une autre personne pour agir comme Arbitre à la place de l'Arbitre précédemment désigné par ce chef d'Etat.

Et dans le cas de refus ou d'omission, dans les deux mois de la réception de la requête collective des Hautes Parties contractantes, de la part de Son Excellence le Président de la République française, de Sa Majesté le Roi d'Italie ou de Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, de nommer un Arbitre, soit pour la désignation primitive, soit pour le remplacement de l'Arbitre désigné, il sera pourvu, dans cette éventualité, à la désignation ou au remplacement de la manière dont conviendront les Hautes Parties contractantes.

Art. 2. — Les Arbitres se réuniront à Paris dans les vingt jours qui suivront la remise des réponses (*counter cases*) mentionnées à l'art. 4, et ils procéderont, soigneusement et impartialement, à l'examen et à la décision des questions qui leur auront été ou leur seront soumises, comme il est dit plus haut, de la part du Gouvernement des Etats-Unis et du Gouvernement de Sa Majesté Britannique respectivement. Toutes les questions, examinées par le Tribunal, y compris la décision finale, seront tranchées par la majorité de tous les Arbitres.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera aussi une personne, attachée au Tribunal comme son agent, pour la représenter d'une manière générale dans toutes les affaires concernant l'Arbitrage.

Art. 3. — Le mémoire (*case*) imprimé de chacune des deux Parties, accompagné des documents, de la correspondance officielle et des autres moyens de preuve indiqués, sera remis en double à chacun des Arbitres et à l'agent de l'autre Partie, aussitôt que possible, après la désignation des membres du Tribunal, mais dans un délai ne dépassant pas quatre mois à partir de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 4. — Dans les trois mois de la remise, de part et d'autre, du mémoire imprimé, chaque partie pourra, de la même manière, remettre en double exemplaire, à chacun desdits Arbitres et à l'Agent de l'autre partie, un contre-mémoire (*counter case*) et des documents, correspondance et moyens de preuve additionnels en réponse aux mémoire, docu-

ments, correspondance et moyens de preuve ainsi présentés par l'autre partie.

Si cependant, à raison de l'éloignement du lieu d'où doivent être tirés les moyens de preuve, une partie notifie à l'autre, dans les trente jours de la réception par son agent du mémoire de l'autre partie, qu'elle demande un délai supplémentaire pour la remise du contre-mémoire avec les documents, correspondance et moyens de preuve, le délai ainsi indiqué sera accordé pourvu qu'il n'aille pas au-delà de soixante jours, indépendamment des trois mois prévus par le présent article.

Si, dans le mémoire soumis aux Arbitres, l'une ou l'autre des parties mentionne un rapport ou des documents se trouvant en sa possession exclusive ou bien y fait allusion, sans en annexer une copie, cette partie sera obligée, si l'autre juge à propos de le demander, d'en fournir à cette dernière une copie ; et chacune des parties peut demander à l'autre, par l'intermédiaire des Arbitres, de produire les originaux ou des copies certifiées de toutes les pièces invoquées comme preuves, en donnant un avis à cet effet dans les trente jours de la remise du mémoire ; l'original et la copie ainsi réclamés seront fournis aussitôt que possible et dans un délai qui n'excèdera pas quarante jours à partir de la réception de l'avis.

Art. 5. — L'Agent de chaque partie, dans le mois de l'expiration du délai prescrit pour la remise du contre-mémoire de part et d'autre, aura à remettre en double exemplaire à chacun des Arbitres et à l'Agent de l'autre Partie des conclusions (*argument*) imprimées exposant les points litigieux et se référant aux moyens de preuve invoqués par son Gouvernement et chaque Partie pourra aussi les faire appuyer devant les Arbitres par l'exposé oral d'un Conseil ; et les Arbitres pourront, s'ils désirent des éclaircissements complémentaires sur un point déterminé, demander un exposé (*statement or argument*) écrit ou imprimé, ou un exposé oral par un Conseil ; mais alors l'autre partie sera autorisée à répondre oralement ou par écrit, suivant le cas.

Art. 6. — Dans la décision des affaires soumises aux Arbitres, il est convenu que les cinq questions (*points*) suivantes leur seront posées, de manière que leur sentence comprenne une solution distincte sur chacune de ces cinq questions :

1. Quelle juridiction exclusive dans la mer maintenant connue sous le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs, quant à la pêche des phoques, la Russie a-t-elle prétendu exercer avant et jusqu'à l'époque de la cession d'Alaska aux Etats-Unis ?

2. Dans quelle mesure ces prétentions de juridiction, en ce qui concerne la pêche des phoques, furent-elles reconnues et concédées par la Grande-Bretagne ?

3. L'étendue d'eau, actuellement connue sous le nom de mer de Behring, était-elle comprise dans l'expression d'*Océan Pacifique*, employée dans le Traité conclu, en 1825, entre la Grande-Bretagne et la Russie ? Après ledit Traité, la Russie a-t-elle possédé et exercé des droits dans la mer de Behring, et quels étaient ces droits ?

4. Tous les droits de la Russie, quant à la juridiction et quant à la pêche des phoques dans la mer de Behring, à l'est de la frontière maritime établie dans le Traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la

Russie, n'ont-ils pas passé intégralement aux Etats-Unis, en vertu de ce Traité ?

5. Les Etats-Unis avaient-ils quelque droit et, en cas d'affirmative, quel droit de protection ou de propriété sur les phoques fréquentant les îles des Etats-Unis, dans la mer de Behring, au delà de la limite ordinaire de trois milles ?

Art. 7. — Si la solution donnée aux questions précédentes, relativement à la juridiction exclusive des Etats-Unis, laissait l'affaire dans un état tel que le concours de la Grande-Bretagne fût nécessaire à l'établissement de règlements pour la protection efficace et la conservation des phoques se trouvant dans la mer de Behring ou la fréquentant habituellement, les Arbitres décideront alors quels règlements il est nécessaire d'arrêter en commun, en dehors des limites juridictionnelles des Gouvernements respectifs, et dans quelles eaux ces règlements doivent s'appliquer, et pour les aider dans cette tâche, une Commission mixte, à nommer par les Gouvernements respectifs, leur soumettra un rapport avec telles preuves qu'il plaira à chaque Gouvernement d'y joindre.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à unir leurs efforts pour obtenir des autres Puissances leur adhésion à ces règlements.

Art. 8. — Les Hautes Parties contractantes, n'ayant pu réussir à se mettre d'accord sur un compromis (*reference*) comprenant la question de la responsabilité encourue par chacune d'elles pour les dommages qui sont allégués comme ayant été subis par l'autre ou par ses nationaux, question connexe aux réclamations soulevées actuellement et dont la solution est sollicitée, et désirant que cette question accessoire ne puisse interrompre ou retarder l'examen et la décision de la question principale, conviennent qu'elles pourront soumettre aux Arbitres toutes questions de fait comprise dans lesdites réclamations et en demander la solution, la question de la responsabilité de chacun des Gouvernements à raison des faits dont il s'agit devant faire l'objet de négociations ultérieures.

Art. 9. — Les Hautes Parties contractantes étant convenues de nommer deux commissaires, pour chaque Gouvernement, dans le but de faire l'instruction et le rapport prévus à l'art. 7 précédent, et de comprendre les termes de cet accord dans le présent acte, afin que les recommandations desdits commissaires puissent être, en due forme, soumises aux Arbitres, si l'éventualité se présente, ledit accord est, en conséquence, ici consigné comme suit :

Chaque Gouvernement nommera deux commissaires pour rechercher, conjointement avec les commissaires de l'autre Gouvernement, tous les faits relatifs à la vie des phoques dans la mer de Behring et les mesures nécessaires pour leur protection efficace et leur conservation.

Les quatre commissaires adresseront un rapport commun, pour autant qu'ils tomberont d'accord, à chacun des deux Gouvernements et ils feront aussi un rapport, conjointement ou séparément, sur les points pour lesquels ils n'auront pu se mettre d'accord.

Ces rapports ne seront rendus publics qu'après avoir été soumis aux Arbitres ou que s'il apparaît que l'éventualité de leur emploi par les Arbitres ne peut se présenter.

Art. 10. — Chaque Gouvernement paiera les frais de ses délégués à la Commission mixte chargée des investigations prévues à l'article précédent.

Art. 11. — La sentence du Tribunal sera, s'il est possible, rendue dans les trois mois de la clôture des débats, de part et d'autre.

Elle sera constatée par écrit, datée et signée par tous les Arbitres qui y donneront leur assentiment.

Elle sera dressée en double exemplaire, dont l'un sera remis à l'agent des Etats-Unis pour son Gouvernement, et l'autre à l'agent de la Grande-Bretagne pour son Gouvernement.

Art. 12. — Chaque Gouvernement paiera son propre agent et pourvoira à la rémunération convenable du Conseil employé par lui et des Arbitres qu'il aura désignés, ainsi qu'aux frais nécessités par la préparation et la présentation de sa cause devant le Tribunal. Tous les autres frais relatifs à l'Arbitrage seront supportés pour moitié par chacun des deux Gouvernements.

Art. 13. — Les Arbitres tiendront exactement procès-verbal de leurs opérations et pourront désigner et employer les fonctionnaires nécessaires pour les assister.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à considérer le résultat des délibérations du Tribunal Arbitral comme une décision pleine, parfaite et définitive, de toutes les questions soumises aux Arbitres.

Art. 15. — Le présent Traité sera dûment ratifié par le Président des Etats-Unis d'Amérique avec l'avis et le consentement du Sénat, et par Sa Majesté Britannique.

Les ratifications seront échangées à Washington ou à Londres, dans les six mois de la date de la présente Convention, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, Plénipotentiaires respectifs, avons signé ce Traité et y avons apposé nos sceaux.

Fait en double exemplaire, à Washington, le 29 février 1892.

JAMES G. BLAINE.

JULIAN PAUNCEFOTE.

ETATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

Convention pour le renouvellement du « *modus vivendi* » existant dans la mer de Behring.

18 avril 1892

Considérant que, par une Convention conclue, le 29 février 1892, entre les Etats Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les Hautes Parties contractantes sont convenues de soumettre à un Arbitrage, dans les termes de ladite Convention, les questions qui se sont élevées entre elles concernant les droits de juridiction des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring et aussi la conservation des phoques se trouvant dans ladite mer ou la fréquentant habituellement, ainsi que les droits des citoyens et sujets

des deux Pays, relativement à la capture des phoques qui se trouvent dans lesdites eaux ou les fréquentent habituellement, et considérant que les Hautes Parties contractantes, n'étant pas tombées d'accord sur les règlements restrictifs à établir pour la capture des phoques pendant la durée de la procédure d'arbitrage, sont convenues de régler cette difficulté de la manière indiquée ci-après et sans préjudice des droits des deux parties ;

Lesdites Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires (les mêmes que pour la Convention qui précède).

Article premier. — Le Gouvernement de Sa Majesté défendra, pendant la durée de l'arbitrage, de tuer des phoques dans la partie de la mer de Behring située à l'est de la ligne de démarcation décrite à l'article premier du Traité conclu, en 1867, entre les Etats-Unis et la Russie, et emploiera promptement tous ses efforts pour assurer l'observation de cette défense par les sujets et les vaisseaux britanniques.

Art. 2. — Le Gouvernement des Etats-Unis défendra de tuer des phoques durant la même période et dans la même portion de la mer de Behring et sur les côtes et îles de celle-ci appartenant aux Etats-Unis (au delà du nombre de 7.500 qui pourront être pris dans les îles pour la subsistance des indigènes) et il emploiera promptement tous ses efforts pour assurer l'observation de cette défense par les citoyens et vaisseaux des Etats-Unis.

Art. 3. — Tout navire ou toute personne qui contreviendraient à cette défense dans les eaux de la mer de Behring, en dehors des limites territoriales ordinaires des Etats Unis, pourront être saisis et détenus par les officiers de marine ou autres dûment commissionnés de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, mais ils seront remis aussitôt que possible aux autorités de la Nation à laquelle ils appartiennent respectivement, qui auront seuls compétence pour juger le délit et prononcer la peine applicable. Les témoins et les preuves nécessaires pour constater le délit seront également envoyés.

Art. 4. — Pour faciliter les informations que le Gouvernement de Sa Majesté désirerait prendre en vue de présenter son mémoire et ses arguments aux Arbitres, il est convenu que les personnes compétentes désignées par la Grande-Bretagne pourront, en tout temps, sur leur demande, se rendre ou résider dans ce but sur les îles fréquentées par les phoques, pendant la saison de la pêche.

Art. 5. — Si le résultat de l'arbitrage est de constater le droit des pêcheurs anglais de prendre des phoques dans la mer de Behring, dans les limites revendiquées par les Etats-Unis d'après son acquisition de la Russie, une compensation sera due par les Etats-Unis à la Grande-Bretagne (au profit des sujets de celle-ci) pour la suppression de l'exercice de ce droit pendant la durée de l'arbitrage, sur la base de la quantité de prises qui auraient pu être effectuées sans diminuer, d'une manière anormale, les troupeaux de phoques, et, d'autre part, si le résultat de l'arbitrage est de dénier le droit des pêcheurs anglais de prendre des phoques dans lesdites eaux, alors une compensation sera fournie par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis (pour eux-mêmes, leurs citoyens et leurs fermiers) à raison de cet accord de limiter la prise, sur les îles, à

7,500 phoques par saison, sur la base de la différence entre ce nombre et tel chiffre plus considérable de prises qui, dans l'opinion des Arbitres, auraient pu être effectuées sans une diminution anormale des troupeaux de phoques.

Dans les deux cas, la somme à allouer sera telle qu'en toutes circonstances elle puisse être estimée juste et équitable, et elle sera promptement payée.

Art. 6. — Cette Convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, à toute époque, après le 31 octobre 1893, moyennant un avis préalable à donner deux mois à l'avance, et elle cessera d'être en vigueur à l'expiration de ce délai.

Art. 7. — La présente Convention sera dûment ratifiée par le Président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement du Sénat, et par Sa Majesté Britannique.

Les ratifications seront échangées, à Washington ou à Londres, aussitôt que possible.

En foi de quoi, nous, Plénipotentiaires respectifs, avons signé la présente Convention et y avons apposé nos sceaux.

Fait en double exemplaire, à Washington, le 18 août 1892.

JAMES G. BLAINE.

JULIAN PAUNCEFOTE.

Sentence du Tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité conclu à Washington, le 29 février 1892, entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

(15 août 1893)

Attendu que, par un Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, signé à Washington, le 29 février 1892, et dont les ratifications, par les Gouvernements des deux Pays, ont été échangées à Londres le 7 mai 1892, il a été, entre autres stipulations, convenu et réglé que les différends qui avaient surgi entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, au sujet des droits de juridiction des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring, et aussi relativement à la préservation des phoques à fourrure habitant ou fréquentant ladite mer et aux droits des citoyens et des sujets des deux Pays en ce qui concerne la capture des phoques à fourrure se trouvant dans lesdites eaux ou les fréquentant, seraient soumis à un Tribunal d'Arbitrage composé de sept Arbitres, qui seraient nommés de la manière suivante, savoir : deux Arbitres seraient désignés par le Président des Etats-Unis ; deux Arbitres seraient désignés par Sa Majesté Britannique ; Son Excellence le Président de la République Française serait prié, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, de désigner un Arbitre ; Sa Majesté le Roi d'Italie serait prié, de la même manière, de désigner un Arbitre ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège serait prié, de la même manière, de désigner un Arbitre : les sept Arbitres, ainsi nommés, devant être des juristes d'une réputation distinguée dans leurs Pays respectifs, et les Puissances auxquelles leur désignation serait remise devant être priées de choisir, autant que possible, des juristes sachant la langue anglaise ;

Et attendu qu'il a été pareillement convenu, par l'art. 2 dudit Traité, que les Arbitres se réuniraient à Paris dans les vingt jours qui suivraient la remise des contre-mémoires mentionnés à l'art. 4, qu'ils examineraient et décideraient avec impartialité et soin les questions qui leur étaient ou qui leur seraient soumises dans les conditions prévues par ledit Traité de la part des Gouvernements des Etats-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, et que toutes les questions examinées par le Tribunal, y compris la sentence finale, seraient décidées par les Arbitres à la majorité absolue des voix ;

Et attendu que, par l'art. 6 dudit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

» En vue de la décision des questions soumises aux Arbitres, il est
« entendu que les cinq points suivants leur seront soumis, afin que leur
« sentence comprenne une décision distincte sur chacun desdits cinq
« points, savoir :

« 1. Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous
« le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries
« de phoques dans cette mer la Russie a-t-elle affirmés et exercés avant
« et jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis ?

« 2. Jusqu'à quel point la revendication de ces droits de juridiction en
« ce qui concerne les pêcheries de phoques a-t-elle été reconnue et
« concédée par la Grande-Bretagne ?

« 3. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Beh-
« ring était-il compris dans l'expression *Océan Pacifique*, telle qu'elle a
« été employée dans le texte du Traité conclu en 1825 entre la Grande-
« Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie
« a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la mer de Behring
« après ledit Traité ?

« 4. Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et
« en ce qui concerne les pêcheries de phoques, dans la partie de la mer
« de Behring qui s'étend à l'Est de la limite maritime déterminée par le
« Traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie, ne sont-ils
« pas intégralement passés aux Etats-Unis en vertu de ce même
« Traité ?

« 5. Les Etats-Unis ont-ils quelque droit, et, en cas d'affirmative,
« quel droit ont-ils, soit à la protection, soit à la propriété des phoques
« à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis dans la
« mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite
« ordinaire de trois milles ?

Et attendu que, par l'art. 7 dudit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

« Si la décision des questions qui précèdent, en ce qui concerne la
« juridiction exclusive des Etats-Unis, laisse les choses en tel état que
« le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement
« de Règlements en vue de la protection et de la préservation conve-
« nables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Beh-
« ring, les Arbitres auront à déterminer quels Règlements communs
« sont nécessaires, en dehors des limites de la juridiction des Gouver-
« nements respectifs, et sur quelles eaux ces Règlements devraient s'ap-
« pliquer...

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à unir leurs efforts pour obtenir l'adhésion d'autres Puissances à ces Règlements » ;

Et attendu que, par l'art. 8 dudit Traité, après avoir exposé que les Hautes Parties contractantes n'avaient pu s'entendre sur une formule qui comprit la question des responsabilités à la charge de l'une d'elles, à raison des préjudices allégués avoir été causés à l'autre, ou aux citoyens de l'autre, à l'occasion des réclamations présentées et soutenues par ladite Partie, et qu'elles « désireraient que cette question secondaire ne suspendit ou ne retardât pas plus longtemps la production et la décision des questions principales, » les Hautes Parties contractantes sont convenues que « chacune d'elles pourrait soumettre aux Arbitres toute question de fait impliquée dans lesdites réclamations et demander une décision à cet égard, après quoi la question de la responsabilité de chacun des deux Gouvernements à raison des faits établis serait matière à négociations ultérieures » ;

Et attendu que le Président des Etats-Unis d'Amérique a désigné l'Honorable John M. Harlan, Juge de la Cour Suprême des Etats-Unis, et l'Honorable John T. Morgan, Sénateur des Etats-Unis, pour être deux desdits Arbitres ; que Sa Majesté Britannique a désigné le Très Honorable Lord Hannen et l'Honorable Sir John Thompson, Ministre de la Justice et Attorney General pour le Canada, pour être deux desdits Arbitres ; que Son Excellence le Président de la République Française a désigné le Baron Alphonse de Courcel, Sénateur, Ambassadeur de France, pour être un desdits Arbitres ; que Sa Majesté le Roi d'Italie a désigné le Marquis Emilio Visconti Venosta, ancien Ministre des Affaires étrangères et Sénateur du Royaume d'Italie, pour être un desdits Arbitres, et que Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège a désigné M. Gregers Gram, Ministre d'Etat, pour être un desdits Arbitres ;

Et attendu que Nous susnommés, Arbitres désignés et investis de la manière qui vient d'être relatée, ayant accepté de prendre la charge de cet Arbitrage, et Nous étant dûment réunis à Paris, avons procédé avec impartialité et soin à l'examen et à la décision de toutes les questions qui ont été soumises à Nous, Arbitres susnommés, en vertu dudit Traité, ou à Nous présentées, au nom des Gouvernements des Etats-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, de la manière prévue par ledit Traité ;

Nous, Arbitres susnommés, ayant examiné avec impartialité et soin lesdites questions, décidons et prononçons de même, sur lesdites questions, par notre présente Sentence, de la manière qui suit, à savoir :

En ce qui concerne les cinq points mentionnés dans l'art. 6 et sur chacun desquels notre jugement doit comprendre une décision distincte, Nous décidons et prononçons ce qui suit :

Sur le premier des cinq points susdits, Nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons ce qui suit :

Par l'Ukase de 1821, la Russie a revendiqué des droits de juridiction,

dans la mer connue aujourd'hui sous le nom de mer de Behring, jusqu'à la distance de cent milles italiens au large des côtes et îles lui appartenant ; mais, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion des Traités de 1824 avec les Etats-Unis et de 1825 avec la Grande-Bretagne, elle a admis que sa juridiction dans ladite mer serait limitée à une portée de canon de la côte ; et il apparaît que, depuis cette époque jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, elle n'a jamais affirmé en fait ni exercé aucune juridiction exclusive dans la mer de Behring, ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques à fourrure dans ladite mer, au delà des limites ordinaires des eaux territoriales.

Sur le second des cinq points susdits, Nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que la Grande-Bretagne n'a reconnu ni concédé à la Russie aucun droit à une juridiction exclusive sur les pêcheries de phoques dans la mer de Behring, en dehors des eaux territoriales ordinaires.

Sur le troisième des cinq points susdits, et quant à la partie dudit troisième point où nous est soumise la question de savoir si l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression *Océan Pacifique* telle qu'elle a été employée dans le texte du Traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, Nous, Arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression *Océan Pacifique* telle qu'elle a été employée dans ledit Traité.

Et quant à la partie dudit troisième point d'après laquelle Nous avons à décider quels droits, si droits il y avait, la Russie a possédés et exclusivement exercés après ledit Traité de 1825, Nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que la Russie n'a possédé ni exercé, après le Traité de 1825, aucun droit exclusif de juridiction dans la mer de Behring ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques dans cette mer, au delà de la limite ordinaire des eaux territoriales.

Sur le quatrième des cinq points susdits, Nous, Arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques, dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'Est de la limite maritime déterminée par le Traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie, sont intégralement passés aux Etats-Unis en vertu de ce même Traité.

Sur le cinquième des cinq points susdits, Nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que les Etats-Unis n'ont aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles

appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles.

Et attendu que les décisions ci-dessus relatées, sur les questions concernant la juridiction exclusive des Etats-Unis mentionnées dans l'art. 6, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, le Tribunal ayant décidé à la majorité absolue des voix sur chacun des articles des Règlements qui suivent, Nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, donnant notre assentiment à l'ensemble des articles des Règlements qui suivent, et constituant la majorité absolue des Arbitres, décidons et prononçons, d'après le mode prescrit par le Traité, que les Règlements communs qui suivent, applicables en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, sont nécessaires, et qu'ils doivent s'étendre sur les eaux ci-après déterminées.

Article premier. — Les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre, en tout temps et de quelque manière que ce soit, les animaux communément appelés phoques à fourrure, dans une zone de soixante milles autour des îles Pribilof, en y comprenant les eaux territoriales.

Les milles mentionnés dans le paragraphe précédent sont des milles géographiques de soixante au degré de latitude.

Art. 2. — Les deux Gouvernements interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre les phoques à fourrure, de quelque manière que ce soit, pendant la saison s'étendant chaque année du 1^{er} mai au 31 juillet inclusivement, sur la haute mer, dans la partie de l'océan Pacifique, en y comprenant la mer de Behring, qui est sise au Nord du 35^e degré de latitude nord, et à l'Est du 180^e degré de longitude de Greenwich jusqu'à sa rencontre avec la limite maritime décrite dans l'article premier du Traité de 1867 entre les Etats-Unis et la Russie, et ensuite à l'Est de cette ligne jusqu'au détroit de Behring.

Art. 3. — Pendant la période de temps et dans les eaux où la pêche des phoques à fourrure demeurera permise, les navires à voiles seront seuls admis à l'exercer ou à s'associer aux opérations de cette pêche. Ils auront cependant la faculté de se faire assister par des pirogues ou autres embarcations non pontées, mues par des pagaies, des rames ou des voiles, du genre de celles qui sont communément employées comme bateaux de pêche.

Art. 4. — Tout navire à voiles autorisé à se livrer à la pêche des phoques à fourrure devra être muni d'une licence spéciale délivrée à cet effet par son Gouvernement et devra porter un pavillon distinctif qui sera déterminé par ledit Gouvernement.

Art. 5. — Les patrons des navires engagés dans la pêche des phoques à fourrure devront mentionner exactement sur leurs livres de bord la date et le lieu de chaque opération de pêche des phoques à fourrure,

ainsi que le nombre et le sexe des phoques capturés chaque jour. Ces mentions devront être communiquées par chacun des deux Gouvernements à l'autre à la fin de chaque saison de pêche.

Art. 6. — L'emploi des filets, des armes à feu et des explosifs sera interdit dans la pêche des phoques à fourrure. Cette restriction ne s'appliquera pas aux fusils de chasse, quand cette pêche sera pratiquée en dehors de la mer de Behring et pendant la saison où elle pourra être légitimement exercée.

Art. 7. — Les deux Gouvernements prendront des mesures en vue de contrôler l'aptitude des hommes autorisés à exercer la pêche des phoques à fourrure ; ces hommes devront être reconnus aptes à manier avec une habileté suffisante les armes au moyen desquelles cette pêche pourra être faite.

Art. 8. — Les Règlements contenus dans les précédents articles ne s'appliqueront pas aux Indiens habitant sur les côtes du territoire des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne et pratiquant la pêche des phoques à fourrure dans des pirogues ou embarcations non pontées, non transportées par d'autres navires, ni employées à l'usage de ceux-ci, mues exclusivement à l'aide de pagaies, d'avirons ou de voiles, et manœuvrées chacune par cinq personnes au plus, de la manière jusqu'à présent usitée par les Indiens ; pourvu que ceux-ci ne soient pas engagés au service d'autres personnes, et qu'alors qu'ils chassent ainsi dans des pirogues ou embarcations non pontées, ils ne poursuivent pas les phoques à fourrure, en dehors des eaux territoriales, en vertu d'engagements contractés pour la livraison des peaux à une personne quelconque.

Cette exception n'aura pas pour effet de porter atteinte à la législation nationale de l'un ou de l'autre des deux pays ; elle ne s'étendra pas aux eaux de la mer de Behring, ni aux eaux des passes Aléoutiennes.

Aucune des dispositions qui précèdent n'a pour objet de s'opposer à ce que les Indiens soient employés, comme chasseurs ou à tout autre titre, ainsi qu'ils l'ont été jusqu'à présent, sur des navires se livrant à la poursuite des phoques à fourrure.

Art. 9. — Les Règlements communs établis par les articles précédents, en vue de la protection et de la préservation des phoques à fourrure, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été en tout ou partie abolis ou modifiés par un accord entre les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Lesdits Règlements communs seront soumis tous les cinq ans à un nouvel examen, pour que les deux Gouvernements intéressés se trouvent en mesure d'apprécier, à la lumière de l'expérience acquise, s'il y a lieu d'y apporter quelque modification.

Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a soumis au Tribunal d'Arbitrage, par application de l'art. 8 dudit Traité, certaines questions de fait impliquées dans les réclamations dont il est fait mention audit art. 8, et a soumis également à Nous, formant ledit Tribunal, un exposé des faits dans les termes suivants :

« Conclusions de fait proposées par l'Agent de la Grande-Bretagne,

« acceptées par l'Agent des Etats-Unis, qui en admet l'exactitude, et
« soumises à l'examen du Tribunal d'Arbitrage :

« 1. Que les diverses visites et saisies de navires ou de marchandises
« et les diverses arrestations de patrons et d'équipages, mentionnées
« dans l'Annexe au Mémoire Britannique, pages 1 à 60 inclusivement,
« ont été faites par autorité du Gouvernement des Etats-Unis ; les ques-
« tions se rapportant à la valeur desdits navires ou de leur contenu,
« ensemble ou séparément, et la question de savoir si les navires dési-
« gnés dans l'Annexe au Mémoire Britannique, ou certains d'entre eux,
« étaient, en totalité ou en partie, la propriété de citoyens des Etats-
« Unis, ont été retirées et n'ont pas été l'objet de l'examen du Tribunal,
« sous cette réserve que les Etats-Unis gardent le droit de soulever ces
« questions ou quelqueune d'entre elles, s'ils le jugent à propos, dans
« toute négociation ultérieure pouvant engager la responsabilité du
« Gouvernement des Etats-Unis, en ce qui touche le payement des
« sommes mentionnées dans l'Annexe au Mémoire Britannique ;

« 2. Que les susdites saisies, sauf en ce qui concerne le *Pathfinder*,
« saisi à Neah-Bay, ont été effectuées dans la mer de Behring, aux dis-
« tances de la côte mentionnées au tableau ci-annexé, sous la lettre C ;

« 3. Que lesdites visites et saisies de navires ont été faites par des
« navires armés pour le service public des Etats-Unis, dont les com-
« mandants avaient reçu, toutes les fois qu'elles ont eu lieu, du pouvoir
« exécutif du Gouvernement des Etats-Unis, des instructions dont un
« exemplaire est reproduit en copie ci-après (annexe A), les autres
« exemplaires desdites instructions étant conformes à ce modèle sur les
« points essentiels ; que, dans toutes les occasions où des poursuites
« entamées devant les Cours de district des Etats-Unis ont été suivies
« de condamnations, ces poursuites ont débuté par le dépôt d'un acte
« d'accusation, dont un modèle est annexé ci-dessous (annexe B), les
« actes d'accusation déposés dans les autres procédures étant, en tous
« points essentiels, semblables à ce modèle ; que les actes ou délits,
« allégués comme motif de ces visites et saisies, ont été accomplis ou
« commis dans la mer de Behring, aux distances de la côte déjà indi-
« quées ; que, dans tous les cas où une condamnation a été prononcée,
« excepté ceux où les navires ont été relâchés après condamnation, la
« saisie a été approuvée par le Gouvernement des Etats-Unis, et que,
« dans les cas où les navires ont été relâchés, la saisie avait été opérée
« par autorité du Gouvernement des Etats-Unis ; que les amendes et
« emprisonnements susdits ont été prononcés à raison d'infractions aux
« lois nationales des Etats-Unis, infractions toutes commises dans la mer
« de Behring, aux distances de la côte déjà indiquées ;

« 4. Que les différents ordres mentionnés dans l'annexe ci-jointe sous
« la lettre C, enjoignant à certains navires de quitter la mer de Behring
« ou de ne pas y entrer, ont été donnés par des navires armés pour le
« service public des Etats-Unis, dont les commandants avaient, toutes
« les fois qu'ils ont donné ces ordres, des instructions conformes à celles
« mentionnées ci-dessus, sous le n° 3, et que les navires qui ont reçu
« ces injonctions étaient occupés à la chasse des phoques ou faisaient
« route pour entreprendre cette chasse ; et que cette façon de procéder
« a été sanctionnée par le Gouvernement des Etats-Unis ;

« 5. Que les Cours de district des Etats-Unis, devant lesquelles des poursuites ont été entamées ou suivies pour obtenir des condamnations contre les navires saisis dont il est fait mention dans l'Annexe au Mémoire de la Grande Bretagne, pages 1 à 60 inclusivement, avaient tous droits de juridiction et pouvoirs appartenant aux Cours d'amirauté, y compris la juridiction de tribunaux de prises, mais que, dans chaque cas particulier, la sentence prononcée par la Cour s'appuyait sur les causes mentionnées dans l'acte d'accusation. »

ANNEXE A

Au capitaine M. A. Healy, commandant le vapeur du service des douanes Bear, à San-Francisco (Californie).

(Traduction,)

Département du Trésor, Cabinet du Secrétaire.

Washington, 21 avril 1886.

« Monsieur, comme suite à une lettre du Département, en date de ce jour, « vous enjoignant de vous diriger avec le vapeur du service des douanes Bear, « placé sous votre commandement, vers les îles aux phoques, vous êtes par les « présentes investi de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution de « la loi dont les termes sont contenus dans la section 1956 des Statuts révisés « des Etats-Unis, et ordre vous est donné de saisir tout navire et d'arrêter et « livrer aux autorités compétentes tout individu ou toutes personnes que vous « trouveriez agissant en violation de la loi susmentionnée, après qu'un avertissement suffisant leur aura été donné.

« Vous saisirez également tous spiritueux et armes à feu que l'on chercherait « à introduire dans le pays sans une permission en règle, en exécution de la « Section 1955 des Statuts révisés et de la proclamation du Président en date « du 4 février 1870.

« Respectueusement à vous.

« Signé : C.-S. FAIRCHILD,
« Secrétaire par intérim. »

ANNEXE B

A l'Honorable Lafayette Dawson, juge de ladite Cour de district, devant la Cour de district des Etats-Unis pour le district d'Alaska.

Session (*Special Term*) d'août 1886.

(Traduction,)

« Le réquisitoire à fin d'information par lequel M. D. Ball, Attorney des « Etats-Unis pour le district d'Alaska, poursuivant au nom des Etats-Unis et « présent ici devant la Cour, en sa personne, comme représentant des Etats- « Unis et en leur nom, contre la goélette *Thornton*, ses agrès, apparaux, embar- « cations, cargaison et matériel, et contre toutes personnes intervenant comme « ayant des intérêts engagés dans ce navire, en poursuite à fin de confiscation, « présente les allégations et déclarations suivantes :

« Que Charles A. Abbey, officier du service des douanes maritimes des Etats- « Unis, chargé d'une mission spéciale dans les eaux du district d'Alaska, anté- « rieurement au présent jour, à savoir le 1^{er} août 1886, dans les limites du « territoire d'Alaska et dans ses eaux, et dans les limites du district civil

« judiciaire d'Alaska, à savoir dans l'étendue des eaux de cette partie de la mer
« de Behring qui appartient audit district, dans des eaux navigables pour des
« navires venant de la haute mer et jaugeant 10 tonneaux ou au-dessus, a saisi
« le vaisseau ou navire communément dénommé goélette, le *Thornton*, ses
« agrès, appareils, embarcations, cargaison et matériel, lesquels étaient la
« propriété d'une ou de plusieurs personnes inconnues dudit Attorney, et les a
« confisqués au profit des Etats-Unis pour les causes ci-après :

« Que ledit navire ou goélette a été trouvé se livrant à la destruction des
« phoques à fourrure, dans les limites du territoire d'Alaska et de ses eaux, en
« violation des dispositions de la Section 1936 des statuts révisés des Etats-
« Unis ;

« Et ledit Attorney déclare que toutes les propositions ci-dessus énoncées et
« chacune d'elles sont et étaient vraies, et qu'elles tombent sous la juridiction
« maritime et d'amirauté de cette Cour, et que, pour cette raison, et en exé-
« cution des statuts des Etats-Unis établis et édictés pour de tels cas, le navire
« ou la goélette mentionnés et décrits ci-dessus, jaugeant plus de 20 tonneaux,
« ses agrès, appareils, embarcations, cargaison et matériel ont été et sont con-
« fisqués au profit des Etats-Unis, et que ladite goélette se trouve maintenant
« dans le district susdit.

« Ce pourquoi ledit Attorney demande que l'honorable Cour de justice pro-
« cède et avise comme d'usage en cette affaire, et que toutes personnes ayant
« un intérêt dans ladite goélette ou navire soient citées par voie d'assignation
« générale ou spéciale, afin de répondre aux propositions susénoncées, et que,
« à la suite de la procédure à ce nécessaire, ledit navire ou goélette, ses agrès,
« appareils, embarcations, cargaison et matériel soient condamnés pour ladite
« cause ou toute autre qu'il apparaîtrait juste, par arrêt formel et décret de
« cette honorable Cour, et confisqués au profit desdits Etats-Unis, selon la
« forme des statuts desdits Etats-Unis, établis et édictés pour de tels cas.

« Signé M. D. BALL,

« Attorney des Etats-Unis pour le district d'Alaska. »

ANNEXE C

« La table ci-dessous contient les noms des navires britanniques employés à
« la chasse des phoques, qui ont été saisis ou avertis par les croiseurs du Ser-
« vice des Douanes des Etats-Unis, de 1886 à 1890, et la distance approxima-
« tive de la terre où ces saisies ont eu lieu. Ces distances sont indiquées, en ce
« qui concerne les navires *Carolena*, *Thornton* et *Onward*, d'après le témoi-
« gnage du Commandant Abbey, de la Marine des Etats-Unis (Voir 50^e Congrès,
« 2^e session ; Sénat ; Documents exécutifs, n^o 106, pages 20, 30, 40). Elles sont
« indiquées, en ce qui concerne les navires *Anna Beck*, *W. P. Sayward*, *Dol-
« phin* et *Grace*, d'après le témoignage du capitaine Shepard, de la Marine du
« Trésor des Etats-Unis (*Livre Bleu*, Etats-Unis, n^o 2, 1890, pages 80-82. —
« Voir : Appendice au Mémoire britannique, volume III). »

Nom du navire : *Carolena*. — Date de la saisie : 1^{er} août 1886. — Distance
approximative de terre au moment de la saisie : 75 milles. — Navire des Etats-
Unis qui a fait la saisie : *Corwin*.

Nom du navire : *Thornton*. — Date de la saisie : 1^{er} août 1886. — Distance
approximative de terre au moment de la saisie : 70 milles. — Navire des Etats-
Unis qui a fait la saisie : *Corwin*.

Nom du navire : *Onward*. — Date de la saisie : 2 août 1886. — Distance
approximative de terre au moment de la saisie : 115 milles. — Navire des Etats-
Unis qui a fait la saisie : *Corwin*.

Nom du navire : *Favourite*. — Date de la saisie : 2 août 1886. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : Averti par le *Corwin*, à peu près dans la même position que l'*Onward*.

Nom du navire : *Anna-Beck*. — Date de la saisie : 2 juillet 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *W.-P. Sayward*. — Date de la saisie : 9 juillet 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 59 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Dolphin*. — Date de la saisie : 12 juillet 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 40 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Grace*. — Date de la saisie : 17 juillet 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 96 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Alfred-Adams*. — Date de la saisie : 10 août 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 62 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Ada*. — Date de la saisie : 25 août 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 15 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Bear*.

Nom du navire : *Triumph*. — Date de la saisie : 4 août 1887. — Distance approximative de terre au moment de la saisie (?) Averti par le *Rush* de ne pas entrer dans la mer de Behring.

Nom du navire : *Juanita*. — Date de la saisie : 31 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Pathfinder*. — Date de la saisie : 29 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 50 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Triumph*. — Date de la saisie : 11 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : Averti par le *Rush* d'avoir à quitter la mer de Behring. — Position au moment de l'avertissement : (?)

Nom du navire : *Black-Diamond*. — Date de la saisie : 11 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 35 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Lily*. — Date de la saisie : 6 août 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Ariel*. — Date de la saisie : 30 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : Averti par le *Rush* d'avoir à quitter la mer de Behring.

Nom du navire : *Kate*. — Date de la saisie : 13 août 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : Averti par le *Rush* d'avoir à quitter la mer de Behring.

Nom du navire : *Minnie*. — Date de la saisie : 15 juillet 1889. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : 65 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Rush*.

Nom du navire : *Pathfinder*. — Date de la saisie : 27 mars 1890. — Distance approximative de terre au moment de la saisie : Saisi dans la baie de Neah (1). — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : *Corwin*.

Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a demandé à Nous, Arbitres susnommés, de décider sur lesdites questions de fait,

(1) La baie de Neah est située dans l'Etat de Washington, et le *Pathfinder* y a été saisi du chef de délits commis par lui dans la mer de Behring l'année précédente. Ce bâtiment fut relâché deux jours plus tard.

telles qu'elles résultent de l'exposé susmentionné ; que l'Agent et les Conseils du Gouvernement des Etats-Unis ont, en notre présence et s'adressant à Nous, déclaré que ledit exposé des faits était confirmé par les dépositions des témoins, et qu'ils s'étaient mis d'accord avec l'Agent et les Conseils de Sa Majesté Britannique pour s'en remettre à Nous Arbitres de dire et prononcer véritable, en tant que nous le jugerions à propos, ledit exposé des faits ;

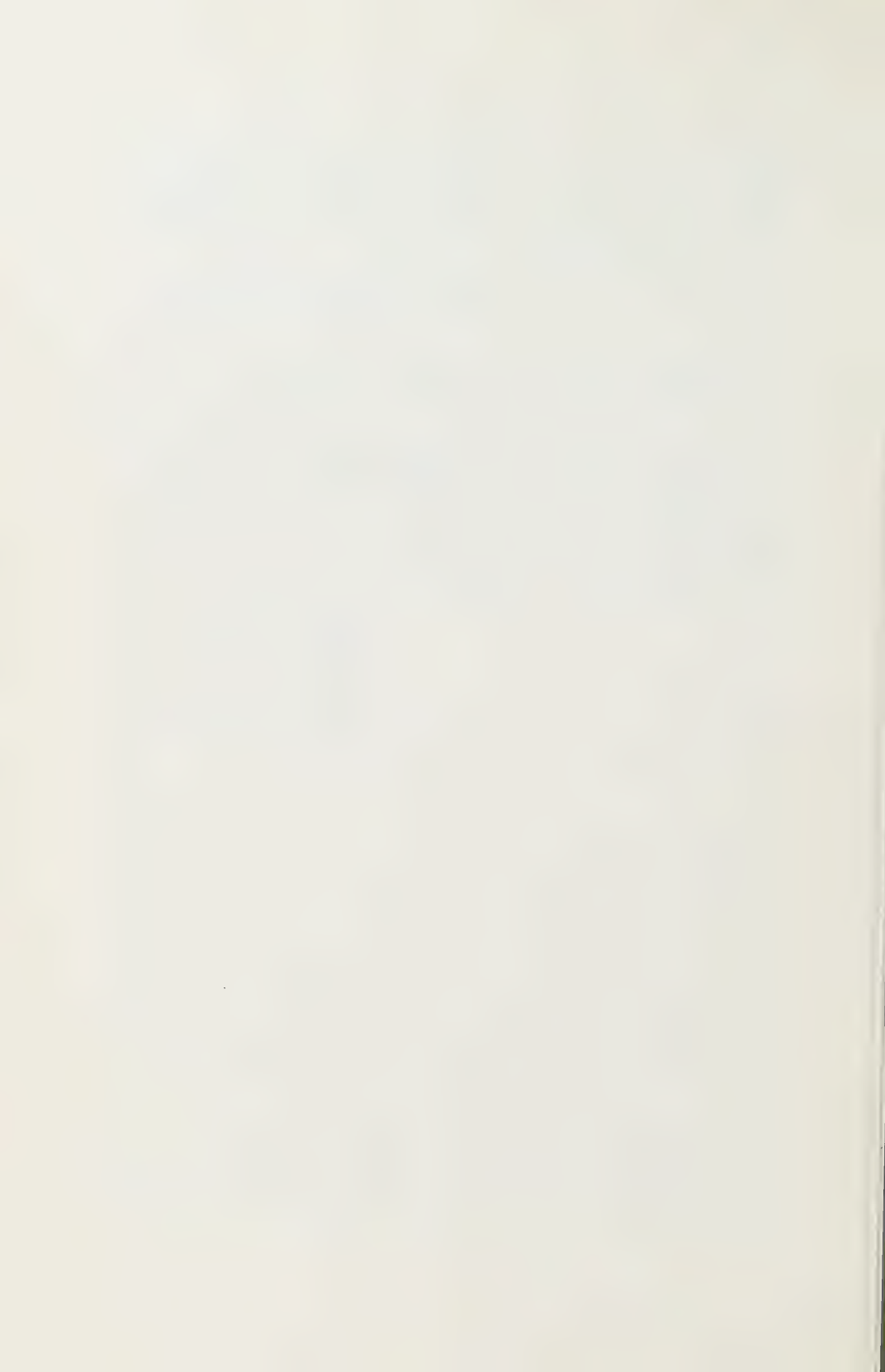
Nous, Arbitres susnommés, disons et prononçons à l'unanimité que lesdits faits, tels qu'ils se trouvent dans ledit exposé, sont véritables.

Et attendu que toutes et chacune des questions qui ont été examinées par le Tribunal ont été décidées à la majorité absolue des voix.

Nous, le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Juge Harlan, Sir John Thompson, le Sénateur Morgan, le Marquis Visconti Venosta et M. Gre-gers Gram, étant entendu que les Arbitres qui se sont trouvés en mino-rité sur certaines questions ne retirent pas leurs votes, déclarons que le présent acte contient la décision finale et la Sentence écrite du Tribunal, conformément aux prescriptions du Traité.

Fait en double à Paris, et signé par Nous, le quinzième jour d'août de l'année 1893.

ALPH. DE COURCEL.
JOHN M. HARLAN.
JOHN T. MORGAN.
HANNEN.
JOHN S. D. THOMPSON.
VISCONTI VENOSTA.
G. GRAM.



DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

AFFAIRES DU HAUT-MEKONG

M. Casimir-Perier, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, à **M. Maurice Lebon**, sous-secrétaire d'Etat des colonies.

Paris, le 4 décembre 1893.

Votre Administration a été tenue verbalement au courant des pourparlers engagés par mon Département avec le Gouvernement Britannique, au sujet de la création d'une zone intermédiaire entre nos possessions et les possessions anglaises dans la péninsule indo-chinoise. Je crois devoir vous adresser aujourd'hui, pour ordre, les principaux documents se rapportant à cette négociation.

Les bases en avaient été posées, au mois de juillet dernier, dans un document dont vous trouverez ci-joint le texte, et qui a été signé par mon prédécesseur et par lord Dufferin, le 31 du même mois.

A la suite de premiers pourparlers qui avaient eu lieu, après la signature de ces documents, entre **M. Develle** et lord Dufferin, tous deux décidèrent de confier à une commission spéciale le soin de rechercher quelles limites seraient assignées à la zone dont il s'agit. A cet effet, mon prédécesseur désigna **M. Jusserand**, Ministre Plénipotentiaire, chargé de la sous-direction du Nord à la direction politique de son Département, et **M. Paul Révoil**, chef de son cabinet. Lord Dufferin désigna **M. Phipps**, Ministre Plénipotentiaire, et **M. Austin Lee**, Secrétaire d'Ambassade.

La Commission a tenu au Ministère des Affaires étrangères ses réunions dont la première a eu lieu le 16 octobre. La carte de la Mission Pavie a été acceptée, de part et d'autre, pour base des travaux.

L'entente sur la question de frontières, en vue de laquelle la Commission a été constituée, n'a pu s'établir. Les tracés proposés, de part et d'autre, différaient d'une manière sensible, et le défaut de renseignements précis, sur les limites politiques des territoires qui se trouvaient en cause, a obligé les Commissaires à suspendre leur travail, en attendant qu'un supplément d'informations ait été recueilli sur place.

S'il n'a pu être procédé, dès maintenant, à la détermination des limites dont il s'agit, quelques questions qui ne sont pas sans importance ont été réglées, en principe tout au moins. C'est ainsi qu'on a reconnu, d'un commun accord, que la navigation, le transit et les moyens de communication devaient demeurer libres de toute entrave dans la zone à constituer, chacune des parties contractantes s'engageant à ne rechercher aucun avantage qui ne fût également assuré à l'autre.

En conséquence, deux documents, dont vous trouverez le texte ci-joint, ont été signés. Le premier constate la nécessité, où les Commissaires se trouvent, de suspendre leurs séances jusqu'à ce qu'ils soient mis en possession d'informations complémentaires. Dans le second, mon prédécesseur et l'Ambassadeur d'Angleterre ont consigné quelques-uns des points examinés au cours des travaux de la Commission et sur lesquels il paraissait convenable que l'attention des délégués, envoyés sur place, fût spécialement appelée.

Ainsi que vous le remarquerez, la mission de ces délégués devra être une simple mission d'enquête ; ils sont chargés uniquement de recueillir des renseignements et non pas de trancher des difficultés. S'il s'élève des divergences de vues entre eux, ils en noteront les motifs. La décision définitive sera réservée aux Gouvernements eux-mêmes. Il a paru que tout différend serait ainsi évité et que la prompte exécution du programme adopté par les deux Gouvernements serait assurée.

Enfin, comme il est évident que la portée de l'accord concernant la liberté de navigation et de transit dans la zone à constituer eût été grandement diminuée si l'une des deux Puissances avait recherché dans la province du Xieng-Hung, située au nord de ladite zone, des avantages exclusifs, un échange de lettres a eu lieu entre mon prédécesseur et l'Ambassadeur d'Angleterre afin qu'aucun doute ne subsistât à cet égard.

Il résulte de ces documents, dont vous trouverez ci-joint copie, qu'aucun monopole, soit pour les chemins de fer ou compagnies de navigation, soit pour tout autre mode de transit ou de communication, ne sera recherché, dans le Xieng-Hung, par l'une des deux parties, au détriment de l'autre.

CASIMIR-PÉRIER.

ANNEXES A LA DÉPÊCHE DE M. CASIMIR-PÉRIER A M. MAURICE LEBON,
EN DATE DU 4 DÉCEMBRE 1893.

I

En vue de prévenir les difficultés qui pourraient naître d'un contact direct entre elles, les deux Puissances sont d'accord pour reconnaître la nécessité de constituer, au moyen de sacrifices et d'abandons réciproques, une zone neutre entre leurs possessions.

Les limites de la zone neutre seront déterminées ultérieurement.

31 juillet 1893.

JULES DEVELLE.

DUFFERIN and AVA.

II

Les soussignés, désignés par leurs gouvernements respectifs pour examiner de quelle manière pourrait être constituée, au moyen de contributions réciproques, une zone intermédiaire entre les possessions françaises et anglaises dans la région du Haut-Mékong,

S'étant trouvés arrêtés, au cours de leurs travaux, par la difficulté de déterminer, d'après des données certaines, les limites et la configuration géographique des diverses provinces situées dans cette région,

Ont reconnu d'un commun accord que, pour établir, dans des conditions géographiques normales, et sans occasionner de morcellement, une zone d'une étendue suffisante, il conviendrait de faire procéder à une enquête sur place par des agents techniques des deux pays.

Fait à Paris, le 25 novembre 1893.

JUSSERAND.
Paul RÉVOIL,

C. PHIPPS
H. AUSTIN LEE.

III

Les soussignés, ayant pris connaissance du Protocole, en date de ce jour, signé par les Commissaires Français et Anglais, et y ayant donné leur approbation, ont reconnu d'un commun accord que les agents techniques désignés pour se rendre sur le Haut-Mékong ne devront pas perdre de vue les points suivants :

1° L'examen géographique auquel ils devront se livrer portera sur le cours du Mékong, depuis son entrée dans le Xieng-Kheng jusqu'à son entrée dans le Louang-Prabang ; sur les limites de la province de Xieng-Kheng et sur celles de la partie de Nan, au Nord du fleuve ;

2° La largeur que les deux Puissances contractantes se proposent de donner à la zone intermédiaire, entre les Possessions françaises et anglaises, est, dans la mesure où la configuration géographique et politique du pays le permettra, de 80 kilomètres de marche, environ. Les agents techniques devront noter soigneusement quelles limites géographiques et politiques atteindraient le mieux ce but ;

3° Il est entendu que la navigation, le transit et les moyens de communication seront libres de toute entrave dans la zone ainsi constituée, chacune des Parties contractantes s'engageant à ne chercher aucun avantage qui ne soit également assuré à l'autre.

Fait à Paris, le 23 novembre 1893.

Jules DEVELLE.

DUFFERIN AND AVA.

IV

Le marquis de Dufferin et Ava, ambassadeur d'Angleterre, à Paris, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 1^{er} décembre 1893.

In answer to the question that you were good enough to address to me on Tuesday with reference to the rumour that we had come to an agreement with China, concerning the state of Kiang-Hung, I beg to inform you that at present no such Treaty has been signed and that we have no intention of seeking to obtain any monopoly either for Railways, Steamboat Companies, or any other mode of transit or communication to the detriment of any similar French commercial undertakings. It is understood that in the above respects the fields is to be left as open to French as English enterprise.

In acknowledging the receipt of this note, perhaps you will kindly intimate the willingness of the French Government to accede to a reciprocal engagement.

DUFFERIN and AVA.

V

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à Paris, au marquis de Dufferin et Ava, ambassadeur d'Angleterre, à Paris.

Paris, le 1^{er} décembre 1893.

Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre de ce jour, qu'aucun traité n'a été signé jusqu'ici entre la Grande-Bretagne et la Chine, au sujet de l'Etat de Xieng-Hung et que l'Angleterre n'a nullement l'intention de chercher à obtenir aucun monopole, soit pour les chemins de fer ou compagnies de navigation, soit pour tout autre mode de transit ou com-

munication, au détriment d'entreprises commerciales françaises de même ordre. Il est entendu que le champ devra demeurer libre à cet égard pour les entreprises françaises et anglaises.

Je m'empresse de vous accuser réception de cette communication dont je prends acte bien volontiers. Réciproquement et conformément à votre demande, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la délimitation des possessions françaises du côté de Xieng-Hung n'a pas encore été faite, mais que, dans les négociations que le Gouvernement de la République aura à suivre à ce sujet avec le Gouvernement chinois, il compte se guider d'après les principes mêmes que vous avez bien voulu énoncer dans votre lettre de ce jour et auxquels je ne peux qu'adhérer sans réserve.

Jules DEVELLE.

AFFAIRES DE SIAM

M. Davelle, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam.

Paris, le 8 juillet 1893.

En présence des derniers événements survenus dans la vallée du Mékong et de l'attitude prise à notre égard par le Gouvernement siamois, le Gouvernement de la République a pensé qu'il y aurait intérêt à profiter du voyage que vous vous proposez de faire à Saïgon, pour vous confier le soin de poursuivre, s'il est possible, le règlement amiable des questions actuellement pendantes.

Il a, en conséquence, après en avoir conféré avec vous, décidé de vous envoyer à cet effet à Bangkok, en mission extraordinaire, et vous trouverez sous ce pli les lettres qui vous accréditent auprès du Roi de Siam avec les pouvoirs les plus étendus.

Des ordres vont être donnés pour qu'un bâtiment de guerre vous attende à Singapore, d'où il vous conduira immédiatement à Bangkok.

Comme vous le savez, nos revendications à l'égard du Siam sont de deux sortes. D'une part, nous avons mis le Gouvernement siamois en demeure de retirer les postes qu'il avait établis sur la rive gauche du Mékong au mépris des droits du Cambodge et de l'Annam. D'autre part, nous avons demandé satisfaction pour l'insulte faite à notre drapeau à Tong-Xieng-Kham, pour les mauvais traitements et l'expulsion dont deux de nos compatriotes, MM. Esquilat et Champenois, ont été l'objet l'année dernière à Outhène, pour vexations infligées à un autre Français, M. Baraton, pour l'enlèvement par surprise du capitaine Thoreux, enfin pour l'assassinat par le mandarin siamois de Kammoun de l'inspecteur Groscurin, suivi du massacre d'un certain nombre de nos miliciens. Les démarches pressantes faites à ce sujet par notre Représentant au Siam sont demeurées jusqu'à présent sans effet, et nous n'avons pu obtenir de la Cour de Bangkok que des réponses dilatoires.

Vous aurez donc à réclamer du Gouvernement siamois : 1^o La reconnaissance de nos revendications territoriales sur la rive gauche du Mékong ; 2^o les réparations dues pour les incidents que je viens de rappeler, ainsi que le paiement d'une indemnité.

Au cas où le Gouvernement siamois se refuserait à faire droit à ces diverses demandes, vous devriez, à l'expiration du délai que vous auriez fixé, amener le pavillon et quitter Bangkok avec le personnel du Consulat général et les navires de guerre français qui se trouveraient dans le port. Vous aviseriez immédiatement le Commandant de la division navale qui procéderait sans retard à la notification et à l'établissement du blocus.

Je m'empresse, d'ailleurs, d'ajouter que le Gouvernement conserve l'espoir qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures de coercition, et qu'il compte sur votre tact et votre fermeté pour amener la Cour de Bangkok à donner satisfaction à nos légitimes revendications.

Il n'est jamais, vous le savez, entré dans notre pensée de porter

atteinte à l'indépendance du Siam. Vous pourrez, si vous le jugez utile, vous expliquer nettement à cet égard avec la Cour de Bangkok et vous attacher à dissiper les craintes qu'elle aurait pu concevoir sur nos intentions. J'appelle, d'ailleurs, votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que, dans les pourparlers que vous aurez à suivre à Bangkok, vous vous refusiez catégoriquement à entrer en rapport avec d'autres personnes que le Roi ou ses Ministres et repoussiez l'intervention des conseillers étrangers.

Je vous serais reconnaissant de me tenir très exactement au courant, par le télégraphe, de la marche des pourparlers.

J. DEVELLE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 8 juillet 1893.

Le Gouvernement ayant résolu d'envoyer plusieurs bâtiments de guerre à Bangkok, en vue de protéger ses nationaux, nous avons décidé de renforcer nos forces navales. Veuillez annoncer au Gouvernement siamois l'arrivée de navires qui rejoindront le *Lutin*, en précisant qu'il s'agit exclusivement d'une mesure identique aux dispositions dont l'Angleterre et d'autres pays ont pris l'initiative. Il est, d'ailleurs, entendu qu'on ne devra engager aucune hostilité sans qu'il nous en ait été référé, sauf le cas où nos bâtiments seraient attaqués et forcés ainsi de reprendre au feu de l'ennemi.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 9 juillet 1893.

Un bâtiment de guerre hollandais vient d'arriver à Bangkok. On annonce qu'une nouvelle canonnière anglaise a mouillé à Kosichan, ce qui porte à trois le nombre des bâtiments britanniques dans les eaux siamoises. Un quatrième est attendu à Paknam. Le Ministre d'Allemagne a demandé à la station navale de Chine d'envoyer à Bangkok une canonnière, qui arrivera le 10.

PAVIE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 11 juillet 1893.

Je viens de recevoir la réponse du Ministre des Affaires étrangères à la communication que je lui ai adressée conformément à vos instructions du 8 de ce mois. Cette réponse porte que le Gouvernement siamois n'a pas reçu du Gouvernement anglais notification de l'intention d'envoyer dans le Ménam un autre bâtiment que la canonnière qui s'y trouve actuellement dans les mêmes conditions que le *Lutin*; il conclut des termes de notre déclaration que la France n'insistera pas pour envoyer un second navire dans le Ménam, aussi longtemps qu'une autre Puissance n'en aura pas plus d'un.

Je viens de faire connaître au prince Devawongse qu'en attendant votre réponse j'insiste pour que, conformément au traité, l'*Inconstant*, qui est attendu le 13, mouille à Paknam.

PAVIE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 13 juillet 1893.

J'ai reçu du Ministre de Siam une communication semblable à celle dont vous me rendez compte par votre dépêche du 11 de ce mois. Le prince Vadhana a ajouté qu'il croyait devoir prévenir le Gouvernement français que des torpilles avaient été immergées dans la passe.

Veillez déclarer au prince Devawongse que nous n'admettons à aucun degré les prétentions du Siam et que nous nous réservons d'user à notre convenance des droits formels que nous tenons de l'article 15 du traité de 1856.

Faites prévenir la division navale que le Gouvernement français a décidé qu'aucun navire ne doit franchir la barre pour le moment. Tant qu'aucune autre puissance n'aura pas plus d'un bateau dans la rivière, nous ne changerons rien à la situation.

Avisez, en outre, l'amiral Humann que vous avez expressément réservé auprès du Gouvernement siamois les droits que nous tenons de l'article 15 du traité de 1856.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 13 juillet 1893.
(Expédié à 10 h. 30 du matin.)

Le Gouvernement siamois persiste dans son refus et déclare que, dans les circonstances présentes, il ne peut consentir à ce que chaque puissance ait plus d'un bateau dans la rivière.

PAVIE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 13 juillet 1893.
(Expédié à 10 h. 15 du soir.)

Au moment où ils passaient la barre, l'*Inconstant* et la *Comète* ont été attaqués par les forts siamois. Après le dixième coup de canon, ils ont riposté et forcé la passe. Ils ont mouillé devant la Légation de France à Bangkok. Un de nos marins a été tué, deux ont été blessés.

PAVIE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 14 juillet 1893.

Veillez provoquer immédiatement les explications du Ministre des Affaires étrangères sur les faits relatés dans votre dépêche en date d'hier soir. Le Gouvernement siamois était prévenu de nos intentions paci-

liques et il ne pouvait ignorer que nous avions envoyé des instructions à l'amiral Humann pour que nos navires s'arrêtassent à la barre. J'en avais avisé le prince Vadhana.

Il y a, dans ces conditions, un véritable guet-apens qui ne peut être justifié. Protestez avec la plus grande énergie en déclinant la responsabilité des conséquences éventuelles de l'initiative assumée par le Gouvernement siamois.

Les navires devront rester mouillés devant Bangkok. Toutefois, ils ne recommenceront le feu que s'ils sont attaqués ou sous le coup de menaces.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 15 juillet 1893.

Le *J.-B.-Say*, vapeur des messageries maritimes de Cochinchine, passait la barre le 13, en même temps que nos bâtiments. Un projectile siamois l'obligea à s'échouer. La réparation ayant été faite dans la nuit, il allait monter le 14, lorsque des Siamois vinrent s'en emparer, ouvrirent les prises d'eau, pillèrent le bateau, s'emparèrent des lettres confiées par l'amiral au capitaine, firent l'équipage prisonnier et finalement, vinrent le déposer cette nuit devant l'hôtel de la Légation à Bangkok.

PAVIE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 17 juillet 1893.

J'avais prié le commandant du *Forfait*, d'accord avec le Ministre des Affaires étrangères, de venir à Bangkok. Il remarqua, en passant en canot à vapeur devant le *J.-B.-Say*, que le pavillon français était hissé au grand mât, au-dessous du pavillon siamois ; il fit amener les deux pavillons et continua sa route. Un peu après, il fut rejoint par une chaloupe portant un officier européen et une quinzaine d'hommes armés, fut arrêté, insulté et menacé d'être fusillé. Grâce à son sang-froid, il se dégagea de cette agression. J'ai protesté énergiquement auprès du Gouvernement siamois.

PAVIE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 18 juillet 1893.

Il résulte de la déclaration que vient de me faire le Ministre des Affaires étrangères que le télégramme du Ministre de Siam à Paris était arrivé à 11 heures du matin le 13 juillet. Le Gouvernement siamois avait donc le temps nécessaire pour empêcher l'attaque, qui a commencé à 6 h. 6 m. du soir ; en effet Bangkok est relié par le télégraphe à Paknam et par le téléphone aux forts de la pointe ouest.

PAVIE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 19 juillet 1893.

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'apprécier la gravité des récents incidents et les responsabilités nouvelles qui sont venues s'ajouter à celles que le Gouvernement siamois avait déjà encourues vis-à-vis de nous. Nous étions en droit de penser que la Cour de Bangkok serait la première à se rendre compte de cette situation. Vos dernières dépêches indiquent au contraire que l'on persiste au Siam dans l'attitude dilatoire opposée jusqu'ici à nos légitimes revendications et que nous ne saurions tolérer plus longtemps.

Veuillez vous rendre immédiatement auprès du prince Devawongse. Vous lui signalerez une dernière fois les conséquences auxquelles son Gouvernement — dont nous n'entendons, d'ailleurs, à aucun degré menacer l'indépendance, — s'exposerait en ne nous accordant pas immédiatement satisfaction. Enfin, vous lui remettrez une communication ainsi conçue :

« Le Gouvernement français exige :

« 1^o La reconnaissance formelle par le Siam des droits de l'Empire d'Annam et du Royaume du Cambodge sur la rive gauche du Mékong, et sur ses îles ;

« 2^o L'évacuation des postes siamois établis sur la rive gauche du Mékong, dans un délai qui ne pourra excéder un mois ;

« 3^o Les satisfactions que comportent les incidents de Tong-Xieng-Kham et de Kam-Mon et les agressions dont nos navires et nos marins ont été l'objet dans la rivière du Ménam ;

« 4^o Le châtiment des coupables et les réparations pécuniaires dues aux familles des victimes ;

« 5^o Une indemnité de deux millions de francs pour les divers dommages causés à nos nationaux ;

« 6^o Le dépôt immédiat d'une somme de trois millions de francs en piastres pour garantir ces réparations pécuniaires et ces indemnités, ou, à défaut, la remise à titre de gage de la perception des fermes et revenus des provinces de Battambang et de Siem-Reap.

« Le Gouvernement siamois devra faire connaître dans un délai de quarante-huit heures s'il accepte ces conditions. Dans ce cas, l'accord sera constaté par un échange de lettres entre le Prince Devawongse et le Ministre de France.

« A défaut de réponse, ou en cas de refus, à l'expiration dudit délai, le Ministre de France quittera Bangkok et se retirera à bord du *Forfait*.

« Le blocus sera immédiatement déclaré sur les côtes du Siam.

« Si dans le trajet de Bangkok à la barre un acte hostile se produit contre nos canonnières, le Gouvernement siamois est avisé qu'il s'expose à des représailles immédiates. »

Si vous n'avez pas reçu une réponse satisfaisante dans les formes expresses indiquées plus haut, à l'expiration du délai de quarante-huit heures, vous rejoindrez le *Forfait* avec les trois canonnières après avoir prévenu l'amiral Humann, qui reçoit de son côté les instructions nécessaires.

J'ai la confiance que votre expérience et votre dévouement vous permettront de vous acquitter de votre mission dans les conditions les plus propres à ménager tous les intérêts qui se recommandent à notre sollicitude dans les circonstances actuelles.

J. DEVELLE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères. à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 20 juillet 1893.

Le Gouvernement avait décidé, antérieurement aux derniers incidents du Ménam, de profiter du voyage à Saïgon de M. le Myre de Vilers, député de la Cochinchine, pour l'envoyer en mission extraordinaire à Bangkok en vue de hâter le règlement des questions pendantes. M. le Myre de Vilers s'est embarqué le 9 de ce mois : un bâtiment de guerre devait l'attendre à Singapore et l'emmener au Siam. Je viens de l'aviser à Aden des derniers événements et de lui annoncer qu'il recevra à Singapore de nouvelles instructions. Si le Gouvernement siamois accepte les bases fixées par nous, M. le Myre de Vilers se rendra à Bangkok pour procéder à la conclusion de l'arrangement définitif.

J'ai vu hier le Prince Vadhana et je lui ai fait connaître les résolutions du Gouvernement français.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 22 juillet 1893.

La réponse du Gouvernement siamois vient de me parvenir. Il ne cède la rive gauche que jusqu'au 18° degré. Je lui fais connaître que sa réponse n'étant pas pleinement satisfaisante, je quitterai Bangkok le 26 juillet avec les canonnières.

PAVIE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères. à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 22 juillet 1893.

J'ai reçu la visite du Ministre de Siam, qui m'a demandé, au nom de son Gouvernement, une prolongation du délai fixé pour l'acceptation de nos conditions ; j'ai répondu négativement.

J. DEVELLE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères. à M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 23 juillet 1893.

La réponse du Gouvernement siamois ne nous donnant pas satisfaction, j'approuve les dispositions que vous avez prises en vue de quitter Bangkok. J'avise le Gouvernement néerlandais des motifs qui nous mettent dans la nécessité de recourir aux bons offices de son représentant à Bangkok, en lui demandant d'autoriser celui-ci par le télégraphe à se charger de la protection des intérêts français au Siam.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok,
à **M. Develle, ministre des affaires étrangères.**

Paknam, le 26 juillet 1893.

Nous avons mouillé hier ici après avoir quitté Bangkok à 3 heures. Nous avons été salués par tous les pavillons consulaires. Le départ a eu lieu sans incident ; nous passons la barre ce soir à 5 heures.

PAVIE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, par les soins de M. Keun de Hoogerwoerd, consul général des Pays-Bas à Mangkok.

Paris, le 29 juillet 1893.

Le Ministre de Siam est venu m'annoncer ce matin que son Gouvernement acceptait sans réserves les conditions de l'ultimatum. J'ai réservé ma réponse jusqu'à ce que j'aie pu en entretenir le Conseil des Ministres.

J. DEVELLE.

Le ministre du Siam à Paris, au ministre des affaires étrangères.

Paris, le 29 juillet 1893.

Mon Auguste Souverain, S. M. le Roi de Siam, ayant, avec de sincères regrets, constaté que la réponse faite par son Gouvernement à la Note comminatoire du 20 juillet dernier et aux conditions à lui imposées par celle-ci fut considérée comme ne donnant pas toutes les satisfactions que le Gouvernement de la République réclamait, j'ai été chargé par mon Gouvernement de porter à la connaissance de Votre Excellence que S. M. le Roi de Siam, inspiré par les meilleurs sentiments d'amitié pour la France, acceptait, sans réserve, les réclamations du Gouvernement de la République.

Je viens confirmer, par les présentes, ce que j'ai eu l'honneur de communiquer verbalement à Votre Excellence au cours de l'entrevue qu'Elle a bien voulu m'accorder ce matin, et je viens préciser, autant que possible, les motifs qui avaient amené S. M. le Roi à accepter définitivement les conditions de la France. C'était :

1° Pour apaiser et mettre fin à l'excitation, de jour en jour grandissante, de la population de Bangkok, excitation qui menaçait la vie et la propriété des indigènes comme des étrangers ;

2° Pour le repos et le bonheur de son peuple ;

3° Pour le maintien de la paix ;

4° Pour sauvegarder les intérêts du commerce ;

5° Pour renouveler les relations diplomatiques à Bangkok entre le Siam et la France, relations interrompues d'une façon regrettable ;

6° Pour reprendre les traditions d'un amical et cordial voisinage, et dans l'intérêt des deux nations.

Je me félicite d'avoir l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, et je ne doute point que le Gouvernement de la République, pour mettre, de son côté, fin au différend qui s'est élevé entre le Siam et la France, ne donne les contre-ordres nécessaires

en ce qui concerne le blocus que la flotte française, actuellement dans le golfe de Siam, se préparait à établir. VADHANA.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, au prince Vadhana, ministre de Siam à Paris.

Paris, le 30 juillet 1893.

(NOTE)

Le retard apporté par le Gouvernement siamois à accepter l'ultimatum, qui lui a été remis par le Ministre-Résident de France à Bangkok, le 20 juillet, autorisait le Gouvernement de la République française à en aggraver les conditions.

Désireux de donner une nouvelle preuve des sentiments de modération qui l'ont constamment inspiré, le Gouvernement français se contentera, comme garantie indispensable de l'exécution pratique des clauses de l'ultimatum, d'occuper la rivière et le port de Chantaboun jusqu'à la complète et pacifique évacuation des postes établis par les Siamois sur la rive gauche du Mékong.

D'autre part, en vue de garantir les bonnes relations heureusement rétablies entre la France et le Siam et de prévenir tout conflit dans la région du Grand-Lac et du Mékong, le Gouvernement siamois s'engage à n'entretenir désormais aucune force militaire à Battambang et à Siem-Reap ainsi que dans les localités situées dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong à partir des frontières du Cambodge. Il y maintiendra seulement le personnel de police nécessaire pour assurer l'ordre. En outre, il s'abstiendra d'entretenir ou de faire circuler des navires et embarcations armés sur les eaux du Grand-Lac et sur celles du Mékong.

Le Gouvernement français se réserve d'établir des consulats à M-Nau et à Khorat.

L'acceptation par le Siam de ces garanties permettra au Gouvernement français de lever immédiatement le blocus.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam, par les soins de M. le consul de France à Singapore.

Paris, le 1^{er} août 1893.

Le Siam vient d'accepter les conditions de notre ultimatum et de souscrire aux garanties complémentaires que nous avons dû lui demander. Je vous prie de vous rendre directement à Bangkok sur un de nos bâtiments qui ira incessamment se mettre à votre disposition. L'arrangement que vous aurez à soumettre au Gouvernement siamois devra naturellement reproduire les différentes clauses dont le principe a été accepté par lui. Il vous appartiendra d'y introduire les dispositions qui vous paraîtraient de nature à garantir les bonnes relations heureusement rétablies entre nous et le Siam et à prévenir toute difficulté pour l'avenir.

J. DEVELLE.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Pavie, ministre-résident de la République française au Siam, par les soins de M. Keun de Hoogerwoerd, consul général des Pays-Bas à Bangkok.

Paris, le 1^{er} août 1893.

J'ai reçu ce matin le Prince Vadhana, qui est venu m'annoncer que le Gouvernement siamois souscrivait aux garanties réclamées par la note du 30 juillet. Le Prince Devawongse vous fera part à vous-même de l'acceptation du Gouvernement siamois. Dès que vous aurez échangé avec le Prince Devawongse les communications écrites constatant l'acceptation formelle de l'ultimatum et des garanties complémentaires, vous en donnerez avis à l'amiral Humann, qui lèvera alors le blocus et occupera simultanément la rivière de Chantaboun. Prenez toutes les précautions nécessaires d'accord avec les autorités siamoises pour que cette opération ne donne lieu à aucun incident.

Je vous autorise à vous réinstaller à Bangkok. M. Le Myre de Vilers y arrivera incessamment.

La solution de notre conflit avec le Siam a été accueillie en France avec satisfaction.

J'ai apprécié l'utilité de votre concours dans ces circonstances et je tiens à vous en exprimer mes remerciements.

J. DEVELLE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 5 août 1893.
Kosichan, 4 août.

L'Amiral a levé le blocus. J'ai fait connaître au Ministre des Affaires étrangères qu'il avait à régulariser par écrit l'acceptation de l'ultimatum et les garanties pour lesquelles je n'ai que des lettres privées. Le secrétaire du Ministre des Affaires étrangères vient de me faire connaître que demain un haut fonctionnaire viendra m'apporter l'instrument authentique de l'acceptation, ainsi que les ordres nécessaires pour que l'occupation de Chantaboun ait lieu sans difficulté. Je me rendrai à Bangkok sur l'*Alouette*, mise à ma disposition par l'Amiral. Je m'arrêterai à Paknam afin de m'entendre avec le Ministre des Affaires étrangères sur les détails de réinstallations.

PAVIE.

M. Pavie, ministre-résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 6 août 1893.
Kosichan, le 6 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères vient de me faire parvenir la lettre dont il m'avait annoncé l'envoi et qui est ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de confirmer formellement l'acceptation par le Gouvernement de Sa Majesté de l'Ultimatum du 20 juillet et des garanties complémentaires contenues dans la Note de Paris du 30 juillet. »

Un haut fonctionnaire est arrivé pour m'accompagner à Bangkok, et aussi un envoyé qui se rend à Chantaboun avec le *Lutin*. PAVIE.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 16 août 1893.

Je suis arrivé ce matin à Bangkok.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 20 août 1893.

Le Roi a désigné le Ministre des Affaires étrangères pour son Plénipotentiaire.

Les Conférences commenceront mardi matin.

LE MYRE DE VILERS.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 1^{er} octobre 1893.

Le Traité et la Convention sont signés. Je vous envoie par lettres le texte des instruments (1).

LE MYRE DE VILERS.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam.

Paris, le 2 octobre 1893.

Je suis heureux de vous féliciter du résultat que m'annonce votre télégramme d'hier. Il répond entièrement aux vues du Gouvernement. Je me suis empressé de porter à la connaissance du Président de la République la signature du Traité et de la Convention.

J. DEVELLE.

M. Le Myre de Vilers, plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Bangkok, le 5 octobre 1893.

Je vous serais reconnaissant de faire parvenir à M. le Président de la République le télégramme suivant :

« Au cours de l'audience de congé que le Roi m'a accordée à son palais de Bangpoin, Sa Majesté m'a chargé de vous exprimer ses sentiments d'amitié et de vous assurer que son Gouvernement exécuterait scrupuleusement le Traité. Sa Majesté m'a répété plusieurs fois que les intérêts de son Royaume exigeaient impérieusement une entente cordiale avec la France, et qu'Elle apporterait tous ses soins à la maintenir. »

LE MYRE DE VILERS.

(1) Nous les publierons après l'échange des ratifications.

INDEMNITÉS FRANCO-ITALIENNES ⁽¹⁾

M. Develle, ministre des affaires étrangères, au vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien.

Paris, le 19 août 1893.

Le Président du Conseil, aussitôt qu'il a eu connaissance des désordres qui se sont produits à Aigues-Mortes, a demandé au Préfet du Gard un rapport sur ces regrettables incidents, et une enquête judiciaire a été ouverte. — En l'absence du Ministre des Affaires étrangères, M. Dupuy s'est empressé d'aviser lui-même de ces dispositions M. Resson, qui avait, d'ailleurs, dès hier matin, reçu officieusement communication au Ministère de l'Intérieur des premières informations parvenues au Président du Conseil. Le Département des Affaires étrangères, de son côté, à la suite d'une démarche faite auprès du Directeur politique par M. Resson, avait fait tenir des indications dans le même sens à l'Ambassadeur d'Italie.

DEVELLE.

Le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 19 août 1893.

Une vive fermentation a suivi l'annonce des incidents d'Aigues-Mortes. Au Corso, cet après-midi, un grand nombre de drapeaux italiens étaient en berne. Ayant appris qu'une manifestation se préparait pour ce soir, j'ai fait demander à la Questure d'établir un service d'ordre devant le palais Farnèse, le palais Rospigliosi et les principaux établissements français. Le soir, 500 ou 600 manifestants sont venus, vers neuf heures et demie, devant le palais Farnèse. Ils ont sifflé, et cassé une vingtaine de vitres du rez-de-chaussée. Les gendarmes et les agents de police n'étant pas en nombre suffisant pour réprimer la foule, plusieurs compagnies d'infanterie sont alors intervenues, et ont fermé les rues qui donnent accès à la place Farnèse. La manifestation n'a pris fin qu'à onze heures du soir.

LAFAUR.

Le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Les mesures prises pour mettre l'Ambassade à l'abri d'une manifestation se sont trouvées, ce soir, insuffisantes, malgré les assurances qui m'avaient été données à la Consulta. Vers neuf heures, une foule d'un

(1) *Livre jaune* publié par le Gouvernement français.

millier de personnes, passant par une rue latérale, a rompu le cordon de police. L'Ambassade, entourée de toutes parts, a été criblée de pierres. On a tenté d'enfoncer avec des poutres la porte du palais et de briser la grille d'une fenêtre du rez-de-chaussée ; des papiers enflammés ont été jetés à l'intérieur par les manifestants.

J'ai téléphoné plusieurs fois à la Préfecture de police. C'est au bout de trois quarts d'heure seulement que sont arrivés des renforts d'infanterie. Les troupes ont fait évacuer la place et les rues adjacentes, dont elles gardent actuellement les issues.

LAVAUUR.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Hier soir, un groupe s'est porté à la villa Médicis, et a brisé quelques vitres des fenêtres du rez-de-chaussée. Des manifestants ont aussi tenté de pénétrer dans le jardin ; ils ont enfoncé la grille de fer qui y donne accès ; mais la police les a forcés à se retirer.

Des démonstrations ont également été faites contre le palais de notre Ambassade près le Saint-Siège.

LAVAUUR.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Meyer, consul général de France à Gênes.

Paris, le 21 août 1893.

Le Consul général d'Italie à Marseille a exprimé au Préfet des Bouches-du-Rhône sa reconnaissance pour les soins dont les blessés italiens ont été l'objet de la part de l'Administration de nos hôpitaux.

DEVELLE.

Le vicomte de Mouy, gérant le consulat général de France à Naples, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Naples, le 21 août 1893.

Une manifestation agressive contre la France a eu lieu, hier soir, dans les rues et devant le Consulat. Nos bureaux ont été défendus très vigoureusement par les cavaliers de la police, qui ont empêché la foule d'approcher.

Dans les rues, on a brisé toutes les glaces des maisons à noms français.

DE MOUY.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères du Roi vient de m'adresser la lettre officielle suivante :

« Pour le cas où une manifestation se serait reproduite hier soir à Rome, l'ordre avait été donné en termes péremptoires à l'autorité locale

d'empêcher l'approche soit aux deux ambassades de France, soit aux établissements français.

Malheureusement et malgré cet ordre formel, le palais Farnèse et la villa Médicis n'ont pas été hier soir à l'abri de toute atteinte.

Voulant s'assurer si ces faits regrettables ont pu être l'effet de mesures insuffisantes d'exécution, le Gouvernement du Roi a immédiatement ouvert à cet égard une enquête en vue de laquelle le Préfet, le Questeur et l'Inspecteur de la section ont été suspendus de leurs fonctions. »

Signé : BRIN.

Rome, le 21 août 1893.

J'ai accusé réception à M. Brin de cette communication, aujourd'hui même.

LAVAUUR.

M. Meyer, consul général de France à Gênes, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Gênes, le 21 août 1893.

Hier soir a eu lieu une démonstration sérieuse contre la France ; mais, comme la veille, la rue du Consulat général était barrée et gardée par la gendarmerie et la police. Plusieurs voitures de la Compagnie française de tramways ont été attaquées, renversées et brûlées.

MEYER.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, au vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien.

Paris, le 21 août 1893.

M. Ressaun a fait part aujourd'hui au Président du Conseil de l'émotion profonde produite en Italie par les incidents d'Aigues-Mortes.

Il lui a donné connaissance de plusieurs télégrammes de M. Brin, aboutissant tous à ce desideratum unique : la révocation du maire d'Aigues-Mortes, cette mesure étant, d'après le Ministre du Roi Humbert, le seul acte assez démonstratif pour apaiser l'opinion italienne.

M. Dupuy a répondu que, bien que l'attention du Gouvernement eût été absorbée dans ces derniers temps par les élections générales, il n'avait cependant négligé aucune des mesures indiquées par les circonstances : une double enquête administrative et judiciaire a été ouverte, des subsides ont été distribués aux victimes, des mesures d'ordre ont été prises, des facilités ont été données au Consul général d'Italie à Marseille pour son enquête sur place. Il paraîtrait d'ailleurs acquis, dès à présent, que les premiers coups ont été portés par des ouvriers italiens. — En ce qui concerne le maire, qui n'est pas à proprement parler un fonctionnaire, puisqu'il est élu par le suffrage universel, la révocation, si elle était reconnue nécessaire, exige une enquête en vue de laquelle le Président du Conseil a appelé à Paris le chef de la municipalité d'Aigues-Mortes et le préfet du Gard.

Mais, une mesure pouvait être prise immédiatement : la suspension ; elle l'a été ce matin. Décidée en principe depuis plusieurs jours, elle ne pouvait être mise à exécution plus tôt, à cause des élections, auxquelles on devait laisser le maire présider, sous peine de superposer une agita-

tion politique à l'agitation sociale qui avait amené le conflit sanglant de ces derniers jours.

M. Dupuy a ajouté qu'il avait besoin, soit pour compléter cette mesure, soit pour arrêter, s'il y avait lieu, d'autres dispositions, de voir le maire et le préfet. Il lui était, d'autre part, nécessaire de conférer avec son collègue, le Ministre des Affaires étrangères, qui, retenu par l'ouverture du Conseil général de la Meuse, ne pourrait rentrer à Paris que dans la soirée.

Il a été indiqué par M. Dupuy, au cours de la conversation, que, sans même discuter le fond de la proclamation, le Ministre faisait un premier grief au maire de l'idée et du fait d'avoir rédigé et publié ce manifeste, dans des circonstances aussi graves, sans en avoir référé au Gouvernement.

Conformément aux indications contenues dans votre télégramme, M. Ressenman a appris alors à M. Dupuy que son Gouvernement avait suspendu le Préfet de Rome, le questeur et l'inspecteur de police, en vue de l'enquête ouverte à la suite des scènes de désordre, qui se sont produites devant le palais Farnèse et certains établissements français. M. Ressenman a insisté de nouveau sur la détente immédiate que produirait en Italie la nouvelle de la révocation du maire d'Aigues-Mortes. « Je vais, a-t-il ajouté, télégraphier à Rome ces trois mots qui produiront bon effet : *Le Maire est suspendu.* »

Il a dit qu'il commenterait ce premier télégramme par le compte-rendu de notre conversation, en insistant sur le motif qui avait empêché que la suspension fût prononcée avant le 21 août.

Les motifs de l'arrêté qui suspend le maire d'Aigues-Mortes sont ainsi formulés : « Considérant que le maire d'Aigues-Mortes a publié, au cours des derniers événements, une proclamation qui, étant de nature à provoquer les plus fâcheuses interprétations, engage gravement sa responsabilité... »

DEVELLE.

Les journaux qui paraissent à Rome, le soir, ont publié, le 23 août 1893, sous le couvert de l'*Agence Stefani*, trois communiqués officiels dont le texte est reproduit ci-après :

Rome, le 22 août.

Le Ministre des Affaires étrangères a reçu, hier soir, de l'Ambassade du Roi à Paris, le télégramme suivant : « J'informe Votre Excellence que le Président du Conseil m'a annoncé que, dès ce matin, le maire d'Aigues-Mortes a été suspendu de ses fonctions. »

Signé : RESSMAN.

Rome, le 22 août.

D'Aigues-Mortes, le Consul général d'Italie à Marseille a télégraphié ce qui suit, hier soir, au Ministre des Affaires étrangères : « J'ai terminé la mission que Votre Excellence m'avait confiée. Le procès contre les coupables est commencé ; il continue d'une manière sévère. Beaucoup d'arrestations ont été faites. Je me suis assuré que les autorités civiles et militaires ont reçu l'ordre d'user de la plus grande rigueur. »

Signé : DURANDO.

Rome, le 22 août.

Le Ministre des Affaires étrangères a autorisé l'Ambassadeur du Roi à Paris à déclarer qu'après la suspension, spontanément décidée, du maire d'Aigues-Mortes, le Gouvernement royal, appréciant les amicales dispositions que lui a témoignées le Cabinet de Paris et ayant, pour la punition des coupables, pleine confiance dans l'action impartiale et efficace de la magistrature française, est heureux de pouvoir considérer l'incident comme terminé d'une manière satisfaisante.

Le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 24 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a, à plusieurs reprises, exprimé ses regrets pour les manifestations qui se sont produites en Italie, particulièrement pour l'attaque qui a été dirigée contre l'ambassade, malgré les ordres énergiques que le Gouvernement avait donnés en vue de la protéger. M. Brin a ajouté qu'il considérait comme très fâcheux que la presse française eût exagéré les incidents d'Aigues-Mortes en publiant des détails dont l'inexactitude est heureusement établie maintenant.

Je lui ai fait observer que la presse italienne avait également envenimé les choses.

D'ailleurs, M. Brin a rendu hommage à l'esprit de conciliation du Gouvernement de la République. Il m'a prié de rappeler à Votre Excellence qu'au cours de la conversation que M. Ressiman a eue avec M. Dupuy, le Président du Conseil a donné à espérer à l'Ambassadeur d'Italie l'éventualité de la révocation du maire d'Aigues-Mortes.

Une note officielle a paru à ce sujet dans les journaux italiens : « Si cette mesure pouvait être prise maintenant, m'a dit M. Brin, M. Ressiman n'aurait pas à y revenir, et il ne serait plus question de ces incidents. »

LAVOUR.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, au vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien.

Paris, le 27 août 1893.

Vous connaissez déjà le texte de la note annonçant que, dans sa séance de jeudi, le Conseil des Ministres n'avait pas cru devoir accepter la démission offerte par le maire d'Aigues-Mortes ; cette note a fait naître dans l'esprit de M. Brin, quant à nos véritables intentions, des incertitudes dont l'Ambassadeur d'Italie est venu me faire part vendredi.

Je n'ai pas eu de peine à dissiper un malentendu que rien ne justifiait, et il m'a été facile de faire comprendre à M. Ressiman qu'en refusant d'accepter la démission immédiate du maire, nous avions donné une nouvelle preuve de notre désir de ne pas préjuger en sa faveur le résultat de l'enquête destinée à établir les responsabilités de chacun.

J'ai ajouté que, si le Gouvernement italien jugeait préférable que la démission fût acceptée, elle le serait sur l'heure.

M. Ressiman a transmis à Rome ces déclarations et, hier, à la fin de la journée, il est venu, en mon absence, communiquer au Directeur des affaires politiques la réponse de son Gouvernement qui concluait à l'ac-

ception immédiate de la démission. L'Ambassadeur d'Italie insistait, en même temps, sur l'intérêt qu'il y avait à clore l'incident, en publiant sans retard la décision du Gouvernement français. Une note a été en conséquence communiquée à l'*Agence Havas* (1).

M. Ressman a dit au Directeur politique, en le quittant, qu'il était spécialement chargé par le Ministre des Affaires étrangères d'Italie de me remercier de la netteté de mes déclarations. Je n'ai pas gardé moi-même une impression moins favorable de l'attitude de M. Brin. Vous voudrez bien ne pas le lui laisser ignorer.

DEVELLE.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 28 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères s'est montré fort sensible à la démarche que j'ai faite auprès de lui, conformément à vos instructions. « Si, m'a-t-il dit, les élections générales en France n'avaient causé un retard dans le règlement de cette affaire, elle aurait été terminée tout de suite, grâce à l'esprit de conciliation dont les deux Gouvernements ont fait preuve. » M. Brin m'a demandé de transmettre à Votre Excellence tous ses remerciements pour la communication courtoise dont j'avais été chargé.

LAVOUR.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 30 août 1893.

Dans son numéro d'hier soir, la *Gazette officielle* a publié le rapport de la Commission d'enquête qui doit déterminer les responsabilités encourues par les autorités italiennes dans les troubles qui ont eu lieu à Rome le 20 août. Le Préfet de Rome et le Questeur intérimaire sont tenus pour responsables de ce qui s'est passé.

LAVOUR.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le gouvernement italien, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 16 septembre 1893.

Un décret royal du 13 de ce mois décide que « M. le Commandeur Andrea Calenda di Tavani, Préfet de 1^{re} classe, Sénateur du Royaume, a été, *sur sa demande*, mis à la retraite ». M. Cavassala, préfet d'Alexandrie, est en même temps désigné pour la Préfecture de Rome, et M. Ramognini, Sénateur, Directeur général de la Sûreté publique au Ministère de l'Intérieur pendant les désordres du mois dernier, est nommé Préfet de

(1) Texte de la note publiée par l'*Agence Havas*, le 27 août 1893 :

« On sait que le maire d'Aigues-Mortes, suspendu de ses fonctions en raison de sa proclamation, avait adressé au préfet du Gard une lettre dans laquelle il déclarait s'incliner devant cette mesure, et offrait sa démission.

« Les renseignements recueillis par l'enquête établissant que le maire a protégé, au péril de sa vie, les ouvriers italiens, le gouvernement a décidé d'accepter sa démission. »

Turin. Il n'est pas encore statué sur la situation de M. Sandri, qui sera appelé à d'autres fonctions.

LAVAUZ.

**M. Develle, ministre des affaires étrangères, à son excellence
M. Ressman, ambassadeur d'Italie à Paris.**

Paris, le 3 octobre 1893.

En réponse à la demande que vous avez bien voulu me présenter, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, a prescrit une enquête en vue de savoir si de nouveaux cadavres d'Italiens n'auraient pas été découverts à Aigues-Mortes ou dans les environs de cette ville.

Le rapport adressé à ce sujet par M. le Préfet du Gard à M. Dupuy confirme les renseignements recueillis jusqu'ici. Mon collègue est en mesure d'affirmer que le nombre des Italiens qui ont été victimes des déplorables incidents d'Aigues-Mortes n'a pas dépassé le chiffre déterminé dans ses communications précédentes, à savoir : six tués pendant les troubles, et un blessé qui a succombé à l'hôpital après un mois de traitement.

J'ai l'honneur de porter ces renseignements à la connaissance de Votre Excellence.

DEVELLE.

M. Billot, ambassadeur de la République française près sa majesté le roi d'Italie, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 5 octobre 1893.

Ces jours derniers, M. Walewski a transmis à l'Ambassade un certain nombre de réclamations de commerçants français établis à Naples, qui font appel au Gouvernement de la République pour obtenir de l'Italie la réparation de dommages éprouvés, durant les troubles dont la ville a été le théâtre, à la suite des événements d'Aigues-Mortes.

BILLOT.

Note verbale remise par son excellence M. Ressman, ambassadeur de sa majesté le roi d'Italie, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 18 octobre 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a bien voulu inviter l'Ambassadeur du Roi à lui faire parvenir une liste des sujets italiens qui ont été tués ou blessés lors des troubles d'Aigues-Mortes et pour lesquels le Gouvernement de la République s'est spontanément déclaré disposé à allouer une indemnité.

Le Gouvernement du Roi estime que la meilleure méthode à suivre en vue d'arriver rapidement au règlement de ces indemnités serait d'en confier la liquidation à une Commission de délégués italiens et français dont pourraient faire partie, pour l'Italie, deux personnes désignées par l'Ambassade royale et, pour la France, deux fonctionnaires nommés par M. le Ministre des Affaires étrangères.

La Commission serait chargée, en premier lieu, d'arrêter les principes généraux de cette liquidation et de fixer, notamment :

a) Quels seront les dommages que le Gouvernement français indem-

nisera, à savoir, les cas de mort, les blessures, les salaires perdus, les objets volés ou dispersés;

b) Quels chiffres d'indemnité pourraient être établis, suivant les cas, pour les familles des tués et pour les blessés;

c) Parmi quelles personnes et dans quelle proportion on devrait répartir les indemnités dans les cas de mort.

La Commission serait ensuite appelée à recueillir les réclamations des intéressés, à en contrôler le bien fondé, en demandant, le cas échéant, de nouvelles investigations ou de nouveaux documents, et à statuer enfin sur le montant de l'indemnité à allouer à chaque Italien.

L'Ambassadeur du Roi a été chargé par son Gouvernement de présenter à M. le Ministre des Affaires étrangères une proposition à cet effet.

En s'acquittant des instructions qu'il a reçues, M. Ressman exprime à Son Excellence M. Develle la confiance que cette proposition sera accueillie par le Gouvernement de la République avec le même esprit d'équité et de conciliation dont elle s'inspire.

Note verbale remise par M. Develle, ministre des affaires étrangères, à son excellence M. Ressman, ambassadeur de sa majesté le roi d'Italie.

Paris, le 2 novembre 1893.

Par une note verbale en date du 18 du mois dernier, Son Excellence M. Ressman a bien voulu faire part à M. Develle des dispositions que l'Ambassade royale à Paris proposait d'adopter en vue de déterminer et de répartir l'indemnité que le Gouvernement de la République a décidé d'attribuer aux victimes des incidents d'Aigues-Mortes.

Le Ministre des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à M. Ressman qu'il a désigné M. Geoffray, premier Secrétaire d'Ambassade, et M. Louis Renault, Jurisconsulte de son Département, pour prendre part aux travaux de la Commission mixte chargée de préparer la répartition.

MM. Geoffray et Louis Renault sont prêts à se mettre en relations avec les délégués italiens aussitôt que l'Ambassade Royale en aura exprimé le désir.

M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, à son excellence M. Ressman, ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 9 décembre 1893.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à notre conversation du 6 de ce mois et aux assurances données à Votre Excellence par mon prédécesseur au sujet des réclamations nées de l'incident d'Aigues-Mortes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis disposé à présenter aux Chambres un projet de loi allouant des indemnités aux sujets italiens qui ont été victimes des événements du mois d'août. Le montant de ces indemnités, sans entrer dans le détail des réclamations individuelles, serait fixé à la somme de 420,000 francs.

Il ne serait toutefois possible d'adopter cette procédure que si le Gouvernement royal, de son côté, reconnaissait que des indemnités sont

également dues aux Français qui ont subi des dommages lors des incidents survenus au mois d'août à Rome, à Naples et à Gènes, et se déclarait lui-même disposé à présenter au Parlement italien une demande de crédit à cet effet. Le montant desdites indemnités, sans entrer dans le détail des réclamations individuelles, serait fixé à la somme de 30,000 francs.

Il n'échappera pas d'ailleurs à Votre Excellence que, si les faits que je viens de rappeler ont eu, au point de vue matériel, des conséquences moins sérieuses que l'incident d'Aigues-Mortes, leur caractère moral est le même, et que la dignité des deux Pays est intéressée à ce que la réparation en soit assurée dans des conditions identiques et par les mêmes voies.

N'attachant pas moins de prix que Votre Excellence à ce qui peut contribuer aux bonnes relations de la France et de l'Italie, j'espère qu'Elle sera bientôt en mesure de me faire savoir que l'accord est établi entre le Gouvernement royal et le Gouvernement de la République sur les points qui font l'objet de la présente communication.

M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, à M. Billot, ambassadeur de la République française près sa majesté le roi d'Italie.

Paris, le 11 décembre 1893.

Il y a quelque temps déjà, mon prédécesseur a fait connaître à l'Ambassadeur d'Italie à Paris que, dans une pensée d'humanité, le Gouvernement de la République était disposé à allouer un subside aux Italiens qui auraient subi des dommages, dans leurs personnes ou dans leurs biens, lors des incidents d'Aigues-Mortes; et, dans certains cas, à attribuer une indemnité de cette nature aux ayants droit des victimes.

Afin de procéder à une évaluation préliminaire de ces indemnités, le Gouvernement de la République et l'Ambassade d'Italie ont désigné chacun deux délégués qui, après avoir échangé leurs vues, se sont séparés sans avoir adopté de conclusions formelles.

CASIMIR-PERIER.

M. Billot, ambassadeur de la République française près sa majesté le roi d'Italie, à M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 24 décembre 1893.

J'ai reçu la visite du Ministre des Affaires étrangères, qui m'a entretenu de la question des indemnités d'Aigues-Mortes, dont le Conseil des Ministres a délibéré hier.

Le Gouvernement royal consent, en fait, à verser la somme réclamée par Votre Excellence pour les dommages subis en août par nos compatriotes en Italie; mais il désire que, dans l'arrangement proposé par votre lettre à M. Ressaun, une modification de forme soit introduite.

D'après les correspondances imprimées au Livre vert et confirmées par une déclaration formelle de M. Brin, le nouveau ministère estime que l'engagement d'indemniser les victimes italiennes, pris sans condition par le Gouvernement de la République, est définitif. Il ne se croit pas autorisé par suite à en modifier les termes, et il désire, d'autre part, prévenir des discussions irritantes.

Il propose, en conséquence, que la question soit réglée des deux parts séparément. Le Gouvernement italien me notifierait que, pour témoigner de ses bonnes dispositions, et dans une pensée d'humanité, il est disposé à remettre spontanément à l'Ambassade une somme de 30,000 francs, à répartir entre les réclamants français.

De votre côté, sans faire aucune allusion à des engagements réciproques, mais en visant, si vous le jugez utile, la résolution du Cabinet de Rome à l'égard de nos compatriotes, vous notifierez à M. Ressaun votre intention de présenter le projet de loi allouant 420,000 fr. aux victimes italiennes.

BILLOT.

Son excellence M. Ressaun, ambassadeur d'Italie à Paris, à M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 11 janvier 1894.

Je m'étais empressé de porter à la connaissance de mon Gouvernement le contenu de la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 9 décembre dernier, relativement à l'indemnité accordée par le Gouvernement de la République aux victimes des regrettables faits d'Aigues-Mortes et à celle qu'il croyait devoir réclamer à son tour, en faveur de citoyens français, pour les événements qui en ont été la conséquence à Gênes, à Rome et à Naples. La crise ministérielle qui, au moment où j'ai reçu la lettre de Votre Excellence, n'était pas encore résolue en Italie, et les entretiens que j'ai eus depuis lors à ce sujet avec Elle, à l'effet de bien établir la portée de la demande dont, pour la première fois, j'étais saisi, m'ont empêché de répondre plus tôt à sa communication susdite.

De même que le précédent, le Cabinet italien actuel considère l'incident d'Aigues-Mortes comme clos et se croit en droit, par suite des déclarations qui m'ont été faites par le dernier Cabinet français, de considérer également la question des indemnités en faveur des victimes italiennes comme vidée par l'offre spontanée faite, dès le premier moment, par le Gouvernement de la République. Aussi, toute condition nouvelle qui serait mise à l'exécution de cette offre lui paraîtrait-elle de nature à rouvrir un débat sur les faits mêmes d'Aigues-Mortes, ce que, pour prévenir toute nouvelle cause d'irritation entre les deux Pays, il serait nécessaire d'éviter d'un commun accord.

Toutefois, convaincu que l'offre spontanée du Gouvernement de la République s'était inspirée du désir d'éliminer toute occasion d'animosité entre les deux peuples voisins et des sentiments de la solidarité des Gouvernements civilisés dans le souci d'assurer aux honnêtes travailleurs de tout pays le respect, la liberté et la justice qui leur sont dus, le Gouvernement du Roi, animé du même désir et du même sentiment, est disposé à verser une somme de 30,000 livres au profit des citoyens français qui ont eu à subir des dommages en conséquence des faits d'Aigues-Mortes.

Quant à la question soulevée par la lettre de Votre Excellence au sujet de la forme dans laquelle il devrait être pourvu au paiement de ces indemnités, le Gouvernement du Roi estime qu'elle est d'ordre purement intérieur et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Il espère que Votre Excellence voudra bien le reconnaître et, ayant comme lui souci d'em-

pêcher que les événements d'Aigues-Mortes ne prêtent plus longtemps à des discussions irritantes, rendra justice à la loyauté de ses intentions.

RESSMAN.

M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, à son excellence M. Ressman, ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 22 janvier 1894.

Monsieur l'Ambassadeur,

En écrivant à Votre Excellence la lettre que j'ai eu l'honneur de lui adresser le 9 décembre relativement aux indemnités pour les victimes d'Aigues-Mortes, j'espérais régler définitivement une question que le précédent Cabinet m'avait laissé le soin de poursuivre.

Je suis heureux de constater que je n'ai pas trop présumé des sentiments qui animent le Gouvernement du Roi, en réclamant pour les faits qui se sont produits à Rome, à Naples et à Gênes une réparation analogue à celle que le Gouvernement de la République avait spontanément offerte.

Quant à la forme qu'il convenait de choisir pour assurer le paiement de ces indemnités, j'avais pensé que le vote d'un crédit par le Parlement italien et par le Parlement français eût été un témoignage public de respect réciproque, un gage salutaire d'apaisement et de concorde. Il me semblait qu'il pouvait y avoir lieu, dans les circonstances présentes, non seulement à déterminer quelles sommes seraient matériellement échangées, mais quels actes d'un caractère moral viendraient clore et effacer les regrettables incidents qui, au mois d'août, s'étaient produits en France et en Italie.

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser n'autorise pas l'espoir d'une telle solution, et j'ai dû rechercher le moyen de ne pas saisir le Parlement français d'une mesure à laquelle le Gouvernement du Roi se réserve de ne pas associer le Parlement italien.

Le caractère de ce règlement ne saurait être à Paris différent de ce qu'il sera à Rome.

Votre Excellence veut bien me faire savoir que le Gouvernement du Roi est disposé à verser une somme de 30,000 livres au profit des citoyens français qui ont eu à subir des dommages en Italie. Je viens, à mon tour, confirmant les assurances données par le Cabinet que présidait l'honorable M. Dupuy, mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement italien la somme de 420,000 fr., à titre de dommages-intérêts pour les tristes incidents d'Aigues-Mortes. Le Gouvernement de la République espère que Votre Excellence voudra bien reconnaître les efforts qu'il a faits pour régler cette question dans une pensée de dignité commune et de concorde internationale.

Son excellence M. Ressman, ambassadeur d'Italie à Paris, à M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 26 janvier 1894.

Par la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 22 de ce mois, Elle a bien voulu m'informer de Sa décision de mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement de Sa

Majesté la somme de 420,000 fr., à titre d'indemnité offerte par le Gouvernement de la République aux sujets italiens ayant souffert des dommages par suite des faits qui se sont passés, au mois d'août dernier, à Aigues-Mortes.

Ayant porté cette décision aussitôt à la connaissance de mon Gouvernement, le Ministre royal des Affaires étrangères m'a annoncé, par un télégramme, qu'il mettait, de son côté, à la disposition de Son Excellence l'Ambassadeur de la République française à Rome la somme de 30.000 livres en or, à titre d'indemnité allouée aux citoyens français lésés en Italie pendant les événements qui y sont survenus à la suite des faits susdits.

En me félicitant que, grâce aux sentiments de Votre Excellence et à l'esprit d'équité et de concorde qui animent nos deux Gouvernements, un juste dédommagement soit ainsi assuré à tous ceux qui avaient le droit de l'espérer, je vous prie d'agréer, etc.

RESSMAN.

M. Billot, ambassadeur de la République française près sa majesté le roi d'Italie, à M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 26 janvier 1894.

J'ai reçu du Ministre Royal des Affaires étrangères la lettre suivante :
« L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris vient de me télégraphier que M. le Ministre des Affaires étrangères a mis à sa disposition un bon du Trésor pour la somme de 420,000 fr. à titre d'indemnités que le Gouvernement de la République accorde aux familles des ouvriers qui ont eu à souffrir des événements d'Aigues-Mortes.

« Le Gouvernement du Roi, désireux de répondre dans un même sentiment de bon vouloir, à ce témoignage donné par le Gouvernement français, s'empresse de mettre à la disposition de Votre Excellence un bon de 30,000 livres en or sur le Trésor italien pour être distribuées par les soins de Votre Excellence aux Français qui ont eu à subir des pertes en Italie à la suite des événements d'Aigues-Mortes. »

Signé : BLANC.

Le baron Blanc m'a fait remettre en même temps que cette lettre une somme de 30,000 fr.

BILLOT.

AFFAIRES D'ÉGYPTE

(Suite) (1).

**Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 12 mars 1887.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence un exemplaire du Projet de loi sur les patentes présenté récemment par le Gouvernement égyptien.

D'AUNAY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 12 MARS 1887.

Projet de loi sur les patentes. Dernière rédaction (décembre 1886).

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. — Tout individu, majeur ou mineur, sans distinction de nationalité, qui exerce en Egypte une profession non comprise dans les exemptions déterminées par l'article 2 du présent décret, est assujetti au droit de patente.

Par profession on entend : le commerce de gros ou de détail, quel qu'en soit l'objet, les industries et métiers de toute nature, et toutes les autres professions généralement quelconques.

Le libre exercice de toute profession est assuré à tous les habitants de l'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer les lois générales du pays, sous réserve des industries dangereuses et de celles qui se rapportent au monopole du Gouvernement.

Art. 2. — Sont exemptés du droit de patente :

1^o Les Caisses d'épargne et les Sociétés de bienfaisance ;

2^o Les auteurs, les professeurs de belles-lettres, de langues, de sciences, de dessin, de musique, d'escrime et de gymnastique ; les maîtres, instituteurs et institutrices des écoles publiques ou privées, des pensions, pensionnats ou maisons particulières, les artistes peintres, les artistes sculpteurs, artistes dessinateurs, photographes ; les comédiens, artistes dramatiques et lyriques ; les garde-malades et les nourrices ;

3^o Les laboureurs et agriculteurs ne vendant que le produit de l'exploitation de leur propre fonds ou du fonds d'autrui.

TITRE II. — ASSIETTE DE L'IMPOT.

Art. 3. — Les professions soumises à la patente sont divisées en deux catégories :

La première catégorie est soumise à un droit fixe et annuel,

La seconde catégorie est soumise à un droit proportionnel basé sur la valeur locative de chaque local consacré à l'exercice de la profession patentée, ainsi que de l'habitation du redevable.

(1) V. *Archives*, 1893, IV, 17-126, 237-316.

Art. 4. — Les professions de la première catégorie se subdivisent en trois classes :

1^o Les professions exercées dans les villes du Caire, d'Alexandrie et de Port-Saïd et leurs faubourgs ;

2^o Les professions exercées dans les chefs-lieux de gouvernorats et de provinces, non compris dans la première classe ;

3^o Les professions exercées dans toutes les autres villes et localités de l'Égypte non comprises dans les deux premières classes.

Art. 5. — Les professions de la première catégorie, les séries que comportent ces professions ainsi que le droit imposé à chaque profession et à chaque série, sont indiqués dans le tableau A annexé au présent décret. L'assiette de ces droits sera établie sur la déclaration faite par le contribuable lui-même du capital engagé et, à défaut de cette déclaration, par les agents de la Daira Baladieh.

Art. 6. — Dans la deuxième catégorie sont compris les commerçants en détail quel que soit l'objet de leur commerce, tous les métiers, toutes les industries, sans autres exceptions que celles énumérées à l'article 2.

Sous les réserves énoncées à l'article 7, les contribuables de la deuxième catégorie payeront annuellement un droit de patente de 5 0/0 de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession et à l'habitation du contribuable, sans que ce droit puisse toutefois être inférieur à :

| | | | |
|-------|-----|------------------------------|-------------------------|
| P. T. | 100 | pour les villes de | 1 ^{re} classe. |
| P. T. | 75 | — | 2 ^e classe. |
| P. T. | 50 | — | 3 ^e classe. |

Art. 7. — Les débitants de tabac et de spiritueux payeront annuellement un droit de patente de 30 0/0 de la valeur locative des locaux affectés à leur commerce et à leur habitation, sans que ce droit puisse être inférieur à :

| | | | |
|-------|---|------------------------------|-------------------------|
| L. E. | 4 | pour les villes de | 1 ^{re} classe. |
| L. E. | 3 | — | 2 ^e classe. |
| L. E. | 2 | — | 3 ^e classe. |

TITRE III. — RECENSEMENT GÉNÉRAL.

Art. 8. — Du 1^{er} au il sera procédé dans toute l'Égypte, par les soins de l'autorité administrative, à un premier recensement de tous les individus soumis par le présent décret au paiement du droit de patente.

Des états de recensement distincts seront dressés pour chaque catégorie de contribuables.

Les états des contribuables de la première catégorie indiqueront le nom et les prénoms de chaque redevable, sa nationalité, sa profession, la rue où la profession est exercée, la série à laquelle appartient la profession, et enfin, le montant du droit de patente exigible.

Les états des contribuables de la deuxième catégorie porteront les mêmes indications relativement au nom, à la nationalité, au domicile et à la profession ; ils énonceront, en outre, l'évaluation de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession et à l'habitation du redevable, ainsi que la quotité de l'impôt proportionnel de 5 0/0 ou de 30 0/0 applicable à cette évaluation.

Les états de recensement seront déposés dans les villes, à la Daira Baladieh, au Gouvernorat ou à la Moudirieh ; dans les villages, ils seront déposés chez les sarrafs.

Les contribuables seront prévenus par voie d'affiches et par la voie des journaux officiels, qu'ils peuvent prendre connaissance des états de recensement et d'imposition et produire leurs réclamations dans un délai d'un mois à partir de la publication. Un nouveau délai de deux mois est accordé à ceux des paten-

tables qui n'ont pas réclamé pendant la publication, à la condition d'appuyer leur demande de la quittance des termes échus, c'est-à-dire d'un semestre, conformément à l'article 11.

TITRE IV. — RÉCLAMATIONS.

Art. 9. — Les réclamations relatives aux patentes seront portées devant les Commissions de revision qui siégeront au Caire, à Alexandrie et dans les chefs-lieux des provinces.

Les Commissions de revision qui auront à connaître des réclamations des indigènes seront composées :

1° Au Caire et à Alexandrie :

Du directeur de la Daira Baladie, qui présidera la Commission et qui aura voix prépondérante ;

Du chef de la corporation à laquelle appartient le contribuable et de deux notables de cette même corporation, choisis, l'un par le directeur de la Daira Baladie et l'autre par le contribuable ;

2° Dans les autres chefs-lieux de provinces et de Gouvernorats :

Du Moudir ou du Gouverneur qui présidera la Commission et qui aura voix prépondérante ;

Du chef de la corporation à laquelle appartient le contribuable et de deux notables de la même corporation, choisis, l'un par le Moudir ou le Gouverneur, et l'autre par le contribuable ;

Dans le cas où l'indigène négligerait ou refuserait de désigner un notable, et dans le cas où le notable ainsi désigné ne se présenterait pas, bien que dûment convoqué, il sera passé outre et la Commission statuera valablement.

Les Commissions appelées à connaître des réclamations des étrangers seront composées :

1° Au Caire et à Alexandrie :

Du directeur de la Daira Baladie, qui présidera la Commission et qui aura voix prépondérante ;

De trois assesseurs près les tribunaux mixtes, choisis, l'un par le directeur de la Daira Baladie et les deux autres par le contribuable ;

2° Dans les autres chefs-lieux de provinces et de gouvernorat, ces Commissions seront composées :

Du Moudir ou du Gouverneur, qui présidera la Commission avec voix prépondérante.

De trois notables étrangers, choisis, l'un par le Gouverneur ou le Moudir, et les deux autres par le contribuable.

Dans le cas où l'étranger ne désignerait pas les deux représentants ci-dessus indiqués ou si ces deux représentants dûment convoqués ne se présentaient pas, il sera passé outre et la Commission statuera valablement.

Les décisions des Commissions de revision ne seront susceptibles d'aucune espèce de recours.

TITRE V. — PAYEMENT DES DROITS ET DÉLIVRANCE DES PATENTES.

Art. 10. — Le droit de patente deviendra exigible pour la première année dès l'expiration de la durée du dépôt des états de recensement, fixée à un mois par l'article 7.

A ce moment tous les contribuables devront se faire délivrer par les bureaux institués pour cet objet à la Daira Baladie, au Gouvernorat ou à la Moudirieh, la feuille de patente de l'année courante.

Ensuite, la patente devra être renouvelée tous les ans, dans le premier mois de l'année, sans qu'il y ait lieu de faire de nouveaux recensements.

Si, au moment du renouvellement de la patente, le contribuable réclame pour un motif quelconque une diminution de taxe ou si le Gouvernement veut

imposer une majoration de taxe, et si, à ce sujet, il y a désaccord avec l'Administration, ce désaccord sera tranché, selon le cas, par la Commission conformément aux dispositions des articles 8 et 9.

Les mêmes Commissions statueront également sur les désaccords qui pourraient surgir entre les contribuables et l'Administration à l'occasion des patentes demandées par de nouveaux contribuables ou des patentes renouvelées. Il sera accordé aux patentables inscrits pour la première fois et à ceux dont le renouvellement occasionne un accroissement de taxe un délai de deux mois pour réclamer.

Ce délai court de l'expiration du mois pendant lequel aura eu lieu l'inscription ou le renouvellement.

Art. 11. — Le droit de patente est annuel ; il est calculé à partir du . . . de chaque année du calendrier grégorien et est payable par semestre et d'avance.

Lorsque la patente est demandée après l'expiration du premier mois d'un semestre, le droit est calculé proportionnellement au nombre de mois restant à courir jusqu'à la fin de l'année, y compris le mois pendant lequel la déclaration a été reçue et l'impôt est immédiatement exigible pour la portion du semestre en cours.

Art. 12. — Une profession exercée par une association de plusieurs personnes ne donne lieu qu'à la délivrance d'une seule patente, prise soit au nom de tous les associés, soit au nom de l'un d'eux.

Toute personne exerçant une seule profession de la première catégorie ne payera que le droit de patente y afférent, quel que soit, dans la même ville, le nombre des locaux affectés à l'exercice de cette profession.

Toute personne exerçant dans le même local ou ses dépendances deux professions rangées, l'une dans la première catégorie, l'autre dans la deuxième catégorie, ne sera passible que d'un seul droit. Ce droit sera le plus élevé de ceux qui seraient appliqués si chacune des professions était taxée d'après sa catégorie.

Toute personne exerçant dans la même localité ou dans des localités différentes, mais dans des locaux séparés, deux ou plusieurs professions différentes, soit de la première, soit de la seconde catégorie, doit payer le droit de patente entier pour chacune des professions qu'elle exerce.

Art. 13. — En cas de cession ou de transfert à une autre personne, celle-ci succède aux droits et charges de son prédécesseur.

À l'expiration du semestre courant, l'une ou l'autre des parties intéressées pourra faire substituer le nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien.

Si dans le premier mois du semestre courant, aucune des parties n'a accompli la formalité ci-dessus, elles seront solidairement responsables de l'impôt inscrit au nom de l'ancien titulaire.

En cas de cessation de l'exercice de la profession, le droit de patente n'est exigible que jusqu'à l'expiration du semestre courant.

En cas de cessation par suite de décès ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que pour le passé et le mois courant ; le surplus de la taxe déjà perçu pour le semestre sera restitué à la demande des parties intéressées. Cette demande devra être présentée sous peine de déchéance avant l'expiration du mois qui suivra l'événement.

Art. 14. — Les patentes délivrées aux contribuables sont détachées d'un registre à souche spécial et portent un numéro d'ordre.

En cas de perte de la feuille de patente, un duplicata à titre gratuit en est délivré sous le même numéro.

TITRE VI. — CONSTATATIONS DES CONTRAVENTIONS. POURSUITES EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS ET EN MATIÈRE DE RECouvreMENTS.

Art. 15. — Toute personne exerçant une profession sans s'être munie de sa patente, conformément au présent décret, est passible d'une amende égale au double du droit de patente qui lui était applicable.

Cette amende est appliquée indépendamment du droit simple ; elle est calculée à partir du mois où la patente aurait dû être prise, proportionnellement au temps restant à courir jusqu'à la fin de l'année.

La même pénalité est appliquée :

1^o A toute personne qui n'a pas renouvelé sa patente ou qui n'a pas payé les droits aux époques fixées ;

2^o A celui qui, par suite d'une fausse déclaration de sa profession ou de la série à laquelle appartient sa profession, se serait muni d'une patente donnant lieu au paiement d'un droit inférieur à celui réellement dû.

Art. 16. — Qu'il s'agisse de l'exercice sans patente d'une profession, d'un défaut de renouvellement, d'une fausse déclaration de profession ou d'un retard dans le paiement du droit dû, la contravention est constatée par un procès-verbal dressé par les agents du bureau local des patentes. Cet acte doit énoncer le nom et les prénoms du contrevenant, sa profession, le nom de la rue, et autant que possible, le numéro de la maison où la profession est exercée, le montant du droit de patente dû et le montant de l'amende exigible.

Le procès-verbal est signifié administrativement au contrevenant avec commandement de payer dans le délai de cinq jours francs à compter de la signification.

Si, à l'expiration de ce délai, le contrevenant ne s'est pas libéré, et s'il n'a pas fait opposition, le Directeur de la Daira Baladie, le Moudir ou le Gouverneur rend le commandement exécutoire, et il est alors procédé à l'exécution conformément au décret du 23 mars 1880, tant sur les marchandises que sur les meubles et au besoin sur l'immeuble du patentable.

L'Etat est privilégié sur le produit de ces ventes pour le recouvrement des droits de patente ; aucun créancier même privilégié ne sera payé avant que l'Etat n'ait été entièrement désintéressé.

L'opposition faite par le contribuable devra toujours être motivée.

Les instances en opposition seront portées devant les tribunaux compétents.

Toutefois l'opposition ne sera recevable et ne suspendra l'exécution qu'autant qu'elle sera accompagnée de la quittance des sommes portées audit commandement.

Les significations des procès-verbaux et commandement sont faites sans frais par les agents du Trésor. Tous autres frais d'exécution, de quelque nature qu'ils soient, seront à la charge du contribuable d'après le tarif annexé à la présente loi.

Les frais judiciaires engagés dans les instances relatives au droit de patente sont à la charge de la partie qui succombe.

Art. 17. — Les détails d'application du présent décret seront fixés par un règlement d'administration publique.

Art. 18. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 19. — Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Tableau A.

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | 1 ^{re} CLASSE | 2 ^e CLASSE | 3 ^e CLASSE |
|--|--|--|---|
| | Le Caire. Alexandrie, Port-Saïd. | — Chefs-lieux de districts, de gouvernorats et moudirihs (Port-Saïd excepté.) | — Contrées, villes et villages. |
| | L. É. | L. É. | L. É. |
| 1. Sociétés anonymes ayant pour objet des opérations financières, industrielles et commerciales ou de travaux publics, au capital social : | | | |
| de 50,000 liv. st. à 100,000 liv. st. . . . | 100 | 100 | 100 |
| de 100,001 liv. st. à 200,000 liv. st. . . . | 200 | 200 | 200 |
| de 200,001 liv. st. à 300,000 liv. st. . . . | 300 | 300 | 300 |
| de 300,001 liv. st. à 400,000 liv. st. . . . | 400 | 400 | 400 |
| de 400,001 liv. st. à 500,000 liv. st. et au-dessus | 500 | 500 | 500 |
| Chacune des succursales de ces sociétés. | 1/5 de la patente principale. | 1/5 de la patente principale. | 1/5 de la patente principale. |
| 2. Les mêmes sociétés anonymes au capital au-dessous de 50,000 liv. st. 1 par mille sans que la patente puisse être inférieure à 30 liv. st. | 1 0/00 | 1 0/00 | 1 0/00 |
| Chacune des succursales de ces sociétés. | 1/5 de la patente principale. | 1/5 de la patente principale. | 1/5 de la patente principale. |
| 3. Banquiers y compris les sociétés en nom collectif et en commandite ayant pour objet des opérations de banque : | | | |
| 1 ^{re} Série : Celui qui, outre les opérations constituant la banque proprement dite, fait l'émission des titres ou valeurs étrangers ou s'il paye les dividendes et coupons de ces mêmes valeurs pour le compte des Etats, sociétés ou villes étrangères | 100 | 60 | 40 |
| 2 ^e Série : Celui qui fait les opérations constituant la banque proprement dite, c'est-à-dire le commerce des métaux précieux, change des monnaies, dépôts, papiers de commerce, billets à ordre, lettres de change, recouvrements, changes, arbitrages, escomptes, comptes courants, prêts sur nantissements ou consignations. | 75 | 45 | 30 |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | 1 ^{re} CLASSE | 2 ^e CLASSE | 3 ^e CLASSE |
|--|---|--|---|
| | — Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd. | Chefs-lieux de districts, de gouvernorats et moudiriehs (Port-Saïd excepté.) | — Contrées, villes et villages. |
| | L. É. | L. É. | L. É. |
| 3 ^e Série : Escompteurs se bornant à escompter, payer au encaisser les papiers de commerce | 50 | 30 | 20 |
| 4. Sociétés anonymes ou autres d'assurances maritimes, contre l'incendie et sur la vie, contre la grêle, les accidents et la mortalité des bestiaux, et agences de ces compagnies fonctionnant en Egypte. . . | 20 | 8 | 4 |
| 5. Compagnies de navigation à vapeur, anonymes ou autres, faisant un service régulier : | | | |
| Direction ou agence principale. | 30 | 20 | 10 |
| Chacune des agences secondaires | 6 | 4 | 2 |
| (La somme des droits à payer par l'agence principale, pour l'ensemble des agences secondaires, ne peut en aucun cas dépasser 60 liv. st.). | | | |
| 6. Compagnies de navigation à vapeur, anonymes ou autres, ne faisant pas un service régulier : | | | |
| Direction ou agence principale | 20 | 10 | 5 |
| Chacune des agences secondaires | 5 | 3 | 2 |
| (La somme des droits à payer par l'agence principale, pour l'ensemble des agences secondaires, ne peut en aucun cas dépasser 40 liv. st.). | | | |
| 7. Agents de différentes compagnies de bateaux à vapeur ou de propriétaires de bateaux ne faisant que des voyages accidentels | 15 | 8 | 3 |
| 8. Industriels et commerçants en gros, quel que soit l'objet de leur commerce, y compris les sociétés en nom collectif et en commandite, faisant le commerce en gros (sont réputés marchands en gros ceux qui vendent à d'autres marchands): | | | |
| 1 ^{re} série : Capital de 20,000 liv. st. et au-dessus | 50 | 50 | 50 |
| 2 ^e série : Capital de 10,000 liv. st. à 20,000 liv. st. | 30 | 30 | 30 |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | 1 ^{re} CLASSE | 2 ^e CLASSE | 3 ^e CLASSE |
|--|--|--|--|
| | Le Caire, Alexandrie. Port-Saïd. | Chefs-lieux de districts, de gouvernorats et moudiriehs (Port-Saïd excepté.) | Contrées, villes et villages. |
| | L. É. | L. É. | L. É. |
| 3 ^e série : Capital de 5,000 liv. st. à 10 mille liv. st. | 20 | 20 | 20 |
| 4 ^e série : Capital inférieur à 5,000 liv. st. | 6 | 6 | 6 |
| 9. Fabricants de spiritueux | 30 | 18 | 12 |
| 10. Armateurs de bateaux à vapeur (par bateau) | 5 | 5 | 5 |
| 11. Armateurs de navires à voiles d'un jaugeage minimum de 50 tonneaux (par navire) (sous vérification) | 2 | 2 | 2 |
| 12. Entrepreneurs : | | | |
| 1 ^{re} série | 50 | 30 | 20 |
| 2 ^e série | 25 | 15 | 10 |
| 3 ^e série | 12 | 7 | 5 |
| 4 ^e série | 6 | 3 | 2 |
| 13. Commissionnaires pour l'importation et l'exportation : | | | |
| 1 ^{re} série | 20 | 14 | 10 |
| 2 ^e série | 10 | 7 | 5 |
| 14. Commissionnaires de transports. | 10 | 7 | 5 |
| 15. Courtiers : | | | |
| 1 ^{re} série | 24 | 15 | 9 |
| 2 ^e série | 15 | 8 | 4 |
| 3 ^e série | 4 | 2 | 1 |
| 16. Changeurs de monnaies. | 5 | 3 | 2 |
| 17. Loueurs de voitures : | | | |
| De place (par voiture). | 2 | 1 | » |
| De transports (par voiture). | 1/2 | 1/4 | » |
| 18. Avocats et mandataires en justice | 50 | 30 | 20 |
| 19. Experts près les tribunaux | 40 | 20 | 10 |
| 20. Médecins, chirurgiens, dentistes, pharmaciens. (Les médecins attachés au service du Gouvernement sont assujettis à | | | |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | 1 ^{re} CLASSE | 2 ^e CLASSE | 3 ^e CLASSE |
|--|--|---|--|
| | Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd. | Chefs-lieux de districts, de gouvernorats et moudirihs (Port-Saïd excepté.) | Contrées, villes et villages. |
| la taxe lorsqu'ils exercent la médecine en dehors de leur service officiel) | L. É. | L. É. | L. É. |
| 21. Vétérinaires | 40 | 20 | 10 |
| 22. Sages-femmes | 3 | 3 | » |
| 23. Ingénieurs et architectes | 2 | 1 | » |
| 24. Mehandes Mêmari. | 20 | 20 | 10 |
| 25. Méhandes Mêmari. | 4 | 2 | 1 |
| 26. Imprimeurs et éditeurs. | 10 | 6 | 4 |
| 27. Directeurs ou propriétaires de jour- naux | 10 | 5 | 2 |
| 27. Directeurs de spectacles. | 10 | 5 | 2 |
| 28. Commis et employés : | P. T. | P. E. | P. E. |
| 1 ^o Commis ayant un traitement de 300 piâtres par mois et au-dessous | 24 | 24 | 24 |
| 2 ^o Commis ayant un traitement de 301 p. à 500 p. par mois | 60 | 60 | 60 |
| 3 ^o Commis ayant un traitement de 501 p. à 1,000 p. par mois | 120 | 120 | 120 |
| 4 ^o Commis ayant un traitement au-des- sus de 1,000 p. par mois | 180 | 180 | 180 |
| 29. Marchands et industriels ambulants : | | | |
| 1 ^{re} série | 100 | 50 | 25 |
| 2 ^e série | 25 | 15 | 10 |
| 30 Domestiques, cochers et gens de service des deux sexes : | | | |
| 1 ^o Tous domestiques ayant une paye de 100 p. par mois et au-dessous | 30 | 30 | 30 |
| 2 ^o Tous domestiques ayant une paye de 101 p. par mois et au-dessus | 60 | 60 | 60 |
| 31. Propriétaires de baudets de louage (par baudet). | 15 | 10 | 5 |
| 32. Ouvriers (1) des deux sexes. | 30 | 25 | 15 |

(1) Par ouvrier on entend : 1^o Toutes les personnes travaillant soit chez elles, soit chez des particuliers et n'ayant ni boutiques, ni enseignes, ni apprentis ; 2^o Toutes les personnes des deux sexes exerçant individuellement un métier, une industrie quelconque, soit pour leur propre compte, soit en s'engageant à la journée ou à forfait chez des patrons ou des particuliers.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 11 novembre 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie d'une lettre que vient de m'adresser Nubar Pacha concernant les impôts du timbre et des patentes.

Ainsi que le verra Votre Excellence, le Président du Conseil Khédivial exprime dans cette communication l'espoir que les divers Gouvernements intéressés voudront bien, pour résoudre plus rapidement cette double question, déléguer leurs pouvoirs à la Caisse de la Dette publique.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien m'indiquer le sens de la réponse que je devrais faire parvenir au Ministre des Affaires étrangères du Vice-Roi.

BEAUCAIRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 11 NOVEMBRE 1887.

Nubar-Pacha, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Le Caire, le 7 novembre 1887.

Les nécessités financières qui s'imposent au Gouvernement de Son Altesse et les obligations qu'il a contractées vis-à-vis de ses créanciers l'ont amené à demander aux diverses Puissances la faculté d'établir certains impôts applicables à leurs nationaux aussi bien qu'aux sujets locaux.

Tels sont les impôts sur le timbre et sur les patentes consentis, en principe, en vertu de l'article 2 de la Convention signée à Londres.

En présence d'une situation qui, en se prolongeant, serait de plus en plus nuisible aux intérêts du Trésor égyptien, et pour hâter la solution d'une question de cette importance, je viens vous demander s'il ne semblerait pas opportun au Gouvernement de la République de déléguer ses pouvoirs à la Caisse de la Dette publique, qui, unie au Gouvernement égyptien, aurait à s'occuper du prompt établissement des taxes relatives au timbre et aux patentes,

N. NUBAR.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 28 novembre 1887.

J'ai mis à profit le séjour assez prolongé que j'ai dû faire cet été à Alexandrie pour amener notre Chambre de commerce dans cette ville à terminer les rapports concernant les projets d'impôts du timbre et des patentes que cette assemblée avait promis de rédiger en vue d'éclairer notre Gouvernement sur ces questions. Ce travail vient de m'être remis. Notre Chambre de Commerce d'Alexandrie formule de nombreuses objections contre les projets soumis par le Gouvernement khédivial à l'approbation des Puissances. Ses observations portent principalement sur les tarifs des taxes et des amendes, qui semblent trop élevés, et sur un assez grand nombre d'articles qui, s'ils étaient adoptés, porteraient atteinte aux capitulations et laisseraient les contribuables européens sans garantie contre l'arbitraire administratif.

BEAUCAIRE.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 20 janvier 1888.

Je suis d'avis d'agréer la suggestion de Nubar Pacha tendant à ce que les Puissances délèguent aux Commissaires de la Caisse de la Dette leurs pouvoirs pour l'étude du projet de taxe sur le timbre et les patentes. Je subordonnerais toutefois notre acceptation à deux conditions : 1^o Il devrait être entendu que cette façon de procéder ne créera pas pour l'avenir un précédent que le Gouvernement égyptien pût invoquer dans des cas analogues ; 2^o Cette Commission ne serait admise à émettre sa décision qu'à l'unanimité des délégués composant la Caisse de la Dette.

Il est bien entendu, en outre, que pendant le cours de cet examen, le Commissaire français se tiendrait en communication avec le Gouvernement de la République par l'intermédiaire de l'Agence et qu'il ne prendrait aucune décision définitive sans l'autorisation de Votre Excellence.

J'ai consulté mes collègues et j'ai vu que la plupart d'entre eux n'élevaient pas d'objections sérieuses contre les ouvertures de Nubar Pacha et que plusieurs avaient déjà répondu dans un sens affirmatif. J'en ai causé avec ce dernier, et j'ai pu me rendre compte que le Gouvernement égyptien consentirait à se rallier à la solution que je vous propose au cas où Votre Excellence croirait devoir l'adopter.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, le plus tôt possible, la réponse que je devrai faire aux suggestions de Nubar Pacha.

L. D'AUBIGNY.

**M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 11 février 1888.

J'approuve les conditions sous lesquelles vous me proposez de donner notre adhésion à la proposition formulée par Nubar Pacha dans la dernière circulaire sur les impôts du timbre et des patentes. Il reste donc entendu :

1^o Que la procédure à laquelle nous donnons notre assentiment ne constituera nullement un précédent ;

2^o Que la Commission de la Dette ne pourra émettre de décision valable qu'à l'unanimité de ses membres ;

3^o Que ceux-ci enfin resteront en communication avec les agents et en référeront à leurs Gouvernements par l'intermédiaire de ces derniers avant de prendre aucune décision définitive.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie m'ayant fait part du désir de son Gouvernement de marcher d'accord avec nous dans cette affaire, je lui communique le sens de notre réponse à la proposition du Gouvernement khédivial. Vous pouvez en informer l'Agent autrichien avant vos autres collègues.

FLOURENS.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 18 février 1888.

Je viens d'adresser à Nubar-Pacha une communication par laquelle je

l'informe des réserves sous le bénéfice desquelles le Gouvernement de la République est prêt à donner au commissaire français à la Caisse de la Dette l'instruction de procéder avec ses collègues à l'étude des projets de loi sur le timbre et sur les patentes.

Votre Excellence trouvera ci-joint une copie de cette lettre.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 18 FÉVRIER 1888.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France en Egypte,
à Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.**

Le Caire, le 15 février 1888.

Par une communication du 7 novembre dernier, vous avez saisi le Chargé d'affaires de France d'une demande tendant à ce que les Puissances délèguent leurs pouvoirs aux commissaires de la Dette publique égyptienne, pour l'étude des projets d'impôts sur le timbre et sur les patentes, prévus par l'article 2 de la convention de Londres de 1885.

Le Gouvernement de la République a examiné cette proposition. Dans le but de témoigner son bon vouloir envers le Gouvernement de S. A. le Khédive, il consent à donner au commissaire français à la Caisse de la Dette la délégation suggérée par Votre Excellence.

Il doit toutefois subordonner son adhésion à deux conditions dont Votre Excellence voudra bien reconnaître la légitimité.

Il devra être entendu que les attributions législatives données en cette circonstance aux commissaires de la Caisse de la Dette ont un caractère exceptionnel et qu'elles ne constituent à aucun degré une extension de compétence pour l'avenir.

En second lieu, cette commission ne sera admise à émettre de décision valable qu'à l'unanimité des délégués qui la composent.

Sous le bénéfice de ces deux réserves, le Gouvernement de la République est prêt à donner à M. Le Chevalier les instructions nécessaires pour qu'il procède, de concert avec tous ses collègues, à l'étude de projets d'impôts sur le timbre et sur les patentes.

Le Gouvernement de la République pense qu'une fois le travail de la Commission terminé, toutes les Puissances intéressées auront à donner leur ratification formelle aux projets adoptés pour les rendre applicables à leurs nationaux.

L. D'AUBIGNY.

**M. le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des finances.**

Le Caire, le 20 avril 1888.

Toutes les grandes Puissances ont répondu aux propositions de Nubar-Pacha tendant à déléguer à la Caisse de la Dette les pouvoirs nécessaires pour étudier, d'accord avec le Gouvernement égyptien, l'établissement des taxes sur le timbre et les patentes.

L'Italie et la Grande-Bretagne acceptent purement et simplement ces suggestions. L'Allemagne et l'Autriche y adhèrent également, mais en se réservant de se prononcer en dernière instance dans le cas où les divergences qui se manifesteraient au sein de la Commission d'étude seraient trop profondes. Enfin, la Russie vient de donner sa réponse qui est calquée sur celle du Gouvernement de la République. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, dans l'opinion du monde officiel égyptien, c'est l'avis du

Gouvernement de la République qui paraît avoir inspiré, d'une façon plus ou moins exclusive, la réponse des trois Empires.

Nubar-Pacha vient de m'écrire officiellement qu'il accepte les conditions posées par le Gouvernement français et Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de cette communication.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 AVRIL 1888.

Nubar Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

(Circulaire.)

Le Caire, le 19 avril 1888.

Vous m'avez fait l'honneur de m'informer par votre dépêche du 14 février dernier, en réponse à ma lettre-circulaire du 7 novembre 1887, que le Gouvernement de la République veut bien adhérer, sous certaines réserves, à la proposition de déléguer au commissaire français près la Caisse de la Dette publique ses pouvoirs pour étudier, d'accord avec le Gouvernement égyptien, l'établissement des taxes sur le timbre et les patentes.

Le Gouvernement égyptien accepte les réserves formulées dans la dépêche précitée et, en vous priant de vouloir bien faire agréer ses remerciements au Gouvernement de la République pour cette adhésion, je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

N. NUBAR.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 janvier 1890.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint (Annexe n° 1), copie d'une circulaire de Zoufkar-Pacha ayant pour but de notifier au Gouvernement français que la Caisse de la Dette, à l'unanimité, est tombée d'accord sur un projet de loi des patentes applicable aux Européens et aux indigènes. Le Ministre des Affaires étrangères ajoute que ce projet a rencontré l'approbation du Gouvernement khédivial et il me prie, en conséquence, de solliciter l'adhésion définitive de Votre Excellence afin que ce nouvel impôt reçoive son application.

J'aurai soin, en notifiant l'adhésion de Votre Excellence à la loi des patentes, de stipuler que l'impôt en question ne sera applicable à nos ressortissants que le jour où tous les contribuables, quelle que soit leur nationalité, y seront également assujettis.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte du projet de loi des patentes approuvé par la Caisse. (Annexe n° 2.)

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE 1 A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 16 JANVIER 1890.

Zoufkar-Pacha, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 31 décembre 1889.

A la suite de ma circulaire du 7 novembre 1887, vous avez bien voulu informer le Département par votre dépêche du 13 février 1888 que le Gouvernement de la République consentait à confier à MM. les Commissaires de la Caisse

de la Dette publique le soin d'étudier, d'accord avec le Gouvernement égyptien, les projets de loi concernant l'établissement des taxes sur le timbre et les patentes acceptées, en principe, par les Puissances signataires de la Convention de Londres du 18 mars 1885.

En conséquence de cet assentiment, un projet relatif aux patentes a été élaboré par le Gouvernement de Son Altesse, conjointement avec MM. les Commissaires de la Caisse, et c'est ce travail, adopté à l'unanimité, dont j'ai l'honneur, Monsieur le Comte, de vous adresser, ci-joint, quatre exemplaires imprimés.

Le Gouvernement de Son Altesse pense que la modération des taxes proposées ne saurait échapper à tout examen impartial et, en vous transmettant ce projet, j'ai recours à vos obligeants offices pour obtenir l'adhésion définitive du Gouvernement de la République en vue de rendre les dispositions du décret à promulguer applicables à vos nationaux.

Je me réserve de vous saisir prochainement du projet de loi sur le timbre et vous prie, Monsieur le Comte, d'agréer, etc. ZOULFIKAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 16 JANVIER 1890.

**A son Excellence Riaz-Pacha, président du conseil des ministres,
ministre des finances au Caire.**

Le Caire, le 26 décembre 1889.

Monsieur le Président,

En conformité des accords diplomatiques mentionnés dans la lettre de votre prédécesseur aux finances, en date du 17 avril 1888, les Commissaires de la Dette ont étudié, conjointement avec les Délégués du Gouvernement de Son Altesse, le projet de loi sur les patentes qui avait été soumis aux Puissances. Les soussignés ont l'honneur d'envoyer à Votre Excellence le texte qu'ils ont unanimement adopté.

Ils saisissent cette occasion pour offrir à Votre Excellence les assurances de leur très haute considération.

BARON RICHTHOFEN. Comte Ch. ZALUSKI.
G. LE CHEVALIER. A. MONEY, Prince
A. MOUROUSI.

Loi sur les patentes.

Nous, Khédive d'Egypte :

Sur la proposition de notre Ministre des Finances, et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres ;

Avec l'assentiment des Puissances ;

Avons décrété et décrétons :

TITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. — Le libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce ou métier est assuré à tous les habitants de l'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer les lois générales du pays, sous réserve des industries dangereuses et de celles qui sont ou peuvent être l'objet de monopoles gouvernementaux.

Tout individu, sans distinction de nationalité, qui exerce en Egypte une profession, une industrie, un art, un commerce ou métier non compris dans les exemptions déterminées par l'article 2 du présent décret, est assujéti au droit de patente.

Article 2. — Sont exemptés du droit de patente :

- 1° Les Caisses d'épargne et les Sociétés de bienfaisance ;
- 2° Les auteurs, les professeurs de belles-lettres, de langues, de sciences, de dessin, de musique, d'escrime, d'équitation, de gymnastique, de danse et généralement d'arts d'agrément, les chefs, maîtres et maîtresses d'écoles et de pensions, les instituteurs et institutrices des écoles publiques ou privées, des pensions, pensionnats ou maisons particulières ; les artistes peintres, sculpteurs, dessinateurs ; les artistes dramatiques ou lyriques ;
- 3° Les laboureurs et agriculteurs ne vendant que le produit des terrains par eux exploités, qu'ils en soient propriétaires ou non ;
- 4° Les fonctionnaires et employés de l'Etat ou des Administrations publiques, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;
- 5° Les commis-voyageurs et représentants de maisons de commerce ou de fabriques étrangères, lorsqu'ils n'ont pas de domicile stable en Egypte, qu'ils reçoivent leur rémunération du dehors et ne voyagent qu'avec des assortiments d'échantillons (sans marchandises) dans le seul but d'obtenir des commandes ou d'effectuer des achats, à condition que leur séjour en Egypte ne dépasse pas quatre mois par année ;
- 6° Les employés et commis ; les ouvriers, serviteurs et domestiques à gages ; les personnes travaillant à façon ou à la journée, sans compagnons, apprentis, enseigne ni boutiques ;
- 7° Les entrepreneurs de navigation à voile ;
- 8° Les Compagnies de navigation maritime faisant un service postal régulier ;
- 9° Les sages-femmes ; les gardes-malades et les nourrices ;
- 10° Les marchands ambulants ne figurant pas au tableau A ;
- 11° Les propriétaires de baudets de louage.

Sont en outre exemptés, dans les localités autres que celles visées aux deux premières colonnes du tableau A, les commerçants en détail et les artisans.

TITRE II. — ASSIETTE DE L'IMPOT.

Art. 3. — Les professions soumises à la patente sont divisées en deux catégories :

La première catégorie comprend les professions désignées au tableau A, lesquelles sont soumises aux droits y figurant.

Dans la seconde catégorie sont compris toutes les professions, industries, arts ou métiers ne figurant pas au tableau A, sans autres exceptions que celles énumérées à l'article 2.

Les contribuables de la seconde catégorie payeront annuellement un droit de patente de 5 p. 0/0 de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession, sans que ce droit puisse toutefois être inférieur à P. T. 12.

Pour l'estimation de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice d'une industrie, on doit tenir compte des machines fixes et en général de toutes les machines à vapeur.

TITRE III. — ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS, INSCRIPTIONS, DÉLIVRANCE DES PATENTES, PAYEMENT DES DROITS.

Art. 4. — Dans le mois suivant la publication par les journaux officiels du présent décret, les personnes que ledit décret soumet à un droit de patente devront faire, dans les villes, à la Daira Baladiéh, au Gouvernorat ou à la Mou-dirieh, dans les villages, chez les sarrafs, une déclaration indiquant leurs nom, prénoms, prénoms de leur père, nationalité, profession, la rue où la profession est exercée, si c'est possible, le numéro de la maison et s'il y a lieu l'évaluation du capital ou de la valeur locative devant déterminer le montant de l'impôt.

Si les déclarations ainsi faites sont reconnues exactes par l'autorité administrative compétente, elle fixe le montant du droit sur leur base ; dans le cas contraire, elle leur fait subir les modifications qu'elle croit justes. Elle inscrit d'office les patentables qui n'auront pas fait de déclarations.

Pour la fixation des valeurs locatives, la Daïra Baladieh prendra pour base les évaluations servant à la perception du droit sur la propriété bâtie.

Art. 5. — Deux états, un pour chaque catégorie, des patentables de la ville, du Gouvernorat ou de la Moudirieh, seront dressés conformément aux dispositions qui précèdent et déposés ou à la Daïra Baladieh ou au siège du Gouvernorat ou de la Moudirieh et, dans les villages, chez les sarrafs; ils seront, aux mêmes lieux, affichés en entier ou par extrait.

Ces états seront, en outre, communiqués à titre d'information en entier ou par extrait aux consulats ayant des administrés patentables dans le ressort de leur juridiction.

Art. 6. — Les patentables devront, dans le mois suivant l'affichage, et, en ce qui concerne les étrangers, la communication aux consulats prescrite par l'article précédent, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 10 concernant le point de départ de l'exigibilité pour la première année, retirer leur patente en payant le droit par eux dû ou produire leur réclamation écrite, dont récépissé leur sera donné dans les villes, à la Daïra Baladieh, au siège du Gouvernorat ou de la Moudirieh et, dans les villages chez les sarrafs.

Le patentable qui n'aura pas fait sa déclaration dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du semestre dû en conformité de l'article 10.

Art. 7. — La patente devra être renouvelée tous les ans dans le premier mois de l'année.

Si au moment du renouvellement de la patente le contribuable réclame une diminution de taxe, ou si l'administration veut lui imposer une majoration, en cas de désaccord, le patentable a un délai d'un mois pour faire sa réclamation.

En cas de majoration par l'administration, ce délai ne courra que du jour où avis lui en aura été donné dans les conditions indiquées à l'article qui suit.

Le patentable qui n'aura pas fait sa réclamation dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du droit fixé par l'administration.

Art. 8. — Toute personne non encore soumise à la patente, qui commencera l'exercice d'une profession y assujettie, devra dans le mois faire sa déclaration dans les conditions indiquées à l'article 4. Faute de ce faire, elle sera inscrite d'office. Elle pourra réclamer contre la taxe qui lui aura été imposée dans un délai de deux mois à partir de l'avis qui devra lui être donné. Pour les étrangers, cet avis devra être communiqué en même temps à leurs consulats.

Le patentable qui n'aura pas fait sa réclamation dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du droit fixé par l'administration.

Art. 9. — Les sommes payées par les patentables réclamant dans les conditions prévues aux derniers paragraphes des articles 6, 7 et 8, seront considérées comme un simple dépôt jusqu'à la décision à intervenir. La quittance en fera mention.

Art. 10. — Le droit de patente sera exigible pour la première année à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, si à ces dates se sont écoulés deux mois depuis la promulgation de la loi et un mois depuis le dépôt, l'affichage et la communication prescrits par l'article 5.

Art. 11. — Le droit de patente est établi par année du calendrier grégorien. Sous réserve de la disposition relative à la première année, il est calculé à partir du 1^{er} janvier de chaque année et est payable par semestre et d'avance.

Lorsque la patente est demandée après l'expiration du premier mois d'un semestre, le droit est calculé proportionnellement au nombre de mois restant à courir, y compris le mois pendant lequel la déclaration a été reçue et l'impôt est immédiatement exigible pour la portion du semestre en cours.

Art. 12. — L'industrie ou le commerce exercé par une association de plusieurs personnes ne donne lieu qu'à la délivrance d'une seule patente.

Art. 13. — Toute personne exerçant plusieurs professions passibles du droit

fixe ne paie qu'un seul droit fixe, celui afférent à la profession pour laquelle le tarif est le plus élevé.

Dans le cas où plusieurs professions pour lesquelles la patente est basée sur la valeur locative sont exercées dans le même local sans séparation distincte, le droit est perçu suivant le quantum le plus élevé.

Toute personne exerçant dans plusieurs localités une même profession soumise à un droit fixe sera imposée au droit fixe dans la localité où ce droit est le plus élevé. Le droit dû sur la valeur locative est exigible dans chaque localité.

Art. 14. — En cas de cession ou de transfert à une autre personne, celle-ci succède aux droits et charges de son prédécesseur.

À l'expiration du semestre courant, l'une ou l'autre des parties intéressées pourra faire substituer le nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien.

Si, dans le premier mois du semestre courant, aucune des parties n'a accompli la formalité ci-dessus, elles seront solidairement responsables de l'impôt inscrit au nom de l'ancien titulaire.

En cas de cessation de l'exercice de la profession, le droit de patente n'est exigible que jusqu'à l'expiration du semestre courant.

En cas de cessation par suite de décès ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que pour le mois passé et le mois courant ; le surplus de la taxe déjà perçue pour le semestre sera restitué à la demande des parties intéressées. Cette demande devra être présentée, sous peine de déchéance, avant l'expiration des six mois qui suivront l'événement.

Art. 15. — Les patentes délivrées aux contribuables sont détachées d'un registre à souche spécial et portent un numéro d'ordre.

En cas de perte de la feuille de patente, un duplicata à titre gratuit en est délivré sous le même numéro.

TITRE IV. — COMMISSION DE REVISION.

Art. 16. — Les réclamations relatives aux patentes seront portées devant des Commissions de revision constituées dans les conditions déterminées par les articles 17 à 21. Pour l'année dans laquelle commencera à fonctionner la présente loi et pour l'année suivante, les Commissions seront constituées avant la mise en vigueur de la loi. Pour les années subséquentes, les Commissions seront constituées avant le 31 décembre de l'année précédente.

Art. 17. — Au Caire et à Alexandrie :

Les consulats généraux ou consulats des puissances représentées à la juridiction mixte désigneront chacun, ceux des puissances représentées à la Cour d'appel et le consulat général ou consulat de Grèce, quatre, les autres, deux de leurs nationaux.

Les personnes ainsi désignées, procèderont, sur la convocation du doyen du corps consulaire de la ville, à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour, si besoin en est, à l'élection parmi eux de dix membres de la Commission.

L'élection de dix indigènes sera faite dans les mêmes formes et conditions par les cheiks de toutes les corporations patentables de la ville sur la convocation du Gouverneur.

Art. — 18. — Dans les Gouvernorats de Port-Saïd et de Suez :

Les consulats généraux ayant une représentation consulaire dans le Gouvernorat désigneront ou conféreront à leur autorité consulaire locale la faculté de désigner, suivant la distinction établie par l'article 17, deux ou un délégués choisis indifféremment parmi les étrangers de toute nationalité résidant dans le Gouvernorat.

Ces délégués, convoqués par le doyen du Corps consulaire au chef-lieu du Gouvernorat, éliront dix membres de la Commission de revision devant y siéger.

Les cheiks des corporations patentables du Gouvernorat éliront dix membres de la même Commission.

Art. 19. — Dans les moudiriehs de Charkieh, Dakahlieh, Garbieh et Siout :

Les consulats généraux des puissances ayant des patentables dans la Moudirieh, ou leurs consulats du Caire ou d'Alexandrie désigneront, suivant la distinction établie par l'article 17, deux ou un délégués de nationalité étrangère.

Ces délégués, sur la convocation du Moudir, éliront huit membres de la Commission de revision; huit membres indigènes seront élus dans les mêmes conditions par les cheiks des corporations patentables de la province.

Art. 20. — Les Commissions fonctionnant au Caire et à Alexandrie et dans les chefs-lieux des Gouvernorats et Moudiriehs indiqués aux articles 18 et 19 devront, pour siéger valablement, être composées :

1^o Du fonctionnaire désigné par le Gouvernement comme président ;

2^o De quatre des membres élus dans les conditions prévues aux articles 17, 18 et 19. Trois de ces membres devront être étrangers ou sujets locaux, suivant que le réclamant sera étranger ou sujet local.

Les membres de la Commission seront convoqués à siéger à tour de rôle.

L'Administration et le contribuable réclamant devront être avisés au moins huit jours à l'avance du jour fixé pour l'examen de la réclamation; ils pourront présenter des explications orales ou écrites.

Si, au jour fixé pour l'examen d'une réclamation, il ne se trouve pas un nombre de membres présents suffisant pour que la Commission puisse siéger, le Président remettra cet examen à une autre date.

Huit jours avant cette date, le Consul du réclamant étranger ou, à défaut, le doyen du Corps consulaire et le Gouverneur ou Moudir, pour ce qui concerne les indigènes, seront avisés des jour et heure de la nouvelle séance et informés qu'aux dits jour et heure, la Commission pourra siéger valablement, quelle qu'en soit la composition.

Les membres convoqués à une séance qui se trouveront absents pourront toujours être remplacés par d'autres membres, étrangers ou indigènes, suivant le cas.

Art. 21. — Dans les Gouvernorats et provinces autres que ceux indiqués aux articles 17, 18 et 19, les Commissions seront composées du Moudir ou Gouverneur ou de leur délégué président et de deux membres indigènes pris parmi dix délégués élus par les Cheiks des corporations patentables du Gouvernorat ou de la Province. L'Administration et le réclamant seront avisés au moins huit jours à l'avance du jour où aura lieu l'examen de la réclamation; ils pourront présenter leurs explications écrites ou orales.

Art. 22. — Les patentables étrangers des Gouvernorats et Provinces visés par l'article 21 pourront porter leurs réclamations, à leur choix, soit devant la Commission de revision de leur Gouvernorat ou Province, soit devant la Commission de la Province la plus rapprochée parmi celles désignées à l'article 19, soit devant la Commission du Caire ou d'Alexandrie.

Le patentable qui voudra user de la faculté d'option prévue par le présent article devra spécifier, dans sa réclamation même, devant quelle Commission il entend qu'elle soit portée, et la Commission ainsi choisie sera seule compétente. Faute par le patentable d'avoir déclaré son option dans sa réclamation, celle-ci sera portée de plein droit devant la Commission du Gouvernorat ou de la Province où il est soumis au droit objet de ladite réclamation.

TITRE V. — POURSUITES EN MATIÈRE DE RECOUVREMENTS.

Art. 23. — Toute personne qui n'aura pas payé le montant de la patente à laquelle elle sera définitivement soumise sera poursuivie conformément aux dispositions suivantes :

L'autorité chargée du recouvrement signifiera administrativement au patentable en retard commandement d'avoir à payer le montant du droit dû par lui dans un délai de cinq jours francs, à partir de la signification. L'extrait du rôle devra figurer en tête sur l'original et la copie du commandement.

Pour les patentables étrangers, avis de cette signification devra être donné à

l'autorité consulaire. Remise de la copie du commandement à cette autorité, qui apposera son visa sur l'original, équivaudra à la signification au contribuable lui-même, dans le cas où elle n'aura pas pu lui être faite directement.

Si, à l'expiration des cinq jours impartis par le commandement, le patentable ne s'est pas libéré, ce commandement est rendu exécutoire, pour les indigènes, par le Gouverneur, le Moudir ou leur délégué; pour les étrangers, il sera présenté au juge du service du Tribunal mixte, qui devra y faire apposer la formule exécutoire. Il sera ensuite procédé à la saisie exécution et à la vente des biens meubles et immobiliers du patentable.

L'exécution sera faite, en ce qui concerne les indigènes, par les agents des Gouvernorats et des Moudirihs, et, pour les étrangers, par les huissiers des tribunaux mixtes. Dans les localités où ne siègent ni tribunaux mixtes, ni délégation de ces tribunaux, il pourra être procédé à tous actes d'exécution, même vis-à-vis des étrangers, par des officiers publics désignés *ad hoc* par le Ministère des finances. Avis préalable des actes d'exécution contre les étrangers devra être donné à leur autorité consulaire.

La somme due est de plein droit majorée d'un douzième par chaque mois s'écoulant entre l'expiration du délai de cinq jours sus indiqué et l'encaissement par les agents du Trésor.

L'Etat est privilégié en première ligne sur le produit des ventes faites pour le recouvrement des droits de patente, ainsi que de toute vente mobilière ou immobilière faite par autorité de justice contre le patentable.

Art. 24. — Lorsque les huissiers des tribunaux mixtes seront chargés de l'exécution, ils procéderont en conformité des prescriptions du présent article et de l'article 23.

La saisie mobilière sera opérée par un huissier, assisté de deux témoins, en la forme ordinaire des procès-verbaux de saisie; il sera ensuite constitué un gardien des objets saisis.

Le procès-verbal contiendra fixation du jour, de l'heure et désignation du lieu de la vente, qui ne pourra être effectuée ni avant le huitième ni après le quinzième jour qui suivra la notification de la saisie.

Copies du procès-verbal, certifiées conformes par l'huissier, seront remises au gardien et au saisi; mention de ces remises sera faite au procès-verbal.

En cas de refus de recevoir la copie, mention de ce refus sera également faite au procès-verbal.

Copie du même procès-verbal sera affichée quatre jours au plus tard après la notification de la saisie à la porte du lieu où sont les objets saisis, à l'endroit où la vente doit être effectuée, s'il est autre, à la porte de la Moudirich ou du Gouvernorat, ou de la demeure du Cheik-el-Beled, et, en outre, au tableau affecté dans le Tribunal aux annonces judiciaires.

Art. 25. — Aux jour et endroit fixés par le procès-verbal de saisie, il sera procédé, par les soins de l'huissier et en présence de deux témoins, à la vente des objets saisis.

La vente sera poursuivie jusqu'à concurrence des sommes dues, y compris la majoration prévue à l'article 23 et les frais.

Il sera dressé un procès-verbal mentionnant la cause de la vente, la désignation des objets vendus, leur provenance, l'heure de l'ouverture et de la clôture des enchères, le prix d'adjudication et les noms des adjudicataires.

Ce procès-verbal sera signé par l'huissier et signé ou cacheté par les deux témoins et les adjudicataires.

Le prix d'adjudication devra être payé au comptant et en espèces.

Art. 26. — Lorsque, aux cas prévus par l'article 23, l'exécution sera confiée aux agents des Gouvernorats et des Moudirihs ou à des officiers publics désignés *ad hoc* par le Ministère des finances, ils procéderont dans les formes édictées par notre décret du 13 mars 1880.

Art. 27. — Le produit de la vente faite en vertu des articles précédents sera intégralement versé par l'huissier, l'agent ou l'officier public qui y aura pro-

cédé, entre les mains du percepteur. Si ce produit est supérieur au montant des sommes dues par le patentable, le surplus lui sera restitué par le percepteur.

Art. 28. — Le contribuable pourra former opposition, laquelle devra être toujours motivée, aux poursuites prévues plus haut, dans les formes ordinaires et devant le Tribunal civil indigène ou mixte selon la nationalité. L'opposition ne suspend l'exécution que si elle est accompagnée d'une quittance constatant le versement au percepteur, à titre de dépôt, de la somme portée au commandement.

Art. 29. — Tous les impôts perçus jusqu'ici sous la dénomination de taxes professionnelles sont, ou remplacés par les droits de patente établis par la présente loi, ou supprimés.

Art. 30. — La présente loi sera affichée dans les trois langues judiciaires aux sièges de perception, en même temps qu'elle sera publiée dans le *Journal officiel*.

Art. 31. — Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Tableau A.

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | LE CAIRE et ALEXANDRIE (Ramleh compris.) | LOCALITÉS DÉSIGNÉES au tableau B | AUTRES LOCALITÉS. |
|---|--|---|----------------------|
| | liv. é. | liv. é. | liv. é. |
| 1. Sociétés anonymes égyptiennes ayant pour objet des opérations financières, industrielles ou commerciales et sociétés étrangères anonymes ou à responsabilité limitée, ayant pour objet les mêmes opérations et ayant une ou plusieurs agences en Egypte : | | | |
| 1/2 p. 0/00 sur le capital versé, sans que le droit puisse être inférieur à 10 L. E. ni supérieur à 300 L. E. | | | |
| 2. Banques, banquiers, escompteurs et personnes faisant profession de prêter sur gages mobiliers : | | | |
| Droit fixe. 60 L. E. 1 ^{re} catégorie. | | | |
| — 40 — 2 ^e — | | | |
| — 20 — 3 ^e — | | | |
| — 10 — 4 ^e — | | | |
| Plus 15 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la profession. (Le contribuable inscrit dans une catégorie pourra réclamer contre cette inscription si elle lui fait payer un droit fixe supérieur à 1/2 p. 0/00 de son capital mobilier.) | | | |
| 3. Sociétés anonymes ou autres d'assurances maritimes, ayant leur siège ou une ou plusieurs agences en Egypte : | | | |
| Droit fixe, 15 L. E. | | | |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des locaux affectés aux bureaux. | | | |
| Sociétés anonymes ou autres d'assurances sur la vie et contre l'incendie, les accidents et la mortalité des bestiaux, ayant leur siège ou une ou plusieurs agences en Egypte : | | | |
| Droit fixe, 5 L. E. | | | |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des locaux affectés aux bureaux. | | | |
| 4. Compagnies de navigation à vapeur, anonymes ou autres, ou propriétaires de bateaux à vapeur étrangers, ayant leur siège ou une ou plusieurs agences en Egypte : | | | |
| Droit fixe, 10 L. E. | | | |
| Plus 10 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux. | | | |
| Consignataires des navires ne tombant pas sous l'application du droit ci-dessus : | | | |
| Droit fixe, 3 L. E. | | | |
| Plus 10 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux. | | | |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | LE CAIRE et ALEXANDRIE (Ramleh compris.) | LOCALITÉS DÉSIGNÉES au tableau B | AUTRES LOCALITÉS. |
|--|--|---|----------------------|
| | liv. é. | liv. é. | liv. é. |
| 5. Armateurs de bateaux à vapeur ayant leur port d'attache en Egypte : Par bateau à vapeur, 2 L. E. | | | |
| 6. Commerçants en gros quel que soit l'objet de leur commerce, y compris les sociétés en nom collectif ou en commandite, faisant le commerce en gros : | | | |
| Droit fixe. 24 L. E. 1 ^{re} catégorie. | | | |
| — 16 — 2 ^e — | | | |
| — 8 — 3 ^e — | | | |
| — 4 — 4 ^e — | | | |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux et 3 p. 0/0 sur celle des magasins. | | | |
| (Le contribuable inscrit dans une catégorie pourra réclamer contre cette inscription si elle lui fait payer un droit fixe supérieur à 1/4 p. 0/00 du chiffre annuel de ses affaires.) | | | |
| 7. Fabricants de spiritueux : | | | |
| Droit fixe, 5 L. E. | | | |
| Plus 20 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la profession. | | | |
| 8. Entrepreneurs de travaux publics et entrepreneurs de constructions (sociétés ou particuliers): | | | |
| Droit fixe, 1 L. E. | | | |
| Plus 1/2 p. 0/00 sur le montant des travaux contractés par eux, cette portion du droit payable à la fin de chaque semestre. | | | |
| (Les administrations signataires des contrats de travaux publics et celles chargées de délivrer les permis des constructions pour les particuliers communiqueront aux bureaux chargés de la perception des droits de patente les chiffres servant de base à l'établissement du présent droit.) | | | |
| 9. Commissionnaires pour l'importation et l'exportation : | | | |
| Droit fixe. | 4 | 2 | 2 |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux et 3 p. 0/0 sur celle des magasins. | | | |
| 10. Commissionnaires de transports : | | | |
| Droit fixe. | 2 | 1 | 1 |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux et 3 p. 0/0 sur les magasins. | | | |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | LE CAIRE et ALEXANDRIE (Ramelah compris.) | LOCALITÉS DÉSIGNÉES au tableau B | AUTRES LOCALITÉS. |
|---|---|---|----------------------|
| | liv. é. | liv. é. | liv. é. |
| 11. Agents de change et courtiers de Bourses et de marchandises : | | | |
| Droit fixe. 20 L. E. 1 ^{re} catégorie. | | | |
| — 10 — 2 ^e — | | | |
| — 2 — 3 ^e — | | | |
| Plus 15 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux. | | | |
| (Le contribuable inscrit dans une catégorie pourra réclamer contre cette inscription si elle lui fait payer un droit fixe supérieur à 1/2 p. 0/0 de ses bénéfices.) | | | |
| Courtiers de navires, de ventes et de locations d'immeubles : | | | |
| Droit fixe. | 2 | 1 | 1 |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux. | | | |
| 12. Changeurs de monnaies : | | | |
| Droit fixe. | 2 | 1 | Néant. |
| 13. Loueurs de voitures : | | | |
| De place et de remise (par voiture). | 1 | 0 500 | Néant. |
| De transports (par voiture). | 0 250 | 0 150 | Néant. |
| 14. Avocats exerçant devant la Cour d'appel mixte : | | | |
| Droit fixe. | 5 | 5 | 5 |
| Plus 10 p. 0/0 sur la valeur locative de l'étude ou de la partie de l'habitation servant comme étude. | | | |
| Avocats et mandataires en justice exerçant devant les autres juridictions mixtes et indigènes : | | | |
| Droit fixe. | 3 | 3 | 3 |
| Plus le droit proportionnel ci-dessus. (Les avocats stagiaires sont exemptés de toute patente.) | | | |
| 15. Médecins et chirurgiens : | | | |
| Etablis en Egypte depuis 5 ans : Droit fixe. . . . | 3 | 2 | Néant. |
| Etablis en Egypte depuis 1 an : Droit fixe. . . . | 2 | 1 | Néant. |
| Plus 15 p. 0/0 sur la valeur locative du cabinet ou de la partie de l'habitation affectée à l'exercice de la profession. | | | |
| (Les médecins et chirurgiens attachés au service du Gouvernement sont assujettis à la taxe lorsqu'ils exercent la médecine ou la chirurgie en dehors de leur service officiel.) | | | |
| (Sont exempts de tout droit de patente les méde- | | | |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | LE CAIRE et ALEXANDRIE (Ramleh compris.) | LOCALITÉS DÉSIGNÉES au tableau B | AUTRES LOCALITÉS. |
|---|--|---|----------------------|
| | liv. é. | liv. é. | liv. é. |
| cins et chirurgiens exerçant leur profession en Egypte depuis moins d'une année.) | | | |
| 16. Pharmaciens : | | | |
| Droit fixe. | 3 | 2 | Néant. |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la profession. | | | |
| 17. Dentistes : | | | |
| Droit fixe. | 1 | 0 500 | Néant. |
| Plus 15 p. 0/0 de la valeur locative du cabinet ou de la partie de l'habitation affectée à l'exercice de la profession. | | | |
| (Les barbiers qui font aussi métier d'arracheurs de dents ne seront pas considérés comme dentistes.) | | | |
| 18. Vétérinaires : | | | |
| Droit fixe. | 1 | 0 500 | Néant. |
| 19. Ingénieurs et architectes : | | | |
| Droit fixe. | 3 | 2 | 1 |
| Plus 10 p. 0/0 sur la valeur locative des bureaux ou de la partie de l'habitation affectée à l'exercice de la profession. | | | |
| (Dans le cas où des ingénieurs ou architectes se chargeront, à titre d'entrepreneurs, de travaux publics ou de constructions, sera déduit du droit auquel ils sont assujettis d'après le numéro 8 ci-dessus le montant de la patente qu'ils auront payée dans l'année comme ingénieurs ou architectes.) | | | |
| 20. Méhandès Mémari : | | | |
| Droit fixe. | 2 | 1 | 0 500 |
| 21. Propriétaires de journaux : | | | |
| Droit fixe. | 3 | 1 | 1 |
| Plus 6 p. 0/0 sur la valeur locative du local occupé par les bureaux. | | | |
| 22. Hôteliers, aubergistes ou loueurs en garnis : | | | |
| 6 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté au restaurant et 1 p. 0/0 sur celle des autres locaux affectés à l'exercice de la profession. | | | |
| 23. Marchands ambulants vendant des produits étrangers : | | | |
| Droit fixe. | 0 300 | 0 200 | 0 100 |

| DÉSIGNATION DES PROFESSIONS | LE CAIRE et ALEXANDRIE (Ramlah compris.) | LOCALITÉS DÉSIGNÉES au tableau B | AUTRES LOCALITÉS. |
|--|--|---|----------------------|
| | liv. é. | liv. é. | liv. é. |
| 24. Débitants de tabac : | | | |
| 15 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la profession avec un minimum de. | 4 | 2 | 1 |
| 25. Débitants de spiritueux : | | | |
| 10 p. 0/0 sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la profession, avec un minimum de. | 3 | 2 | 1 |
| (Ne sont pas considérées comme débiteurs de spiritueux les personnes dont l'industrie principale est de servir des repas.) | | | |

Tableau B.

| | | | |
|----------------|--------------------|-----------------|----------|
| Port-Saïd. | Menouf. | Damanhour. | Guerga. |
| Suez. | Tanta. | Guizeh. | Kena. |
| Benhar. | Kafr-el-Zayat. | Beni-Souef. | Louqsor. |
| Zagazig. | Hélouan-les-Bains. | Medinet-Fayoum. | Assouan. |
| Mansourah. | Samannoud. | Minia. | |
| Mit-Ghamr. | Zifta. | Assiout. | |
| Chibin-el-Kom. | Mehalla-Kobra. | Sohag. | |

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 8 février 1890.

Par votre lettre en date du 16 janvier dernier, vous m'avez communiqué le texte définitivement approuvé par la Caisse de la Dette publique du projet de loi destiné à établir en Egypte l'impôt des patentes sur les Européens. Je vous autorise à notifier au Gouvernement khédivial l'adhésion du Gouvernement de la République à ce projet, en stipulant, toutefois, que l'impôt en question ne saurait être applicable à nos administrés que le jour où tous les contribuables d'Egypte, quelle que soit leur nationalité, y seraient également assujettis. Je vous laisse, d'ailleurs, juge du moment où vous croirez opportun de faire parvenir cette communication au Ministre des affaires étrangères du Kkédivé, en tenant compte notamment des autres négociations que vous poursuivez actuellement avec le Cabinet égyptien.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à **M. Ribot**, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 28 mars 1890.

Le Projet de décret sur l'impôt du Timbre est toujours à l'étude au sein de la Commission de la Dette et n'a pas encore réuni l'unanimité des suffrages. Au surplus, en présence des plaintes en partie justifiées des colo-

nies européennes relativement aux patentes, j'estime que nous avons intérêt à éloigner le plus possible l'époque à laquelle la nouvelle loi entrera en application. Plusieurs de mes collègues commencent à se rallier à cet avis.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 14 mai 1890.

A la date du 10 de ce mois, j'ai notifié officiellement à Zoulikar-Pacha l'adhésion définitive du Gouvernement de la République à l'impôt des patentes tel qu'il a été fixé, à l'unanimité, par les commissaires directeurs de la caisse de la Dette publique. J'ai d'ailleurs stipulé que la loi en question ne pourrait être applicable à nos administrés que le jour où tous les contribuables d'Egypte, quelle que soit leur nationalité, y seraient également assujettis.

Je ne pouvais guère tarder davantage, la plupart de mes collègues ayant fait pareille notification, il y a longtemps déjà.

L. D'AUBIGNY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 30 mai 1890.

Votre lettre en date du 14 de ce mois m'a fait savoir que vous avez officiellement transmis, le 10 mai dernier, à Zoulikar-Pacha l'adhésion du Gouvernement de la République à l'impôt des patentes, tel qu'il a été accepté par la Commission de la Dette. J'approuve la réserve que vous avez formulée en stipulant que cet impôt ne pourra être applicable à nos nationaux que lorsque tous les contribuables d'Egypte, quelle que soit leur nationalité, y seront également assujettis.

A. RIBOT.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 4 décembre 1890.

Par ma lettre du 14 mai dernier, j'annonçais à Votre Excellence que je venais de notifier au Ministère khédivial des affaires étrangères l'adhésion du Gouvernement de la République à l'application à nos nationaux du projet d'impôt sur les patentes établi à l'unanimité par les membres composant la caisse de la Dette. J'exposais, en outre, les motifs qui m'avaient inspiré en cette circonstance et Votre Excellence, à la date du 30 mai, voulait bien approuver ma conduite.

Mon nouveau collègue d'Italie a été singulièrement désappointé à son arrivée ici en constatant que son prédécesseur avait donné l'adhésion du Cabinet du Quirinal au projet primitif, sans même s'éclairer au préalable des objections que la colonie italienne d'Egypte pourrait élever contre les dispositions en question.

M. Maccio pensa qu'il n'était pas trop tard pour réparer cette omission et soumit incontinent le nouveau projet à sa Chambre de commerce d'Alexandrie. Celle-ci formula les critiques les plus vives contre le droit

proportionnel qui avait, à ses yeux, le tort grave de faire double emploi avec l'impôt sur la propriété bâtie. Ces avis trouvèrent un écho à la Consulta et M. Crispi pria les Cabinets de Vienne et de Berlin de surseoir à leur adhésion s'il en était encore temps.

Mes collègues d'Allemagne et d'Autriche, qui n'avaient notifié que verbalement leur acceptation, suspendirent toute notification écrite à ce sujet.

Ces jours derniers, M. Maccio a remis au Gouvernement khédivial une note dans laquelle il subordonne l'adhésion du Cabinet de Rome à un remaniement complet de la loi, avec la suppression de la taxe proportionnelle pour base.

L'application de cet impôt va se trouver par suite ajournée pour longtemps. Les dispositions en devront être préalablement remaniées d'une façon radicale. Une fois l'accord intervenu entre l'Italie et l'Égypte, nous aurons à notre tour à nous prononcer, ainsi que toutes les autres puissances, sur la nouvelle rédaction. Il se peut, qu'en fin de compte, le Gouvernement khédivial se rende compte de l'impossibilité d'arriver à une solution pratique et renonce à une taxe, dont il est chaque jour à même de constater les difficultés d'application.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Paris, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 24 décembre 1890.

Par votre lettre, en date du 4 de ce mois, vous m'avez fait connaître l'opposition que les Cabinets de Rome, de Berlin et de Vienne se sont décidés à faire, au dernier moment, au projet d'impôt des patentes présenté par Riaz-Pacha. La nouvelle attitude prise par les Gouvernements ne peut que nous donner satisfaction, puisqu'elle dénote de la part de ces puissances, la volonté de s'inspirer plus que par le passé des intérêts des colonies européennes d'Égypte et qu'elle remet en question, sans que nous ayons à intervenir, une taxe onéreuse pour les étrangers. Les inconvénients résultant de cette nouvelle charge pour nos nationaux nous avaient toujours frappés, vous le savez, et ce n'est qu'à titre d'expédient financier momentanément nécessaire que le Gouvernement de la République en avait admis le principe lors de la conférence de Londres de 1885.

Les circonstances ne sont plus les mêmes aujourd'hui.

En faisant part à Zoulikar-Pacha de votre adhésion à ce projet d'impôt, vous avez eu soin d'ailleurs de stipuler que la loi établissant la taxe des patentes ne pourrait être applicable à nos administrés que le jour où tous les contribuables d'Égypte, quelle que soit leur nationalité, y seraient également assujettis.

La netteté de vos réserves paraît suffisante pour rendre inutile de faire aujourd'hui auprès du Cabinet khédivial une démarche spéciale en vue de les rappeler. Si vous croyez toutefois que le moindre doute puisse exister dans l'esprit des ministres du Khélive à ce sujet, vous voudrez bien leur faire remarquer que notre bon vouloir se trouve arrêté sur ce point par le refus des autres puissances.

A. RIBOT.

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 9 mars 1891.

Le Gouvernement italien a adhéré au projet de loi des patentes après avoir obtenu une légère modification dont le sens est que « les médecins ne payeront la patente qu'après trois années de séjour ».

Votre Excellence sait que le projet approuvé par le Gouvernement de la République limitait ce délai à un an. Bien que la modification soit favorable, comme elle change le texte accepté par nous, j'ai prévenu le Gouvernement égyptien qu'à mon avis le projet devait être soumis de nouveau aux puissances. Ayant appris que malgré mon observation le décret d'application de la loi va paraître à l'*Officiel*, j'ai déclaré verbalement au Ministre des affaires étrangères que si l'on passait outre, je me refusais à considérer la taxe comme applicable aux Français.

DENAUT.

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 mars 1891.

Le Gouvernement italien ayant renoncé, sur la demande du Gouvernement égyptien, au bénéfice stipulé pour les médecins, la loi des patentes a été publiée au *Journal officiel*.

DENAUT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 14 juin 1891.

Les délégués désignés par leurs consulats respectifs pour procéder à l'élection des membres de la Commission de revision instituée par le titre IV de la Loi sur les patentes, se sont réunis jeudi dernier, 11 de ce mois, chez le consul d'Angleterre, doyen du corps consulaire de cette ville, à l'effet d'y remplir leur mandat.

L'élection des 10 membres européens chargés de faire partie de ladite Commission a donné les résultats suivants : 3 Français (MM. Prioley, député de la nation, directeur des Moulins français, Rosé, avocat, et Perrot, pharmacien), 3 Grecs, 1 Autrichien, 1 Italien, 1 Allemand et 1 Anglais. L'Anglais n'a été élu qu'au second tour de scrutin.

Ce résultat est d'autant plus satisfaisant que la loi ne donnant à chaque nationalité que quatre électeurs, trois des nôtres n'en ont pas moins réussi à être nommés.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France en Egypte, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 30 juillet 1891.

Le Gouvernement égyptien a décidé que la perception du nouvel impôt des patentes exigible des étrangers depuis le 1^{er} courant serait retardée jusqu'au 1^{er} septembre prochain. Ce délai a été accordé afin de permettre aux intéressés de présenter leurs réclamations contre les évaluations des commissions de répartition et de faire réduire leurs cotes, s'il y a lieu.

Quoi qu'en disent certains journaux, l'impôt des patentes sera appliqué à tous les étrangers sans distinction.

Ainsi les Persans, qu'on prétend être exempts en vertu de capitulations qui n'existent pas, seront assujettis au nouvel impôt ; ils sont, en effet, assimilés aux sujets des puissances chrétiennes en Egypte, ainsi qu'il ressort du texte de l'article 6 de la Convention passée entre la Turquie et la Perse le 8/20 décembre 1875.

De même, les succursales de la Banque ottomane en Egypte ne sont nullement exonérées, car, si à Constantinople, la maison principale est une banque d'Etat et a, comme telle, certains privilèges d'exemption, les établissements qui dépendent d'elle en Egypte n'ont à aucun degré un caractère officiel vis-à-vis du Gouvernement khédivial et subissent la même loi que les autres banques locales.

En terminant, je crois devoir faire remarquer à Votre Excellence que l'impôt sur la propriété bâtie qui est aujourd'hui uniformément perçu en Egypte et sans opposition, n'a jamais été explicitement ratifié par les Chambres françaises. Il a été admis que ces Chambres, en sanctionnant la Convention de Londres du 18 mars 1885, avaient sanctionné en même temps la déclaration annexe qui autorisait l'établissement des trois impôts sur la propriété bâtie, le timbre et les patentes.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 janvier 1892.

Dans l'arrangement financier que je prépare, je m'efforcerai d'obtenir l'abolition de l'impôt des patentes (1).

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 janvier 1892.

Le Gouvernement khédivial consent à abolir le droit des patentes.

La suppression de ce revenu imposant au Gouvernement égyptien une perte de 25,000 livres, il en serait compensé par un prélèvement égal dans la répartition des excédents d'exercice (2).

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 janvier 1892.

J'ai donné notre assentiment au décret relatif à l'abolition de l'impôt des patentes (3).

REVERSEAUX.

(1) Voir au chapitre de l'Abolition définitive de la corvée, la dépêche de l'Agent et Consul général de France au Caire, en date du 15 janvier 1892.

(2) Voir ci-dessous, la lettre de l'Agent et Consul général de France au Caire, en date du 20 janvier 1892.

(3) Voir ci-dessous, la lettre de l'Agent et Consul général de France au Caire, en date du 25 janvier 1892.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 janvier 1892.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence le décret qui vient d'être approuvé par toutes les puissances et qui stipule l'abolition, à partir du 1^{er} janvier 1892, de l'impôt des patentes institué par le décret du 8 mars 1891, moyennant la majoration d'une somme annuelle de 25,000 livres égyptiennes sur la part des excédents revenant au Gouvernement lors du règlement de compte de ces excédents avec la caisse de la Dette publique (1).

REVERSEAUX.

XI

ÉTABLISSEMENT D'UNE MUNICIPALITÉ INTERNATIONALE A ALEXANDRIE 1887-1890

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 3 février 1892

La colonie française d'Alexandrie et celle du Caire, en me faisant parvenir l'expression de leur gratitude pour la suppression de l'impôt des patentes, m'ont prié de transmettre au Khédive une adresse de remerciements pour la suppression de cette taxe.

La colonie hellène a suivi cet exemple.

REVERSEAUX.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 juillet 1887.

Un Comité de notables d'Alexandrie vient d'adresser aux divers représentants des Puissances en Egypte une requête qui contient un projet de municipalité pour la ville dont il s'agit. Cette question a déjà été soulevée plusieurs fois depuis quelques années. Mais son examen s'impose d'une façon particulière en ce moment, puisque l'arrangement relatif à l'entretien d'Alexandrie qui existe actuellement entre le Gouvernement et les habitants de cette ville doit expirer le 13 mars prochain.

Tigrane-Pacha, que j'ai entretenu de la réforme proposée, m'a assuré que le Gouvernement khédivial n'y était pas opposé de parti-pris.

Il est incontestable que les colonies étrangères gagneraient à l'établissement d'une administration municipale stable et régulière à Alexandrie. Les avantages qui en résulteraient pour elles se trouvent clairement exposés dans le projet soumis aujourd'hui à l'approbation des Puissances.

BEAUCAIRE.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 3 février 1888.

Par sa lettre du 18 juillet dernier, le Comte de Beaucaire vous a entre-

(1) Voir ci-dessous, l'annexe à la lettre de l'Agent et Consul général de France au Caire, en date du 25 janvier 1892.

tenu d'un projet de municipalité à Alexandrie dû à un groupe de notables résidents de cette ville.

Ainsi qu'il re-sort de ce document, la Commission qui, dans ces dernières années avait charge, au moyen de taxes volontaires, des travaux de voirie, arrive le 15 mars prochain au terme de son mandat et déclare qu'elle ne saurait prolonger davantage son service.

Lorsque je suis arrivé en Egypte, j'ai trouvé mes Collègues plus soucieux qu'ils ne semblaient l'être à l'époque à laquelle M. de Beaucaire vous a écrit, de substituer une organisation définitive au service provisoire qui va prendre fin. L'attitude résolue de la Commission actuelle justifiait ce souci.

Dans une réunion toute récente à laquelle j'assistais, les Représentants des Puissances en Egypte sont tombés d'accord pour entreprendre cette tâche. En même temps, nous avons décidé d'inviter le Gouvernement égyptien à nous soumettre un projet de service de voirie dans lequel la participation pécuniaire de l'Etat serait nettement indiquée.

Nous ne connaissons pas encore la réponse que nous fera Nubar-Pacha.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 2 avril 1888.

La Commission provisoire d'édilité d'Alexandrie est arrivée au terme de son mandat, et les taxes facultatives sur l'exportation et l'importation, ainsi que les centimes additionnels grevant la propriété bâtie, à titre également facultatif, ont cessé d'être perçues depuis le 15 mars dernier. Les services urbains que cette Commission avait pris à sa charge, ne fonctionnent plus aujourd'hui qu'au moyen d'une réserve de fonds qui sera épuisée dans un mois environ.

D'autre part, les Représentants des Puissances en Egypte n'ont pu, jusqu'à ce jour, malgré leur bonne volonté, s'entendre avec le Gouvernement égyptien pour la constitution d'une organisation urbaine plus ou moins définitive.

Dans ces conjonctures, mes Collègues et moi, nous avons décidé d'obvier au danger menaçant de la cessation des services de voirie en rendant, avec le consentement de nos Gouvernements respectifs, obligatoires, pour une période commençant le 15 de ce mois et ne devant pas exéder le 1^{er} janvier 1889, les taxes perçues jusqu'au 15 mars dernier, dans la ville d'Alexandrie, à titre volontaire.

La plupart des Européens, et en particulier nos nationaux ne feraient pas difficulté de continuer pour cette courte période leurs contributions volontaires, en présence de la résolution bien arrêtée des Représentants des Puissances, d'arriver à une solution prompte et définitive. Néanmoins, comme il suffirait de quelque refus pour entraver la marche des services, nous avons reconnu la nécessité d'obtenir que les Puissances intéressées donnent le caractère d'obligation au payement des taxes en question, jusqu'à la fin de la présente année.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'autoriser par le télégraphe à notifier l'adhésion du Gouvernement de la République au décret que le Vice-Roi édictera à ce sujet.

L. D'AUBIGNY.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 11 avril 1888.

Je vous autorise à faire appliquer à titre provisoire jusqu'au 1^{er} janvier prochain les taxes municipales d'Alexandrie dans les conditions exposées par votre rapport du 2 avril.

René GOBLET.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. René Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 16 novembre 1888.

Votre Excellence sait que les Représentants des Puissances, n'ayant pu tomber d'accord avec le Gouvernement égyptien pour la création d'une municipalité d'Alexandrie, ont décidé, au mois d'avril dernier, de prolonger dans les mêmes conditions que précédemment le service de la Commission d'édilité. Toutefois, certains membres de ladite Commission ayant déclaré qu'ils ne continueraient pas à l'avenir le service des taxes facultatives qu'ils s'étaient imposées jusque-là, nous avons reconnu qu'il y avait lieu, pour les Puissances, d'autoriser le Gouvernement égyptien à rendre obligatoires les taxes en question.

La période prévue par le décret khédivial expire le 31 décembre de cette année et le projet de municipalité n'est pas plus avancé qu'au printemps dernier. En outre, l'idée d'une telle institution a perdu depuis quelque temps dans le public européen la faveur, fort relative d'ailleurs, qu'elle avait d'abord rencontrée. On s'est aperçu bien vite qu'il faudrait payer assez cher le luxe d'une municipalité.

Le Gouvernement khédivial voyait en effet dans ce projet une occasion de restreindre dans des limites plus étroites sa part de charges dans les services de la ville, en alléguant qu'il appartenait aux Alexandrins de créer, comme ils l'entendraient, une série d'impôts municipaux. L'intérêt des contribuables a vite prévalu et aujourd'hui on ne demande que la continuation du *statu quo*, quelque insuffisant qu'il soit au point de vue financier. Nos nationaux, en particulier, se prononcent dans ce sens. La crise économique est certainement pour beaucoup dans ces dispositions.

Il y a peu de jours, dans une réunion des Consuls généraux, nous avons discuté le point de savoir ce qu'il convenait de faire. Nous sommes tombés d'accord pour conclure à une prolongation nouvelle, pendant un an de l'état actuel, les charges respectives des Alexandrins et celles de l'Etat restant les mêmes que devant.

En conséquence, j'ai l'honneur de solliciter du Gouvernement de la République l'autorisation d'adhérer à un décret par lequel le Khédivé obligera nos nationaux à acquitter les taxes destinées à subvenir aux services de la ville dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui et jusqu'au 31 décembre 1889.

Je prie Votre Excellence, en raison de l'époque avancée, de vouloir bien m'aviser par télégramme de sa décision à cet égard.

D'AUBIGNY.

M. René Goblet, ministre des affaires étrangères,
au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 26 novembre 1888.

J'approuve le décret autorisant nos nationaux à acquitter les taxes urbaines jusqu'au 1^{er} janvier 1890 dans les mêmes conditions que pendant la présente année.

René GOBLET.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 9 juin 1889.

J'ai précédemment entretenu M. Flourens des pourparlers engagés, entre les Représentants des Puissances et le Gouvernement égyptien, à l'effet d'arriver à constituer une municipalité pour la ville d'Alexandrie. Le 16 novembre dernier, je demandais à M. Goblet l'autorisation pour le Khédive, de prolonger, pendant l'année 1889, l'application aux Européens des taxes attribuées déjà précédemment aux services d'édilité de cette ville. C'était le maintien, pour une année de plus, du provisoire, avec l'assurance donnée par mes collègues et moi à nos nationaux de tâcher d'arriver à la constitution de quelque chose de définitif pour le 1^{er} janvier 1890.

Riaz-Pacha nous a saisis, au commencement de cette année-ci, d'un projet se rapprochant fort de celui que Nubar-Pacha nous avait précédemment soumis et qui m'avait paru inacceptable.

Nous n'avons pas voulu écarter de prime abord ces nouvelles propositions, et les Consuls généraux, réunis en conseil, ont décidé que les membres de la Commission constituée l'année précédente entreraient en négociations avec le Président du Conseil pour tâcher d'introduire dans le projet les modifications indispensables. Je déclarai, pour ma part, qu'en acceptant ce mandat, je n'engageais à aucun degré le consentement du Gouvernement de la République, n'ayant aucun pouvoir à cet effet, mais que j'entendais seulement m'assurer de l'étendue des concessions que le Gouvernement khédivial était disposé à faire. Après un certain nombre de séances, nous avons été en mesure de saisir le Corps diplomatique d'un projet sensiblement amendé.

En réunion générale, mes collègues n'ont formulé contre ce projet que quelques objections de détail dont le Gouvernement égyptien a tenu compte dans la rédaction du projet définitif.

Ce travail une fois terminé, le Ministre des affaires étrangères nous a adressé la circulaire dont Votre Excellence trouvera une copie sous ce pli. Il en ressort que le Gouvernement khédivial entend ne solliciter le consentement des Puissances que pour obtenir l'application aux Européens des taxes ou surtaxes nouvelles.

Zoulfikar-Pacha considère que le Gouvernement organique en lui-même est un acte d'administration intérieure qui ne porte aucune atteinte aux capitulations.

Quoi qu'il en soit du bien-fondé de cette prétention, il est certain que les Puissances n'accorderont leur consentement aux impôts que si les clauses du règlement organique leur paraissent présenter des garanties suffisantes qu'il sera fait un emploi équitable et utile des fonds que devront

payer leurs nationaux. En fait donc, tout au moins, le règlement dans son entier se trouve subordonné à l'approbation des Puissances.

L'organisation de la Commission Municipale constitue le titre premier du projet. Nous avons obtenu, non sans peine, qu'il y eût parité dans le Conseil entre le nombre des membres élus par les contribuables et les membres choisis par le Gouvernement khédivial ou à la dévotion de celui-ci, par suite des fonctions de l'état qu'ils exercent. Le projet antérieur de Riaz-Pacha attribuait douze sièges à l'élection et quatorze à la nomination du pouvoir central. Malgré cet amendement, la balance penche encore en faveur du Gouvernement en raison de la voix prépondérante du Président, qui est, de droit, le Gouverneur d'Alexandrie. Néanmoins, parmi les fonctionnaires *membres de droit*, se trouvent des Européens, tels que les procureurs généraux des deux juridictions, qui ne seront sans doute pas, en toute circonstance, les instruments aveugles du Gouvernement.

Dans le mode d'élection, nous avons tenu à faire prévaloir, d'une part, un cens élevé (un loyer de près de 2,000 fr. comme *minimum*) ; d'autre part, un système de vote corporatif pour les importateurs, les exportateurs et les propriétaires d'immeubles. Nous tenons ainsi compte de l'initiative prise par ces corporations, il y a quelques années déjà, de contribuer volontairement aux frais d'édilité. Les membres de ces divers collèges auront droit, en outre, de prendre part au vote censitaire. Ils se trouveront ainsi placés dans une situation privilégiée au point de vue du droit de l'électeur.

Il nous a paru sage, pour éviter une trop grande prépondérance d'un même élément représentatif sur les autres, de stipuler qu'il ne pourra être élu plus de trois membres d'une même nationalité, étrangère ou indigène.

L'élévation du cens assurera aux étrangers une part considérable dans les élections.

Je n'ai pas d'objections sérieuses à faire valoir contre le titre qui règle les attributions de la Commission Municipale. Elles me paraissent suffisamment étendues. Il y aurait un danger à porter atteinte aux prérogatives du pouvoir central et à trop affaiblir ce dernier, en prévision de troubles toujours possibles dans un port comme Alexandrie, composé d'éléments aussi hétérogènes.

Le titre III traite de l'exercice des attributions de la Commission Municipale. L'immixtion du Ministre de l'intérieur peut sembler excessive et il est permis de se demander si l'autonomie de ce corps ne sera pas une pure fiction. Mais il ne faut pas oublier que l'influence collective des Représentants des Puissances sera toujours prête à s'exercer au cas où l'arbitraire administratif viendrait à prévaloir au préjudice des colonies étrangères. Il y a là un tempérament dont devra tenir compte le Gouvernement khédivial.

L'article 22 qui dispose que le Président de la Commission, c'est-à-dire le Gouverneur, nomme et révoque les employés, peut paraître dangereux au premier abord. Mais rien n'empêche la Commission, en vertu de l'article 16, de constituer un Comité exécutif qui devra seconder le Président dans l'exercice de ses attributions. Sans doute, ce règlement devra recevoir l'approbation du Ministre de l'intérieur, mais, dans ce cas en particulier, l'action des Consuls généraux pourra utilement s'exercer.

Le titre qui présente les plus graves difficultés est celui qui traite du budget. Les dépenses pour les différents services seraient évaluées à

63,000 livres égyptiennes environ. Le détail en est établi d'après les dépenses de l'année 1888, qui peut être considérée comme une année normale.

Ces charges seraient couvertes en partie par des taxes fournies directement par les contribuables d'Alexandrie et en partie par des contributions gouvernementales. On rendrait obligatoires les taxes de 1/2 pour mille soldées actuellement par les exportateurs et les importateurs et la taxe de 1 p. 0/0 sur la valeur locative des propriétés bâties, également fournie aujourd'hui. On ajouterait à la charge des locataires une taxe de 2 0/0 sur les loyers. Toutefois, ces deux dernières surtaxes devant atteindre lourdement les immeubles urbains déjà trop grevés en raison de la crise, on est convenu que la Commission déciderait elle-même si elle doit les rendre immédiatement applicables et dans quelle mesure. Il lui serait loisible d'en ajourner le recouvrement à des temps meilleurs. Le taux indiqué ci-dessus serait un *maximum*.

En outre, les Européens seraient désormais astreints à la taxe sur les voitures et bêtes de somme qui frappe actuellement les indigènes seuls, les Puissances ne l'ayant pas encore concédée.

D'autre part, le Gouvernement égyptien abandonnerait le produit de la taxe des voitures payée par les indigènes, le rendement de jardins appartenant à l'Etat, qu'il encaissait précédemment, ainsi que les droits de voirie. En outre, il concéderait le 50 0/0 des recettes nettes de l'octroi d'Alexandrie, en garantissant un minimum de L. E. 31,780. Le total de la contribution de l'Etat serait ainsi de 33,492 livres égyptiennes. Or, précédemment, le Gouvernement participait aux frais d'entretien de la ville pour environ 40,000 livres égyptiennes. Il est vrai que dans ce total figurait une somme de 6,000 livres provenant de droits de port sur le faquinage qui ont été supprimés. Le Gouvernement qui a servi cette contribution pendant une certaine période après cette suppression, se refuse formellement à la verser plus longtemps.

En vertu de l'article 31, toute nouvelle taxe ou surtaxe ne pourra être imposée aux Européens qu'avec le consentement des Puissances.

Ce n'est pas sans peine que nous sommes arrivés, mes Collègues et moi, à ce résultat.

A un point de vue d'ordre supérieur, j'estime que l'établissement dans Alexandrie d'une institution internationale offre des avantages réels. Elle constitue un obstacle à toute tendance d'absorption de l'Égypte par une seule Puissance.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 9 JUIN 1889.

Zoufikar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

(*Circulaire.*)

Le Caire, le 16 mai 1889.

Vous n'ignorez pas que MM. les membres du Corps Diplomatique et Consulaire vous avaient prié, ainsi que MM. vos Collègues d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne et d'Italie, de faire partie d'un Comité chargé de s'entendre avec le Gouvernement de Son Altesse sur l'établissement d'une Municipalité d'Alexandrie.

Il est également à votre connaissance, Monsieur le Comte, qu'après différentes entrevues que S. E. le Président du Conseil a eues avec MM. les Délégués du

Corps Diplomatique et Consulaire, une entente complète s'est établie sur le projet que vous possédez déjà.

Le Gouvernement de Son Altesse est tout disposé à mettre immédiatement à exécution ce projet, qui, dans son ensemble, rentre dans la sphère de son administration intérieure. Toutefois, certaines dispositions du projet ayant trait à des taxes déjà existantes et à créer ne sauraient être applicables aux étrangers sans l'assentiment des Puissances; aussi je m'empresse, Monsieur le Comte, de faire appel à votre obligeance pour soumettre au Gouvernement de la République le texte des nouvelles dispositions et obtenir son adhésion.

Le Gouvernement de Son Altesse ose d'autant plus compter sur votre valable appui, en cette circonstance, que M. le Doyen du Corps diplomatique et Consulaire a bien voulu, par une communication antérieure, informer mon prédécesseur que MM. les Représentants des Puissances s'efforceraient d'obtenir sans délai l'agrément de leurs Gouvernements respectifs à l'établissement des taxes qui pourraient résulter pour leurs nationaux d'une organisation nouvelle de la Municipalité d'Alexandrie.

Le décret du 31 janvier dernier qui a prorogé pour une nouvelle année la perception de diverses taxes destinées à faire face aux dépenses d'édilité d'Alexandrie, cessant d'être en vigueur le 31 décembre prochain, je ne crois pas avoir besoin d'attirer votre bienveillante attention sur la nécessité pour le Gouvernement de Son Altesse d'obtenir prochainement l'adhésion qu'il sollicite et de procéder, en temps utile, à la publication du Décret organisant la nouvelle Municipalité.

Je me plais à croire, Monsieur le Comte, que les Puissances voudront bien apprécier ce témoignage de bon vouloir que le Gouvernement de Son Altesse donne aux Colonies Étrangères en les admettant à faire partie d'une Commission Municipale et par suite à régler l'emploi des taxes dont le produit est exclusivement affecté à la ville d'Alexandrie.

ZOUFIKAR.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 15 novembre 1889.

Par votre lettre en date du 9 juin dernier, vous m'avez fait connaître l'état dans lequel se trouve actuellement la question de la Municipalité d'Alexandrie. Je vous remercie du soin que vous avez pris de me renseigner au sujet de cette affaire.

En me soumettant les dernières propositions de Riaz Pacha, vous m'avez annoncé que les mesures provisoires au moyen desquelles on pourvoit à ce moment à l'administration de la ville d'Alexandrie devaient prendre fin le 1^{er} janvier 1890.

Quels que soient les inconvénients de détail que présente le projet en question, l'intérêt que nous avons à voir fonctionner régulièrement à Alexandrie une Municipalité internationale doit primer aujourd'hui toute autre considération. Vous voudrez donc bien, dans les pourparlers que vous allez engager à ce sujet avec le Cabinet khédivial, vous inspirer avant tout de l'idée que nous sommes, en fin de compte, les premiers à désirer, avec les garanties nécessaires, l'adoption du projet.

Ce premier point établi, je crois devoir formuler certaines réserves.

Dans sa circulaire en date du 16 mai dernier, Zoulikar Pacha a déclaré qu'à ses yeux la réforme de la Municipalité d'Alexandrie « rentre dans la sphère de l'administration intérieure de l'Égypte », et que par conséquent, sans la question des taxes applicables aux étrangers qui s'y trouve associée, le Gouvernement vice-royal croirait pouvoir l'édicter

sans consulter les Puissances. Je suis au contraire d'avis qu'en dehors même de la question des taxes, l'arrangement proposé doit être considéré comme un accord synallagmatique et ne saurait dans la suite être modifié sans une entente préalable avec les Puissances. Il importe que vous évitiez soigneusement de laisser trancher, contrairement à nos vues, cette question de principe dont l'importance ne saurait vous échapper en ce qui concerne l'avenir.

Vous voudrez bien veiller à ce que les Représentants des Puissances conservent des moyens suffisants d'exercer leur influence pondératrice pour prévenir les abus de pouvoir ou l'immixtion excessive du Ministre de l'intérieur dans les attributions de la Municipalité. Peut-être conviendrait-il d'introduire certaines réserves dans l'article 22 qui donne au Président de la Commission, c'est-à-dire au Gouverneur, le droit de nommer et de révoquer tous les employés de la Municipalité.

Dans la discussion du titre relatif au budget de la Municipalité, vous devrez vous préoccuper avant tout d'éviter autant que possible à nos nationaux un surcroît vexatoire de charges. Vous êtes mieux en mesure que je ne saurais le faire moi-même, de discuter avec le gérant de notre Consulat à Alexandrie, les membres de notre Chambre de commerce et les personnes les plus marquantes de notre colonie dans cette ville les points sur lesquels il serait équitable de concéder l'application de nouvelles taxes. Il importera que vous étudiiez avec soin l'assiette de ces nouveaux impôts et qu'il soit bien entendu que ces impôts applicables aux étrangers auront un maximum fixe qu'il ne sera pas permis de dépasser sans demander l'assentiment des Puissances.

Pour terminer cette négociation, vous voudrez bien subordonner provisoirement notre adhésion au consentement de toutes les Puissances représentées dans les Tribunaux de la Réforme. En second lieu, vous devrez spécifier que les clauses organiques insérées au projet paraissent au Gouvernement de la République un minimum de garanties pour l'emploi rationnel et équitable des fonds et que c'est seulement en raison de cette garantie qu'il concède l'application des taxes à ses nationaux. Vous exigerez, en conséquence, du Gouvernement khédivial qu'il s'engage à ne pas modifier sans un nouvel accord avec les Puissances le règlement organique soumis aujourd'hui à leur approbation.

E. SPULLER.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 22 novembre 1869.

Le Ministre des Affaires étrangères vient de me rappeler que j'ai été saisi, au mois de juin dernier, d'un projet de règlement pour la Municipalité d'Alexandrie et que, le décret khédivial en vertu duquel les taxes destinées à faire face aux dépenses d'édilité produisant ses effets seulement jusqu'au 31 décembre prochain, il y aurait lieu d'être fixé, le plus tôt possible, sur les résolutions du Gouvernement de la République.

La plupart des Puissances ont notifié leur acceptation à ce projet; néanmoins certaines Puissances ont encore réservé leur réponse, la Grèce en particulier. Ce fait a son importance, la colonie grecque étant de beaucoup la plus considérable d'Alexandrie par le nombre et par la richesse. Mon

collègue hellène me déclare que le Cabinet d'Athènes n'adhérera pas au projet en question sans que l'on y introduise certaines modifications.

Tout en m'en tenant aux conclusions que j'ai soumises, le 9 juin dernier, à Votre Excellence, j'estime que, dans notre réponse, nous pourrions indiquer qu'en subordonnant notre adhésion à celle de toutes les Puissances, nous visons spécialement celle qui a l'intérêt le plus considérable dans la question et qui, en raison même de ces intérêts, n'a pas encore pu prendre de résolution définitive.

L. D'AUBIGNY.

**M. Spuller, ministre des affaires étrangères, agent
et consul général de France au Caire.**

Paris, le 14 décembre 1889.

Je vous autorise volontiers à laisser entendre, dans les explications verbales dont vous aurez sans doute occasion d'accompagner votre réponse à la Circulaire de Zoufkar-Pacha qu'au nombre des Puissances intéressées, à l'assentiment desquelles est subordonnée, indépendamment des autres conditions, notre acceptation du nouveau régime municipal d'Alexandrie, figure la Grèce, et que le Gouvernement khédivial aura en conséquence à se mettre d'accord avec le Cabinet d'Athènes.

E. SPULLER.

**Le comte d'Aubigay, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 3 décembre 1889.

Me conformant aux instructions contenues dans votre lettre du 15 novembre dernier, j'ai adressé aujourd'hui à Zoufkar-Pacha une lettre dans laquelle je précise les conditions auxquelles le Gouvernement de la République consent à l'application à nos nationaux d'Alexandrie des taxes proposées dans le but de créer des ressources pour la Municipalité projetée.

Je ne crois pas inutile de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie de cette communication.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 3 DÉCEMBRE 1889.

Le comte d'Aubigny, ministre de France en Egypte, à Zoufkar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

Le Caire, le 3 décembre 1889.

J'ai transmis au Ministre des affaires étrangères de la République française la teneur de votre communication du 16 mai dernier relative à la création de certaines taxes applicables aux Européens en vue de l'établissement d'une municipalité pour la ville d'Alexandrie. J'ai dû, en même temps, faire connaître au Gouvernement français le texte même du règlement organique de cette municipalité afin qu'il puisse juger, en parfaite connaissance de cause, de l'étendue des garanties qui seront assurées aux Français résidant à Alexandrie, en échange des sacrifices nouveaux qu'on leur impose.

Je suis chargé, en réponse à ces communications, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français adhère aux propositions du Gouvernement khédivial sous le bénéfice des réserves suivantes :

Il sera d'abord entendu que son consentement est subordonné à celui de toutes les puissances.

En second lieu, le Gouvernement français considère que les sujets ou protégés français ne seront astreints aux taxes prévues dans le projet qu'autant que la teneur du règlement organique ne sera pas modifiée par l'Administration khédiviale agissant de sa seule autorité et sans le consentement de la France.

En outre, il devra être bien entendu, pour dissiper toute équivoque dans l'interprétation de l'article 22 du projet, que le président qui nommera et révoquera les employés, devra être assisté d'une Commission issue du Conseil municipal et qu'il ne pourra prendre de pareilles mesures qu'avec l'approbation de ce comité.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les conditions auxquelles le Gouvernement français adhère aux termes de la lettre de Votre Excellence du 16 mai dernier.

L. D'AUBIGNY.

**Le Comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 23 mars 1890.

Les décrets et arrêtés relatifs à la constitution et à l'organisation de la Municipalité d'Alexandrie ont successivement paru au *Journal officiel égyptien*.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint le texte de ces divers documents à Votre Excellence.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 25 MARS 1890.

**Décret du 5 janvier 1890 instituant une Commission municipale
à Alexandrie.**

Nous, Khédivé d'Egypte,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Vu l'assentiment des Puissances à l'article 31 et aux paragraphes *a, b, c, d,* de l'article 40.

Décrétons :

TITRE PREMIER. — ORGANISATION DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE.

Article premier. — Il est institué à Alexandrie une Commission Municipale dont l'organisation et les attributions sont arrêtées par le présent Décret.

Art. 2. — Cette Commission est composée de vingt-huit membres, comme suit :

6 membres de droit,

8 membres nommés par le Gouvernement,

6 membres élus par le collège électoral institué par les articles 4 à 11 du présent Décret,

3 membres élus par les négociants exportateurs,

3 membres élus par les négociants importateurs,

2 membres élus par les propriétaires d'immeubles situés dans la ville d'Alexandrie et sa banlieue.

Il ne pourra être admis dans la Commission Municipale plus de trois membres élus d'une même nationalité, indigène ou étrangère.

Art. 3. — Les six membres de droit sont :

1^o Le Gouverneur d'Alexandrie ou son remplaçant ;

2^o Le Procureur général de la Cour d'appel mixte ou son substitut ;

3^o Le Directeur général des Douanes ou son remplaçant ;

4^o Le chef du Parquet près le tribunal indigène d'Alexandrie ou son substitut ;

5° Le médecin occupant à Alexandrie le poste le plus élevé dans le personnel de la direction des Services sanitaires ;

6° L'ingénieur occupant à Alexandrie le poste le plus élevé dans le personnel des Travaux Publics.

DES ELECTIONS

Art. 4. — Nul n'est éligible s'il n'est électeur.

Sont électeurs toutes les personnes du sexe masculin âgées d'au moins 25 ans et occupant à Alexandrie ou sa banlieue un local inscrit sur les registres de Daïra Baladiéh pour une valeur locative de L. E. 75 et au-dessus, et n'étant pas dans un des cas d'incapacité prévus par l'article suivant.

Art. 5. — Ne seront pas électeurs :

a) Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à l'exil, à l'interdiction des droits civiques ou à l'internement dans une localité désignée, ainsi que les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentats aux mœurs ;

b) Ceux qui auront été révoqués des fonctions qu'ils remplissaient au service du Gouvernement, soit à la suite d'une condamnation judiciaire ou par décision du Conseil de discipline, pour manquement au devoir, malversation, prévarication ou concussion ;

c) Ceux qui sont en état de faillite déclarée et les interdits.

Art. 6. — Les huit membres nommés par le Gouvernement ne pourront être choisis que parmi les électeurs.

Art. 7. — Les élections se font au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

S'il est nécessaire de procéder à un second tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Les membres des catégories spéciales (exportateurs, importateurs et propriétaires d'immeubles) établiront entre eux un mode d'élection qui devra être approuvé par le Ministre de l'Intérieur et, à défaut, il sera procédé d'office par le Gouvernement à la désignation des représentants de ces diverses catégories.

Art. 8. — La durée du mandat des membres de la Commission Municipale est de quatre ans.

Il sera procédé, tous les deux ans, au renouvellement de la moitié de ses membres, à l'exception des membres de droit.

Après la première période de deux années, les membres sortants seront désignés par le tirage au sort.

Le roulement s'établira ensuite par l'expiration du mandat des autres membres à la fin de la quatrième année.

Tous les membres sortants peuvent être réélus ou nommés de nouveau.

Art. 9. — Ne peuvent être électeurs ni membres de la Commission Municipale les membres du Corps Diplomatique et Consulaire et tous fonctionnaires et employés relevant des Consultats, à quelque titre que ce soit.

Art. 10. — En cas de vacance parmi les membres élus, il ne sera procédé à des nouvelles élections partielles que si le nombre de ces membres élus est réduit de plus du quart.

Art. 11. — Les fonctions de membre de la Commission Municipale sont gratuites. Aucun membre de la Commission Municipale ne peut, directement ou indirectement, se charger d'entreprises ou de fournitures municipales, sous peine d'exclusion.

Art. 12. — Le Gouverneur de la ville d'Alexandrie ou le fonctionnaire qui le remplace est président de droit de la Commission Municipale.

Le vice-président est élu, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix, par les membres de la Commission Municipale, lors de sa première réunion.

Si, au premier tour de scrutin, aucun membre n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour ; si, à ce deuxième scrutin, le même résultat se produit, le troisième sera restreint aux deux membres ayant obtenu, à la seconde épreuve, le plus grand nombre de voix.

En cas de partage des voix, à la suite du troisième scrutin, l'élection du vice-président sera faite par voie de tirage au sort.

Art. 13. — La Commission Municipale d'Alexandrie constitue une personnalité civile de nationalité indigène.

Art. 14. — La circonscription de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue est déterminée dans le plan arrêté par notre Ministre de l'Intérieur et annexé au présent décret.

TITRE II. — ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION MUNICIPALE.

Art. 15. — La Commission Municipale est compétente pour prendre et faire exécuter toutes décisions relatives aux questions et services suivants :

- 1° Le budget de la ville ;
- 2° L'assiette et la perception des droits municipaux, ainsi que l'administration des revenus municipaux de toute nature ;
- 3° L'ouverture, la fermeture et l'entretien des rues, places, ponts, promenades et jardins publics ; la fixation du tarif pour les voitures publiques, les bêtes de selle, de somme et de trait ; les projets de voirie, d'alignement, et d'une façon générale l'ensemble des services publics de la ville, tels que les eaux, l'éclairage, le pavage, le nettoyage, les halles et marchés, les cimetières, les abattoirs, les égouts, les théâtres, tous les établissements et bains publics et tout ce qui peut contribuer à l'embellissement et à la prospérité de la ville ;
- 4° Le service des pompiers et toutes mesures relatives aux incendies ;
- 5° L'assistance des indigents, les hospices, les hôpitaux, les écoles et autres établissements municipaux de bienfaisance ;
- 6° Le service de santé et d'hygiène de la ville, sauf ce qui rentre dans les attributions du service sanitaire, maritime et quarantenaire ;
- 7° Tous autres objets sur lesquels la loi, les règlements ou le Gouvernement appellent à délibérer ;
- 8° Tout projet de constructions, de grosses réparations, de démolitions et, en général, de tous travaux à entreprendre par les particuliers, devra être préalablement soumis à la Commission Municipale, pour l'examen des conditions d'hygiène et de sécurité publique et l'autorisation à obtenir.

TITRE III. — DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION MUNICIPALE.

Art. 16. — La Commission Municipale préparera son règlement intérieur, dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret, et le soumettra à l'approbation de notre Ministre de l'Intérieur.

Art. 17. — La Commission Municipale s'assemblera de droit, en session ordinaire, au moins une fois par mois, et en session extraordinaire toutes les fois que le président l'estimera nécessaire ou que huit membres en auront fait la demande par écrit.

En cas de session extraordinaire, la Commission Municipale ne peut s'occuper que des objets pour lesquels elle a été convoquée.

Art. 18. — Le Ministre de l'Intérieur a la faculté de se faire représenter à toutes les réunions de la Commission Municipale, par un délégué spécial ayant voix consultative.

Art. 19. — La Commission Municipale soumet ses délibérations, dans le délai de trois jours, à l'approbation de notre Ministre de l'Intérieur. Elles ne seront exécutoires qu'autant qu'elles auront été approuvées par notre Ministre de l'Intérieur ou si, dans les huit jours après la transmission, il n'en a pas suspendu l'exécution.

Si, dans les trente jours après la transmission à notre Ministre de l'Intérieur, une délibération suspendue n'a pas été annulée, elle deviendra exécutoire.

Art. 20. — La force exécutoire des règlements ne s'étend pas au-delà des questions réglementaires rentrant dans les attributions de la Commission Muni-

cipale ; les questions de droit individuel peuvent toujours être portées devant les tribunaux compétents.

Art. 21. — Le Président de la Commission Municipale représente la Municipalité dans tous les actes qui la concernent ; il est chargé, sous le contrôle de la Commission Municipale et la surveillance du Ministère de l'Intérieur :

- 1° De veiller aux intérêts généraux et particuliers de la Municipalité ;
- 2° De faire tous actes conservatoires de ses droits ;
- 3° De la gestion des revenus et de la surveillance des établissements et services confiés à la Municipalité ;
- 4° De souscrire les marchés, de passer les adjudications des travaux, dans les formes établies par les lois et les règlements ;
- 5° De souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, d'acquisitions ou de transactions, lorsque ces actes ont été régulièrement autorisés ;
- 6° De la proposition, au Ministère de l'Intérieur, du budget voté en séance de la Commission Municipale, et de l'ordonnancement des dépenses sur les crédits régulièrement ouverts ;
- 7° De représenter la Municipalité en justice, soit en demandant, soit en défendant ;
- 8° De contracter des emprunts avec l'autorisation du Gouvernement.

Art. 22. — Le Président représente seul l'Administration Municipale ; il nomme et révoque, dans les formes qui seront établies par le règlement intérieur, tous les employés de la Municipalité.

Les agents et employés de tout ordre et de toute catégorie attachés aux services Municipaux relèvent directement du Président de la Commission Municipale. Ils n'ont droit, de la part du Gouvernement, à aucune pension ou indemnité, à quelque titre que ce soit.

Art. 23. — Toute infraction ou contravention aux arrêtés du Président, rendus en conformité des délibérations de la Commission Municipale et sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, entraînera les peines de simple police prévues par le Code pénal indigène et le Code pénal mixte.

Art. 24. — Le public n'est pas admis aux séances de la Commission.

Art. 25. — Les questions sur lesquelles la Commission Municipale est appelée à délibérer sont portées à l'ordre du jour par le Président.

La Commission ne peut délibérer sur des questions étrangères à l'ordre du jour ; en cas d'infraction à cette disposition, le Président doit lever la séance.

Art. 26. — La Commission Municipale ne peut délibérer valablement qu'autant que quinze de ses membres au moins assistent à la séance et prennent part au vote.

Lorsque les membres de la Commission ne sont pas réunis en nombre suffisant pour délibérer valablement, le Président procède à une seconde convocation pour une nouvelle réunion qui ne peut avoir lieu qu'après un délai de 48 heures. Les délibérations de cette seconde séance sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 27. — Les délibérations de la Commission Municipale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Aucun vote ne peut être émis par un membre présent au nom d'un membre absent.

Art. 28. — Les membres de la Commission ne peuvent prendre part à des délibérations relatives aux affaires dans lesquelles ils ont un intérêt, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Art. 29. — Tout membre de la Commission qui, sans motifs légitimes, a manqué à trois convocations consécutives, peut être déclaré démissionnaire par le Président.

Le Président prononce, sauf recours à notre Ministre de l'Intérieur, l'exclusion de tout membre qui ne remplit pas les conditions requises par l'article 4, ou qui se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 5, 9 et 11.

Art. 30. — La Commission Municipale décide valablement, sous réserve des

dispositions contenues à l'article 19, sur les projets, plans et devis des travaux neufs ou d'entretien, dont la dépense totale n'excède pas L. E. 1,000.

Lorsque la dépense dépasse la limite ci-dessus, les travaux ne peuvent en être entrepris qu'après l'approbation du Ministre des Travaux publics.

Art. 31. — La Commission Municipale délibère sur le budget, les recettes et les dépenses ordinaires ou extraordinaires, et, en général, sur toutes les questions qui intéressent l'édilité de la ville. Elle ne peut créer, sous une forme quelconque, des taxes nouvelles, ni apporter des modifications aux taxes existantes, mais elle peut faire toute proposition tendant :

1^o A l'établissement de centièmes additionnels aux taxes existantes ;

2^o A la création de nouvelles taxes ;

3^o A l'ouverture d'emprunts, dont la totalité ne pourra jamais dépasser L. E. 500,000 en indiquant l'emploi proposé pour ces ressources extraordinaires.

Il appartiendra au Conseil des Ministres exclusivement de statuer sur ces propositions.

La décision du Conseil rendra exécutoire la mesure proposée ; mais si elle est contraire au texte formel des traités, elle ne deviendra exécutoire qu'avec l'assentiment des Puissances.

Toutefois, cet assentiment ne sera pas nécessaire pour les taxes sur les matières suivantes et autres exclusivement affectées à la Municipalité et ayant un caractère purement municipal : voirie (*lanzim*), égouts, poids publics, marchés, entrepôts publics, pompes funèbres, concessions de terrains dans les cimetières, occupation de la voie publique, voitures publiques et privées, droit de stationnement, balayage, arrosage, hôtels, clubs-cercles, maisons meublées, cafés, cabarets, cafés-concerts, bals, concerts, théâtres, jeux et fêtes publiques, foires, maisons de tolérance, omnibus, tramways, charrois, chiens, bêtes de somme, de selle et de trait, etc., etc.

Art. 32. — La Police relève uniquement du Gouvernement.

En aucun cas, la Commission Municipale ne peut s'immiscer dans les mesures prescrites par la Police, quelles qu'elles soient.

Art. 33. — Les lois, décrets ou règlements ne peuvent faire l'objet de délibérations de la part de la Commission Municipale.

Les mesures prescrites par les lois, décrets et règlements, ou par arrêtés ministériels, sont applicables purement et simplement.

Art. 34. — La Commission Municipale ne peut accepter aucun legs ou don à titre gracieux ou onéreux, sans l'autorisation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 35. — Toute délibération portant sur un objet étranger aux attributions de la Commission est nulle de plein droit.

Sont également nulles de plein droit toutes les délibérations prises par la Commission en dehors de sa réunion légale.

Art. 36. — La Commission Municipale peut être suspendue par arrêté du Ministre de l'Intérieur, et dissoute par décret rendu sur le rapport du Conseil des Ministres.

En cas de suspension, le Gouvernement se trouvera de plein droit substitué à la Commission Municipale, et pourvoira à l'Administration Municipale, soit directement, soit par une Commission spéciale dont il désignera les membres.

Le Gouvernement procédera à de nouvelles élections dans un délai de six mois.

TITRE IV. — BUDGET ET COMPTABILITÉ DE LA MUNICIPALITÉ.

Art. 37. — Avant le 15 novembre de chaque année, la Commission Municipale vote un projet de budget de recettes et de dépenses, par chapitres et articles, pour l'exercice de l'année suivante.

Ce projet de budget n'est rendu définitif et applicable qu'après sa sanction par le Ministre de l'Intérieur.

Il est rendu officiel sous forme d'arrêté du Président de la Commission Municipale, portant approbation du Ministre.

Art. 38. — Si, au 31 décembre, l'approbation ministérielle n'a pas été obtenue.

nue pour le budget proposé, le budget de l'année qui prend fin continue à servir de base pour l'exercice suivant, jusqu'à l'approbation d'un nouveau budget.

Art. 39. — L'état des prévisions budgétaires de la Municipalité est établi pour une période de douze mois, commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre de chaque année, ou à toutes autres dates qui pourraient être fixées par le Ministère des Finances.

RECETTES

Art. 40. — Les ressources des recettes budgétaires sont les suivantes :

- a) Produit net de 1/2 pour mille sur la valeur des exportations ;
 - b) Produit net de 1/2 pour mille sur la valeur des importations ;
- (Ces taxes ne sont établies que pour une période de cinq ans à partir de la publication du présent Décret).
- c) Produit net de 1 0/0 au maximum sur la valeur locative des propriétés bâties, payable par les propriétaires ;
 - d) Produit net de 2 0/0 au maximum sur les loyers, payables par les locataires ;
- (Il appartiendra à notre Gouvernement, d'accord avec la Commission Municipale, de déterminer l'époque à laquelle ces deux taxes commenceront à être perçues, et d'en fixer le montant dans les limites ci-dessus).
- e) Produit net de la taxe sur les voitures et bêtes de somme ;
 - f) Produit des jardins Noussa ;
 - g) Droits de voirie ;
 - h) Produit net de 50 0/0 des recettes nettes de l'octroi d'Alexandrie, dont le montant garanti par le Gouvernement est de L. E. 31,780 ;
 - i) Autres recettes dûment autorisées.

DÉPENSES

Art. 41. — Les dépenses budgétaires à la charge de la Municipalité sont les suivantes :

Arrosage, balayage et eau, gaz, tanzim et travaux publics, pompiers, allocation aux hôpitaux, jardin Noussa, pavage, entretien, améliorations et embellissement de la ville, frais d'administration, etc., etc.

Art. 42. — Les dépenses ordinaires énoncées à l'article précédent, ainsi que le montant des condamnations judiciaires qui pourraient être prononcées contre la Commission Municipale, sont obligatoires ; toutes autres dépenses sont facultatives.

Si la Commission Municipale ne vote pas les dépenses obligatoires, ou si elle ne vote que des sommes insuffisantes pour assurer les services, les allocations nécessaires sont inscrites d'office au budget par un arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Tous travaux et dépenses imprévus ne peuvent être faits que sur autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur.

En cas de travaux accidentels ayant un caractère d'urgence, si la Commission Municipale ne prend pas les dispositions nécessaires pour leur exécution, le Ministre de l'Intérieur peut y faire procéder d'office par arrêté ministériel, et inscrire la dépense au budget.

Art. 43. — Dans le courant du premier mois de chaque exercice, le compte de l'exercice clos avec les développements et explications nécessaires, est soumis à la Commission Municipale pour lui permettre d'apprécier les actes d'administration du Président.

Les comptes examinés par la Commission Municipale seront soumis à la vérification de la comptabilité générale de l'Etat.

Les comptes administratifs, approuvés par le Ministre de l'Intérieur, sont rendus publics par voie d'insertion au *Journal Officiel*.

Art. 44. — La Comptabilité Municipale est établie conformément aux prescriptions et règlements de la Comptabilité générale de l'Etat.

Les services de l'Administration Municipale peuvent, à toutes époques, être soumis à la vérification et à l'inspection des agents du Gouvernement.

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 45. — Le Ministre de l'Intérieur déterminera, par un règlement spécial, l'organisation administrative et de perception de la Municipalité, les relations de la Commission Municipale avec les administrations de perception du Gouvernement, ainsi que la forme dans laquelle ces administrations auront à faire remise des sommes perçues au profit de la Caisse Municipale.

Art. 46. — Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 5 janvier 1890.

Par le Khédive :

MÉHÉMET THEWFIK.

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
RIAZ.*

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 25 MARS 1890.

Arrêté du ministre de l'intérieur relatif aux élections municipales à Alexandrie.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret du 5 janvier 1890, instituant une Commission Municipale à Alexandrie ;

Arrête :

Article premier. — Le Gouverneur d'Alexandrie dressera, dans les huit jours qui suivront la date du présent arrêté, une liste, par ordre alphabétique, en double exemplaire, de toutes les personnes indigènes ou étrangères, du sexe masculin, âgées d'au moins 25 ans et occupant à Alexandrie ou sa banlieue un local inscrit sur les registres de la Daira Baladieh, pour une valeur locative de L. E. 75 et au-dessus, et n'étant pas dans un des cas d'incapacité suivants :

a) Condamnation aux travaux forcés, à la détention, à l'exil, à l'interdiction des droits civiques ou à l'internement dans une localité désignée, ainsi que condamnation pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, quelle que soit la peine encourue ;

b) Révocation des fonctions au service du Gouvernement, soit à la suite d'une condamnation judiciaire, soit par décision d'un conseil de discipline, pour manquement au devoir, malversation, prévarication ou concussion ;

c) Déclaration en état de faillite et interdiction. Ne seront inscrits dans cette liste, ni les membres du Corps diplomatique et consulaire, ni aucun fonctionnaire ou employé relevant des consulats, à quelque titre que ce soit.

Art. 2. — Cette liste électorale municipale restera affichée au siège du Gouvernement et sur le perron de la Bourse khédiviale jusqu'au 15 février 1890.

Art. 3. — Toute personne qui se croira omise sur la liste pourra réclamer son inscription, et toute personne inscrite pourra réclamer l'inscription de toute personne indûment omise ou la radiation de tout individu indûment inscrit.

Ces réclamations pourront être produites jusqu'à fin février 1890.

Elles seront adressées au Gouverneur d'Alexandrie qui devra ouvrir un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date.

Il sera donné récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti, sans frais, par le Gouverneur, et pourra présenter ses observations.

Art. 4. — Les réclamations seront jugées, sans frais, du 1^{er} au 15 mars 1890,

par une Commission composée d'un délégué du Ministère de l'Intérieur qui en aura la présidence et de deux électeurs dont l'inscription n'aura pas été contestée dont l'un indigène et l'autre étranger, choisis par ledit délégué.

Les délibérations de cette Commission qui seront prises à la majorité, avec voix prépondérante du Président en cas de partage, seront notifiées aux intéressés, par écrit et à domicile, sans frais, dans les trois jours par les soins du Gouvernorat.

Les intéressés pourront se pourvoir contre les délibérations de ladite Commission des réclamations devant la Commission Municipale, dans le délai de dix jours à dater de sa première réunion. La Commission les jugera dans les vingt jours subséquents, au plus tard.

La délibération de la Commission des réclamations aura toutefois son effet jusqu'à la décision de la Commission Municipale.

En général, les réclamations ne pourront arrêter la marche des élections qui seront faites sur la base de la liste électorale Municipale affichée, et des modifications qui pourront y être faites jusqu'au moment des élections.

Un exemplaire de la liste électorale définitive sera adressé au Ministre de l'Intérieur, dans le délai de deux mois, à partir de la première réunion de la Commission Municipale.

Art. 5. — Chaque année aura lieu une revision de la liste électorale municipale à laquelle le Gouverneur ajoutera les personnes qu'il reconnaitra avoir acquis les qualités requises par la loi et dont il retranchera les individus décédés et ceux qui auront perdu les qualités requises.

Cette liste révisée sera affichée au siège du Gouvernorat et sur le perron de la Bourse khédiviale du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, à partir du 1^{er} janvier 1891.

Les réclamations contre cette liste pourront être produites du 15 au 31 janvier de chaque année au Vice-Président de la Commission Municipale, qui devra ouvrir un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date et qui donnera récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été constatée en sera averti, sans frais, par le Vice-Président de la Commission Municipale et pourra présenter ses observations.

Ces réclamations seront jugées souverainement par la Commission Municipale du 1^{er} au 15 février de chaque année.

Art. 6. — L'élection de six membres de la Commission Municipale élus par le collège électoral se fera au jour, à l'heure et au lieu qui seront fixés par le Gouverneur d'Alexandrie, au moins huit jours avant l'élection, au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages exprimés. S'il est nécessaire de procéder à un second tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Nul ne peut être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste électorale municipale.

Le droit d'élection ne peut être exercé que personnellement.

Chaque bulletin de vote ne pourra contenir qu'autant de noms qu'il y a de membres à élire. Si un nom est répété dans un même bulletin, il ne pourra, en aucun cas, être compté que pour un seul suffrage.

Les bulletins blancs ne sont pas comptés comme suffrages exprimés pour l'établissement de la majorité absolue.

La Direction de l'élection appartient à une Commission électorale composée de quatre électeurs inscrits, sachant lire et écrire, élus par les électeurs présents au moment de l'ouverture de l'opération électorale qui aura lieu à l'heure fixée, quel que soit le nombre des électeurs présents, et d'un délégué du Ministre de l'Intérieur qui en aura la présidence. Cette Commission électorale nomme dans son sein un secrétaire.

Le délégué ministériel, Président de la Commission électorale, prendra les mesures nécessaires pour veiller à la liberté du suffrage et à la régularité de l'opération électorale.

Art. 7. — Les électeurs ne peuvent s'occuper d'autres objets que de l'élection des membres de la Commission Municipale. Toute discussion, toute délibération sont interdites.

Les électeurs seuls assistent à l'assemblée. Ils ne peuvent pas s'y présenter en armes.

Art. 8. — Le Président de la Commission électorale rappellera aux électeurs réunis les dispositions du décret instituant la Commission Municipale, concernant les qualités requises pour l'éligibilité, leur expliquera le procédé à suivre dans l'opération électorale, et les engagera à donner leurs votes en bonne conscience et dans le seul but du bien de la ville d'Alexandrie.

Art. 9. — Le Président de la Commission électorale a la police de l'assemblée. Si la règle établie pour l'article 7 du présent arrêté n'est pas scrupuleusement observée, il doit user du rappel à l'ordre. Si, malgré ses efforts, il ne peut se faire obéir, il doit lever la séance pour la remettre à une autre heure.

Il pourra, enfin, s'il ne lui restait aucun moyen de faire respecter la loi, requérir la force armée, par l'intermédiaire du Gouverneur.

Art. 10. — Le Président de la Commission électorale doit constater, au commencement de l'opération, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert, montrer aux électeurs présents que la caisse dans laquelle doivent être déposés les bulletins est vide, et la fermer avec une clef qui restera entre ses mains.

Il constate également l'heure à laquelle il déclare le scrutin clos.

Art. 11. — Trois membres de la Commission électorale au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations.

Le Secrétaire compte au nombre des trois membres dont la présence simultanée est requise pendant toute la durée du vote.

Si la Commission, pendant le cours des opérations, ne se trouve plus composée de trois membres, le Président doit la compléter en prenant parmi les électeurs présents le nombre de membres nécessaire.

En cas d'absence, le Président est remplacé par le membre qu'il désignera.

Le Président désignera aussi le membre qui aura à remplacer le Secrétaire, absent momentanément.

Art. 12. — La Commission électorale juge, séance tenante et en dernier ressort, sauf la disposition contenue dans l'article 23 du présent arrêté, toutes les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'assemblée.

Les décisions sont motivées.

La délibération de la Commission est secrète ; la décision est prononcée à haute voix par le Président.

Art. 13. — Les décisions de cette Commission sont prises à la majorité. En cas de partage dont il sera fait mention au procès-verbal, la voix du Président est prépondérante.

Toutes réclamations et décisions sont insérées au procès-verbal.

Toutefois, le défaut de mention au procès-verbal des difficultés survenues et des décisions prises ne peut motiver l'annulation des opérations électorales.

Art. 14. — Le vote reste ouvert depuis une heure après le lever du soleil jusqu'à une heure avant le coucher du soleil et se fera par scrutin secret.

Les membres de la Commission en tant qu'ils sont électeurs, votent les premiers.

Art. 15. — Les électeurs qui ne savent pas écrire pourront exprimer leur vote de vive voix, dans les mêmes conditions que celles établies pour le scrutin secret. Dans ce cas, le vote de chaque électeur est enregistré sur une liste en marge de son nom.

L'enregistrement est fait par le secrétaire de la Commission, sous le contrôle d'un membre de cette Commission choisi par l'électeur.

Celui-ci pourra exprimer son vote de manière à ce qu'il ne soit entendu que du Secrétaire et du membre qu'il aura désigné.

Art. 16. — Nul n'est éligible s'il n'est électeur.

Art. 17. — Les votes donnés conditionnellement sont nuls.

La Commission électorale délibère immédiatement et souverainement sur

la validité ou l'invalidité des votes, sans préjudice de la disposition contenue dans l'article 23 du présent arrêté.

Art. 18. — Le vote ne durera qu'un jour. Toutefois, si des circonstances imprévues en ont empêché le commencement, la continuation ou la clôture, il peut être prorogé au jour suivant. Cette prorogation doit être notifiée aux électeurs dans le mode qui sera établi par la Commission électorale.

Art. 19. — Dès que tous les électeurs présents auront donné leur vote, le Président de la Commission électorale déclarera le scrutin clos.

Le Président et les membres de la Commission électorale signent la liste de vote.

Ces opérations achevées, le nombre des votants sera vérifié et notifié immédiatement à l'assemblée par le Président de la Commission.

On procédera ensuite, devant les électeurs présents, au dépouillement des votes.

Art. 20. — Si deux candidats obtiennent le même nombre de suffrages, la majorité est acquise à celui qui sera désigné par le sort. Le tirage au sort sera fait par le Président de la Commission électorale.

Si plus de trois membres appartenant à une même nationalité sont élus, l'élection n'aura d'effet que pour les trois membres qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, il sera appliqué la règle prévue au premier paragraphe de cet article.

Art. 21. — Le Président de la Commission électorale proclamera les noms des membres de la Commission Municipale élus.

Le Président et tous les membres de la Commission électorale signeront, séance tenante, le procès-verbal de l'élection qui sera transmis directement avec tous les actes électoraux au Ministre de l'Intérieur dans la huitaine.

Il restera un double, certifié conforme par le Président et les membres de la Commission électorale, auprès du Gouverneur.

Art. 22. — Le Ministre de l'Intérieur adressera, sans délai, à chacun des membres élus de la Commission Municipale, s'il possède les qualités d'éligibilité requises, un certificat d'élection. Ce certificat autorise le membre élu à exercer ses fonctions et établit la présomption de la validité de son élection jusqu'à décision contraire.

Art. 23. — Toutes réclamations contre la validité des élections devront être présentées, dans les huit jours, à peine de déchéance, au président de la Commission Municipale, et seront jugées souverainement par cette Commission.

Art. 24. — Le Gouverneur d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 25 janvier 1890.

RIAZ.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 23 MARS 1890.

Arrêté du ministre de l'intérieur relatif aux élections de la Commission municipale d'Alexandrie.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 7 du décret du 3 janvier 1890, disposant que les membres des catégories spéciales des exportateurs, importateurs et propriétaires d'immeubles, établiront entre eux un mode d'élection des représentants de chacune d'elles dans la Commission Municipale d'Alexandrie, que ce mode devra être approuvé par le Ministre de l'Intérieur, et qu'à défaut, il sera procédé d'office par le Gouvernement à la désignation de ses Représentants ;

Arrête :

Article premier. — Les membres de chacune des trois catégories susmentionnées sont invités, conformément aux dispositions de l'article ci-dessus visé, à présenter au Gouverneur d'Alexandrie, le 20 février courant au plus

tard, pour être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, le mode d'élection qu'ils auront établi entre eux pour leur représentation respective dans la Commission Municipale.

Cet arrêté sera, par les soins du Gouverneur d'Alexandrie, affiché dans les divers quartiers de la ville et de sa banlieue.

Le Caire, le 8 février 1890.

RIAZ.

ANNEXÉ IV A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 25 MARS 1890.

Arrêté du ministre de l'intérieur portant règlement d'organisation de la municipalité d'Alexandrie.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 45 du décret du 5 janvier 1890 ;

Arrête :

COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

Article premier. — La Commission Municipale d'Alexandrie, lors de sa première réunion et après l'élection de son vice-président, conformément à l'article 12 du décret susvisé, élira, dans son sein, pour la durée d'une année, la Délégation Municipale qui sera composée de quatre membres et de deux suppléants.

Le Président et le Vice-Président de la Commission Municipale président également sa délégation.

DURÉE DES FONCTIONS DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

Art. 2. — Les fonctions de la Délégation dureront une année qui commencera le 1^{er} janvier et finira le 31 décembre, excepté pour la première année qui commencera le jour de l'élection de la Délégation et finira le 31 décembre 1890.

Les nouvelles élections de la Délégation seront faites dans la dernière semaine de chaque année.

Les membres sortants peuvent être réélus.

ÉLECTION DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

Art. 3. — L'élection des membres de la Délégation municipale et de leurs suppléants se fera au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

Si, au premier tour de scrutin, aucun membre n'a obtenu la majorité absolue, par rapport aux vingt-huit membres composant la Commission Municipale, il est procédé à un second tour, et alors l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

En cas de partage des voix à la suite du second tour de scrutin, l'élection sera faite par voie de tirage au sort. Le tirage au sort sera fait par le Président.

Si le Vice-Président, un membre de la Délégation ou un suppléant déclarent, dans la même séance où leur élection aura eu lieu, ne pas l'accepter, il sera procédé, séance tenante, à une nouvelle élection, à la majorité relative des suffrages exprimés.

ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

Art. 4. — La Délégation est l'organe administratif et exécutif permanent de la Commission.

Elle fonctionne aussi, au nom de la Commission, quand celle-ci n'est pas réunie, pour toutes les affaires qui lui sont déferées par le présent arrêté ou

lui seront déferées par tous arrêtés ultérieurs ou qui lui seront confiées par la Commission dans la limite des attributions de cette dernière.

Elle continue ses fonctions aussi dans le cas de nouvelles élections jusqu'à ce que la Commission Municipale nouvellement constituée ait élu une nouvelle Délégation.

ATTRIBUTIONS SPÉCIALES DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

Art. 5. — Les attributions de la Délégation Municipale sont plus spécialement les suivantes :

- a) La correspondance avec le Ministère de l'Intérieur, le Gouvernorat et les autres autorités de la ville, ainsi qu'avec les particuliers ;
- b) L'examen des réclamations contre la validité des élections et la rédaction des rapports à présenter à ce sujet à la Commission ;
- c) La préparation du budget à soumettre aux délibérations de la Commission ;
- d) L'étude de toutes propositions relatives à l'augmentation ou à la modification de tous crédits ouverts au budget des dépenses ou à l'ouverture de nouveaux crédits ;
- e) L'étude de toutes propositions tendant à l'établissement de centièmes additionnels aux taxes existantes, à la création de nouvelles taxes et à l'ouverture d'emprunts dans les limites fixées par l'article 31 du décret du 5 janvier 1890 ;
- f) L'examen du compte annuel prévu à l'article 43 de ce décret et la présentation à la Commission des observations que cet examen lui aura suggérées ;
- g) L'étude des projets, plans et devis des travaux neufs ou d'entretien à soumettre aux décisions de la Commission (Art. 30 de ce même décret) ;
- h) L'étude préparatoire et les propositions relatives aux affaires contentieuses et toutes autres du ressort de la Commission ;
- i) La réception de toutes demandes adressées à la Commission, pour telles fins que de droit ;
- k) L'expédition des affaires courantes de la Municipalité ;
- l) L'exécution des décisions de la Commission Municipale ;
- m) Les décisions à prendre dans les matières qui lui seront spécialement confiées par la Commission ;
- n) Les propositions relatives aux nominations, promotions et licenciements des employés municipaux rétribués sur le budget municipal, qui seront faites conformément à l'article 22 du décret du 5 janvier 1890, sur ces propositions ;
- o) Le pouvoir disciplinaire à l'encontre de ces employés, en vertu des règlements qui seront arrêtés à cet égard ;
- p) Le concours à prêter au Président pour l'aider dans l'exercice des attributions qui lui sont confiées par le décret du 5 janvier 1890 ;
- q) L'élaboration du projet de règlement intérieur de la Municipalité prévu par l'article 16 du décret du 5 janvier 1890.

BUREAUX MUNICIPAUX

Art. 6. — Ce règlement intérieur comprendra les dispositions relatives à l'établissement et à l'organisation des bureaux municipaux, à leurs attributions détaillées, à la formation du cadre du personnel et à la fixation des traitements.

Ces bureaux comprendront :

- a) Le secrétariat ;
- b) Le service de la voirie et des travaux publics ;
- c) Le service de santé et d'hygiène de la Ville,

SECRÉTARIAT

Art. 7. — Le secrétariat comprend la direction générale de tous les bureaux

municipaux, ainsi que la direction spéciale du service administratif, financier et du contentieux.

SERVICE ADMINISTRATIF

Art. 8. — Le service administratif comprend la correspondance générale, la rédaction des procès-verbaux des séances de la Commission et de la Délégation Municipales, l'assistance des indigents, les établissements municipaux de bienfaisance, les écoles, les archives, l'inventaire de tous biens mobiliers et immobiliers municipaux qui doit être publié tous les ans, et, en général, tous autres objets sur lesquels la loi, les règlements ou le Gouvernement appellent la Commission à délibérer.

SERVICE FINANCIER

Art. 9. — Le service financier est chargé :

a) De la réception des droits perçus par l'Administration des Douanes et de la Daira-Baladiéh, pour compte de la Municipalité, conformément à l'article 40 du décret du 5 janvier 1890 ;

b) De la perception des taxes dont le recouvrement est fait directement par la Municipalité ;

c) Du paiement des dépenses dûment ordonnancées ;

d) De la comptabilité des diverses opérations de recettes et de dépenses de la Municipalité.

BUDGET

Art. 10. — Les recettes et les dépenses de la Municipalité ne peuvent être faites qu'en vertu du budget de l'exercice ou des autorisations supplémentaires.

RECETTES RECOUVRÉES PAR D'AUTRES ADMINISTRATIONS

Art. 11. — Les droits perçus par l'Administration des Douanes et de la Daira-Baladiéh pour compte de la Municipalité doivent lui être versés dans la première semaine du mois suivant.

Ces versements sont accompagnés de bordereaux indiquant la nature des recettes et le montant perçu.

Les bordereaux doivent être signés par le chef ou le sous-chef de l'Administration qui effectue le versement.

L'accusé de réception doit être signé par le Président ou le Vice-Président et contresigné par le secrétaire de la Commission Municipale.

RECETTES RECOUVRÉES PAR LA MUNICIPALITÉ

Art. 12. — Le secrétaire, en sa qualité de chef du service financier, est chargé, sous sa responsabilité personnelle, du recouvrement des autres recettes opéré directement par la Municipalité.

Il est chargé, sous les ordres du Président ou, à son défaut, du Vice-Président, de faire contre les débiteurs en retard les poursuites nécessaires, d'empêcher les prescriptions, de veiller à la conservation des droits de la Municipalité.

Il aura sous ses ordres un caissier chargé des encaissements et des paiements et responsable de la garde des fonds.

Le secrétaire et le caissier devront fournir un cautionnement dont le montant sera fixé par la Commission municipale.

DÉPENSES

Art. 13. — Le Secrétaire, en sa dite qualité, est également chargé de la liquidation des dépenses de la municipalité.

Les mandats d'ordonnancement des dépenses signées par le Président ou, à son défaut, par le Vice-Président, doivent énoncer le nom de l'ayant droit, la

nature de la dépense et le motif du paiement, la somme à payer, le crédit du budget sur lequel la dépense est imputée. Ils doivent être appuyés des pièces justificatives prescrites par les règlements de la comptabilité générale de l'Etat et particulièrement des autorisations prévues par le décret du 5 janvier 1890.

Le Secrétaire est responsable de tous paiements qui s'effectueraient sans l'accomplissement de ces formalités.

COMPTE ANNUEL

Art. 14. — La comptabilité de la municipalité est soumise à la vérification des agents comptables désignés par le directeur général de la comptabilité de l'Etat.

La vérification est opérée tous les trois mois dans les bureaux mêmes de la municipalité, d'après les pièces justificatives qui doivent être présentées à l'agent comptable.

Le compte annuel de la municipalité doit présenter, par colonnes distinctes et dans l'ordre des chapitres et des articles du budget :

En recettes.

- a. La nature des recettes ;
- b. Les évaluations du budget ;
- c. Les sommes recouvrées.

En dépenses.

- a. Les articles des dépenses du budget ;
- b. Le montant des crédits ouverts au budget ou accordés par des autorisations ultérieures ;
- c. Le montant des sommes payées sur ces crédits pendant le courant de l'exercice.

Les comptes des trois premiers mois de l'année 1890 seront arrêtés par le ministre des finances, à la fin du mois d'avril 1890, sur la base des recettes et des dépenses de ce trimestre, et le solde débiteur ou créditeur sera porté au compte de la municipalité.

Un extrait du compte général annuel de la municipalité, revêtu du visa de vérification et signé par le président ou à son défaut par le vice-président de la Commission municipale et par le secrétaire, est transmis au ministre de l'intérieur, le 15 février de l'année suivante, avec un extrait certifié du procès-verbal de la séance de la Commission où le compte a été examiné.

EXERCICE FINANCIER

Art. 15. — Le premier exercice de la municipalité commencera du jour de la première réunion de la Commission et finira le 31 décembre 1890. Le premier travail de la Commission devra être, après l'organisation de ses bureaux, la formation de son budget pour ce premier exercice.

Pour les autres exercices, la Commission se conformera aux dispositions des articles 37, 38 et 39 du décret du 5 janvier 1890.

CONTENTIEUX

Art. 16. — La Commission municipale est chargée de délibérer sur les actions judiciaires de la municipalité. Aucune action ne peut être intentée sans une autorisation prise à la suite d'une délibération de la Commission, après examen du rapport de la Délégation, à l'exception des actes conservatoires ou des procédures d'urgence que le président ou le vice-président, à son défaut, peut et doit engager de son initiative.

Une pareille autorisation est également nécessaire pour permettre au président ou au vice-président, à son défaut, de défendre la municipalité contre les actions qui pourraient être intentées contre elle. Cependant, cette autorisation

n'est pas nécessaire pour la défense de la municipalité contre des actions possessoires, des demandes reconventionnelles ou des instances en référé.

SERVICE DE LA VOIRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS

Art. 17. — Le service de la voirie et des travaux publics comprend l'ouverture, la fermeture, l'entretien et la dénomination des rues, places, ponts, promenades et jardins publics ; la circulation et l'occupation de la voie publique ; la libre circulation et l'occupation de la voie publique ; la surveillance des immeubles du domaine municipal, le numérotage des maisons, les égouts, les voitures publiques et privées, les bêtes de selle, de somme et de trait ; les omnibus, les tramways, les charrois, les chiens, le droit de stationnement, les projets de voirie, d'alignement, et d'une façon générale l'ensemble des services publics de la ville, tels que les eaux, l'éclairage, le pavage, le balayage, l'arrosage ; les hôtels, les clubs-cercles, les maisons meublées, les cafés, les cabarets, les cafés-concerts, les bals, les concerts, les théâtres, les fêtes publiques, les foires, les bains publics et autres établissements publics, ainsi que tout ce qui peut contribuer à l'embellissement et la prospérité de la ville ; les poids publics, les entrepôts publics ; le service des pompiers et toutes mesures relatives aux incendies ; toutes autorisations de construction, de grosses réparations, de démolitions et en général de tous travaux à entreprendre par les particuliers, en ce qui concerne l'examen des conditions d'alignement et de solidité de construction en vue de la sécurité générale, ainsi que tous projets, plans et devis de travaux neufs ou d'entretien à entreprendre par la municipalité, etc.

SERVICE DE SANTÉ ET D'HYGIÈNE DE LA VILLE

Art. 18. — Le service de santé et d'hygiène de la ville comprend les halles et marchés ; les cimetières, les pompes funèbres, les abattoirs ; les égouts et les bains publics, pour ce qui concerne ce service ; les registres des naissances et des décès, les hospices, les hôpitaux, la prostitution, les maisons de tolérance, toutes autorisations de constructions, de grosses réparations, de démolitions et en général de tous travaux à entreprendre par les particuliers, pour ce qui concerne les conditions de santé et d'hygiène publique, l'exécution des règlements de salubrité et des ordonnances sanitaires, le service médical et hygiénique de la ville, etc.

COMITÉS PERMANENTS

Art. 19. — Pour exercer une surveillance constante sur les objets les plus importants de l'Administration municipale et pour avoir éventuellement des propositions à leur égard, la Commission peut nommer, dans les formes prévues à l'article 3 du présent arrêté, des comités permanents composés d'un nombre déterminé de membres à élire en dehors des membres de la délégation.

COMITÉS SPÉCIAUX ET TRANSITOIRES

Art. 20. — La Commission peut aussi nommer, de la même manière, des comités spéciaux et transitoires pour l'examen d'un ou de plusieurs objets ou pour des enquêtes spéciales.

PRÉSIDENTS ET RAPPORTEURS DE CES COMITÉS

Art. 21. — Ces comités permanents ou spéciaux et transitoires élisent dans leur sein un président et, pour chaque affaire, un rapporteur.

Le président, le vice-président et le secrétaire de la Commission municipale, ont le droit d'assister, à titre consultatif, à chaque séance de ces comités et d'y prendre la parole.

Le rapporteur de ces comités présente à la Commission, par écrit, le résultat des délibérations déférées à ces mêmes comités.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Art. 22. — Le règlement intérieur de la Commission municipale prévu à l'article 16 du décret du 5 janvier 1890, comprendra aussi les dispositions concernant le règlement intérieur de la délégation.

Art. 23. — Le président de la Commission municipale d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 18 mars 1890.

(A suivre.)

Le Ministre de l'Intérieur,
RIAZ.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

LUXEMBOURG

Loi concernant la police des étrangers.

30 décembre 1893 (1)

Nous, Adolphe, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 22 décembre 1893 et celle du Conseil d'Etat en date du même jour, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article premier. — Tout étranger, non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence dans le Grand-Duché, devra, dans les cinq jours à partir de son arrivée, faire à l'autorité locale de la commune où il voudra fixer cette résidence, une déclaration à ces fins.

En cas de changement de résidence, une nouvelle déclaration sera faite dans le même délai devant l'autorité locale de la commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence.

Ces déclarations comprendront toutes les personnes étrangères qui vivent dans le ménage du déclarant ou demeurent avec lui, y compris ses domestiques étrangers.

Un récépissé de sa déclaration sera délivré gratuitement à l'intéressé.

Art. 2. — Il est défendu à toute personne, sous les peines édictées par la présente loi, d'occuper comme domestiques ou ouvriers ou de recevoir comme locataires, des étrangers qui ne prouvent pas qu'ils ont fait la déclaration prescrite par l'exhibition du récépissé prévu par l'article premier.

Art. 3. — La déclaration prescrite par l'article premier contiendra les indications nécessaires pour pouvoir constater et respectivement vérifier l'état civil, les antécédents et les moyens d'existence de l'étranger et des autres personnes comprises dans la déclaration.

Elles sont transmises aussitôt au parquet de la Cour par l'autorité ou l'agent chargé de la recevoir.

Art. 4. — L'extrait du registre prévu par l'art. 555 du Code pénal est dressé en double dans la forme d'un état collectif. L'un des doubles est

(1) *Mémorial* du Grand-Duché du 4 janvier 1894.

remis dans les vingt-quatre heures de l'inscription au dit registre au parquet de la Cour et l'autre à l'autorité locale.

Un arrêté ministériel déterminera le mode de transmission de ces extraits.

Art. 5. — L'entrée dans le Grand-Duché peut être refusée à l'étranger reconnu comme dangereux ou comme pouvant compromettre la tranquillité et l'ordre publics.

L'établissement dans le pays peut être refusé à ces mêmes étrangers, ainsi qu'à ceux dépourvus de papiers de légitimation ou de moyens d'existence suffisants pour eux et leur famille.

Art. 6. — L'étranger non résidant trouvé en état de vagabondage ou de mendicité ou en contravention à la loi sur les professions ambulantes dans une commune frontière du pays, et celui auquel l'entrée dans le pays a été refusée en conformité de l'art. 5 § 1^{er}, peuvent être conduits immédiatement à la frontière par la force publique.

Pourront être également conduits directement à la frontière par la force publique les étrangers non résidants qui seront trouvés dans le Grand-Duché, en réunion de trois ou d'un plus grand nombre, en état de vagabondage ou de mendicité, ou en contravention à la loi sur les professions ambulantes.

Art. 7. — L'étranger résidant dans le Grand-Duché, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité ou l'ordre publics, ou qui a été condamné ou est poursuivi à l'étranger pour un crime ou délit donnant lieu à extradition, conformément à la loi ou aux traités sur la matière, peut être contraint de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé, ou même être renvoyé ou expulsé du Grand-Duché, tant que son extradition n'est pas demandée.

Peuvent également être expulsés : 1^o les étrangers qui continuent à résider dans le pays, après qu'ils auront été dûment avertis que l'établissement dans le Grand-Duché leur a été refusé ; 2^o ceux qui, après avoir été renvoyés ou conduits à la frontière, en vertu de l'art. 6, reparaissent dans le pays endéans les deux années ; et 3^o ceux qui ne se seront pas conformés aux conditions de résidence imposées par le premier paragraphe du présent article.

Art. 8. — L'étranger se trouvant dans le cas de faire la déclaration prévue par les art. 9 et 10 du Code civil, l'art. 10 de la Constitution et l'article unique de la loi interprétative du 5 février 1890, ne peut être expulsé avant l'échéance du délai d'option.

Art. 9. — Les mesures prévues par l'art. 5 de la présente loi sont prises par le Gouvernement et celles prévues par l'art. 7 après délibération du Gouvernement en conseil, par le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le service de la police générale.

Ces arrêtés ne sont susceptibles d'aucun recours.

Les arrêtés d'expulsion seront signifiés par huissier, à la réquisition du procureur général, aux étrangers qu'ils concernent. Les actes de notification sont soumis au tarif des frais en matière répressive.

Les arrêtés pris en vertu de l'art. 5 seront transmis aux intéressés par voie administrative.

Art. 10. — L'arrêté d'expulsion fixera le délai endéans lequel l'expulsé devra quitter le pays.

Les expulsés, se trouvant en état de détention, peuvent être conduits à la frontière dès l'expiration de leur détention.

Art. 11. — L'individu expulsé, en vertu de l'art. 7, a la faculté de désigner la frontière par laquelle il entend quitter le pays.

Faute par lui de faire connaître cette désignation, la frontière est désignée d'office par le procureur général.

L'expulsé qui serait trouvé dans le pays après l'expiration du délai à lui accordé pour le quitter, sera conduit à la frontière par la force publique.

Art. 12. — Seront punis d'une amende de dix francs à vingt-cinq francs :

1° L'étranger qui aura négligé de faire, dans le délai prescrit, la déclaration prévue par l'article premier, ou l'aura faite d'une façon incomplète au regard des prescriptions de l'art. 3, ou qui refusera de produire son récépissé à première réquisition ;

2° Ceux qui auront négligé de fournir, dans le délai prescrit, l'extrait prévu par l'art. 4 ou l'auront produit dans une forme incomplète au regard des prescriptions de l'art. 555 du Code pénal ;

3° Ceux qui auront reçu comme domestiques, ouvriers ou locataires, des étrangers non munis du récépissé constatant qu'ils ont fait la déclaration prévue par l'article premier.

Les art. 565 et 566 du Code pénal sont applicables aux contraventions prévues par le présent article.

En cas de récidive, le Tribunal est autorisé à prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pendant douze jours au plus.

Art. 13. — Seront punis d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, les étrangers qui, lors des déclarations de résidence, auront donné sciemment à l'autorité compétente de fausses indications sur leur état civil, leur lieu de naissance ou celui de leur dernière résidence, ou sur l'état civil, le lieu de naissance ou celui de la dernière résidence des autres personnes comprises dans la déclaration.

Art. 14. — Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, les étrangers expulsés qui sont rentrés dans le Grand-Duché sans autorisation préalable.

A l'expiration de leur peine, ils seront conduits à la frontière.

Art. 15. — Le livre I^{er} du Code pénal, à l'exception des §§ 2 et 3 et de l'art. 72 et du § 2 de l'art. 76, ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux Cours et aux Tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux délits prévus par les art. 13 et 14.

Art. 16. — La loi du 10 mars 1880, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi, sont abrogées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être observée et exécutée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 30 décembre 1893.

ADOLPHE.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,*
EYSCHEN.

— La loi qui précède a été préparée par le Procureur général qui a soumis un avant-projet au Ministre d'Etat, le 9 septembre 1893. Celui-ci a accepté l'avant-projet dans ses grandes lignes et l'a transmis au Conseil d'Etat; après quelques modifications, proposées par ce dernier, le projet a été soumis à la Chambre des Députés. Nous reproduisons les principaux documents qui forment les travaux préparatoires de la loi.

Rapport du Procureur général.

Luxembourg, le 9 septembre 1892.

Monsieur le Ministre d'Etat,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus un avant-projet de loi sur la police des étrangers dans le Grand-Duché, auquel je crois devoir ajouter les observations qui suivent :

Une expérience de près de huit ans, acquise dans la pratique de la police des étrangers, m'a convaincu de l'insuffisance de notre législation sur cette matière. La lacune la plus sensible consiste dans l'absence d'une disposition rendant obligatoire la déclaration d'arrivée des étrangers venant se fixer dans le Grand-Duché.

Si, depuis 1884, la division de la police des étrangers créée en mon parquet a pu rendre des services appréciables et appréciés, ils sont à attribuer en grande partie au concours dévoué et éclairé du corps de police, et particulièrement de notre gendarmerie, à laquelle était dévolue la pénible mission de se mettre constamment à la recherche des étrangers arrivés dans le pays. Pour certaines brigades du bassin minier, ce travail constitue la partie la plus onéreuse du service des gendarmes.

Malgré ce dévouement, le service est resté imparfait en présence des difficultés incessamment suscitées par des étrangers récalcitrants, à l'égard desquels nous sommes désarmés. Le cas Uebing de Hollerich me dispense de tout commentaire.

Le projet que j'ai l'honneur de vous soumettre a pour objet de remédier à cette situation.

L'article premier rend obligatoire la déclaration d'arrivée ou de résidence de tout étranger et de tout individu né à l'étranger. Le but du texte souligné est d'enlever tout prétexte à une omission de déclaration qu'on voudrait expliquer par la circonstance que le résident, quoique né à l'étranger, a été supposé de nationalité luxembourgeoise. Les questions de nationalité, souvent très difficiles, n'appartiennent pas à l'appréciation de la police et ne doivent pas servir de prétexte pour entraver la marche d'un service public.

Le dernier alinéa de l'art. 2 impose la déclaration d'arrivée même aux étrangers qui ne tiennent pas de ménage dans une localité, qui n'y font même que des apparitions de peu de durée pour disparaître et reparaitre aux moments choisis et se perdre ensuite dans la foule. Ce sont précisément ceux qu'il importe de signaler particulièrement en temps d'effervescence ou de crise : on a fait à cet égard des expériences instructives en Belgique, lors des grèves, où l'on a constaté dans le pays la présence d'un assez grand nombre d'agitateurs, dont l'arrivée n'avait pas été annoncée.

L'article 3 prescrit la transmission immédiate au parquet général des extraits des registres d'hôtel concernant les étrangers de passage.

Une prescription analogue existe également en Belgique (V. circulaires des 31 octobre 1839, 23 janvier 1858, 30 mai 1865, 11 avril 1881), sans cependant être fondée sur un texte de loi.

Quoique cette mesure perde incontestablement de son utilité par suite d'inscriptions fausses ou de fantaisie, qu'on se permet malheureusement trop souvent, elle constitue cependant un élément indispensable du service de la police des étrangers, et quelques condamnations sévères pour fausses inscriptions serviront de salutaire avertissement.

D'ailleurs, la communication de ces extraits se fait au parquet général depuis 1887 : les bulletins y sont classés alphabétiquement et ils ont souvent servi à découvrir des criminels qui s'étaient réfugiés dans notre pays ou qui l'avaient traversé pour passer ailleurs.

L'article 6 autorise le refus d'entrée dans le pays à des étrangers indignes de notre hospitalité. En temps de crise ou d'effervescence, il importe de pouvoir fermer la frontière à des individus reconnus ou soupçonnés dangereux pour l'ordre public. D'un autre côté, l'entrée du pays semble devoir être également refusée à des étrangers qui, sans prendre une résidence fixe dans le Grand-Duché, y font cependant des séjours fréquents, quoique fugitifs, et s'y signalent régulièrement par des méfaits. Le refus d'entrée concerne particulièrement des individus de l'espèce indiquée et qui sont domiciliés dans le voisinage de notre pays. Comme la législation actuelle ne permet que l'expulsion des étrangers résidant dans le Grand-Duché, elle n'atteint pas les étrangers non-résidants.

Il a été soutenu que le droit de refouler des étrangers à la frontière découle de l'article 9 du décret du 23 messidor an III, qui est ainsi conçu :

« Tout étranger, à son arrivée dans une commune frontière de la « République, se présentera à la municipalité ; il déposera son passeport qui « sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé. Il demeu-
« rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera
« une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance. »

Il résulte du texte de cette disposition que, loin de conférer le droit de refouler l'étranger immédiatement à la frontière, elle lui concède, au contraire, le droit de résider provisoirement dans une localité du pays.

Au surplus, le décret de messidor a un caractère exclusivement politique : il a pour objet « l'exclusion des étrangers nés dans les pays avec lesquels la République française est en guerre (art. 1^{er}) ». Les étrangers, originaires d'autres pays ou neutres, ne peuvent rester ou rentrer en France que s'ils sont reconnus et avoués par leurs ambassadeurs ou agents respectifs (art. 5). Les passeports dont ils doivent être munis, ayant été vérifiés et visés par le Gouvernement, emportent l'autorisation définitive de résider.

Les étrangers ainsi autorisés peuvent être des criminels : il suffit qu'ils soient originaires d'un pays ami ou neutre pour pouvoir résider en France. D'après cela, on doit convenir que le décret de messidor est d'une utilité absolument douteuse dans le service de la police des étrangers. Il me paraît difficile d'admettre que ce décret, qui accorde formellement à l'étranger le droit de demeurer dans une localité du pays, en attendant le visa de son passeport, puisse être interprété en ce sens qu'il sanctionne le droit de refuser ce séjour et de renvoyer l'étranger immédiatement à la frontière !

A mon avis, nous sommes donc désarmés vis-à-vis des étrangers, dont l'arrivée dans le pays peut constituer un danger imminent et que l'intérêt public commande de refouler immédiatement à la frontière.

L'article 7 fournit le moyen de refouler par la force les étrangers visés par l'article précédent, qui n'obtempéreraient pas à l'injonction qui leur est faite de rebrousser chemin.

Il prévoit également le renvoi forcé, sans sommation préalable, des vagabonds et mendiants ainsi que des bandes de bohémiens, etc., qui sont trouvés dans le pays. L'expulsion sommaire de ces individus suspects se pratique, d'ailleurs, depuis longtemps déjà : quoique commandée par la force des choses, elle ne s'appuie pas sur une disposition légale.

Les articles 346 et 356, n° 6, du code pénal autorisent bien la mise à la frontière des vagabonds et mendiants, mais à la condition seulement qu'une condamnation soit intervenue.

Le projet maintient la poursuite à l'égard des vagabonds trouvés isolément ou réunis à moins de trois personnes dans l'intérieur du pays, parce qu'il est à présumer que ces individus ont déjà exploité la charité privée sur une plus grande échelle et qu'il pourrait paraître inopportun de les laisser impunis. Par

contre, la poursuite de bandes de vagabonds nous occasionnerait des frais d'entretien considérables et de véritables embarras inhérents à l'organisation de nos prisons cantonales, qu'il paraît indiqué d'éviter.

C'est par cette considération que le projet prévoit la mise à la frontière des vagabonds, etc., lorsqu'ils sont trouvés même dans l'intérieur du pays, en réunion de trois ou plus de trois personnes.

L'article 8 est la reproduction des articles 1^{er} et 2 de la loi du 10 mars 1880, avec certaines modifications.

Tandis que la loi de 1880 ne prévoit le droit d'expulsion qu'à l'égard des individus condamnés à l'étranger pour des infractions donnant lieu à extradition, le projet l'admet également pour les individus poursuivis à l'étranger du chef d'une de ces infractions.

Cette ajoute se justifie par la considération que souvent, en Allemagne surtout, les poursuites sont tenues en suspens par suite de la fuite de l'inculpé. Elle serait superflue si les autorités étrangères se décidaient à provoquer toujours l'extradition de l'inculpé, dont nous parviendrions de cette manière à nous débarrasser sans arrêté d'expulsion. Mais j'ai constaté dans la pratique que tel n'est pas souvent le cas.

Comme il pourrait être souvent objecté qu'avant la condamnation, la culpabilité n'est pas établie, il échet de faire remarquer que la poursuite constitue une présomption de culpabilité, alors surtout qu'elle est suivie de la fuite de l'inculpé. Au surplus, si l'extradition peut avoir lieu sur un acte de poursuite, on se demande pourquoi l'expulsion semblerait moins justifiée.

L'article 8 prévoit également l'expulsion des étrangers dépourvus de papiers de légitimation ou de moyens d'existence qui n'obtempéreraient pas à la sommation de quitter le pays. Cette disposition, jointe à l'alinéa final de l'art. 6 du projet, doit remplacer l'article 7, deuxième alinéa, de la loi de 1843 sur le domicile de secours.

Le même article étend le droit d'expulsion aux étrangers qui, reconduits à la frontière en vertu de l'article 7, reparaitraient dans le pays endéans les deux années, ainsi qu'à ceux qui ne se seraient pas conformés aux conditions de résidence leur imposées par le premier paragraphe de l'article 8.

La loi de 1880 ne suspend le droit d'expulsion qu'à l'égard de l'enfant ne pouvant exercer le droit d'option prévu par l'article 9 du Code civil. C'est sans doute par oubli que le droit d'option prévu par l'article 10 du Code civil et par l'article 10 de la Constitution n'y a pas été compris.

Il convient également d'y comprendre les droits d'option qu'on peut faire valoir en vertu de la loi interprétative du 5 février 1890.

L'article 9 comble ces lacunes.

L'article 10 est la reproduction de l'article 3 de la loi de 1880 modifié.

Cette dernière disposition prévoit des actes d'huissier, mais ne détermine pas à quel tarif des frais les actes de notification sont soumis.

Suivant le même article 3 de la loi de 1880, « l'arrêté d'expulsion accordera à l'étranger un « délai qui devra être d'un jour franc au moins. »

D'après l'article 11, le procureur général fixe le délai endéans lequel l'expulsé devra quitter le pays. Cette fixation dépend d'une foule de circonstances qui, le plus souvent, ne peuvent être ni connues ni appréciées au moment de la proposition d'expulsion et qui, après la notification de l'arrêté d'expulsion, peuvent se modifier à chaque instant.

Dans la pratique, ce délai a toujours été fixé par le procureur général : le projet a pour but de consacrer cette pratique.

Comme il se présente des cas où il importe de faire quitter immédiatement le pays à un étranger exceptionnellement dangereux, il convient de ne pas limiter les pouvoirs du procureur général. Les cas dans lesquels on oblige l'étranger de regagner immédiatement la frontière sont rares, et d'habitude on accorde des délais permettant à l'étranger de régler ses affaires avant son départ ; mais lorsque les circonstances exigent son départ immédiat, il pourrait devenir dangereux de lui accorder un délai de vingt-quatre heures.

La loi de 1880 accorde ce délai de vingt-quatre heures même à des étrangers détenus.

Cette disposition ne se justifie absolument pas. Elle présente ce grand inconvénient que des individus dangereux, écroués depuis des mois, des années même, dans nos prisons, pour subir la peine qui a motivé leur expulsion, ont dû être mis en liberté et ont pu ainsi compromettre chez nous l'ordre public et exercer souvent des actes de vengeance.

Le deuxième alinéa de l'art. 11 dispose que les expulsés se trouvant en état de détention peuvent être conduits à la frontière dès l'expiration de leur détention.

L'article 12 est la reproduction de l'article 4 de la loi de 1880. Quelques modifications ont paru nécessaires.

La loi de 1880 porte que l'expulsé « est tenu » de désigner la frontière par laquelle il veut quitter le pays, mais elle ne prévoit pas le cas où l'expulsé se refuse de faire cette désignation. Ces refus se sont produits. Le projet dispose que, dans ce cas, la frontière est désignée d'office par le procureur général.

La loi de 1880 prévoit la délivrance d'une feuille de route traçant l'itinéraire de voyage que doit suivre l'expulsé et la durée du séjour qu'il fera dans chaque lieu où il doit passer. Cette formalité, qui a sa raison d'être dans les grands pays, n'a pas de but chez nous, où l'on arrive dans quelques heures à la frontière. C'est par ce motif qu'elle a été omise dans le projet.

L'article 13 contient la sanction pénale de l'obligation de la déclaration d'arrivée des étrangers dans le pays, et prévoit des peines contre les étrangers qui donnent de fausses indications pour dérouter les autorités chargées de faire établir leur état civil et leurs antécédents, ainsi que contre ceux qui se rendent coupables de rupture de ban.

L'absence d'une sanction pénale contre les fausses déclarations a été particulièrement regrettée dans le service de la police des étrangers. Il n'y a que les individus dangereux ou suspects qui aient intérêt à tromper les autorités sur leur identité, et cependant notre législation actuelle nous laisse impuissants à l'égard de ces individus, tant que le port d'un faux nom patronymique ne peut être établi. Or, la preuve du port d'un faux nom n'est possible qu'à la condition de connaître le vrai nom.

Il semble dès lors indiqué de faire de ces fausses déclarations un délit spécial.

La disposition transitoire a pour objet d'autoriser le Gouvernement à conclure des traités pour le rapatriement des étrangers indigents. Le seul traité que nous ayons à cet égard est la convention de Gotha, conclue à un moment où nous faisons partie de la Confédération germanique.

Ces traités sont le complément indispensable de la législation sur la police des étrangers.

Des raisons d'humanité rendent souvent impossible l'expulsion d'étrangers dangereux, suspects ou tombant à charge de la bienfaisance publique ou privée. Une nombreuse famille, des infirmités, des maladies, etc., ne permettent pas de conduire cet étranger purement et simplement à la frontière, avant de lui avoir assuré, ainsi qu'à sa famille, un nouvel asile dans sa patrie. Or, ces mesures humanitaires ne sont possibles qu'en vertu de traités de rapatriement.

A diverses reprises déjà le parquet général a cru devoir accentuer la nécessité de pareils traités : la disposition proposée permettrait au Gouvernement de combler la lacune signalée.

*Le Procureur général,
CHOMÉ.*

Dépêche au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 19 octobre 1892.

Monsieur le Président,

En vous transmettant ci-joint un projet de loi concernant la police des étrangers, et le rapport afférent de M. le procureur général d'Etat, j'ai l'honneur de

vous faire connaître que j'adhère aux propositions y portées et aux développements y formulés, sous la réserve suivante :

A l'appui de l'article 6, permettant au Gouvernement de refuser à l'étranger l'entrée dans le Grand-Duché, M. le procureur général d'Etat expose sa manière de voir sur la portée de l'article 9 du décret du 23 messidor an III, et en conclut que, sous la législation actuelle, nous sommes désarmés vis-à-vis des étrangers dont l'arrivée dans le pays peut constituer un danger imminent et que l'intérêt public commande de renvoyer immédiatement à la frontière. Depuis longtemps je regrette d'être en divergence d'opinion sur ce point avec l'honorable chef du parquet général.

C'est ainsi, par exemple, que dans l'exposé des motifs sur le projet de loi concernant le domicile de secours (30 novembre 1887), j'ai considéré l'article 9 du décret du 13 messidor an III, publié chez nous le 18 brumaire an IV, comme la base des droits de la police administrative à l'égard de tous les étrangers non résidents, sans distinction de fortune.

En Belgique, où cet article est également encore en vigueur et où il est fréquemment appliqué, les autorités en déduisent, comme autrefois en France :

1^o Que le gouvernement a le droit absolu de refuser l'entrée dans le pays à des citoyens étrangers, même munis de passeports ;

2^o Que le Gouvernement peut ordonner, sans procédure, le renvoi du territoire non seulement des étrangers qui arrivent, mais encore de ceux qui y séjournent depuis un certain temps, sans avoir cependant acquis la qualité de résident.

Le séjour clandestin, quelle que soit sa durée, ne peut conférer à l'étranger le droit dérivant pour l'étranger de la résidence, c'est-à-dire de ne pouvoir être expulsé qu'en vertu d'un arrêté pris conformément aux lois des 22 septembre 1835/6 février 1883, concernant l'expulsion des étrangers (loi luxembourgeoise du 10 mars 1880).

« C'est en vertu du décret susdit de l'an III que le Gouvernement accorde ou refuse aux étrangers l'autorisation de pénétrer dans le royaume », dit Giron (Droit public, n^o 402). Il jouit à cet égard d'un pouvoir absolu d'appréciation. C'est dans ce sens que s'est exprimé le ministre de la justice lors de la discussion de la loi du 2 juin 1874. Le texte n'accorde pas formellement aux étrangers le droit de demeurer dans une localité du pays, en attendant le visa, mais l'article déclare que les étrangers demeureront, en attendant le visa, sous la surveillance de la municipalité, qui lui accordera une carte de sûreté provisoire, énonciative de la surveillance.

Or, si l'administration ne juge pas à propos d'accorder le visa, la loi ne prononçant nullement cette obligation, il est certain que l'étranger qui se présente ne demeurera ni dans le pays, ni sous la surveillance de la police municipale. Cet état provisoire ne se réalisera pas dans cette occurrence. Où voudrait-on prétendre que l'administration doit accorder le visa dans tous les cas, quels que soient les renseignements connus d'avance sur l'individu qui désire entrer ? Ce serait méconnaître à l'Etat le droit de veiller à sa conservation, droit naturel qui réside dans sa souveraineté. Tout homme peut repousser par la force l'individu qui viole son domicile : comment refuser ce droit à l'Etat contre l'individu qu'il sait être un promoteur de troubles et de désordre.

Quoi qu'il en soit de la portée de l'article 9 du décret du 13 messidor an III, il est indiqué, en présence du doute exprimé, de trancher par un texte formel la difficulté signalée.

On pourrait se demander si la disposition transitoire (traité international pour le rapatriement des étrangers indigents) ne devrait pas plutôt faire partie d'un projet de loi sur le domicile de secours, comme l'avait prévu l'article 46 de mon projet de 1887 sur le domicile de secours. Ces conventions doivent être dictées par esprit de bienfaisance et d'humanité, plutôt que par une raison de police. Mais comme l'élaboration d'une nouvelle législation sur le domicile de

secours prendra encore du temps et que la réglementation des rapatriements présente de l'urgence, l'adoption de la disposition transitoire aura une incontestable utilité.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Rapport au Grand-Duc.

Luxembourg, le 28 octobre 1893.

Monseigneur,

Notre législation sur la police des étrangers présente une lacune, en ce sens qu'elle n'oblige pas les étrangers qui arrivent dans une commune pour y établir leur résidence, à faire à l'autorité locale une déclaration de résidence, en justifiant en même temps de leur identité.

Tant à cause de sa situation géographique qu'à cause de sa situation politique et sociale, le Grand-Duché a un double intérêt pour adopter un contrôle efficace et permanent des étrangers, comme nous le voyons appliqué dans les pays voisins. En effet, l'immatriculation obligatoire des étrangers est pratiquée en Belgique (loi du 6 février 1885), en Alsace-Lorraine (arrêtés des 5 février et 20 septembre 1891), en Suisse (loi du 18 juillet 1889), et en France (décret du 2 octobre 1888 et loi du 8 août 1893), et souvent non seulement dans un but policier, mais encore dans un but protectionniste du travail national.

Nous pouvons faire abstraction de cette dernière considération et envisager seulement les mesures de police. Tel est l'objectif du projet de loi que j'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Altesse royale.

Afin de présenter un ensemble de notre législation sur la police des étrangers, le projet reproduit et complète les dispositions de la loi du 10 mars 1880, sur la police des étrangers, et confirme au Gouvernement le droit de renvoyer ou de repousser, sans aucune formalité, l'étranger à son entrée dans le pays, si sa présence est jugée dangereuse, droit que l'article 9 du décret du 23 messidor an III avait déjà reconnu et qui, du reste, n'est qu'une conséquence de la souveraineté de chaque Etat.

Le Conseil d'Etat a donné un avis approbatif, tout en soumettant le projet primitif à certaines modifications, auxquelles j'adhère en majeure partie.

En dehors d'une transposition de l'article 3 à l'article 4 et de la suppression de l'article 5, qui est combiné avec le nouvel article 4, le projet actuel exige que l'extrait du registre prévu par l'article 555 du Code pénal soit dressé en double exemplaire dans la forme d'un état collectif et soit envoyé dans les vingt-quatre heures de l'inscription audit registre au parquet de la Cour et à l'autorité locale, afin que ledit parquet ait directement et sans le moindre retard communication de ces listes.

Un arrêté ministériel pourra déterminer le mode de transmission de ces extraits. Dans notre pensée, il sera fourni aux hôteliers des formulaires imprimés dont les uns porteront l'adresse du parquet général et les autres l'adresse de l'autorité locale. L'hôtelier remplira les imprimés et les confiera à la poste ou à la personne chargée de les recueillir au nom des deux autorités susdites.

Enfin, l'article 10 (art. 41) a subi également une modification. L'article 3, paragraphe final de la loi de 1880, attribuait à l'autorité qui décrétait l'expulsion, le droit de fixer le délai endéans lequel l'étranger expulsé devait quitter le pays. Ce procédé n'ayant donné lieu à aucun inconvénient, il n'existe pas de motifs pour changer les errements admis jusqu'à ce jour chez nous en Belgique (art. 3 de la loi de 1885) et ailleurs.

C'est sous réserve de ces considérations que j'ose prier très respectueusement Votre Altesse royale, d'accord avec le Gouvernement en conseil, de daigner m'autoriser à présenter le projet de loi en question à la Chambre des députés.

Je suis, etc.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.



QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Affaires de Madagascar.

Dans la séance de la Chambre des Députés du 22 janvier, M. Casimir-Perier, Ministre des Affaires étrangères, a prononcé le discours suivant, en réponse à une interpellation :

Au mois de mai dernier, l'honorable M. de Mahy, dont nous regrettons tous l'absence momentanée et dont nous connaissons tous le dévouement et le patriotisme, au cours d'une interpellation, exprimait un souhait : « Il faut, disait-il, que le Gouvernement hova soit laissé dans l'incertitude de ce qui pourrait arriver. » L'honorable M. de Mahy trouvera dans mon langage une satisfaction complète.

Je considère qu'il serait tout à fait imprudent, si le Gouvernement songeait à une expédition quelconque, de l'annoncer avant d'avoir pris les mesures nécessaires. J'estime qu'il serait tout aussi fâcheux d'annoncer qu'il ne fera jamais une expédition.

La Chambre me permettra donc, en lui donnant sur la situation de Madagascar certains éclaircissements, de déclarer simplement que nous veillerons et sur l'honneur de notre drapeau et sur les intérêts qui nous sont confiés, et que le jour où il serait indispensable de prendre des mesures, nous ferions ce qui est du devoir de tout Gouvernement parlementaire : assumer les responsabilités et y associer le Parlement.

Messieurs, la situation de Madagascar n'est pas actuellement de nature à satisfaire complètement notre patriotisme. Si, sur la côte, cette situation est bonne, paisible, il est certain que, dans l'intérieur du pays, elle est instable. Est-elle troublée par le fait même et direct du Gouvernement hova ? Je n'irai pas jusqu'à l'affirmer ; dans tous les cas, elle est mal assurée par son insouciance et son impuissance.

L'honorable M. Brunet a parlé tout à l'heure du courrier arrivé hier, et il nous a lu des dépêches de Tamatave qui signalent des événements nouveaux et graves.

Or, je déclare que j'ai passé la journée d'hier à lire les rapports qui sont arrivés par le même courrier, et qu'aucun des faits qui viennent d'être cités à la tribune n'a été porté à ma connaissance par notre résident général.

Je ne suis pas à la tribune, parlant du Gouvernement hova, de son impuissance, de sa mauvaise volonté, pour qu'il puisse m'échapper une seule expression capable de paraître être une critique ou un reproche pour l'un de nos nationaux. Mais il est certain — et c'est légitime — que les esprits s'émouvent à Madagascar, que les colons qui sont établis sur la côte et ont des intérêts en jeu se retournent vers la mère-patrie avec une disposition assez naturelle à grossir les événements et à mettre entre les mains de ceux qui voudraient peut-être aller un peu trop vite des arguments aussi concluants que possible.

Pour ma part, je n'ai reçu dans les dernières dépêches dont j'ai eu connais-

sance dans la journée d'hier aucune nouvelle d'un caractère grave et nouveau. Je tiens à donner ce renseignement.

Oui, l'état du pays n'est pas satisfaisant ; il y a incurie, indifférence de la part du Gouvernement hova ; des bandes de pillards s'organisent, on les laisse s'organiser et on n'arrête pas leurs déprédations.

Vous nous demandez ce que nous avons fait, et si tout au moins nous avons formulé des représentations énergiques. Oui, à plusieurs reprises, nous avons fait des représentations énergiques, et tout à l'heure j'aurai l'occasion d'indiquer à la Chambre quelles ont été nos dernières instructions.

J'ajoute un mot : On a dit qu'une situation assez désobligeante avait été faite à notre pays et que le premier ministre hova avait parfois reçu les représentants des autres puissances et fermé sa porte à ceux de la France. Soyez convaincus, messieurs, que rien de pareil ne s'est produit. Pendant une certaine période, le premier ministre a été malade...

Je vous donne raison ; je suppose pour un instant que cette maladie ait été feinte ; ce que j'affirme c'est qu'à l'époque où le premier ministre ne recevait pas les représentants de la France, il ne recevait pas davantage ceux des autres puissances.

C'est là le point important.

M. Brunet a parlé du traité de 1883 ; j'en parlerai à mon tour. Permettez-moi de dire, messieurs, sans vouloir lui reprocher ses paroles, que la situation d'un député à la tribune n'est pas, en matière d'affaires extérieures, absolument la même que celle du Gouvernement, et ce n'est pas moi qui crois devoir en ce moment critiquer ou infirmer les pouvoirs que nous tenons du traité de 1883.

Vous avez parlé, M. Brunet, de difficultés en matière d'exequatur ; vous avez dit : « Le traité stipulait que notre résident général serait chargé d'être l'interprète de la politique internationale du Gouvernement hova. » Et vous avez rappelé toutes les difficultés auxquelles a donné lieu l'exequatur à accorder aux consuls étrangers.

Certes, je ne nie pas qu'il y ait eu et qu'il y ait encore certaines difficultés sur ce point. Mais tous les incidents se sont-ils terminés d'une façon désobligeante ? Pour les Hovas, ces incidents pouvaient-ils constituer un triomphe obtenu sur l'autorité de la France ? Messieurs, vous allez en juger.

Je ne remonterai pas trop loin dans l'historique de la question de l'exequatur. Je ne parlerai que de l'époque où une situation nouvelle est née pour nous à la suite de l'établissement de la protection britannique à Zanzibar et de la cession à l'Allemagne de territoires sur le continent africain. A ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne ont formellement reconnu notre protectorat à Madagascar.

Depuis, que s'est-il passé ? Certaines puissances ont voulu accréditer des consuls. On s'est adressé parfois au premier ministre hova, parfois au Gouvernement français. Notre résident général a fait remarquer que les consuls ne pourraient exercer leurs fonctions que lorsque l'exequatur aurait été donné par nous et par notre intermédiaire ; le premier ministre a nié qu'il en fût ainsi et a déclaré qu'aucun consul ne pourrait exercer ses fonctions si le Gouvernement malgache ne lui avait pas donné directement l'investiture.

Voici ce qui s'est passé lors de l'arrivée du consul d'Allemagne à Tamatave. Ce fonctionnaire a demandé l'exequatur à la France, et s'il est vrai que, faute d'accord avec le premier ministre hova, cet exequatur n'a pu être accordé, il faut ajouter qu'en fait, le consul allemand est installé à Tamatave et y exerce ses fonctions sans se préoccuper autrement du Gouvernement hova.

Au cours de différentes interpellations, on a demandé quelles mesures nous avons prises pour développer notre influence à Madagascar. L'honorable M. de Mahy avait réclamé la création, dans un intérêt politique aussi bien que commercial, d'une agence de résidence à Fort-Dauphin. Le poste de Fort-Dauphin est occupé depuis le 1^{er} octobre ; le résident y a été installé sans aucune diffi-

culté, et on étudie en ce moment l'établissement de communications plus régulières entre ce point et l'Europe.

On a en outre parlé souvent de la juridiction à établir à Madagascar. Vous savez qu'un tribunal a été créé à Tamatave. J'ai examiné la question de savoir s'il fallait poursuivre l'installation de ces juridictions. Majunga était assurément un des points où l'on pouvait songer à développer l'institution de nos tribunaux. J'avoue que j'hésite sur la nécessité d'établir une juridiction française dans ces parages, parce qu'il ne s'y trouve actuellement que six ou sept Français et un Européen. Serait-il rationnel, je le répète, et légitime d'établir un tribunal dans ces conditions ? J'en doute, et je vous demande de surseoir jusqu'à ce que les relations commerciales se soient développées.

Je sais aussi qu'à différentes reprises — j'aborde ici un ordre de questions que n'a pas traité M. Brunet — il a été fait des tentatives, parfois, hélas ! avec succès, pour introduire des armes à Madagascar. Nous avons souvent donné les instructions nécessaires pour chercher à empêcher cette introduction. Que ce soit un résultat facile à obtenir, je ne l'affirme pas, car le développement des côtes de Madagascar est des plus considérables, le nombre des bâtiments que nous avons dans ces eaux est restreint et la surveillance n'est pas toujours aussi efficace que nous la pourrions désirer.

Quoi qu'il en soit, des instructions précises sont données aussi bien en ce qui concerne les points de départ que les points de débarquement.

Notre droit n'est pas douteux ; il résulte nettement des déclarations faites à la conférence de Bruxelles, à une date récente, et pour que nul ne l'ignore, nous avons fait insérer dans les journaux français et étrangers une note déclarant que nous voulons faire cesser le transport des armes à Madagascar et que nous avons la résolution arrêtée de faire saisir par nos croiseurs toute contrebande de guerre destinée aux Hovas.

Les dernières instructions envoyées à notre représentant à Tananarive remontent au mois de novembre ou de décembre dernier. En voici le résumé :

« Notre représentant à Tananarive a été invité à appeler la plus sérieuse attention du premier ministre sur la situation, en lui déclarant que nous tiendrons à l'avenir le Gouvernement hova directement responsable des attentats qui viendraient à se produire et que dans le cas où la cour d'Emyrne, soit par mauvaise volonté, soit par impuissance, ne s'acquitterait pas du devoir qui lui incombe, nous nous trouverions dans l'obligation d'aviser aux mesures à prendre pour garantir la sécurité de nos nationaux et celle des autres résidents étrangers. »

Je veux espérer que ce langage a été compris. Nous avons, je le dis encore, des droits et des intérêts à Madagascar ; nous saurons faire respecter les uns et assurer les autres ; le Gouvernement hova aurait tort d'en douter. J'ai l'espoir que ces représentations suffiront et que nous pourrons, par les moyens pacifiques, développer à Madagascar la prospérité de nos colons et de notre commerce. Dans tous les cas, le Gouvernement de la République a prévu toutes les éventualités, il saura faire son devoir. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Notre honorable collègue, M. Louis Brunet, a déposé l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour. »

M. Casimir-Perier. — Le Gouvernement ne s'oppose pas à l'ordre du jour déposé par M. Louis Brunet, mais il désire que dans une question de cette nature et sur un ordre du jour, — de préférence même celui dont M. le Président vient de donner lecture, — s'affirme, s'il est possible, l'unanimité de la Chambre. (*Très bien ! très bien !*)

M. le Président. — Je mets aux voix l'ordre du jour de M. Brunet.

(L'ordre du jour, mis aux voix, est adopté.)

M. le Président. — Je constate que le vote de la Chambre a été unanime.

— Le Parlement a été saisi d'un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir une nouvelle prorogation de la Réforme judiciaire en Egypte. Voici l'*Exposé des motifs* :

« Messieurs, une loi votée par les Chambres françaises, au mois de janvier 1889, avait autorisé le Gouvernement à consentir, pour une période de cinq années, une prorogation de la juridiction mixte instituée en Egypte en vertu des arrangements de 1873.

« La période quinquennale actuellement en cours devant expirer le 1^{er} février 1894, le Gouvernement khédivial est d'accord avec le Gouvernement de la République, en vue de proroger de nouveau, pour cinq années à partir de cette date, le régime des tribunaux mixtes.

« Il serait sans utilité de rappeler ici les considérations, plusieurs fois rappelées devant les Chambres, en faveur d'une institution qui a fait ses preuves et qui offre les plus sérieuses garanties à nos compatriotes en Egypte.

« Nous croyons devoir attirer votre attention sur le caractère d'urgence de cette proposition, en raison de la date rapprochée à laquelle expirent les pouvoirs conférés aux tribunaux mixtes.

« Nous vous proposons, en conséquence, le projet de loi suivant :

« *Article unique.* — Le Gouvernement est autorisé à conclure, pour une période de cinq années, une prorogation du régime institué en vertu de la loi du 17 décembre 1873, relative à l'administration de la justice en Egypte.

Le projet a été adopté sans discussion. Il a seulement donné lieu, à la Chambre des Députés, à l'échange d'observations suivant :

M. François Deloncle. — Messieurs, je tiens à féliciter le Gouvernement (*très bien! très bien!*) d'avoir obtenu la prorogation pour cinq ans de la réforme judiciaire qui maintient les immunités de nos nationaux et assure le respect du droit international en Egypte.

Et pour qu'il n'y ait aucune équivoque, je prie M. le Ministre des Affaires étrangères de vouloir bien nous garantir que cette prorogation n'est entourée d'aucune réserve, que les codes et règlements que nous allons proroger pour cinq ans resteront entièrement en vigueur dans leur texte actuel, sans aucune exception, et qu'il ne pourra y être apporté la moindre modification, qu'aucune nouvelle interprétation ne pourra en être admise, sans une loi spéciale du Parlement français. (*Très bien! très bien!*)

M. le Président du Conseil. — Je prends volontiers l'engagement qui m'est demandé par M. Deloncle.

— M. Waddington, qui a été Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et, en dernier lieu, Ambassadeur à Londres, pendant près de dix ans, est mort le 13 janvier. Le *Journal des Débats*, du 14 janvier, a ainsi résumé son rôle au point de vue de la politique extérieure :

« Représentant de la République au Congrès de Berlin, il y a accompli, en quelques semaines, une œuvre considérable, qui témoigne de sa profonde connaissance de l'Orient, de la justesse de ses vues et de la solidité de son esprit. On ne saurait trop répéter que c'est à lui que nous devons la première reconnaissance officiellement faite par l'Europe de nos droits traditionnels dans les Lieux-Saints ; que c'est lui qui a jeté les bases de la politique que nous aurions dû toujours suivre en Egypte et qui a été, depuis, si déplorablement abandonnée ; enfin, qu'il a ouvert les voies à notre intervention en Tunisie, en écartant les obstacles qui pouvaient la contrarier et en mettant l'Europe dans notre jeu. »

TUNISIE

Le *Journal Officiel tunisien*, du 1^{er} janvier, publie un rapport adressé par le Résident général au Bey, sur le budget général de la Régence pour 1894.

Les recettes ordinaires sont évaluées à 22 millions 426,000 fr. Les prévisions de dépenses sont arrêtées à 22,348,830 fr. L'excédent prévu est donc de 77,149 francs. Depuis aujourd'hui, les cotes de la medjba, ou impôt de capitation, sont réduites de 24 à 20 fr.

Le rapport se termine par les considérations ci-après :

Parmi les services qui seront dotés à titre exceptionnel en dehors du budget ordinaire, figure notre réseau des chemins de fer. Déjà un décret a ouvert au budget de l'exercice en cours, un premier crédit extraordinaire de 2,286,050 fr. 80 pour le commencement des travaux du chemin de fer de Djedeïda à Bizerte.

Il s'agira, en 1894, de continuer ces travaux et d'entreprendre ceux des lignes dont la construction a été récemment décidée.

Ce ne sont pas là, d'ailleurs, les seuls travaux extraordinaires dont nous entrevoyons la possibilité en 1894. Cette année verra aussi continuer les travaux d'achèvement du port de Tunis et commencer la construction des ports de Sousse et de Sfax.

En résumé, l'exercice de 1894, tout en assurant de larges dotations aux services ordinaires, sera surtout caractérisé par l'essor des grands travaux publics.

— Au cours des réceptions d'usage, M. Ventre, Président de la Chambre de commerce, a remercié M. Ch. Rouvier des résultats obtenus pendant l'année qui vient de s'écouler :

« Ils montrent, a-t-il ajouté, les bienfaits qui résulteront des conventions des chemins de fer. L'ère des grands travaux d'utilité publique, inaugurée par la mise à exécution des voies ferrées, va être heureusement complétée par la construction des ports de Sousse, Sfax et l'aménagement du port de Tunis. Nous désirons ardemment que le Gouvernement français, soucieux de l'avenir de la Tunisie, approuve au plus tôt la convention entre l'Etat tunisien et les futurs concessionnaires. »

— Voici le relevé des marchandises tunisiennes admises au bénéfice de la loi du 19 juillet 1890, d'après leur situation à la fin de novembre 1893. La date d'échéance des crédits est fixée pour tous les produits au 30 juin prochain, excepté pour l'huile d'olives et de grignons, dont les crédits expiraient le 30 novembre dernier ; rappelons à ce sujet qu'un décret du 25 novembre a ouvert un nouveau crédit de 10 millions de litres pour ces huiles, importables pendant la période du 1^{er} décembre 1893 au 30 novembre 1894.

| Nature des produits. | Quantités admissibles. | Quantités imputées sur les crédits. |
|----------------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| Froment..... | 200.000 quintaux. | 146.607 quint. |
| Orge..... | 123.000 — | 81.182 — |
| Avoine..... | 13.000 — | 4.829 — |
| Mais..... | 13.000 — | — |
| Vin de raisin frais..... | 100.000 hectolitres. | 8.976 hectol. |
| Huiles d'olives et de grignons.. | 10.000.000 litres. | 4.660.100 litres. |

ESPÈCES :

| | | |
|----------------------------|-------------------|---------------|
| Chevaline..... | 1.000 têtes. | 5 têtes. |
| Asine et mulassière.. | 1.000 — | 3 — |
| Bovine..... | 3.000 — | » — |
| Ovine..... | 30.000 — | » — |
| Caprine..... | 500 — | » — |
| Porcine..... | 1 000 — | » — |
| Gibier et tortues..... | 4.000 kilos. | 63 kilos. |
| Volailles..... | 4.000 — | 75 — |
| Marchandises diverses..... | 6.000.000 francs. | 173.736 fr .. |

PAYS-BAS

Chronique parlementaire.

Après quelques semaines de vacances, la seconde Chambre des Etats Généraux se réunit de nouveau depuis le 14 novembre jusqu'à Noël.

La plus grande partie de la session fut occupée par les discussions sur le budget pour 1894. Les dépenses pour les Pays-Bas ont été évaluées à 436 millions ; celles pour les colonies, à 139 millions environ. Le traitement du budget prenait un caractère presque exclusivement administratif ; aucune mesure d'intérêt de premier ordre ne fut présentée.

Dans le cours des délibérations générales cependant, on en vint à discuter les partis politiques au Parlement, qui se voient bouleversés, de fond en comble, par suite du projet de la loi électorale imminente, cause d'un véritable remue-ménage. Ce débat était, en quelque sorte, une escarmouche, une bataille aux avant-postes, où la droite libérale s'évertuait à forcer ses partisans plus progressistes à se prononcer, en tâchant d'introduire la question du jour : Jusqu'à quel point la législation peut-elle se mêler à la vie sociale de la nation ?

L'aridité du débat qui suivait faisait ressortir que, pour la vie politique pratique, en réponse à cette question, le *jus in causa* ne perdra rien de sa signification.

Parmi les projets de loi présentés, mérite d'être citée une loi sur l'impôt foncier, abandonnant l'idée de fixité et qui revient au principe primitif d'une contribution variable, levée d'après le produit net des propriétés immobilières. On cherchera à réaliser cette intention du législateur en établissant des taxations périodiques décennales du produit imposable.

En fait de décisions d'importance internationale, il n'y a à citer : que la convention avec le Portugal, mentionnée précédemment, concernant les droits respectifs des deux Etats dans l'archipel de Timor et de Sulu, a été promulguée ; qu'une nouvelle convention a été conclue avec le Luxembourg, datée Bruxelles, 10 mars 1893, pour l'extradition des malfaiteurs, qui remplace et abroge l'ancienne convention du 21 juin 1877 ; qu'avec la Belgique a été conclue à la Haye, le 27 octobre 1893, une convention télégraphique en vertu de l'article 17 de la convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875 à Saint-Petersbourg ; et en dernier lieu, qu'un arrangement s'est fait avec la Prusse, daté de Berlin le 27 août dernier, pour l'échange de communications par le Rhin en cas de marée haute, et pour prendre des précautions contre les dangers d'une obstruction de cette rivière par la glace.

Les discussions sur les articles de la loi électorale commenceront vers la moitié de février ; en attendant, tous les partis s'arment pour la lutte. Il est impossible de dire quelle en sera l'issue finale ; cela dépendra beaucoup de la ténacité du Gouvernement vis-à-vis des projets présentés par lui, projets qui donnent une très grande extension au droit de suffrage et qui tendent à donner ce droit à 800,000, soit 74 0/0 des habitants mâles et majeurs, au lieu des 300,000 électeurs actuels.

La Haye, 15 janvier 1894.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1.^{re} janvier. — *Les Juifs sous la domination romaine. Hérode le grand*, par Ernest Renan. — *Le socialisme et la liberté*, par Arthur Desjardins. — *M. Gladstone et la Chambre des Lords*, par Augustin FILON. — *L'ambassade du général Junot à Lisbonne*, d'après des documents inédits, par le comte Ch. de Mouy. — *Le monde antillien : Cuba, Puerto-Rico*, par C. de Varigny. — *Saint-François d'Assise et ses derniers biographes*, par G. Valbert.

Revue politique et littéraire.

6 janvier. — *Louis Veuillot*, par Jules Lemaitre. — *L'Italie et la France* : Lettre de M. Bonghi, député au Parlement italien, et réponse de M. An. Leroy-Beaulieu. — *Le Soudan français et le colonel Archinard*, par Alfred Rambaud.

13. — *Louis Veuillot* (2^e partie), par Jules Lemaitre. — *Espagnols et Maures*, par L. Ordega. — *Les jeunes Recues : l'art intellectuel, les anarchistes*, par Ch. Maurras.

20. — *Auteurs, éditeurs et libraires*, par Albert Cim (à propos de la crise des livres). — *Challemet-Lacour, écrivain et philosophe*, par P. Lasserre. — *Almanachs et Calendriers de Troyes et de Dijon*, par J. Durandau.

27. — *Critiques d'aujourd'hui : M. Em. Faguet*, par G. Lanson. — *Les professions en Angleterre : les hommes de loi*, par Max Leclerc. — *Les doctoresses en Turquie*, par Chrysaphidès.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 janvier. — *Les relations de la France avec la Côte des esclaves*, par le baron Hulot. — *Le tarif des douanes françaises de 1892, le tarif des douanes allemandes et les négociations commerciales*, par Ch. Dupuis. — *L'Océanie*, par C. de Varigny. — *Les droits des femmes*, par Ostrogorski. — *Promulgation et exécution des lois coloniales*, par A. Wilhelm. — *La réforme monétaire austro-hongroise*, par G. Baugnies. — *Chronique politique. — Amérique centrale et Amérique méridionale, Allemagne*, par C. Desforges.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Janvier. — *Allocution du président, M. Féraud-Giraud. — Etude de M. Dufourmantelle sur les Caisses d'épargne en Autriche et en Allemagne.*

Revue d'histoire diplomatique.

1894, I. — *Historique abrégé des relations de la Grande-Bretagne avec la Birmanie*, par Henri Cordier. — *Sobieski et sa politique, de 1674 à 1683*, par le comte Jean du Hamel. — *Le litige des missions entre la République Argentine et le Brésil*, par Al. Guesalaga. — *L'Europe diplomatique et dom Miguel*, par René des Portes. — *Comptes-rendus d'ouvrages.*

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Janvier. — *France : les ministres des finances depuis 1789 ; loi et décrets*

relatifs à la conversion du 4 1/2 en 3 1/2; monnaies fabriquées en 1893; recettes et dépenses comparées des exercices 1881 à 1892; le commerce extérieur en 1893; budget de la Tunisie pour 1893. — Le taux de l'escompte en Europe (à Rome, le taux le plus élevé (5.18); à Paris, le plus bas (2.50). — *Situation des principales Banques d'émission à la fin de 1893.* — Angleterre: le commerce extérieur du Royaume-Uni. — Allemagne: le monnayage, l'assurance ouvrière contre la vieillesse et les infirmités, le produit des tabacs, l'enquête sur la Bourse, le discours du Trône et le budget de la Prusse. — Italie: les recettes des Chemins de fer en 1892-93; le contrôle des instituts d'émission. — Belgique: le budget des voies et moyens; le commerce extérieur. — Russie: le budget de l'Empire pour 1894. — Roumanie: le budget pour 1894-95. — Serbie: le budget pour 1894. — République Argentine; le commerce avec la France en 1892.

Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation, par Eug. Pouillet, 2^e édit., Paris, 1894, librairie Marchal et Billard.

M. Pouillet est depuis longtemps un maître dans le domaine de la propriété littéraire et artistique, aussi bien que de la propriété industrielle, qu'il s'agisse de débattre devant les Tribunaux les intérêts qui s'y rattachent, de discuter des projets de réforme dans les Congrès ou d'exposer les règles de la législation dans des livres devenus classiques. Sa clarté, sa diction élégante, sa verve ont le même succès dans ces trois manifestations de son talent. L'ouvrage sur la *Propriété littéraire* que nous annonçons était impatiemment attendu; la première édition avait paru en 1879 et était depuis longtemps épuisée; il y avait bien des décisions nouvelles à relever et à analyser, il y avait surtout un grand événement dont il fallait tenir compte, la formation de l'*Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*. M. Pouillet y a contribué comme membre de l'*Association littéraire internationale* qui a eu le mérite d'élaborer en 1883 un avant-projet, point de départ des négociations du Conseil fédéral suisse. Aussi, cette nouvelle édition a-t-elle reçu d'importants développements, spécialement en ce qui concerne les questions internationales, La Convention d'Union du 9 septembre 1886 est commentée en détail. Sur tous les points si variés qui rentrent dans le vaste domaine de la propriété littéraire et artistique, on trouvera des renseignements abondants et précis dans le livre de M. Pouillet qui complète l'ensemble de ses ouvrages sur la propriété industrielle. Une table alphabétique détaillée rend les recherches faciles.

L. R.

Mémoires du chancelier Pasquier, 2^e vol. Paris, Librairie Plon (1).

Le second volume des Mémoires de Pasquier comprend trois années seulement, 1812-1814, mais ces années voient s'accomplir des événements énormes : l'écrasement et la chute de Napoléon sous l'effort de l'Europe coalisée et la restauration de l'ancienne monarchie. Tout s'y presse, s'y accumule : les faits de guerre, les négociations des diplomates, les intrigues des politiques, les changements d'opinion et de conduite des habiles ou des rassasiés, les naïves et généreuses émotions des simples, armée ou peuple. Pasquier a tracé ce vaste et émouvant tableau avec une précision de traits, une sobriété de couleur, et, sauf sur un point ou deux, une liberté et une équité de jugement tout à fait remarquables.

S'il discourt brièvement et discrètement de ce qui est hors de sa portée et de sa compétence, des événements militaires ; s'il a surtout souci d'en dégager les conséquences politiques ou l'effet moral, il parle de tout le reste avec l'autorité que lui donnent non seulement ses rares qualités d'esprit,

(1) Il a été rendu compte du 1^{er} volume, *Archives*, 1893, II, 244.

mais la part qu'il a prise aux affaires comme conseiller d'Etat ou préfet de police, en rapports personnels avec l'empereur, et les relations qu'il a entretenues avec tout ce qu'il y avait d'éminent dans la société politique et mondaine. Ses témoignages sont le plus souvent directs. Il dit : « J'étais présent à cette délibération, j'ai entendu ces paroles, j'ai lu cette dépêche ou cette lettre », et l'attention redouble, la foi naît et s'impose.

De cette époque racontée, étudiée, fouillée dans tous les sens, que de choses on ignorait, ou qu'on savait mal, vaguement et incomplètement ! La conspiration du général Malet, par exemple, a presque l'intérêt d'un récit nouveau. Quelle abondance et quel précision de détails ! Comme tout, dans cette étrange entreprise, s'éclaire, s'enchaîne, concourt à montrer la secrète fragilité du colosse impérial ! Avec quelle netteté Pasquier définit les rôles, mesure les responsabilités, dépeint les caractères, la dureté farouche de Malet, la plaisante crédulité de Frochot, l'humaine et généreuse fierté de Lahorie. Il y a telle page où son récit, sans viser aucunement à l'effet, devient tout à fait poignant ; c'est lors de l'interrogatoire de Lahorie auxquels assistaient, avec Pasquier, Pelet, Anglès, Saulnier, Desmarets (1), sur l'invitation, dont ils se seraient bien passés, du ministre de la police Savary. Le général Lahorie a renoncé à l'espoir de sauver sa tête ; mais il continue de se défendre pour l'honneur de sa réputation, pour l'acquit de sa conscience ; il démontre, jusqu'à la dernière évidence, qu'il n'a rien su d'avance, qu'il a cru de bonne foi à la mort de l'empereur, qu'il n'a usé de ses pouvoirs usurpés que pour éviter l'effusion du sang ; il en appelle à Savary, à Pasquier qui, sans lui, périssaient, et, tandis que l'ancien conventionnel Réal le presse et le malmène de ses dures et ironiques paroles, il cherche, il rencontre le regard ému des honnêtes gens de l'assistance et les remercie de le comprendre :

« Enfin il y eut un moment où M. Pelet, ne pouvant plus y tenir, se leva de son siège, vint me rejoindre à la cheminée, et me dit : « Vous êtes comme moi ; Réal m'afflige ; il faut en finir de cette scène. » Puis, se tournant de son côté, il lui adressa ces mots : « En voilà assez pour aujourd'hui. Croyez-moi, il est temps de lever la séance ; vous n'en saurez pas davantage de monsieur pour le moment. »

Pasquier sait ce que valent, pour éclairer les temps, les situations, les caractères, une scène prise sur le vif, une parole échappée à la passion intime, et il use largement et heureusement de ce moyen pour faire revivre l'époque qu'il raconte et le héros de cette époque. Après le sanglant désastre de Leipzig, après la défection des Saxons en pleine bataille, après l'exemple d'éclatante ingratitude donné par la Bavière, lorsque, dans les pays violemment incorporés à l'empire, Réal est obligé de traquer, de fusiller les conscrits réfractaires, — il me semblait, dit Pasquier, entendre un représentant du peuple rendre compte de ses massacres au Comité de salut public, — lorsque la France est à bout de sang, d'or et de patience, Napoléon brûle encore de ressaisir la proie qui lui échappe, et semble fermé à tout autre sentiment qu'à ceux de l'orgueil et de la vengeance. « Il faut que Munich soit brûlé ! Munich sera brûlé ! » s'écrie-t-il dans le conseil qu'il tient, dès son arrivée à Saint-Cloud, le 9 novembre 1813, et son œil enflammé, sa voix retentissante terrifient ceux qui l'entendent. Comment s'étonner, en face d'une telle attitude, du récent échec des pourparlers de Dresde et de Prague, et, à ce moment même, de la froideur avec laquelle il accueille les propositions de Francfort, de sa réponse évasive (2) à l'offre d'une paix honorable, d'une France bien belle encore, entre ses limites naturelles du Rhin, des Alpes, des Pyrénées. En vain les sages, les Caulaincourt, les Mollien

(1) Tous personnages appartenant au Conseil d'Etat ou au ministère de la police.

(2) Dépêche de Maret, en date du 16 novembre.

s'efforcent de l'incliner à la paix : une seule parole flatteuse de Maret, et Dieu sait s'il les prodigue, met leurs conseils à néant.

Il n'est pourtant qu'à demi dupe de cette servile complaisance, et ne résistait point à se tromper lui-même. La vigoureuse et lucide raison, qui est le fond de son génie, perce à travers ces bouffées d'orgueil et de colère. Il voit, dès ce temps, et d'un regard très net, un événement que presque personne ne tient pour possible, les morts qui ressuscitent, les Bourbons qui redeviennent rois ; il sent, il reconnaît, au moment où tout semble s'écrouler avec lui, le secret et vivace prestige d'une tradition qui paraissait brisée et voit là quelque chose de supérieur à l'œuvre de la force et du génie.

C'est d'abord à l'occasion de la possibilité de sa mort sur le champ de bataille que cet aveu lui échappe. « Croyez, dit-il à La Valette et à Molé, que, si je viens à être tué, ma succession ne sera pas dévolue au roi de Rome : il n'y a qu'un Bourbon qui puisse me succéder. » Un peu plus tard, il entretient Pasquier de ses successeurs éventuels, et ce qui le frappe, c'est qu'il parle de ces princes sans colère, sans amertume, avec une curiosité presque bienveillante, avec la grâce libre, détachée, supérieure d'un homme qui leur rouvre la carrière, après l'avoir occupée non sans quelque gloire, en leur absence :

« Vous êtes encore trop jeune pour avoir réellement connu la Maison de Bourbon : à peine étiez-vous dans le monde, lorsque la Révolution a commencé. » Je lui répondis que j'étais depuis trois ans conseiller au Parlement de Paris, qu'ainsi j'avais vu non seulement les lits de justice, mais les nombreuses séances dans lesquelles les princes, à cette époque, avaient siégé avec les ducs et pairs. Il m'interrogea une seconde fois sur l'attitude de ces princes pendant les discussions, sur l'influence qu'ils avaient dans l'assemblée. « Celui qu'on appelait *Monsieur* passait, me disait-il, pour avoir de l'esprit : parlait-il quelquefois ? » Je lui dis qu'autant qu'il pouvait m'en souvenir, il avait parlé deux fois fort brièvement, mais en fort bons termes. Il est hors de doute que ses conversations sur ce sujet allaient beaucoup plus loin avec ses intimes. »

Pasquier ajoute finement : « Je ne suis pas éloigné de croire que son orgueil était flatté de ne pouvoir être remplacé que par cette antique dynastie. »

Les chapitres qui se rapportent aux diverses négociations essayées entre les coalisés et Napoléon ont un intérêt des plus vifs. Une figure s'y détache avec un vigoureux relief : celle de Pozzo di Borgo, le compatriote et l'implacable ennemi de Napoléon. Sa haine datait du temps où Bonaparte avait pris parti contre l'Angleterre et Paoli, que soutenait Pozzo, et n'avait cessé de croître avec l'élévation de son rival. Confident et conseiller du tzar, sa pénétration, son adresse, son énergie, sa persévérance, font de lui l'instrument le plus actif de la ruine de Napoléon et de l'amoindrissement de la France.

La rupture du Congrès de Prague est son œuvre : le plénipotentiaire russe a été choisi par lui et c'est de lui qu'il reçoit toutes ses instructions. C'est lui qui fait suspendre les conférences de Châtillon, à peine ouvertes, compose les répliques à un Mémoire de Metternich et à une Note d'Hardenberg également favorables à une suspension d'armes. « J'ai vu les minutes, dit Pasquier, j'ai vu le billet écrit au crayon par Alexandre en renvoyant à Pozzo le projet de réponse à Hardenberg ; il était ainsi conçu : « — Je « l'adopte en entier et n'y fais que de légères corrections. » Quand Napoléon forme l'audacieux dessein d'abandonner la capitale à elle-même, de couper les communications de l'armée ennemie, pour l'entraîner sur ses pas, l'attaquer et la détruire dans son morcellement inévitable, c'est Pozzo qui dénonce et déjoue ses intentions, qui fait prévaloir, contre les premières décisions prises, la résolution de continuer la marche sur Paris : sa perspicacité haineuse a bien vu où frapper le coup décisif.

La proclamation du prince de Schwarzenberg, qui montrait clairement les Bourbons à la France et faisait mentir ces paroles de Metternich à Caulaincourt : « Vous devez connaître mes vœux, mes principes et mes vœux qui sont en faveur d'une dynastie intimement liée avec la nôtre », c'est encore Pozzo qui l'a réligée, fait accepter au roi de Prusse, surprise à son soi-disant auteur. Schwarzenberg semble un instant vouloir se raviser, fait avertir l'imprimeur de Coulommiers de ne rien imprimer sans un nouvel ordre ; Pozzo s'élance sur les pas du prince, le trouve cheminant à côté d'Alexandre, le flatte, le cajole et en tire un assentiment définitif. Pasquier a vu aussi la minute de la proclamation ; mais, cette fois, le tzar avait multiplié les corrections pour tempérer l'expression trop bourbonnienne des sentiments.

Pozzo est encore là, visible à demi ; mais faisant sentir son influence funeste, à l'heure suprême où achève de sombrer la fortune de Napoléon, je veux parler de cette nuit fameuse où Alexandre reçut les maréchaux qui lui apportaient l'abdication de l'empereur, sous la condition de la régence de Marie-Louise. Les pages que lui a consacrées Pasquier sont parmi les plus neuves et les plus émouvantes de ce volume. La lumière, sur plus d'un point important, n'avait pas été faite. Combien les maréchaux avaient-ils eu d'entretiens avec le tzar ? A quel moment était arrivée la nouvelle de l'entrée du corps de Marmont dans les lignes autrichiennes, et de quel poids avait-elle pesé sur la détermination du tzar ? Quelle part avait prise le gouvernement provisoire à ce débat solennel ? Le récit de Thiers, moins précis qu'animé, a des omissions ou des erreurs ; celui de notre collaborateur, M. Henry Houssaye, dans son beau livre de 1814, à la fois si exact et si vivant, s'efforce de serrer la réalité de plus près, sans réussir à la dégager entièrement de témoignages qui diffèrent ou se contredisent. Pasquier, qui nous donne la suite et le détail des faits, explique tout, répond à tout, et, comblant une lacune de l'histoire, fait entrer ou plutôt rentrer dans le drame, qui en reçoit une vie plus intense, un acteur supprimé ou oublié, le gouvernement provisoire.

Pasquier descendait les derniers degrés de l'hôtel Saint-Florentin, où Talleyrand convoquait chaque jour les membres du gouvernement, le tzar, par un choix qui devait avoir de si grandes conséquences, lui ayant fait l'honneur d'être son hôte. Il voit arriver un cavalier tout haletant, le duc de Saint-Simon, qui annonce l'approche de la députation des maréchaux, et ajoute qu'il n'a sur eux qu'une avance de trois quarts d'heure. Sans ce message benévole, les maréchaux prenaient le tzar à l'improviste, et qui peut dire quel eût été l'effet d'une pareille surprise ? Le tzar s'étant déclaré prêt à les recevoir immédiatement, Talleyrand retient Pasquier, rappelle ses collègues déjà partis, et les réunit dans le salon voisin du cabinet d'Alexandre. A midi, Ney et Macdonald, accompagnés de Caulaincourt comme troisième plénipotentiaire, entrent dans ce salon et, après un court temps de conversation d'abord générale, puis particulière, la porte du tzar s'ouvre pour se refermer sur eux.

Ils ne sortent qu'au bout d'une demi-heure et sont remplacés par le gouvernement provisoire. Pasquier ne peut nous donner leur plaidoyer en faveur de la régence que résumé par le tzar, mais il y joint quelque chose de moins connu, l'attitude, le ton de l'auguste arbitre, la complaisante vivacité avec laquelle il répète les arguments qu'il vient d'entendre : la paix assurée par l'éloignement du seul personnage qui ait intérêt à la troubler, le maintien aux affaires d'hommes connus et acceptés, le peuple content, l'armée joyeuse, l'Autriche satisfaite. Ce n'est plus l'arbitre qui parle, c'est le partisan, c'est l'avocat de la régence.

Talleyrand, le duc de Dalberg, le général Dessolle s'efforcent de le ressaisir ; ils rappellent l'état des choses et des esprits, les droits clairement reconnus de la Maison de Bourbon, le Sénat qui l'accepte, Bordeaux qui l'acclame, l'œuvre de pacification presque accomplie et qu'on s'apprête à détruire pour la reprendre un jour dans de pires conditions, la régence ne

pouvant être qu'un fantôme de gouvernement derrière lequel Napoléon parlerait, agirait, provoquerait de nouveau l'Europe. Alexandre les écoute patiemment, silencieusement, les congédie, rappelle les députés de Napoléon, et leur expose fidèlement ce qu'il a entendu. Nouvel assaut des maréchaux qui s'étonnent d'avoir à défendre encore une cause qu'ils croyaient gagnée, qui insistent avec un redoublement d'énergie sur le péril d'une restauration, sur l'inévitable explosion d'indignation et de colère d'une armée dévouée à la dynastie impériale, et voici que de nouveau Alexandre échappe à Talleyrand et à ses collègues. Il faut que ceux-ci, succédant, comme tout à l'heure, aux maréchaux, combattent dans son âme ébranlée l'impression de leur véhémence parole, qu'ils renforcent et multiplient les arguments contre la régence, qu'ils lâchent enfin la raison suprême, celle qu'ils avaient tue jusque-là par respect et par prudence : *que le gouvernement provisoire et ceux qui l'avaient suivi ne s'étaient déterminés que sur la parole du tzar qu'on ne traiterait plus avec Napoléon et avec aucun membre du gouvernement impérial*. Le général Dessolle insiste même sur ce point avec une telle vivacité que le tzar lui en gardera un invincible ressentiment, mais le coup était porté, et la régence fortement compromise.

Le récit de Pasquier, écrit de son style habituel, ferme et sobre, n'en est pas moins des plus pathétiques dans sa précision sévère, sa continuité lumineuse, avec ses luttes alternées, ses ardentes reprises d'une discussion où les destinées de la France sont en jeu et vont être définitivement tranchées par une parole souveraine. L'historien a raison de qualifier comme il le fait la scène qu'il vient de raconter.

« Il était deux heures du matin. Nous avons assisté à une des scènes les plus extraordinaires dont l'histoire ait gardé le souvenir. Un souverain arrivant des confins de l'Asie avait fait discuter froidement l'existence d'une dynastie fondée par le plus grand homme des temps modernes, et le rappel de la plus ancienne dynastie européenne, enlevée de son trône, vingt-deux ans auparavant, par la plus terrible des révolutions. Il avait mis fin à la discussion en disant : « J'aurai fini demain matin avant neuf heures. »

Les maréchaux, impatientes d'avoir une réponse définitive, obtinrent d'être reçus avant l'heure fixée. Cette réponse ne pouvait être douteuse ; la nouvelle de la défection du 6^e corps était déjà parvenue au tzar et avait dissipé ses dernières hésitations.

Avez-vous remarqué que Pasquier ne fait aucune allusion à l'espèce de coup de théâtre qui se produisit, selon Thiers, dans cet entretien final, à cet aide de camp qui entre subitement, murmure à l'oreille du tzar quelques mots en russe qui le font immédiatement changer d'attitude et de langage. La scène que nous perdons était d'un assez bel effet théâtral ; mais celle qu'on nous donne en échange est encore plus saisissante : le tzar achève de s'y peindre dans son impressionnable et mystique nature, et elle a, de plus, l'avantage d'être conforme à la vérité. C'est de Pozzo que Pasquier la tient, de Pozzo qui a pris secrètement part à la lutte, qui a soutenu son maître dans ses défaillances, lui a fait parvenir des avertissements, des notes, des arguments contre la régence.

« Il avait passé la nuit dans l'un des salons qui précédaient le cabinet de l'empereur et s'était mis à la fenêtre pour jouir du lever du soleil ; il fut tiré de sa contemplation par une main posée sur son épaule. C'était l'empereur lui-même. Il venait de recevoir la nouvelle de l'arrivée du général Souham à Versailles, et avait besoin de communiquer la joie qu'il en ressentait. Il la raconta donc à M. de Pozzo, ajoutant avec ce ton d'illuminé qui lui était familier : « Vous le voyez, c'est la Providence qui le veut ! Elle se manifeste, elle se déclare : plus de doute, plus d'hésitation. »

On voudrait retrancher des Mémoires de Pasquier quelque chose qui y fait

presque tache, le jugement plus qu'adouci qu'il porte sur la conduite de Marmont. On sent bien qu'ici sa liberté d'appréciation n'est plus entière, qu'il est comme pris et embarrassé dans ses propres souvenirs. Il avait éprouvé un tel soulagement d'un événement qui avait mis Napoléon dans l'impuissance de ressaisir la victoire et de châtier ses serviteurs infidèles ! Il avait, tout le premier, montré un tel empressement à passer d'un gouvernement à un autre ! On eût voulu, dans sa conversion, un peu moins de soudaineté, et qu'il laissât s'écouler un temps appréciable entre ces deux attitudes. Bonapartiste, le matin ; royaliste, le soir, et toujours préfet de police ! Je doute que le souci des intérêts et des besoins de la capitale le contrainût à se montrer à la fois si flexible dans ses opinions, si tenace dans ses fonctions.

Sachons lui gré, du moins, de la bonne grâce avec laquelle il rapporte le mot de Napoléon sur sa volte-face : « Celui-là s'est bien pressé, on dirait qu'il a pris son habit de chasse pour aller plus vite. » Rappelons aussi son refus de signer l'insolente proclamation du Conseil municipal où le préfet de la Seine, Chabrol, ne mit son nom qu'après vingt-quatre heures de réflexion, mais le mit pourtant. Ce refus, qui imposaient les plus simples convenances, n'avait certes rien de particulièrement héroïque ; mais tant de gens, qui ne s'étaient pas, comme lui, bornés à servir l'empereur, qui l'avaient fatigué de leur obséquiosité servile, avaient de si indécentes façons de manquer de mémoire ! L'abbé de Pradt, par exemple, qui rencontre Caulaincourt, le 1^{er} avril, dans l'appartement de Talleyrand, l'aborde, la tête haute, et lui jette ces mots en présence de vingt personnes : « Allez dire à votre maître que les rentes qui étaient le 29 mars à 45 fr., sont aujourd'hui à 63 fr. » A quoi Caulaincourt, superbe de mépris : « Oui, et j'ajouterai que celui que j'ai toujours vu le plus empressé parmi ses flatteurs est aujourd'hui le premier à l'insulter. Il n'y a rien là qui ne soit dans l'ordre. » Ne soyons pas enfin, à l'égard de Pasquier, plus impérialiste que l'empereur, dont il a pris soin d'enregistrer le témoignage, exprimé, paraît-il, non sans dépit, mais du moins sans amertume.

« J'en avais toujours fait cas ; je le tenais pour homme de mérite ; j'aimais à y compter ; il m'a quitté aussi, mais du moins il a pris sa résolution franchement, en sachant ce qu'il voulait et quand il y avait encore du danger. Cela excuse beaucoup de choses, et, au moins, il m'a prévenu du parti qu'il prenait. »

Je n'ai guère pu qu'effleurer ce volume où la substance abonde : jugements historiques élevés et solides, fidèles et vivants portraits, piquantes ou hardies révélations. Les figures secondaires n'y sont pas oubliées, et si Pasquier ne les dessine que d'un trait rapide, c'est d'un trait qui les marque pour la postérité. La Valette, l'ardent et fidèle serviteur de Napoléon, sans jamais cesser de l'être de la France, apprend la nomination de Bourrienne comme directeur des postes : il se précipite chez Pasquier, et, dans le premier feu de son indignation : « On ne sait donc pas, s'écrie-t-il ce dont Bourrienne est capable ! C'est comme si on avait mis le secret des lettres au dernier enchérisseur. »

Il joint au ton sévère de l'historien la libre curiosité de l'auteur de *Mémoires*. S'il entre discrètement dans le récit de certaines aventures, s'il en élargit les détails, aujourd'hui si prisés, il n'en laisse pas moins voir à travers la décente généralité des termes, le fond des mœurs de la cour et de la société impériale. Je note un secret qu'il a surpris dans la correspondance intime de Napoléon avec son ministre de la police : c'est de Savary lui-même qu'il l'avait recue en dépôt, le jour de la bataille de Paris. Mais craignant qu'elle ne fût saisie, il l'avait jetée tout entière au feu, — la belle et irréparable flambée ! — non toutefois sans y avoir aventuré un regard. Savez-vous à quoi s'occupait Joseph, tandis que son frère menait l'héroïque campagne

de France ? A faire à Marie-Louise une cour si pressante que Napoléon, qui avait l'oreille et l'œil à tout, tancait vertement son ministre de ne l'avoir point avisé et lui enjoignait de surveiller plus rigoureusement l'intérieur du château.

Pasquier aborde plus hardiment des mystères d'un autre ordre ! Il raconte d'étranges choses sur une commande de machines infernales qui aurait été faite par Napoléon à Savary pour supprimer tous les membres de la Maison de Bourbon. J'ai quelque peine à le suivre jusque-là, encore que Taine, dans son terrible portrait de l'empereur, tiennne pour vérité ce qui n'est, après tout, qu'une conjecture. Cette capilotade de princes, — il en fallait faire sauter quatre à la fois, ou à la file, — était un moyen si peu pratique, — pour ne l'envisager que sous cet aspect — de sauver le trône impérial !

J'aime mieux l'entendre sur l'affaire Maubreuil et ses hautes et mystérieuses ramifications. On sait le dessein formé par Maubreuil d'assassiner l'empereur et les bruits qui ont couru sur l'espérance que Talleyrand aurait mise dans l'audace de ce scélérat. On a même répété les paroles adressées à Maubreuil par l'un des confidents de Talleyrand :

— Combien vous faut-il ?

— Dix millions.

— Dix millions ! Mais ce n'est rien pour débarrasser le monde d'un tel scélérat.

Pasquier dit son mot sur cette ténébreuse histoire, et ce mot est grave. On était au 2 avril : il causait avec le duc de Dalberg de l'attitude encore menaçante de Napoléon, des craintes qu'il inspirait à l'état-major de l'armée coalisée.

« Quand des généraux, lui disait-il, dans une telle position, avec une telle supériorité de forces, ont une peur si évidente de celui qu'ils vont combattre, comment voulez-vous qu'on n'entrevoie pas pour eux la possibilité d'un grand revers ? — Vous avez raison, répliqua le duc. Aussi va-t-on chercher d'autres sûretés que celle-là. — Où prétendez-vous en trouver ? — Il y a déjà des mesures prises ; on ira au-devant de la chance qu'il faut, en effet, redouter. » Alors il m'expliqua qu'un certain nombre d'individus déterminés et conduits par un vigoureux b... se revêtiraient des uniformes des chasseurs de la garde qu'on avait dans les magasins de l'Ecole-Militaire, et que, soit avant, soit pendant l'action, ils s'approcheraient de Napoléon à l'aide de ce déguisement et en délivreraient la France. »

Malheureusement le visage de Pasquier prit, à ces mots, une expression d'indignation telle que la confiance s'arrêta, et c'est grand dommage. Mais ce qui a été dit est suffisamment clair, bien que Pasquier se refuse à en dégager tout le sens. Dalberg et Talleyrand étaient les deux doigts de la main et, ce que l'un a su, l'autre n'a pu l'ignorer, quoiqu'il eût l'habitude d'ignorer tout ce qui n'était pas à son honneur. Pasquier fit son devoir, avertit Maret d'inviter l'empereur à se bien garder. La défection du corps de Marmont rendit l'avertissement inutile, mais il y avait eu un moment où il avait été jugé fort opportun. Si Talleyrand n'a pas inspiré le projet d'assassiner l'empereur, il s'est, au moins, résigné d'assez bonne grâce à le laisser s'accomplir.

Victor Cousin définissait le jugement de Pasquier, « un jugement qui s'applique aux choses avec calme, étendue, lucidité ». L'hommage rendu à l'homme d'Etat convient admirablement à l'historien : c'est l'assemblage de ces qualités qui fait la très rare originalité de son œuvre et nous rend impatients d'en posséder la suite.

Ernest BERTIN.

Traité du droit international public européen et américain,
par P. Pradier-Fodéré, tome 6^r. Paris, 1894, librairie Pedone-Lauriel.

Nous avons parlé à différentes reprises du grand ouvrage entrepris par M. Pradier-Fodéré, et poursuivi par lui avec une régularité qui témoigne d'un labeur obstiné et singulièrement méritoire. Ce traité, une fois achevé, constituera l'encyclopédie la plus complète que nous ayons sur le droit international public, soit pour les diverses théories proposées, soit pour les faits et le droit conventionnel. Avec une table détaillée, les hommes de science, comme les diplomates, disposeront d'un véritable trésor qui facilitera singulièrement leurs études personnelles ou la solution des questions litigieuses. Ils seront également reconnaissants à l'éminent auteur de les avoir fait profiter de ses patientes études.

Le volume qui vient de paraître et qui est le sixième de l'ouvrage, comprend près de 1200 pages. Il est consacré à deux grandes matières : 1^o *Considérations sur les moyens de résoudre les différends entre les Etats*; 2^o *la guerre continentale*, la déclaration de la guerre et les hostilités. Nous ne croyons pas qu'on ait encore étudié d'une manière aussi approfondie ces questions d'un si grand intérêt. Nous y avons trouvé maintes choses utiles et nous ne pouvons que remercier le savant auteur du secours qu'il nous a fourni pour notre enseignement. Si nous osions formuler un vœu, c'est que les chapitres fussent un peu moins longs, les divisions plus fréquentes; il nous semble qu'ainsi les recherches seraient plus faciles. Nous pensons qu'avec les développements pris par l'ouvrage, deux volumes seront nécessaires pour l'achever. Nous souhaitons que M. Pradier-Fodéré puisse nous les donner sans trop tarder; il pourra dire qu'il a doté la science et la diplomatie françaises d'un instrument de travail dont elles doivent lui être reconnaissantes.

L. R.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.



ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — RUSSIE

Convention commerciale.

17 juin 1893.

Le Président de la République française et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre les deux Pays, ont décidé de conclure une Convention spéciale à cet effet, en ce qui concerne certains articles des Tarifs douaniers respectifs, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

Louis-Gustave Lannes, Comte de Montebello, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. Serge Witte, Son Conseiller privé et Ministre des Finances, et M. Nicolas Chichkine, Son Conseiller privé et Adjoint du Ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Indépendamment des avantages assurés en France à tous les produits russes par le traité signé le 1^{er} avril 1874 entre les deux Pays, les huiles minérales russes spécifiées ci-dessous et importées directement de Russie bénéficieront de l'application du Tarif minimum, à savoir :

A. — Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage :

1^o Huiles brutes, 9 francs les 100 kilogrammes ;

2^o Huiles raffinées et essences, 10 francs l'hectolitre ;

B. — Huiles lourdes et résidus de pétroles et d'autres huiles minérales, 9 francs les 100 kilogrammes.

Art. 2. — Indépendamment des avantages assurés en Russie à tous les produits français par le traité signé le 1^{er} avril 1874 entre les deux Pays, les produits français énumérés ci dessous et munis de certificats d'origine, bénéficieront des réductions de droits suivantes (Tarif des douanes russe du 11 juin 1891) :

§ 13. — Pâtés, condiments divers tels que moutarde préparée, soya, pickles, câpres, olives vertes et noires, légumes, fruits et autres aliments de toute espèce à l'huile, au vinaigre ou autrement préparés (en conserves), importés en récipients de verre, de terre cuite, de fer-blanc ou autres hermétiquement fermés, hormis ceux spécialement dénommés : par poud brut, cinq roubles or : *réduction*, 15 0/0.

REMARQUE. — Les câpres, olives vertes, olives noires, concombres et autres légumes préparés au vinaigre, importés dans toute espèce de récipients, les extraits de viande, acquittent les droits d'après ce paragraphe.

§ 24. Alinéa 1^{er}. — Bonbons, confitures, sirops de sucre avec mélanges améliorants : sirops de fruits et de baies, pâte de fruit (pastila), gelée, poudres et pastilles de fruits avec sucre, fruits au rhum, en liqueurs, au cognac, en sirop et en jus ; lait concentré et autres substances alimentaires au sucre, chocolat avec ou sans sucre, cacao broyé avec sucre ; par poud brut, neuf roubles soixante or : *réduction*, 15 0/0.

§ 27. — Arack, rhum, eau-de-vie de France (de raisins), cognac, eau-de-vie de prunes (slivovitza), kirsch, gin, whisky, alcool de grains et eau-de-vie de grains, sans mélanges améliorants :

1^o Importés en futailles et barils, par poud brut, douze roubles or : *réduction*, 10 0/0 ;

2^o Importés en bouteilles, ainsi que liqueurs et infusions spiritueuses avec ou sans sucre, importées en récipients de toute sorte, par bouteille (1/20 de védro), un rouble or : *réduction*, 15 0/0.

§ 28. — Vins de raisins et de baies :

2^o Non mousseux, en bouteilles, par bouteille (1/20 de védro) quarante-cinq copecks or : *réduction*, 15 0/0 ;

3^o Mousseux de toute espèce, la bouteille, un rouble quarante or : *réduction*, 15 0/0.

§ 32. — Eaux minérales, naturelles ou artificielles, la cruche ou la bouteille, quatre copecks or : *réduction*, 10 0/0.

§ 35. — Fromage, par poud, six roubles or : *réduction*, 10 0/0.

REMARQUE. — Les fromages importés dans des enveloppes de plomb ou de fer-blanc acquittent les droits conjointement avec le poids de ces enveloppes.

§ 37. — Poissons :

2^o Mariné, à l'huile au farci de toute espèce ; caviar, par poud brut, cinq roubles or : *réduction*, 15 0/0.

§ 55. — Peaux préparées :

2^o Maroquin, peau glacée, chevreau, chagrin, peaux de tous genres avec ornements pressés, peaux laquées, petites, par poud, quinze roubles or : *réduction*, 15 0/0 ;

4^o Peaux laquées, grandes, par poud, huit roubles cinquante or : *réduction*, 15 0/0.

§ 57. Ex-alinéa 2. — Chaussures pour dames, en chevreau, achevées ou non achevées, par livre, deux roubles or : *réduction*, 15 0/0.

Ex-alinéa 3. — Gants en peau de toute espèce, par livre, trois roubles or : *réduction*, 15 0/0.

§ 61. Ex-alinéa 3. — Cadres et baguettes, par poud, six roubles or : *réduction*, 25 0/0.

§ 65. Ex-alinéa 4. — Ciments de toutes dénominations (de Portland, artificiel ou naturel, romain, mélangé de scories et autres), par poud, dix copecks or : *réduction*, 10 0/0.

§ 75. — Ouvrages en faïence :

2^o Avec dessins bords, bordures d'une seule couleur ; ouvrages en faïence non coloriés en pâte ; le poud, un rouble quarante or : *réduction*, 10 0/0.

§ 76. Ex-alinéa 1^{er}. — Majoliques de toute espèce, même avec moulures, par poud, cinq roubles trente or : *réduction*, 25 0/0.

§ 112. — Produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés, par poud brut, deux roubles quarante or : *réduction*, 25 0/0.

REMARQUE. — L'acide carbonique à l'état liquide et les autres esprits réduits à l'état de liquides, en bouteilles métalliques, acquittent les droits d'après le § 112 ; 80 0 0 du poids total sont taxés d'après la matière dont sont faites les bouteilles.

§ 113. — Médicaments composés (préparés) dont l'importation est autorisée d'après des listes spéciales, par poud brut, vingt roubles or : *réduction*, 20 0 0.

REMARQUE. — Ces listes sont dressées par le Conseil médical près le Ministère de l'Intérieur, d'accord avec le Ministère des Finances.

§ 117. Alinéa 1^{er}. — Huiles grasses (huile d'olive, de laurier, de coton et autres semblables), hormis celles spécialement dénommées : huile cuite siccative (olifa), par poud deux roubles vingt or : *réduction*, 10 0/0.

§ 118. — Eaux aromatiques, sans addition d'alcool, telles que : eau de laurier-cerise, de menthe, de fleurs d'oranger, de rose et autres semblables, par poud cinq roubles trente or : *réduction*, 10 0/0.

§ 119. — Cosmétiques :

1^o Eaux de senteur alcooliques (eau de Cologne et autres), vinaigre de toilette, fard blanc et rouge, compositions pour la teinture des cheveux, pastilles odorantes à brûler, cosmétiques de toute espèce non spécialement dénommés, conjointement avec le poids des flacons, vases, boîtes ou autres enveloppes : par poud seize roubles or : *réduction*, 15 0/0.

2^o Parfums, sauf les eaux de senteur dénommées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, ainsi que la pommade, par poud brut trente cinq roubles or : *réduction*, 15 0/0.

§ 147. — Zinc :

1^o En saumons et débris, par poud cinquante copecks or : *réduction*, 10 0/0 ;

2^o En feuilles même planées et polies, par poud un rouble or : *réduction*, 10 0/0.

REMARQUE. — Les feuilles recouvertes de nickel ou d'autres métaux communs acquittent 30 0 0 en sus des droits fixés à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

§ 149. — Ouvrages en cuivre, alliages de cuivre et autres métaux non précieux et leurs alliages dénommés au § 143 :

2° Avec ornements en reliefs ou gravés (hormis les ornements pressés); garnis ou non garnis, recouverts ou non recouverts de patine, montés ou non montés, par poud seize roubles or : *réduction*, 10 0/0.

§ 150. — Fonte de fer ouvrée :

1° Pièces en fonte sans retouches, par poud soixante-quinze copecks or : *réduction*, 10 0/0.

3° Ouvrages en fonte retouchés, limés, polis, taillés, peints, bronzés, étamés, recouverts de vernis, d'émail (hormis la vaisselle), de zinc ou d'autres métaux communs, même avec parties de bois, de cuivre ou d'alliages de cuivre, par poud un rouble soixante-dix or : *réduction*, 10 0/0.

REMARQUE. — L'alinéa 3 du présent paragraphe s'applique à tous les ouvrages en fonte forgée, non retouchés, aussi bien qu'à ceux retouchés, s'ils pèsent plus de cinq livres la pièce; les ouvrages en fonte forgée retouchés pesant cinq livres et moins par pièce acquittent les droits d'après l'alinéa 2 du § 153.

§ 153. — Ouvrages en fer et en acier, hormis ceux spécialement dénommés, façonnés, tournés, polis, taillés, bronzés ou ayant subi quelque autre façon, avec ou sans parties en bois, cuivre ou alliages de cuivre, pesant par pièces :

1° Plus de cinq livres, par poud : un rouble soixante-dix or : *réduction*, 10 0/0;

2° Cinq livres et moins, par poud deux roubles soixante dix or : *réduction*, 10 0/0.

§ 156. — Ouvrages en fil d'archal :

1° En fil de fer et d'acier.

Subdivision b. — Rubans de cardes et cardes de tout genre, par poud quatre roubles quarante or : *réduction*, 20 0/0.

3° Clous en fil d'archal, clous de cordonnier, clous de tapissier dits *semences*, clous à ferrer, clous en fonte forgée, rivets, goupilles et chevilles pour pianos, par poud deux roubles soixante-dix or : *réduction*, 10 0/0.

§ 160. — Faux et faucilles, hache paille et serpes, ciseaux à tondre les moutons, bèches, pelles, rateaux, houes et fourches, par poud un rouble quarante or : *réduction*, 15 0/0.

§ 161. — Outils pour arts, métiers, fabriques et usines, par poud un rouble quarante or : *réduction*, 15 0/0.

§ 167. — Machines, appareils et leurs modèles, complets ou non complets, montés ou non montés :

2° Gazomètres, compteurs à eau, moteurs à gaz, à air chaud, à pétrole, machines magneto, machines à coudre et à tricoter; locomobiles (hormis ceux dénommés à l'alinéa 5), tenders, pompes à incendie (hormis celles dénommées à l'alinéa 5); machines de toute espèce, non spécialement dénommées, en fonte, fer, acier avec ou sans parties en autres métaux, par poud un rouble soixante-dix or : *réduction*, 10 0/0.

4° Machines et appareils agricoles, non pourvus de moteurs à vapeur et non spécialement dénommés, ainsi que leurs modèles, par poud soixante-dix copecks or : *réduction*, 25 0/0.

§ 169. — Instruments et appareils de mathématiques, de dessin linéaire, de physique, de chimie et de chirurgie (y compris les banda-

ges), appareils et accessoires télégraphiques, téléphoniques, photographiques, appareils pour l'éclairage électrique, manomètres, indicateurs, anémomètres, hydromètres, compteurs, sphères géographiques, verres à lunettes, à lorgnettes, verres ardents, loupes, verres d'optique de toute espèce et prismes sans monture, par poud huit roubles or : *réduction*, 15 0/0.

REMARQUE 1. — Ustensiles pour les travaux de laboratoire, ceux employés en médecine et dans les pharmacies, en argile, en grès, verre, porcelaine, etc., acquittent les droits d'entrée d'après les paragraphes correspondants du tarif, selon la matière dont ils sont faits.

REMARQUE 2. — Acquittent de même les droits d'entrée, d'après les paragraphes correspondants du tarif, les parties de rechange des éléments électriques, des batteries et autres appareils importés séparément qui s'anéantissent par l'usage et qu'il faut remplacer, telles que plaques de zinc, de cuivre et autres pour éléments, charbons de cornue pour piles, pour lampes et lanternes.

§ 172. — Instruments de musique : 2° pianinos, par pièce, quatre-vingt roubles or : *réduction*, 20 0/0.

4° Instruments de musique de tout genre non spécialement dénommés ; accessoires d'instruments de musique importés séparément, tels que : archets, cordes en boyau ou en soie (les cordes métalliques sont sujettes aux droits du § 155), claviers, martelets (les chevilles pour pianos sont sujettes aux droits du § 156, alinéa 3), métronomes, diapasons, crans, etc., par livre, vingt copecks or : *réduction*, 20 0/0.

REMARQUE. — Les instruments de musique acquittent les droits conjointement avec le poids des boîtes et des étuis qui leur sont propres.

§ 177 :

6° Papier à écrire pour ouvrages de typographie, de lithographie, de reliure et de confiserie avec ornements tels que : dorure, argenture, bronzage, impressions, découpures en dentelles, dessins, appliques, bordures, armoiries, chiffres, images, etc. ; papier à cigarettes, papier fin à envelopper dit *de Chine* ; papier colorié sur un côté ou sur les deux côtés (mais non colorié en pâte), ouvrages en papier, enveloppes, abat-jour, fleurs artificielles en papier et autres, par poud dix roubles soixante or : *réduction*, 10 0/0.

§ 199 :

Etouffes tissées et tricotées non spécialement dénommées, en laine ou en poil de chèvre, unies, chinées, avec ou sans mélange de coton :

b) En tissu de laine peignée ou avec mélange de ce tissu, par livre un rouble cinquante or : *réduction*, 20 0/0.

§ 205 :

1. Ouvrages tricotés, même avec traces de couture.

b) En demi-soie, par livre trois roubles or : *réduction*, 10 0/0.

c) De toute autre espèce, par livre un rouble or : *réduction*, 20 0/0.

2. Cordons et tresses de pas-ementerie et de bonneterie, agréments, franges, glands, garnitures et autres ouvrages tressés :

a) En soie et demi-soie, par livre trois roubles or : *réduction*, 10 0/0.

b) De toute autre espèce, par livre un rouble or : *réduction*, 20 0/0.

REMARQUE. — Les ouvrages dénommés aux alinéas 1, c, et 2, b, avec mélange de soie et de clinquant (or ou argent faux), en guise d'orne-

ments, acquittent 30 0 0 en sus des droits d'entrée fixés par lesdits alinéas.

§ 207 :

1^o Dentelles de toutes sortes faites à la main, dentelles de soie faites à la machine (blondes), broderies et entre-deux de soie, par livre, sept roubles cinquante or : *réduction*, 10 0 0.

§ 209 :

1^o Chapeaux et autres coiffures de tout genre pour dames, garnis de rubans, de fleurs, de plumes, etc., par livre dix-huit roubles or : *réduction*, 15 0 0.

§ 210. Ex-alinéa 1^{er} :

1^o Chapeaux en poil, demi-poil et feutre, achevés ou préparés, par pièce, un rouble vingt or : *réduction*, 25 0 0.

§ 213 :

Plumes apprêtées d'autruche, de marabout, d'oiseaux de paradis et autres semblables, plumages et tissus en plumes pour garnitures de vêtements; fleurs artificielles, hormis celles en porcelaine, faïence, papier et cuir; plantes décoratives artificielles avec mélange de matières précieuses, par livre brute huit roubles or : *réduction*, 15 0 0.

REMARQUE 1. — Les plumes et les peaux d'oiseaux rares ou communs garnies de plumes imitant les plumes de prix non apprêtées, ainsi que les parties détachées de tout genre de fleurs artificielles, acquittent un droit d'entrée de quatre roubles en or par livre : *réduction*, 15 0 0.

§ 215 :

Articles de mercerie et de toilette non spécialement dénommés, montés ou non montés, jouets d'enfants :

1^o Mercerie fine contenant des matières de prix telles que soie, aluminium, nacre, corail, écaille, ivoire, émail, ambre et autres matières précieuses, métaux dorés ou argentés et compositions métalliques, ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés, en nacre, écaille, ivoire et ambre, par livre deux roubles or : *réduction*, 10 0 0;

2^o Mercerie commune avec parties, montures ou ornements en métaux non précieux et alliages métalliques (non dorés et non argentés), en corne, os, bois, porcelaine, pierres gemmes, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et autres matières de bas prix; ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés, en corne, os, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et cire, par livre cinquante copecks or : *réduction*, 20 0 0.

REMARQUE 3. — Les étuis des objets auxquels s'applique le présent paragraphe acquittent les droits selon les matières dont ils sont confectionnés.

Un Arrangement ultérieur déterminera pour chaque paragraphe, en francs et en roubles, la quotité correspondante des droits spécifiques réduits sur la base indiquée ci-dessus.

Au cas où le Gouvernement impérial serait amené à promulguer un double tarif douanier, le bénéfice de l'application du tarif le plus réduit sera de plein droit attribué aux produits d'origine française.

Art. 3. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, le (19 juin) 1^{er} juillet 1893 : elle entrera en vigueur le (30 juin) 12 juillet de la même année et demeu-

rera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint Pétersbourg, le (cinq) dix-sept juin de l'an de grâce mil huit cent quatre vingt-treize.

Signé : MONTEBELLO.
SERGE WITTE.
N. CHICKINE.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 17 juin 1893.

Je viens de procéder, avec le Ministre des Finances et M. Chichkine, comme adjoint du Ministre des Affaires étrangères, à la signature de la Convention commerciale entre la France et la Russie. J'expédie tout à l'heure le courrier qui vous remettra avec le texte de la Convention revêtue des signatures la copie des déclarations échangées au moment de la signature de l'acte principal. Les questions relatives aux marques de fabrique, aux tares et au cabotage feront l'objet d'un échange de lettres.

Les ratifications devront être échangées, le 1^{er} juillet, à Saint-Pétersbourg.

MONTEBELLO.

ANNEXES A LA LETTRE DE SAINT-PÉTERSBOURG DU 17 JUIN 1893

1^{re} Déclaration.

Les produits de pétrole russes, de quelque partie de l'Empire qu'ils proviennent, ayant séjourné en entrepôt, seulement en Russie, ne seront pas passibles de la surtaxe dite d'entrepôt.

2^e Déclaration.

Le Gouvernement français s'engage à insérer dans la loi sur les pétroles une clause portant interdiction d'importer ou de vendre des huiles minérales raffinées, autres que les essences, qui mettraient, à une température inférieure à celle de 35 degrés du thermomètre centigrade, des vapeurs susceptibles de prendre feu au contact d'une allumette enflammée. Il sera, cependant, admis une tolérance de 2 degrés au-dessous de 35.

3^e Déclaration.

Le Gouvernement français s'engage à demander au Parlement le vote de dispositions établissant qu'aucun droit d'octroi frappant les huiles minérales ou végétales ne pourra être créé à l'avenir dans les villes où ce droit n'existe pas, ni relevé dans les villes où il existe.

Dans les villes où ces tarifs existent, à partir du jour de leur expiration, le droit perçu sur les huiles minérales et végétales ne pourra être supérieur à 50 0/0 du droit perçu par le Trésor, décime compris.

4^e Déclaration.

A partir de l'entrée en vigueur de la Convention commerciale et à titre de réciprocité, les certificats d'origine concernant les produits français seront déli-

vrés gratuitement dans les Chancelleries diplomatiques ou consulaires de Russie.

Le visa et la légalisation desdits certificats seront également gratuits.

FRANCE — SIAM

Traité et Convention.

3 octobre 1893 (1).

I. — TRAITÉ

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Siam, voulant mettre un terme aux contestations survenues dans ces derniers temps entre les deux Etats (2) et consolider les relations d'amitié qui existent depuis des siècles entre la France et le Siam, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Le Président de la République française,

M. Charles-Marie Le Myre de Vilers, Grand Officier de la Légion d'Honneur et de l'Eléphant Blanc, Ministre Plénipotentiaire de 1^{re} classe, député ;

Et Sa Majesté le Roi de Siam,

Son Altesse royale le Prince Devawongse Taraprakar, Chevalier de l'ordre de Maha Chakrkri, Grand Officier de la Légion d'Honneur, etc., Ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement siamois renonce à toute prétention sur l'ensemble des territoires de la rive gauche du Mékong et sur les îles du fleuve.

Art. 2. — Le Gouvernement siamois s'interdit d'entretenir ou de faire circuler des embarcations ou des bâtiments armés sur les eaux du Grand-Lac, du Mékong et de leurs affluents situés dans les limites visées à l'article suivant.

Art. 3. — Le Gouvernement siamois ne construira aucun poste fortifié ou établissement militaire dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap et dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong.

Art. 4. — Dans les zones visées par l'art. 3, la police sera exercée, selon l'usage, par les autorités locales avec les contingents strictement nécessaires. Il n'y sera entretenu aucune force armée régulière ou irrégulière.

Art. 5. — Le Gouvernement siamois s'engage à ouvrir, dans un délai de six mois, des négociations avec le Gouvernement français en vue du règlement du régime douanier et commercial des territoires visés à l'art. 3 de la revision du traité de 1856. Jusqu'à la conclusion de cet accord, il ne sera pas établi de droit de douane dans la zone visée à

(1) Les ratifications ont été échangées.

(2) V. les documents publiés plus haut, p. 27.

l'art. 3. La réciprocité continuera à être accordée par le Gouvernement français aux produits de ladite zone.

Art. 6. — Le développement de la navigation du Mékong pouvant rendre nécessaires sur la rive droite certains travaux ou l'établissement de relais de batellerie et de dépôts de bois et de charbon, le Gouvernement siamois s'engage à donner, sur la demande du Gouvernement français, toutes les facilités nécessaires à cet effet.

Art. 7. — Les citoyens, sujets ou ressortissants français pourront librement circuler et commercer dans les territoires visés à l'art. 3, munis d'une passe délivrée par les autorités françaises. La réciprocité sera accordée aux habitants desdites zones.

Art. 8. — Le Gouvernement français se réserve d'établir des consuls où il le jugera convenable dans l'intérêt de ses ressortissants, et notamment à Korat et Muang-Nan.

Art. 9. — En cas de difficultés d'interprétation, le texte français fera seul foi.

Art. 10. — Le présent traité devra être ratifié dans un délai de quatre mois à partir du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs susnommés ont signé le présent traité en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait au palais de Tallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1893.

(L. S.) LE MYRE DE VILERS,

— DEVAWONGSE TARAPRAKAR.

II. — CONVENTION

Les Plénipotentiaires ont arrêté, dans la présente Convention, les différentes mesures et les dispositions qu'entraîne l'exécution du traité de paix signé en ce jour et de l'ultimatum accepté le 5 août dernier (1).

Article premier. — Les derniers postes militaires siamois de la rive gauche du Mékong devront être évacués dans le délai maximum d'un mois à partir du 5 septembre.

Art. 2. — Toutes les fortifications de la zone visée à l'art. 3 du traité en date de ce jour devront être rasées.

Art. 3. — Les auteurs des attentats de Tong Kieng-Kham et de Kamoun seront jugés par les autorités siamoises ; un représentant de la France assistera au jugement et veillera à l'exécution des peines prononcées. Le Gouvernement français se réserve le droit d'apprécier si les condamnations sont suffisantes et, le cas échéant, de réclamer un nouveau jugement devant un tribunal mixte dont il fixera la composition.

Art. 4. — Le Gouvernement siamois devra remettre à la disposition du Ministre de France à Bangkok ou aux autorités françaises de la frontière tous les sujets français, annamites, laotiens de la rive gauche et les Cambodgiens détenus à un titre quelconque ; il ne mettra aucun obstacle au retour sur la rive gauche des anciens habitants de cette région.

Art. 5. — Le Bam-Bien de Tong-Kieng-Kham et sa suite seront amenés par un délégué du Ministre des Affaires étrangères à la légation de

(1) Archives, 1893, III, p. 79-81.

France, ainsi que les armes et le pavillon français saisis par les autorités siamoises.

Art. 6. — Le Gouvernement français continuera à occuper Chantaboun jusqu'à l'exécution des stipulations de la présente Convention, et notamment jusqu'à complète évacuation et pacification tant de la rive gauche que des zones visées à l'art. 3 du présent traité en date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait double, palais de Tallabha, à Bangkok, 3 octobre 1893.

(L. S.) LE MYRE DE VILERS.

— DEVAWONGSE TARAPRAKAR.

Exposé des motifs.

Messieurs, les circonstances dans lesquelles s'est produit, au cours de l'année dernière, notre conflit avec le Siam sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'entrer à cet égard dans de longs développements (1).

Ainsi que l'indiquaient les déclarations portées à la tribune de la Chambre des Députés dans la séance du 18 juillet 1893, le Gouvernement de la République, en présence du retard apporté par la Cour de Bangkok, malgré les démarches réitérées de notre représentant au Siam, à retirer les postes siamois établis sur la rive gauche du Mékong, au mépris des droits du Cambodge et de l'Annam, et à fournir les satisfactions d'ordres divers que nous étions dans la nécessité de réclamer, avait décidé d'envoyer à Bangkok, en mission spéciale, M. Le Myre de Vilers, à l'effet de hâter le règlement amiable des questions pendantes.

Sur ces entrefaites, survenait l'incident de Paknam, à la suite duquel une demande de réparation immédiate fut adressée au Gouvernement siamois. Les conditions formulées dans l'ultimatum du 20 juillet et dans une note du 30 du même mois ayant été acceptées sans réserve, M. Le Myre de Vilers se rendit à Bangkok pour y procéder à la conclusion d'un accord définitif. Les négociations, commencées le 2 août, ont abouti à la signature du traité du 3 octobre, dont les dispositions sont complétées par une convention annexe en date du même jour.

Ces arrangements, établis sur les bases acceptées en principe par le Gouvernement siamois à la suite de l'ultimatum du 20 juillet et de la note complémentaire, sanctionnent les réparations qui nous étaient dues et consacrent la reconnaissance des droits que nous étions fondés à revendiquer dans le bassin du Mékong.

Un des articles du traité prévoit l'ouverture de négociations ultérieures, en vue de la détermination du régime douanier et commercial applicable sur la rive droite du fleuve, ainsi que dans le bassin du Grand-Lac, et de la revision du traité de 1836.

Le Gouvernement ne croit pas avoir besoin d'insister sur la valeur de cet accord, qui assure à nos établissements dans la péninsule indo-chinoise de nouveaux éléments de prospérité et de sécurité, et il soumet avec confiance à votre approbation le projet de loi.

(1) V. les documents diplomatiques, plus haut, p. 27 et suiv.

FRANCE — PAYS-BAS

Déclaration relative à la remise des correspondances par exprès.

17 janvier 1894 (1).

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ayant jugé utile de modifier, dans leurs relations postales, la taxe spéciale fixée par le deuxième alinéa de l'art. 13 de la convention de l'union postale universelle, signée à Vienne le 4 juillet 1891 (2), les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — Par dérogation au deuxième alinéa de l'art. 13 de la convention de l'union postale universelle, en date du 4 juillet 1891, la taxe spéciale de remise à domicile des envois qualifiés « exprès » est fixée à 50 centimes pour les expéditions de France sur les Pays-Bas ; cette taxe reste fixée à 30 centimes en ce qui concerne les envois effectués des Pays-Bas en France ; elle demeurera, dans les deux cas, acquise à l'administration du pays d'origine.

Sont applicables aux envois dont il s'agit toutes les autres dispositions dudit art. 13.

En foi de quoi, les soussignés, M. Louis Legrand, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République française à la Haye, et M. Van Tienhoven, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur à la date dont conviendront les administrations postales des deux Pays, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 17 janvier 1894.

Signé : L. LEGRAND.
— VAN TIENHOVEN.

(1) *Journal officiel* du 3 février 1894.

(2) V. *Archives*, 1892, III, p. 5.



DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES D'ÉGYPTE

(Suite) (1).

XII

APPLICATION DES RÈGLEMENTS DE POLICE AUX EUROPÉENS 1891

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 mai 1891.

Lors de la dernière prorogation du régime de la réforme en Egypte pour une période de cinq ans, la France a concédé, avec les autres Puissances, certaines attributions législatives à la Cour mixte d'Alexandrie, en matière de simple police. Cette innovation était stipulée dans l'annexe D de la circulaire khédiviale du 9 octobre 1888.

Aux termes de cette concession, les règlements concernant certaines mesures d'administration locale ou de sûreté publique sont applicables aux étrangers à la condition que « les peines y édictées ne soient pas « supérieures à celles de simple police et que la Cour reconnaisse en « assemblée générale qu'ils sont communs à tous les habitants du territoire et qu'ils ne contiennent enfin aucune disposition contraire au texte « des traités et conventions ».

En conformité de cet accord, plusieurs règlements ont été soumis à l'approbation de la Cour dès l'ouverture de la session ; un décret rendant obligatoire, sous peine d'amende et même d'emprisonnement pour les chefs de famille, la vaccination des nouveau-nés a, notamment, été accepté. Un autre règlement concernant les établissements incommodes, insalubres ou dangereux, impliquant, outre le droit de visite par les autorités locales, la perception de taxes et subordonnant à l'autorisation préalable du Gouvernement l'installation de toute chaudière ou machine à vapeur, vient d'être présenté à la Cour et il y a tout lieu de croire qu'il sera adopté avec de légères modifications.

L'attention du Département a déjà été attirée, il y a quelque temps, par mon prédécesseur, sur les inconvénients que présentent ces deux règlements. Le premier, relatif à la vaccine, est attentatoire à la liberté individuelle, car il s'agit en fait d'obliger, même au moyen de la contrainte par corps, un chef de famille à faire vacciner ses enfants, alors que les autorités médicales ne sont pas d'accord sur l'innocuité de cette mesure préventive. On peut donc le considérer à juste titre comme en opposition avec les Capi-

(1) V. *Archives*, 1893, IV, 17-126, 257-316 ; 1894, I, 49-102.

tulations, qui garantissent la plus grande liberté personnelle aux étrangers assurés, on le sait, en pays d'Orient, de l'exterritorialité complète. Il en est de même du second règlement au double point de vue de l'inviolabilité du domicile et de la liberté du commerce, telle au moins qu'elle a été comprise et interprétée jusqu'ici en Egypte : 1° en raison du droit de visite ; 2° à cause de la taxe réclamée, et 3° par suite de l'assujettissement à une permission pour l'installation d'une chaudière ou d'une machine à vapeur, c'est-à-dire pour l'ouverture de tout établissement industriel.

Depuis lors, la Cour a été saisie de plusieurs autres projets de règlements concernant l'état civil, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, la vente des substances vénéneuses, etc. J'ai eu soin de faire savoir aux Conseillers français de la Cour d'appel d'Alexandrie que ces règlements portent atteinte aux privilèges concédés aux étrangers en Egypte. MM. Bilet et de Sigoyer ont reconnu les dangers de cet état de choses, et leurs efforts tendront à ce que le droit de visite visé plus haut ne puisse être exercé qu'avec l'assistance d'un délégué des tribunaux mixtes, ce qui constitue une garantie suffisante et sauvegarde les principes.

Mais ces magistrats ne se dissimulent pas qu'il leur serait difficile d'obtenir davantage.

Dans ces conditions, il serait loisible au Gouvernement khédivial, sous forme de règlements d'ordre intérieur et en combinant les pénalités de façon à ne pas dépasser les limites de l'annexe D précitée, de supprimer progressivement les immunités qui ont jusqu'à présent protégé le commerce étranger et les résidents européens dans cette partie de l'Orient.

Les Consuls généraux d'Italie et d'Autriche-Hongrie au Caire se sont, de leur côté, montrés inquiets de cet état de choses et en ont référé à leurs Gouvernements respectifs. Tous deux ont reçu pour instruction de s'employer à obtenir des atténuations au règlement de la vaccination, surtout en ce qui concerne les voies de répression. Mais on ne saurait se faire d'illusions sur les difficultés qui seront opposées par les autorités locales. Fortes, en effet, des dispositions de l'annexe D, elles se refuseront à modifier un décret devenu applicable aux étrangers, grâce à la sanction de la Cour.

Quoi qu'il en soit, j'estime qu'il est de la plus haute importance de mettre un terme à l'application des pouvoirs conférés à la Cour par l'annexe D, tels que les comprend le Gouvernement égyptien et qui ne tendraient à rien moins qu'à l'abolition des Capitulations.

Je serai très reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me fournir ses directions à cet égard.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 juin 1891.

Le *Journal officiel* vient de promulguer les règlements de police acceptés par la Cour. Ces règlements sont exécutoires dans un délai de trois mois, sauf un, relatif aux établissements publics, applicable dans un mois.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 juin 1891.

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli le texte des règlements approuvés par la Cour mixte et dont j'ai annoncé la promulgation au Département par mon télégramme du 16 de ce mois.

Les colonies européennes sont tellement émuës de ces innovations qu'il ne serait pas étonnant que, dans l'application, le Gouvernement égyptien rencontrât de sérieuses difficultés.

Vous connaissez, d'autre part, les inconvénients qui résulteraient, au point de vue des principes, de la mise en vigueur de ces mêmes règlements.

Je vous serai très reconnaissant, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me donner vos instructions à ce sujet.

REVERSEAUX.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 JUIN 1891.

Décret concernant l'Etat civil.

Nous, Khedive d'Egypte,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 1^{er} juin 1891 ;

Vu les articles 46, 47 et 54 du Code pénal mixte, 44, 45 et 48 du Code pénal indigène,

Décrétons :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Les naissances et les décès en Egypte et dans ses dépendances seront déclarés et inscrits dans les registres à ce destinés.

Art. 2. — Ces registres seront déposés dans les villes aux bureaux sanitaires, dans les villages, chez les sarrafs sous la surveillance des cheikhs.

Toutefois, dans les ezbehs, kafrs, abadiehs, campements et tribus dont la population est inférieure à trois cents âmes et qui ne seront pas pourvus de registres, les déclarations seront reçues dans les villes ou villages dont ils dépendent.

Art. 3. — Les cheikhs, dans les villages, feront opérer par les sarrafs l'inscription des naissances et décès sur le registre déposé chez eux.

Art. 4. — Les registres d'inscription seront cotés par première et dernière et cachetés sur chaque feuille par le sceau du gouvernorat ou de la moudirieh.

Art. 5. — Les inscriptions ne pourront comprendre que les énonciations prescrites par le présent décret.

Art. 6. — Les témoins comparants devront être majeurs et du sexe masculin.

Art. 7. — Les inscriptions se feront sans délai.

L'acte d'inscription sera lu séance tenante aux comparants, déclarants et témoins, qui le signeront ou y apposeront leur cachet immédiatement.

Art. 8. — Les inscriptions ne devront contenir aucun blanc, ni aucune abréviation.

Les ratures ou renvois seront approuvés par tous les signataires de l'acte.

Aucune date ne pourra être mise en chiffres.

Art. 9. — L'acte d'inscription sera dressé en double original. Les déclarations et inscriptions sont exemptées de tout droit.

Art. 10. — L'Administration des services sanitaires surveillera la régularité des inscriptions et signalera à qui de droit les infractions constatées.

Il sera délivré aux intéressés eux-mêmes, immédiatement et sans frais, copie certifiée conforme des actes de naissance et de décès.

Toute personne aura droit à une copie certifiée conforme d'un acte quelconque de naissance ou de décès, moyennant une demande sur timbre de P. T. 3 et une taxe de P. T. 6 par copie.

La même condition est imposée aux intéressés eux-mêmes pour toute copie qu'ils demanderont indépendamment de la première.

NAISSANCES

Art. 11. — Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement au dépositaire du registre du lieu où la naissance s'est produite.

Art. 12. — La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ; à défaut, par un parent du sexe masculin, ou par le médecin ou par l'accoucheuse, ou par toute autre personne ayant assisté à l'accouchement, ou même par le cheikh.

Art. 13. — Le déclarant devra être assisté de deux témoins.

Art. 14. — L'acte de naissance énoncera l'heure, le jour et l'année, la ville ou le village où il est dressé, l'heure, le jour et l'année, ainsi que le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui sont donnés, les noms, prénoms, âge, profession et domicile des père et mère ainsi que du déclarant et des témoins.

Mention sera faite de la qualité du déclarant.

Art. 15. — Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né sera tenue de le présenter à l'autorité civile de la localité en même temps que les vêtements qu'il portait et de déclarer les circonstances de temps et de lieu où il aura été trouvé.

De tout quoi procès-verbal détaillé sera dressé sans délai ; cet acte énoncera l'heure, le jour et l'année de la remise de l'enfant à l'autorité, les noms, prénoms, profession, âge et domicile de la personne qui l'a trouvé, si elle ne s'y oppose pas ; l'âge apparent de l'enfant, le lieu, l'heure, le jour et l'année où il a été trouvé, les noms qui lui seront donnés par ladite personne ou, à défaut, par l'autorité, enfin l'autorité civile qui reçoit l'enfant.

Ce procès-verbal sera signé ou cacheté immédiatement par l'autorité qui l'aura dressé et par la personne qui aura trouvé l'enfant, si elle consent à être mentionnée.

Un double de ce procès-verbal sera transmis dans les vingt-quatre heures de sa date à l'autorité dépositaire du registre des naissances, laquelle en effectuera la transcription sans délai au registre.

Une fois les formalités ci-dessus accomplies, la personne qui aura trouvé l'enfant nouveau-né ne pourra le garder si elle ne justifie être de bonne vie et mœurs et posséder les moyens de subvenir aux frais de son entretien.

Art. 16. — Si la naissance a lieu au cours d'un voyage dans l'intérieur de l'Égypte, la déclaration doit être faite, dans les trois jours après l'arrivée, au bureau ou à l'agent sanitaire de la destination.

Si la naissance se produit au cours d'un voyage hors d'Égypte, les parents seront tenus de présenter, au retour dans le lieu de leur résidence, au dépositaire du registre des naissances, l'acte de naissance dressé par les autorités du pays où la naissance a eu lieu ; cet acte sera reproduit immédiatement dans le registre.

Si la naissance se produit en cours de pèlerinage, la déclaration en sera faite à l'agent sanitaire qui accompagne la caravane. Celui-ci délivrera aux parents un certificat qu'ils devront présenter à leur retour au dépositaire du registre du lieu de leur résidence, où l'inscription régulière devra se faire sans délai.

Les contrevenants à cette dernière disposition seront punis comme s'ils avaient omis de faire la déclaration de naissance.

Art. 17. — La reconnaissance d'un enfant naturel sera inscrite dans le registre des naissances, et mention de cette reconnaissance sera faite en marge de l'acte de naissance.

L'acte de reconnaissance contiendra les nom, prénoms, âge, profession et domicile de la personne qui reconnaît l'enfant comme sien, et il sera signé ou cacheté par cette personne ainsi que par l'autorité qui le dresse.

Art. 18. — Après vingt-huit jours révolus à dater de l'accouchement, l'inscription de la naissance ne pourra plus se faire qu'en présence et avec le concours de l'inspecteur sanitaire de la localité et qu'en vertu d'une décision rendue après enquête par l'autorité judiciaire.

DÉCÈS

Art. 19. — Les inhumations ne pourront se faire avant l'expiration du délai de huit heures en été et de dix heures en hiver, et devront être faites avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures à partir de l'heure du décès.

Aucune inhumation ne pourra se faire sans une autorisation délivrée par l'autorité sanitaire, sur papier libre et sans frais.

Art. 20. — Cette autorisation ne sera accordée que contre remise du certificat constatant le décès et sa cause, délivré par un médecin reconnu par l'autorité sanitaire, ou, à défaut, par l'agent sanitaire du lieu.

Art. 21. — La déclaration de décès, accompagnée du certificat mentionné dans l'article 20, doit être faite au bureau ou à l'agent sanitaire du lieu dans les douze heures au plus tard par deux personnes majeures et du sexe masculin, qui seront autant que possible des parents du défunt et, à défaut, des voisins, des cheikhs, des gaffirs ou des membres de la corporation des gens faisant le service des inhumations.

Art. 22. — L'inscription du décès se fera immédiatement sur le registre et en présence des déclarants.

Art. 23. — Cette inscription énoncera l'heure, le jour et l'année de la déclaration, les noms, les prénoms, l'âge, la profession, le domicile des déclarants, ainsi que de la personne décédée, de ses père et mère, le lieu de naissance du défunt, enfin l'heure, le jour, l'année et le lieu du décès.

Art. 24. — Si le décès a lieu dans un hôpital, une prison, un hôtel ou un établissement public quelconque, il incombe au directeur ou propriétaire de faire la déclaration.

Si la mort est survenue pendant un voyage dans l'intérieur de l'Égypte, le décès doit être enregistré au bureau sanitaire le plus proche.

Art. 25. — Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente ou d'autres circonstances qui permettront de la soupçonner, l'inhumation ne pourra avoir lieu qu'après une expertise médico-légale ordonnée par le parquet des tribunaux indigènes, lorsque la victime est de nationalité indigène; s'il s'agit d'un étranger, le permis d'inhumation ne sera délivré qu'après avis donné à l'autorité consulaire, afin que cette autorité puisse prescrire elle-même toutes les vérifications qui lui paraîtraient nécessaires.

Lorsqu'un cadavre sera trouvé sur le sol ou dans l'eau, la personne qui l'aura trouvé doit en aviser l'autorité locale. Il est alors procédé conformément à la disposition qui précède.

Dans le cas où le nom d'un décédé ou son lieu de résidence et d'origine seraient inconnus, un procès-verbal constatant le signalement, les circonstances de la mort et tous autres renseignements utiles sera dressé par l'agent sanitaire qui aura constaté le décès. Ce procès-verbal sera transmis à l'autorité locale.

Les greffiers de juridiction criminelle devront envoyer, dans les vingt-quatre heures de l'exécution à mort, au depositaire du registre des décès du lieu où le condamné aura été exécuté, les renseignements visés par l'article 23.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — Sont passibles d'une amende de 25 à 100 p. e. et d'un emprisonnement de vingt-quatre heures à une semaine les personnes astreintes aux déclarations de naissance et de décès qui auront omis de les faire dans les délais légaux.

La répression s'exercera à l'encontre des personnes susmentionnées dans l'ordre où elles sont désignées aux articles y relatifs.

Les dispositions des articles 332 du Code pénal indigène et 341 du Code pénal mixte seront toujours applicables.

Art. 27. — Aucune rectification ultérieure ne pourra être faite aux actes de naissance et de décès, sans une décision rendue, après enquête et sauf les droits des tiers, par l'autorité judiciaire.

La rectification et l'autorisation seront inscrites au registre des actes qu'elles concernent, et mention en sera faite en marge des actes mêmes.

Art. 28. — Les mesures de simple police prescrites par le présent décret sous les peines y édictées sont seules obligatoires pour les étrangers résidant ou de passage en Egypte.

Les obligations imposées aux personnes désignées aux articles 12 et 21 se borneront, lorsque l'enfant né ou la personne décédée est de nationalité étrangère :

1^o En ce qui concerne les naissances, à remettre à l'Administration des services sanitaires, dans le délai de quinze jours à partir de la naissance, un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance qui aura été dressé devant l'autorité ecclésiastique ou civile dont l'enfant relève quant à son état personnel ;

2^o En ce qui concerne les décès, à observer les formalités prescrites par les articles 19, 20 et 25 pour les inhumations.

Les dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 seront suppléées par la remise, dans les vingt-quatre heures du décès, d'un bulletin contenant un extrait de l'acte de décès qui aura été dressé devant l'autorité dont la personne décédée relevait quant au statut personnel.

Art. 29. — En ce qui concerne la découverte de l'enfant nouveau-né, les personnes de nationalité étrangère doivent remplir les formalités prescrites par l'article 13, sans être toutefois tenues de remettre l'enfant si elles préfèrent s'en charger et si leur autorité consulaire les y a autorisées.

Art. 30. — Les bulletins de déclaration de naissance ou de décès mentionnés à l'article 28 seront conformes à une formule imprimée qui sera délivrée sans frais par le service sanitaire.

Art. 31. — Le présent décret entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Art. 32. — Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Raz-el-Tine, le 9 juin 1891 (2 zilkadé 1308).

Par le Khédive :

MÉHÉMET TREWFIK.

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

MOUSTAPHA FEHMI.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 JUIN 1891.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté.

Le Ministre de l'intérieur,

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 1^{er} juin 1891,

Arrête :

RÈGLEMENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA MEDECINE

Article premier. — Nul ne peut exercer la médecine ou l'une de ses branches s'il n'est muni d'un diplôme délivré par une Faculté reconnue, et s'il n'a obtenu de l'Administration des Services sanitaires l'autorisation d'exercer sa profession.

Cette autorisation est délivrée sur papier timbré de 30 millièmes, après perception de P. E. 200, droits de chancellerie.

Art. 2. — Les personnes qui, sans en avoir obtenu l'autorisation, exercent actuellement la médecine en Egypte devront, dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent règlement, présenter leurs titres à l'Administration des Services sanitaires et relater l'autorisation nécessaire.

Art. 3. — Tout médecin, oculiste, dentiste, sage-femme, vétérinaire muni de l'autorisation d'exercer sa profession en Egypte, devra indiquer à l'autorité sanitaire la localité où il compte se fixer.

Art. 4. — Il est interdit aux barbiers et à tout individu autorisé à exercer la petite chirurgie d'ordonner ou de prescrire aucuns médicaments magistraux, de faire aucune opération chirurgicale autre que la circoncision, la vaccination, pose de ventouses, application de sangsues et pansement chirurgical simple.

Art. 5. — Les sages-femmes ne sont autorisées qu'à pratiquer les simples accouchements. Elles ne peuvent délivrer des ordonnances, sauf pour les herbes ordinaires et les purgatifs légers et inoffensifs.

Art. 6. — Tous les médecins exerçant en Egypte sont tenus de dénoncer à l'autorité sanitaire, sur la formule imprimée que la poste délivre gratis, les cas de maladies contagieuses qu'ils auront constatés et qui seraient de nature à engendrer une épidémie.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 7. — Toute contravention quelconque au présent règlement sera punie des peines de simple police, sans préjudice de toutes autres poursuites auxquelles elle peut donner lieu.

Art. 8. — La liste officielle des médecins, oculistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires, etc., sera publiée annuellement par les soins de l'autorité sanitaire.

Art. 9. — Le présent règlement entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Fait au Caire, le 13 juin 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 JUIN 1891.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté.

Le Ministre de l'intérieur,

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 1^{er} juin 1891,

Arrête :

RÈGLEMENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA PHARMACIE CIVILE

Article premier. — Nul ne peut exercer en Egypte la profession de pharmacien, avoir une officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament, s'il n'est muni d'un diplôme de pharmacien délivré par une Faculté reconnue et s'il n'a obtenu, au préalable, l'autorisation de l'Administration sanitaire.

Cette autorisation est délivrée sur papier timbré de 30 millièmes après perception de P. E. 150, droits de Chancellerie.

Art. 2. — Les personnes qui, sans avoir obtenu l'autorisation, possèdent actuellement une pharmacie ou exercent la profession de pharmacien en Egypte devront, dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent règlement, se présenter à l'autorité sanitaire, produire leurs titres et retirer l'autorisation nécessaire.

Art. 3. — L'Administration des services sanitaires fera imprimer et afficher chaque année la liste des pharmacies établies et des pharmaciens autorisés à exercer en Egypte.

Art. 4. — Tout pharmacien établi en Egypte ne délivrera des médicaments magistraux dont l'usage pourrait être nuisible que sur une prescription écrite et signée par un médecin connu.

Il en sera de même pour la vente des médicaments officinaux, à l'exception toutefois des substances simples dont l'emploi à l'intérieur comme à l'extérieur ne peut en aucun cas produire de fâcheux effets.

Art. 5. — Le pharmacien devra s'abstenir d'une manière absolue de vendre des poisons ou toute autre substance reconnue toxique, quelles que puissent être d'ailleurs les raisons invoquées pour l'engager à les délivrer.

Le pharmacien est tenu d'exécuter contre paiement les ordonnances d'un médecin reconnu.

Art. 6. — Toutes les substances toxiques devront être mises à part et renfermées par le pharmacien dans une armoire close. La clef de cette armoire sera gardée par lui ou par le gérant de la pharmacie. Il n'en permettra l'ouverture qu'en sa présence ou celle du gérant.

Il lui est également défendu de vendre ou faire vendre sur la voie publique des remèdes secrets, des spécifiques, etc.

Art. 7. — Les drogues, substances ou médicaments quelconques débités par une pharmacie devront être de bonne qualité. L'Administration des services sanitaires inspectera périodiquement chaque année les pharmacies civiles établies en Egypte, afin de s'assurer de la bonne qualité des médicaments qui y sont débités au public, ainsi que de ceux qui sont conservés en magasin.

Ces inspections auront lieu plus fréquemment s'il y a urgence. Elles pourront être extraordinaires et partielles dans le cas où l'Administration sanitaire serait informée de quelque infraction au présent règlement.

S'il s'agit d'une pharmacie européenne, l'Administration devra aviser les Consulats respectifs du jour et de l'heure fixés pour l'inspection.

L'autorité consulaire ainsi avisée pourra assister à l'inspection ; mais en cas d'absence du délégué consulaire, l'on passera outre.

Art. 8. — Il est interdit aux droguistes et propriétaires de dépôts pharmaceutiques de vendre aucune composition pharmaceutique au poids médicinal, que ce soit sur ordonnance de médecin ou sans ordonnance.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 9. — Toute infraction à l'une quelconque des dispositions du présent règlement sera punie des peines de simple police, et le juge pourra, en outre, ordonner la confiscation des substances faisant l'objet de la contravention et la fermeture de la pharmacie dans le cas où elle serait ouverte sans autorisation, ou que le pharmacien autorisé en aurait confié la gérance à une personne non diplômée.

Art. 10. — Le présent règlement entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Fait au Caire, le 13 juin 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

ANNEXE IV A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 JUIN 1891.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté.

Le Ministre de l'intérieur,

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 1^{er} juin 1891,

Arrête :

RÈGLEMENT RELATIF A L'IMPORTATION ET A LA VENTE DES SUBSTANCES VENÉNEUSES

TITRE I. — DU COMMERCE DES SUBSTANCES VENÉNEUSES.

Article premier. — Les substances vénéneuses arrivant en douane seront isolées des autres marchandises et soumises à une surveillance rigoureuse.

Art. 2. — Elles ne pourront être livrées qu'aux personnes munies d'une autorisation écrite de l'Administration sanitaire.

Art. 3. — Quiconque voudra faire le commerce des substances vénéneuses portées dans le tableau ci-annexé sera tenu d'en faire la déclaration à l'Administration sanitaire, en indiquant le lieu où est situé son établissement.

Cette liste pourra en tout temps être complétée par l'Administration sanitaire, qui y ajoutera toutes autres substances ou médicaments quelconques ayant une propriété toxique ou dangereuse.

Dans ce cas, l'indication de ces substances ou médicaments sera publiée trois fois dans les journaux officiels, et, un mois après la dernière publication, le présent règlement leur sera de plein droit applicable.

Les droguistes et en général toutes personnes qui se livrent à l'industrie et au commerce des substances vénéneuses devront savoir lire et écrire. Ils seront tenus de faire à l'Administration sanitaire la déclaration des substances vénéneuses qu'ils possèdent et de la renouveler dans le cas de déplacement de leur établissement.

Art. 4. — Les substances vénéneuses seront renfermées séparément, chacune dans un récipient à part, sur lequel une étiquette sera collée portant son nom avec la mention « substance vénéneuse ». Ces substances ne pourront être vendues ou livrées que sur la demande écrite, datée et signée de l'acheteur.

Art. 5. — Tous achats et ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial coté et parafé par l'Administration sanitaire. Les inscriptions seront faites sans blancs, lacunes, ni transports en marges, au moment de l'achat ou de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances vénéneuses achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des vendeurs et des acheteurs.

Art. 6. — Les chimistes et les industriels employant des substances vénéneuses en surveilleront l'emploi dans leurs établissements, et constateront cet emploi sur un registre visé par l'Administration sanitaire.

Art. 7. — L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, en dehors des applications médicales, qu'étant mélangés avec l'indigo dans la proportion de 3 p. 100.

Art. 8. — Tout commerçant qui vendra de l'arsenic ou ses composés devra exiger de l'acheteur un certificat délivré par la police, indiquant la quantité à livrer, son usage, les nom et domicile de l'acheteur. Ces indications seront inscrites sur le registre prescrit par l'article 5.

TITRE II. — DE LA VENTE DES SUBSTANCES VENÉNEUSES PAR LES PHARMACIENS.

Art. 9. — Tout pharmacien établi dans une ville de l'Egypte ne délivrera de médicaments magistraux dont l'usage pourrait être nuisible que sur une prescription écrite signée par un médecin reconnu ou un vétérinaire diplômé. Cette prescription doit être datée et énoncer le mode d'administration du médicament prescrit.

Il en sera de même pour la vente des médicaments officinaux, à l'exception toutefois des substances simples dont l'emploi à l'intérieur comme à l'extérieur ne peut, en aucun cas, produire de fâcheux effets. Le pharmacien devra s'abs-

tenir d'une manière absolue de vendre sans prescription médicale des poisons ou toute autre substance reconnue toxique.

Art. 10. — Les pharmaciens transcriront les prescriptions médicales sur un registre établi dans la forme déterminée par l'article 5.

Ces transcriptions devront être faites sans blancs, lacunes, ni transports en marge. Les pharmaciens ne rendront la prescription que revêtue de leur cachet et après avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur leur registre. Ledit registre sera conservé dix ans au moins, et devra être présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 11. — Dans le cas où la préparation médicale délivrée serait destinée à l'usage externe, les pharmaciens devront coller sur les récipients contenant ces préparations une étiquette de couleur rouge orangé sur laquelle seront imprimés en noir les mots : « Médicament pour l'usage externe » en français et en arabe.

Art. 12. — Tout flacon, boîte ou autre récipient contenant une substance vénéneuse vendue ou livrée devra être muni à l'extérieur d'une étiquette rouge orangé portant le mot « Poison » en français et en arabe.

Art. 13. — Ces étiquettes spéciales ne devront point dispenser de l'étiquette ordinaire en papier blanc, portant le nom et l'adresse du pharmacien, la désignation du médicament et toutes les indications nécessaires à son emploi.

Art. 14. — La vente du seigle ergoté et de son principe actif, l'ergotine, peut être faite par les pharmaciens sur la prescription écrite d'une sage-femme diplômée.

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 15. — Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les pharmaciens, commerçants et industriels, dans un endroit sûr et fermé à clef.

Art. 16. — L'expédition, l'emballage, la livraison, le transport, l'emménagement et l'emploi des substances vénéneuses doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, chameliers, commerçants et industriels, avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident. Les pots, récipients, vases ou enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront servir à aucune autre destination.

Art. 17. — Des visites dans tous les établissements où se trouvent des substances vénéneuses pourront être faites par les délégués de l'Administration sanitaire assistés, s'il y a lieu, d'un délégué de la police, pour s'assurer de l'exécution des dispositions du présent règlement.

Ces délégués visiteront les pharmacies, les magasins et les boutiques des commerçants et industriels vendant ou employant lesdites substances vénéneuses ; ils contrôleront les registres et constateront les contraventions par des procès-verbaux qui seront transmis au Parquet.

S'il s'agit de commerçants et industriels étrangers, les visites seront faites avec l'intervention de l'autorité consulaire, qui sera avisée du jour et de l'heure fixés pour la visite.

Si l'autorité consulaire ainsi avisée n'intervient pas, l'on passera outre.

Art. 18. — Toute contravention à ce règlement sera punie des peines de simple police, conformément au Code pénal indigène ou au Code pénal mixte, suivant le cas, et sans préjudice des pénalités pouvant résulter d'un crime ou d'un délit.

Le juge aura, en outre, le droit d'ordonner la confiscation des substances faisant l'objet de la contravention.

Art. 19. — Le présent règlement entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Fait au Caire, le 13 juin 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ADMINISTRATION DES SERVICES SANITAIRES ET D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Tableau des substances vénéneuses annexé à l'arrêté ministériel du 13 juin 1891, réglementant leur vente et leur importation en Egypte.

Acide cyanhydrique (prussique).
 Acide arsénieux et tous les composés arsénicaux.
 Acide fluorhydrique.
 Alcaloïdes en général et leurs composés.
 Composés mercuriels, excepté l'onguent.
 Cyanure de potassium et tous les cyanures.
 Acide oxalique et oxalates.
 Coloquinte.
 Cantharides et leurs dérivés (extrait, teinture).
 Coque du Levant.
 Curare.
 Aconit.
 Belladone.
 Ciguë.
 Digitale.
 Jusquiame.
 Datura stramonium.
 Noix vomique.
 Fève de Saint-Ignace.
 Opium.
 Colchique.
 Eau distillée de laurier cerise.
 Fausse augusture.
 Seigle ergoté, ergotine.
 Huile de croton tiglium.
 Huile et essence de sabine, de rue.
 Phosphore blanc.
 Ipéca.
 Tartre stibié et oxyde d'antimoine.
 Couleurs d'aniline et tous leurs dérivés.
 Oxyde de plomb (martik-zahabi).
 Bioxyde de plomb rouge (salakoun).
 Carbonate de plomb (espidak).
 Sulfate de cuivre.

ANNEXE V A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 JUIN 1891.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu les articles 333 et 340 du Code pénal pour les Tribunaux mixtes ;

Vu les articles 343 et 351 du Code pénal pour les Tribunaux indigènes ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, en date du 6 juin 1891,

Arrête :

RÈGLEMENT DE POLICE POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE POLICE

Article premier. — Toute personne qui se propose d'ouvrir un établissement

public, tel que : café, restaurant, cabaret, buvette, bar, brasserie, théâtre, cirque, cercle, club, etc., est tenue d'en faire la déclaration par écrit et quinze jours au moins à l'avance, au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu, qui en délivrera un accusé de réception valant autorisation pour exploiter l'établissement dont il s'agit.

Néanmoins les établissements ainsi autorisés, ainsi que ceux mentionnés à l'article 2, ne pourront, en aucun cas, débiter des boissons alcooliques ou fermentées sans une licence spéciale ; cette licence pourra être révoquée par l'Administration lorsque l'établissement débite des boissons falsifiées contenant des mixtions nuisibles à la santé.

Art. 2. — Les tenanciers des établissements publics existant antérieurement devront se faire inscrire au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu dans les trente jours qui suivront la publication du présent règlement et se faire délivrer un certificat d'inscription.

Art. 3. — Toute déclaration pour l'ouverture d'un nouvel établissement public devra contenir l'indication des nom, prénoms, lieu de naissance, profession, domicile et nationalité du déclarant, ainsi que du genre ou de l'affectation spéciale de l'établissement et du lieu où il devra être situé.

Elle devra être accompagnée d'un extrait du casier judiciaire du déclarant, ou, à défaut, d'un certificat délivré par l'autorité dont il relève, constatant qu'il n'a subi aucune des condamnations spécifiées ci-après.

Le déclarant y prendra l'engagement formel de ne laisser jouer aucun jeu de hasard dans son établissement.

L'accusé de réception, valant autorisation aux termes de l'article premier, mentionnera toujours que cette autorisation sera révocable par l'Administration dans le cas où le bénéficiaire aurait contrevenu à l'engagement précité et encouru de ce chef une condamnation pour récidive.

Art. 4. — L'autorité locale (Gouvernorat ou Moudirieh) ne donnera aucune suite aux déclarations semblables présentées par :

1° Les mineurs non émancipés et les interdits ;
2° Les personnes condamnées pour crimes de droit commun. L'incapacité résultant de cette condamnation est perpétuelle ;

3° Les personnes qui ont été condamnées à un emprisonnement d'un mois au moins pour vol, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, lorsque cette condamnation remonte à moins de cinq ans ou que, pendant les cinq années qui l'ont suivie, elles ont subi une condamnation correctionnelle à l'emprisonnement ;

4° Les personnes qui voudraient ouvrir l'établissement dans les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, ou près des lieux consacrés au culte ou à l'instruction de la jeunesse, ou près des cimetières ou des tombeaux qui sont l'objet de la vénération publique.

Art. 5. — Les condamnations mentionnées aux 2° et 3° paragraphes de l'article précédent, lorsqu'elles ont été prononcées contre le tenancier d'un établissement public déjà autorisé, entraînent de plein droit l'interdiction de continuer l'exploitation de son établissement, à partir du jour où elles sont devenues définitives et pour les mêmes délais.

Art. 6. — Tout établissement qui sera ou restera ouvert en contravention aux articles 4 et 5 sera dénoncé au tribunal compétent (mixte ou indigène), qui en ordonnera la fermeture, indépendamment des peines qu'aura encourues le tenancier.

Art. 7. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une fête publique ou autre analogue, établiraient provisoirement des cafés, débits de boissons, théâtres, etc., ne sont pas tenus à la déclaration prescrite par l'article premier, mais ils doivent en obtenir au préalable l'autorisation de l'autorité locale, à défaut de quoi leur établissement sera immédiatement fermé par ladite auto-

rité, sans préjudice des peines que le tribunal pourra prononcer à leur encontre.

Art. 8. — Les personnes tenant des hôtels, maisons garnies, auberges et logeurs en général, doivent donner avis à l'autorité locale (Gouvernorat ou Moudirieh) dans les vingt-quatre heures de l'ouverture de leurs établissements. Ceux déjà existants devront être signalés à la même autorité dans les dix jours qui suivront la publication du présent règlement.

Art. 9. — Les personnes susdites doivent tenir un registre cacheté par le Gouvernorat ou la Moudirieh sur chacun de ses feuillets et conforme au modèle annexé au présent règlement. Elles y inscriront de suite, sans blancs, ratures ni interlignes, le jour même de son arrivée, toute personne qu'elles auraient logée dans leur maison, et y noteront sans retard le jour de sa sortie.

Elles y indiqueront ses nom, prénoms, nationalité et profession, ainsi que le lieu de son domicile et de sa provenance.

Ce registre doit être présenté pour la vérification à tout officier de la police qui sera désigné à cet effet par le commandant de la police. Elles devront, en outre, fournir à la police tout renseignement qui lui serait utile.

Art. 10. — Ces mêmes personnes devront remettre, tous les matins, à l'agent de police désigné à cet effet, une liste des personnes ayant pris un logement dans leur maison ou qui l'auraient quitté pendant les dernières vingt-quatre heures. Cette liste devra contenir les mêmes indications que celles du registre.

Art. 11. — Toute mutation dans la personne du tenancier ou du directeur ou gérant de tout établissement public doit être déclarée dans un délai de trois jours. Le nouveau tenancier, directeur ou gérant doit exhiber son casier judiciaire ou un certificat en tenant lieu, pour attester qu'il n'est pas dans un des cas d'incapacité prévus par l'article 4.

La translation de l'établissement d'un lieu à un autre doit être déclarée quinze jours au moins à l'avance, et ne peut être effectuée qu'après l'obtention du récépissé de déclaration, que l'autorité locale donnera après s'être assurée que la nouvelle situation n'est point en contravention au paragraphe 4 de l'article 4.

Art. 12. — Chaque établissement devra avoir, au-dessus de l'entrée principale, une enseigne portant l'indication du genre d'industrie qui s'y exerce, ainsi qu'une lanterne qui devra être allumée depuis le coucher du soleil.

L'établissement qui a plus d'une porte doit avoir une lanterne allumée, jusqu'au moment de la fermeture, au-dessus de chacune d'elles.

Art. 13. — La fermeture des établissements publics est fixée à minuit précis, du 15 octobre au 14 avril, et à une heure du matin, du 15 avril au 14 octobre.

L'autorité locale (Gouvernorat ou Moudirieh) pourra donner des autorisations spéciales aux établissements situés dans les centres, de rester ouverts au delà des heures réglementaires.

L'ouverture des établissements publics ne pourra être faite qu'à six heures du matin, du 15 octobre au 14 avril, et à cinq heures du matin, du 15 avril au 14 octobre.

Art. 14. — Il est interdit aux maîtres des établissements, à leurs garçons ou gens de service, d'y recevoir ou garder personne, d'y donner à boire ou à manger au delà de l'heure de fermeture prescrite par l'article précédent.

Les hôtels et maisons garnies sont exceptés de cette mesure.

Art. 15. — Tout établissement dans lequel se commettraient des désordres pourra être fermé par la police avant l'heure fixée.

Si ces désordres se répétaient, l'établissement devra fermer à l'heure qui sera fixée par la police et pour le temps qu'elle déterminera.

Art. 16. — Il est nécessaire de se munir d'une autorisation spéciale de l'autorité locale toutes les fois qu'il s'agira de modifier, même occasionnellement, le genre ou l'affectation spéciale en vue desquels l'autorisation a été accordée.

Art. 17. — Il est défendu aux tenanciers des établissements publics de laisser jouer aux jeux de hasard, de quelque nature qu'ils soient, tels que : baccarat,

lansquenet, trente-et-un, trente-et-quarante, pharaon, roulette, petits chevaux et autres jeux similaires.

En cas de contravention à la disposition qui précède, les enjeux et objets ayant servi à la contravention seront saisis et les contrevenants seront poursuivis.

Art. 18. — Il est défendu aux maîtres ou employés des cafés, cabarets, bars, buvettes ou autres établissements similaires de donner à boire à des individus en état d'ivresse.

Art. 19. — La police aura accès dans les établissements publics dans les circonstances et conditions suivantes :

1° Des officiers pourront pénétrer dans les hôtels, maisons garnies et autres lieux analogues pour vérifier le registre visé à l'art. 9, s'assurer de l'exactitude des inscriptions y contenues et prendre tous renseignements nécessaires à la police.

Les simples agents pourront y pénétrer pour retirer la liste mentionnée à l'art. 10 ;

2° Les officiers et simples agents spécialement désignés par le commandant de la police pourront pénétrer dans les théâtres, cirques, salles et autres lieux de spectacles et bals publics pour maintenir l'ordre ;

3° Les officiers pourront entrer dans les cafés, restaurants, cabarets, buvettes, bars, brasseries, théâtres, cirques et autres établissements analogues, pour constater les contraventions qui se commettraient au présent règlement, pour y recueillir des informations et y arrêter un criminel ou toute autre personne recherchée par la police qui s'y serait réfugiée ; cependant, lesdits officiers ne pourront entrer dans les cercles et dans les clubs qu'en vertu d'une délégation spéciale du parquet.

Les simples agents pourront y pénétrer à l'occasion d'une rixe, d'actes de violence ou de tout autre fait troublant l'ordre public, et pour y arrêter un criminel surpris en flagrant délit ;

4° Tout agent de la force publique pourra pénétrer dans tout établissement où sa présence sera requise, à l'occasion d'un désordre ou pour prêter assistance.

Des commissaires spéciaux qualifiés à cet effet et désignés par l'Administration des services sanitaires pourront pénétrer dans les établissements publics pour vérifier la nature des boissons.

Art. 20. — Toute infraction aux présentes dispositions sera punie dans les limites des peines édictées par les art. 331 et 333 du Code pénal mixte pour les étrangers, et les art. 341 et 343 du Code pénal indigène pour les sujets locaux.

Le juge pourra admettre le bénéfice des circonstances atténuantes.

En cas de contravention à la disposition de l'art. 17, le juge pourra prononcer la confiscation des enjeux et des objets saisis.

Le tribunal ordonnera, en outre, la fermeture des établissements non autorisés, ainsi que de ceux auxquels l'autorisation aura été retirée par l'Administration dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'art. 3.

Art. 21. — Le présent règlement entrera en vigueur un mois après sa promulgation.

Fait au Caire, le 13 juin 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, 1^{er} juillet 1891.

Vous devez, en invoquant les termes mêmes de l'annexe D, faire remarquer au Gouvernement khédivial que plusieurs des règlements récents ne peuvent rentrer dans la catégorie des règlements de police. Nous ne sau-

rions, par exemple, considérer les questions concernant l'état civil de nos nationaux ou l'exercice des professions libérales comme pouvant être réglées autrement que par la voie suivie jusqu'à présent pour légiférer en Egypte.

Vous devez donc faire toutes réserves en attendant mes instructions définitives en ce qui touche l'application de ces règlements à nos nationaux.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 11 juillet 1891.

Je viens de faire auprès du Ministre des Affaires étrangères les réserves prescrites par votre dépêche du 2 de ce mois et relatives à certains règlements promulgués par le Gouvernement égyptien.

Tigrane Pacha, après avoir discuté mes arguments, m'a dit que, ces règlements ayant été promulgués au *Journal officiel* sans aucune protestation d'autres Puissances que la France, il lui paraissait impossible de ne pas les appliquer à tous les Européens sans exception.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 26 juillet 1891.

Eu prenant hier congé du Khédive, je l'ai entretenu de la question des règlements approuvés par la Cour d'appel et je lui ai renouvelé officiellement les réserves que j'avais faites à Tigrane Pacha relativement à quelques-uns d'entre eux. J'ai ajouté que des conflits s'étaient déjà produits entre des propriétaires d'établissements français et la police, qui avait menacé de fermeture immédiate si, dans la huitaine, l'autorisation n'avait pas été demandée; qu'il s'en produirait d'autres, dont je laissais toute la responsabilité à son Gouvernement.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 2 septembre 1891.

Demandez à Tigrane Pacha et au besoin au Khédive de suspendre l'application des règlements afin de nous permettre d'éclaircir encore certains points qui nous paraissent en contradiction avec l'annexe D et les Capitulations.

A. RIBOT.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 6 septembre 1891.

Tigrane Pacha me dit que, pour suspendre l'application des règlements votés par la Cour, il faudrait l'approbation de celle-ci, qui n'est pas actuellement réunie.

Je pars pour Alexandrie où je serai reçu en audience par le Khédive mardi.

Edmond BAPST.

**M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Alexandrie, le 8 septembre 1891.

J'ai vu le Khédive ce matin. Il m'a écouté avec bienveillance et m'a promis d'examiner la question de la suspension des règlements de la Cour, mais n'a voulu prendre aucun engagement ferme.

Il serait donc à désirer que plusieurs de mes collègues fissent la même démarche ; les chargés d'affaires de Grèce et d'Italie y sont personnellement disposés, craignant des désagréments de leurs colonies à la suite de l'exécution des règlements, mais ils voudraient une autorisation de leurs Gouvernements.

Edmond BAPST.

**M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Alexandrie, le 14 septembre 1891.

J'ai vu Tigraue Pacha ce matin ; il m'a dit que personnellement il était pour le rejet de notre demande, mais qu'il appartenait au Khédive de décider en dernier ressort.

Le Chargé d'affaires de Grèce a adressé au Gouvernement égyptien une demande écrite de sursis.

Edmond BAPST.

**M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 15 septembre 1891.

Le Conseil des Ministres, auquel le Khédive s'en était référé, vient de décider qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à l'application des règlements.

Edmond BAPST.

**M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 20 septembre 1891.

Une certaine agitation se produit ici contre les règlements ; les pharmaciens d'Alexandrie tiennent aujourd'hui une réunion pour protester contre celui qui les concerne.

Edmond BAPST.

**M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Alexandrie, le 26 septembre 1891.

Ce matin, le Chargé d'affaires de Grèce m'a entretenu de la pénible situation où le mettait l'application des règlements de police et m'a demandé quelles instructions j'avais reçues de Votre Excellence en vue de cette éventualité.

Je répondis que jusqu'ici les Français n'avaient pas eu à souffrir de l'application des règlements ; que quelques-uns avaient bien reçu des admonestations de la police, mais qu'à ma connaissance aucun procès-verbal de contraventions n'avait encore été dressé : « Si des poursuites venaient à être exercées contre des Français et s'ils étaient condamnés, ajoutai-je, je solli-

citerais du Ministre des Affaires étrangères l'autorisation de m'opposer par la force à l'exécution du jugement, et j'enverrais ensuite mes caïas pour protéger contre la police la personne menacée. »

Le Ministre de Russie m'a, de son côté, parlé de l'application des règlements; après plusieurs conversations avec Tigrane Pacha, il est arrivé à cette conclusion qu'on devrait maintenant formuler, par écrit, dans des notes à remettre au Gouvernement égyptien, les divers points sur lesquels les nouveaux règlements sont contraires aux traités et conventions en vigueur, et qu'il faudrait réclamer une réunion de la Cour d'appel en assemblée générale afin d'amender, dans le sens de la protestation présentée, le texte actuel desdits règlements. M. Koyander a écrit dans ce sens à Pétersbourg.

Edmond BAPST.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 26 septembre 1891.

J'ai eu sous les yeux les formules des déclarations de naissance et décès que l'Administration sanitaire égyptienne prétend faire remplir à l'avenir par nos nationaux.

Au premier moment, après avoir pris lecture de ces feuilles, je pensais qu'elles ne concernaient que les indigènes; et que d'autres formules contenant beaucoup moins d'indications allaient être imprimées pour l'usage des Européens; c'est ce que me semblait vouloir dire le texte des art. 28 et 30 du règlement du 9 juin dernier.

Ayant cependant conçu un doute, je me rendis chez Sidki Pacha, directeur par intérim des services sanitaires, et le priai de m'exposer les intentions de son Administration.

Sidki Pacha me répondit qu'aucune différence n'existait entre les indications qu'auraient à fournir les Européens et celles réclamées aux indigènes; la véritable interprétation de l'art. 30, ajouta-t-il, était que les Européens devaient apporter au bureau sanitaire le plus voisin de leur domicile une copie de chaque déclaration faite par eux devant leur officier d'état civil et que les employés du bureau transcriraient les données contenues dans cette pièce; la signature apposée sur la copie par l'officier de l'état civil compétent dispensait seulement les Européens de l'obligation de produire deux témoins.

On ne pouvait pas déclarer plus explicitement que les services sanitaires égyptiens seraient dorénavant les maîtres de l'état civil des Européens; à mon avis, il serait nécessaire d'empêcher par un moyen quelconque cette usurpation, qui a pour but de faire des Européens, et partant des Français résidant en ce pays, de véritables administrés égyptiens.

Edmond BAPST.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 3 octobre 1891.

Nous nous sommes occupés, mes collègues et moi, de bien préciser les points sur lesquels les derniers règlements violent l'annexe D, et, après plusieurs conversations avec des personnes compétentes, nous sommes

arrivés à reconnaître presque unanimement que lesdits règlements sont, en ce qui concerne la France, attaquables par les raisons suivantes :

Ces raisons sont de trois ordres différents :

I. L'annexe D énumère limitativement les matières sur lesquelles le Gouvernement égyptien peut édicter des ordonnances, lois et règlements ;

Or, l'énumération ne comprend pas l'enregistrement des naissances et décès, objet du décret du 9 juin dernier. On prétend, il est vrai, que ce décret a trait à l'hygiène et à la salubrité publiques (matières mentionnées dans l'annexe D), car, pour assurer celles-ci, l'Administration sanitaire a besoin d'être exactement fixée sur le mouvement des naissances et des décès.

Nous ne contestons pas qu'il soit nécessaire à l'Administration sanitaire de connaître le nombre et la nature des décès ; mais nous soutenons qu'elle a aujourd'hui tous les moyens d'information nécessaires, puisqu'elle seule peut délivrer les permis sans lesquels aucun enterrement n'a lieu. (Règlement du 10 janvier 1881, art. 15.)

Quant aux naissances, l'Administration sanitaire, nous dit-on, doit aussi en être informée, afin de pouvoir veiller à l'application du règlement sur la vaccination.

A supposer que les médecins du service sanitaire, chargés par l'art. 11 du règlement de 1882, de surveiller le mouvement des naissances, n'aient pas le moyen, en ce qui concerne les étrangers, de remplir complètement leur tâche, ils sont libres de s'adresser aux divers consulats ou paroisses pour demander des renseignements qui ne leur seront pas refusés.

Au surplus, quels que soient les besoins de l'Administration sanitaire, il est impossible de soutenir que l'obligation imposée aux étrangers de faire à une autorité indigène de véritables déclarations d'état civil, intéresse l'hygiène, ou même la police ; la statistique (matière non prévue par l'annexe D) est seule en cause.

Dans le même ordre d'idées, l'annexe D, en autorisant des ordonnances sur la police des établissements publics, a indiqué comme types de ceux-ci les hôtels, cafés, maisons meublées, cabarets, maisons de tolérance, etc. Or, le règlement du 1^{er} juin sur les établissements publics mentionne, parmi ceux-ci, les cercles et les clubs ; cette extension paraît abusive.

II. L'annexe D stipule que les ordonnances à édicter ne contiendront aucune disposition contraire au texte des traités et conventions en vigueur.

Plusieurs infractions à cette stipulation ont été commises :

1^o L'art. 63 de la Grande Capitulation du 28 mai 1740 a décidé que, moyennant le paiement des droits de douane et de teskéré, les Français ne peuvent être assujettis dans l'Empire ottoman à aucun impôt, à moins d'un assentiment donné par leur Gouvernement.

Or, les nouveaux règlements astreignent les médecins et les pharmaciens à payer, pour obtenir l'autorisation d'exercer leur profession, les premiers un droit de deux livres égyptiennes, les seconds un droit d'une livre égyptienne et demie.

Ces droits, allégué-t-on, se percevaient déjà, en vertu d'un règlement du 6 décembre 1887 ; ils étaient même plus forts.

Soit, mais le Gouvernement français n'a jamais sanctionné ce règlement ; et, de ce que quelques médecins et pharmaciens français ont acquitté les droits, il n'en résulte pas qu'ils aient été légalement établis.

De même, le droit de licence imposé aux établissements publics par le § 2 de l'art. 1 du règlement concernant ces établissements est contraire à l'article précité de la Grande Capitulation.

2° L'art 70 de cette même Capitulation interdit aux gens de justice et d'épée d'entrer par force dans une maison habitée par un Français, et il stipule que, lorsque le cas requerra d'y entrer, l'assistance de l'autorité consulaire sera obligatoire.

Le Gouvernement égyptien prétend que cette disposition ne concerne plus que le domicile particulier, et que, par conséquent, l'inspection des pharmacies et autres dépôts de substances vénéneuses, comme aussi les perquisitions et visites dans les établissements publics, peuvent se faire en l'absence de l'autorité consulaire. A l'appui de cette interprétation, Tigrane Pacha m'a cité un Protocole signé, le 28 avril 1866, par M. Outrey, Consul général de France.

III. L'annexe D porte que les ordonnances, lois et règlements à édicter n'infligeront aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Il est facile de constater, en lisant le titre IV (des Contraventions) du Code pénal mixte, que la fermeture des pharmacies et des établissements publics, ordonnée en divers cas, est une peine supérieure à celle dite de simple police.

Tels sont, autant que j'ai pu le constater, les divers points sur lesquels le Gouvernement égyptien et la Cour d'appel ont enfreint les dispositions de l'annexe D.

Ces infractions sont tellement évidentes que je n'hésite pas à les dénoncer en toute occasion. J'ai soin, d'ailleurs, de ne vous les signaler qu'à titre d'exemple et sans préjudice de toutes celles que le Gouvernement de la République pourra, par la suite, faire ressortir aux yeux du Gouvernement de Son Altesse.

Edmond BAPST.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 10 octobre 1891.

Le Gérant de notre Consulat à Alexandrie vient de me remettre une pétition, qui lui a été adressée par un grand nombre de Français établis en cette ville, et qui a trait à l'application des règlements égyptiens promulgués le 15 juin dernier.

Les signataires de cette pétition expriment le vœu que le Gouvernement français puisse les mettre à l'abri des peines édictées contre ceux qui ne voudraient pas se soumettre à certaines dispositions desdits règlements jugées illégales ; ils insistent particulièrement sur la nécessité d'être affranchis de l'obligation de faire aux bureaux de l'Administration sanitaire, sous peine d'amende ou de prison, les déclarations d'état civil.

Cette demande me paraît trop juste pour que j'hésite à l'appuyer.

Edmond BAPST.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 10 OCTOBRE 1891.

Pétition de la colonie française d'Alexandrie au gérant du consulat de France à Alexandrie.

Monsieur le Gérant,

Les soussignés, citoyens français, membres de la colonie d'Alexandrie, ont

l'honneur d'appeler votre attention et votre sollicitude sur la situation nouvelle dans laquelle se trouvent placés les Français résidant en Egypte, par suite de l'application des quatre décrets du 1^{er} juin 1891, insérés au *Journal officiel* du 15 du même mois.

Le Gouvernement de la République a cru devoir accorder à l'Egypte d'importantes concessions et lui permettre de faire, sous le contrôle de la Cour d'appel mixte, des règlements de police. Mais la lettre aussi bien que l'esprit de cette convention ne peuvent tendre à ce que, sous le couvert de règlements de police, la France donne à l'Egypte, partie intégrante de l'Empire ottoman, le droit et le moyen de s'affranchir des dispositions fondamentales des Capitulations dans le cas même où la majorité des membres d'une Cour complaisante se serait laissée aller à sacrifier la légalité au désir de flatter les gouvernants.

Les Français ne peuvent être astreints que vis-à-vis de leur Consulat à faire les déclarations d'état civil prescrites par nos lois nationales; et dans aucun pays, sauf en Egypte dans le cas actuel, on ne considère comme règlement de police les dispositions qui se rapportent à l'enregistrement des naissances ou décès. Nous ne saurions donc nous soumettre à de pareilles exigences et nous avons toute confiance dans l'appui que nous prêteront, nous n'en doutons pas, les représentants de la France, pour nous mettre à l'abri des peines arbitraires auxquelles une juridiction incompétente voudrait nous condamner de ce chef.

Sans parler des dispositions vexatoires multiples que consacre le règlement sur les pharmacies et les commerces et industries de substances vénéneuses et le règlement concernant les établissements dits publics, il ressort de leur libellé que ces deux règlements font disparaître la principale garantie qui, depuis les temps les plus anciens, a assuré la sécurité des Français en Orient : l'inviolabilité de leur domicile stipulée dans les termes les plus formels par l'art 70 de la Capitulation de 1740.

Si, par l'application desdits décrets, sous un prétexte quelconque, les agents de l'autorité locale ont désormais la faculté de s'introduire dans nos demeures sans l'assistance d'un représentant consulaire, nous allons être exposés aux plus brutales vexations. La colonie française s'est soumise aux lourdes taxes qu'elle s'est vu imposer dans des circonstances récentes, mais elle ne saurait se plier à ces nouveaux règlements attentatoires à sa sécurité personnelle, à sa liberté et à son honneur.

Les soussignés sont résolus à défendre leurs domiciles par tous les moyens possibles contre des envahissements dont l'audace ne cherche plus à se dissimuler : ils sont assurés, sans pouvoir en douter, Monsieur le Gérant, que vous leur donnerez votre concours dans cette lutte contre l'injustice et l'arbitraire.

Les soussignés vous prient, Monsieur le Gérant, de bien vouloir être l'interprète de leurs craintes et de leurs résolutions auprès de M. le Chargé d'affaires de France en Egypte et de M. le Ministre des Affaires étrangères, en vue d'obtenir du Gouvernement de la République son puissant appui pour ceux d'entre nous qui seront dans la nécessité de résister aux prescriptions des nouveaux règlements.

Les soussignés ont la conviction de remplir un devoir de patriotisme en s'opposant à des empiètements qui, s'ils réussissaient à s'établir, ne seraient que le prélude de l'abrogation complète des Capitulations et de l'anéantissement définitif de ce qui nous reste d'influence en Egypte.

Alexandrie, le 29 septembre 1891.

Liste des signataires de la pétition remise par MM. les Députés de la Nation.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 13 octobre 1891.

Une pharmacie a été visitée hier par l'Administration sanitaire. Cet établissement, propriété d'une Française, femme de médecin séparée de biens, est géré par un sujet local ; en raison de ces circonstances, je ne pouvais refuser d'autoriser la visite, mais j'ai stipulé que c'était en application du règlement de 1881.

L'Administration sanitaire, qui avait paru accepter cette condition, a néanmoins dressé contravention en visant le règlement de juin dernier.

Le délégué du Consulat s'est alors retiré en protestant et j'ai renouvelé officiellement la protestation ce matin auprès de Tigrane Pacha.

Edmond BAPST.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 octobre 1891.

Je me suis mis d'accord avec l'Agent russe sur les termes d'une note qui n'est que le résumé des objections présentées par nous au Gouvernement égyptien et sur le texte de la lettre qui doit accompagner cette note. Voici la teneur de cette lettre :

« Pour préciser les communications verbales que l'Agence de la République a faites à Votre Excellence, relativement aux règlements promulgués le 15 juin dernier, j'ai l'honneur de vous adresser une Note indiquant les infractions faites par ces règlements tant à l'annexe D et autres conventions existantes qu'aux usages établis anciennement et fondés sur l'interprétation admise entre nos deux Gouvernements des textes des traités, interprétation qui ne saurait être modifiée que par une nouvelle entente.

« Ces règlements violant ainsi nos accords réciproques ne peuvent être appliqués dans leur ensemble à nos administrés. Vous comprendrez, je n'en doute pas, que, pour faciliter une entente, il serait absolument désirable qu'il fût sursis à leur mise en application jusqu'à ce que les pourparlers diplomatiques présentement engagés soient terminés. »

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 octobre 1891.

Dès mon arrivée en Egypte, j'ai déclaré à Tigrane Pacha que nous avions apprécié, comme elle le méritait, la mauvaise volonté du Gouvernement khédivial, qui avait repoussé, sans raisons sérieuses, notre demande bien légitime de surseoir à l'exécution d'actes dont nous contestions la validité, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie sur les points en litige.

Le Ministre a protesté qu'il était prêt à discuter les points en litige, à la condition qu'on les formulerait par écrit, afin de leur donner une forme

concrète, et à chercher, d'accord avec nous, les bases d'une entente. Je lui répondis que je lui remettrais le mémorandum qu'il désirait, mais qu'il me paraissait indispensable, pour le discuter sérieusement et avec succès, de ne pas compliquer l'action diplomatique de poursuites qui rendraient plus aigu le conflit existant. Je demandai, en conséquence, la suspension dans l'application jusqu'à ce que les négociations aient abouti.

Ce matin, je lui ai lu la note ci-jointe, que j'ai préalablement soumise à mes collègues de Russie et de Grèce, qui en ont approuvé le fond et les termes, et je la lui ai laissée en communication, en le prévenant que je lui adressais prochainement la lettre d'envoi qui donnerait à cette pièce un caractère officiel. Cette note est aussi complète que possible et se présente avec toutes les chances de succès.

Notre attitude très ferme produit le meilleur effet sur toutes les colonies européennes et sur mes collègues, qui ne peuvent qu'en bénéficier.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 19 OCTOBRE 1891.

Note.

S'autorisant de l'article 331 du Code pénal mixte, aux termes duquel l'autorité municipale égyptienne a la faculté de « rendre des règlements dans les limites de sa compétence », le Gouvernement khédivial crut naguère pouvoir user d'un droit absolu de réglementation en matière de simple police à l'encontre des étrangers ; mais les tribunaux mixtes refusèrent de reconnaître la validité des règlements nouveaux ainsi promulgués par le Gouvernement, en fondant leur refus sur l'article 12 du Code civil mixte : « Les additions et modifications aux présentes lois (*i. e.* les codes mixtes) seront édictées sur l'avis conforme de la magistrature et au besoin sur sa proposition ; mais pendant la période quinquennale (de chaque renouvellement) aucun changement ne devra avoir lieu dans le système adopté. »

C'est pour sortir de la difficulté créée par cette divergence de vues que, lors de la dernière prorogation des tribunaux de la réforme, le Gouvernement égyptien a proposé à l'acceptation des puissances l'Annexe D. Il s'agissait donc, en fait, de concilier par la mise en vigueur de ce nouveau texte la disposition susmentionnée de l'article 331 du Code pénal avec la disposition paraissant contradictoire contenue dans l'article 12 du Code civil ; en d'autres termes, il s'agissait d'autoriser le Gouvernement khédivial à compléter le titre IV (des Contraventions) du Code pénal mixte.

Le Gouvernement égyptien l'entendait bien ainsi, il est facile de s'en convaincre en lisant la circulaire adressée aux représentants des Puissances par le Ministre des affaires étrangères Zouflikar Pacha, le 9 octobre 1888. « Le Gouvernement khédivial, était-il dit en substance dans ce document, demande seulement le droit de réglementer, sous réserve de certaines vérifications confiées à la Cour d'appel mixte, diverses matières qui composent la vie journalière du public », et ces matières se trouvaient limitativement énumérées dans l'Annexe D jointe à ladite circulaire.

Le Gouvernement de Son Altesse prenait, en même temps, l'engagement que les futurs règlements : 1° ne contreviendraient en rien au texte des traités et conventions en vigueur (il va de soi que ces termes génériques comprennent aussi les usages dérivés de ces traités et conventions et passés en force de loi) ; 2° qu'ils n'infligeraient aucune peine supérieure à celles dites de simple police

et portées au titre IV du Code pénal mixte ; et 3^e qu'ils s'appliqueraient sans distinction à tous les habitants du territoire.

Or ces diverses conditions, toutes essentielles, ont été enfreintes dans plusieurs des règlements promulgués en vertu de l'Annexe D.

I. — *Règlement sur l'enregistrement des naissances et décès.*

Ce règlement, dans son ensemble, constitue une violation directe à l'engagement pris par le Gouvernement égyptien de n'édicter, à l'égard des étrangers, que des règlements ayant trait aux matières énumérées dans l'Annexe D. Le Gouvernement prétend, il est vrai, que ce règlement intéresse « l'hygiène et la salubrité publiques » (mentionnées dans ladite annexe), car, pour assurer celles-ci, l'Administration sanitaire a besoin d'être exactement fixée sur le mouvement des naissances et décès.

On ne conteste pas qu'il soit nécessaire à l'Administration sanitaire de connaître le nombre et la nature des décès ; mais elle possède aujourd'hui tous les éléments d'informations désirables, puisqu'elle seule peut délivrer les permis d'inhumation, aux termes du règlement du 10 janvier 1881 approuvé par les Puissances (art. 15).

En ce qui concerne les naissances, l'Administration sanitaire, dit-on, a également besoin de les connaître afin de veiller à l'application des dispositions (qui pourront être promulguées un jour) pour la protection des enfants en bas âge. Mais, en admettant qu'on ne conteste pas ce nouveau champ d'action à l'Administration sanitaire, il lui suffit d'être avisée qu'il est né un enfant de tel sexe dans telle maison déterminée ; or, d'après le règlement susmentionné du 10 janvier 1881 (art. 11 et 22), il incombe aux médecins de cette Administration de recueillir eux-mêmes sur place tous les renseignements voulus touchant les naissances ; à cet effet, ils peuvent, en ce qui concerne les étrangers, s'adresser aux consuls et paroisses qui certainement ne leur refuseront aucune indication utile ; mais, si ces médecins faillent à leur tâche par nonchalance, ce n'est pas un motif pour imposer aux étrangers l'obligation de faire à l'Administration sanitaire des déclarations d'état civil.

D'ailleurs, pareille exigence est inconciliable avec l'article 4 du Code civil mixte, en vertu duquel « les questions relatives à l'état des personnes restent de la compétence du juge du statut personnel », c'est-à-dire de l'autorité consulaire dans le cas des Français. De par cet article 4, les tribunaux mixtes égyptiens n'ont pas le droit d'appliquer à des Français un règlement relatif à des déclarations d'état civil ; et, par conséquent, le Gouvernement n'avait pas le pouvoir de l'édicter d'après les termes de l'Annexe D, qui stipule expressément l'application de tous les règlements par la justice mixte.

II. — *Règlement sur l'exercice de la médecine et règlement sur l'exercice de la pharmacie civile (en tant que profession libérale).*

La première objection à élever contre ces deux règlements est que le droit de réglementation n'a été concédé au Gouvernement khédivial qu'en matière de simple police, et que l'exercice d'une profession libérale ne rentre pas dans ce cadre restreint.

Pour en venir au détail, les dispositions contenues dans les articles 1 de chacun de ces deux règlements contreviennent à plusieurs conventions en vigueur. Ainsi, elles enfreignent directement l'article 63 de la Grande Capitulation de 1740, lequel stipule, en faveur des Français résidant sur le territoire ottoman, l'exemption de tous les impôts, sauf ceux de douane et de teskéré, à moins de renonciation spéciale donnée par leur Gouvernement ; les deux règlements en question assujettissent, en effet, les médecins à une taxe professionnelle de 200 P. T. et les pharmaciens à une de 150 P. T. De plus, ces derniers ne peuvent ouvrir une officine, ni vendre en gros des substances vénéneuses, s'ils n'ont obtenu des autorisations qu'on leur fait payer 5 livres ; le prix de ces autorisations n'est pas indiqué expressément dans les derniers règlements ; on l'a fixé d'après un autre règlement, en date du 6 décembre

1887, antérieur, par conséquent, à l'annexe D, que n'ont jamais approuvé les Puissances et qui, même pour les indigènes, est devenu caduc depuis la promulgation de la loi des Patentes, cette loi ayant aboli, par son article 29, toutes les taxes professionnelles établies avant sa promulgation.

III. — *Règlement sur l'exercice de la pharmacie civile (considérée au point de vue commercial) et règlement sur la vente des substances vénéneuses.*

Ces deux règlements, en donnant à l'Administration sanitaire le droit d'inspecter les boutiques des pharmaciens et droguistes français sans l'autorisation et l'assistance de l'autorité consulaire, violent l'article 70 de la Grande Capitulation.

Le Gouvernement égyptien prétend, il est vrai, que cet article n'a jamais subordonné les visites domiciliaires à l'autorisation du Consul et qu'il se borne à exiger que celui-ci soit prévenu. Cette interprétation n'est pas conforme à celle qui a été consignée diplomatiquement dans le Protocole Bourée du 9 juin 1868 ; aux termes de ce Protocole, les visites domiciliaires ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'ordres émanés de l'autorité compétente ; or, quelle est cette autorité, sinon le Consul ?

Le Gouvernement égyptien, autrefois, l'entendait lui-même ainsi, puisque, par le règlement du 10 janvier 1881 (art. 9), il décidait qu'à l'égard des pharmaciens et droguistes étrangers, aucune perquisition ou visite domiciliaire ne pourrait être faite que « avec l'autorisation et le concours de l'autorité consulaire ». Aujourd'hui le Gouvernement égyptien prétend même pouvoir se dispenser de la présence de cette autorité aux visites domiciliaires ; inutile d'insister pour montrer combien est flagrante cette violation du texte de la Grande Capitulation.

En second lieu, l'article 9 du règlement sur la pharmacie donne, dans certains cas, au juge de simple police, le pouvoir d'ordonner la fermeture d'une pharmacie. Cette disposition contrevient à une des conditions essentielles posées dans l'annexe D ; la fermeture n'est pas, en effet, une peine de simple police, et il y a lieu de s'étonner que le Gouvernement égyptien ait pu la présenter comme telle, puisque lui-même l'a édictée contre d'autres établissements comme peine correctionnelle, dans les articles 169 et 173 du Code pénal mixte.

Le même article 9 prête encore à d'autres critiques. Aux termes de l'article 214 du Code pénal égyptien et de l'article 234 du Code pénal mixte, l'ouverture d'une pharmacie par un individu non muni de diplôme est un délit puni de peine correctionnelle ; l'article 9 du règlement sur la pharmacie, qui stipule, au contraire, des peines de simple police, n'est pas, par conséquent, en l'état applicable aux indigènes, ce qui contrevient à la condition d'égalité de traitement posée dans l'annexe D. De plus, le Gouvernement égyptien n'avait pas le droit de transformer un délit en contravention et de changer ainsi les juridictions sans l'assentiment des Puissances. Il n'a pas, en effet, le pouvoir de légiférer pour faire aux Codes mixtes (même à celles des dispositions du Code pénal qui n'ont qu'une valeur virtuelle) des additions ou modifications ; il a avoué son impuissance à cet égard, quand il a présenté à l'acceptation des Puissances l'annexe C ; mais les Puissances ayant refusé d'approuver cette annexe, la situation est restée la même.

IV. — *Règlement sur les établissements publics.*

Tout d'abord, l'annexe D, en indiquant comme type des établissements publics « les hôtels, cafés, maisons meublées, cabarets, maisons de tolérance, etc. », avait, par cette indication même, exclu de la catégorie les cercles et clubs ; c'est par une extension abusive que le règlement les fait figurer dans son énumération des établissements publics. Ils ne devraient pas être touchés par le règlement. La manière dont ils le sont soulève, d'ailleurs, une objection de principe. L'article 19 stipule que des visites domiciliaires pourront être faites dans les cercles et clubs, en vertu d'une délégation, non pas du Consul,

mais du parquet mixte ; cette substitution est contraire aux textes que nous avons déjà cités au sujet des visites domiciliaires.

L'article 1^{er} établit illégalement un nouvel impôt, celui de licence. C'est une seconde violation à l'article 63 de la Grande Capitulation,

L'article 70 de cette même Capitulation est également violé par le règlement ; il est dit, en effet, à l'article 19, que la police a le droit d'entrer, sans autorisation du Consul, dans les établissements publics. Il est vrai que, par un Protocole en date du 28 avril 1866, M. Outrey, Consul général de France à Alexandrie a, au nom du Gouvernement de l'Empereur, abandonné au Gouvernement khédivial le droit de faire entrer la police locale « à toute heure et sans le concours des Consuls, dans les cafés, restaurants, cabarets et maisons suspectes » ; mais c'était seulement pour le cas, expressément mentionné dans le Protocole, où la police aurait à faire dans ces établissements « des perquisitions ou arrestations ». Il n'a jamais été question de laisser la police égyptienne faire à sa guise des descentes dans les établissements publics « pour y vérifier des registres ou y prendre des informations », pas plus que de laisser l'Administration sanitaire y pénétrer afin qu'elle puisse examiner sans contrôle la nature des boissons.

Enfin, l'article 20 édicte la peine de la fermeture qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, est supérieure à une peine de simple police.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 22 octobre 1891.

A la suite de la remise de notre memorandum, le Comité judiciaire, dont font partie le Ministre des Affaires étrangères et M. Scott, a décidé à l'unanimité qu'il y avait lieu de reviser les règlements. Cette décision va être soumise au Conseil des Ministres, qui la ratifiera vraisemblablement.

Tigrane Pacha, en me faisant cette communication, a discuté avec moi les amendements qui pourraient être apportés au texte des règlements. En ce qui concerne les taxes, il serait prêt à les supprimer. Quant à l'état civil, il voudrait, à cause de l'impossibilité pour certains consuls étrangers, tels que l'Allemand et l'Anglais, d'obliger leurs nationaux à faire les déclarations de naissance, ne pas abroger complètement le règlement. J'ai maintenu fermement pour les Français le principe de la déclaration par le Consul. Il demande à nous mettre d'accord sur la définition du domicile et à conserver la sanction de la fermeture. J'ai répondu que nous ne pouvions admettre celle-ci que par condamnation prononcée par le Consul. Enfin, il serait disposé à supprimer les dispositions qui transforment en contraventions certaines infractions qualifiées délits par les Codes égyptiens.

Il nous accorde la suspension de l'exécution des règlements, en faveur seulement des étrangers. J'arrête, d'accord avec les principaux intéressés, le minimum des concessions que le Gouvernement khédivial devra nous donner.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 22 octobre 1891.

M. Koyander a reçu l'ordre de son Gouvernement de protester contre

les règlements et d'appuyer toutes nos négociations en vue de les faire reviser dans le sens indiqué par notre memorandum dont je vous ai envoyé le texte.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 23 octobre 1891.

Le Conseil des Ministres, se rangeant à l'opinion émise par le Comité législatif, a chargé Tigrane Pacha de négocier avec nous pour la revision des règlements.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 30 octobre 1891.

La Colonie française du Caire m'a remis une adresse votée à l'unanimité pour remercier le Gouvernement de la République de l'attitude énergique qu'il a prise pour faire respecter ses droits atteints par les règlements de police, et l'assurer de tout son respectueux dévouement.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la copie de ce document.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 30 OCTOBRE 1891.

M. Prioley, premier député de la Nation, à M. le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 26 octobre 1891.

J'ai l'honneur de vous transmettre l'adresse suivante, votée à l'unanimité par la Colonie française du Caire, dans l'assemblée qu'elle a tenue aujourd'hui.

La tentative qui vient d'être faite, d'appliquer les règlements sanitaires du 15 juin, règlements arbitraires dans le fond et vexatoires dans la forme, a surabondamment démontré la volonté arrêtée chez les Gouvernants de l'Égypte d'ancantrir les garanties naguère accordées aux Européens par les Capitulations, et, en cette circonstance, de les saper dans un de leurs points les plus essentiels et les plus importants : la sécurité de leurs personnes et l'inviolabilité de leurs domiciles.

Cette tentative a échoué, grâce à l'attitude calme, correcte et très énergique de notre Gouvernement.

La Colonie française du Caire qui, en différentes circonstances, a fait entendre sa voix pour exercer des revendications qu'elle considère comme nécessaires à l'intérêt commun, a ressenti une patriotique fierté des résolutions de notre Gouvernement ; elle les envisage comme le prélude d'une ligne de conduite absolument appropriée à la situation actuelle.

La Colonie vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien donner l'assurance à notre Gouvernement qu'elle ne cessera, par son union et son esprit de solidarité, d'affirmer son vif désir de rendre plus légère au Représentant de la France la lourde charge assumée de défendre ses intérêts.

Veuillez, Monsieur le Ministre, recevoir ses chaleureux remerciements pour la ferme attitude que vous avez prise, etc.

PRIOLEY.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 31 octobre 1891.

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la réponse que je viens de

recevoir de Tigrane Pacha au mémorandum que je lui avais remis le 20 de ce mois, pour justifier notre opposition à l'application des règlements édictés en vertu de l'annexe D.

Ainsi que Votre Excellence le remarquera, dans le préambule de cette note, le Gouvernement égyptien reconnaît implicitement notre droit de discuter avec lui les règlements approuvés par la Cour, lorsque ceux-ci violent les traités en vigueur. A mon avis, cette reconnaissance a une très grande importance : elle nous permettra d'arrêter à l'avenir toute nouvelle atteinte aux privilèges dont jouissent les étrangers en Egypte.

Dans ces conditions, je ne puis qu'insister pour que Votre Excellence me donne le pouvoir de conclure un accord définitif. REVERSEAUX.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 31 OCTOBRE 1891.

Tigrane Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 31 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche, en date du 20 octobre dernier, à laquelle était annexée une note verbale résumant les objections soulevées par le Gouvernement de la République à l'encontre des règlements publiés au *Journal officiel* du 15 juin dernier.

Sans vouloir revenir ici sur les circonstances qui ont amené l'entente relative à l'annexe D, il me suffira d'indiquer que le droit incontestable du Gouvernement khédivial d'édicter des règlements de police étant entravé par la jurisprudence des tribunaux mixtes, il a, conformément à la circulaire de mon prédécesseur, en date du 9 octobre 1888, consenti à soumettre l'exercice de son droit de réglementation au contrôle de la Cour d'appel mixte pour toutes les matières énumérées à l'annexe D.

Mais le rôle de la Cour est limité à certaines vérifications : elle doit, notamment, s'assurer que les règlements proposés « ne contiennent aucune disposition contraire au texte des Traités et Conventions ».

Vous ajoutez que les termes génériques « Traités et Conventions » comprennent aussi les usages dérivés de ces Traités et Conventions et passés en force de loi.

Je me trouve dans l'obligation de repousser absolument cette interprétation formellement contraire à l'accord intervenu. La rédaction de l'annexe D a été intentionnelle : c'est justement pour ne pas laisser invoquer et discuter des usages dont l'existence et la portée auraient toujours été contestées par le Gouvernement égyptien et sur lesquels par conséquent une entente était impossible, qu'il a été décidé de s'en tenir strictement au « texte des Traités et Conventions ».

Je m'empresse, d'ailleurs, de reconnaître que c'est sur le texte de ces traités que sont basées les objections soulevées dans votre note.

En présence du mandat donné à la Cour d'un commun accord par les Puissances et par le Gouvernement égyptien, j'aurais pu hésiter à entrer en discussion au sujet de règlements sur lesquels l'Assemblée générale de la Cour a déjà délibéré.

Mais, comme vous invoquez une violation formelle des traités, le Gouvernement de Son Altesse considère comme un devoir de loyauté d'examiner avec vous si, réellement, une clause quelconque des Conventions internationales a été méconnue, le respect de ces engagements primant, aux yeux du Gouvernement de Son Altesse, toute autre considération.

J'entre donc dans l'examen de vos objections, en suivant l'ordre dans lequel vous les avez présentées :

Enregistrement des naissances et décès.

Le Gouvernement khédivial n'a jamais eu la pensée d'intervenir dans des questions d'état civil ; non seulement cette intervention ne serait pas justifiée, mais elle n'aurait, en outre, aucun intérêt pour lui. Son seul but est d'être renseigné sur le nombre des naissances survenues sur son territoire, afin de faciliter l'application du règlement de la vaccination et de permettre à ses services sanitaires d'établir des données statistiques plus exactes sur le mouvement des naissances et des décès. Réduit à ces proportions, le règlement sur les naissances rentre manifestement sous la rubrique « hygiène et salubrité publiques » mentionnée à l'annexe D.

Ces renseignements, il est vrai, auraient pu être obtenus des Consuls ; mais, soit que certaines législations n'astreignent pas leurs nationaux à déclarer la naissance de leurs enfants, soit que certains Consuls n'aient pas cru devoir fournir à l'Administration les états demandés, il en est résulté que le Gouvernement de Son Altesse s'est trouvé dans l'obligation de promulguer les dispositions concernant les naissances contenues dans le décret du 9 juin dernier.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement khédivial, désireux de donner entière satisfaction aux objections élevées par le Gouvernement de la République, est tout disposé à soumettre à la sanction de Son Altesse un nouveau décret qui serait le complément de celui susvisé.

Ce décret exempterait les étrangers de l'obligation de déclarer la naissance de leurs enfants à l'administration égyptienne, si ces étrangers sont, aux termes de leur loi nationale, tenus de déclarer les naissances à leurs Consuls et si l'agence diplomatique dont ils relèvent veut bien notifier au Ministère des affaires étrangères que les autorités consulaires placées sous ses ordres ont reçu pour instructions de transmettre, tous les huit jours, aux autorités sanitaires, un état de naissances inscrites à leur chancellerie, avec indication du jour, du sexe et de la maison où a eu lieu la naissance.

Dans les mêmes conditions, la remise de l'extrait de l'acte de décès cesserait d'être obligatoire pour les ressortissants français, du moment que les autorités consulaires feraient parvenir directement le relevé des décès de leurs administrés.

Règlement sur l'exercice de la médecine et règlement sur l'exercice de la pharmacie (en tant que profession libérale).

Le Gouvernement de Son Altesse ne saurait admettre qu'il a puisé dans l'annexe D son droit de réglementer l'exercice de la médecine et de la pharmacie. Naturellement préoccupé des dangers que l'exercice de ces deux professions par des personnes incompetentes pouvait faire courir à ses nationaux, il a, dès 1851, adressé une circulaire à MM. les Consuls généraux, leur communiquant un règlement sur les pharmacies qui prévoyait comme mesure à prendre la fermeture définitive ou temporaire de ces établissements. D'ailleurs, l'article 11 du décret du 3 janvier 1881, réorganisant les services sanitaires, suffit à lui seul pour enlever tout doute à ce sujet et pour constater le droit du Gouvernement khédivial de subordonner l'exercice de ces deux professions à la production des diplômes et à l'autorisation.

Quant à l'objection relative à la perception de certains droits de chancellerie, il convient de rappeler qu'ils ont été établis par un décret qui remonte à 1887 et acquittés par des médecins, pharmaciens et sages-femmes français. Il est permis d'ajouter également qu'aux termes de la loi ottomane sur l'exercice de la médecine les droits pour l'obtention du permis d'exercer sont fixés à 500 piastres. Cette loi est appliquée à tous les médecins sans distinction de nationalité.

Néanmoins, en ce qui concerne ces droits de chancellerie et malgré les considérations qui précèdent en faveur de l'Administration égyptienne, le Gouvernement du Khédivé, pour être agréable au Gouvernement de la République,

consentirait à faire abandon de ces droits perçus lors de la remise de l'autorisation pour l'exercice de la profession de médecin, pharmacien, sage-femme, ainsi que du droit de 3 livres égyptiennes relatif à l'ouverture d'une pharmacie ou d'un établissement de vente de produits pharmaceutiques, à l'ouverture d'un établissement pour la vente des substances vénéneuses, à l'ouverture d'un établissement industriel employant des substances vénéneuses.

Règlement sur l'exercice de la pharmacie civile au point de vue commercial et Règlement sur la vente des substances vénéneuses.

L'accord intervenu entre les Puissances et l'Égypte, à propos de l'annexe D, ne visant que les dispositions contraires au *texte des Traités et Conventions*, c'est donc à ce point de vue exclusif qu'il y a lieu d'examiner les objections élevées au sujet des perquisitions à faire chez les pharmaciens et les droguistes.

Or, l'article 70 de la Capitulation de 1740 porte que l'autorité locale ne pourra, sans nécessité et par force, entrer dans une maison habitée par un Français.

Le Protocole Bourée, du 9 juin 1869, tout en définissant le domicile, stipule : *En dehors de la demeure, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve.*

La Délibération des Consuls généraux, en date du 26 avril 1856, constate le droit de la police locale de pénétrer, *sans avoir besoin du concours des Consuls*, dans des établissements publics, *étant seul excepté le domicile privé de l'individu*. Ce n'était donc pas, de la part du Gouvernement français, l'abandon d'un droit, mais bien la reconnaissance explicite du droit déjà existant pour le Gouvernement égyptien de pénétrer librement dans les établissements publics.

Quant à l'article 9 du règlement du 10 janvier 1881, le Gouvernement de Son Altesse a conclu, des pourparlers qui ont précédé sa promulgation, que son droit de pénétrer dans les pharmacies et drogueries sans l'assistance consulaire demeurait intact. Il serait d'ailleurs difficile de considérer les établissements énumérés au dernier paragraphe de l'article 9 : marchés, abattoirs, pharmacies, drogueries, magasins de comestibles et autres lieux publics, comme constituant un domicile.

Convaincu de son droit, le Gouvernement de Son Altesse soumettait à la Cour d'appel le règlement sur les pharmacies et celui sur les substances vénéneuses contenant des dispositions relatives à son droit d'inspection, mais la Cour a cru devoir imposer au Gouvernement l'obligation d'avertir au préalable l'autorité consulaire avant de procéder à l'inspection, et prévu, en outre, le cas où cette autorité ne se ferait pas représenter.

En présence du mandat conféré à la Cour, le Gouvernement de Son Altesse ne pouvait qu'accepter une disposition qui, en somme, n'entravait nullement son droit d'inspection et se bornait à laisser aux autorités consulaires la faculté de se faire représenter.

C'est dans le même ordre d'idées que, pour être agréable au Gouvernement de la République, le Gouvernement de Son Altesse propose d'insérer que l'avis préalable sera adressé au Consulat cinq heures au moins avant l'inspection, que la lettre d'avis devra être envoyée ouverte et que mention de l'heure de la réception sera faite sur les registres du porteur.

Il n'y aurait ainsi à redouter ni surprise, ni malentendu, et, si l'autorité consulaire n'assistait pas à l'inspection, il serait passé outre.

L'objection élevée contre l'article 9 du règlement des pharmacies se base sur ce que la fermeture que le juge est autorisé à ordonner, dans des cas déterminés, ne serait pas une peine de simple police, mais une peine correctionnelle.

Or, aux termes des articles 3, 4 et 6 du Code pénal mixte, qui donne la nomenclature des peines, la fermeture ne figure ni parmi les peines de simple police, ni parmi les peines correctionnelles.

La fermeture ne constitue donc pas une peine ; c'est une mesure destinée

uniquement à faire cesser, suivant les cas, un état de délit ou de contravention.

Il va de soi qu'il ne s'agit pas ici d'une fermeture définitive. La réouverture pourra avoir lieu aussitôt que le contrevenant aura régularisé sa situation vis-à-vis des règlements et que, par suite, l'état de contravention aura cessé. Il ne tient donc qu'au contrevenant lui-même d'abréger la durée de la fermeture de son établissement.

Il y a lieu de rappeler que le Gouvernement a eu l'occasion d'user de son droit de procéder administrativement à la fermeture des pharmacies. Ce droit, non seulement n'a pas été contesté par les Consuls intéressés, mais encore sur une action en dommages-intérêts intentée du chef de fermeture administrative, la Cour mixte a, par un arrêt en date du 6 décembre 1888, reconnu la parfaite légalité de la procédure suivie par le Gouvernement.

Règlement sur les Etablissements publics.

Il n'est pas exact de dire que les cercles et les clubs sont exclus de l'annexe D. L'énumération des établissements n'est pas limitative, elle n'est qu'énonciative, puisqu'il y est dit « maisons meublées, cafés, maisons de tolérance, etc. ».

Quant à l'intervention du Parquet mixte pour pénétrer dans les cercles et les clubs, elle est on ne peut plus justifiée par la nature même de ces établissements qui ne relèvent d'aucune autorité consulaire spéciale, puisqu'ils comprennent des membres de nationalité différente. Dans ces conditions, à moins d'aviser le corps consulaire dans son entier, il fallait en venir à la judiciaire solution indiquée par la Cour.

La licence prévue à l'article 1^{er} est *gratuite*, il n'y a donc ni création de nouvel impôt, ni violation de la Capitulation.

La critique de l'article 19 est combattue, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, tant par le Protocole Bourée que par la délibération des Consuls généraux de 1836. Le premier dit que : « En dehors de la demeure, l'action de la police « s'exercera librement, sans réserve ». La seconde reconnaît explicitement que « la police locale a le droit de pénétrer sans le concours des Consuls dans les « cafés, restaurants, etc., étant seul excepté le domicile de l'individu, pour y « faire des *perquisitions* et arrestations ».

Ces déclarations de la Délibération de 1836 en matière d'établissements publics n'étaient pas nouvelles ; déjà en 1849, le corps consulaire, convoqué par le Ministère des affaires étrangères d'alors, reconnaissait que l'action de la police devait s'exercer librement, sans la moindre des oppositions, dans les établissements publics, ainsi que cela résulte de la Circulaire aux Consuls généraux en date du 2 mai 1849, n° 91.

D'ailleurs, on ne saurait contester au Gouvernement égyptien son droit de réglementer les établissements publics et d'imposer aux logeurs la tenue d'un registre, obligation qui résulte de l'article 333 du Code pénal mixte. Or, cette obligation n'aurait pas de sanction si la police ne pouvait pas vérifier ces registres.

Les considérations développées ci-dessus répondent également à l'objection soulevée au sujet du droit donné aux autorités sanitaires de pénétrer dans les établissements publics pour constater la qualité des boissons : ce droit de l'autorité locale étant admis, il lui appartient évidemment de déléguer à cet effet des agents du service spécial sanitaire qui offrent plus de garanties, tant à l'administration qu'à l'intéressé lui-même.

Certes, il serait utile, en vue de la répression ultérieure, que la constatation de la nature des boissons fût contradictoire ; le Gouvernement de Son Altesse serait donc disposé à accepter l'assistance d'un délégué consulaire. Mais il serait bien entendu qu'il n'y aurait pas d'avis préalable, les Commissaires se rendant à une constatation prévendraient verbalement l'autorité consulaire, qui serait tenue de prêter son assistance immédiate sans pouvoir retarder ni arrêter l'inspection.

Enfin il y a lieu d'examiner les prétendues violations de la liberté du commerce. L'article 1^{er} du Règlement sur les établissements publics n'a nullement

entendu subordonner à une autorisation préalable l'ouverture d'un établissement ; mais, puisque des doutes paraissent s'élever, le Gouvernement de Son Altesse s'empresse d'en modifier la rédaction de manière à rendre toute équivoque impossible. Quant à l'interdiction du débit des boissons alcooliques et fermentées, le Gouvernement ne croit pas devoir insister sur les raisons d'ordre supérieur qui justifient cette disposition. Il est néanmoins disposé à ne pas étendre cette interdiction aux quartiers européens des villes d'Alexandrie, du Caire, de Port-Saïd, d'Ismailiah et de Suez.

Sur l'article 19, à propos du libre accès de la police dans les établissements publics, le Gouvernement reconnaît qu'il ne saurait refuser d'insérer la réserve relative au domicile privé telle qu'elle est inscrite dans la délibération de 1836.

En ce qui concerne la fermeture prévue à l'article 20, il a été expliqué, à propos du règlement sur les pharmacies, que la fermeture n'excédait pas les pouvoirs du juge des contraventions. Il n'y aurait qu'à introduire des modifications de forme pour la mettre en harmonie avec la rédaction de l'article premier.

Telles sont, Monsieur le Marquis, les considérations que la lecture de votre note a suggérées au Gouvernement de Son Altesse.

J'ai eu l'honneur de vous les exposer au cours de nos différents entretiens et de vous faire connaître, en même temps, comment le Gouvernement khédivial croit pouvoir concilier certaines des dispositions de nos Règlements avec l'interprétation donnée par le Gouvernement de la République aux traités et actes invoqués.

Vous avez bien voulu m'informer, Monsieur le Marquis, que les dispositions indiquées plus haut et que l'Égypte offre de prendre au sujet des Règlements concernant les naissances et décès, les médecins et les établissements publics, sont de nature à vous donner satisfaction.

Je m'empresse de vous transmettre, ci-joint, un exemplaire de ce dernier Règlement, portant à l'encre rouge le texte des modifications projetées, en vous priant de me faire savoir si elles résument fidèlement nos accords verbaux.

J'aurais été heureux, Monsieur le Marquis, si cette entente eût pu s'étendre également aux Règlements sur les pharmacies et les substances vénéneuses, mais j'espère qu'avec l'esprit de conciliation dont est animé le Gouvernement khédivial et votre haute intervention nous ne tarderons pas à arriver à un accord, même sur les deux Règlements laissés en suspens.

Veuillez, etc.

M. le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 novembre 1891.

Dans le numéro du *Journal officiel* paru hier soir se trouve promulgué un décret khédivial qui abolit, conformément à notre demande, les droits de chancellerie et autres, établis sur l'exercice des professions de médecins, pharmaciens, etc. et sur le commerce des substances vénéneuses.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de ce décret.

REVERSEAUX.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 19 NOVEMBRE 1891.

Nous, Khédivé d'Égypte :

Sur la proposition de Nos Ministres de l'intérieur et des finances, et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

Article premier. — Sont et demeurent supprimés tous droits quelconques de chancellerie ou autres, perçus jusqu'à ce jour pour la délivrance des autorisations :

D'exercer la médecine, la pharmacie, l'art vétérinaire, la profession de dentiste, l'art de l'accouchement, la petite chirurgie et la profession de simple accoucheuse ;

D'ouvrir une pharmacie et des établissements de vente de produits pharmaceutiques ;

D'ouvrir un établissement de vente de substances vénéneuses ;

D'ouvrir un établissement industriel employant des substances vénéneuses.

Art. 2. — Le présent décret est exécutoire nonobstant toute disposition contraire résultant des décrets ou règlements en vigueur, et, à partir de sa publication, les autorisations indiquées à l'article précédent seront délivrées sans autres frais que le prix du papier timbré, soit 30 millièmes.

Art. 3. — Nos Ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdine, le 17 novembre 1891 (15 Rabi-Akher 1309).

Signé : MEHÉMET-THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,*

*Le Ministre des Finances,
A. ROUCHDY.*

Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul de France au Caire.

Paris, le 28 novembre 1891.

Le courrier apporté par votre dernière valise nous parvient trop tard pour qu'il me soit possible d'entrer aujourd'hui avec vous dans le détail des réflexions que doivent nous suggérer les conditions au milieu desquelles vous avez réussi à faire prévaloir une solution de la question des règlements de police, conforme, autant que le permettaient les circonstances, aux intérêts et aux légitimes prétentions de nos ressortissants établis en Egypte,

Je tiens néanmoins à constater dès à présent la part personnelle que vous avez prise à une négociation dont le succès doit être profitable à l'ensemble de notre situation politique dans la vallée du Nil et nous assure, en fin de compte, sans porter ombrage au Gouvernement khédivial et sans froisser les susceptibilités de la Cour d'appel, les sympathies de toutes les colonies européennes.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 11 janvier 1892.

Pour faire suite à mes précédentes communications, j'ai l'honneur de transmettre, ci-joint, à Votre Excellence, le texte :

1° Du règlement relatif aux établissements publics, tel qu'il a été modifié sur notre intervention et accepté en dernier lieu par la Cour ;

2° D'un arrêté suspendant pour les Européens l'inspection des pharmacies et des établissements débitant des substances vénéneuses.

REVERSEAUX.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 11 JANVIER 1892.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Arrêté.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu les articles 333 et 340 du Code pénal pour les tribunaux mixtes ;

Vu les articles 343 et 351 du Code pénal pour les tribunaux indigènes ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de la cour d'appel mixte, en date du 16 novembre 1891,

Arrête :

RÈGLEMENT DE POLICE POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

Article premier. — Toute personne qui se propose d'ouvrir un établissement public, tel que : café, restaurant, cabaret, buvette, bar, brasserie, théâtre, cirque, cercle, club et autres établissements analogues, est tenue d'en faire la déclaration par écrit et quinze jours au moins à l'avance, au gouvernement ou gouvernorat ou à la moudirieh du lieu.

Il pourra être procédé à l'ouverture le seizième jour, à moins que l'autorité locale n'ait, dans l'intervalle, notifié, par voie administrative, son opposition fondée sur les dispositions de l'article 4 ci-après.

Néanmoins les établissements précités, ainsi que ceux mentionnés à l'article 2, ne pourront, en aucun cas, débiter des boissons alcooliques ou fermentées sans une licence spéciale qu'il appartient à l'Administration seule d'accorder ou de refuser.

Toutefois, pour les établissements situés dans les quartiers européens des villes du Caire, d'Alexandrie, de Port-Saïd, d'Ismaïliah et de Suez, la déclaration d'ouverture emportera, de plein droit, la licence.

La licence sera délivrée gratuitement, elle pourra être révoquée par l'Administration, mais seulement lorsque le tenancier de l'établissement aura été condamné deux fois par le tribunal compétent de première instance pour débit de boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé.

Art. 2. — Les tenanciers des établissements publics existant antérieurement devront se faire inscrire au gouvernorat ou à la moudirieh du lieu dans les trente jours qui suivront la publication du présent règlement, se faire délivrer un certificat d'inscription et obtenir, s'il y a lieu, la licence dans les conditions et sous les réserves énoncées à l'article précédent.

Art. 3. — Toute déclaration pour l'ouverture d'un nouvel établissement public devra contenir l'indication des nom, prénoms, lieu de naissance, profession, domicile et nationalité du déclarant, ainsi que du genre ou de l'affectation spéciale de l'établissement et du lieu où il devra être situé.

Elle devra être accompagnée d'un extrait du casier judiciaire du déclarant, ou, à défaut, d'un certificat délivré par l'autorité dont il relève, constatant qu'il n'a subi aucune des condamnations spécifiées ci-après.

Le déclarant y prendra l'engagement formel de ne laisser jouer aucun jeu de hasard dans son établissement.

Art. 4. — Ne pourront ouvrir ni tenir aucun établissement public :

1° Les mineurs non émancipés et les interdits ;

2° Les personnes qui ont été condamnées pour crimes de droit commun. L'incapacité résultant de cette condamnation est perpétuelle ;

3° Les personnes qui ont été condamnées à un emprisonnement d'un mois au moins, pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineur à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, lorsque cette condamnation remonte à moins de cinq ans ou que, pendant les cinq années qui l'ont suivie, elles ont subi une condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Il est en outre interdit d'ouvrir un des établissements mentionnés à l'arti-

cle 1^{er} dans les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce, ou près des lieux consacrés au culte ou à l'instruction de la jeunesse, ou près des cimetières ou des tombeaux qui sont l'objet de la vénération publique.

Art. 5. — Les condamnations mentionnées aux deuxième et troisième paragraphes de l'article précédent, lorsqu'elles ont été prononcées contre le tenancier d'un établissement public déjà autorisé, entraînent de plein droit l'interdiction de continuer l'exploitation de son établissement, à partir du jour où elles sont devenues définitives et pour les mêmes délais.

Art. 6. — Tout établissement qui sera ou restera ouvert, en contravention aux articles 4 et 5, sera dénoncé au tribunal compétent (mixte ou indigène), qui en ordonnera la fermeture, indépendamment des peines qu'aura encourues le tenancier.

Art. 7. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une fête publique ou autre analogue, établiraient provisoirement des cafés, débits de boissons, théâtre etc., ne sont pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 1^{er}, mais ils doivent en obtenir au préalable l'autorisation de l'autorité locale, à défaut de quoi leur établissement sera immédiatement fermé par ladite autorité, sans préjudice des peines que le tribunal pourra prononcer à leur encontre.

Art. 8. — Les personnes tenant des hôtels, maisons garnies, auberges et les logeurs en général, doivent donner avis à l'autorité locale (gouvernorat ou moudirieh), dans les vingt-quatre heures de l'ouverture de leurs établissements. Ceux déjà existants devront être signalés à la même autorité dans les dix jours qui suivront la publication du présent règlement.

Art. 9. — Les personnes susdites doivent tenir un registre cacheté par le Gouvernorat ou la Moudirieh sur chacun de ses feuillets, et conforme au modèle annexé au présent règlement. Elles y inscriront de suite, sans blanc, rature ni interligne, le jour même de son arrivée, toute personne qu'elles auraient logée dans leur maison, et y noteront sans retard le jour de sa sortie. Elles y indiqueront ses nom, prénoms, nationalité et profession, ainsi que le lieu de son domicile et de sa provenance.

Ce registre doit être présenté pour la vérification à tout officier de la police qui sera désigné à cet effet par le commandant de la police. Elles devront, en outre, fournir à la police tout renseignement qui lui serait utile.

Art. 10. — Ces mêmes personnes devront remettre, tous les matins à l'agent de police désigné à cet effet, une liste des personnes ayant pris un logement dans leur maison ou qui l'auraient quitté pendant les dernières vingt-quatre heures. Cette liste devra contenir les mêmes indications que celles du registre.

Art. 11. — Toute mutation dans la personne du tenancier ou du directeur ou gérant de tout établissement public doit être déclarée dans un délai de trois jours. Le nouveau tenancier, directeur ou gérant, doit exhiber son casier judiciaire ou un certificat en tenant lieu, pour attester qu'il n'est pas dans un des cas d'incapacité prévus dans l'article 4.

La translation de l'établissement d'un lieu à un autre doit être déclarée quinze jours au moins à l'avance; elle peut être effectuée le seizième jour, à moins que, dans l'intervalle, l'autorité locale n'ait notifié administrativement son opposition fondée sur les dispositions du dernier paragraphe de l'article 4.

Art. 12. — Chaque établissement devra avoir, au-dessus de l'entrée principale, une enseigne portant l'indication du genre d'industrie qui s'y exerce, ainsi qu'une lanterne qui devra être allumée depuis le coucher du soleil.

L'établissement qui a plus d'une porte doit avoir une lanterne allumée, jusqu'au moment de la fermeture, au-dessus de chacune d'elles.

Art. 13. — La fermeture des établissements publics est fixée à minuit précis, du 13 octobre au 14 avril, et à une heure du matin du 15 avril au 14 octobre.

L'autorité locale (gouvernorat ou moudirieh) pourra donner des autorisations spéciales aux établissements situés dans les centres, de rester ouverts au delà des heures réglementaires.

L'ouverture des établissements publics ne pourra être faite qu'à 6 heures du

matin du 13 octobre au 14 avril, et à 5 heures du matin du 15 avril au 14 octobre.

Art. 14. — Il est interdit aux maîtres des établissements, à leurs garçons ou gens de service d'y recevoir ou garder personne, d'y donner à boire ou à manger au delà de l'heure de fermeture prescrite par l'article précédent.

Les hôtels et les maisons garnies sont exceptés de cette mesure.

Art. 15. — Tout établissement dans lequel se commettraient des désordres pourra être fermé par la police avant l'heure fixée.

Si ces désordres se répétaient, l'établissement devra fermer à l'heure qui sera fixée par la police, pour le temps qu'elle déterminera.

Art. 16. — Il est nécessaire de faire, dans les conditions prévues aux articles 1 et 8, une déclaration nouvelle à l'autorité locale toutes les fois qu'il s'agira de modifier, même occasionnellement, le genre ou l'affectation spéciale en vue desquels la première déclaration a été faite.

Art. 17. — Il est défendu aux tenanciers des établissements publics de laisser jouer aux jeux de hasard de quelque nature qu'ils soient, tels que : baccarat, lansquenet, trente-et-un, trente et quarante, pharaon, roulette, petits chevaux et autres jeux similaires.

En cas de contravention à la disposition qui précède, les enjeux et objets ayant servi à la contravention seront saisis et les contrevenants seront poursuivis.

Art. 18. — Il est défendu aux maîtres ou employés des cafés, cabarets, bars, buvettes ou autres établissements similaires de donner à boire à des individus en état d'ivresse.

Art. 19. — La police aura accès dans les établissements publics (étant seul excepté le domicile privé de l'individu) dans les circonstances et conditions suivantes :

1° Les officiers pourront pénétrer dans les hôtels, maisons garnies et autres lieux analogues, pour vérifier le registre visé à l'article 9, s'assurer auprès du personnel de ces établissements, de l'exactitude des inscriptions y contenues et prendre en général, auprès de ce personnel, tout renseignement nécessaire à la police. Les simples agents pourront y pénétrer pour retirer la liste mentionnée à l'article 10.

2° Les officiers et simples agents spécialement désignés par le commandant de la police pourront pénétrer dans les théâtres, cirques, salles et autres lieux de spectacles et bals publics pour maintenir l'ordre.

3° Les officiers pourront entrer dans les cercles, clubs, cafés, restaurants, cabarets, buvettes, bars, brasseries, théâtres, cirques et autres établissements analogues, pour constater les contraventions qui se commettraient au présent règlement, pour y recueillir des informations et y arrêter un criminel ou toute autre personne recherchée par la police qui s'y serait réfugiée.

Les simples agents pourront y pénétrer à l'occasion d'une rixe, d'actes de violence ou de tout autre fait troublant l'ordre public, et pour y arrêter un criminel surpris en flagrant délit.

4° Tout agent de la force publique pourra pénétrer dans tout établissement où sa présence sera requise à l'occasion d'un désordre ou pour prêter assistance.

Des commissaires spéciaux qualifiés à cet effet et désignés par l'Administration des services sanitaires pourront pénétrer dans les établissements publics mentionnés à l'article 1^{er}, pour vérifier la nature des boissons. S'il s'agit d'établissements tenus par des étrangers, ces commissaires, en se rendant sur les lieux, avertiront verbalement le Consulat intéressé. L'autorité consulaire ainsi avertie aura la faculté de faire accompagner ces commissaires par un délégué. Si elle n'intervient pas immédiatement, on passera outre.

Art. 20. — Toute infraction aux présentes dispositions sera punie dans les limites des peines édictées par les articles 331 et 333 du Code pénal mixte pour les étrangers, et les articles 341 et 343 du Code pénal indigène pour les sujets locaux.

Le juge pourra admettre le bénéfice des circonstances atténuantes.

En cas de contravention à la disposition de l'article 17, le juge pourra prononcer la confiscation des enjeux et des objets saisis.

Le Tribunal ordonnera, en outre, la fermeture :

1^o Des établissements publics ouverts ou tenus en contravention aux articles 1, 4, 5 ;

2^o Toutes les fois que dans une période de six mois, il y aura eu contre les tenanciers, même successifs, trois condamnations du chef d'avoir laissé jouer un jeu de hasard dans l'établissement. La troisième condamnation entraînera la fermeture ;

3^o De ceux mentionnés à l'article 1^{er} et débitant des boissons alcooliques ou fermentées, et qui ne seraient pas munis de la licence prévue au troisième paragraphe dudit article ;

4^o De ceux auxquels la licence a déjà été retirée.

Art. 21. — Le présent règlement est substitué à celui du 13 juin 1891, concernant les mêmes établissements ; il entrera en vigueur immédiatement après sa promulgation.

Fait au Caire le 21 novembre 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Circulaire adressée aux Moudirs et Gouverneurs.

Monsieur le...

L'article premier du règlement de police pour les établissements publics prescrit qu'une licence spéciale est nécessaire pour débiter dans ces établissements des boissons alcooliques ou fermentées.

Une exception est faite à cette disposition quant aux établissements qui se trouvent dans les quartiers européens des villes du Caire, Alexandrie, Port-Saïd, Ismailia et Suez.

Mais pour les autres villes et villages, le Gouvernement se réserve complètement le droit d'apprécier s'il y a lieu d'accorder ou de refuser la licence.

Je crois donc opportun de vous faire connaître, à titre d'instruction, quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de l'exécution de cet article, exécution sur laquelle je vous prie de porter toute votre attention, s'agissant d'une question qui intéresse la moralité et l'ordre public.

En ce qui concerne les villages dont la population n'atteint pas 3,000 âmes et qui sont habités exclusivement par des indigènes, aucune de ces licences ne doit être donnée.

On délivrera toutefois des licences aux propriétaires des buffets de toutes les stations des chemins de fer.

Pour les autres endroits, le Moudir ou Gouverneur doit, dans chaque cas, prendre tous les renseignements nécessaires, et s'il estime que la délivrance de la licence pourrait donner lieu au moindre inconvénient, il doit la refuser.

Mais, quant aux établissements existants dans les villes ou villages de plus de 3,000 âmes et où l'on débite actuellement des boissons alcooliques ou fermentées, le Gouvernement pense que, pour ménager autant que possible les intérêts des propriétaires de ces établissements et leur faciliter le moyen de se débarrasser des marchandises qui forment leur fonds de commerce, il y aurait lieu de leur accorder une licence temporaire pour une durée d'une année au plus.

Il est bien entendu que, ce délai passé, le débit des boissons doit cesser, si, après avoir pris les renseignements susénoncés, le Moudir ou Gouverneur ne croit pas l'autoriser définitivement, et que si le propriétaire venait à céder à un autre son établissement, la licence temporaire resterait également sans effet, aux termes de l'article 14 du Règlement.

Le Caire, le 11 novembre 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 11 JANVIER 1892.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu les Arrêtés ministériels en date du 13 juin 1891, concernant l'exercice de la pharmacie civile et les substances vénéneuses,

Arrête :

Les délégués sanitaires ne procéderont pas, jusqu'à nouvel ordre, s'il s'agit de pharmaciens, commerçants ou industriels européens, aux inspections prévues et réglementées par l'article 7 du Règlement relatif à l'exercice de la pharmacie civile, et par l'article 17 de celui ayant trait aux substances vénéneuses.

Fait au Caire, le 21 novembre 1891.

MOUSTAPHA FEHMY.

XIII

ASSAINISSEMENT DU CAIRE (1891-1893).

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 21 mai 1891.

Par une circulaire en date du 20 de ce mois que Votre Excellence trouvera ci-jointe en copie, le Gouvernement du Khédive a saisi les Représentants des Puissances d'un projet de décret destiné à procurer au Trésor égyptien les ressources nécessaires pour assainir la ville du Caire.

Aux termes de ce décret, la somme de 5,237,000 L. E. à laquelle sont arrêtées les dépenses administratives serait augmentée, jusqu'à concurrence de la moitié du produit des octrois du Caire, du montant des dépenses faites pour l'assainissement de cette ville.

La combinaison projetée aurait pour effet de réduire les excédents de recettes qui rentrent au fonds de réserve du montant de la moitié des dépenses occasionnées par les travaux dont il s'agit, et, d'autre part, de diminuer, pour une somme équivalente à la totalité de ces mêmes dépenses, la garantie de l'emprunt émis en vertu du décret du 30 avril 1888, puisque les revenus des contributions directes et indirectes de la capitale sont éventuellement affectés au paiement des mensualités dudit emprunt.

Je ne pense pas qu'il soit possible de refuser les moyens sollicités pour remédier à la situation sanitaire du Caire qui, en ces derniers temps, est devenue alarmante, et au sujet de laquelle la presse locale, notamment les journaux français, mène grand bruit.

Mais, si le projet du Gouvernement khédivial doit être accepté en principe, il faudrait subordonner sa mise à exécution à de notables modifications.

Il y aurait lieu, à mon avis, de faire d'abord un travail sérieux pour établir à quelle somme s'élèvera la première mise de fonds destinée aux travaux fondamentaux d'assainissement et de déterminer ensuite les frais

annuels que nécessiterait l'entretien de ces œuvres. La première de ces charges pourrait être inscrite en plus au budget des dépenses administratives; la seconde, au contraire, doit, par sa nature même, être supportée par les ressources ordinaires du Gouvernement.

En outre, les produits des impôts des patentes et de la propriété bâtie devraient être employés de préférence aux revenus de l'octroi.

Par ce moyen, on rendrait moins impopulaires ces deux nouvelles taxes auxquelles les Européens ont été récemment soumis et contre lesquelles ils se plaignent à bon droit.

Enfin, il y aurait lieu de nous donner des garanties que les travaux seront faits d'une façon sérieuse et pratique. Ce but serait atteint par l'institution d'une Commission internationale technique chargée de déterminer le meilleur mode à employer en l'espèce.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 21 MAI 1891.

Tigrane Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 20 mai 1891.

Vous avez pu constater par les bulletins de statistique hebdomadaires que la mortalité au Caire est anormale par rapport au nombre des naissances. Cette situation préoccupe vivement le Gouvernement de S. A. le Khédive.

Des mesures de voirie et des précautions sanitaires ont été prises par l'Administration dans la limite de ses ressources; mais, malgré tout, cette grande ville se trouve depuis quelque temps visitée par des fièvres dont le retour presque périodique devient inquiétant.

De l'avis des autorités médicales compétentes, le remède à cette situation des plus fâcheuses consisterait dans l'exécution d'un ensemble de travaux d'assainissement, conformément aux mesures indiquées par les hommes de science et adoptées dans les principales villes de l'Europe, en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Une pareille entreprise comporte nécessairement des dépenses extraordinaires; le Gouvernement s'est appliqué à rechercher les moyens d'y subvenir et il se plaît à espérer qu'en raison de l'importance particulière du but à atteindre, la combinaison financière à laquelle il s'est arrêté sera favorablement accueillie par le Gouvernement de la République.

Il est vrai que l'amélioration des conditions sanitaires de la capitale de l'Egypte est de nature à influer heureusement sur la prospérité du pays tout entier; mais, en réalité, la question présente un intérêt municipal plutôt que gouvernemental. Aussi le Gouvernement a pensé qu'il y aurait lieu d'appliquer aux dépenses d'assainissement une partie des recettes de l'octroi du Caire, recettes qui, dans les autres pays, sont affectées, le plus ordinairement, au service des villes où elles sont perçues. C'est dans cet ordre d'idées que le Gouvernement de Son Altesse a préparé le projet de décret dont j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie en trois exemplaires, en vous priant de vouloir bien le recommander à votre Gouvernement.

Il s'agit là, comme vous le voyez, Monsieur le Marquis, d'une œuvre importante, comportant le règlement préalable de longs et nombreux détails préliminaires avant qu'il soit procédé à l'exécution. Il est donc nécessaire, pour permettre au Gouvernement de Son Altesse d'être en mesure de commencer l'exécution à la fin de l'année courante ou, au plus tard, dans les premiers jours de janvier prochain, que les adhésions des divers Gouvernements me parviennent dans le plus bref délai.

Je suis persuadé que le Gouvernement de la République, appréciant les considérations que j'ai l'honneur de lui exposer, ainsi que le caractère d'urgence toute spéciale du décret projeté, voudra bien donner son assentiment à une mesure destinée à sauvegarder la santé publique dans la capitale de l'Égypte, où les colonies européennes sont si largement représentées.

TIGRANE.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 27 juin 1891.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 21 mai concernant le projet d'assainissement de la ville du Caire soumis à l'approbation des Puissances. Le Gouvernement de la République est tout disposé en principe à donner son approbation à un projet qui aurait pour résultat d'assurer de meilleures conditions d'hygiène à la capitale de l'Égypte.

Il ressort toutefois des indications que vous m'avez fait parvenir qu'on n'est pas encore d'accord sur le chiffre de la dépense que peut nécessiter la création au Caire d'un système d'égouts. D'après les divers renseignements que j'ai reçus à ce sujet, les uns parlent du chiffre élevé de 600,000 livres ; d'autres estiment que l'industrie privée pourrait exécuter ce travail sans charges pour l'État et en réalisant même de sérieux bénéfices par suite de la transformation d'une partie du Khalig en magasins et en habitations et de la mise en culture de vastes terrains situés à l'est de la ville.

Dans la réponse que vous adresserez au Gouvernement khédivial, vous voudrez bien faire ressortir cet état encore incertain de la question qui ne nous permet pas d'apprécier avec suffisamment de précision le chiffre probable de la dépense pour que nous puissions d'ores et déjà reconnaître la nécessité de prendre une décision aussi grave que celle qui tendrait à modifier à nouveau le chiffre des dépenses administratives fixé par la Convention de Londres. Vous suggèrerez l'idée de charger une Commission internationale technique d'étudier les différents projets. Lorsque celle-ci se sera prononcée sur le chiffre probable des dépenses, le Gouvernement de la République ne se refusera pas à examiner le côté financier de la question.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 11 juillet 1891.

Le Ministre des Affaires étrangères serait disposé à accepter de confier à une Commission technique internationale, composée d'un ingénieur français, d'un anglais et d'un allemand, l'examen des différents projets qui lui seraient présentés pour l'assainissement du Caire, à la condition que le Gouvernement de la République promettrait de s'en rapporter à la décision de cette Commission et donnerait ensuite son assentiment au projet de décret.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 23 juillet 1891.

Si les Commissaires sont d'accord et qu'il y ait des ressources suffisantes en dehors des économies réservées, nous pourrions promettre notre assentiment.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 juillet 1891.

J'ai formulé ainsi les conditions de notre promesse d'adhésion au projet de décret relatif à l'assainissement du Caire :

Le Gouvernement khédivial confiera à une Commission technique internationale le soin d'examiner les différents projets qui lui seraient présentés avant le 15 octobre, époque de sa réunion ; il s'engage à adopter le projet que les commissaires, après s'être mis d'accord, lui recommanderont comme le meilleur et le plus économique, ou celui qu'ils feraient eux-mêmes. Il se réserve de mettre les travaux en adjudication. Les fonds nécessaires à l'exécution des travaux seront, ainsi que le spécifie le décret, pris en dehors des économies de la conversion.

Tigrane-Pacha accepte ces conditions et demande l'assentiment du Gouvernement de la République, qui ne sera, bien entendu, valable qu'autant que toutes ces conditions seront remplies. Le Gouvernement égyptien entend par accord la décision à la majorité, car l'unanimité serait impraticable.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 23 juillet 1891.

Maintenez absolument la nécessité de l'approbation à l'unanimité.

A. RIBOT.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 23 août 1891.

Le Gouvernement égyptien prie le Gouvernement français de lui indiquer une solution qui permette à la Commission de délibérer utilement.

Edmond BAPST.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 29 août 1891.

J'apprécie les dispositions conciliantes dont témoigne la dernière communication de Tigrane-Pacha relative à l'assainissement du Caire. La meilleure procédure consisterait à donner mandat aux Commissaires de s'entendre sur la rédaction d'un projet dont l'exécution serait ensuite mise en adjudication. Rien ne permet de prévoir que les Commissaires ne se

mettront pas d'accord. Si cette éventualité se présentait, le Gouvernement français ne ferait pas difficulté de s'entendre avec le Gouvernement égyptien pour charger un ingénieur, qui ne serait ni allemand, ni anglais, ni français, de mettre au point le travail de la Commission.

Nous ne désirons qu'une chose, c'est que le travail de la Commission se fasse dans les meilleures conditions possibles et que l'égalité entre les concurrents soit assurée par la mise en adjudication. A. RIBOT.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 24 septembre 1891.

Le Gouvernement égyptien cherche à nous donner pleine satisfaction dans la question de l'assainissement du Caire.

A cet effet Tigrane-Pacha, après entente avec ses collègues, m'a remis ce matin un memorandum où il énumère toutes les conditions que le Gouvernement de Son Altesse est prêt à accepter, pourvu que le Gouvernement de la République donne son adhésion au projet déjà sanctionné par la plupart des grandes Puissances. Votre Excellence trouvera cette pièce ci-jointe en copie. Elle remarquera que sa rédaction répond assez exactement à nos vues.

Edmond BAPST.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 1891.

Mémorandum remis par Tigrane-Pacha le 24 septembre 1891.

Le Gouvernement de la République donne son adhésion au projet de décret relatif à l'assainissement du Caire, sous les réserves suivantes :

Une Commission technique, composée de trois membres (français, allemand, anglais), nommés par le Gouvernement de Son Altesse, examinera les différents projets dont l'Administration égyptienne se trouvera saisie.

Cette Commission désignera celui des projets qu'elle croira devoir recommander au Gouvernement comme réunissant les meilleures conditions d'économie et d'exécution ; il appartiendra à la Commission d'introduire dans ce projet toutes les modifications qu'elle jugera nécessaires. Si, au contraire, elle considère qu'aucun des projets n'est satisfaisant, elle en préparera un autre à elle.

L'avis de la Commission devra être pris à l'unanimité.

Si, par impossible, les commissaires ne peuvent tomber d'accord, le Gouvernement khédivial nommera M. ingénieur hollandais, ou M. ingénieur belge, qui sera adjoint à la Commission avec voix prépondérante.

Toutefois cette nomination ne sera obligatoire qu'au cas où le Gouvernement de la République croirait devoir insister sur sa nécessité. Dans le cas contraire, l'avis de la majorité de la Commission suffira pour fixer le Gouvernement de Son Altesse sur le projet à adopter.

Les travaux seront mis en adjudication.

Il est bien entendu que le mandat de la Commission prendra fin avec la remise de son rapport définitif et qu'il appartiendra au Gouvernement khédivial de décider s'il fera ou non exécuter le projet qui lui aura été recommandé dans les conditions ci-dessus stipulées.

Dans le cas où le Gouvernement khédivial ne jugerait pas à propos d'exécuter ce projet, il ne pourrait donner aucune suite au Décret sans consulter de nouveau les Puissances.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 novembre 1891.

Tigrane-Pacha me prie de demander à Votre Excellence de vouloir bien lui désigner deux ingénieurs techniques parmi lesquels le Gouvernement égyptien choisira le membre français de la Commission internationale chargée de l'examen des projets relatifs à l'assainissement du Caire.

Il prie l'Agent et Consul général de Belgique de faire la même demande à Bruxelles pour nous soumettre le nom de l'agent départageant en cas de non-unanimité des commissaires.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 novembre 1891.

J'ai donné l'assentiment du Gouvernement de la République au Projet de décret relatif à l'assainissement du Caire.

Cet assentiment a été donné moyennant les conditions énoncées dans la note ci-jointe.

En outre, Tigrane-Pacha, conformément à sa promesse, me demande, dans une lettre également ci-jointe en copie, de lui désigner deux ou trois ingénieurs français, entre lesquels le Gouvernement de Son Altesse choisirait le commissaire chargé de se prononcer, de concert avec un ingénieur allemand et un ingénieur anglais, sur le projet d'assainissement qui sera mis à exécution.

Au sujet de l'arbitre dont la nomination pourrait, à notre gré, devenir nécessaire en cas de divergence entre les trois commissaires, Tigrane-Pacha a déjà consulté mon collègue de Belgique. Celui-ci a répondu en donnant le nom de M. Royers, qui vient d'exécuter les travaux d'assainissement d'Anvers et paraît qualifié pour juger de ce qu'il importe de faire au Caire, ville exposée aux infiltrations du Nil tout comme Anvers l'est à celles de l'Escaut.

En somme, sur cette question de l'assainissement, nous sommes parvenus à rallier absolument à nos vues le Gouvernement égyptien, ce qui est un succès réel et ce qui, d'autre part, constitue une bonne œuvre envers les indigènes. En exigeant, en effet, la nomination d'un commissaire technique, nous avons assuré la bonne exécution de travaux que réclament impérieusement les déplorables conditions sanitaires de la ville du Caire.

Il a été convenu entre Tigrane-Pacha et moi que la Commission ne pourrait se réunir avant le 31 janvier prochain : ce délai me paraît suffisant pour permettre à tous ceux qui voudraient concourir à l'adjudication et qui n'auraient pas encore envoyé ici leurs projets, de prendre les dispositions nécessaires.

REVERSEAUX.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 NOVEMBRE 1891.

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 17 novembre 1891.

Comme suite à l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous ce matin,

je m'empresse de vous adresser, ci-jointe, en deux originaux, une note concernant le résultat de nos pourparlers au sujet de l'assainissement de la ville du Caire.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien, après l'avoir revêtu de votre signature, me retourner l'exemplaire destiné au Gouvernement égyptien et qui servirait de base aux travaux de la Commission qu'il s'agit de former.

Quant au nom de l'ingénieur belge dont le concours pourrait être éventuellement nécessaire, je me propose de vous le communiquer dès que M. Maskens m'aura renseigné sur les ingénieurs belges les plus compétents en matière d'assainissement.

TIGRANE.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 NOVEMBRE 1891.

Le Gouvernement de la République donne son adhésion au projet de décret relatif à l'assainissement du Caire, sous les réserves suivantes :

Une Commission technique, composée de trois membres (français, anglais, allemand) nommés par le Gouvernement de Son Altesse, examinera les différents projets, dont l'Administration égyptienne se trouvera saisie.

Cette Commission désignera celui des projets qu'elle croira devoir recommander au Gouvernement comme réunissant les meilleures conditions d'économie et d'exécution ; il appartiendra à la Commission d'introduire dans ce projet toutes les modifications qu'elle jugera nécessaires. Si, au contraire, elle considère qu'aucun des projets n'est satisfaisant, elle en préparera un à elle.

L'avis de la Commission devra être pris à l'unanimité.

Si, par impossible, les Commissaires ne peuvent tomber d'accord, le Gouvernement Khédivial nommera M., ingénieur Belge, qui sera adjoint à la Commission avec voix prépondérante.

Toutefois, cette nomination ne sera obligatoire qu'au cas où le Gouvernement de la République croirait devoir insister sur sa nécessité. Dans le cas contraire, l'avis de la majorité de la Commission suffira pour fixer le Gouvernement de Son Altesse sur le projet à adopter.

Les travaux seront mis en adjudication.

Il est bien entendu que le mandat de la Commission prendra fin avec la remise de son rapport définitif, et qu'il appartiendra au Gouvernement khédivial de décider s'il fera ou non exécuter le projet qui lui aura été recommandé dans les conditions ci-dessus stipulées.

Dans le cas où le Gouvernement khédivial ne jugerait pas à propos d'exécuter ce projet, il ne pourrait donner aucune suite au Décret, sans consulter de nouveau les Puissances.

Le Caire, le 17 novembre 1891.

TIGRANE.

REVERSEAUX.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 NOVEMBRE 1891.

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 18 novembre 1891.

Le Gouvernement de Son Altesse se propose de confier à une Commission le soin de se prononcer sur différents projets d'assainissement de la ville du Caire et, au besoin, d'en préparer un.

L'étude et l'exécution de travaux d'assainissement ayant été, en France, l'objet d'une attention toute particulière, le Gouvernement de Son Altesse serait heureux de s'assurer le concours d'un ingénieur spécialiste Français.

Je vous serais, par conséquent, reconnaissant si vous vouliez bien m'indiquer les noms de deux ou trois personnes qui, par leurs connaissances et les travaux qu'elles ont déjà exécutés, paraîtraient les plus aptes à remplir la mission que le Gouvernement de Son Altesse se propose de leur confier.

TIGRANE.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 17 décembre 1891.

Tigrane-Pacha me prie de vous proposer M. Royers, ingénieur de la ville de Gand, comme arbitre éventuel pour l'assainissement du Caire. Il demande de lui indiquer le plus tôt possible les deux ingénieurs français afin qu'il en choisisse un comme Commissaire. L'Allemagne et l'Angleterre ont déjà présenté les leurs.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 28 décembre 1891.

Les deux ingénieurs que nous proposons au choix du Gouvernement khédivial, pour faire partie de la Commission d'assainissement du Caire, sont : M. Fargue, inspecteur général des Ponts et Chaussées de première classe, et M. Guérard, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Marseille. M. Yves Guyot s'est d'avance assuré que tous deux sont disposés à accepter cette mission.

Nous n'avons pas d'objection contre le choix de M. Royers comme arbitre éventuel.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 5 janvier 1892.

M. Guérard vient d'être désigné par le Conseil des Ministres pour siéger dans la Commission de l'assainissement du Caire. Le Ministre des Travaux publics lui télégraphie pour avoir son acceptation et lui annoncer que son séjour au Caire serait de six semaines et qu'une somme de 600 livres lui serait allouée comme honoraires et autres frais.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 22 janvier 1892.

Le Gouvernement égyptien me prie de vous demander de faire autoriser d'urgence M. Guérard à venir en Egypte pour siéger à la Commission de l'assainissement qui se réunira au commencement de février.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 3 février 1892.

M. Guérard a dû quitter Marseille par le bateau du 2^d janvier.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 mars 1892.

La Commission internationale chargée de juger les projets d'assainissement du Caire vient de déposer son rapport. Aucun de ceux présentés n'ayant été jugé digne d'être adopté, les trois Commissaires ont rédigé un avant-projet qui devra servir de base à la confection d'un projet définitif. Ce travail sera exécuté par un des ingénieurs du Ministère des Travaux publics. Le Sous-secrétaire d'Etat à ce Département, Sir Colin Scott Moncrief, voulait considérer l'œuvre de la Commission comme terminée. Mais j'ai déclaré à Tigrane-Pacha que, pour exécuter la Convention passée entre lui et moi, le projet qui va être préparé dans le sens indiqué par les Commissaires devait être soumis à leur jugement et accepté à l'unanimité par eux ; que ce n'est qu'à ce moment que, leur tâche étant terminée, l'adhésion que nous avons donnée conditionnellement au Décret deviendra valable.

J'ai donc proposé, afin d'éviter de nouveaux frais au Gouvernement khédivial, d'adresser ce travail lorsqu'il sera terminé à chacun des trois ingénieurs, qui auront la faculté de se réunir en Europe pour en discuter les termes et l'approuver.

Mon collègue de Russie a bien voulu se joindre à moi pour imposer cette manière de procéder. Je me propose de tenir bon, fort des engagements écrits pris par le ministre des affaires étrangères, de ne considérer la mission de la Commission comme finie qu'après qu'elle aura rédigé un projet définitif.

Les travaux de la Commission ont marché sans encombre. Dès le premier jour, notre ingénieur et l'ingénieur allemand se sont mis d'accord et ont imposé leurs opinions. Je dois rendre justice à la haute valeur de M. Guérard, en même temps qu'à son esprit conciliant et à son habileté. Il a su prendre sur ses collègues et sur les membres du Gouvernement une légitime influence et a tenu très haut notre drapeau, en démontrant une fois de plus la supériorité de nos ingénieurs. Il a droit à la reconnaissance et aux remerciements du Gouvernement de la République pour la façon dont il s'est acquitté de sa mission.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 14 mars 1892.

Le Ministre des travaux publics vient d'écrire, au nom du Gouvernement égyptien, aux trois ingénieurs composant la Commission d'assainissement pour les aviser qu'un ingénieur de son département va être chargé de confectionner un projet d'après les bases de leur avant-projet, et que ce travail leur sera soumis, afin qu'ils lui donnent leur approbation « à l'unanimité ».

Ce n'est que la stricte exécution de nos conventions ; le Gouvernement Egyptien, obéissant à d'autres conseils, voulait s'y dérober en prétendant que l'œuvre des commissaires était terminée. Mais la convention passée avec Tigrane-Pacha sera exécutée à la lettre. J'aurai soin d'y veiller.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 24 mars 1892.

Vos dépêches en date des 12 et 14 de ce mois m'ont permis de constater que le Gouvernement khédivial ne s'était pas décidé sans difficulté à remplir les engagements qu'il a contractés à notre égard dans l'affaire de l'assainissement du Caire.

J'ai constaté avec satisfaction que vous avez soigneusement veillé à la stricte exécution de l'arrangement intervenu entre nous et le Gouvernement égyptien.

Fort des promesses écrites que vous a données Tigrane-Pacha et profitant de l'attitude très nette prise en cette circonstance par votre Collègue de Russie, il vous a été heureusement assez facile d'écarter les objections soulevées contre la solution que nous étions en droit d'attendre.

A. RIBOT.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 22 avril 1892.

Le *Journal officiel* vient de publier le rapport de la Commission internationale de l'assainissement de la ville du Caire que le délégué du Gouvernement de la République, M. Guérard, avait été chargé de rédiger.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 juin 1893.

M. Barois, secrétaire général du ministère des travaux publics, à qui avait été confié le projet définitif de l'assainissement du Caire, vient de terminer son travail. Il doit partir pour l'Europe le 15 du mois prochain et le soumettre à chacun des ingénieurs français, anglais et allemand, qui l'an dernier avaient fait partie de la Commission internationale et établi un avant-projet, dont M. Barois s'est inspiré dans ses études. Dès que ce projet aura été approuvé à l'unanimité, le Gouvernement prendra ses mesures pour mettre les travaux en adjudication.

REVERSEAUX.

XIV

AVÈNEMENT D'ABBAS PACHA (1892).

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 7 janvier 1892

Le Khédivé, subitement atteint d'une pneumonie double, vient de mourir à Héloüan.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 8 janvier 1892.

En ce qui concerne le nouveau Khédive, nous devons nous borner à veiller à ce que la transmission du pouvoir se fasse conformément aux firmans.

Tenez-vous au courant des intentions de la Porte et faites-moi connaître les dispositions qu'elle compte prendre.

A. RIBOT.

Le Comte de Florian, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 8 janvier 1892.

Lord Salisbury, que je viens de voir, m'a dit que, d'après les nouvelles reçues du Caire aujourd'hui, la succession dévolue au Prince Abbas ne devait causer aucun trouble. Le jeune Khédive, a-t-il ajouté, est en route pour le Caire, par la voie de Trieste.

FLORIAN.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 8 janvier 1892.

Le Prince Abbas ayant atteint depuis cinq jours, d'après le calendrier musulman, sa dix-huitième année, est majeur. Il n'y aura pas de Conseil de Régence. Les ministres restent chargés des affaires jusqu'à l'arrivée du Prince.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 10 janvier 1892.

Le télégramme ci-joint, adressé directement par le Grand Vizir au Président du Conseil des ministres d'Egypte, vient de reconnaître, en vertu du firman d'hérédité, le Prince Abbas Helmy, comme successeur de son père, et de charger le conseil des ministres de la direction des affaires du pays jusqu'à l'arrivée du nouveau Khédive.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 10 JANVIER 1892.

(Traduction.)

Dépêche de S. A. le Grand Vizir à S. Exc. le Président du Conseil khédivial, en date du 8 janvier 1892.

J'ai exposé à S. M. I. le Sultan, qu'en vertu du firman réglant l'hérédité du khédivat d'Egypte, la succession de feu Thewfik-Pacha est dévolue à son fils aîné, S. A. Abbas-Pacha Helmy, et qu'en attendant son arrivée en Egypte, Votre Excellence aura, avec le concours de ses collègues, la direction de l'adminis-

tration du pays. Sa Majesté Impériale a donné ses ordres dans ce sens ; je m'empresse de vous en informer.

Signé : DJEWAD, Grand Vizir.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 janvier 1892.

L'Irاده impérial conférant au Prince Abbas-Pacha la dignité de Khédive d'Egypte a paru hier au *Journal officiel* de l'Empire.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la traduction de ce document.

CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE CONSTANTINOPLE, EN DATE DU 10 JANVIER 1892.

Extrait du Journal officiel de l'Empire ottoman. N° du 9 janvier 1892.

Partie officielle. — Traduction.

Que Dieu veuille bien prolonger et augmenter les jours et la santé de S. M. I. le Khalife !

S. A. Tewfik-Pacha, Khédive d'Egypte, après avoir souffert quelques jours d'une pneumonie, s'est transporté dans la demeure de la durée éternelle, le terme promis étant venu, hier, dans la nuit de (jeudi à) vendredi, à deux heures (à la turque). C'est ce qui ressort des télégrammes adressés par le Président du Conseil des Ministres Egyptiens, et par S. Exc. Ghazi Ahmed Moukhtar-Pacha. Feu Tewfik-Pacha ayant, depuis le jour où il a été nommé au rang illustre de Khédive, réussi, sous l'impulsion de sa soumission excessive au siège du Saint Khalifat, à bien régler les affaires au milieu de tant de circonstances difficiles, sa perte est de nature à causer de la tristesse et des douleurs ; sa place est sans doute au Paradis. En outre, en vertu des termes illustres des firmans augustes émanant du Grand Khalifat et de l'éminent Sultanat, le Khédivat d'Egypte, ainsi qu'il est exposé dans la section des nominations, a été, par Iradé, habituellement gracieux de Sa Majesté Impériale, confié aux mains capables de S. A. Abbas Ihlmi-Pacha, l'aîné des fils du défunt. Aussi, nous empressons-nous d'annoncer cette nouvelle.

Nomination. — Le Khédivat d'Egypte a été confié aux mains capables de S. A. Abbas Ihlmi-Pacha.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 janvier 1892.

Abbas-Pacha a décliné l'invitation de passer par Constantinople et a donné pour motif l'état de santé de sa mère.

P. CAMBON.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 11 janvier 1892.

J'ai l'honneur de transmettre, ci-joint, à Votre Excellence une copie de la circulaire que le ministre des affaires étrangères vient d'adresser aux représentants des puissances pour leur annoncer que S. A. Mehemed Tewfik-Pacha est mort, et que son fils Abbas Helmy-Pacha lui succède au Khédivat, en vertu des firmans impériaux.

REVERSEAUX.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 11 JANVIER 1892.

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédivé, au Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 9 janvier 1892.

C'est avec une profonde douleur que j'ai à vous annoncer la mort de S. A. Mehemed Tewfik, mon auguste Maître, décédé le 7 janvier au soir, en son Palais de Héliouan, après une courte maladie.

En vous faisant part du malheur qui vient de frapper le pays, j'ai l'honneur, Monsieur le Marquis, de vous informer également que S. A. le Khédivé Abbas Helmy succède à son auguste père, et assume le Gouvernement de l'Égypte en conformité de firmans de S. M. I. le Sultan.

Veuillez agréer, etc.

TIGRANE.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 11 JANVIER 1892.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédivé.

Le Caire, le 10 janvier 1892.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a adressée, le 9 de ce mois, pour me faire part de la mort de S. A. le Khédivé Méhémet Tewfik-Pacha et m'informer que S. A. Abbas Helmy-Pacha succède à son auguste père, en conformité des firmans de S. M. I. le Sultan.

En accusant réception à Votre Excellence de cette double communication, je m'associe à la profonde douleur que cause au pays tout entier la perte qu'il vient d'éprouver dans la personne du regretté Khédivé et je ne puis que me féliciter que Sa Majesté impériale ait daigné par son Iradé, en date du 8 janvier 1892, élever au Khédivat S. A. Abbas Helmy-Pacha conformément au firman d'hérédité.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 janvier 1892.

Le Khédivé vient de faire son entrée solennelle dans la ville du Caire. Moukhtar Pacha, malade, n'a pu le recevoir au nom du Sultan ; en conséquence, le Président du Conseil a lu le télégramme du Grand Vizir nommant Abbas Pacha Khédivé.

La musique anglaise a aussitôt après joué l'hymne turc, tandis que la musique égyptienne a joué l'hymne khédivial. J'ai renouvelé à Son Altesse l'expression des sentiments de sympathie du Président de la République et du Gouvernement français à l'occasion de la perte qu'il a faite et j'ai ajouté que les délais avaient été insuffisants pour que l'escadre française pût venir le saluer à temps à Alexandrie, mais que l'intention du Gouvernement de la République était d'envoyer prochainement dans ce but une division navale. Le Khédivé m'a chargé de transmettre l'expression de sa gratitude au Président de la République et aux ministres.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 18 janvier 1892.

La division de l'escadre commandée par le contre-amiral des Essarts va se rendre de Toulon à Alexandrie. L'amiral aura ordre de se mettre en rapport avec vous pour aller saluer au Caire le Khédivé.

Avez-vous des objections contre ce projet ?

A. RIBOT.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 janvier 1892.

En ce qui me concerne, je ne vois que des avantages à ce que notre escadre vienne le plus tôt possible en Egypte.

J'irai moi-même à Alexandrie dès l'arrivée de nos navires afin de m'entendre avec l'amiral en vue de sa visite au Caire.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 1^{er} février 1892.

Je viens de remettre au Khédivé les insignes de Grand Croix de la Légion d'Honneur.

J'étais accompagné en cette circonstance de l'amiral Dorlodot des Essarts et de douze officiers de notre Division navale. Cette cérémonie et la présence de notre escadre dans les eaux d'Alexandrie ont produit une excellente impression sur Abbas-Pacha et sur la population indigène, aussi bien que sur les colonies étrangères d'Egypte.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 8 février 1892.

Le contre-amiral de Livron, commandant la division de l'escadre russe mouillée dans les eaux d'Alexandrie, vient de passer deux jours au Caire. Il a été reçu avec les mêmes honneurs que l'amiral Dorlodot des Essarts et a été nommé comme lui Grand-Croix du Medjidieh.

REVERSEAUX.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères à Paris.

Péra, le 23 février 1892.

Ahmed Eyoub-Pacha est désigné pour porter le Firman d'investiture au Khédivé.

P. CAMBON.

M. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 mars 1892.

Le Sultan a chargé son Grand Vizir de m'entretenir de l'occupation par les Egyptiens de différents points sur le littoral oriental de la mer Rouge.

Cette occupation ne résulte pas de firmans impériaux ou de conventions entre la Porte et le Gouvernement khédivial.

Les limites du vilayet d'Egypte ont été établies dans le firman délivré à Méhémet Ali en 1841, conformément à une carte jointe à cet acte et dont un exemplaire se trouve en double dans les archives de la Porte et dans celles du Caire. Elles sont figurées par une ligne diagonale de Suez à El-Arish et laissent à la Turquie la presqu'île entière du Sinaï. Il n'existe pas d'autre document relatif à ces limites.

On peut citer seulement certaines correspondances où il est question des parties détachées de l'empire au profit de l'Egypte, mais il s'agit des territoires de Souakim et de Massouah qui continuèrent, pendant un certain temps après l'investiture de Mehemet Ali, à être administrés par le Gouverneur du Hedjaz et qui furent abandonnés ultérieurement à l'Egypte en vertu de deux firmans impériaux (1874).

En ce qui concerne le littoral oriental de la mer Rouge, les droits de la Turquie sont donc hors de contestation.

Comment se fait-il que les vice-rois d'Egypte aient été autorisés à établir des postes sur certains points de ce littoral?

L'explication est fort simple. Avant le percement de l'isthme de Suez, deux grandes caravanes de pèlerins pour la Mecque se formaient tous les ans, l'une à Damas, l'autre au Caire, et se mettaient en marche avec une escorte militaire. La première, après avoir traversé la Palestine, gagnait le Hedjaz par une route jalonnée de gîtes, d'étapes et de postes armés dont les points principaux étaient Maan, Medouara, Rhat-el-Hadj, Tebuk, etc. La seconde s'acheminait par la presqu'île du Sinaï touchait à Akabah, suivait le littoral jusqu'à El-Ouidj, puis tournait à l'est pour rejoindre la caravane de Damas. Ses principaux gîtes d'étapes étaient Akabah, Mouellah, Zibah et El-Houidj. Pour assurer sa sécurité, le Khédive sollicitait du Sultan l'autorisation d'y installer des postes armés; la Porte accorda cette permission avec d'autant plus de facilité qu'il s'agissait de la protection de pèlerins égyptiens et qu'elle s'épargnait ainsi une dépense; mais elle ne fit aucun abandon de territoire; elle se contenta de déléguer sur certains points et pour un but déterminé ses droits de police au Gouvernement égyptien.

Aujourd'hui les caravanes prennent la voie maritime, les postes anciennement établis sur la route de l'intérieur ont été supprimés, il n'y a pas de raison pour laisser subsister ceux du littoral. Déjà, il y a deux ans, le détachement d'El-Ouidji a été rappelé sur les observations de la Porte. Elle désire obtenir maintenant le rappel des trois autres, et Votre Excellence sait déjà que le Khédive a consenti à faire évacuer Zibah et Mouellah; quant à Akabah, il prétendait s'y maintenir.

P. CAMBON.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 mars 1892.

Neuf navires anglais viennent d'arriver à Alexandrie pour la remise du firman, sur la fausse nouvelle du départ d'Eyoub-Pacha.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 mars 1892.

L'escadre anglaise quittera Alexandrie lundi soir, à moins que le départ d'Eyoub-Pacha n'ait lieu avant.

Trois croiseurs resteront dans le port.

REVERSEAUX.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 31 mars 1892

L'avis impérial *Izzeddin* ayant à son bord Eyoub-Pacha vient de partir.

P. CAMBON.

M. Biard, consul de France à Alexandrie, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 31 mars 1892.

L'escadre anglaise est partie d'Alexandrie.

BIARD.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 1^{er} avril 1892.

La nouvelle officielle du départ d'Eyoub-Pacha a été accueillie ici avec une grande joie. Tigrane-Pacha est venu me demander si j'en avais la confirmation. Une dépêche de M. Cambon reçue pendant la nuit m'a permis de lui répondre affirmativement.

REVERSEAUX.

M. Biard, consul de France à Alexandrie, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères à Paris.

Alexandrie, le 4 avril 1892.

Cinq bâtiments de l'escadre anglaise sont revenus ici hier.

BIARD.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 4 avril 1892.

Eyoub-Pacha vient d'arriver. Sir E. Baring ayant été avisé par l'Ambassadeur de la Reine à Constantinople que le firman réglait la question pen-

dante de la péninsule du Sinaï dans le sens de la carte annexée au firman de 1841, c'est-à-dire retour de la péninsule à l'administration turque, a conseillé au Gouvernement égyptien de suspendre l'investiture jusqu'à ce qu'un accord se fût établi à ce sujet. Il a télégraphié à Lord Salisbury pour lui dire que, d'après lui, le Sultan ne pouvait faire cette modification sans l'assentiment des Puissances et que le Cabinet anglais ne pouvait la tolérer.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 4 avril 1892.

Eyoub Pacha ayant déclaré à Mustapha-Pacha dans un entretien particulier qu'il n'avait pas la copie du firman et n'en connaissait pas le contenu, le Conseil des Ministres a décidé de conseiller au Khédive de la lui demander avant de fixer le jour de la remise.

REVERSEAUX.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères à Paris.

Péra, le 7 avril 1892.

Le firman d'investiture d'Abbas-Pacha, Khédive d'Egypte, est daté du 26 mars et, sauf dans le paragraphe relatif aux délimitations des possessions égyptiennes, il ne fait que reproduire, à quelques mots près, le firman de Tewfik. En ce qui concerne ce paragraphe, la modification se réduit à la mention du firman de Méhémet Ali, de la carte qui y était jointe et du firman relatif aux territoires annexés.

Les limites de l'Egypte du côté de la presqu'île du Sinaï correspondent à une ligne droite entre Suez et El-Arish.

Les territoires annexés sont ceux de Massouah, Souakim et Zeilah.

Il est probable que le Sultan aura voulu préciser son droit pour répondre à une proposition transmise par Moukhtar-Pacha au sujet de l'administration de la presqu'île du Sinaï et à la question posée au Parlement italien relativement à Massaouah.

Sa Majesté a donné pour instruction à Eyoub-Pacha de ne pas entrer en discussion avec le Gouvernement égyptien sur l'administration du Sinaï et, sans refuser cette concession au nouveau Khédive, il considère cette question comme étrangère à celle de l'investiture.

En un mot, le Sultan est disposé à abandonner, comme par le passé, l'administration de la péninsule du Sinaï à l'Egypte, mais il veut établir qu'aux termes des firmans dont l'exécution est garantie par les Puissances, les limites des possessions concédées à Méhémet Ali et à ses successeurs, sont fixées par une ligne entre Suez et El-Arish.

Sur ce point, le droit du Sultan est d'ailleurs évident.

P. CAMBON.

**M. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères**

Péra, le 8 avril 1892.

Le Grand Vizir a télégraphié au Khédive que le Sultan a pris connaissance de la demande de S. A. le Khédive, relative au Sinaï. Sa Majesté, voulant maintenir le *statu quo*, décide que l'administration de la presqu'île du Sinaï est laissée au Khédive comme par le passé, sauf au point d'Akabal qui est incorporé au vilayet du Hedjaz.

P. CAMBON

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 10 avril 1892.

Le Conseil des Ministres et le Khédive ont fixé la lecture du firman pour jeudi et l'ont notifiée par une circulaire aux Agents diplomatiques ainsi que je l'avais demandé.

L'escadre française est arrivée hier à Port-Saïd. J'inviterai l'Amiral des Essarts à assister à la lecture du firman.

REVERSEAUX.

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 15 avril 1892.

La lecture du firman a eu lieu hier matin : elle a été faite au Khédive en présence du Haut Commissaire, de l'envoyé du Sultan, des membres de la famille khédiviale, du Corps diplomatique et de tous les hauts dignitaires ecclésiastiques et laïques.

Les troupes anglaises formaient un grand carré avec les troupes égyptiennes ; ces dernières faisaient face à la tribune officielle.

Eyoub-Pacha s'est retiré après la lecture du firman sans attendre celle de l'Iradé. Il a décliné l'invitation à dîner du Khédive.

L'Amiral Dorlodot des Essarts a assisté à mes côtés à la cérémonie ; les amiraux anglais et italien escortaient également les Représentants de leur pays. Ils ont tous quitté le Caire ce matin, chaque escadre reprenant de suite la mer.

REVERSEAUX.

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 15 avril 1892.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence divers extraits du *Journal officiel* égyptien du 14 de ce mois contenant les traductions du firman d'investiture au khédive Abbas Hilmy-Pacha et de l'Iradé impérial relatif à la presqu'île du Sinaï, ainsi que les textes des lettres adressées par Sir E. Baring en cette circonstance au Gouvernement égyptien.

Dans ce même numéro se trouvent également les notes par lesquelles M. Koyander et moi avons notifié à Tigrane-Pacha que nos Gouvernements respectifs ont pris acte du Firman et de l'Iradé.

Dans ses parties essentielles, le Firman actuel est conforme à celui de

Tewfick-Pacha. Il en diffère cependant dans la forme par la citation des Firmans antérieurs qui établissent les limites du territoire égyptien, et aussi dans le fond en ce qu'il n'y est pas fait mention de Zeilah et qu'enfin le Khédivé n'y reçoit plus le titre de — « Sadaret bil Fil » (Grand Vizir effectif) mais simplement celui de Grand Vizir.

Par contre, des paragraphes dont la modification semblait devoir s'imposer ont été conservés tels qu'ils se trouvaient dans l'acte précédent. Le montant du tribut continue, en effet, à être fixé à 750 mille livres, bien que le tribut de Zeilah, s'élevant à 15,000 livres, ne soit plus servi, d'accord avec la Turquie, et l'autorisation qui avait été donnée à Tewfick de conclure des emprunts pour un cas spécial (suspension des paiements de 1879) se trouve reproduite sans aucune raison dans le Firman d'Abbas.

Votre Exc. remarquera la lettre par laquelle Sir E. Baring explique, le 13 de ce mois, au Gouvernement du Khédivé, l'attitude de l'Angleterre dans les récents événements, et formule les réserves et conditions sous lesquelles le Gouvernement de la Reine accepte la délimitation des frontières égyptiennes et ne fait plus d'objections à la promulgation officielle du Firman.

Le Sultan ne sera vraisemblablement pas fort satisfait de trouver dans le *Journal officiel* d'un pays vassal, sans aucune réfutation, un document de cette nature.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 1892.

**Traduction du firman impérial
d'investiture adressé à S. A. Abbas Hilmi Pacha.**

A Mon Vizir éclairé Abbas Hilmi Pacha, appelé au Khédivat d'Egypte avec le haut rang de Sédaret, décoré de mes Ordres Impériaux du Medjidieh en brillants et de la première classe de l'Osmanieh, que le Tout-Puissant perpétue sa splendeur, etc., etc.

Par suite des Décrets de la Providence, le Khédivé Méhémet-Tewfick Pacha étant décédé, le Khédivat d'Egypte avec les anciennes limites indiquées dans le Firman Impérial en date du 2 Rebi-ul-Akhir 1257 A. H., ainsi que sur la carte annexée audit Firman et les territoires annexés en conformité du Firman Impérial en date du 15 Zilhidge 1281 A. H., a été conféré à Toi en vertu de mon Iradé Impérial en date du 7 Djémazi-ul-Akhir 1309, comme témoignage de Ma Haute bienveillance et en égard à Tes services, à Ta droiture et à Ta loyauté, tant à Ma personne qu'aux intérêts de Mon Empire et à Tes connaissances, par rapport à l'état général de l'Egypte et à Ta capacité reconnue pour le règlement et l'amélioration des affaires de l'administration de l'Egypte; à Toi qui es l'Ainé du défunt Khédivé, conformément à la règle établie par le Firman Impérial du 12 Moharrem 1283, qui établit la transmission du Khédivat par ordre de primogéniture, de fils aîné en fils aîné.

L'accroissement de la prospérité de l'Egypte et la consolidation de la sécurité et de la tranquillité de ses habitants constituant à Nos yeux l'objet de Notre plus haute sollicitude, Nous avons rendu pour atteindre ce but louable, un Firman Impérial en date du 19 Châban 1296, qui, tout en conférant à Ton défunt Père le Khédivat d'Egypte, décrétait les dispositions suivantes :

Tous les revenus du Khédivat d'Egypte seront perçus en Mon Nom Impérial. Les habitants de l'Egypte étant Mes Sujets et ne devant comme tels subir en aucun temps la moindre oppression ni acte arbitraire, à cette condition, le Khédivat d'Egypte auquel est confié l'administration civile, financière et judiciaire du pays, aura la faculté d'élaborer et d'établir d'une manière conforme à la justice, tous règlements et lois intérieurs nécessaires à cet égard.

Le Khédivé sera autorisé à conclure et à renouveler, sans porter atteinte aux traités politiques de Mon Gouvernement Impérial, ni à Ses droits souverains sur ce pays, les Conventions avec les Agents des Puissances étrangères pour les douanes et le commerce et pour toutes les transactions avec les étrangers concernant les affaires intérieures, et cela dans le but de développer le commerce et l'industrie et de régler la police des étrangers et tous leurs rapports avec le Gouvernement et la population.

Ces Conventions seront communiquées à Ma Sublime Porte avant leur promulgation par le Khédivé.

Le Khédivé aura la disposition complète et entière des affaires financières du pays, mais Il n'aura nullement le droit de contracter des emprunts, sauf pour ce qui concerne exclusivement le règlement de la situation financière présente et en parfait accord avec ses présents créanciers ou les délégués chargés officiellement de leurs intérêts.

Le Khédivat ne saura, sous aucun prétexte ni motif, abandonner à d'autres, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l'Egypte et qui Lui sont confiés et qui font partie des droits inhérents au pouvoir souverain, ni aucune partie du territoire.

L'Administration Egyptienne aura soin de payer régulièrement le tribut annuel de 750,000 livres turques.

La monnaie sera frappée en Egypte en Mon Nom.

En temps de paix, 18,000 hommes de troupes suffisent pour la garde intérieure de l'Egypte. Ce chiffre ne doit pas être dépassé. Cependant, comme les forces égyptiennes de terre et de mer sont destinées aussi au service de Mon Gouvernement dans le cas où la Sublime Porte se trouverait engagée dans une guerre, leur chiffre pourra être augmenté dans la proportion jugée convenable.

Les drapeaux des forces de terre et de mer et les insignes des différents grades des officiers seront les mêmes que ceux de Mes armées.

Le Khédivé aura le droit de conférer aux officiers de terre et de mer jusqu'au grade de colonel inclusivement et aux emplois civils jusqu'au grade de Sanieh inclusivement.

Le Khédivé ne pourra, comme par le passé, construire des bâtiments blindés sans l'autorisation de Mon Gouvernement.

Tu veilleras au strict maintien des conditions qui précèdent et à ce qu'il n'arrive rien de contraire.

En vue de l'accomplissement intégral des dispositions ci-dessus mentionnées, mon présent Firman Impérial, orné de Mon autographe Impérial, a été rendu et envoyé.

Le 27 Chébau 1309.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 15 AVRIL 1892

Télégramme de S. A. le Grand Vizir, à S. A. le Khédivé, en date du 8 avril 1892.

Il est à la connaissance de Votre Altesse que S. M. le Sullan avait autorisé la présence à El-Wedjh, Umellah, Daba et Akaba, sur le littoral de l'Hedjaz, ainsi que dans certaines localités de la presqu'île de Tor-Sinaï, d'un nombre suffisant de zabtiéhs placés par le Gouvernement Egyptien, a cause du passage du Mahmal Egyptien par voie de terre.

Comme toutes ces localités ne figurent point sur la carte de 1257 remise à feu Mehemet Ali-Pacha et indiquant les frontières égyptiennes, El-Wedjh a, par conséquent, fait dernièrement retour au Vilayet de l'Hedjaz, par tradé de Sa Majesté Impériale, comme lui ont fait retour dernièrement les localités de Daba et Muellah.

De même, Akaba, aujourd'hui, est également annexé audit Vilayet, et, pour ce qui est de la presqu'île de Tor-Sinaï, le *statu quo* est maintenu et elle sera

administrée par le Khédivat de la même manière qu'elle était administrée du temps de Votre grand-père Ismail-Pacha et de Votre père Méhémet Thewfik-Pacha.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 13 AVRIL 1892

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédivé, à **Sir Evelyn Baring**, agent et consul général de S. M. Britannique au Caire.

Le Caire, le 13 avril 1892.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 11 de ce mois, pour me transmettre copie, en langue turque, avec sa traduction en français, du Firman d'investiture de S. A. le Khédivé.

Vous voulez bien, en me signalant que le passage relatif aux limites du Khédivat n'est pas conforme à celui contenu dans le Firman Impérial du 19 Châban 1296, me demander si le Gouvernement Khédivial a reçu de la Sublime Porte des explications à ce sujet.

Je suis heureux d'être à même de vous annoncer, Monsieur le Ministre, qu'effectivement, à la date du 8 de ce mois, S. A. le Grand-Vizir a transmis à S. A. le Khédivé, par le télégraphe, un Iradé de S. M. I. le Sultan Lui confiant, comme à Ses prédécesseurs, l'administration de la péninsule du Mont-Sinaï.

Cet Iradé, dont vous trouverez ci-joint copie, donne entière satisfaction à S. A. le Khédivé, qui s'est empressé de faire parvenir à S. M. I. le Sultan l'expression de Sa gratitude.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

TIGRANE.

ANNEXE IV A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 13 AVRIL 1892

Sir Evelyn Baring, agent et consul général de S. Majesté Britannique, au Caire, à **Tigrane-Pacha**, ministre des affaires étrangères du Khédivé.

(Traduction.)

Le Caire, le 13 avril 1892.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, dans laquelle, en réponse à celle que je vous ai adressée le 11 courant, vous me communiquez le texte en langue turque et la traduction française d'un télégramme adressé, le 8 courant, par le Grand Vizir de Sa Majesté Impériale le Sultan à S. A. le Khédivé, l'informant que, en ce qui concerne la Péninsule du Sinaï, le *statu quo* est maintenu, et que celle-ci continuera à être administrée par le Gouvernement Khédivial.

Votre Excellence sait qu'aucun changement ne peut être apporté aux Firmans réglant les rapports de la Sublime Porte et de l'Égypte sans le consentement du gouvernement de Sa Majesté Britannique. C'est pourquoi j'ai été invité à appeler l'attention de Votre Excellence sur l'insertion dans le présent Firman d'une délimitation de frontière qui diffère de celle contenue dans le Firman émanant de S. A. le dernier Khédivé, et qui, si on l'examine séparément, semble impliquer que la Péninsule du Sinaï sera dépendante administrativement dans l'avenir, non pas du Khédivat d'Égypte mais du Vilayet d'Hedjaz.

Le télégramme du Grand Vizir, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me communiquer, établit toutefois que la Péninsule du Sinaï (c'est-à-dire le territoire borné à l'est par une ligne courant dans la direction du sud-est à partir d'un point peu distant à l'est d'El-Arish jusqu'au fond du golfe d'Akaba) doit

continuer à être administrée par l'Égypte. Le fort d'Akaba, qui est situé à l'est de la ligne en question, fera ainsi partie du Vilayet d'Hedjaz.

Le Gouvernement de Sa Majesté a notifié à la Sublime Porte il y a plusieurs semaines, par l'intermédiaire du chargé d'affaires de Sa Majesté à Constantinople, qu'il était disposé à acquiescer à cet arrangement.

Dans ces circonstances, je suis chargé de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique accepte la délimitation de frontières tracée dans le présent Firman en tant que complétée, corrigée et expliquée par le télégramme du 8 courant de S. A. le Grand Vizir, qu'il considère ce télégramme comme faisant partie dudit Firman à titre d'annexe et qu'il ne forme aucune opposition à la promulgation officielle du Firman auquel sera adjoint le télégramme explicatif susmentionné.

Je dois ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté n'admet pas que les changements introduits dans la rédaction du Firman ou l'approbation par lui donnée à ce document puissent, en aucune façon, modifier les droits territoriaux ou prétentions existantes.

J'ai été chargé d'adresser cette note à Votre Excellence, comme aussi celle du 11 courant, afin d'établir dans un document officiel quel a été le but poursuivi par le Gouvernement de Sa Majesté au cours des négociations auxquelles il a pris part sur cette question, et qui sont aujourd'hui terminées.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'être assez bonne pour faire publier cette correspondance en même temps que le Firman et le télégramme de S. A. le Grand Vizir, dans le journal officiel du Gouvernement Égyptien.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

E. BARING.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 1892

Sir Evelyn Baring, agent et consul général de Sa Majesté Britannique au Caire, à Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

(Traduction.)

Le Caire, le 14 avril 1892.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu ce matin un télégramme de l'Ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople, m'informant qu'il a reçu une note verbale du Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale le Sultan lui communiquant officiellement copie en langue turque du Firman d'investiture et du télégramme du 8 courant envoyé par S. A. le Grand Vizir à S. A. le Khédive, relatif à l'administration de la péninsule du Sinaï.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

E. BARING.

ANNEXE VI A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 1892

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France, au Caire, à Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

Le Caire, le 14 avril 1892.

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à mes communications verbales relatives à l'intervention du Gouvernement Français dans la question du Sinaï et dont le résultat a été d'aplanir les difficultés pendantes, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République, ayant reçu communication officielle du Firman d'investiture de Son Abbas-Pacha Himli et de l'Iradé Impérial concer-

nant la presqu'île du Sinaï, a chargé son Ambassadeur près la Porte Ottomane de prendre acte de ces deux décisions souveraines.

Je suis heureux d'avoir à faire à Votre Excellence cette notification, conforme aux précédents de la politique française, et je la prie de vouloir bien m'en accuser réception.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

REVERSEAUX.

ANNEXE VII A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 1892

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au marquis de Reverseaux, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et Consulat général de France au Caire.

Le Caire, le 14 avril 1892.

Monsieur le Marquis,

Par dépêche en date de ce jour, vous m'avez fait l'honneur de m'annoncer que le Gouvernement de la République Française a chargé Son Ambassadeur près la Sublime Porte de prendre acte du Firman d'Investiture de Son Altesse le Khédive Abbas Hilmi et de l'Iradé Impérial relatif à la presqu'île du Sinaï qui Lui ont été officiellement communiqués.

Selon le désir que vous m'en exprimez, je m'empresse, Monsieur le Marquis, de vous accuser réception de votre communication et vous prie d'agréer les assurances de ma haute considération.

TIGRANE.

ANNEXE VIII A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 15 AVRIL 1892

M. Koyander, agent et consul général de Russie, au Caire, à Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

Le Caire, le 2/4 avril 1892.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir l'ordre de mon Gouvernement de porter à la connaissance de S. A. le Khédive que la Sublime Porte, ayant communiqué à l'Ambassadeur de S. M. l'Empereur à Constantinople le Firman d'investiture ainsi que l'Iradé concernant la presqu'île du Sinaï, S. E. M. de Nélidow a pris acte au nom du Gouvernement Impérial de la teneur de ces deux documents.

En priant Votre Excellence de vouloir bien soumettre ce qui précède à S. A. le Khédive, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. KOYANDER.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 avril 1892.

Dans un entretien que j'ai eu hier avec l'Ambassadeur d'Italie au sujet de l'Égypte, M. Ressenan, me parlant des incidents soulevés par la question du Firman d'investiture d'Abbas-Pacha, m'a dit qu'il avait adressé à la Porte au nom de son Gouvernement une note au sujet de Massaouah. Les termes du Firman portant que rien n'était changé à la situation générale du Khédivat d'Égypte, tel qu'il avait été confié à Méhéret-Ali, semblaient ne pas tenir compte de l'établissement des Italiens à Massaouah.

M. Ressiman était chargé de faire connaître à la Porte que le Gouvernement italien espérait que rien n'était changé à la situation actuelle.

J'apprends aujourd'hui que la Porte se propose de répondre à la note italienne sous la forme d'une note qui sera remise au marquis de Rudini par l'Ambassadeur de Turquie à Rome.

Cette note portera en substance qu'aucune modification n'est apportée aux conditions générales où se trouve l'Egypte en ce moment et, qu'en ce qui concerne Massaouah, la Porte s'en réfère aux deux communications qu'elle a jadis adressées à l'Ambassade d'Italie et aux déclarations qu'elles contiennent.

P. CAMBON.

(*A suivre.*)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

NORVÈGE

Loi du 4 juillet 1893 sur les droits des auteurs et des artistes (1).
entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1894.

TITRE PREMIER

DU DROIT D'AUTEUR SUR LES OUVRAGES LITTÉRAIRES

CHAPITRE PREMIER. — *De l'origine, de l'étendue et de l'objet du droit d'auteur.*

Article premier. — Dans les limites qu'indique la présente loi, l'auteur a le droit exclusif de publier ses écrits par la copie manuscrite, par la reproduction au moyen d'un procédé mécanique ou chimique, par la représentation dramatique ou mimique, par la récitation ou par une autre reproduction faite à l'aide du langage.

Toutefois, quand il s'agit d'un ouvrage déjà publié, la lecture ou récitation publique, tant qu'elle ne prend pas le caractère d'une représentation dramatique, est licite, si l'auteur ne l'a pas défendue sur le titre ou au commencement de l'ouvrage.

Art. 2. — De même, l'auteur a le droit exclusif de publier par n'importe quel procédé :

a) Des conférences orales ;
b) Des compositions musicales ; toutefois, quand il s'agit d'une composition musicale publiée, l'exécution publique, tant qu'elle ne prend pas le caractère d'une représentation dramatique, est licite, si le compositeur ne l'a pas défendue sur le titre ou au commencement de l'ouvrage ;

c) Des dessins mathématiques, géographiques, topographiques, d'histoire naturelle, techniques et autres, ainsi que des représentations graphiques ou plastiques qui, envisagées dans ce qu'elles ont de caractéristique, ne peuvent être considérées comme œuvres d'art.

Art. 3. — Les éditeurs de journaux ou d'autres publications périodiques ou d'œuvres qui se composent de contributions indépendantes provenant de divers collaborateurs, ont le même droit exclusif de publication, par rapport à l'ensemble de l'œuvre, que celui qui appartient aux auteurs.

(1) Nous empruntons, à la chronique du *Journal de la Librairie*, cette traduction qui est de M. Frédéric Baetzmänn, ancien commissaire général de la Norvège à l'Exposition universelle de 1889, à Paris.

Sous réserve des stipulations contraires, l'auteur de la contribution distincte garde son droit d'auteur sur cette contribution.

Art. 4. — Sans le consentement de celui auquel le droit d'auteur appartient, il ne devra être publié aucune traduction de la langue littéraire dans l'un de ses dialectes, ou *vice versa*, ou d'un dialecte dans un autre ; sous ce rapport, le *norvégien*, le *danois* et le *suédois* sont considérés comme étant des dialectes de la même langue.

Lorsque, simultanément ou au plus tard dans le délai d'un an, une œuvre aura été publiée licitement en plusieurs langues, il ne sera plus permis d'en publier une traduction en l'une de ces langues sans le consentement du titulaire du droit d'auteur.

Dans tout autre cas, il ne devra être publié, pendant dix ans à compter de la fin de l'année de la première publication de l'œuvre originale, aucune traduction sans le consentement du titulaire du droit d'auteur.

Pour des œuvres publiées par livraisons, ces délais d'un an ou de dix ans comptent à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale. Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des Sociétés littéraires ou savantes, ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne les délais sus-indiqués, considéré comme une œuvre séparée.

Art. 5. — Dans les limites indiquées au précédent article, celui qui traduit une œuvre a, par rapport à sa traduction, le même droit que l'auteur de l'œuvre originale.

Art. 6. — Quand une œuvre est composée par plusieurs auteurs, sans que la contribution d'aucun d'eux constitue une partie distincte, l'autorisation de chaque auteur est nécessaire pour procéder à la première publication, à moins qu'au préalable cette autorisation n'ait été donnée soit expressément, soit tacitement.

Il en est de même quand il s'agit de publier l'œuvre par un autre mode que celui employé antérieurement, comme par voie de représentation au lieu d'impression, ou *vice versa*.

Lorsque le droit d'auteur sur une œuvre a été transmis par héritage à plusieurs personnes conjointement, le droit de décider au sujet de la première publication ou au sujet d'une publication qui serait faite par un mode autre que celui employé antérieurement, appartient à celui auquel l'auteur a confié, par testament, cette décision. Dans le cas où il ne se trouve aucune disposition testamentaire à ce sujet, ce droit appartient à la veuve — pourvu qu'il n'y ait pas eu divorce ou séparation de corps et de biens — ou, s'il n'y a pas de veuve, à tous les héritiers conjointement, dont, dans ce cas, le consentement unanime sera nécessaire.

Lorsqu'il s'agit d'une œuvre composée par plusieurs auteurs et publiée licitement, chacun des auteurs ou de leurs héritiers peut exiger que l'œuvre soit de nouveau publiée suivant le même mode, pourvu qu'il n'en ait pas été convenu autrement, et, quant aux héritiers, qu'aucune disposition testamentaire ne s'y oppose.

Lorsque le droit de publication a passé par cession ou par voie judiciaire à plusieurs personnes conjointement, chaque ayant droit peut exiger que l'œuvre soit publiée.

Lorsqu'il y a dissentiment sur la question de savoir par quel mode ou sous quelles conditions la publication doit avoir lieu, et qu'il y a un des ayants droit dont la déclaration à ce sujet ne pourra être obtenue, chacun d'eux peut soumettre l'affaire au *Byret* de Christiania. Dans le cas où le Tribunal trouve que les renseignements obtenus par la procédure ne suffisent pas pour juger quel mode de publication doit être choisi, il doit lui-même, par expertise ou par d'autres moyens, provoquer les renseignements nécessaires pour la décision de l'affaire.

Le produit résultant de la publication sera réparti entre les ayants droit dans la mesure de leurs droits respectifs.

Lorsque l'œuvre est composée par plusieurs auteurs et qu'il n'existe entre eux aucune convention sur la proportion dans laquelle chacun d'eux doit participer au droit d'auteur, les droits de chacun seront égaux.

Art. 7. — Les prescriptions établies à l'art. 6 trouveront aussi leur application à l'égard des œuvres dramatico-musicales ainsi que des œuvres musicales accompagnées d'un texte, en tant qu'il s'agit de la représentation, exécution ou publication du texte et de la musique réunis.

L'auteur du texte et le compositeur ont chacun, en ce qui concerne son œuvre, le droit de publication.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux ballets, pantomimes et autres œuvres analogues pour lesquelles une musique spéciale a été composée.

Art. 8. — Ne font pas l'objet d'un droit d'auteur les lois, les ordonnances administratives, les décisions rendues par les tribunaux et autres documents publics.

Il en est de même des discussions et des documents délibératifs des représentations constitutionnelles, des conseils municipaux, ecclésiastiques ou autres, des discours faits devant les tribunaux, et de ceux prononcés dans les réunions délibératives de caractère politique et autre.

CHAPITRE II. — *Cession du droit d'auteur.*

Art. 9. — L'auteur peut céder totalement ou en partie le droit de publication de son œuvre.

La cession du droit de publier l'œuvre d'une manière déterminée (impression, représentation, etc.) n'implique pas le droit pour l'acquéreur de publier l'œuvre d'une autre manière, ni d'entreprendre ou d'autoriser des traductions ou des adaptations.

L'acquéreur n'a pas le droit d'introduire des changements dans l'œuvre sans le consentement de l'auteur.

A moins de conventions contraires, l'éditeur ne pourra faire qu'un seul tirage, lequel, excepté dans le cas prévu par l'art. 3, alinéa 1^{er}, ne doit pas excéder 1.000 exemplaires.

Tant que le tirage qui fait l'objet de la cession n'est pas épuisé, l'auteur n'a pas le droit d'en faire un nouveau.

Si l'auteur ou l'éditeur fait illicitement de nouveaux tirages, ou si l'éditeur fait un tirage supérieur à celui qu'il a le droit de faire, les règles contenues dans les art. 14, 17 et 19 sur la reproduction illicite seront appliquées.

Art. 10. — Celui à qui un auteur a cédé le droit de représentation d'une œuvre dramatique — y compris une œuvre mimique — ou d'une œuvre dramatico-musicale, ou le droit d'exécution publique d'une œuvre musicale, a le droit, sous réserve de stipulations contraires, de représenter ou d'exécuter l'œuvre partout et autant de fois qu'il veut, mais il ne pourra pas céder ce droit à d'autres.

A moins qu'il n'en ait été convenu autrement d'une manière formelle, une telle cession n'empêchera pas l'auteur de céder un droit analogue à d'autres personnes, ni de faire représenter ou exécuter lui-même son œuvre.

De plus, même dans le cas où un droit exclusif de représentation ou d'exécution a été cédé à une personne, l'auteur et ses héritiers — à l'exclusion de tous autres ayants cause — pourront néanmoins céder à d'autres le droit de représentation ou d'exécution, ou faire eux-mêmes représenter ou exécuter l'œuvre, et ce au cas où celui à qui le droit exclusif a été cédé n'a pas, pendant cinq années consécutives, procédé à la représentation ou exécution publique de l'œuvre.

Art. 11. — A la mort de l'auteur, les dispositions générales relatives aux successions s'appliqueront au droit d'auteur.

En ce qui concerne les œuvres n'ayant pas été publiées du vivant de l'auteur, celui-ci peut, par testament, interdire qu'elles soient publiées avant l'expiration d'un certain délai, qui toutefois ne devra pas dépasser cinquante ans après sa mort, et désigner la personne chargée de l'exécution de sa volonté.

Les dispositions contenues dans la loi du 12 octobre 1857, sur les personnes absentes ou disparues, seront également appliquées au droit d'auteur.

Quand une œuvre aura été composée par plusieurs auteurs à la fois, de façon à ce que les contributions de chacun d'eux se confondent, le droit de chaque collaborateur qui meurt sans laisser d'héritiers ou sans avoir cédé son droit à des tiers, passera aux autres collaborateurs ou à leurs ayants cause, sous réserve, toutefois, des droits des créanciers, conformément à l'art. 12 de la présente loi.

Lorsqu'après la mort de l'auteur il n'y a personne à qui le droit d'auteur appartient licitement, il tombe dans le domaine public.

Art. 12. — Aussi longtemps qu'une œuvre n'aura pas été publiée par l'édition ou par la représentation ou l'exécution publique, ni les créanciers de l'auteur, ni les créanciers de ses héritiers ne pourront obtenir, par une action judiciaire engagée en commun ou séparément, le droit de publier ladite œuvre ou de disposer du manuscrit de l'auteur.

De même, les créanciers de l'auteur ne pourront, pendant sa vie, acquérir, de la manière indiquée, le droit d'entreprendre une nouvelle édition d'une œuvre déjà publiée.

C'est seulement après la mort de l'auteur que le droit d'entreprendre une telle réédition — droit transmis alors à ses héritiers ou qui leur serait transmis s'il avait laissé des héritiers — entre dans la masse de sa succession et servira, s'il y a lieu, à satisfaire ses créanciers de la même manière que les autres objets de sa succession.

CHAPITRE III. — *Des atteintes au droit d'auteur et de la responsabilité encourue.*

Art. 13. — Constitue une atteinte au droit exclusif de publication qui

appartient à l'auteur ou à des tiers en vertu de la présente loi, non seulement la reproduction intégrale de l'œuvre, mais aussi la reproduction qui comporte des retranchements, additions ou remaniements, et compris la dramatisation ou l'adaptation de l'œuvre à un autre genre littéraire ou artistique, à moins que les changements apportés soient tels qu'il en résulte une œuvre essentiellement nouvelle et originale.

Art. 14. — N'est pas considérée comme constituant une atteinte au droit d'auteur :

a) L'insertion de morceaux détachés d'œuvres déjà publiées dans une œuvre d'ensemble qui, dans sa totalité, constitue une œuvre originale ;

b) L'utilisation analogue, à l'expiration de dix ans à partir de la fin de la première publication de l'œuvre utilisée, dans des recueils d'œuvres de différents auteurs ou compositeurs, destinés à l'usage des églises, des écoles et de l'enseignement élémentaire en général ;

c) La réimpression, comme texte de compositions musicales ou sur des programmes de concert, de poésies détachées, de peu d'étendue, déjà imprimées, ainsi que leur utilisation, comme texte, à l'exécution publique de compositions musicales.

d) La réimpression, comme texte explicatif d'illustrations artistiques, de poésies et de morceaux en prose, de peu d'étendue, déjà imprimés, pourvu que les illustrations soient l'essentiel de l'œuvre, et qu'il se soit écoulé au moins deux ans depuis la première édition de l'écrit.

La source doit toujours être clairement indiquée.

Art. 15. — Ne constitue pas non plus une atteinte au droit d'auteur la reproduction, en langue originale ou en traduction, dans des journaux ou revues, d'articles ou de communications détachées, empruntés à d'autres journaux ou revues, si l'n'a pas été fait spécialement réserve du droit de reproduction.

Dans ce cas aussi, la source doit toujours être clairement indiquée.

Art. 16. — Tous les exemplaires trouvés dans le royaume et destinés à la publication d'une œuvre imprimée ou copiée par écrit dans le royaume ou à l'étranger, en infraction de la présente loi, seront confisqués et détruits.

Si ce n'est qu'une partie de l'œuvre qui constitue une reproduction illicite, la confiscation et la destruction se restreindront, autant que possible, à cette partie.

De même tous les moules, planches et autres instruments servant exclusivement à la reproduction illicite seront confisqués et détruits, ou, en tout cas, mis dans un état qui empêche d'en faire un usage illégitime.

Toutefois, la partie lésée — ou les parties lésées conjointement, s'il y en a plusieurs — peuvent demander qu'on leur délivre les objets confisqués, contre compensation à évaluer.

La partie lésée pourra demander que cette évaluation — où la valeur des objets en question ne doit pas être fixée à un tarif supérieur aux frais nettement établis de leur fabrication — soit faite, avant qu'elle prenne une décision, si elle réclame la délivrance des objets confisqués.

Les mêmes règles seront appliquées à l'égard des copies et d'autres objets ayant servi à la représentation publique illicite d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou à l'exécution publique illicite de compositions musicales.

En cas de bonne foi justifiée, la délivrance et la destruction des exemplaires illicitement reproduits, et des moules, des planches et des autres instruments, ne pourront être exigées, si leur propriétaire les fait mettre sous séquestre jusqu'à l'expiration du droit d'auteur.

Art. 17. — Celui qui, violant la présente loi, reproduit, intentionnellement ou non, une œuvre, ou importe une œuvre reproduite à l'étranger en violation d'un droit exclusif défini par la présente loi, ou qui sciemment vend, distribue ou donne en location une œuvre reproduite ou importée dans le royaume en infraction à la présente loi, sera puni, s'il n'a pas d'ailleurs encouru une peine plus forte, d'une amende de 100 à 2.000 couronnes. Cette amende pourra toutefois être abaissée à 20 couronnes pour celui qui n'a fait que vendre, distribuer ou donner en location une œuvre reproduite ou importée par une autre personne.

En outre, le coupable devra indemniser complètement la partie lésée du préjudice que lui a fait subir la publication illicite. Cette indemnité sera calculée, autant que possible, sur le prix de la dernière édition licite et le nombre d'exemplaires de l'édition illicite qu'on jugera ou prouvera avoir été vendus. Lorsque ce mode d'évaluation sera inapplicable, parce que l'œuvre n'aura pas été publiée auparavant, ou par d'autres motifs, l'indemnité s'appréciera par des règles autant que possible analogues.

Le délit de contrefaçon est consommé dès qu'un seul exemplaire de la reproduction illicite se trouve complet.

Art. 18. — La représentation publique illicite, faite intentionnellement ou non, d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, ainsi que la récitation publique illicite ou l'exécution publique illicite d'une composition musicale, ou l'utilisation illicite d'un texte dans le cours d'une pareille exécution, sera punie d'une amende de 20 à 500 couronnes.

En outre, le coupable devra indemniser complètement la partie lésée du préjudice subi. En aucun cas, cette indemnité ne doit être inférieure au bénéfice net tiré de la représentation, récitation ou exécution illicite, ou, au cas où l'exploitation illicite n'a constitué qu'une partie de la représentation, récitation ou exécution, à une partie proportionnelle dudit bénéfice net.

Art. 19. — Celui qui a commis les actes mentionnés dans les art. 17 et 18 et qui établit sa bonne foi, n'encourt pas la responsabilité indiquée dans ces articles, mais il sera obligé d'en remettre le bénéfice à la partie lésée.

Art. 20. — Celui qui, intentionnellement ou non, a omis d'indiquer la source, conformément aux articles 14 et 15, sera puni d'une amende de 2 à 100 couronnes. En ce cas, il n'y aura lieu ni à confiscation ni à indemnité.

CHAPITRE IV. — *Cessation du droit d'auteur.*

Art. 21. — Le droit d'auteur dure pendant la vie de l'auteur et cinquante ans après la fin de l'année de sa mort.

Lorsqu'une œuvre a été produite par plusieurs auteurs, sans que la contribution de chacun d'eux forme un tout complet et distinct, les cinquante ans comptent de la fin de l'année de la mort du dernier survivant. Toutefois, dans le cas où l'œuvre a été publiée, on ne tiendra compte que des auteurs dont les noms se trouvent indiqués sur l'œuvre publiée ou l'ont été lors de sa représentation ou exécution publique.

Art. 22. — Les œuvres anonymes ou pseudonymes et les œuvres dont le droit d'auteur appartient à des institutions ou sociétés scientifiques, en vertu de l'art. 3 de la présente loi, sont protégées contre la reproduction illicite pendant cinquante ans à compter de la fin de l'année où l'œuvre a été publiée pour la première fois.

Toutefois, quand il s'agit d'œuvres anonymes ou pseudonymes, la protection entière, telle qu'elle est mentionnée à l'art. 21, sera acquise quand, avant l'expiration des cinquante ans, l'auteur se fait connaître lui-même ou est indiqué par un ayant droit sur un nouveau tirage ou par une déclaration publiée dans les formes prescrites pour les annonces légales.

Après la mort de l'auteur, une déclaration semblable ne pourra être faite, avec effet légal, que par celui auquel appartient, conformément au deuxième paragraphe de l'art. 6 de la présente loi, le droit de décider sur la première publication de l'œuvre, ou, à son défaut, par tous les héritiers conjointement.

Art. 23. — Lorsqu'il s'agit des œuvres mentionnées dans le premier paragraphe de l'art. 22 de la présente loi, publiées en plusieurs parties, mais formant par leur connexité un tout complet, le délai de cinquante ans sera compté à partir de la fin de l'année où la dernière partie aura été publiée pour la première fois, excepté dans le cas où il s'est écoulé, entre la publication de deux des parties distinctes, un délai de plus de trois ans ; dans ce cas, le délai, quant aux parties précédentes, sera compté de la fin de l'année où la dernière de celles-ci aura paru.

Art. 24. — La lecture ou la récitation publique d'une œuvre publiée, tant qu'elle ne revêt pas le caractère d'une représentation dramatique, est licite, passé un délai de trois ans à partir de la fin de l'année où l'œuvre a paru pour la première fois.

TITRE II

DU DROIT ARTISTIQUE

Art. 25. — Dans les limites indiquées par la présente loi, un artiste a le droit exclusif de vendre ou de publier autrement des reproductions de son œuvre d'art originale et de parties de celle-ci.

Il en est ainsi dans les cas où la reproduction implique l'usage d'une faculté artistique, ainsi que dans les cas où elle se fait par voie purement mécanique ou chimique.

De même, personne ne peut, sans l'autorisation de l'artiste intéressé, utiliser pour une œuvre architecturale ses dessins architecturaux originaux, non plus que les dessins, modèles, etc., qui ont été exécutés d'après les dessins originaux.

Art. 26. — Celui qui a licitement reproduit une œuvre d'art originale dans une autre forme artistique possède, par rapport à sa reproduction, le même droit que l'auteur d'une œuvre d'art originale.

Art. 27. — Dans le cas où une œuvre d'art a été produite par collaboration libre de plusieurs artistes, sans que la contribution d'aucun d'eux constitue une partie distincte, le consentement de tous ces collaborateurs est nécessaire pour la publication de reproductions de l'œuvre ou pour l'utilisation indiquée au dernier paragraphe de l'art. 25.

De même, dans le cas où, par héritage, le droit d'un artiste est dévolu

à plusieurs conjointement, le consentement de tous les ayants droit est nécessaire pour une publication ou utilisation semblable.

Art. 28. — L'artiste peut céder, totalement ou en partie, à d'autres, les droits qui lui appartiennent en vertu des précédents articles.

A moins de stipulations contraires, la cession de l'œuvre d'art elle-même n'implique pas le droit de publier des reproductions ; ce droit continue à appartenir à l'artiste.

Toutefois, quand il s'agit de portraits exécutés soit à l'aide de la peinture, soit à l'aide de la sculpture, ce droit ne pourra être exploité sans le consentement de celui qui a commandé l'œuvre.

La cession du droit de reproduire une œuvre d'art par des procédés déterminés ou d'une manière déterminée ne donne pas à l'acquéreur le droit de la reproduire par d'autres procédés ou d'une autre manière.

La règle de l'art. 9 s'applique également au contrat d'édition relatif à la reproduction d'une œuvre d'art originale.

Quand une œuvre d'art a été publiée dans l'une des publications mentionnées à l'art. 3, l'artiste conserve, à moins de stipulations contraires, le droit exclusif de la publier d'une autre manière.

Art. 29. — Après la mort de l'artiste, les règles indiquées par l'article 11 au sujet de son droit seront appliquées.

Art. 30. — Tant qu'un artiste n'aura pas manifesté, en offrant son œuvre d'art en vente, en l'exposant publiquement, ou autrement, qu'il la considère comme terminée et destinée à la publicité, ses créanciers ne pourront, par aucune espèce d'action judiciaire intentée séparément ou en commun, acquérir, pendant sa vie, le droit de vente.

En cas de contestation entre les héritiers d'un artiste décédé et ses créanciers, ou entre les héritiers, sur la question de savoir quelles sont parmi ses œuvres posthumes, — y compris des esquisses, des études, etc., — celles qui pourront être mises en vente sans que des susceptibilités légitimes souffrent, chacune des parties pourra soumettre la question au Ministère des Cultes et de l'Instruction publique.

Les règles contenues dans l'art. 12 seront également appliquées à la publication de reproductions d'une œuvre d'art.

Art. 31. — Une reproduction ou une utilisation d'une œuvre d'art appartenant à autrui ne devient pas licite à raison de ce fait qu'elle aurait été exécutée dans d'autres dimensions ou avec d'autres matériaux que l'original.

Elle ne devient pas licite non plus à raison de ce fait qu'elle aurait été exécutée d'après une autre reproduction, même si celle-ci a été licitement produite, ni à raison de modifications, additions ou retranchements, tant qu'il n'en est pas résulté une œuvre essentiellement nouvelle et originale.

Art. 32. — Au contraire, n'est pas considérée comme reproduction illicite la reproduction d'œuvres d'art détachées et insérées dans des ouvrages de critique et d'histoire artistique, en connexité avec le texte et dans le but de l'éclairer. Cependant, le nom de l'artiste, toutes les fois où il a été publié, doit toujours être mentionné. L'omission de cette mention sera punie conformément à l'art. 20.

Art. 33. — Les règles contenues dans les art 16, 17 et 19 seront également appliquées à l'utilisation d'une œuvre d'art faite en violation de la présente loi.

Art. 34. — Le droit exclusif de reproduction accordé, par les articles précédents, à un artiste sur son œuvre, existe pendant la vie de l'artiste et cinquante ans après la fin de l'année de sa mort.

Lorsqu'une œuvre d'art est le produit de la libre collaboration de plusieurs artistes, sans que la contribution de chacun d'eux forme un tout complet et distinct, les cinquante ans comptent à partir de la fin de l'année de la mort du dernier survivant.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 35. — L'action fondée sur l'infraction à la présente loi ne pourra être intentée que par la partie lésée.

Pour les ouvrages anonymes ou pseudonymes, l'éditeur indiqué sur l'ouvrage est considéré, faute de preuve contraire, comme autorisé à veiller aussi aux intérêts de l'auteur.

Art. 36. — L'action pénale, en vertu des art. 17, 18, 19, 20, 32 et 33, n'est plus recevable lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis que la partie lésée a eu connaissance du délit, et en tout cas, lorsqu'il s'agit d'une condamnation pénale, au bout de deux ans, et, dans les autres cas, au bout de trois ans à partir de la publication illicite.

L'action en confiscation et en destruction ou délivrance des reproductions illicites destinées à être publiées ou des instruments servant exclusivement à la reproduction illicite pourra être intentée tant que des exemplaires de cette reproduction ou ces instruments se trouveront dans le royaume, et tant que le droit lésé par cette reproduction subsiste encore.

Art. 37. — La présente loi s'applique à toutes les œuvres de sujets norvégiens ainsi qu'aux œuvres de sujets étrangers publiées par un éditeur norvégien.

Une édition est considérée comme norvégienne quand tous les associés en nom de la maison d'édition, ou, en cas de Société anonyme, tous les membres de son Conseil d'administration sont domiciliés en Norvège.

« Sous condition de réciprocité, les dispositions de la présente loi peuvent être, en tout ou en partie, rendues applicables, par ordonnance royale, aux œuvres produites par des sujets d'un autre pays, même si ces œuvres ne sont pas publiées par un éditeur norvégien ».

Art. 38. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1894. Elle est également applicable aux œuvres produites ou publiées avant sa mise en vigueur.

Toutefois, une reproduction commencée avant sa promulgation et dont la publication était licite selon la législation jusqu'ici en vigueur, pourra être à l'avenir écoulée ou autrement publiée, même au cas où cette publication est interdite par la présente loi.

De même, il sera permis de continuer à utiliser les planches, moules, pierres et autres instruments de reproduction qui auraient pu être utilisés licitement d'après la loi antérieurement en vigueur, quand il sera

prouvé que leur production a été commencée avant la promulgation de la présente loi.

Ne seront pas modifiés par la présente loi les rapports juridiques établis valablement en vertu du droit existant jusqu'à ce jour.

Les règles de succession indiquées par les art. 11 et 29 ne seront appliquées que dans le cas où l'auteur, le compositeur ou l'artiste sera mort après la mise en vigueur de la présente loi.

Art. 39. — Les privilèges et les détenses particuliers édictés en conformité de l'ancienne législation et qui sont encore en vigueur, continueront à recevoir leur application. Sont abrogées, au contraire, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 8 juin 1876 sur la protection du droit dit de propriété littéraire, et la loi du 12 mai 1877 sur la protection de la propriété artistique.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Dans la séance du 19 février, le Reichstag a discuté le budget de la colonie du Cameroun.

Répondant à des critiques du comte d'Arnim, le chancelier de Caprivi a fait les déclarations suivantes :

« Les assertions du préopinant concernant le traité conclu avec la France sont inexactes.

« Je ne puis pas fournir actuellement de plus amples renseignements au sujet de cette affaire. Je puis seulement constater que nous nous sommes entendus avec la France.

« Quant au traité conclu avec l'Angleterre, je suis en état d'affirmer que Yola ne nous a pas été enlevé par ce qu'on appelle le nouveau régime, mais à une époque antérieure.

« L'Angleterre emploie dans cette région quatre fois autant de capitaux et d'hommes que nous.

« Elle nous a attribué des territoires où aucun Allemand n'a jamais mis le pied. Je suis entièrement satisfait des traités. »

Le chancelier de l'empire s'est ensuite attaché à justifier la politique coloniale du gouvernement allemand.

M. Hasse, national libéral, dépeint l'activité coloniale fébrile et couronnée de succès des Anglais et des Français en Afrique; au contraire, les Allemands reculent; ils eussent dû s'emparer de Wadai.

M. Beckh, libéral démocrate, prétend que, dans les transactions avec la France au sujet du Cameroun, les Allemands se sont vu enlever la meilleure part.

Le directeur de l'office des colonies, M. Kayser, déclare qu'il ne peut entrer dans l'examen de l'arrangement avec la France, les négociations se trouvant encore en cours. Dans l'arrangement conclu avec l'Angleterre, continue M. H. Kayser, nous ne pouvions rien obtenir de plus; cet arrangement offre pourtant à l'esprit d'entreprise allemand un champ assez vaste encore.

M. Bebel développe cette idée que l'Allemagne n'a qu'à se réjouir de voir la France s'engager de plus en plus en Afrique; c'est la paix européenne consolidée pour un plus grand laps de temps.

Situation du duc de Saxe-Cobourg-Gotha.

Dans la séance du Reichstag du 3 février, à propos de la discussion du budget, sur l'article concernant le traitement du chancelier de l'empire, M. Friedberg, libéral national, demande comment le gouvernement envisage la question relative à la qualité de sujet de la reine d'Angleterre que revêt le nouveau duc de Saxe-Cobourg-Gotha.

Le général de Caprivi répond que le duc Alfred, en sa qualité de souverain, est indubitablement Allemand.

Il dit que la souveraineté exclut toute indépendance vis-à-vis de l'étranger. Le chancelier ajoute que le duc Alfred a promis à l'empereur de remplir fidèlement ses devoirs envers l'empire d'Allemagne et a tenu entièrement sa promesse.

Il déclare en outre que l'acceptation d'un trône allemand annule toute obligation vis-à-vis d'Etats étrangers. Le général de Caprivi termine son discours en déclarant que le duc Alfred a les devoirs et les droits d'un Allemand, que c'est à lui de régler ses devoirs vis-à-vis d'autres Etats de telle façon qu'ils ne soient pas en conflit avec ses devoirs vis-à-vis de l'Allemagne, et que l'immixtion du gouvernement allemand n'aurait aucun résultat pratique, mais pourrait seulement empêcher la liberté d'action du duc.

M. Spal, membre du centre, proteste contre l'idée d'une immixtion du gouvernement de l'empire sur le terrain en question.

M. Richter dit que, vu les déclarations du général de Caprivi, il n'y a plus lieu de s'occuper de cette affaire.

M. Friedberg se réserve de s'expliquer de nouveau à ce sujet. M. de Bonin, secrétaire d'Etat, plénipotentiaire du duché de Saxe-Cobourg-Gotha au Conseil fédéral, déclare, au nom du gouvernement de ce duché, que le duc Alfred, en sa qualité de souverain allemand, n'est pas sujet de la reine d'Angleterre et n'a, vis-à-vis de cet Etat, aucune obligation qui soit incompatible avec sa situation actuelle.

L'incident est clos.

ÉTATS-UNIS

Message de M. Cleveland, lu au Congrès le 4 décembre 1893 (1).

En accomplissant le devoir constitutionnel qui oblige le Président de donner, de temps en temps, au Congrès, des informations sur la situation de l'Union, et de recommander à l'attention des deux Chambres les mesures qu'il croit nécessaires et expédientes, je ne saurais trouver une meilleure entrée en matière que d'engager le Congrès à un examen soigneux des constatations détaillées et des recommandations bien fondées qui se trouvent dans les rapports des chefs de départements, chargés particulièrement de la fonction exécutive du gouvernement. Afin d'abrèger cette communication autant que son but le comporte, je dois donner un court exposé de la teneur de ces rapports départementaux, et compléter ces derniers par la mention de tels actes et incidents gouvernementaux qui ne sont pas dans ces rapports, ainsi que par les recommandations qui paraissent conformes aux exigences du temps actuel.

Quoique nos relations extérieures n'aient pas été, au cours de l'année passée, tout à fait exemptes de difficultés, aucune question embarrassante n'est en suspens, qui ne saurait être aplanie par cette équité et cet amour de la justice, qui caractérisent essentiellement toute politique extérieure, et surtout la politique extérieure américaine.

Mon prédécesseur ayant accepté la fonction d'arbitre offerte par la République Argentine et le Brésil, et ayant trait à un différend prolongé sur la question de délimitation, j'ai considéré comme un devoir agréable de recevoir les chargés d'affaires de ces deux Etats, afin qu'ils me présentassent les preuves et les arguments au nom de leurs gouvernements respectifs.

L'explosion des luttes intestines dans la République du Brésil a trouvé les Etats-Unis attentifs à sauvegarder les intérêts de nos citoyens dans ce pays, avec lequel nous entretenons d'importantes relations commerciales. Plusieurs vaisseaux de notre nouvelle marine mouillent actuellement et ont stationné

(1) Nous empruntons la traduction de ce document au *Mémorial Diplomatique*.

pendant quelque temps au port de Rio-Janeiro. La lutte s'est engagée entre le gouvernement établi, qui contrôle les rouages de l'administration et avec lequel nous entretenons des relations amicales, et entre certains officiers de la marine, qui se servent de vaisseaux placés sous leur commandement pour attaquer la capitale de la nation et le principal port de mer, et qui cherchent à jeter la division dans l'administration.

Je n'ai pas pu admettre que les insurgés aient un titre raisonnable de demander d'être reconnus comme belligérants.

Jusqu'ici, l'attitude de notre gouvernement a été celle d'un observateur attentif, mais impartial, de ce nouveau conflit. Appuyant sur notre politique nette, d'impartiale neutralité dans l'état de choses qui existe actuellement, il me semble nécessaire de désavouer, d'une manière excluant tout malentendu, l'acte non autorisé de notre ancien commandant naval dans ces eaux, qui a salué l'amiral brésilien en révolte; car je ne suis pas disposé à encourager un acte calculé de donner une sanction gratuite à l'insurrection locale.

La convention entre notre gouvernement et le Chili, ayant pour objet l'arrangement des réclamations mutuelles des deux pays, a été effectuée par l'organisation de la commission des réclamations, créée dans ce but. Les deux gouvernements, n'ayant pu s'accorder sur le choix du troisième membre de la commission, ont eu recours aux bons offices du président de la République Suisse, ainsi que cela est mentionné dans le traité, et le choix du représentant de la Suisse dans ce pays pour compléter l'organisation était également profitable aux Etats-Unis et au Chili.

La question de vexation concernant le soi-disant *légalisation-asile* offert à ceux qui offensaient l'Etat et ses lois, a surgi en Chili aussi, par l'acte non autorisé de l'ancien ministre des Etats-Unis. Celui-ci a reçu dans son siège officiel deux personnes qui venaient d'échouer dans une tentative de révolte et contre lesquelles une action judiciaire était pendante pour une ancienne tentative de révolte. La théorie de l'asile, telle qu'elle a été appliquée dans ce cas, n'est pas sanctionnée par de justes précédents et, si elle était admise, elle tendrait à encourager la sédition et les désordres. Dans aucune circonstance, il n'est permis au représentant de notre gouvernement d'interrompre, sous prétexte d'une exterritorialité mal définie, le cours de la justice du pays auprès duquel il est accrédité. Le gouvernement chilien a adressé une demande modérée pour obtenir un blâme de cette conduite que je viens de mentionner, et le ministre a reçu l'instruction de ne plus recevoir les criminels.

L'acte législatif de l'année passée, connu sous le nom de loi Geary, et qui prescrit l'enregistrement de tous les ouvriers chinois autorisés à résider dans les Etats-Unis, ainsi que l'expulsion de tous les réfractaires à cette loi, a rencontré une vive opposition chez les Chinois habitant notre pays. S'inspirant de l'avis d'un éminent avocat que cette loi était inconstitutionnelle, la grande masse des ouvriers chinois a demandé un examen judiciaire sur la validité de la loi en question, et en bonne foi a refusé de demander les certificats exigés par la nouvelle loi. Se fondant sur l'*habeas corpus*, un cas de contestation a été soumis à la Cour Suprême qui, le 15 mai 1893, a prononcé un arrêt en faveur de la nouvelle loi.

On croit que, par le dernier amendement de la loi étendant le délai pour l'enregistrement, les ouvriers chinois désirant résider dans ce pays revendiqueront cette disposition qui leur confère légalement le droit de rester dans le pays et qu'ainsi sera réduit le nombre des expulsions nécessaires.

Au ministre des Etats-Unis à Pékin, comme doyen du corps diplomatique, et étant donné l'absence du représentant de Suède et Norvège, est incombée la mission de demander au gouvernement chinois une réparation pour le récent assassinat de deux missionnaires suédois à Soung-Poci. Cette question est d'un intérêt vital pour tous les pays dont les citoyens entreprennent l'œuvre de missionnaires dans l'intérieur du Céleste-Empire.

En vertu de l'article 42 de l'Acte Général de Bruxelles, signé le 2 juillet 1890, pour la suppression de la traite des esclaves et la restriction de certains négoce honteux dans l'Etat indépendant du Congo et dans les régions adjacentes de l'Afrique centrale, les Etats-Unis et les autres puissances signalaires sont convenus d'adopter les mesures nécessaires pour la punition des personnes qui vendent des armes et des munitions aux indigènes et pour la saisie des produits prohibés.

C'est le devoir de notre gouvernement d'aider à la suppression du trafic néfaste qui paralyse les efforts louables et civilisateurs faits dans ce pays avec succès. Je recommande l'adoption d'une loi interdisant à nos citoyens la vente des armes et des boissons alcooliques aux indigènes de ces régions.

Le Costa-Rica a témoigné récemment ses sentiments amicaux envers les Etats-Unis, en nous livrant un grand criminel en fuite sur la présentation des preuves concluantes de culpabilité. bien qu'il n'y ait aucun traité d'extradition. Nous espérons qu'un traité, réglant des cas analogues, sera sous peu conclu avec ce pays. A mon avis, des traités d'extradition réciproques doivent être conclus avec toutes les puissances avec lesquelles les Etats-Unis n'en ont pas encore conclu.

J'ai cru convenable d'exprimer aux gouvernements de Costa-Rica et de Colombie le désir amical des Etats-Unis de voir terminer, enfin, leur différend de délimitation par un arbitrage et conformément au traité qu'ils ont conclu il y a quelques années.

Nos relations avec la République française continuent d'être intimes et cordiales. J'espère sincèrement que le traité d'extradition avec ce pays sera bientôt mis en vigueur, tel qu'il a été amendé par le Sénat.

Toutes les fois que des questions occasionnelles touchant nos citoyens naturalisés qui retournent dans leur pays de naissance, ont surgi entre nous et l'Allemagne, nos relations avec ce pays continuent d'être satisfaisantes.

La question relative à nos relations avec la Grande-Bretagne a été traitée dans un esprit amical.

Des négociations se poursuivent entre les deux gouvernements en vue d'une action concurrente qui mettra en pratique le règlement établi par la cour d'arbitrage de la question des pêcheries de Behring, et nous ne doutons pas que la Grande-Bretagne contribuera spontanément à la réalisation de ce but.

La discussion qui a surgi à propos des droits d'entrée contestés qu'on avait imposés dans le canal de Welland sur les cargaisons de céréales venant des ports du lac des Etats-Unis et y allant, a été arrangée par l'établissement d'un système de taxe plus équitable, et mon prédécesseur a suspendu à cet effet son décret qui devait imposer les taxes contestées sur le transit britannique à travers nos canaux.

Une demande pour compléter la liste des cas d'extradition garantis par le traité existant entre les deux pays, est actuellement à l'étude.

Pendant l'année passée, un citoyen américain, employé à un humble poste commercial à Haïti et subissant une détention prolongée sur la fausse accusation de contrebande, a été finalement remis en liberté après examen judiciaire. Sur une urgente représentation faite au gouvernement haïtien, une indemnité convenable a été payée à la victime de cette arrestation.

En vertu d'une loi haïtienne, un voilier, ayant débarqué sa cargaison, ne peut pas lever l'ancre jusqu'à ce que les taxes imposées à la cargaison soient payées. Nous avons, avec insistance, montré la dureté de cette mesure pour les armateurs américains qui conduisent le gros du commerce de ce pays et nous avons insisté sur l'abolition de cette cause de griefs continuels.

Nous avons reçu des informations authentiques nous mandant qu'on avait tiré sur un paquebot américain abordant le port d'Amapala, parée qu'il avait refusé de livrer aux autorités militaires de Honduras un passager qui, sur son bord, faisait le trajet de Nicaragua au Guatemala. Notre ministre au Honduras, ayant reçu des instructions, a protesté et a demandé satisfaction.

Le gouvernement de Honduras, mû par un sentiment de justice et d'un esprit d'amitié cordiale, a promptement désavoué la conduite illégale de ses officiers et a exprimé un sincère regret sur cet incident.

Nous avons été confidentiellement avertis qu'une réparation satisfaisante sera bientôt obtenue pour la saisie des vaisseaux américains par les insurgés de Honduras, ainsi que pour le déni continu des droits commerciaux de ces vaisseaux.

Une partie considérable de la côte du sud-est de Libéria, entre les fleuves de Cavally et de San Pedro, qui, pendant un demi-siècle, a été considérée comme territoire libérien par suite de cession et d'achat, a été réclamée pour un protectorat français, en vertu d'une convention conclue avec des tribus indigènes sur lesquelles la domination de Libéria n'a pas été bien maintenue.

Plus récemment, les négociations entre les représentants de Libéria et le gouvernement français ont abouti à la signature d'un traité à Paris, traité par lequel certains territoires libériens ont été cédés comme compensation à la France. D'après les dernières informations, cette convention n'a pas été ratifiée par la législature ni par l'exécutif libériens.

Anime d'un vif intérêt pour le sort de cette petite communauté, à l'établissement et au développement de laquelle nos compatriotes ont si puissamment contribué, et qui constitue le seul Etat souverain et indépendant sur la côte occidentale de l'Afrique, notre gouvernement a manifesté au gouvernement français sa vive préoccupation pour que, sans le consentement libre du gouvernement libérien, aucune diminution du territoire de Libéria ne puisse avoir lieu.

Nos relations avec le Mexique continuent à affecter ce caractère intime et amical qui doit toujours distinguer les rapports des deux républiques voisines.

Le travail de remplacement des poteaux de frontière entre les deux républiques, sur la ligne du Paso del Norte jusqu'à la côte Pacifique, est presque entièrement terminé.

La commission, récemment organisée en vertu des conventions de 1884 et 1889, arrangera rapidement, il faut l'espérer, le différend né à propos du courant variable du fleuve du Rio Grande, à l'est d'El Paso.

Le Nicaragua a récemment traversé deux révolutions : le parti qui, d'abord, était victorieux a été, à son tour, supplanté par un autre. Notre nouveau ministre plénipotentiaire a réussi, par ses bons offices fournis au moment opportun, à aplanir le différend surgi dans le premier conflit.

Les considérables intérêts américains dans ce pays, qui sont en connexité avec le canal de Nicaragua, n'ont été nullement lésés.

La Compagnie du canal s'est trouvée malheureusement engagée dans des embarras financiers, mais le gouvernement de Nicaragua l'a fait bénéficier d'un traitement généreux. Les Etats-Unis sont particulièrement intéressés au succès de la vaste entreprise de cette Compagnie. Pour moi, il est hors de toute question que cette œuvre doit être accomplie sous les auspices de l'Amérique du Nord et que les avantages en doivent être assurés non seulement aux vaisseaux américains qui ont besoin d'un canal reliant nos côtes atlantiques et pacifiques, mais aussi aux vaisseaux du monde entier dans l'intérêt de la civilisation.

Le Guatemala aussi a dû traverser des vicissitudes politiques qui ont affligé ses voisins de l'Amérique Centrale, mais la dissolution de son parlement et la proclamation de la dictature n'ont pas été suivies d'une guerre civile.

Récemment, nous avons conclu et promulgué un traité d'extradition avec la Norvège.

Le traité d'extradition avec la Russie, signé en mars 1887 et amendé et confirmé par le Sénat au mois de février de cette année, a été dûment promulgué au mois de juin de l'année courante.

Désireux d'arranger les différends et de contribuer au rétablissement de

l'ordre à Samoa qui, les années précédentes, a été le théâtre des luttes des indigènes et des prétentions antagonistes des puissances étrangères, les Etats-Unis se sont départis de leur politique d'observation, consacrée par les traditions d'un siècle, et ont, il y a quatre ans, contribué à la conclusion du traité de Berlin. Par ce fait, ils se sont, conjointement avec l'Angleterre et l'Allemagne, engagés à établir et à maintenir Malietoa Lauppepa comme roi de Samoa. Le traité prescrit l'établissement d'une cour de justice étrangère, d'un conseil municipal pour Apia, présidé par un étranger qui est autorisé à servir de conseiller au roi, d'un tribunal qui doit juger toute contestation de titre de propriété foncière se produisant entre indigènes et Européens, et d'un système de revenus pour le royaume. Il met, en outre, à la charge des trois puissances, cette partie des frais du nouveau gouvernement qui ne saurait être couverte par les recettes.

Dans le premier temps de ce triple protectorat, il y eut un renouveau des conflits parmi les indigènes, conflits qui auraient dû être terminés. Des insurgés ont défié l'autorité du nouveau roi, ont refusé de payer les impôts et ont demandé l'élection d'un roi par le suffrage des indigènes. Mataaafa, un prétendant au trône et le grand nombre de ses partisans indigènes étaient en rébellion ouverte dans une des îles. Tout dernièrement, sur la demande des autres puissances, et pour remplir les engagements du traité, notre gouvernement a consenti à se rallier à une coopération militaire dans la mesure nécessaire pour assurer la soumission des insurgés sans effusion de sang.

Conformément à cette décision, le vaisseau de guerre *Philadelphia* a reçu l'ordre de partir pour Samoa; mais, avant l'arrivée de ce navire, l'explosion du conflit a été précipitée par l'attaque du roi Malietoa contre le camp des insurgés. Mataaafa a été battu et un certain nombre de ses partisans ont été tués.

Les vaisseaux de guerre britanniques et allemands qui étaient présents ont contribué à la reddition de Mataaafa et de ses partisans. Le chef battu et dix de ses principaux acolytes ont été déportés dans une île allemande du groupe des îles de Marchal où ils sont prisonniers sous la responsabilité commune des trois puissances.

Cet incident et les événements qui en sont résultés démontrent combien il est peu politique de s'engager dans des alliances avec des puissances étrangères.

Il y a plus de quinze ans, notre gouvernement a formulé contre l'Espagne des réclamations pour un de nos citoyens dont la propriété a été saisie à Cuba. En 1886, une réparation a été accordée. L'Espagne a consenti à payer sans restriction une indemnité de 1,500,000 dollars. Une note respectueuse, mais énergique, a été adressée au gouvernement espagnol pour insister sur le rapide accomplissement de cet engagement si longtemps négligé.

D'autres réclamations, adressées à l'Espagne dans l'intérêt des citoyens américains dont la propriété avait été saisie à Cuba, sont restées en suspens pendant des années.

A l'époque où le droit de l'Espagne sur les îles des Carolines a été reconnu par une sentence d'arbitrage, le gouvernement espagnol a consenti à ce que les droits acquis par les missionnaires américains dans ces îles soient maintenus et respectés. Nous espérons sincèrement que cet engagement sera tenu et qu'on permettra à nos missionnaires, que des vaisseaux américains avaient transportés de Pouape en lieu sûr pendant les derniers troubles entre la garnison espagnole et les indigènes, de rejoindre leur champ d'activité utile.

L'Espagne a fait cadeau aux Etats-Unis de la caravelle *Santa Maria*, reconstruite et envoyée par elle à l'Exposition colombienne. Ce cadeau était offert comme marque d'amitié et pour la commémoration de l'événement qu'elle était destinée à célébrer. Je propose qu'en acceptant le cadeau, le Congrès exprime sa gratitude pour l'amitié sincère qui a inspiré ce don.

Des affaires importantes ont réclamé notre attention relativement à nos rapports avec la Sublime Porte Ottomane.

Une populace effrénée a mis le feu et détruit en partie une des écoles d'Anatolie, fondée par des citoyens américains à Marsovan. L'indifférence montrée par le gouvernement ottoman en face de cet outrage, malgré la complicité de plusieurs de ses fonctionnaires, nous a obligés de faire des remontrances graves, auxquelles la Sublime Porte a répondu par la promesse de réparation et de punition des coupables. L'indemnité pour les dommages causés aux bâtiments d'école a été déjà payée. On a donné la permission de reconstruire l'école, l'enregistrement de l'immeuble sur le nom des citoyens américains a été assuré et une protection efficace garantie.

Ayant reçu des renseignements de mauvais traitements qu'une femme américaine, faisant œuvre de missionnaire, a subis dans le Kourdistan turc, nous avons adressé des réclamations à la Porte. Le gouvernement ottoman, à la suite de cette démarche, a ordonné de punir les agresseurs; il a révoqué un fonctionnaire coupable et pris les mesures nécessaires pour la protection de nos nationaux qui, dans cette province, poursuivent l'œuvre de mission et autres œuvres utiles.

La Turquie se plaint que des sujets arméniens se font naturaliser américains non pas dans le but de s'identifier de bonne foi avec notre peuple, mais dans l'intention de retourner dans leur pays natal et d'y provoquer des séditions. Cette plainte n'est pas entièrement dénuée de fondement. Un journal, publié en langue arménienne dans notre pays, conseille ouvertement à ses lecteurs de s'armer, de s'organiser et de contribuer au renversement du régime turc dans les provinces asiatiques. Le gouvernement ottoman a décidé d'expulser de son territoire les Arméniens qui, depuis 1868, ont obtenu la naturalisation américaine.

Le droit d'expulser une catégorie d'étrangers ou tous les étrangers est un attribut de souveraineté. C'est un droit affirmé et, jusqu'à une certaine limite, renforcé par les Etats-Unis avec la sanction de notre cour suprême. Comme il n'y a aucun traité de naturalisation entre les Etats-Unis et la Turquie, notre ministre à Constantinople a reçu l'ordre, tout en reconnaissant le droit du gouvernement ottoman d'appliquer avec énergie sa politique envers les Arméniens naturalisés Américains, de protéger ces derniers, s'ils étaient traités avec une rigueur inopportune.

Les ressources financières du Venezuela ayant été diminuées à la suite de la récente révolution dans ce pays, nous avons consenti à une modification de l'arrangement pour le paiement de l'indemnité à l'ancienne commission des réclamations de révision. Ces paiements, qui, selon le nouvel arrangement, doivent se faire à des échéances progressives, ont été depuis acquittés régulièrement.

Le différend relativement à la délimitation entre le Venezuela et la Guyane britannique n'est pas encore arrangé. Il serait fort heureux que les rapports diplomatiques entre les deux pays fussent rétablis et que les deux pays soumissent la question à un arbitrage impartial.

La ratification par le Venezuela de la convention pour l'arbitrage de la réclamation, faite depuis si longtemps, de la Compagnie Venezuelienne de transport doit avoir lieu d'un moment à l'autre.

Il est à peine nécessaire que je constate que les questions surgies par suite de nos rapports avec Hawaï ont causé de sérieux embarras. Précisément, avant l'installation de notre gouvernement actuel, le gouvernement hawaïen d'alors a été renversé soudainement et un traité d'annexion a été négocié entre le gouvernement provisoire de ces îles et les Etats-Unis. Ce traité a été soumis à la ratification du Sénat. Je l'ai retiré pour le soumettre à un examen approfondi et j'ai envoyé à Honolulu M. James H. Blount comme commissaire spécial, avec la mission de faire une enquête impartiale sur les circonstances qui ont accompagné le changement de régime à Hawaï, et sur toutes les conditions concernant le sujet du traité. Après un examen détaillé et approfondi, M. Blount m'a présenté son rapport, qui démontrait à l'évidence que le gouvernement constitutionnel de Hawaï a été renversé avec l'appui

actif de notre représentant accrédité auprès de ce gouvernement, et grâce à l'intimidation causée par la présence d'une force navale des Etats-Unis qui était venue dans ce but et sur la demande de notre ministre plénipotentiaire.

D'après les faits exposés, il m'a semblé que le seul procédé honorable à suivre par notre gouvernement, c'était de réparer l'injustice commise par notre ancien représentant diplomatique et de restaurer, autant que possible, l'état de choses qui existait à l'époque de notre intervention. En vue d'accomplir ce but dans les limites constitutionnelles du pouvoir exécutif et reconnaissant toutes nos obligations et responsabilités qui résultent de tout changement de situation amené par notre intervention injustifiable, notre ministre actuel à Honolulu a reçu des instructions conformes à l'effet proposé. Jus qu'ici, nous n'avons reçu de lui aucune information concernant l'accomplissement de quelques résultats définitifs. Des renseignements complémentaires doivent nous arriver sous peu. Aussitôt que nous les recevrons, ils seront communiqués au Congrès avec toutes les informations qui se trouvent entre nos mains, lesquelles informations seront accompagnées d'un message spécial qui exposera tous les détails des faits nécessaires pour faire complètement comprendre les événements et présentant l'historique des événements, dont la présente situation est le résultat.

Une résolution, adoptée par le Sénat le 14 février 1890 et par la Chambre des représentants le 3 avril, a invité le président à entamer de temps en temps, quand l'occasion sera opportune, avec tout gouvernement avec lequel les Etats Unis ont ou peuvent avoir des relations diplomatiques, des négociations pour obtenir que les différends qui pourraient surgir entre les deux gouvernements et qui ne pourraient être aplanis par la voie diplomatique ordinaire, doivent être soumis à l'arbitrage et arrangés par ce moyen. Le 18 avril 1890, la conférence internationale américaine, à Washington, a exprimé par une résolution le vœu que toutes les controverses entre les républiques de l'Amérique et les nations de l'Europe soient arrangées par l'arbitrage, et a recommandé que le gouvernement de chaque nation représentée dans ce congrès communique ce vœu à toutes les puissances amies. Une réponse favorable a été reçue de la part de la Grande-Bretagne sous forme de résolution adoptée par le Parlement le 16 juillet 1893, résolution qui manifeste les sympathies cordiales pour le but proposé et qui exprime l'espoir que le gouvernement de Sa Majesté prêterait au gouvernement des Etats-Unis son concours sur la base de la résolution votée par les deux Chambres de Washington. J'éprouve un plaisir particulier à présenter cette résolution du Parlement au Congrès et à exprimer mes sincères félicitations de ce que deux grandes nations ont manifesté d'une manière si autorisée leur opinion en faveur d'un arrangement rationnel et pacifique des querelles internationales.

Depuis que l'acte du 3 mars 1893, qui autorise le président à élever le grade de nos ministres plénipotentiaires, conformément au rang occupé par les représentants d'autres puissances, accrédités dans ce pays, a été promulgué, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne ont conféré le rang d'ambassadeur à leurs représentants dans cette capitale. J'ai répondu à cette mesure en accréditant, avec le même titre, nos représentants des Etats-Unis auprès de ces puissances. Cette mesure répond à la situation que les Etats-Unis tiennent parmi les nations.

Durant mon gouvernement d'autrefois, j'ai pris l'occasion de recommander le remaniement des lois, relativement au service consulaire, afin que ce service devienne un instrument plus efficace pour les intérêts qu'il est destiné à servir. Les devoirs et les droits de nos consuls ont été étendus à mesure que les exigences de notre commerce à l'étranger ont augmenté. Chargés de tâches importantes qui concernent notre commerce et nos citoyens à l'étranger, et devant dans certains pays exercer des fonctions juridiques, ces fonctionnaires doivent être des hommes de caractère, d'intelligence et d'habileté.

Ayant été constaté que la législation du Danemark garantit aux citoyens américains les droits d'auteur sur un pied d'égalité avec les citoyens danois, les privilèges de nos lois sur la propriété littéraire ont été étendus aux citoyens du Danemark.

Le secrétaire du Trésor rapporte que, pendant l'année fiscale qui a été close le 30 juin 1893, les recettes totales du gouvernement se sont montées à 461,706,561 dollars et 94 cts, et les dépenses à 459,374,673 dollars 29 cts. Les douanes ont rapporté 205,355,016 dollars et 73 cts, et les revenus intérieurs 161,027,623 dollars 93 cts. Les importations soumises à des droits d'entrée sont montées à 421,856,711 dollars, ce qui accuse un accroissement de 52,453,907 dollars sur l'année précédente; les importations exemptes de taxes se sont élevées à 444,344,211 dollars, ce qui accuse une diminution de 13,655,477 dollars sur l'année précédente. Les recettes des taxes intérieures ont dépassé de 7,147,445 dollars 32 cts celles de l'année précédente. Les taxes perçues sur les alcools ont donné 93,720,260 dollars 55 cts; sur les tabacs manufacturés 31,879,711 dollars 74 cts et sur les liqueurs fermentées 32,548,983 dollars 07 cts. Pendant l'année passée nous avons exporté des marchandises pour 347,965,194 dollars, ce qui accuse une diminution de 58,485,517 dollars sur l'année précédente.

La somme payée par le Trésor en primes de sucre se montaient à 9,375,130 dollars, donc 2,033,053 dollars de moins que l'année précédente.

On a évalué d'après les bases des lois actuelles sur les revenus que les recettes du gouvernement pour l'année se terminant le 30 juin 1894 se monteront à 430,121,365 dollars 38 cts, et les dépenses à 458,121,365 dollars 38 cts, ce qui produirait un déficit de 28,000,000 dollars.

Le 1^{er} novembre 1893, la totalité de la monnaie de toutes provenances en circulation se montait à 1,718,344,682 dollars, ce qui accuse une augmentation de 112,404,947 dollars pendant l'année. En estimant notre population à 67,426,000 âmes, la circulation était, dans cette période, de 26 dollars 49 cts par tête. A la même date il y avait dans le Trésor des lingots d'or pour 96,657,273 dollars et des lingots d'argent pour 126,261,323 dollars.

Les achats d'argent effectués en vertu de la loi du 14 juillet 1890 ont accumulé pendant l'année passée 54,008,162.59 onces qui ont coûté 45 millions 331,374 dollars 53 cts. Le montant total de l'argent acheté depuis que la loi est entrée en vigueur jusqu'au 1^{er} novembre 1893, date de la suppression de la clause d'achat, s'est élevé à 168,674,590.46 onces qui ont coûté 155,930,940 dollars 84 cts. Entre le 1^{er} mars 1873 et le 1^{er} novembre 1893, le gouvernement a acheté sous le régime des différentes lois 503,003,717 onces aux frais de 516,622,948 dollars. Le nombre des dollars frappés en vertu de l'acte de juillet 1890 est de 36,087,285.

On a frappé en totalité pendant l'année passée 97,280,875 pièces évaluées à 43,685,178,80 dollars dont 30,038,140 dollars en or, 5,343,715 en argent, 7,217,220,90 en monnaie divisionnaire d'argent et 1,086,102 dollars 90 cts en billon.

Pendant l'année 1892 la production des métaux précieux aux Etats-Unis était évaluée à 1,596,375 onces d'or à la valeur commerciale de 33,000,000 dollars et à 58,800,000 onces d'argent à la valeur commerciale de 50,750,000 dollars et à la valeur monnayée de 74,989,900 dollars.

On a évalué que le stock métallique de monnaie des Etats-Unis consistant en monnaie et billon se montait le 1^{er} juillet 1893 à 1,213,559,169 dollars dont 597,676,685 en or et 615,681,484 en argent.

Cent dix-neuf banques rationales ont été organisées pendant l'année qui se termine le 31 octobre 1893 avec un capital de 11,230,000 dollars.

Quarante-six ont liquidé volontairement et 136 ont suspendu leurs opérations, dont 65 étaient insolubles, 86 ont repris leurs opérations et 7 sont

restées entre les mains des examinateurs de banques avec l'espoir d'une reprise d'activité. Sur les banques nouvellement fondées, 44 étaient dans les Etats de l'Est, 41 à l'ouest du Mississipi et 34 dans les Etats du centre et du sud. Le nombre total des banques nationales existant le 31 octobre 1893 était de 3,796 qui disposent en totalité d'un capital de 693,338,120 dollars.

L'augmentation nette du mouvement d'affaires de ces banques était de 36,886,972 pendant l'année passée.

La suppression récente de l'article de loi exigeant du gouvernement l'achat de billon d'argent a produit un changement complet dans le système de nos affaires monétaires. Je ne doute pas que le résultat définitif de cet acte ne soit très salubre et d'une grande portée. Etant donné la nature des choses, il est cependant impossible de savoir précisément à l'heure actuelle quelle sera la situation créée par le changement ou quelles sont, dans le cas de la nécessité d'une loi supplémentaire, les mesures essentielles et expédientes à prendre en face de la nouvelle situation.

Bien entendu, après la récente perturbation financière, il faut du temps pour rétablir la confiance du commerce. Si cependant, par cette confiance rétablie, l'argent qui s'est retiré retourne dans le commerce et l'industrie, un coup d'œil sur la situation nous révélera probablement la bonne voie qui conduit à un système monétaire permanent et sain et de nature à suffire amplement à tous les besoins de notre population et de notre commerce croissants.

En poursuivant ce but, nous devrions résolument abandonner les expédients temporaires et aléatoires et nous décider à ne nous contenter que d'un plan financier durable et intelligible. Dans ces circonstances, je suis convaincu qu'un délai raisonnable pour arranger cette affaire augmentera la probabilité d'une action sage au lieu d'être préjudiciable.

La conférence monétaire qui s'était réunie à Bruxelles sur notre invitation a été ajournée jusqu'au 30 octobre de cette année. Les considérations que je viens d'exposer et le fait qu'on attend de notre part une proposition définie pour la réouverture de la conférence me font exprimer le vœu de voir la conférence ajournée pour un plus long délai.

Il me semble qu'il serait sage de donner au Président un pouvoir général pour qu'il invite les autres nations à une pareille conférence pour une époque où il y aurait chance d'établir un accord international sur le monnayage.

Je désire aussi vous recommander avec insistance l'utilité d'un amendement des règlements actuels concernant les émissions des bons de l'Etat. Le pouvoir donné au secrétaire du Trésor d'émettre des bons n'est pas aussi défini qu'il devrait l'être et les bons autorisés sont désavantageux au gouvernement aussi bien à cause de la période de leur échéance que pour leur taux d'intérêts.

Le surintendant de l'immigration rapporte par l'intermédiaire du secrétaire du Trésor que, pendant la dernière année fiscale, 440,793 immigrants sont arrivés dans nos ports. A 1,063 le débarquement a été interdit en vertu de la loi limitant l'immigration, 577 sont rentrés dans leur pays d'origine : ils étaient devenus une charge publique.

Le total des immigrants était de 141,034 inférieur à celui de l'année passée.

Le secrétaire, dans son rapport, rend compte du fonctionnement du service à l'Hôpital de la Marine et de la bonne œuvre accomplie sous la direction qui empêche l'entrée et la propagation des maladies contagieuses.

Les souvenirs des deux dernières années concernant notre santé publique et le danger manifeste de l'introduction des maladies contagieuses du côté des ports étrangers ont donné un intérêt plus grand à la question de la quarantaine internationale. Un système plus général et plus coordonné que

celui qui existe actuellement, fonctionnant promptement et partout et opérant constamment par des moyens préventifs pour préserver notre pays de l'invasion des contagions, mais tout en gardant les égards dus envers les droits et les devoirs des autorités locales, voilà ce qui, à mon avis, contribuera de beaucoup à la sécurité de notre peuple.

Le secrétaire de la guerre rapporte que la force de l'armée était, le 30 septembre, composée de 25,778 hommes engagés et de 2,144 officiers.

Les dépenses totales du département de la guerre jusqu'à la fin juin 1893 se montaient à 31,966,074 do lars 89 cts. dont 1,992,581 dollars 95 cts. étaient affectés aux soldes et aux frais des contingents, 23,377,828 dollars 55 cts. pour l'entretien des établissements militaires, 6,077,033 dollars 18 cts. pour divers objets et 20,518,631 dollars 41 cts. pour travaux de constructions. Dans cette dernière somme sont compris les 15,296,876 dollars 46 cts. pour l'amélioration des ports et les travaux sur les rivières et 3,266,141 dollars 20 cts. pour fortifications et autres ouvrages de défense.

Le 31 octobre de l'année courante, l'enrôlement total de la milice de divers Etats était de 112,597 hommes et officiers. Les officiers de l'armée chargés de l'inspection et de l'instruction de cette réserve de notre force armée ont rapporté qu'un progrès remarquable paraît s'être produit dans la discipline et aussi dans la solidité de l'organisation.

Pas de révolte des Indiens, point de violences à l'intérieur n'ont appelé l'armée au service pendant l'année passée. La seule action qu'on a demandée à notre force militaire, a eu lieu au département de Texas où la violation de la loi de neutralité des Etats-Unis et du Mexique a été promptement et avec efficacité réprimée par nos troupes sous l'approbation chaleureuse des autorités civiles et militaires des deux pays.

L'effet de lois sages et l'influence de la civilisation tendant constamment à éloigner du pays le danger des hostilités des Indiens ; d'autre part la faculté croissante des Etats de protéger, grâce aux organisations efficaces de la Garde Nationale, les citoyens contre toute violence domestique, nous amènent à l'avis que le temps n'est pas loin où l'on doit procéder à la réorganisation de notre armée sur les lignes des nécessités actuelles du pays. Ce changement ne comporte ni l'augmentation du nombre, ni des dépenses supplémentaires, mais une répartition des forces et l'encouragement des mesures tendant à donner plus de valeur aux hommes et à améliorer le service.

L'adoption de la formation de bataillons pour les régiments d'infanterie, le renforcement de l'artillerie, la suppression des petites garnisons, qui ne sont pas nécessaires, la concentration des troupes sur des stations importantes et accessibles : toutes ces mesures promettent d'augmenter l'utilité de notre armée. Selon le jugement des officiers de l'armée, sauf quelques exceptions, l'effet de la loi interdisant les réengagements des hommes après dix années de service n'a pas donné de bons résultats et tandis que les raisons qui ont fait adopter cette loi avaient leur mérite, l'expérience de l'année m'oblige de me rallier à ceux qui recommandent la suppression de cette loi.

Je suis heureux de constater que nous avons commencé d'obtenir des résultats complets dans l'intelligent système de défense des côtes et des fortifications inauguré il y a huit ans. Une grande somme a déjà été dépensée, mais les frais de l'entretien seront minimes en comparaison avec les frais de construction. A la fin de cette année, le département de la guerre aura neuf canons de 12 pouces, vingt de 10 pouces, trente-quatre de 8 pouces de calibre. Toutes ces pièces sont prêtes à être montées sur des éleveurs et des chariots de canons. Il y a en outre 73 mortiers de 12 pouces. En dehors de la commande donnée à la manufacture d'armes à Watervillet, commande effectuée récemment, le gouvernement a négocié avec l'industrie privée

l'achat de cent canons de ce calibre dont le premier sera livré pour l'essai avant le 1^{er} juillet 1894.

La fabrication de grosses pièces d'artillerie a le pas sur les nécessités du jour, mais pour rendre ces canons propres au but auquel ils sont destinés, il faut leur préparer des emplacements. Des progrès ont été faits dans ce sens et il est désirable que le Congrès, par des décisions conformes, pourvoie à ce que cette œuvre nécessaire soit poursuivie sans interruption.

Après de longs travaux préparatoires, un examen approfondi et conforme aux exigences de la loi, la Commission chargée de choisir le modèle d'un fusil à magasin de nouveau système destiné à remplacer le modèle Springfield déjà suranné, a terminé ses travaux pendant l'année passée et les travaux de la manufacture d'armes nationale à Springfield sont poussés activement. Confidentiellement on exprime l'espoir qu'à la fin de l'année courante notre infanterie sera munie d'une arme égale à celle des armées les plus avancées du monde.

Le travail du parc militaire national à Chikamanga et à Chattanooga a été poursuivi avec zèle et intelligence et l'inauguration en sera célébrée l'année prochaine. Plus de neuf lieues carrées du champ de bataille de Chikamanga ont été achetées, 23 lieues de routes ont été construites et des plaques permanentes ont été placées à beaucoup d'endroits historiques tandis que l'invitation adressée aux Etats de marquer les positions occupées par leurs troupes qui avaient pris part à la bataille, a été en général acceptée.

Le travail qui consiste à tracer et à préserver les lignes de bataille sur le champ de Gettysbourg fait des progrès satisfaisants, selon le plan dressé par le dernier Congrès.

Le rapport sur l'Académie Militaire à West Point et sur les diverses écoles pour l'instruction spéciale des officiers constate un progrès remarquable dans l'éducation de l'armée et parmi les officiers l'ambition louable d'exceller dans leur métier de soldat et de se rendre capables des plus importants services que le pays pourrait leur demander.

Sous la surveillance du général aide de camp Robert Williams, dernièrement mis à la retraite, le bureau d'informations militaires a obtenu une organisation complète et il dépense une activité grâce à laquelle le gouvernement, en cas de guerre, sera en possession des renseignements les plus précieux. Dans tous cas il a cette utilité très grande de tenir toujours l'armée au courant de tous les progrès faits dans les choses concernant l'art militaire.

Le rapport du procureur général contient le sommaire usuel des affaires et des procédures du département de la justice dans l'année écoulée, en même temps il indique les réformes législatives qui seraient nécessaires à prendre dans diverses affaires concernant ce département. Je ne peux que vous recommander de tout mon cœur la proposition que les frais de justice appliqués comme compensations aux procureurs, maréchaux, clercs et cours fédérales des Etats-Unis, soient abolis le plus tôt possible. Il est évidemment de l'intérêt de la communauté que le travail des cours correctionnelles et civiles soit aussi minime et aussi peu coûteux que le but de la justice le comporte.

Le système qui fait dépendre la compensation des fonctionnaires du tribunal de l'étendue des procédés judiciaires est donc absolument vicieux, car il crée un conflit entre l'exécution correcte de la loi et le bénéfice personnel, ce qui ne peut pas manquer de devenir un danger pour le droit et la liberté des citoyens et une tentation irresistible à la dépense injustifiable des fonds publics.

Si, à cette réforme, nous en ajoutons une autre qui conférerait aux commissaires des Etats-Unis le droit de juger définitivement les petites contraventions, particulièrement celles qui touchent la loi sur la contribution,

nous aurions fait un grand progrès vers une plus convenable application du code pénal.

Dans mon premier message, adressé au Congrès le 8 décembre 1883, j'ai vivement recommandé ces changements et j'ai exposé longuement les maux du système actuel. Depuis cette époque, les causes criminelles à juger dans les cours fédérales et les frais qui en résultent ont considérablement augmenté. Le nombre des poursuites criminelles traduites devant les tribunaux de districts et de circonscriptions des Etats-Unis a atteint, le 1^{er} juillet 1883, le chiffre de 3,808, dont 1,884 ont été intentées pour violation de la loi sur les impôts ; le nombre des poursuites pendantes, le 1^{er} juillet 1893, était de 9,500, dont 4,200 pour contraventions à la loi sur les impôts. Les dépenses des tribunaux des Etats-Unis, y compris les appointements des juges, se montaient à 2,874,733 dollars 11 cts. pour l'année qui se terminait le 1^{er} juillet 1883 et à 4,528,676 dollars 87 cts. pour l'année qui se terminait le 1^{er} juillet 1893.

Il est donc évident que les raisons invoquées en 1889 en faveur d'un renforcement du code pénal fédéral ont, avec le temps, gagné en force et en évidence.

Je me rallie entièrement à la recommandation du procureur général d'établir, par un acte législatif, les degrés du crime d'assassinat dans la juridiction fédérale, comme cela a été fait dans divers Etats. Il faut autoriser le gouvernement à prononcer un arrêt de rectification dans le cas où un jugement final est rendu, contrairement aux accusations suffisantes ou contre le gouvernement, dans d'autres questions surgissant dans un procès ; il faut limiter le droit de révision dans les cas des crimes capitaux, passibles seulement d'une amende et de prison et prendre des mesures promptes pour la construction des prisons et des maisons correctionnelles qui seraient nécessaires à l'incarcération des condamnés des Etats-Unis.

Le rapport du directeur général des Postes contient un exposé détaillé des opérations des bureaux des postes pendant la dernière année fiscale ; il y a là aussi beaucoup de renseignements intéressants sur cette branche importante des services publics. Le mouvement des transports indique avec une certitude absolue la situation du commerce du pays et la dépression dans les affaires financières est suivie inévitablement et rapidement par la réduction des recettes des postes. Voilà pourquoi une plus grande disproportion que d'ordinaire entre les recettes des bureaux de postes et les dépenses est le résultat attendu et inévitable de la désastreuse restriction des affaires qui a eu lieu dans le pays pendant la période traitée dans le rapport du directeur général. A une époque où l'on comptait sur une meilleure situation, le prédécesseur du directeur actuel a évalué que le déficit, le 30 juin 1893, dépasserait à peine 1,300,000 dollars. Or, il est arrivé à 3,000,000 dollars. A la même époque et sous l'influence de prévisions analogues, on a évalué pour l'année fiscale, qui se terminera le 30 juin 1894, un excédent de 872,243 dollars 71 cts. ; mais maintenant, en vue des recettes et des dépenses actuelles pendant cette période de l'année courante qui vient d'expirer, le directeur général des postes estime que l'année se soldera, non par un excédent, mais par un déficit de 8,000,000 dollars.

Les recettes des bureaux de poste ont atteint pendant la dernière année fiscale le chiffre de 73,896,933 dollars 16 cts. ; les dépenses celui de 81 millions 074,104 dollars 90 cts. Ce déficit disparaîtrait ou serait fort réduit s'il y avait moins d'objets qui soient transportés gratuitement ; entre autres, plus de 300 tonnes de céréales et de grains du département de l'agriculture bénéficient de cette exemption.

Le 30 juin 1893, le nombre total des bureaux de poste dans les Etats-Unis était de 68,403, ce qui accuse une augmentation de 1,287 sur l'année précédente. Sur ce nombre, 3,360 bureaux sont présidentiels, ce qui fait 204 bureaux de plus de cette catégorie que l'année précédente.

44 bureaux de livraison gratuite ont été nouvellement créés pendant cette année, et à l'heure qu'il est 610 villes ont été munies de « livraison gratuite » le 30 juin 1893.

93 autres cités et villes ont maintenant droit à ce service conformément à la loi, mais on ne le leur a pas encore accordé par rapport au manque de fonds pour la création de l'établissement de la livraison gratuite.

J'ai la conviction ferme que la loi actuelle permet de généraliser l'introduction de ce système de service de transport autant que c'est nécessaire et justifiable, mais qu'il ne doit pas être étendu à des communes plus petites que celles qui ont été désignées jusqu'ici à bénéficier de ce service.

Les dépenses du Trésor pour la livraison gratuite dépasseront 11,000,000 de dollars jusqu'au 30 juin 1894, et sous la législation existante il faut s'attendre à un accroissement constant de cette dépense.

On a créé pendant la dernière année fiscale 6,401 nouveaux bureaux pour les mandats-poste intérieurs, c'est l'augmentation la plus grande qui ait eu lieu depuis l'inauguration de ce système. A la fin de l'année, le nombre total de ces bureaux était de 18,434. Ces bureaux ont délivré 13,309,735 mandats-poste, ce qui accuse une augmentation de 1,240,293 sur l'année précédente. La valeur totale de ces mandats se monte à 127,376,433 dollars 65 cts., ce qui accuse une augmentation de 7,509,632 dollars 58 cts.

On a pendant l'année postale émis des bons de poste au montant de 12,903,076 dollars 73 cts.

Pendant l'année on a créé 195 nouveaux bureaux pour mandats de poste internationaux, de sorte que le 30 juin 1893 le chiffre des bureaux de cette catégorie était de 2,407.

Le nombre des mandats internationaux délivrés pendant l'année se montait à 1,055,999, c'est-à-dire 72,525 de plus que l'année précédente. La valeur totale de ces mandats se monte à 16,341,837 dollars 86 cts., ce qui accuse 1,221,506 dollars 31 cts. de plus sur l'année précédente. Le nombre des mandats payés était de 300,197, c'est-à-dire 13,503 de plus que l'année précédente; leur montant total était de 5,283,375 dollars 70 cts., ce qui constitue une augmentation de 94,094 dollars 83 cts.

Il ressort de ces chiffres que la totalité des mandats et des bons de poste est montée pendant l'année au chiffre de 136,821,348 dollars 24 cts.

Le nombre des lettres et des paquets transportés pendant l'année pour livraison particulière était de 3,375,693, ce qui accuse une augmentation d'environ 22 0/0 sur l'année précédente. Les timbres spéciaux pour l'affranchissement de ces lettres et de ces colis postaux se sont montés à la valeur totale de 337,569 dollars 30 cts., et les rétributions des facteurs payés pour la livraison se sont montées à 265,592 dollars 71 cts., ce qui a donné au gouvernement un bénéfice de 80,976 dollars 59 cts.

Le service du wagon de poste aux chemins de fer accroît la promptitude de la livraison du courrier dans tous les bureaux, mais outre cela, c'est le moyen qui assure aux petites stations et aux petites localités le bénéfice d'être traitées comme les grandes stations et les têtes de ligne. Cette branche du service postal a été pour cette raison l'objet de l'attention et du soin particuliers de notre directeur des postes, et bien que nous soyons heureux de constater que, dans son état actuel, il est d'une grande utilité, je suis d'accord avec le directeur général que ce service comporte encore de nouveaux perfectionnements.

Il y a maintenant 23,324 employés attachés aux établissements des bureaux de poste. Le chef de ce grand département donne une conclusion probante de la valeur de la réforme du service civil, si après une expérience qui rend son jugement à ce sujet absolument digne de confiance, il exprime l'avis que, sans le bénéfice du nouveau système de l'organisation du personnel, il lui serait impossible d'accomplir l'immense tâche qu'on lui a confiée.

Je désire recommander à votre attention particulière la proposition du

directeur général des postes relativement à une organisation plus pratique de son département et à une meilleure répartition des responsabilités parmi le personnel.

Le rapport du secrétaire de la marine contient l'historique des travaux de son département pendant l'année passée, et nous montre l'état fort satisfaisant de notre personnel naval.

Il présente un compte-rendu des progrès qui ont été faits dans la construction de nos vaisseaux et il recommande une série de mesures sur lesquelles je tiens à appeler particulièrement votre attention.

Pendant les derniers six mois, le besoin de disposer de croiseurs était très grand et très urgent.

Des révolutions ont éclaté qui ont rendu nécessaire la présence de nos vaisseaux pour protéger les intérêts américains à Nicaragua, Guatemala, Costarica, Honduras, la République Argentine et au Brésil, tandis que la situation à Honolulu a exigé la présence constante d'un ou plusieurs navires. A côté de tous ces appels à notre marine, il a fallu réunir une flottille destinée à croiser dans la mer de Behring conformément au *modus vivendi* établi avec la Grande-Bretagne, et pour ce dernier service nous avons dû détacher un navire de la commission des pêches et trois du service des revenus.

Le progrès dans la construction de nouveaux vaisseaux n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait supposé.

Il y avait des délais pour l'appareillement des vaisseaux non armés, mais en grande partie ces retards étaient comme il en arrive constamment même dans les pays qui ont la plus vaste expérience en fait de constructions navales. Les retards les plus graves ont eu lieu cependant dans la construction des cuirassés.

La difficulté a été causée par la faute des adjudicataires qui n'ont pas fourni les plaques blindées de la qualité exigée.

Les difficultés semblent cependant avoir été surmontées actuellement, et les plaques sont livrées avec une promptitude satisfaisante. Comme résultat des expériences acquises par les constructeurs maritimes, les ingénieurs et les hommes du matériel, nous pouvons prévoir la date où les vaisseaux seront complétés. On est en train de les munir rapidement de grosses pièces d'artillerie, de canons à tir rapide, de torpilles et de poudre.

Voici les vaisseaux de guerre de la nouvelle marine dont la construction est terminée et qui sont prêts à entrer en service :

Le moniteur de la défense des côtes à deux tourelles, *Miantonomoh*, le *Monterey*, moniteur à double tourelle pour la défense des côtes; le croiseur cuirassé *New-York*; les croiseurs à demi-cuirasse *Baltimore*, *Chicago*, *Philadelphia*, *Newark*, *San-Francisco*, *Charleston*, *Atlanta* et *Boston*; le croiseur *Detroit*; les canonnières *Yorktown*, *Concord*, *Bennington*, *Machias*, *Castine* et *Petrel*, l'avisir *Dolphin*, le navire-école *Bancroft* et la canonnière à dynamite *Vesuvius*. Les commandes pour la construction du *Bancroft*, du *Machias*, du *Detroit* et du *Castine* n'ont été faites qu'au cours de la dernière année.

Voici les vaisseaux qui sont en voie de construction :

Le *Maine* et le *Texas*, vaisseaux de guerre de seconde classe; les croiseurs *Montgomery* et *Marblehead*; les moniteurs de la défense des côtes *Terror*, *Puritan*, *Amphitrite* et *Monadnock*. Tous ces bâtiments seront prêts dans un délai d'un an; le vaisseau *Katahdin* pour la défense du port, les croiseurs blindés *Columbia*, *Minneapolis*, *Olympia*, *Cincinnati* et *Raleigh* seront prêts avant le 1^{er} juillet 1895; les vaisseaux de guerre de première classe *Iowa*, *Indiana*, *Massachusetts* et *Oregon* quitteront les chantiers le 1^{er} février 1896 et le croiseur cuirassé *Brooklyn* sera achevé le 1^{er} août de la même année.

On peut donc espérer que les deux canonnières dont la construction a été votée par le Congrès seront construites en moins de deux ans.

Depuis 1886, le Congrès a, dans chaque session, autorisé la construction d'un ou plusieurs navires et le secrétaire de la marine présente un argument fort sérieux pour qu'on continue cette tradition. Il recommande que, dans chaque session, le Congrès autorise au moins la construction d'un vaisseau de guerre et de six torpilleurs.

Bien que je sois nettement favorable à la continuation de la politique que nous avons inaugurée pour la création d'une puissante et solide marine, je ne puis m'opposer à l'avis que le Congrès devrait soigneusement tenir compte, d'une part, du nombre de vaisseaux non achevés et de l'état de nos finances; il doit, par conséquent, prendre et examiner s'il est opportun de commencer de nouveaux travaux. La méthode d'employer par l'intermédiaire des commissions d'ouvriers, les travaux mécaniques dans les chantiers maritimes et de considérer comme valable uniquement le certificat de ces commissions en vertu duquel des ouvriers sont employés, a produit les meilleurs résultats et le secrétaire de la marine fait tout son possible pour donner à ce système encore un plus grand développement. J'appelle votre attention sur les constatations de son rapport relativement au fonctionnement de ce système.

Le secrétaire de l'intérieur est chargé de la direction de tant d'importantes affaires que son rapport offre un intérêt et une valeur spéciale.

Le 30 juin 1893, la liste des pensions contenait 966,042 noms, soit 80,944 de plus que celle du 30 juin 1892. Parmi ces personnes, il y a 17 veuves et filles des soldats de la Révolution, 86 survivants de la guerre de 1812; 3,423 veuves des soldats de cette guerre; 21,348 survivants et veuves de la guerre du Mexique; 3,882 survivants et veuves des guerres contre les Indiens; 284 garde-malades de guerre et 473,643 survivants, veuves et orphelins laissés par les soldats et marins morts dans les guerres de rébellion. Le dernier chiffre représente ceux qui touchent une pension par rapport à des infirmités ou des décès occasionnés par le service dans l'armée ou dans la marine. Le nombre des personnes restant sur la liste du 30 juin 1894 et touchant une pension en vertu de la loi du 37 juin 1890 qui reconnaît des pensions en cas d'infirmité et de décès qui n'a pas été causé par le service dans l'armée s'est monté à 439,435.

Le nombre ajouté à la liste pendant l'année passée est arrivé à 123,634; le nombre des radiations à 33,690. Les premiers versements des pensions allouées pendant l'année passée se sont montés à 33,456,549 dollars 98 cts. Dans cette somme sont compris les arriérés, c'est-à-dire les allocations accumulées entre l'époque d'où la pension date et le temps de la délivrance effective du certificat.

Bien que la loi de 1890 admette des pensions pour des infirmités non contractées dans le service militaire, il faut toutefois, pour en bénéficier, remplir une condition : c'est qu'il y ait infirmité qui rende incapable de tout travail manuel et empêche de gagner les moyens de vivre.

L'application de cette loi, dans la première période après son entrée en vigueur, ne paraît pas avoir été d'accord avec sa vraie destination. Mais, depuis la fin du régime précédent, on a donné une rédaction précise au règlement et, depuis cette époque, cette nouvelle rédaction a fait loi. Cette mesure a eu pour résultat que l'effet de la réglementation a été limité au but proposé par la législation.

On a découvert que beaucoup de noms ont été mis sur la liste par suite de manœuvres frauduleuses. Le commissaire a donc suspendu les paiements d'un grand nombre de pensions qui paraissaient avoir été obtenues d'une façon abusive ou qui n'ont pas été autorisées. Il a procédé à un examen approfondi et a averti les pensionnaires, afin que ceux-ci puissent, s'il y a lieu, établir le bien-fondé de leur droit à la pension.

C'était le procédé qui a, depuis longtemps, prévalu dans le bureau des pensions; mais, après avoir commencé ces dernières investigations, le commissaire a modifié le procédé. Avant l'enquête terminée, il n'est pas permis de réclamer contre une pension qui apparemment, n'est pas tout à fait injustifiée, mais qui a été seulement fixée à un chiffre supérieur à celui que la loi permet.

Il m'est impossible de comprendre pourquoi les fraudes dans les listes des pensions ne pourraient pas être relevées et redressées avec vigueur et radicalement. Chaque nom mis frauduleusement sur ces listes est un impôt criminel sur les sentiments de bonté auxquels les pensions doivent leur origine; tout pensionnaire frauduleux est un mauvais citoyen; tout faux serment prête pour appuyer une pension est un parjure contre la communauté, et les faux pensionnaires ne volent pas seulement l'argent du peuple, mais aussi ces sentiments patriotiques que les survivants de la guerre, soutenue pour la préservation de l'Union, devaient inspirer.

Des milliers de régions ont des pensionnaires frauduleux bien connus et les récentes enquêtes des bureaux ont constaté l'existence de vastes complots organisés pour commettre des fraudes de pension. En aucune façon, nous ne ferons le moindre tort aux pensionnaires honnêtes et dignes d'intérêt qui, certainement, ne doivent pas être compris dans le blâme lancé contre ces coteries de fraude.

Ceux qui, dans un esprit de devoir, essaient de redresser ces injustices ne doivent être accusés ni d'hostilité, ni d'indifférence envers les droits des honnêtes vétérans.

La somme dépensée pour le compte des pensions s'est montée à 156,740,467 dollars 14 cts pendant l'année qui s'est terminée le 30 juin 1893.

Le commissaire a estimé que 165,000,000 des pensions seront à payer pendant l'année qui finira le 30 juin 1894.

La situation des Indiens et leur sort sont des sujets qui se rapportent à un devoir sacré du gouvernement et qui font appel aux sentiments d'équité et à la sympathie de notre peuple.

Le nombre de nos Indiens s'élève au chiffre de 248,000. La plupart d'entre eux sont placés dans les terrains du territoire de réserve qui compte des terres d'une superficie de 86,116,531 acres. Environ 110,000 de ces Indiens poussent à un haut degré les mœurs de la civilisation. A beaucoup d'entre eux, on a donné, en propriété privée, des lots de terre. Pendant la dernière année, 1,000,000 d'acres ont été parcellés et répartis en lots parmi 10,000 Indiens.

Le nombre des écoles des Indiens, entretenues par le gouvernement pendant l'année passée, se montait à 193, ce qui accuse une augmentation de 12 écoles sur l'année précédente. De ces écoles, 170 sont installées sur le territoire de réserve, 73 sont des internats et 97 des externats. 20 internats et 2 externats sont entretenus par le gouvernement en dehors du territoire de réserve. Le nombre total des enfants indiens qui fréquentaient les écoles pendant l'année passée était de 21,138; il y en avait donc 1,231 de plus que l'année passée.

Je suis convaincu que l'éducation scolaire, ainsi que l'enseignement de la morale et de la religion, doivent être des facteurs importants dans les efforts faits pour amener les Indiens à la civilisation et pour assurer leur salut. Je crois aussi que le relâchement des liens de tribu et la propriété personnelle des terres peuvent, dans des conditions favorables, aider à l'accomplissement de cette œuvre. Cependant, il me semble que l'allocation de lots de terre en propriété privée doit se faire avec beaucoup de soin et de prudence. Si l'on procède avec trop de précipitation, avant que les Indiens saisissent la signification de cette mesure et avant qu'ils n'aient aucune idée de l'agriculture ou de la conception de l'économie, il est à craindre que leur

existence sera modifiée par le paupérisme de la civilisation, au lieu d'être un état d'indépendance et de relèvement.

La solution du problème indien dépend, en grande partie, de la bonne administration. La qualité personnelle des agents et leur aptitude au devoir particulier d'avoir soin de leurs pupilles, voilà ce qui est de la plus grande importance.

La loi qui, sauf des cas exceptionnels, prescrit que des officiers de l'armée doivent être choisis comme agents des Indiens, sera, nous l'espérons, justifiée par l'expérience. Il y a un grand danger que des abus ne se glissent dans les plaintes déposées pour les déprédations des Indiens et je recommande que toutes les garanties soient données contre les réclamations injustes et fictives en cette matière.

Pour l'année se terminant le 30 juin 1894, on a affecté pour le compte du bureau indien la somme de 7,954,962 dollars 99 cts, ce qui accuse une diminution de 387,131 dollars 93 cts sur l'année précédente.

La grande superficie de terres qui, il y a peu de temps encore, était domaine public, se transforme rapidement en propriétés privées. Il est certain que, dans ces changements, l'intention bienveillante du gouvernement de donner dans ces domaines on chez soi aux hommes industriels et dignes qui cherchent à s'établir est souvent réduite à néant. Bien que le spéculateur qui, dans un but de rapacité, s'interpose entre le bureau des terres et ceux qui, par le gouvernement, sont invités à s'établir dans les terres de l'Etat, soit un être méprisable qu'on ne doit pas tolérer, il est cependant difficile de contrecarrer ces menées.

Malgré les plus grands soins avec lesquels on a élaboré le règlement sur le choix des allocations de terre et malgré la présence des troupes des Etats-Unis, la récente ouverture à la colonisation du Cherokee Outlet, territoire d'une superficie de 6,500,000 acres, a donné lieu, à un degré modéré néanmoins, à des disputes folles, à des scènes de violence et à des usurpations, telles qu'on a pu en constater dans la cession des terres publiques qui ont eu lieu auparavant.

Je partage, avec le secrétaire, l'opinion que ces incidents scandaleux ne peuvent pas être empêchés entièrement sans qu'on ait changé les lois relatives à ce sujet et j'espère que les recommandations faites dans ce sens seront favorablement accueillies.

Je recommande particulièrement à l'attention du Congrès les constatations contenues dans le rapport du secrétaire sur l'état des forêts. Le moment est venu de prendre des mesures efficaces pour la préservation de nos forêts contre une destruction irrémédiable et criminelle.

Le rapport du secrétaire d'agriculture offre beaucoup d'intérêt, surtout à cette grande masse de citoyens qui sont intimement attachés aux occupations agricoles. Le 7 mars 1893, il y avait inscrit sur le budget 2,430 employés. Ce nombre a été réduit à 1,850 fonctionnaires; en vue du vide du Trésor et de la demande impérieuse du peuple d'apporter des économies dans l'administration du gouvernement, le secrétaire a entrepris la tâche de réduire rationnellement les dépenses par l'élimination de la liste des employés à gage de toutes les personnes qui ne sont pas nécessaires pour l'expédition efficace des affaires de ce département.

Pendant le premier trimestre de l'année présente, les dépenses de ce département se sont réduites à 375,876 dollars 76 cts, en présence des 402,012 dollars 42 cts de la période correspondante de l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin 1894. Le secrétaire manifeste l'intention de continuer dans cette voie de réduction en présentant, pour la prochaine année fiscale, une prévision budgétaire qui contient 994,280 dollars de moins de dépenses que celle de l'année précédente. On n'a guère changé les chefs de section de ce département. Trois vacances ont eu lieu à la suite de décès et de démis-

sion. A ces postes, on a nommé des adjoints qui ont servi dans les sections respectives.

Cette promotion des adjoints expérimentés et fidèles n'a pas été seulement faite dans l'intérêt du fonctionnement efficace, mais elle a aussi montré aux fonctionnaires de ce département, qui veulent garder leur position ou qui aspirent à monter en grade, que le mérite et le dévouement au devoir constituent leur meilleur appui.

La somme affectée au bureau d'élevage pendant l'année fiscale courante se monte à 830,000 dollars; la prévision pour l'année suivante est de 700,000 dollars.

Les règlements de 1892 concernant la fièvre du Texas ont été renforcés pendant l'année dernière et les immenses troupeaux du pays ont été préservés de la contagion. Il y avait occasionnellement des cas isolés, mais les propriétaires des bestiaux contagionnés ont pris les mesures nécessaires pour en empêcher la propagation. Tandis qu'on a réussi à couper complètement la pleuro-pneumonie contagieuse des bestiaux, la tuberculose animale, maladie très répandue et plus dangereuse pour la vie humaine que la pleuro-pneumonie, fait toujours des ravages. Pendant l'année passée, on a fait une enquête sur les moyens de la propagation de cette maladie et aussi sur son diagnostic exact. Dans ce sens, on a fait de grands progrès, grâce aux études de la section de la pathologie animale, mais les travaux doivent être plus étendus avec le concours des autorités locales jusqu'à ce que le danger de la vie humaine qui résulte de cette cause soit réduit à un minimum.

Pendant l'année passée, le nombre des bestiaux venant du Canada et examinés par les fonctionnaires des bureaux, se montait à 462,092 et le nombre venant des pays transatlantiques à 1,297. Aucune maladie contagieuse n'a été constatée sur les bestiaux importés.

Pendant la dernière année fiscale, le nombre total des inspections des bestiaux pour l'exportation s'est monté à 614,542. Le chiffre d'exportation a diminué d'environ 25 0 0 sur la précédente année; cette diminution s'est produite exclusivement pendant le deuxième semestre de l'année. On peut en conclure que la baisse d'exportation est due, en grande partie, à l'augmentation du prix des bestiaux américains destinés à l'exportation. Pendant l'année qui s'est terminée le 30 juin 1893, l'exportation de porc inspecté se monte à 20,677,410 livres sur 38,132,874 livres exportées dans l'année précédente. La baisse d'exportation de ce produit ne s'est pas limitée au porc inspecté, la quantité totale de porc exporté en 1892 était 665,490,616 livres, tandis qu'en 1893 elle n'a atteint que le chiffre de 527,308,693 livres.

Je me rallie au secrétaire en vous recommandant que, dorénavant, on impose à tout candidat pour le poste d'inspecteur ou inspecteur-adjoint du bureau d'élevage, comme condition de sa nomination, de produire à la commission du service civil un diplôme conféré par une école régulière des vétérinaires, et qu'à défaut d'un pareil document il doive passer un examen en matière de science vétérinaire, tel que la commission le jugera nécessaire.

L'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin 1892, l'exportation des produits agricoles des Etats-Unis a atteint le chiffre énorme de 800 millions de dollars, ce qui représente 78,7 0 0 de la totalité de nos exportations. Dans la dernière année, cette partie d'exportation a subi une réduction considérable, mais elle se monte néanmoins à 613 millions de dollars et représente 73,4 0 0 de tous les produits américains exportés.

En passant en revue nos exportations agricoles et en examinant particulièrement leurs lieux de destination, nous voyons que, de presque tous les articles exportés, la plus grande partie va au Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et dans l'Irlande. Pour les bestiaux, l'exportation totale de l'année fiscale se terminant le 30 juin 1893, s'évalue à 26 millions de dollars, dont

plus de 25 millions de dollars sont payés par la Grande-Bretagne. En viande de bœuf de toutes sortes, notre exportation totale s'est évaluée à 28 millions de dollars, dont la Grande-Bretagne seule a consommé pour 24 millions de dollars. L'exportation totale des produits de porc était de 84 millions de dollars, dont la Grande-Bretagne a consommé pour 53 millions de dollars. Les céréales, les cotons et les petits produits montrent les mêmes proportions en ce qui concerne la Grande-Bretagne comme consommateur.

Le travail de la section de statistique du département de l'agriculture s'occupe de tout ce qui a rapport à l'économie des agriculteurs.

Le principal but de ses rapports mensuels, c'est de tenir les agriculteurs au courant, autant que possible, de tout ce qui peut avoir une influence sur les marchés du monde où leurs produits trouvent un débouché. Ces publications ont particulièrement trait au côté commercial de l'agriculture.

Il est donc de la plus haute importance et d'un intérêt vital pour les agriculteurs des Etats-Unis, qui représentent presque la moitié de notre population, il est, dis-je, d'un intérêt direct pour le pays tout entier que le travail du bureau de statistique soit bien fait et que les informations recueillies soient promptement répandues.

Nous devons nous féliciter de l'espoir que le secrétaire ne négligera rien pour rendre cette partie de sa tâche efficace.

En 1839, le Congrès a affecté 4,000 dollars prélevés sur les fonds du bureau des brevets pour qu'on achète et distribue des grains rares et améliorés, qu'on poursuive des études en matière agricole et qu'on dresse des tableaux statistiques. Depuis ce modeste commencement, s'est développée la section des grains du département de l'agriculture qui a pris, aujourd'hui, une extension exagérée et injustifiable.

Pendant la dernière année fiscale, on a dépensé, pour l'achat des grains de semence, 66,548 dollars 61 cts. Le reste de la somme totale de 135,000 dollars affectée à ce but a été dépensé pour la distribution des semences. Certes, il n'est jamais venu à l'idée de ceux qui, les premiers, ont voté des crédits destinés à l'achat de grains d'une espèce nouvelle ou perfectionnée pour la distribution gratuite, que de cette mesure on arrivera à acheter, dans le but de le distribuer aux membres du Congrès, des grains ordinaires comme on en peut trouver dans tous les Etats et dans tous les territoires et qui peuvent partout s'acquérir à bon marché.

On a établi une station d'essai agricole dans chaque Etat et dans chaque territoire. Ces stations, comme l'indique le nom et comme le comporte leur caractère, sont les agences les plus appropriées pour les expériences à faire avec les nouvelles espèces de grains, et pourtant ce criminel gaspillage fait par la législation qui distribue les grains au législateur continue toujours et ne répond à aucun but, à moins qu'on ne veuille par ce moyen rappeler aux contribuables que leurs représentants ont l'intention de les recommander à des gratuités aux frais publics. Avec la sanction de la législation existante, le département de l'agriculture a distribué pendant la dernière année fiscale assez de grains de choux pour en planter sur 19,200 acres, des fèves pour en planter sur 4,000 acres et du seigle pour en planter sur 7,800 acres, des grains de concombre pour couvrir 2,025 acres et assez de grains de melon pour en planter sur 2,675 acres. La quantité totale des grains de fleurs et de légume qu'on a distribuée était contenue dans plus de neuf millions de paquets, et elle aurait suffi, si on en avait usé, pour couvrir 89,596 acres de terre.

En présence de ces faits, cette énorme dépense, sans aucun rapport légal de bénéfice, doit être supprimée. Pour empêcher, dans l'intérêt d'une bonne administration, un pareil gaspillage, plus de 100,000 dollars ont été payés du crédit destiné à cette sorte de dépenses pour l'année qui se termine le 30 juin 1895, et le secrétaire propose que le reste du montant des 35,000 dol-

lars doit être strictement affecté à l'achat des grains d'espèces nouvelles ou améliorées et que ces grains doivent être distribués aux stations d'essai.

Ainsi, on fera l'essai des semences et, une fois l'essai complété par l'expérience, la propagation des espèces utiles ainsi que le rejet de celles qui sont sans valeur sera l'affaire du bon sens du peuple.

L'exécution intelligente et continuelle de la loi sur le service civil et l'approbation de son fonctionnement par le peuple sont l'objet de la plus grande satisfaction.

L'extension récente des restrictions et des règlements de cette loi sur les employés des bureaux de postes gratuits, réforme qui, avec le concours du directeur des postes, a été promptement et honnêtement accomplie par la commission, est un progrès important pour l'utilité du système.

Plus que jamais, je suis convaincu du bien incalculable que nous procurera la loi sur le service civil, non seulement dans ses effets sur le service public, mais aussi, et ce qui est plus important, par le fait qu'elle élèvera le ton de notre vie politique en général.

Le cours qu'a suivi la réforme du service civil dans ce pays nous montre d'une façon aussi instructive et intéressante combien a pris sur notre peuple un mouvement qui a pour bases les sentiments de justice et de droit et qui, en même temps, promet l'amélioration de l'administration.

La loi qui a mis en vigueur cette réforme a été inscrite dans notre livre de constitution plutôt par peur du sentiment populaire qui était favorable à ce changement que par enthousiasme des législateurs pour la réforme elle-même, et cette réforme a pris corps, s'est développée et a fleuri en dépit de l'hostilité sourde ou ouverte que lui ont opposée des exploités et même les chicanes de quelques-uns qui se sont constitués en gardiens. En dehors de toutes les théories transcendantes et les idées étranges qu'on a appliquées à cette réforme, il faut retenir que cette réforme n'a pour base que le bon sens; son principe n'est pas seulement convenable à la sphère d'action des affaires proprement dites, mais notre peuple reconnaît de plus en plus que l'application en est absolument nécessaire à la bonne gestion du gouvernement, sinon à la stabilité du régime.

Il me paraît absolument incompatible, avec le caractère de cette réforme, d'obliger la commission à se remettre en fait d'assistance des scribes aux services des clercs détachés d'autres départements. Il ne devrait exister dans aucun département un état de choses par lequel des clercs engagés pour faire du travail dans un département puissent être superflus pour leur travail habituel et être employés dans un autre. Il ne s'accorde nullement avec les principes sains d'une bonne administration que des fonctionnaires soient nommés avec l'hypothèse qu'ils sont nécessaires dans un département, tandis qu'en réalité leurs services sont consacrés à un travail tout à fait différent de leur destination et dans un autre département que celui pour lequel ils ont été désignés.

J'insiste particulièrement sur ce point que les commis nécessaires à faire le travail de la commission doivent être régulièrement portés sur sa liste et qu'il faut abandonner le système d'après lequel les commissaires soient obligés d'avoir recours aux commis de divers départements. Cette disposition n'augmentera pas les dépenses du gouvernement, tandis qu'elle sera plus consistante et ajoutera à l'efficacité du travail de la commission.

L'économie dans les dépenses publiques est un devoir que ne sauraient négliger sans s'attirer des reproches ceux qui sont chargés de contrôler les fonds prélevés sur le peuple pour l'usage public.

Il faut avouer que l'apparence de disposer de ressources illimitées, l'habitude de notre peuple de voir l'immense accumulation des richesses, l'idée de plus en plus répandue parmi le peuple que la dépense des fonds publics doit en quelque façon procurer aux contribuables des bénéfices immédiats et per-

sonnels, la manière indirecte et presque dissimulée dont une grande partie de nos impôts sont perçus et un sens dégénéré de la responsabilité officielle : tout cela a mené à des extravagances dans les dispositions gouvernementales.

A l'heure qu'il est, où nous nous trouvons en présence des caisses vides, que beaucoup de nos concitoyens sont engagés dans une dure lutte pour les besoins de la vie, et que l'économie la plus stricte s'impose à la grande masse de notre peuple, je recommande avec toute l'insistance qui est en mon pouvoir que la législation du Congrès se limite à la stricte économie, afin de montrer, d'une part, qu'elle tient compte de la situation du trésor et, d'autre part, qu'elle éprouve de la compassion pour la situation critique de nos concitoyens.

Le devoir de l'économie, en fait de dépenses publiques, est d'une énorme importance, car elle est étroitement et nécessairement en connexité avec la tâche que nous avons à accomplir : procurer les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses du gouvernement et pourtant réduire les charges des impôts fédéraux du peuple.

Après une dure lutte, nous sommes enfin arrivés à la veille de la réforme des tarifs. Il n'y a pas de question aussi importante que celle-ci pour appeler notre attention et il n'y a rien qui se présenterait aussi nettement comme une occasion et comme un devoir qui nous est opposé par nos professions de foi réitérées et par le mandat solennel du peuple. Après une discussion bien approfondie, nos concitoyens se sont prononcés en faveur de cette réforme et ils ont confié l'œuvre de son accomplissement entre les mains de ceux qui se sont engagés solennellement à l'accomplir.

S'il y a quelque fondement dans la théorie que les fonctions publiques doivent être la représentation du peuple et de ses vœux, si les fonctionnaires publics sont réellement les serviteurs du peuple, et si les promesses et les professions de foi politiques ont la force de lier ceux qui s'y sont engagés, alors notre manque de réaliser le relèvement si longtemps attendu serait un acte de défection pure et simple. Rien ne doit détourner notre attention ni troubler nos efforts jusqu'à ce que cette réforme soit accomplie par une législation sage et consciencieuse.

Tandis que nous devons résolument nous attacher au principe que seule la nécessité de procurer des recettes justifie l'imposition des taxes douanières et d'autres contributions fédérales et qu'elles doivent être limitées par une stricte économie, nous ne pouvons pas fermer les yeux devant le fait que, parmi nous, des circonstances se sont produites qui, dans l'intérêt de la justice et de l'équité, exigent qu'on fasse des discernements soigneux dans la répartition des impôts et des contributions que notre gouvernement est forcé, par la situation, de demander.

Evidemment, quand nous aurons à aider le peuple directement par la réforme des tarifs, un des traits les plus manifestes du nouveau système doit être la réduction des droits prélevés sur les matières des besoins primitifs de la vie. Les bénéfices d'une pareille réduction seraient palpables et substantiels ; ils seraient vus et sentis par des milliers d'hommes qui se nourriront mieux, s'habilleront mieux et seront mieux logés. Ces dons doivent être les bienfaits volontaires d'un gouvernement dont la plus haute aspiration est le développement du bien-être du peuple.

La prospérité et le bien-être de notre peuple sont en connexité non moins étroite avec la suppression des entraves mises sur l'importation de la matière première nécessaire à nos manufactures. Le monde doit être ouvert à notre génie et à notre entreprise nationale. Mais cette maxime ne peut pas prendre corps tant que la législation fédérale, par l'imposition de tarifs élevés, interdit aux industriels américains l'usage du matériel aussi bon marché que celui dont se servent les concurrents de l'industrie américaine. Il est évident que l'augmentation des prix de nos produits industriels, causée par cette politique douanière, non seulement confine ces produits dans les marchés

intérieurs au grand préjudice de nos industriels, mais augmente aussi les frais de l'existence de nos concitoyens. Les intérêts des travailleurs sont certainement touchés, bien que d'une manière indirecte, par le caractère de notre système des tarifs. La compétition et la lutte vive parmi nos industriels qui veulent trouver une compensation pour la diminution de la demande de leurs produits, ont déjà surchargé l'étroit marché dans lequel ils sont confinés. Il s'ensuit alors une suspension de la production, le renvoi des ouvriers et la détresse dans les foyers de nos ouvriers.

Quand même l'assertion, souvent réfutée, se trouverait vraie, assertion d'après laquelle l'importation libre de la matière première et l'abaissement des tarifs auraient pour résultat la réduction des salaires, nos ouvriers, grâce à leur intelligence, auraient bientôt trouvé que la cessation de tout chômage serait pour eux le bénéfice le plus important qu'ils retireraient du nouveau tarif et de l'entrée libre de la matière première.

Une commission du Congrès déléguée à cet effet a préparé les mesures pour la mise en vigueur d'une réforme de tarifs, basée sur les principes que je viens d'exposer. Le projet sera promptement soumis à la législature. C'est le résultat d'un long travail patriotique et guidé par l'abnégation, et je crois que la question y est traitée d'une manière approfondie et résolue autant que les circonstances actuelles le permettent.

Je suis heureux de constater que les tarifs réduits dont l'établissement est prévu pour la prochaine législature produiront, dans un avenir prochain, sinon immédiatement, assez de recettes pour que celles-ci, ajoutées aux revenus des impôts intérieurs, puissent suffire aux dépenses du gouvernement.

La commission, afin d'empêcher un déficit temporaire qui pourrait se produire avant que le commerce du pays s'accommode au nouveau système des tarifs, a sagement adopté le projet d'introduire quelques impôts supplémentaires, y compris une petite taxe sur les revenus résultant de certains placements des capitaux faits par des corporations.

Ces nouveaux impôts sont non seulement justes et faciles à supporter, mais ils ont encore l'avantage de pouvoir être supprimés sans produire des perturbations dans le monde des affaires pour le cas où il n'y aura plus de nécessité de maintenir ces impôts.

Animé du vif désir de voir réussir cette mesure, je ne peux m'empêcher de déclarer que le succès ne pourrait être obtenu que par les conseils désintéressés de la part des amis de la réforme des tarifs et par leur volonté de subordonner leurs intérêts personnels au bien public. Les intérêts locaux affectés par la réforme proposée sont si nombreux et si variés que, si tous se font valoir auprès de la législation, la réforme échouerait fatalement.

En conclusion, mon sentiment vif de responsabilité me pousse à vous demander les soins les plus scrupuleux pour les nombreux intérêts d'un peuple généreux et confiant, et je m'engage à continuer tous les efforts législatifs faits pour développer la grandeur et la prospérité de notre chère patrie.

GROVER CLEVELAND.

Executive Mansion, Washington, 4 décembre 1893.

FRANCE

Le mouvement de la population de la France en 1892. Rapport au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter les principaux résultats statistiques du mouvement de la population de la France en 1892.

Il a été relevé, sur les actes de l'état civil de toutes les communes :

290,319 mariages, 5,772 divorces, 855,847 naissances, 875,888 décès.

Si l'on compare ces chiffres à ceux qui résultent de la statistique de l'année 1891, l'on constate une augmentation de 4,861 mariages, de 20 divorces, et une diminution de 10,530 naissances et de 994 décès. Il y avait eu, en 1891, excédent de 10,503 décès par suite de l'abaissement nouveau des naissances et du maintien de la mortalité à un taux élevé ; en 1892, l'excédent de décès s'est trouvé porté à 20,041.

En présence de résultats aussi défavorables et aussi inquiétants, il m'a paru nécessaire d'examiner si la population française ne subit pas en ce moment le contre-coup d'événements déjà lointains et si l'on ne peut espérer, d'ici à quelques années, le retour à une situation meilleure.

D'une manière générale, les mariages n'ont cessé de décroître depuis 1883 jusqu'en 1890, époque à laquelle ils se sont relevés d'une façon très sensible ; les naissances ont, de leur côté, diminué depuis 1876, et surtout depuis 1883 ; quant aux décès, ils ont augmenté lentement de 1872 à 1886, en éprouvant quelques oscillations sans importance ; partis de 800,000 en 1872, ils ont atteint 860,000 en 1886 et ont diminué rapidement de 1886 à 1889, pendant quatre années. Depuis 1890, ils se maintiennent au chiffre de 876,000. L'excédent des naissances, après avoir été de 173,000 en 1872, a diminué graduellement ; s'est trouvé de 108,000 en 1891, et, à partir de ce moment, amoindri de plus de 10,000 chaque année, a fini, l'année de l'épidémie d'influenza, en 1890, par se changer en excédent de décès.

Or, en 1854 et 1855, par suite de la guerre et de l'épidémie de choléra, le nombre des décès a été déjà supérieur à celui des naissances. Il est possible qu'une trentaine d'années après, cette crise ait eu pour conséquence une diminution de la natalité en France.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que, pendant les années 1870 et 1871, il a été enregistré :

600,000 décès de plus qu'en temps normal ;

120,000 naissances de moins, compensées, il est vrai, par une plus-value de 20,000 naissances pendant l'année suivante, soit 100,000 naissances de moins ;

120,000 mariages de moins, compensés, il est vrai encore, par une plus-value de 70,000 mariages pendant les deux années suivantes, conséquence naturelle des retards apportés par les événements à beaucoup d'unions, soit 50,000 mariages de moins.

Tel est le bilan démographique de la guerre ; mais, outre la perte de 600,000 personnes décédées, outre la perte en mariages et en naissances, constatée pendant la période 1870-1871, il faut reconnaître que ces désastres ont continué à peser sur l'état de la population française pendant de longues années, et il n'est pas téméraire d'évaluer au bas mot, en adoptant les proportions ordinaires de 3 décès et 3 naissances contre 1 mariage, à 200,000 le manque des mariages résultant des 600,000 décès et à 600,000 le manque des naissances résultant des 200,000 mariages à jamais perdus pour la France en suite des événements de 1870-1871. Ces 200,000 mariages et ces 600,000 naissances auraient d'ailleurs dû porter, en s'échelonnant, sur les vingt années qui ont suivi, c'est-à-dire jusqu'en 1891.

Toujours est-il que ces pertes devaient, tout en se restreignant d'année en année, affaiblir le contingent des mariages et des naissances ; d'un autre côté, les nouvelles générations, nées depuis 1871, arrivaient à l'âge nubile et, surtout à partir de 1891 et 1892, devaient venir accroître le nombre des mariages.

Ce fait seul pourrait expliquer, dans une certaine mesure, l'accroissement des mariages en 1891 et en 1892 et semblerait présager qu'un accroissement de naissances ne tardera pas. D'après les lois naturelles, à suivre l'accroissement des mariages ; en effet, la moyenne générale des naissances est de 3,09 par mariage pour la dernière période décennale ; à un accroissement de 24,000 mariages acquis depuis deux ans, correspondra très probablement un gain de plus de 60,000 naissances réparti sur les années qui vont suivre.

Aussi est-il permis de penser que, toutes choses égales d'ailleurs, la situation démographique de la France subit en ce moment une crise passagère, et que les différentes mesures prises tout récemment par le Gouvernement de la République en vue de prévenir les épidémies, de répandre l'hygiène et d'assurer l'assistance médicale gratuite, contribueront à diminuer la mortalité et à aider au développement normal de la nation française.

Ces considérations, d'un ordre général, sur l'ensemble du mouvement de la population étant formulées, il convient de donner ci-après une analyse sommaire du mouvement des mariages, des divorces, des naissances et des décès considérés isolément.

Mariages. — En 1892, 290,319 mariages ont été célébrés en France ; ce chiffre, le plus élevé que l'on ait constaté depuis dix-sept années, accuse une augmentation de 4,861 unités sur le nombre des mariages de 1891, lequel était déjà en augmentation de 16 126 sur l'année précédente.

Voici, d'ailleurs, les variations constatées dans le mouvement des mariages depuis dix ans :

| | |
|---------------|---------|
| 1883. | 284.319 |
| 1884. | 289.555 |
| 1885. | 282.170 |
| 1886. | 283.208 |
| 1887. | 277.060 |
| 1888. | 276.848 |
| 1889. | 272.934 |
| 1890. | 269.332 |
| 1891. | 285.458 |
| 1892. | 290.319 |

La proportion des mariages, pour 1,000 habitants, qui était tombée à 7 p. 1,000 en 1890, s'est relevée, en 1892, à 7,6 p. 1,000. C'est là une moyenne générale s'appliquant à toute la France ; considérée suivant les différents départements, cette moyenne varie entre 9,4 p. 1,000 habitants dans le département de la Seine, qui est celui dans lequel se trouvent relativement le plus d'adultes, et 5,2 dans les Hautes-Pyrénées.

D'une manière générale, la proportion des mariages est plus forte dans le Nord que dans le Midi (8,2 et 8,3 p. 1,000 habitants dans le Nord et le Pas-de-Calais, 7,9 p. 1,000 dans la Somme et dans l'Oise, d'une part ; — 5,5 et 5,2 p. 1,000 dans les Basses et dans les Hautes-Pyrénées, 6,9 à 7 p. 1,000 dans le Gers, la Haute-Garonne, l'Ariège, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, d'autre part).

Elle est plus forte également dans l'Ouest (7,6 p. 1,000 dans le Morbihan, la Seine-Inférieure, le Maine-et-Loire : 7,5 p. 1,000 dans le Finistère et les Côtes-du-Nord) que dans l'Est et le Sud-Est (6,8 et 6,9 p. 1,000 dans le Jura et dans le Doubs, 6, 6,3 et 5,8 p. 1,000 dans les Hautes-Alpes, la Savoie et la Haute-Savoie, 6,3 en Corse). — C'est dans les régions montagneuses des Pyrénées, des Alpes et du Jura, qui sont le siège d'une émigration très accentuée, que l'on compte le moins de mariages.

Divorces. — Les divorces se sont tenus presque stationnaires. On en a compté, en 1892, 5,772, soit 20 de plus qu'en 1891. C'est le chiffre le plus élevé qui ait été atteint depuis l'année 1884, au cours de laquelle le divorce a été rétabli en France (loi du 27 juillet 1884). On ne saurait comparer utilement le nombre des divorces prononcés par les tribunaux, tel qu'il ressort des statistiques émanant directement des greffes des tribunaux (comptes de la statistique de la justice civile publiés par le Ministère de la Justice), à celui des divorces transcrits sur les registres de l'état civil, car un certain nombre de jugements prononcés en fin d'année ne sont enregistrés dans les mairies que l'année suivante ; de plus, pour les derniers mois de l'année 1884, il y a lieu de faire remar-

quer que les divorces n'ont pas fait l'objet de statistiques dressées par les municipalités. Aussi le nombre de ces divorces, pour cette année 1884, a-t-il été emprunté tel quel aux statistiques judiciaires.

Sous le bénéfice de cette observation, voici quel a été le mouvement des divorces depuis la loi de 1884 :

| | | | |
|-------|---|------------------------------------|---|
| 1884. | — | 1.637 divorces en quatre mois. | |
| 1885. | — | 4.277, soit 57 p. 100.000 ménages. | |
| 1886. | — | 2.950, soit 40 p. 100.000 | — |
| 1887. | — | 3.636, soit 50 p. 100.000 | — |
| 1888. | — | 4.708, soit 60 p. 100.000 | — |
| 1889. | — | 4.786, soit 61 p. 100.000 | — |
| 1890. | — | 5.457, soit 73 p. 100.000 | — |
| 1891. | — | 5.752, soit 77 p. 100.000 | — |
| 1892. | — | 5.772, soit 77 p. 100.000 | — |

Le nombre des divorces avait diminué jusqu'en 1886, car les premiers n'étaient pour la plus grande partie que des conversions d'anciennes séparations de corps ; mais une loi du 18 avril 1886 ayant simplifié la procédure en matière de divorce, le nombre des demandes a atteint rapidement une proportion plus grande qu'au lendemain même du rétablissement de cette institution.

Depuis 1884, il y a eu 38,995 divorces enregistrés dans les actes de l'état civil, soit une moyenne de 510 pour 100,000 ménages.

Tous les départements n'ont pas usé du divorce avec le même empressement ; on a compté dans les départements ci-dessous, depuis 1884 et pour 100,000 ménages :

| | | |
|-----------------------------|-----------------|---|
| Dans la Seine | 1.830 divorces. | |
| — Seine-et-Oise. | 990 | — |
| — Aube. | 936 | — |
| — Bouches-du-Rhône. | 946 | — |
| — Eure. | 935 | — |

Viennent ensuite le département de l'Aisne (809 divorces pour 100,000 ménages) ; le Rhône (772) ; la Seine-Intérieure (767) ; la Gironde (733) ; l'Oise (717) ; la Marne (709).

C'est principalement dans les départements du bassin de la Seine, Lyon, Marseille, Bordeaux étant mis à part, que l'on compte le plus de divorces. C'est en Bretagne, dans les départements du massif central, dans les Pyrénées et dans les Alpes, que l'on en compte le moins :

Il a été relevé, depuis 1884, sur 100,000 ménages :

| | | |
|------------------------------|--------------|---|
| Dans la Corrèze | 55 divorces. | |
| — la Vendée. | 58 | — |
| — la Lozère. | 71 | — |
| — les Côtes-du-Nord. | 71 | — |
| — l'Aveyron. | 77 | — |
| — la Savoie. | 83 | — |
| — la Creuse. | 87 | — |
| — la Haute-Loire. | 92 | — |

Il est juste de remarquer que, dans ces dernières régions, la séparation de corps est plus fréquente que dans les départements précités.

Naissances. — Le nombre des naissances, en diminution de 10,537 unités sur celui de l'année 1891, est tombé à 853,847, accusant une moyenne de 22,3 naissances pour 1,000 habitants. La diminution a été pour ainsi dire générale et les 25 départements qui ont enregistré des augmentations se trouvent placés au hasard sur la carte de France.

Comme en 1891, c'est dans le Midi de la France que les natalités les plus

faibles ont été constatées. C'est le Gers qui fournit, en France, le moins de naissances : 13,9 pour 1,000 habitants, alors que cette proportion s'est encore élevée à plus de 28 p. 1,000 habitants dans le Morbihan, le Finistère, le Pas-de-Calais, le Nord. La Normandie qui, jusqu'à une époque récente, était réputée pour sa faible natalité, possède actuellement une natalité moins faible (Orne, 16,8 p. 1,000 habitants; Manche, 21,4; Calvados, 20 p. 1,000; Eure, 18,9 p. 1,000; Seine-Inférieure, 28 p. 1,000) que certains départements de la Bourgogne (Yonne, 16,4 p. 1,000; Côte-d'Or, 17,3 p. 1,000), du Centre (Puy-de-Dôme, 17,7 p. 1,000; Creuse, 18,8 p. 1,000), mais surtout de la Gascogne et du Languedoc (Lot-et-Garonne, 14,4 p. 1,000; Gers, 13,9 p. 1,000; Lot, Tarn-et-Garonne, 16,7 p. 1,000 chacun; Haute-Garonne, 16,5 p. 1,000).

La proportion des naissances légitimes a été de 10 p. 100 femmes mariées de tout âge, et de 17 p. 100 femmes mariées de moins de 45 ans dans l'ensemble de la France.

Cette dernière moyenne est la plus intéressante à étudier.

Voici les départements où l'on compte le plus de naissances légitimes pour 100 femmes mariées aptes par leur âge à avoir des enfants :

Naissances légitimes en 1892 pour 100 femmes mariées de moins de 45 ans.

| | |
|--------------------------|------|
| Finistère. | 30.4 |
| Morbihan. | 30.4 |
| Corse. | 30.2 |
| Côtes-du-Nord. | 28.8 |
| Lozère. | 26.5 |
| Hautes-Alpes. | 26.0 |
| Pas-de-Calais. | 25.1 |
| Basses-Pyrénées. | 25.0 |
| Basses-Alpes. | 25.0 |
| Ille-et-Vilaine. | 24.9 |

Voici, par contre, les départements où l'on a compté le moins de naissances par 100 femmes mariées de moins de 45 ans :

Naissances légitimes par 100 femmes mariées ayant moins de quarante-cinq ans.

| | |
|------------------------------------|------|
| Lot-et-Garonne. | 9.9 |
| Gers. | 10.1 |
| Gironde. | 11.8 |
| Tarn-et-Garonne. | 11.9 |
| Indre-et-Loire. | 12.3 |
| Yonne. | 12.6 |
| Charente et Charente-Inférieure. . | 12.8 |
| Haute-Garonne. | 12.9 |
| Aube et Lot. | 13.2 |
| Côte-d'Or et Eure. | 13.4 |
| Seine. | 13.5 |
| Rhône. | 13.9 |

On remarquera que les départements du Nord ne figurent pas, sauf le Pas-de-Calais, sur la liste des départements les plus féconds; mais il me suffira de faire remarquer que les chiffres qui précèdent, ainsi que le classement qui en est résulté, n'avaient trait qu'à la natalité légitime; or, dans un certain nombre de départements, du Nord de la France particulièrement, le chiffre des naissances naturelles constitue un appoint important, et vient relever notablement la natalité générale.

Naissances naturelles. — C'est ainsi que pendant que la proportion générale des naissances naturelles (73,785 sur 873,888 naissances totales) est de 8,6

p. 100 naissances, elle est de 24,5 p. 100 dans la Seine, de 13,5 p. 100 dans le Rhône, de 13 p. 100 dans la Somme, de 12,8 p. 100 dans la Seine-Inférieure, de 12,2 p. 100 dans le Calvados, de 11,8 p. 100 dans le Nord, de 11,7 p. 100 dans les Bouches-du-Rhône, de 11,5 p. 100 dans l'Aisne et de 11,4 p. 100 dans la Gironde.

On sent ici, sauf pour le Calvados, l'influence notoire des grands centres industriels et des grandes agglomérations de population.

La proportion des naissances naturelles est minime, au contraire, dans l'Ar-dèche (1,9 0/0 des naissances totales), le Lot (2,3 0/0), le Finistère et le Gard (2,4 0/0), le Tarn (2 8 0/0), le Tarn-et-Garonne (3 0/0), la Vendée et la Haute-Loire (3,4 0/0), les Côtes-du-Nord, le Pey-de-Dôme et l'Aveyron (3,5 0/0). C'est en Bretagne, en Vendée et parmi les populations du massif central que l'on signale le moins de naissances illégitimes.

Décès. — Il a été compté, en 1892, 875,888 décès, dont 453,020 du sexe masculin et 422,868 du sexe féminin. Cette mortalité vraiment anormale (car elle dépasse de près de 30,000 unités la moyenne ordinaire), bien qu'elle se soit maintenue pendant trois années de suite depuis l'apparition première de l'épidémie d'*influenza*, n'a pas affecté avec la même intensité toutes les parties du territoire : la proportion générale étant de 22,8 décès pour 1,000 habitants a varié de 17 à 20 p. 1,000 dans toute l'étendue du bassin de la Loire (minimum de mortalité dans le Cher, 17,2 p. 1,000), de 20 à 28,5 p. 1,000 habitants dans le bassin du Rhône (19,6 dans Saône-et-Loire, 27 dans les Bouches-du-Rhône, 28,5 dans les Hautes-Alpes); de 18 à 24 p. 1,000 dans le bassin de la Garonne (17,9 dans les Landes et 21,1 dans l'Aveyron); enfin, de 21 à 29 p. 1,000 dans le bassin de la Seine (21 dans la Côte-d'Or, 24,3 dans la Seine, 29 dans la Seine-Inférieure). C'est dans ce dernier département que la mortalité a été la plus intense.

Il importe de remarquer, du reste, que dans certains départements les chiffres de la mortalité ne sont pas en rapport absolument exact avec l'état sanitaire local; c'est ainsi que dans les environs de Paris, où se trouvent de très nombreux nourrissons nés dans la capitale, la mortalité infantile est considérable et vient fausser l'expression de la mortalité générale. Semblable observation pourrait être faite pour le littoral de la Méditerranée où viennent mourir chaque année un grand nombre de malades.

Toujours est-il que, de tous temps, le Centre de la France a constamment été marqué par la plus faible mortalité, et l'Ouest et le Sud-Est par la plus forte.

Comparée aux résultats de l'année 1891, la statistique des décès, en 1892, offre une particularité qu'il ne sera pas sans intérêt de signaler : il n'y a eu que 994 décès de moins en 1892 par rapport à l'année 1891, ce qui semblerait démontrer un état stationnaire; mais, analysé par département, le résultat de la comparaison est tout autre :

Tous les départements renfermés entre les frontières de l'Est et du Nord, d'une part, et d'autre part une ligne allant de l'embouchure de la Seine au Jura, ont vu, sauf le Doubs et Belfort, leur mortalité s'aggraver, et la plupart de ces départements (douze) ont compté plus de 1,000 décès en plus.

Toute la région située entre les Hautes-Pyrénées et la Seine-Inférieure d'une part, entre l'océan Atlantique et une ligne allant du département du Rhône à la Dordogne, et de là à la Haute-Garonne, a vu s'améliorer dans des proportions très sensibles sa mortalité générale. Cette amélioration a été de 1,000 à 2,000 décès de moins. Dans la plupart des départements normands et bretons, dans le Maine-et-Loire et dans la Gironde, il y a eu plus de 2,000 décès de moins qu'en 1891.

Enfin, dans la région Sud-Est, s'étendant de la Lozère aux Alpes-Maritimes et comprenant huit départements, il y a eu une légère diminution de mortalité.

Les deux sexes n'ont pas été éprouvés avec la même intensité. La moyenne générale de la mortalité des hommes a été de 23,9 p. 1,000, tandis que celle

de la mortalité des femmes n'a été que de 22 p. 1,000 ; il y a donc une différence de près de 1/10^e en faveur du sexe féminin.

Comparaison du nombre des naissances avec celui des décès. — L'excédent des décès sur les naissances a été pendant l'année 1892, comme il a été dit plus haut, de 20,044. C'est la troisième année que semblable fait se produit : les seules années 1854 et 1855 (guerre et choléra : 69,318 excédents de décès en 1854, et 35,606 en 1855) et plus récemment les années 1870 et 1871 (103,394 en 1870 et 444,889 en 1871) avaient été signalées en France, depuis le commencement de ce siècle, par des diminutions de population.

Voici sur quels points du territoire les déficits ont été le plus sensibles :

| | | |
|-----------------------------|-------|---------------------|
| Eure. | 2.873 | excédents de décès. |
| Somme. | 2.246 | — |
| Meuse. | 1.919 | — |
| Aube. | 1.909 | — |
| Oise. | 1.758 | — |
| Aisne. | 1.438 | — |
| Côte-d'Or. | 1.379 | — |
| Haute-Marne. | 1.232 | — |
| Marne. | 983 | — |
| Ardennes. | 928 | — |
| Haute-Saône. | 882 | — |
| Seine-Inférieure. | 836 | — |
| Meurthe-et-Moselle. | 734 | — |

En un mot, tous les départements situés depuis la Bretagne et la mer de la Manche, entre le cours de la Loire et la frontière de l'Est, ont été plus ou moins grièvement atteints. Seuls, les départements du Pas-de-Calais et du Nord présentent, avec la Seine, des excédents de naissances. D'autre part, tout le Sud-Est et tout le Midi, de l'Atlantique à la Méditerranée, sauf les Landes, les Basses-Pyrénées et les Pyrénées-Orientales, présentent également des excédents de décès. Comme toujours, c'est dans le Gers et le Lot-et-Garonne que ces excédents ont été le plus considérables.

La perte moyenne générale est de 1/2 p. 1,000. Elle s'est élevée à 8,2 p. 1,000 dans l'Eure et à 8 1 dans le Gers, tandis que les accroissements les plus considérables ont été de 7,8 pour 1,000 dans le Morbihan et de 7,5 dans le Finistère.

Comparé au nombre des décès, le chiffre des naissances a été de 97,7 pour 100 décès. Dans le Gers, cette proportion est tombée à 63 naissances pour 100 décès. Elle s'est élevée à 137 naissances pour 100 décès dans le Morbihan, 131 dans le Finistère, 125 à Belfort et 120 en Corse.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les différentes constatations qui résultent d'un examen approfondi du mouvement de la population pendant l'année 1892. Les détails de ce mouvement, par sexe, par âge, par état civil, dans chaque département et arrondissement, seront insérés et commentés dans le 22^e volume de la Statistique annuelle. J'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien, sans attendre cette publication, ordonner l'insertion au *Journal officiel* du présent rapport ainsi que des tableaux y annexés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mon respectueux dévouement.

Le Directeur de l'Office du Travail,

MORON.

Approuvé :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et des Colonies,*

MARTY.

Proposition de loi relative aux Sociétés étrangères d'assurances sur la vie, présentée par M. Saint-Germain, député (séance du 12 février 1894).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations a déjà été déposée par nous sous la précédente législature. Renvoyée à l'examen de la Commission des Sociétés par actions, elle n'a pu venir en discussion malgré son caractère incontestable d'utilité et d'urgence.

Dans la séance de la Chambre, du 2 février 1893, notre honorable collègue M. Guieysse, reconnaissant l'infériorité de la situation des Compagnies françaises d'assurances sur la vie par rapport aux Compagnies étrangères, avait cependant appelé l'attention du Gouvernement sur ces dernières Compagnies, et l'honorable M. Siegfried, alors ministre du commerce et de l'industrie, n'avait pu s'empêcher d'affirmer cette infériorité. M. le Ministre s'exprima alors dans les termes suivants : « Il existe, en effet, en faveur des Compagnies d'assurances étrangères une sorte de privilège parce que la loi actuelle, sévère pour les Compagnies françaises, laisse absolument libres les Compagnies étrangères. Il faut modifier cette situation. Je promets à M. Guieysse de l'étudier et de présenter un projet de loi dans ce sens. »

Nous devons ajouter que cette promesse n'a pas été tenue. C'est pourquoi nous estimons qu'il est de notre devoir de renouveler aujourd'hui notre proposition. En effectuant de nouveau ce dépôt, nous souhaitons que le Gouvernement veuille bien unir ses efforts aux nôtres pour faire disparaître l'inégalité de traitement qui pèse si lourdement sur les Compagnies françaises d'assurances sur la vie au profit des Compagnies étrangères.

Un des plus remarquables phénomènes économiques de la fin de ce siècle, dans notre pays, est assurément le prodigieux développement des assurances sur la vie. Au commencement du XIX^e siècle, ce mode de prévoyance était à peu près inconnu en France. Ce ne fut qu'à la fin de 1819 que l'Etat autorisa la première Société française d'assurances sur la vie. Aujourd'hui, les Compagnies françaises réunies font chaque année plus de 600 millions de francs d'assurances ; au 1^{er} janvier 1886, le total des assurances sur la vie contractées en France s'élevait au chiffre énorme de 3 milliards 879 millions de francs.

Le moraliste et l'homme d'Etat ne peuvent qu'applaudir à un pareil développement de ces institutions qu'on pourrait appeler « des caisses d'épargne perfectionnées ». L'assurance sur la vie est en effet un procédé d'épargne et de prévoyance d'où résultent au plus haut degré la sécurité de l'avenir des familles, la conservation et l'accroissement des capitaux, le progrès économique et financier pour les nations qui le pratiquent sur une large échelle. « Quand, a dit Michel Chevalier, au double bienfait de la sécurité et de l'épargne vient encore se joindre la puissance de la capitalisation, qui fait de l'argent avec du temps, comment ne pas voir dans les assurances sur la vie une des sources les plus fécondes de richesse et de prospérité pour les nations ? »

Mais l'extension même de ce mode d'assurance a mis en lumière les vices que présente encore la législation qui régit cette matière. Le plus grave, le plus criant, nous paraît être la différence de régime établie entre les Sociétés françaises et les Sociétés étrangères. Pour les premières, l'art. 66 de la loi du 24 juillet 1867 décide que les « associations de la nature des tontines et les Sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes fixes, restent soumises à la surveillance du Gouvernement ». Au contraire, les Sociétés étrangères peuvent étendre leur action en France, en dehors de toute autorisation et de tout contrôle du Gouvernement français.

Ainsi, tandis que les Sociétés françaises voient leurs statuts rigoureusement examinés par le Conseil d'Etat, qui leur impose l'emploi des capitaux recueillis en placements de tout repos et s'assure que leurs tarifs n'entraîneront pas des conséquences périlleuses, les Sociétés étrangères restent libres de placer leurs capitaux en valeurs de spéculation et d'attirer une clientèle, souvent ignorante, par des tarifs exagérés.

Une pareille différence de régime est véritablement inexplicable ! Puisque le législateur a pensé, justement, croyons-nous, qu'en raison de la nature particulière du contrat d'assurance, il fallait protéger les assurés contre les manœuvres et les pièges de la spéculation, n'est-il pas évident qu'on doit exiger au moins les mêmes garanties des Sociétés étrangères ? Et ici encore, les faits parlent assez haut. En France, grâce au sévère régime établi, il n'y a presque pas d'exemple qu'une Compagnie française soit entrée en liquidation et, par suite, que les assurés aient subi une perte. Plusieurs Compagnies étrangères ont au contraire disparu sans remplir leurs obligations. On cite plus de quatre-vingts Sociétés américaines qui sont tombées en liquidation, en faisant subir à leurs assurés des pertes considérables.

Seule, d'ailleurs, entre toutes les grandes nations, la France fait preuve d'un pareil libéralisme à l'égard des Sociétés étrangères. En Espagne, en Prusse, en Saxe, en Wurtemberg, en Grèce, les Compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne sont admises à opérer qu'à la condition de demander au Gouvernement une autorisation préalable. En Autriche-Hongrie, en Portugal, dans les Etats de l'Union américaine, en Russie, en Angleterre, en Italie, elles sont soumises à l'autorisation du Gouvernement et à l'obligation d'effectuer le dépôt d'un cautionnement souvent très élevé. La loi anglaise du 7 août 1870 prescrit le dépôt de 20,000 livres sterling (500,000 fr.) entre les mains du comptable général de la cour de chancellerie, jusqu'à ce que les fonds d'assurances, provenant des primes accumulées, aient atteint 40,000 livres sterling (1 million de francs). En Russie, la somme qui doit être déposée à la Banque de Russie pour la garantie des indemnités à payer est proportionnelle à l'importance du chiffre des affaires et fixée par le Ministre de l'Intérieur. En Italie, enfin, le nouveau Code de commerce, promulgué le 22 avril 1882, dispose, dans l'art. 143, que « les Sociétés d'assurances sur la vie doivent employer en titres de la dette publique de l'Etat, engagés près de la Caisse des Dépôts et Consignations, un quart, si elles sont nationales, ou la moitié, si elles sont étrangères, des sommes payées pour les assurances et les intérêts produits par lesdits titres ».

Ce dernier système a particulièrement attiré notre attention, et nous vous proposons de l'adopter. Non seulement il donnera une garantie sérieuse aux assurés, mais encore il restreindra le drainage des capitaux français qu'opèrent, sur une échelle beaucoup plus vaste qu'on ne croit, les Compagnies étrangères d'assurances sur la vie. Si l'on se rappelle que les plus importantes d'entre elles appartiennent aux Etats Unis d'Amérique, on se refusera sans doute à favoriser plus longtemps l'exportation de nos capitaux vers ce pays qui, par ses bills, n'a pas craint de déclarer à l'Europe une guerre économique à outrance. Ce système adopté, il conviendra évidemment d'obliger les Sociétés étrangères à dresser un inventaire à part et à publier un compte-rendu particulier pour les affaires qu'elles font en France ; c'est l'objet de l'art. 3 de notre projet.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article premier. — Les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont soumises à l'autorisation du Gouvernement.

L'autorisation est donnée pour chaque Société, après examen de sa situation et de ses statuts, par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Art. 2. — Chacune de ces Sociétés est tenue d'employer en rentes sur l'Etat la moitié des sommes perçues pour les assurances contractées en France et les intérêts produits par ces titres.

Ces titres doivent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, et sont affectés, par privilège, au profit des assurés, à la garantie des opérations faites en France.

Art. 3. — Toute Société étrangère d'assurances sur la vie doit, pour les affaires qu'elle fait en France, dresser un inventaire à part et publier chaque année un compte-rendu particulier.

Art. 4. — Quiconque fera souscrire en France des polices d'assurances avec une Société étrangère qui n'aura pas satisfait aux dispositions de la présente loi sera passible d'une amende de 500 à 10,000 fr.

Art. 5. — Un délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, est accordé aux Sociétés étrangères d'assurances sur la vie pour se conformer aux dispositions ci-dessus.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique rendu dans un délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, prescrira les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions qui précèdent, notamment :

1° Les conditions dans lesquelles auront lieu le dépôt et le retrait des titres à la Caisse des dépôts et consignations;

2° La forme des inventaires et comptes-rendus prévus à l'art. 3.

L'organisation de la justice dans l'Indo-Chine.

Le *Journal officiel* du 29 janvier a publié un décret instituant à Hanoi une cour d'appel, dont la juridiction s'étendra sur les pays de protectorat de l'Annam et du Tonkin. Jusqu'ici, l'appel des jugements rendus par les tribunaux des provinces de Hanoi et de Haiphong, devait être porté devant la cour de Saigon. La séparation complète du service judiciaire, en Annam et au Tonkin, du service de la Cochinchine et du Cambodge, épargnera désormais à nos colons de l'Indo-Chine septentrionale une perte de temps et d'argent. Elle était d'ailleurs rendue nécessaire par les différences d'organisation, de mœurs et d'habitudes des deux régions.

Le décret d'organisation de la nouvelle cour d'appel de Hanoi arrête, en outre, que la cour d'appel comptera parmi ses membres un président, deux conseillers, un conseiller auditeur et un commis-greffier. Les fonctions du ministère public seront remplies par un procureur général qui sera en même temps chef du service judiciaire. Les arrêts de la cour seront rendus par trois juges.

Un second décret modifie la compétence des tribunaux de résidence. Auparavant, les résidents et vice-résidents exerçaient les fonctions de juge dans les régions éloignées d'Hanoi et de Haiphong. Les tribunaux réguliers de Hanoi et de Haiphong n'exerçaient leur action que sur une faible partie du territoire.

Désormais, le ressort de ces tribunaux s'étendra sur tout le territoire du Tonkin. La compétence des tribunaux de résidence sera la même que celle des justices de paix en France. Il ne sera fait exception à cette règle que pour les provinces un peu éloignées de Hanoi et de Haiphong ou lorsqu'il y aura accord entre les parties. Dans ces deux derniers cas, les tribunaux de résidence pourront connaître, à charge d'appel, des affaires qui excéderont leur compétence ordinaire.

— On lit en tête de la *Partie non officielle* du *Journal officiel* du 28 février, l'avis suivant :

Le gouvernement italien a mis à la disposition du gouvernement de la République une somme de 30,000 fr. destinée à être répartie, à titre d'indemnité, entre les Français ou les établissements français qui ont éprouvé un dommage matériel lors des troubles survenus à Rome, à Naples et à Gênes au mois d'août 1893.

Les intéressés sont invités à adresser leurs réclamations, avant le 31 mars prochain, à l'ambassadeur de la République près le roi d'Italie ou aux consuls généraux de France à Naples et à Gênes, qui sont chargés d'instruire les demandes.

Ces requêtes devront être accompagnées des pièces établissant la nature,

l'origine et l'importance des pertes. Les réclamations seront, en dernier ressort, soumises, à Paris, à l'examen d'une commission spécialement instituée à cet effet par M. le président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

— La Conférence sanitaire internationale a ouvert ses séances le 7 février, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence du Président du Conseil, ministre des affaires étrangères, M. Casimir-Perier, qui a prononcé le discours suivant :

« Messieurs,

« La première conférence sanitaire internationale s'est réunie à Paris, en 1851. Après quarante-trois ans, les délégués des puissances se retrouvent ici, assemblés de nouveau pour traiter en commun ces questions qui intéressent à un si haut degré la prospérité internationale, puisqu'elles touchent à la santé générale des peuples.

« Au nom du gouvernement de la République, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue. Partout où les Conférences antérieures se sont réunies, à Constantinople, à Vienne, à Rome, à Venise, à Dresde, elles ont trouvé un accueil dont les délégués français ont emporté le meilleur souvenir ; nous voudrions faire en sorte que l'hospitalité française eût aussi pour vous quelque charme. En tous cas, je puis vous assurer que vous trouverez parmi nous la plus franche cordialité.

« Il appartient surtout aux représentants de la France de vous faire les honneurs de Paris. La haute compétence de nos délégués techniques vous servira de guide dans l'étude de nos institutions d'assistance et d'hygiène. Vous y trouverez, pour tout ce qui concerne leur organisation médicale, la marque de l'esprit scientifique qui a dicté les décisions des Conférences antérieures, et peut-être, au cours de ces visites, quelques-uns d'entre vous n'oublieront pas la retraite de M. Pasteur.

« L'esprit scientifique moderne a témoigné à la fois de sa fermeté et de sa souplesse, au cours des longs travaux entrepris pour combattre, par voie d'entente internationale, le fléau asiatique. D'une connaissance plus exacte de la maladie et des phénomènes de transmission, il a su dégager les prescriptions prophylactiques à la fois les plus sûres et les plus promptes. Il a su prouver que les méthodes les plus simples étaient encore les plus efficaces. Il a ménagé les intérêts en même temps qu'il protégeait les existences. Ces conventions que la diplomatie s'honore d'avoir conclues, elles ont été préparées dans les laboratoires où les hommes de science poursuivaient leurs recherches désintéressées.

« C'est l'honneur commun, c'est l'œuvre commune de la science et de la diplomatie d'avoir su concilier les intérêts du commerce international et les règles protectrices de la vie. Tant il est vrai que plus la pensée s'élève, plus elle réussit à rapprocher et à diriger vers un même but toutes les forces de l'intelligence et de l'activité humaines.

« Quand les maîtres qui sont parmi vous, messieurs, m'ont expliqué vos travaux, j'ai admiré vos principes : la lumière, la publicité, la solidarité, là où les temps antérieurs n'avaient connu que l'effroi, le mystère, je ne sais quel froid égoïsme des sociétés les unes à l'égard des autres, de chaque société à l'égard des individus, de l'homme sain à l'égard de l'homme atteint ou seulement menacé.

« Vous avez rompu ces vieilles entraves. Et s'il en reste encore quelques-unes à briser, votre persévérance en aura raison.

« C'est ainsi, messieurs, qu'appuyés sur des principes solides, vous avez progressé dans la voie qui vous était ouverte. Il y a trois ans, à Venise, l'accord de toutes les puissances intéressées organisait la protection et la surveillance du fléau à sa sortie de la mer Rouge, au canal de Suez. L'année dernière, à Dresde, la plupart des puissances européennes prenaient entre elles des engagements solennels, établissant tout un système de constatation, de publicité et de préservation qui subordonne à des règles fixes les mesures qui avaient été

jusqu'alors abandonnées à l'improvisation des circonstances ou aux caprices des paniques soudaines.

« Vous avez, messieurs, à continuer maintenant ce qui a été commencé à Venise ; vous avez à poursuivre le choléra vers sa source, vers cette Asie centrale où on dirait que ce trouvent pour nous toutes les origines. Cette partie de votre tâche est particulièrement délicate. La méthode et les principes qui vous ont guidés jusqu'ici vous serviront encore. Ils ont fait leurs preuves maintenant et ils ont acquis ainsi une grande autorité. Mais, en les appliquant, vous n'oublierez pas que la sympathie pour ceux qui souffrent, la bienveillance individuelle et la solidarité internationale, la générosité, l'équité ont aussi leur place dans vos délibérations.

« C'est dans ces dispositions que vous rencontrerez la prudence nécessaire pour unir à toutes les garanties que la santé et les intérêts publics peuvent réclamer, le respect des mœurs locales, des usages, des traditions et surtout cet esprit de persuasion qui assurera à vos décisions le concours de tous ceux sur lesquels elles doivent s'étendre.

« Votre expérience, messieurs, la compétence des délégués techniques, la haute sagesse des gouvernements qui vous ont désignés, sont, à nos yeux, de sûrs garants d'une issue favorable de vos travaux.

« Quant à moi, si je ne puis, comme je le désirerais, prendre part journalièrement à vos délibérations, je vous affirme que le gouvernement de la République tient à honneur de collaborer avec vous à une œuvre de concorde, de civilisation et de paix. »

M. le comte de Kuefstein, premier délégué d'Autriche-Hongrie, a répondu en ces termes :

« Certain de l'assentiment de mes très honorés collègues, je me permets d'exprimer à Son Excellence nos plus vifs remerciements pour ses aimables paroles, ainsi que pour la façon gracieuse et courtoise dont elle a bien voulu nous souhaiter la bienvenue dans cette ville hospitalière où nous sommes heureux de nous réunir. Je crois aussi répondre au désir unanime de l'assemblée en vous priant de présenter à M. le Président de la République nos témoignages les plus respectueux, avec les vœux de bonheur que nous formons pour sa personne ainsi que pour le beau pays et la grande nation dont les destinées sont confiées à sa direction éclairée.

« Heureux de me faire l'interprète de ces sentiments vis-à-vis du gouvernement français, je m'empresse de le féliciter de l'initiative qu'il a prise en convoquant cette Conférence, ainsi que des idées élevées, humanitaires, qui l'ont guidé en cette occasion.

« L'Autriche-Hongrie ne peut prendre part qu'avec satisfaction à l'étude des questions qui formaient une partie intégrale de son programme général et sur lesquelles elle se trouve en si heureuse harmonie avec le gouvernement de la République.

« Aussi paraîtra-t-il naturel que la Puissance, qui a pris l'initiative des conférences antérieures, vienne saluer la première cette conférence qui, elle l'espère, verra couronner l'œuvre à laquelle elle a consacré tant d'efforts.

« Les vœux exprimés à Venise et à Dresde ont déjà permis de constater le désir unanime des Puissances de s'unir plus étroitement contre le fléau qui est notre ennemi commun, et d'élargir encore le réseau des mesures dont la nécessité devient de plus en plus urgente. La présence des délégués réunis ici peut être déjà considérée comme d'un bon augure ; car elle témoigne de la bonne volonté qui anime tous les gouvernements.

« Avec les lumières des savants distingués que nous comptons parmi nous, et entre lesquels nos collègues de France tiennent un rang éminent, nous pouvons espérer atteindre un nouveau progrès qui marquera peut-être la dernière étape de la marche d'une grande action internationale.

« Sous les auspices du gouvernement français, dans la glorieuse capitale où

tant d'idées civilisatrices ont déjà trouvé leur sanction, le concours de toutes les Puissances aura ajouté un laurier de plus à la couronne des conquêtes pacifiques. »

M. le président du conseil s'étant retiré après avoir invité la Conférence à se constituer, celle-ci, sur la proposition de M. le comte de Kuefstein, a prié M. Barrère, ministre plénipotentiaire, premier délégué de France, de prendre la présidence.

M. Barrère a présenté alors à la Conférence les membres du secrétariat : MM. de Cazotte, sous-directeur au ministère des affaires étrangères ; Roux, chef de bureau au ministère de l'intérieur ; le comte de Latzow, secrétaire de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, et Nevatoff, délégué adjoint de Russie. Puis, il a fait l'historique des Conférences antérieures de Venise et de Dresde et indiqué les points généraux sur lesquels doivent porter les délibérations de la Conférence de Paris.

M. le professeur Proust a pris ensuite la parole et a développé au point de vue technique le programme des travaux à accomplir.

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement anglais vient de publier un rapport général sur les opérations du recensement décennal de 1891, portant uniquement sur la population de l'Angleterre et du pays de Galles (l'Irlande et l'Ecosse ne sont pas mentionnées).

En avril 1891, cette population était de 29,092,525 habitants, soit 3,028.000 de plus qu'en 1881. Aujourd'hui, en tenant compte de l'accroissement proportionnel, elle doit atteindre 30.060.000 habitants et sera probablement de 32.473 000 à l'époque du nouveau recensement, c'est-à-dire en 1901.

Ce rapport contient aussi, sur la population totale de l'empire britannique, des données intéressantes.

On y estime la superficie totale de l'empire, lles-Britanniques et colonies comprises, à 11 millions de milles carrés, soit 28,479.000 kilomètres carrés, soit trois fois celle de l'Europe, et la population à 372 millions qui se décomposent ainsi :

Dans le Royaume-Uni (Angleterre, Galles, Ecosse, Irlande), 37.700.000 ;

Dans les colonies, 240.587 000 ;

Dans les sphères d'influence, 39.500,000.

L'analyse de la population des colonies donne les résultats suivants :

292.200.000 habitants en Asie ;

29.500.000 en Afrique ;

6.700.000 en Amérique ;

4.276.000 en Australie.

Il y a, en Angleterre, 62 villes ayant plus de 50.000 habitants. Londres, en 1891, comptait 4.311.743 habitants, soit une augmentation de 396.000 sur 1881.

Au point de vue de la proportion des sexes et de l'état civil, le recensement offre des particularités curieuses. Il y a plus de femmes que d'hommes, comme partout, d'ailleurs ; mais la proportion est énorme, car il y a 14.052.000 hommes et 14.950.000 femmes, ce qui donne au beau sexe une majorité de 896.723 !

Si l'on comptait comme étant en Angleterre tous les marins et les soldats vivant à l'étranger, les femmes auraient une majorité de 700.000.

Les directeurs du recensement, raconte le correspondant des « Débats », auquel nous empruntons ces chiffres, se plaignent de ce que leurs compatriotes

du sexe féminin les ont trompés sur leur âge par suite de « leur désir, dû à diverses raisons, de paraître avoir entre 20 et 25 ans ».

Cela est démontré, disent-ils, avec une logique aussi rigoureuse que peu galante, par ce fait que le nombre des femmes ayant déclaré leur âge de 20 à 25 ans est beaucoup plus considérable que celui des jeunes filles de 15 à 20 ans dans les recensements précédents.

Quelques curiosités pour terminer.

Il y a en Angleterre deux femmes exerçant la profession de vétérinaire et 500 celle de forgeron, et il y avait, paraît-il, en 1891, 146 centenaires, dont 104 femmes et 42 hommes.

GRÈCE

Protestation des Bondholders.

A Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des Ministres à Athènes.

Paris, le 5 février 1894.

Monsieur le Président du Conseil,

Par une déclaration faite à la Chambre, en date du 13 décembre 1893, adoptée par la loi du 10-22 décembre 1893, le Gouvernement Hellénique a suspendu le service contractuel de la Dette du Royaume de Grèce et, en même temps, le fonctionnement des garanties et la perception des gages.

Des Comités se sont réunis en Allemagne, en Angleterre et en France pour protester, au nom des porteurs, contre ces mesures prises contrairement aux engagements de l'Etat, en violation des droits des porteurs et sans leur assentiment.

Les représentants des trois Comités ont tenu, à Paris, une réunion plénière, le 3 février 1894, pour établir un programme commun d'action et prendre toutes les décisions que réclament les circonstances.

A cette réunion, le très honorable Sir John Lubbock, Président du Conseil des porteurs de Fonds Etrangers à Londres, a communiqué la correspondance échangée, les 22 et 23 janvier 1894, entre lui et M. Romanos, chargé d'Affaires de Grèce à Londres.

Dans la lettre que, suivant les instructions de son Gouvernement, M. Romanos a adressée au très honorable Sir John Lubbock, le 22 janvier, il est dit que :
 « Le Gouvernement Hellénique reconnaît entièrement les obligations contractées par lui, qu'il n'agit que par suite de besoins impérieux et immédiats
 « et que, quelles que soient les mesures provisoires imposées au Gouvernement
 « par les impérieuses nécessités de la situation, il considère qu'il ne peut
 « donner un caractère définitif à ces mesures qu'autant qu'il aura l'agrément
 « des porteurs ».

Dans ces conditions, la réunion générale des Comités, renouvelant les protestations déjà formulées et prenant acte de la déclaration adressée au Comité de Londres le 22 janvier, décide qu'il y a lieu de demander au Gouvernement Hellénique de quelle manière il entend reconnaître les obligations qu'il a contractées envers ses créanciers et comment le résultat des propositions qui pourraient leur être soumises serait dans l'avenir mis à l'abri de nouvelles vicissitudes.

Une fois fixés sur ces deux points et, convaincus que la Grèce tiendra à honneur de remplir, jusqu'à la limite extrême de ses forces, les engagements solennellement contractés par le pays envers ses créanciers, les Comités réunis sont prêts à étudier la situation, à entamer des négociations en vue d'un arrangement de la Dette et à examiner les mesures nécessaires pour relever les finances Helléniques.

Les Comités réunis subordonnent toutefois ces négociations à la condition que les sacrifices auxquels les porteurs pourraient reconnaître la nécessité de con-

sentir n'auraient qu'un caractère temporaire et seraient atténués au fur et à mesure de l'amélioration de la situation financière.

Ces Comités estiment également que l'administration des revenus affectés au service de la Dette devra être réorganisée de manière à donner aux porteurs une complète sécurité.

Si le Gouvernement Royal accepte ces vues générales, les Présidents, d'accord avec leurs mandants, désigneront des délégués pour préparer la conclusion d'un arrangement à soumettre aux porteurs.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien adresser sa réponse au très honorable Sir John Lubbock, Président du « Council of Foreign Bondholders » à Londres.

Nous sommes avec respect, Monsieur le Président du Conseil, de Votre Excellence, les très obéissants serviteurs.

The Chairman of the Foreign Bondholders and of the Greek Bondholders Committee,

Signé : SIR JOHN LUBBOCK.

*Comité des Porteurs Allemands
des Fonds Helléniques,*

Le Président. Signé : FROMBERG.

*Comité des Porteurs Français
des Fonds Helléniques,*

Le Président. Signé : VALFREY.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

La marine marchande des divers pays.

On sait qu'au cours de la campagne menée par la presse anglaise en faveur d'une augmentation de la flotte de guerre, une des principales raisons invoquées est la nécessité d'assurer la protection de la marine marchande anglaise, qui est la plus considérable du monde.

La supériorité de la flotte de commerce de l'Angleterre sur celle des autres nations est établie par le tableau suivant, publié par le *Répertoire général de la marine marchande* , qui vient de paraître. Ce tableau comprend les vapeurs au-dessus de 100 tonneaux de déplacement, et quant aux voiliers, il n'est tenu compte que de ceux appartenant à une marine de plus de 20.000 tonneaux.

| | VAPEURS | | VOILIERS | |
|----------------------|---------|-------------|----------|-------------|
| | Nombre | Tonnage net | Nombre | Tonnage net |
| Angleterre | 5.694 | 5.836 621 | 9.277 | 3.574.847 |
| Allemagne | 779 | 801.934 | 1.386 | 667.249 |
| France | 500 | 480.921 | 1.490 | 237.444 |
| Etats-Unis | 423 | 447.112 | 3.371 | 1.423.273 |
| Espagne | 354 | 289.067 | 1.053 | 173.380 |
| Norvège | 490 | 260.305 | 3.278 | 1.373.138 |
| Italie | 218 | 203 851 | 1.904 | 536.471 |
| Russie | 297 | 153.424 | 1.704 | 356.471 |
| Pays-Bas | 201 | 207.246 | 619 | 165.986 |
| Suède | 459 | 157.109 | 1.410 | 217.447 |
| Autriche | 137 | 128.501 | 262 | 95.083 |
| Danemark | 246 | 120.775 | 870 | 159.083 |
| Japon | 179 | 88 8 8 | 260 | 37.615 |
| Grèce | 96 | 80.113 | 1.121 | 245.035 |
| Brésil | 176 | 17.199 | 282 | 65.196 |
| Belgique | 63 | 80.688 | » | » |
| Portugal | 39 | 42.657 | 196 | 43.087 |

| | | | | |
|-------------------------------|----|--------|-----|---------|
| Turquie | 63 | 37.637 | 650 | 125.186 |
| Chili | » | » | 149 | 76.545 |
| République argentine. | » | » | 115 | 29.223 |

Une des remarques les plus intéressantes sur le développement de la marine, c'est l'accroissement continu du nombre des vapeurs à grand déplacement ; la différence est sensible d'une année à l'autre ainsi qu'on peut s'en rendre compte par la comparaison des deux dernières années :

| DEPLACEMENT | NOMBRE DES BÂTIMENTS | |
|-------------------------------------|----------------------|------|
| | 1893 | 1892 |
| Steamers de 3,000 à 4,000 | 612 | 540 |
| — de 4,000 à 5,000 | 258 | 203 |
| — de 5,000 à 6,000 | 75 | 69 |
| — de 6,000 à 8,000 | 37 | 33 |
| — de 8,000 à 13,000 | 14 | 10 |
| | 996 | 855 |

Dans une seule année on constate donc une augmentation de 141 vapeurs. Sur les 37 bâtiments d'un tonnage de 6 à 8,000 tonneaux, l'Angleterre en compte 22 et la France, qui vient aussitôt après, en compte 9.

Les deux plus grands vapeurs sont le *Lucania* et le *Campania* qui ont chacun un déplacement de 12,950 tonneaux.

De l'empoisonnement politique dans la République de Venise.

Tel est le sujet d'un très curieux Mémoire, lu par le comte de Mas-Latrie à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Pour prouver que l'empoisonnement et l'assassinat furent, au quinzième et au seizième siècle, les pratiques ordinaires du Gouvernement de Venise, M. le comte de Mas-Latrie a cité un grand nombre de documents officiels, émanant du Conseil des Dix, les uns qu'il a lui-même découverts, les autres qu'il a empruntés, soit à un travail de l'abbé Fulin, soit à un livre de M. Victor Lamansky, publié à Saint-Petersbourg et intitulé : *les Secrets d'Etat de Venise*.

Voici d'abord la découverte qu'il fit, en 1862, dans les archives du Conseil des Dix.

Ce sont deux arrêts du Conseil, le premier relatif au Sultan Mahomet II ; le second, à deux généraux turcs qui assiégeaient Croia, capitale de l'Albanie :

« 1477, 9 juillet. En Conseil des Dix.

« Décision. Que l'offre faite par Salamoncino et ses frères de procurer la mort à l'empereur des Turcs par les soins, *per operam*, de maître Valcho (c'était l'un des médecins de Mahomet II) soit acceptée. Et, de par l'autorité de ce Conseil, qu'il soit accordé à Salamoncino et à ses frères tout ce qu'ils ont demandé, avec l'engagement, de notre part, de réaliser sans délai ces promesses aussitôt qu'ils auront prouvé que la mort de l'empereur turc a été déterminée par le fait dudit maître Valcho, *quando ostenderint per operam prefati magistri mortuum esse*.

« Dix boules pour l'adoption, trois contre, trois abstentions, total : seize. »

On sait que le Conseil des Dix pouvait comprendre jusqu'à dix-sept membres ayant voix délibérative : les dix conseillers ordinaires, parmi lesquels se trouvaient deux des inquisiteurs d'Etat ; les six conseillers du doge, formant le Colège, et le doge lui-même.

Une feuille annexée à la précédente contient l'énumération des récompenses diverses réclamées par les Salamoncino pour prix de leurs bons offices.

C'était, entre autres avantages, le droit de tenir des boutiques de prêt et de change exemptes d'impôt et la faculté d'acheter, également en franchise, des terres et des maisons dans les domaines vénitiens, jusqu'à concurrence de 25,000 ducats. Tout fut accordé.

En 1478, d'autres propositions sont adressées par un nommé Amico au capitaine général de mer et à divers recteurs vénitiens, qui les transmirent au Conseil des Dix, à l'effet de mettre à mort Mahomet II : *dandi scilicet morlem Turco*. Le 28 janvier de cette année 1478, le Conseil promet à Amico 20,000 ducats et un domaine en Istrie, si dans le délai d'un an, et par son fait, on obtenait le résultat désiré : *si mors predicta per operam suam succedet*.

La délibération relative à Croïa fut prise à l'unanimité des seize membres présents. Elle débute ainsi : « Il faut prêter une oreille attentive à tout ce qui peut nous permettre de délivrer la ville de Croïa des ennemis qui l'assiègent. En conséquence, il est décidé que l'offre adressée à notre baille de Durazzo, ser François Marcello, d'empoisonner le sandjac de Bosnie et Ismaël, chefs de l'armée turque envoyée contre Croïa, soit acceptée. Il sera ordonné à ser Marcello de mettre son successeur au courant de l'affaire, afin qu'ils puissent ensemble informer l'évêque Radizi et son auxiliaire, chargés de négocier cette affaire, que nous donnerons à chacun des deux Turcs qui ont offert d'empoisonner le sandjac et Ismaël 100 ducats comptants, plus un caftan et une pension viagère équivalente à ce qu'ils gagnent chez les Turcs : *cum Turcis*. Quant aux intermédiaires, Radizi et son compagnon, nous promettons à chacun d'eux, une fois la chose accomplie, outre notre perpétuelle bienveillance, 50 ducats comptants et une pension viagère de 50 ducats. »

Une clause à remarquer termine la délibération. Les chefs du Conseil, y est-il dit, devront se procurer le poison pour l'envoyer aux personnes susdites. *Et ex nunc captum sit quod practicetur per capita hujus Consilii habere venenum, pro mittendo suprascriptis*. On voit déjà ce que les documents postérieurs confirmeront amplement, que le Conseil des Dix faisait préparer dès cette époque des poisons destinés à être envoyés, suivant l'occasion, aux agents qui n'auraient pu s'en procurer facilement dans les lieux de leur résidence sans éveiller des soupçons autour d'eux.

Tels sont les documents que me fournirent accidentellement des recherches effectuées en 1862 dans les archives du Conseil des Dix.

Le nombre des décisious homicides retrouvées et publiées depuis la découverte de M. de Mas-Latrie s'élève à deux cents environ. Le Conseil des Dix ne cherchait pas à empoisonner que les Turcs.

Les personnages les plus divers figurent dans cette galerie funèbre : deux rois de France, Charles VIII et Louis XII ; deux empereurs, Sigismond et Maximilien I^{er} ; l'évêque dalmate Petrovich ; trois Sultans, Mahomet II, Bajazet II et Sélim II ; sept ou huit vizirs, pachas ou amiraux ; le connétable de Bourbon ; deux ducs de Milan, Philippe-Marie Visconti et François Sforza ; deux marquis de Mantoue, Louis III et Jean-François de Gonzague ; Alphonse, duc de Calabre ; le comte Louis del Verme, seigneur de Castagnara ; un comte Jérôme, qui paraît être Jérôme Kiarîo, comte d'Imola neveu de Sixte IV ; le cardinal de Gurck, Mathieu Lange de Wellenberg ; le maguat hongrois Tarpaval ; le comte de Bonneval, dit Achmet Pacha ; plusieurs drogmans ou interprètes ; le comte Jean de Politz, dont la mort, par quelque procédé que ce soit, *per qual si volglia ria*, est prescrite comme urgente dans une dépêche confidentielle commençant par ces mots : *legatus solus, solus, solus*, ce dernier mot trois fois répété ; enfin un nombre indéterminé de gens sans aveu, de renégats, de condottieri, de pirates, d'espions, etc...

M. de Mas-Latrie passe en revue l'histoire de ces diverses décisions. On voit

apparaître dans son récit quelques curieuses figures d'assassins et d'empoisonneurs à gages, chargés par les Dix d'exécuter leurs ordres.

La plus typique est celle de Michelet Muazzo.

Le Conseil avait une première fois, en 1415, décidé de faire assassiner l'empereur Sigismond, roi de Hongrie. Mais les sicaires avaient échoué. C'est alors qu'intervient Michelet Muazzo.

« Nouvelle décision du 24 mai 1419 :

« Nos gouvernants et le monde entier connaissent de la manière la plus évidente les mauvaises intentions du seigneur roi de Hongrie, empereur des Romains, qui ne cesse de chercher à troubler notre Etat et à ruiner nos provinces ; il est donc bon et nécessaire, *non solum bonum, sed necessarium*, d'employer tous les moyens de défense contre ses entreprises. » La conscience allégée sans doute par cette courte déclaration, le Conseil accepte l'offre de Michelet Muazzo, Candiotte frappé de bannissement, à qui il est délivré un sauf-conduit, et qui propose d'essayer, à ses risques et périls, de mettre à mort d'une manière ou d'une autre l'empereur Sigismond. S'il réussit, Muazzo recevra dans l'île de Candie un domaine d'un revenu annuel de 1,000 ducats ; s'il est tué dans l'entreprise, avant d'être rentré dans les Etats de Venise, mais, bien entendu, après avoir amené la mort de l'empereur : *mortuo jamdicto domino imperatore per operam ipsius Michaeli*, une somme de 5,000 ducats d'or sera remise à celui ou à ceux qu'il aura désignés dans son testament. Muazzo désirant avoir du poison à sa disposition, le Conseil promet de lui en donner autant qu'il en voudra, afin que la chose marche au mieux possible, *ut hoc fieri valeat melius* ; et, comme un certain temps était nécessaire pour confectionner le poison, le Conseil n'en ayant pas en ce moment dans ses réserves, le sauf-conduit de Muazzo, qui expirait à la fin du mois de mai, est prolongé jusqu'à la fin du mois de juin.

Le mois de juin et plusieurs mois encore s'écoulèrent cependant sans amener le résultat désiré. Les dangers restant les mêmes, ou s'aggravant peut-être, le roi de Hongrie se montrant toujours, au dire des Vénitiens, l'implacable ennemi de la République, *atrocissimus inimicus domini nostri*, il fallait ne pas tarder à prendre un parti. En conséquence, le Conseil, après avoir déclaré de nouveau l'impossibilité de vivre en paix avec ce méchant prince, qui s'obstinait à défendre vigoureusement ses possessions de Dalmatie, *non est modus possendi in vita dicti regis habere cum eo pacem*, décréta ce qui suit, le 14 décembre 1419 : « Il y a lieu de répondre aux propositions adressées à notre collatéral de Vérone pour mettre à mort secrètement et à bref délai le seigneur roi de Hongrie empereur des Romains : *infra breve spatium temporis dare mortem, seu tenere modum quod dominus rex Hungariæ : electus Romanorum, finiet vitam suam per modum indirectum*. » Un beau bénéfice de 2,000 ducats de revenu au moins, dans les Etats de Venise, est promis à l'obligeant intermédiaire, qui n'était autre, il faut le dire, qu'un clerc de la ville de Plaisance, dépossédé peut-être injustement d'une prévôté dans les environs de la ville de Salò, près du lac de Garde.

L'intervention de ce mauvais clerc n'amena rien de satisfaisant, et le Conseil dut se résigner à attendre encore. Au mois de février 1420, de nouvelles propositions du banni candiotte donnaient quelque espoir, qu'il failut abandonner bientôt, il est vrai. Muazzo offrait résolument de faire mourir le roi de Hongrie, soit par le poison, soit de toute autre manière, *vel aliam mortem violentam*. Ses préférences étaient pour le poison. Il s'était procuré une certaine poudre et un petit flacon d'eau, *certus pulvis et una parva ampula aquæ*, dont il attendait merveille. Avant de s'engager avec un pareil homme, le Conseil des Dix voulut faire expérimenter les drogues en sa présence, et Muazzo disait ne pouvoir opérer sans le concours du maître *magister*, qui les avait préparées ; au milieu des pourparlers, le Conseil craignant toujours des indiscretions qui pouvaient compromettre si gravement l'honneur et les intérêts de la seigneurie,

annule brusquement tout ce qui avait été dit à Muazzo, et le congédie en lui défendant de reparaitre à Venise.

Si méprisé qu'il fût, si dangereuses que parussent ses imprudences ou ses révélations, ce Muazzo semblait à la République un agent indispensable pour l'accomplissement de ses desseins. Il n'avait qu'à proposer un coup d'une réussite probable et répondant aux vues du gouvernement, pour qu'on lui expédiât un sauf-conduit l'autorisant à venir concerter à Venise avec les agents spéciaux l'exécution et la récompense de l'affaire. Dans les trois semestres écoulés entre le mois d'avril 1431 et le mois de novembre 1432, il fut rappelé jusqu'à cinq fois par le Conseil des Dix, désireux de connaître les ressources et les combinaisons nouvelles dont il parlait sans cesse.

Ce n'était plus l'empereur Sigismond, mais le duc de Milan, Philippe-Marie Visconti, auquel Muazzo pensait alors. Ses affiliés, ou la rumeur publique, lui avaient sans doute appris que les préoccupations du gouvernement se dirigeaient surtout de ce côté-là, depuis que Visconti, étroitement lié avec Guido Torelli, comte de Guastalla, encourageait ses visées sur la Valteline et même sur le pays de Bergame, que Venise avait enlevé au duc quelques années auparavant.

Le 26 octobre 1431, Michelet Muazzo, présent à Venise en vertu d'un sauf-conduit, exposait aux chefs du Conseil le plan d'un empoisonnement que devait perpétrer sur la personne du duc de Milan un de ses domestiques de confiance avec lequel il était apparenté et qui se nommait Zanino Muazzo. N'ayant pas en ce moment le poison nécessaire, Michelet priait le Conseil de lui en donner pour l'envoyer à son parent.

Le Conseil voulut, avant d'agir, s'assurer des chances de réussite du projet et de l'efficacité des substances dont il pouvait disposer. Il fit remettre 20 ducats à Michelet pour qu'il allât à Milan s'entendre une dernière fois avec Zanino, et en même temps il donna l'ordre d'éprouver sur deux cochons l'effet d'une liqueur et d'une poudre qu'on avait trouvées dans les coffres de la chancellerie. Pour le cas où les substances n'auraient pas les qualités requises, le Conseil recommandait aux inquisiteurs d'en chercher de meilleures, afin d'agir à coup sûr, *ad exequendum negocium de quo supra*. Puis tout à coup, changeant d'avis, sans que nous en sachions le motif, il fait dire à Muazzo qu'il ne trouve pas décidément de poison convenable à lui envoyer et qu'il ait à s'en procurer personnellement. Il a soin d'ailleurs de lui indiquer un habitant de Vicence, Nicolas del Nievo, probablement un épicier ou un pharmacien, qui passait pour très habile dans la composition de ces mixtures, avec lequel il pourra vraisemblablement s'entendre. Si Muazzo ne peut avoir facilement et promptement du poison chez Nievo ou ailleurs, le Conseil ordonne aux inquisiteurs d'arrêter immédiatement toute l'affaire, de remettre 10 ducats d'or à Muazzo pour ses soins et de le faire partir sur-le-champ, car il importe, dit-il, de cesser sans retard des pourparlers qui n'aboutissent pas et qui ne sauraient se prolonger sans porter atteinte à l'honneur et aux intérêts de l'Etat, toujours les mots anxieux et rongeurs : *sine onere et infamia domini nostri*, témoignages indélébiles de la conscience qu'il avait de l'indignité de ses prescriptions et des appréhensions qu'elles lui causaient.

Muazzo se le tint pour dit ; il se retira à Corfou, peut-être s'en alla-t-il jusqu'en Crète. Où qu'il fût, on voulut le revoir dès l'année suivante. Son départ, connu quoique caché, avait fait tomber les susurrements populaires, que toute la prudence des inquisiteurs ne parvenait pas à éviter. Avec plus de précaution et de dextérité, on espérait obtenir enfin un résultat satisfaisant.

Les poisons envoyés de Vicence avaient été expérimentés sur trois cochons et n'avaient pas été reconnus assez énergiques, *non esse bona* ; mais Muazzo annonçait qu'il avait fini par découvrir l'inventeur d'une composition vénéneuse absolument mortelle, soit qu'on l'insinuat dans la boisson ou dans les aliments, soit qu'on la mit simplement en contact avec la personne recommandée, *in potu, in esca, aut in lactu*.

Là-dessus, on se remit à espérer. On fit cacher Muazzo dans un quartier perdu de Venise, d'où il ne devait sortir qu'avec l'expresse autorisation du Conseil, et

l'on attendit, en tendant probablement quelque aventure d'un autre côté, pour ne pas perdre de temps. Rien ne vint. Du moins nos papiers sont muets, et Philippe-Marie Visconti, préservé de tous dangers, réconcilié avec François Sforza, son gendre, en paix avec le Pape et avec le roi de Naples, s'éteignit paisiblement à Milan le 13 août 1447.

Le Conseil des Dix entraît parfois dans les détails en quelque sorte techniques des assassinats qu'il ordonnait. En voici un exemple :

On lit, en effet, l'étonnante résolution qui suit dans les registres du Conseil, à la date du 2 décembre 1450 : « Une personne intelligente, prudente et bien renommée, étrangère d'ailleurs à notre Etat, a fait demander par un homme honorable, *notabilem*, aux chefs du Conseil, de lui fournir une substance vénéneuse quelconque à l'effet de donner la mort au comte François Sforza. La chose ayant été éprouvée, le mode de procéder a paru fort bon, *optimus* ; on a prescrit aux chefs du Conseil, sous la plus stricte obligation du secret, de préparer l'exécution de l'affaire, qui semble bien s'annoncer. L'artisan chargé de confectionner la substance, *artifex materiei*, dit être prêt à la livrer. Ce sont de petites boules rondes, *balotte*. Ces boulettes jetées dans le feu (on était au mois de décembre) répandent une odeur délicieuse, *suavissimus*, qui tue infailliblement quiconque la respire : *quem quicumque odorat moritur*. » A cet exposé le Conseil croit devoir ajouter un considérant sommaire pour justifier ses résolutions : « Tout le monde sait combien la mort du comte François serait une chose utile et heureuse pour notre Etat : *quam utilis et securus res esset Statui nostro, mors comitis Francisci*. » Pas un mot de plus. Et vraiment on aurait pu se dispenser d'en dire autant, avant de conclure en ces termes : « Nous avons donc décidé qu'on fera l'expérience de ce poison, avec prudence et habileté, sur un de nos prisonniers condamné à mort pour vol, *pro furto*. Si l'expérience réussit, on remettra la composition à la personne en question pour qu'elle accomplisse ce qu'elle nous a promis. » Ainsi décidé par neuf voix contre quatre et deux abstentions.

La « personne prudente et considérée » ne voulait pas se compromettre et agir par elle-même ; elle cherchait un homme en position de pénétrer dans les appartements du comte François et de jeter les boulettes au feu. Ne le trouvant pas, on ne parla plus de quelque temps de l'affaire.

Le Conseil n'abandonnait pas, néanmoins, l'espoir de se débarrasser du prince François, de cet ennemi si méchant, si intéressé, et contre lequel tous les moyens étaient bons. Le 21 mai 1451, un obscur estafier offrant de tuer Sforza, si on lui adjoignait trois compagnons résolus, *praticatores*, le Conseil s'empresse de mettre à sa disposition trois des sbires attachés à son service. Le coup de main n'ayant pas réussi, ou n'ayant pas été tenté aussitôt qu'on l'espérait, nous ignorons ces détails, le Conseil revient à l'idée du poison embaumé et accepte, dès le 4 août 1451, les nouvelles ouvertures de « l'honorable personne », résidant hors de Venise, qui annonçait avoir découvert enfin un agent prêt à employer l'ingénieux poison dont il avait été question l'année précédente avec elle : *persona nobilis cum qua alias tractatum fuit de morte comitis et pro qua factum fuit venenum artificiosum*.

On voit dans les pièces annexes de l'affaire que l'agent, l'*executor* était un bourgeois de Milan bien posé, nommé Innocent Cotta ; et il faut entendre le Conseil dire, très naturellement, combien le projet suggéré à ce brave homme, *amicus*, était digne d'attention, combien il paraissait offrir d'avantages à la République, sans l'exposer, en aucun cas, au moindre dommage. Qu'aurait-on pu opposer à un aussi sage raisonnement ? En conséquence, le Conseil ordonne d'expédier à Brescia une certaine quantité de la précieuse composition, avec une instruction détaillée sur la manière de l'employer et accepte les conditions de Cotta, longuement énumérées dans une note insérée au dossier. C'était, immédiatement après la mort de Sforza, 25,000 ducats comptant, une maison en valant au moins 3,000, plus un domaine rapportant au moins 1,500 ducats ;

et, avant toutes choses, avant même que Cotta se mit à l'œuvre, l'abandon immédiat et définitif par le fisc de plusieurs amendes qu'il avait encourues, et enfin, car les exigences sont nombreuses, le règlement de certaines affaires concernant soit Cotta, soit l'instigateur anonyme, affaires dont il serait peu intéressant et d'ailleurs assez difficile, il faut l'avouer, de déterminer l'objet et le caractère. On y peut toutefois remarquer la demande d'une lettre de représailles à exercer contre les sujets du duc de Mantoue, dont le libellé, préparé d'avance, enjoignait à tous les agents vénitiens de seconder les démarches d'Innocent Cotta contre ses débiteurs, quels qu'ils fussent, jusqu'à concurrence d'une somme de 3,400 livres d'or. De semblables lettres de marque ne s'accordaient pas à tout le monde.

Ce Cotta paraît avoir été un homme aisé, faisant beaucoup d'affaires, peut-être un riche marchand ou un banquier de Milan, mécontent des Visconti. Quant à la personne « noble, prudente et intelligente » qui avait inspiré et qui patronait l'affaire de très haut sans vouloir paraître, tout indique que c'était un grand seigneur milanais à qui, peut-être pour de bonnes raisons, le comte François Sforza avait enlevé un territoire considérable, un vrai fief.

Lorsqu'il s'agissait de faire disparaître un infidèle, le Conseil était véritablement assailli d'offres de service. Vingt fois, ce n'est pas un chiffre donné au hasard, en vingt décisions dûment enregistrées, du 21 avril 1456 au 5 novembre 1477, le Conseil des Dix accepte la proposition formelle d'empoisonner ou de tuer le Sultan Mahomet.

Les propositions lui arrivent de tous côtés, et de tous les pays, et des personnages les plus divers, tant on le savait disposé à se débarrasser, coûte que coûte, d'un parçil ennemi. C'est un juif de Modon ; puis deux Catalans, Emmanuel et Nardo Serdam ; puis deux marins de Venise, Jean Donato et Jean dell'Acqua ; un Florentin, qui offre d'incendier la flotte turque et de tuer le Sultan ; un Polonais de Cracovie ; un barbier albanais, qui manqua son coup et fut empalé ; les frères Salamoncino, dont nous avons déjà parlé ; un Turc converti, nommé Lazare, qui proposait d'empoisonner les fontaines où l'on prenait l'eau nécessaire à l'armée et au service personnel du Sultan ; enfin, c'est maître Valcho ; puis le célèbre Hékim Yakoub, l'un et l'autre médecins du Sultan.

Le Conseil des Dix recevait et acceptait même les offres des sorciers et des envoûteurs :

Un franciscain de Raguse, nommé Frère Jean, avait offert aux inquisiteurs de faire mourir par ses sortilèges, *artificiis*, tel personnage qu'il leur plairait de lui désigner. Il ne demandait, pour la première expérience, que la somme de 1,500 ducats d'or (7,000 à 8,000 francs), pas davantage. Mais il exigeait, si, la première épreuve ayant réussi, le Conseil désirait la voir renouveler sur une autre personne, qu'on lui assurât préalablement une rente viagère, dont le chiffre, supérieur à 1,500 ducats, serait débattu ultérieurement.

Une séance extraordinaire des plus hauts dignitaires de l'Etat, comme on devait en convoquer bien rarement, fut tenue à cet effet, le 14 décembre 1513, au palais du doge. Nous en avons le procès verbal authentique. Il s'est retrouvé dans les registres de cette partie la plus confidentielle des délibérations du Conseil qu'on appelait les *Secreta secretissima*, échappée à la destruction. Nous apprenons par ce compte-rendu qu'on avait exigé de tous les assistants le secret le plus rigoureux, avec défense formelle, et sous la foi du serment, de parler à qui que ce fût des choses mises en délibération dans la séance ; défense même était faite aux membres présents de s'entretenir entre eux de ces questions, soit verbalement, soit par écrit, soit même par signes, une fois qu'ils seraient sortis de la salle des délibérations.

Assistèrent à cette réunion extragouvernementale et vraiment mystérieuse,

indépendamment de neuf membres du Conseil des Dix : le doge Léonard Lorédano et le Collège au complet (tous les noms sont donnés dans le procès-verbal), sept sages du Grand Conseil, tous les sages de Terre ferme, un des avogadors, et enfin le chancelier de la République avec ses conseillers.

La grave assemblée, après avoir entendu l'exposé des propositions et des demandes de Jean de Raguse, accepta tout sans rien modifier et remit à la prudence du Conseil des Dix le choix de la personne sur qui devaient être dirigées les redoutables incantations. Le Conseil désigna, de préférence à toute autre, l'empereur Maximilien, qui venait de mettre le Sénat de Venise au ban de l'empire et que l'on craignait de voir reprendre d'un moment à l'autre, avec Louis XII, l'idée d'une nouvelle coalition. La suite de l'affaire, si l'affaire eut tôt ou tard une suite, nous échappe. Les documents nous font défaut.

L'empereur Maximilien finit par mourir à l'âge de soixante ans, le 22 juin 1819, six années après la grande séance du palais ducal, mais nous nous refusons à croire que les malédictions du Frère ragusain, pas plus que les vœux ardents du gouvernement de Venise, aient avancé d'un jour son décès. Il ne nous semble pas moins certain que les inquisiteurs, après avoir attendu si longtemps l'événement fortuné qu'ils durent au cours naturel des choses, se refusèrent à payer les 1,500 ducats promis à Jean de Raguse, s'il osa les leur réclamer.

Afin de mieux établir encore ces faits, déjà certifiés par les procès-verbaux du Conseil des Dix, M. de Mas-Latrie publie pour la première fois un document bien intéressant. C'est l'article « poison » d'un ancien répertoire alphabétique retrouvé dans une armoire jusqu'ici négligée des archives des Frari et répondant à cette partie des délibérations secrètes du Conseil des Dix qu'on appelait *Secreta secretissima*. Certaines des mentions de cette sorte de table des matières demeurent mystérieuses. Mais le document prouve d'une façon irrécusable que l'empoisonnement politique est resté jusque dans la seconde moitié du dix-huitième siècle une des traditions de la République de Venise.

Il est regrettable, comme le fait observer M. de Mas-Latrie, que quelques-unes de ces décisions du Conseil n'aient point été connues de Montesquieu, lorsque celui-ci fit un court séjour à Venise. L'auteur de *l'Esprit des lois* eût peut-être changé d'avis sur l'utilité d'instituer des inquisiteurs d'Etat dans une République aristocratique comme Venise.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

15 janvier. — *L'Afrique romaine. Promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie : les indigènes*, par Gaston Boissier. — Fragment des mémoires inédits du chancelier Pasquier : *le Congrès de Vienne*. — *L'avenir des métaux précieux*, par Raphaël-Georges Lévy. — *La crise italienne et le nouveau ministère Crispi*, par Ch. Benoist. — *La question du blé*, par Charles Roux, député. — *Littérature et dégénérescence*, par René Doumic. — *Les Revues anglaises*, par de Wyzewa.

1^{er} février. — *La paix armée et ses conséquences*. — *En Allemagne, 1842*, par J. Michelet (notes de voyage). — *Tocqueville*, par Em. Faguet (étude sur son œuvre, spécialement sur la *Démocratie en Amérique* et l'*Ancien Régime*). — *La crise Hawaïenne*, par C. de Varigny (exposé d'autant plus intéressant que l'auteur a été premier ministre à Honolulu). — *M. Hans Blum et son histoire de l'Empire allemand de 1871 à 1890*, par G. Valbert (analyse piquante et instructive).

Revue politique et littéraire.

3 février. — *La liberté de l'enseignement supérieur : les lois de 1875 et de*

1880, par Louis Liard. — *Souvenirs inédits sur Napoléon I^{er} : le retour de l'île d'Elbe*, par C.-O. Mallet.

10. — *Diderot peint par lui-même et par ses contemporains*, par Louis Ducros. — *L'Assistance publique à Paris : Misère et bienfaisance*, par Paul Strauss. — *La liberté de l'enseignement supérieur* (fin), par Louis Liard.

Revue générale du droit international public.

1894, I. — *Le droit international public. Ses éléments constitutifs, son domaine, son objet*, par A. Pillet. — *Le Tribunal d'arbitrage de Paris et la mer territoriale*, par F. de Martens. — *Une nouvelle mission donnée aux arbitres dans les litiges internationaux*, par Louis Renault. — Chronique des faits internationaux (nous appelons l'attention de nos lecteurs sur cette partie de la Revue qui contient les renseignements les plus précieux sur les faits qui concernent le droit international; au bout de peu de temps, on aura un véritable répertoire qui rendra les plus grands services pour la théorie et la pratique et dont on ne trouverait l'analogue nulle autre part.)

Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger.

1894, I. — *Notre programme*, par F. Larnande, directeur de la Revue et professeur de droit public à la Faculté de droit de Paris. (« Œuvre avant tout d'hommes de science, la Revue voudrait faire entendre sa voix sur les grandes questions qui s'agissent dans tous les pays civilisés à l'heure actuelle, à côté de celle des journaux politiques et des partis. ») — *Deux formes de Gouvernement*, par Esmein. — *Le « Catenaccio » en Italie*, par Dalla Volta. — *De la personnalité civile en France du Saint-Siège et des autres puissances étrangères*, par Th. Ducrocq (étude remarquable sur une question qui vient de surgir à propos d'un legs considérable fait au Pape). — *Dangers des monopoles de fait établis par occupation de la voie publique : le gaz et l'électricité*, par Hauriou. — *Du rôle du Conseil d'Etat dans la naturalisation*, par Despagne. — Chronique politique : France, Angleterre, Autriche, Espagne. — Analyses et comptes-rendus. — L'enseignement des sciences sociales et politiques en Belgique.

Revue de droit international et de législation comparée.

1894, I. — *La cinquième Conférence internationale des Sociétés de la Croix-Rouge*, compte-rendu critique par Buzzati. — *Le suffrage politique chez les principaux peuples civilisés*, par H. Pascaud. — *Les relations monétaires entre la Flandre et l'Angleterre jusqu'au XVII^e siècle*, par A. de Witte. — *Reflexions sur l'acquisition d'un immeuble par un Etat étranger*, par G. Fleischlen. — Notices bibliographiques.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Février. — Etude par M. Lainé sur la loi suisse du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour (travail approfondi et des plus remarquables). — Chronique législative : France.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Février. — Etude sur la lettre de change en droit international privé, par J. Champ-Communal (première partie d'un travail approfondi). — Chronique suisse de législation, de jurisprudence et de doctrine en matière de droit

commercial et industriel, par F. Nessi. — Le Congrès de Turin sur la réforme du droit des Sociétés et des faillites.

Journal du droit international privé.

N^{os} XI-XII. — Des droits d'un Etat étranger appelé par testament à recueillir la succession d'un de ses sujets (A. Desjardins). — Déclarations de réciprocité, en matière d'extradition, entre la France et les puissances étrangères (J. Herbaux). — Règles d'affrètement de Londres, 1893 (H. Fromageot). — Nullité, en droit hébraïque, du mariage contracté entre un juif et une femme d'une autre religion (D. Castelli). — Droit pour une personne morale étrangère de recueillir par succession un immeuble situé en France (L. Renault). — Id. pour un immeuble situé en Belgique (Ch. Woeste et Lejeune). — *Questions et solutions pratiques*. — Propriété artistique, dessin étranger, reproduction, journal français, droit de citation. — Naturalisation, femme mariée séparée de corps, loi française du 6 février 1893, inutilité d'obtenir l'autorisation maritale. *Jurisprudence*. — France : Assurances maritimes. — Brevet d'invention. — Cassation. — Compétence. — Contestation entre étrangers. — Crimes et délits. — Divorce. — Extradition. — Femme mariée. — Jugement étranger. — Mariage. — Marque de fabrique. — Nationalité. — Presse. — Outrage. — Rapport de mer. — Régime matrimonial. — Relégation. — Séjour des étrangers. — Séparation de corps. — Société étrangère. — Succession. — Transports. — Valeurs mobilières. — Allemagne : Cassation. — Obligation. — Propriété artistique. — Témoins. — Angleterre : Abordage. — Jugement étranger. — Sauvetage. — Société étrangère. — Succession. — Autriche : Brevet d'invention. — Commission rogatoire. — Marque de fabrique. — Belgique : Jugement étranger. — Propriété industrielle. — Saisie-arrêt. — Société étrangère. — Egypte : Assig nation. — Compétence. — Crimes et délits. — Nationalité. — Espagne : Statut personnel. — Titres au porteur. — Italie : Crimes et délits. — Faillite. — Transport par chemins de fer. — Documents. — Faits et informations. — *Bibliographie systématique du droit international privé, 1893*. — *Bibliographie*.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Février. — France : Décret réglementant le fonctionnement du service télégraphique; les revenus de l'Etat (exercice 1893); produits de l'octroi de Paris. — *Les émissions publiques en 1893*. — Angleterre : le mouvement des prix; les opérations du *Clearing-House* de Londres depuis 1871 (le montant a été de 6 milliards 1/2 de livres sterling en 1893). — Belgique : le commerce extérieur en 1893 (peu de différence avec 1892). — Allemagne : le projet de budget de la Prusse pour 1894-1895; l'impôt du revenu en Prusse; l'enquête sur la Bourse; les Sociétés par actions (statistique); le traité de commerce entre l'Allemagne et la Russie (analyse). — Espagne : les recettes et les dépenses budgétaires; le commerce extérieur. — Italie : les statuts de la Banque d'Italie. — Russie : la situation économique de l'Empire. — Egypte : le budget de l'exercice 1894. — Etats-Unis : le commerce extérieur; le prix de revient du blé.

Le Gérant : FÉCHOUZ.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

BELGIQUE, FRANCE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS

Convention relative au transport de certaines marchandises

9 août 1893 (1)

Les Gouvernements de la République française, de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas, usant de la faculté qui leur est accordée par le dernier alinéa du paragraphe I des *Dispositions réglementaires* pour l'exécution de la convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890 (2), ont résolu de conclure une convention spéciale relativement au transport de certaines marchandises, et sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Sont admis au transport international les objets désignés ci-après, en provenance du territoire de l'un des Etats contractants et à destination du territoire d'un autre Etat contractant, par les lignes de chemins de fer soumises à l'application de la convention de Berne, et aux conditions générales de cette convention, pour tout ce qui n'est pas réglé par les conditions suivantes :

I

TRANSPORTS FUNÉBRES.

Le transport est effectué en grande vitesse.

Les frais de transport doivent obligatoirement être payés au départ.

Le transport ne peut s'effectuer que sous la garde d'une personne chargée de l'accompagner.

Le corps doit être placé dans un cercueil en métal, d'une épaisseur

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 31 janvier 1894. — Promulgation dans le *Journal officiel de la République française* du 1^{er} février 1894.

(2) *Archives*, 1893. I, 5.

suffisante, ne laissant échapper ni liquide ni gaz. Ce cercueil doit être renfermé lui-même dans une bière de bois d'une solidité convenable.

Sur le parcours de chaque Etat, les transports funèbres sont, du reste, soumis aux lois et règlements de police spéciaux existants ou à intervenir.

II

OR ET ARGENT EN LINGOTS, PLATINE, VALEUR MONNAYÉE OU EN PAPIER, PLAQUÉ D'OR OU D'ARGENT, MERCURE, PAPIERS IMPORTANTS, PIERRES PRÉCIEUSES, PERLES FINES, BIJOUX ET AUTRES OBJETS PRÉCIEUX, BRODERIES ET DENTELLES.

Ces transports sont régis par les dispositions spéciales suivantes :

Pour être admis au transport, les finances et articles déclarés à la valeur, tels que plaqué d'or ou d'argent, le mercure, les perles fines, les dentelles et broderies, etc., doivent être renfermés dans des sacs, sacho-ches, groups, caisses, boîtes ou barils. Le transport à découvert est interdit d'une manière absolue.

Envois en sacs, sachoques ou groups.

Les sacs, sachoques ou groups seront entièrement cousus en dedans et parfaitement conditionnés, c'est-à-dire ni déchirés ni raccommodés.

L'issue de ces sacs, sachoques ou groups, sera fermée au moyen d'une corde ou ficelle intacte (par conséquent sans épissure ni allonge), dont le nœud sera recouvert d'un cachet à la cire et dont les bouts seront maintenus sur une fiche flottante par un cachet semblable. A défaut de cachet, les bouts de la corde ou ficelle pourront être, près du nœud, introduits dans un plomb.

Envois en boîtes, caisses ou barils.

Les boîtes, caisses ou barils seront cloués ou cerclés avec solidité et ne devront présenter aucune trace d'issue refermée, ni de fracture.

Les boîtes et caisses seront fortement liées au moyen d'une corde d'un seul morceau, placée en croix avec cachets à la cire ou plombs en nombre nécessaire pour assurer l'inviolabilité des colis. Une ficelle appliquée en croix aux deux extrémités de chaque baril y sera maintenue au moyen de cachets à la cire ou de plombs.

Les envois de dentelles et broderies qui n'auront pas lieu dans des sachoques ou dans des caisses, ne seront reçus que si elles sont renfermées dans une enveloppe en toile cirée.

Billets de banque, titres de rente, actions, obligations, coupons d'intérêt ou de dividende.

Les envois de l'espèce devront être présentés au transport dans des sacs, boîtes ou caisses, ou former des paquets revêtus d'enveloppes intactes en papier ciré ou goudronné ou en toile cirée.

Toutefois, les valeurs présentées sous enveloppe en tout autre papier pourront être acceptées si, sous le rapport de la solidité et du conditionnement, ces enveloppes ne laissent rien à désirer.

Tout paquet devra être clos au moyen de cachets à la cire en nombre suffisant pour en assurer l'inviolabilité (trois au moins).

Déclaration.

La lettre de voiture devra mentionner la valeur de l'article et porter un cachet à la cire ou un plomb conforme à celui apposé sur l'article.

Les adresses devront être très lisiblement écrites; elles ne pourront être ni cousues, ni collées, ni clouées, afin qu'elles ne puissent dissimuler aucune trace d'issue refermée ou de fracture. Elles pourront être soit inscrites sur les colis, soit attachées à ces colis au moyen d'une ficelle.

La déclaration de la valeur de l'article sera mentionnée, d'une manière très lisible, sur l'adresse.

Les initiales, légendes, armoiries, raisons sociales ou noms d'établissements empreints sur les cachets à la cire ou sur les plombs apposés sur les sacs, sacoches, boîtes, groups, caisses, barils, paquets, devront être parfaitement lisibles et distincts.

Les empreintes à grilles et celles faites avec des pièces de monnaies sont formellement exclues.

Responsabilité.

En cas de perte totale du colis, l'indemnité due par le chemin de fer sera égale au montant de la valeur déclarée, augmentée des frais de transport et des frais de douane acquittés postérieurement à l'envoi.

En cas de manquant ou d'avarie, le chemin de fer payera le montant de la dépréciation calculée sur la même base.

La déclaration d'intérêt à la livraison n'est pas admise.

III

OBJETS D'ART, TELS QUE TABLEAUX, STATUES, BRONZES D'ART, ANTIQUITÉS.

Il n'est admis ni déclaration de valeur, ni déclaration d'intérêt à la livraison.

En cas de perte ou d'avarie, l'indemnité due par le chemin de fer ne dépassera pas 1 fr. 50 par kilogramme de poids brut; sauf le cas où, par des tarifs communs régulièrement approuvés par les autorités compétentes de chaque Etat, deux ou plusieurs administrations de chemins de fer accepteraient une responsabilité plus étendue.

IV

MATIÈRES DANGEREUSES OU AUTRES EXCLUES DU TRANSPORT INTERNATIONAL PAR LE 4^e DU PARAGRAPHE I DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DE LA CONVENTION DE BERNE OU ADMISES CONDITIONNELLEMENT AU TRANSPORT PAR L'ANNEXE I DESDITES DISPOSITIONS.

1^o Pétrole à l'état brut et rectifié (§ XX de l'annexe I) (1)

Le pétrole à l'état brut et rectifié, s'il a un poids spécifique d'au moins 0.780 à une température de 17°5 du thermomètre centigrade (Celsius), ou s'il n'émet pas de vapeurs inflammables à une température de moins

(1) Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe I des *Dispositions réglementaires* de la convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

de 21° du thermomètre centigrade (Celsius) et à une hauteur du baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer ;

Les huiles préparées avec le goudron de lignite, si elles ont au moins le poids spécifique ci-dessus indiqué (solaroel, photogène, etc.) ;

Les huiles préparées avec les goudrons de houille (benzole, toluole, xylol, cumole, etc.), ainsi que l'essence de mirbane (nitro-benzine), sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Ces objets, à moins que des voitures spécialement construites à cet effet (wagons-citernes) ne soient employées, ne peuvent être transportés que :

a. Dans des tonneaux particulièrement bons et solides ;

Ou, *b.* dans des vases en métal étanches et capables de résister ;

Ou, *c.* dans des vases en verre *ou en grès* ; *en ce cas*, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessus indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois, garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre fossile ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matière d'emballage ; le couvercle, consistant en paille, joncs, roseaux ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble.

Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 60 kilogr. pour les vases en verre et 75 kilogr. pour les vases en grès.

2° Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4° Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas 10 kilogrammes par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions.

Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement par couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture.

6° Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés aux alinéas 1 et 2 du présent numéro ont un poids spécifique d'au moins 0.780 ou que le pétrole a la qualité indiquée dans le premier alinéa du présent numéro à l'égard du point d'inflammation.

Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, on appliquera les conditions de transport concernant l'essence de pétrole.

2° *Pétrole à l'état brut et rectifié (§ XXI de l'annexe I) (1)*

Le pétrole à l'état brut et rectifié, le pétrole naphte et les produits de la distillation du pétrole et du pétrole naphte, lorsque ces matières ont un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,680 à une température de 17°5 du thermomètre centigrade (benzine, ligroïne et putzol).

Les articles précités sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Ces objets, à moins que des voitures spécialement construites à cet effet (wagons-citernes) ne soient employées, ne peuvent être transportés que :

a. Dans des tonneaux particulièrement bons et solides ;

Ou, *b*, dans des vases en métal étanches et capables de résister ;

Ou, *c*, dans des vases en verre ou *ex grès* ; *en ce cas*, toutefois en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre fossile ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage ; le couvercle, consistant en paille, joncs, roseaux ou autres matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis ne doit pas dépasser 40 kilogr.

2° Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4° Les dispositions du chiffre 3 qui précèdent sont aussi applicables aux tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas 10 kilogr. par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions.

Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement par couches, au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture.

6° Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou le dos, mais seulement par les anses.

7° Dans les wagons, les paniers ou cuveaux doivent être solidement

(1) Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe I des *Dispositions réglementaires* de la convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés l'un sur l'autre, mais l'un à côté de l'autre, et sans superposition.

8° Chaque colis isolé ainsi que les cuveaux ou paniers arrimés doivent porter sur une étiquette apparente, avec le mot « inflammable » imprimé sur fond rouge, les mots « à porter à la main ». Les wagons devront être munis d'une étiquette rouge portant l'inscription « A manœuvrer avec précaution ».

9° Il doit être indiqué sur la lettre de voiture que les objets désignés dans le premier alinéa du présent numéro ont un poids spécifique de moins de 0,780 et de plus de 0,680 à une température de 17°5 Celsius. Quand cette indication ne se trouve pas dans la lettre de voiture, l'on appliquera les conditions de transport concernant l'essence de pétrole, etc...

3° *Essence de pétrole (§ XXII de l'annexe I) (1) (gazoline, néoline, etc...) et autres produits similaires facilement inflammables, extraits de naphte, de pétrole ou de goudron de lignite et dont le poids spécifique n'est pas supérieur à 0,680 à la température de 17°5 (centigrades).*

L'essence de pétrole (gazoline, néoline, etc.) et les autres produits facilement inflammables préparés avec du pétrole-naphte ou du goudron de lignite, lorsque ces matières ont un poids spécifique de 0,680 au moins à une température de 17°5 Celsius.

Les produits précités sont soumis aux conditions suivantes :

1° Ces objets ne peuvent être transportés que :

a. Dans des vases en métal étanches et capables de résister ;

Ou, b, dans des vases en verre ou en grès ; en ce cas, toutefois, en observant les prescriptions ci-dessous indiquées :

aa. Quand plusieurs vases sont réunis en un colis, ils doivent être emballés solidement dans de fortes caisses de bois garnies de paille, de foin, de son, de sciure de bois, de terre fossile ou autres substances meubles ;

bb. Quand les vases sont emballés isolément, l'envoi est admis dans des paniers ou cuveaux solides munis de couvercles bien assujettis et d'anses, et garnis d'une quantité suffisante de matières d'emballage ; le couvercle, consistant en paille, jones, roseaux ou matières analogues, doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux ou d'une autre substance équivalente, mélangé avec du verre soluble. Le poids brut du colis isolé ne doit pas dépasser 40 kilogr.

Ou c, dans des wagons-citernes parfaitement étanches.

2° Les vases qui se détérioreront pendant le transport seront immédiatement déchargés et vendus, avec le contenu qui y sera resté, au mieux des intérêts de l'expéditeur.

3° Le transport n'a lieu que sur des wagons découverts. Si les opérations du passage en douane exigeaient des wagons munis de bâches plombées, le transport ne serait pas accepté.

4° Les dispositions du n° 3 qui précèdent sont aussi applicables aux

(1) Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe I des *Dispositions réglementaires* de la convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

tonneaux et autres récipients dans lesquels ces matières ont été transportées. Ces récipients doivent toujours être déclarés comme tels.

5° Quand ces produits sont livrés au transport en quantités ne dépassant pas 10 kilogr. par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre eux qu'avec d'autres objets admis au transport sans conditions. Ces corps, renfermés dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballés solidement par couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignés nominativement dans la lettre de voiture.

6° Au chargement et au déchargement, les paniers ou cuveaux contenant des ballons en verre ne doivent pas être transportés sur des camions, ni portés sur les épaules ou le dos, mais seulement par les an-es.

7° Dans les wagons, les paniers et cuveaux doivent être solidement assujettis et attachés aux parois du wagon. Les colis ne doivent pas être chargés les uns sur les autres, mais l'un à côté de l'autre et sans superposition.

8° Chaque colis isolé ainsi que les paniers ou cuveaux arrimés doivent porter sur une étiquette apparente, avec le mot « inflammable » imprimé sur fond rouge, les mots « à porter à la main ». Les wagons devront être munis d'une étiquette rouge portant l'inscription « A ranger avec précaution ».

4° *Levure liquide ou solide (§ XXVII de l'annexe I) (1)*

En règle générale, la levure, liquide ou solide, ne sera reçue que dans des vases qui ne sont pas fermés hermétiquement.

Si néanmoins le chemin de fer consent à accepter la levure dans des récipients entièrement clos, il a le droit d'exiger de l'expéditeur l'engagement :

1° *De ne soulever aucune réclamation dans les cas où les envois de l'espèce ne seraient pas acceptés sur les lignes des chemins de fer correspondants ;*

2° *D'assumer la responsabilité pour tous dommages qui pourraient survenir à d'autres marchandises ou au matériel de transport par suite du mode d'emballage ; le cas échéant, le montant de ces dommages, tel qu'il aura été fixé par le chemin de fer, devra être reconnu par l'expéditeur sans contestation ;*

3° *De ne réclamer aucune indemnité du chef des avaries causées aux récipients ou de l'écoulement de leur contenu.*

5° *Noir de fumée et suie (Voir § XXVIII de l'annexe I).*

Le noir de fumée et les autres espèces de suie en poudre doivent être renfermés dans des emballages offrant toute garantie contre le tamisage (sacs, tonneaux, caisses, etc.).

Si la suie est fraîchement calcinée, elle doit être renfermée dans des tonneaux ou autres récipients placés dans de solides paniers et tapissés intérieurement de papier, de toile ou d'une autre matière analogue.

La lettre de voiture doit mentionner si la suie est fraîchement calci-

(1) Le texte ici reproduit est le texte même de l'annexe I des *Dispositions réglementaires* de la convention de Berne, sauf les additions ou modifications qui y ont été apportées et qui sont imprimées en italiques.

née ou non. A défaut de cette indication, la suie est traitée comme si elle était fraîchement calcinée.

6° Cartouches métalliques et cartouches en carton garnies intérieurement d'un revêtement métallique jusqu'à hauteur de la charge de poudre.

Les cartouches métalliques et cartouches en carton garnies intérieurement d'un revêtement métallique jusqu'à hauteur de la charge de poudre sont admises au transport aux conditions suivantes :

a. Pour les cartouches métalliques, les projectiles doivent être adaptés à la douille métallique de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher ni permettre le tamisage de la poudre.

Pour les cartouches en carton, la charge entière de poudre contenue dans le revêtement métallique doit être fermée hermétiquement par une ou plusieurs bouches serrantes, de façon que la poudre ne puisse tamiser même dans le cas où la cartouche serait brisée au-dessus du revêtement métallique.

b. Les cartouches devront être parfaitement assujetties dans des récipients en fer-blanc ou en carton solide. Ces récipients seront placés dans de très fortes caisses en bois dont les parois auront au moins 18 millimètres d'épaisseur ; les espaces vides devront, le cas échéant, être remplis de carton, de déchets de papier ou d'étoupes, de manière à éviter un déplacement ou un mouvement des récipients durant le transport.

c. Le poids maximum brut d'une caisse ne pourra dépasser 100 kilogr.

Les caisses pesant brut plus de 10 kilogrammes seront munies de poignées ou de liteaux pour en faciliter la manutention.

d. Les caisses ne pourront pas être fermées au moyen de clous en fer ; elles devront porter une inscription indiquant d'une manière apparente la nature du contenu et être munies de plombs.

e. Les lettres de voiture devront être accompagnées d'une attestation signée par l'expéditeur, et reproduisant la marque des plombs apposés sur les caisses.

Cette attestation devra être conçue comme suit :

« Le soussigné certifie que les conditions réglementaires prévues au n° 6 de la convention spéciale passée le... 1891, entre la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour le transport des marchandises par chemin de fer, ont été observées en tous points pour l'envoi indiqué à la lettre de voiture ci-jointe et portant la marque... sur le plomb. »

7° Pièces d'artifice.

Les pièces d'artifice sont admises au transport sur le territoire de chaque Etat où leur transport est autorisé, à charge de se conformer aux règlements intérieurs de chaque Etat, existants ou à intervenir.

8° Gaz liquéfiés (acide carbonique, protoxyde d'azote, ammoniaque et chlore).

1° Ces produits ne sont admis au transport que renfermés dans des récipients en fer ou en acier, qui doivent :

a. Avoir supporté à l'épreuve officielle (épreuve à renouveler au moins tous les trois ans pour l'acide carbonique, le protoxyde d'azote et l'ammoniaque, et au moins tous les ans pour le chlore) une pression intérieure telle qu'elle est déterminée au § 2 ci-après sans avoir subi une déformation persistante ou des fissures ;

b. Porter une marque officielle, placée à un endroit bien apparent, qui indique le poids du récipient vide (y compris la soupape avec la chape ou le bouchon), la charge en kilogrammes qu'il peut recevoir en conformité des dispositions du paragraphe 2, ainsi que la date de la dernière épreuve ;

c. Être munis de chapes vissées aux récipients et destinées à protéger les soupapes ; ces chapes doivent être du même métal que les récipients.

Les récipients doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler.

2° La pression intérieure à faire supporter par les récipients à chaque épreuve et le maximum de charge admissible sont fixés comme suit :

a. Pour l'acide carbonique et le protoxyde d'azote à 2,0 atmosphères et 1 kilogr. de liquide par 1,34 litre de capacité du récipient. Par exemple, un récipient de la capacité de 13,40 litres d'eau ne peut contenir plus de 10 kilogr. d'acide carbonique ou de protoxyde d'azote liquides ;

b. Pour l'ammoniaque, à 100 atmosphères et 1 kilogr. de liquide par 1,86 litre de capacité du récipient ;

c. Pour le chlore, à 50 atmosphères et 1 kilogr. de liquide par 0,9 litre de capacité.

3° Les récipients contenant des gaz liquéfiés ne peuvent être jetés, ni être exposés aux rayons du soleil ou à la chaleur du feu.

4° Le transport de ces articles ne peut avoir lieu que dans des wagons fermés ou bien dans des wagons-réservoirs spécialement aménagés à cet effet et dont le récipient doit être revêtu, le cas échéant, d'une caisse en bois.

9° Chlorure de méthyle.

Cet article ne peut être transporté que dans des récipients en tôle de fer ou d'acier parfaitement étanches et hermétiquement fermés, timbrés par l'autorité compétente à 12 atmosphères et chargés sur wagons découverts.

Pendant les mois d'avril à octobre inclus, les envois doivent être recouverts de bâches fournies par l'expéditeur.

10° *Préparations formées d'un mélange d'huile de térébenthine ou d'alcool avec de la résine, telles que les vernis à l'alcool et les siccatifs.*

1° Lorsque ces préparations sont expédiées en touries, bouteilles ou cruchons, les récipients doivent être fermés hermétiquement et être bien emballés dans des caisses ou des paniers munis de solides poignées.

Si les récipients sont en métal, en bois ou en caoutchouc, ils doivent être parfaitement étanches et bien fermés.

2° Les préparations composées d'huiles de térébenthine et de résine

qui répandent une mauvaise odeur ne peuvent être transportées que sur des wagons découverts.

3° Quand ces préparations sont livrées au transport en quantité ne dépassant pas 10 kilogr. par espèce, il est permis de les réunir en un colis, tant entre elles qu'avec d'autres objets admis au transport sans condition. Ces substances, renfermées dans des flacons de verre ou de fer-blanc, doivent être emballées solidement par couches au moyen de paille, foin, son, sciure de bois, terre fossile ou autres substances meubles, et être désignées nominativement dans la lettre de voiture.

11° *Papier graissé ou huilé et fuseaux faits de ce papier.*

Ces articles ne peuvent être expédiés qu'en wagons fermés ou en wagons découverts et bâchés.

12° *Fumiers et matières fécales.*

Sont admis au transport par wagons complets et aux conditions suivantes :

1° Le fumier sec est expédié en vrac, dans des wagons découverts, bâchés au moyen d'agès à fournir par l'expéditeur ;

2° Les matières fécales, y compris celles provenant des fosses d'aisances, ne peuvent être expédiées que dans des wagons-citernes parfaitement étanches ou dans des récipients très solides, hermétiquement fermés, bien étanches et chargés sur des wagons découverts.

Dans tous les cas, les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter, en cours de transport et lors du chargement et du déchargement, l'échappement des matières et des liquides, ainsi que le dégagement d'odeurs méphitiques.

3° Le chemin de fer est en droit d'exiger le paiement du prix de transport au moment de la remise à l'expédition.

4° Les frais de désinfection sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

Ces transports restent d'ailleurs soumis aux règlements en vigueur sur le territoire de chacun des Etats contractants.

Le guano et les engrais artificiels sont admis au transport sans aucune condition spéciale.

13° *Caillettes de veau fraîches.*

Sont admises au transport dans des récipients étanches et aux conditions ci-après :

1° Les caillettes doivent être débarrassées de tout restant d'aliment et être salées, de telle sorte qu'il soit employé 15 à 20 grammes de sel de cuisine par caillette.

2° Une couche de sel d'environ un centimètre d'épaisseur doit être répandue, en outre, au fond des récipients servant d'emballage ainsi que sur la couche supérieure des caillettes.

3° La lettre de voiture doit contenir une déclaration de l'expéditeur spécifiant que les paragraphes 1 et 2 ont été observés.

4° Le chemin de fer peut exiger que le prix de transport soit payé au départ.

5° Les frais de désinfection éventuelle du wagon tombent à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

Art. 2. — L'admission au transport, sous certaines conditions, de marchandises exclues par le 4° du § 1^{er} des Dispositions réglementaires de la Convention de Berne, — ou la concession de conditions moins rigoureuses que celles stipulées pour les marchandises admises conditionnellement par l'annexe I desdites Dispositions réglementaires ou par la présente Convention, — pourront faire l'objet de tarifs communs entre deux ou plusieurs compagnies ou administrations de chemins de fer.

Ces tarifs communs seront élaborés par voie d'entente directe entre les compagnies ou administrations à ce dûment autorisées.

Lesdits tarifs seront soumis à l'approbation des autorités auxquelles sont confiées, dans chaque Etat, l'homologation ou la fixation des tarifs et la surveillance des chemins de fer. Ils ne pourront être rendus exécutoires que lorsque l'approbation de tous les Etats sur le territoire desquels lesdits tarifs devront être appliqués aura été notifiée aux compagnies ou administrations intéressées.

Art. 3. — Les Gouvernements signataires de la Convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890, et qui n'ont pas pris part à la présente Convention, sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion, qui emportera de plein droit l'acceptation de toutes les clauses, sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française, et par ce Gouvernement aux autres Etats signataires.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange desdites ratifications et aura la même durée que la Convention internationale signée à Berne, le 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemin de fer.

En foi de quoi, les soussignés, savoir : le Ministre des Affaires étrangères de la République française, l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près le Gouvernement de la République française, le Chargé d'Affaires du Luxembourg à Paris et l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près le Gouvernement de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en quatre exemplaires, le 9 août 1893.

(L. S.) Signé : Jules DEVELLE.

— — BEYENS.

— — VANNERUS.

— — A. DE STUERS.

BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

Arrangement monétaire

15 novembre 1893

Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la révision partielle et temporaire de la Convention du 6 novembre 1885 et les Gouvernements français, belge, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette révision.

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un Arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : M. Montefiore Levi, sénateur ;

M. Alphonse Allard, directeur honoraire de la fabrication des monnaies ;

M. A. Saintelette, commissaire des monnaies ;

M. le baron Eugène Beyens, conseiller de la Légation de Belgique à Paris.

Le Président de la République française : M. Roy, président de chambre à la Cour des comptes ;

M. Léon Brédif, directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances ;

M. Alfred de Foville, directeur de l'Administration des monnaies et médailles.

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. Constantin A. Criésis, chargé d'affaires de Grèce à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie : M. le baron François de Renzis di Montanaro, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Et M. le commandeur Dominique Zeppa, député au Parlement italien.

Et le Conseil fédéral suisse : M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Gouvernement de la République française ;

Et M. Conrad Cramer Frey, membre du Conseil national suisse.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Gouvernements français, belge, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent arrangement, les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un

mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des Colonies françaises.

Art. 4. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins cinq cent mille francs (500.000 fr.) et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de deux et demi pour cent (2 1/2 0/0) à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à trois et demi pour cent (3 1/2 0/0) à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Le paiement, dans tous les cas, ne pourra être retardé au-delà de trois mois à dater de l'expédition.

Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de 10 francs et au-dessus frappées dans les conditions de la Convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traites sur les pays créditeurs; l'échéance de ces traites n'excèdera pas le délai fixé par le paragraphe précédent.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opéreront directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix millions de francs (10.000.000 de francs). Le Gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français fera connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les Colonies françaises.

Art. 6. — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de quarante-cinq millions de francs (45.000.000 fr.) de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de trente-cinq millions (35.000.000 francs) pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, et ce jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi fait en conformité de la demande du Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8. — Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre pre-

miers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Arrangement, remettre au Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4, une somme de quinze millions de francs (15.000.000 de francs) de monnaies divisionnaires imputables sur le minimum de quarante-cinq millions de francs prévu à l'article 6.

Néanmoins, le Gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraites qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera celles de ses trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous les frais de transport et autres résultant du présent Arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 10. — Par application des articles 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11. — Les contingents auxquels les Conventions antérieures ont limité pour les cinq Etats la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contrepartie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du Trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'article 11 de la Convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinées à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Art. 15. — A partir de la promulgation du présent Arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la France, la Belgique, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre Etats aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent Arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement que les dispositions des articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires

italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 13. — Au cas où, la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent Arrangement resterait seul applicable et l'obligation imposée à chaque Etat, par l'article 7 de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent Arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris en cinq exemplaires, le 15 novembre 1893.

| | |
|--------------------------------|----------------------------------|
| Pour la France : | Pour la Belgique : |
| (L. S.) Signé : ROY. | (L. S.) Signé : MONTEFIORE LEVI. |
| (L. S.) — LÉON BRÉDIF. | (L. S.) — A. ALLARD. |
| (L. S.) — A. DE FOVILLE. | (L. S.) — A. SAINCTELETTE. |
| | (L. S.) — Baron E. BEYENS. |
| Pour la Grèce : | Pour l'Italie : |
| (L. S.) Signé : C. A. CRIÉSIS. | (L. S.) Signé : F. DE RENZIS. |
| | (L. S.) — DOMINICO ZEPPA. |
| Pour la Suisse : | |
| (L. S.) Signé : LARDY. | |
| (L. S.) — C. CRAMER FREY. | |

Exposé des motifs soumis aux Chambres par le Gouvernement français.

Messieurs,

L'Arrangement monétaire que nous soumettons à votre approbation est destiné à améliorer un état de choses dont les inconvénients se sont fait sentir, sous des formes diverses, dans toutes les parties de l'Union latine.

Vous savez de quelle époque datent et de quels actes résultent l'assimilation et la solidarité qui existent entre les régimes monétaires de la France, de la Belgique, de l'Italie, de la Suisse et de la Grèce. Les Conventions en vigueur laissent en dehors de leurs stipulations le régime de la monnaie de billon dans chaque Etat ; mais, pour l'argent comme pour l'or, des règles communes et des stipulations réciproques ont fixé les conditions dans lesquelles les frappes et les émissions doivent se faire. Le monnayage de l'or n'est pas limité. La frappe des écus de 5 francs a été interrompue dès 1878, à raison de la baisse du métal. Pour les monnaies d'argent divisionnaires, on a fixé, à titre de maxima, des contingents basés, en principe, sur un chiffre de 6 francs par tête d'habitant (1). Les caisses publiques de chacun des cinq Etats contractants sont tenues

(1) L'article 9 de la Convention du 6 novembre 1885 apporte à la règle des 6 francs par tête quelques modifications motivées, et les contingents se trouvent ainsi fixés pour les cinq Etats :

France, Algérie et Colonies . 264.000.000 de francs.

d'accepter les monnaies d'or et d'argent des quatre autres Puissances; et, cela étant, les particuliers, qui, en France, seraient libres de refuser ces effigies étrangères, n'usent que très exceptionnellement de cette faculté, de sorte qu'en fait il s'est constitué une véritable circulation internationale.

C'était là une innovation dont le public a eu vite apprécié les avantages pratiques, mais qui n'a pas été sans provoquer de réelles difficultés toutes les fois que les vicissitudes de la vie économique sont venues fausser l'équilibre sur lequel les négociateurs de 1865 avaient cru pouvoir compter. C'est ce qui est arrivé dans ces derniers temps. L'Italie ayant vu, par suite de circonstances diverses, la prime de l'or s'accroître, il n'en a pas fallu davantage pour faire sortir de la péninsule, non plus seulement les pièces d'or et les écus de 5 francs, mais même la monnaie d'appoint (pièces de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50). Et cet exode a pris une telle intensité qu'il est devenu inquiétant tout à la fois pour l'Italie et pour ses voisins. Dans certaines villes italiennes, dans certaines campagnes aussi, les subdivisions métalliques du billet de 5 lires sont introuvables, soit parce qu'elles se cachent, en raison même de la disette, soit parce que la spéculation en a organisé méthodiquement le drainage en vue de l'exportation. Dans le nord du Royaume, en particulier, les transactions quotidiennes sont ainsi devenues extrêmement laborieuses, et c'est pour remédier à ces difficultés, vivement senties par les populations, que le Gouvernement italien a pris le parti de demander aux autres États de l'Union le rapatriement de ses monnaies divisionnaires d'argent.

A Paris comme à Berne, à Bruxelles et à Athènes, la demande de l'Italie a été l'objet d'un examen attentif, et les Gouvernements français, belge, suisse et grec s'étant trouvés d'accord pour juger qu'il y avait lieu de prendre cette demande en considération, une Conférence s'est ouverte, à Paris, le 9 octobre dernier : elle a abouti, le 15 novembre, à l'arrangement qui vous est soumis.

Dans cette Conférence, chacune des Puissances qui s'y trouvaient représentées devait se préoccuper avant tout de protéger ses propres intérêts. Mais il a été reconnu que ces intérêts n'étaient pas contradictoires. Si la rarefaction du numéraire en général et des monnaies d'appoint en particulier est une gêne pour l'Italie, l'envahissement de notre circulation par l'argent italien ne laisse pas que d'être aussi de nature à nous préoccuper. En Suisse, au mois de juillet 1892, une enquête administrative a fait ressortir à 49 0/0 la proportion des pièces italiennes dans la circulation divisionnaire des vingt-deux cantons (1). En France, les comptages effectués le 14 septembre 1893, par ordre du Ministre des Finances, ont donné un résultat analogue : la proportion moyenne des monnaies divisionnaires italiennes y allait presque au tiers (29 0/0); dans quelques départements du Sud-Est, on arrivait au delà des deux tiers (70 0/0) (2). Aujourd'hui, il est probable qu'en France comme en Suisse on constaterait une situation plus anormale encore; car il n'y a pas de jour où la douane ne voit venir d'Italie des caisses entières de monnaie blanche.

Or, il s'agit là d'espèces dont la valeur intrinsèque est devenue très inférieure à leur valeur réelle, et cela pour trois raisons différentes qu'il n'est pas inutile de rappeler ici.

En premier lieu, on sait que, depuis 1866, les pièces de 2 francs, 1 franc et 50 centimes ne sont plus au titre de 900 millièmes de fin, comme les pièces de

| | | |
|----------------|-------------|------------|
| Belgique | 40.800.000 | de francs. |
| Italie | 202.400.000 | — |
| Suisse | 25.000.000 | — |
| Grèce | 15.000.000 | — |

Sur leurs contingents respectifs, la Suisse a encore 3.000.000 de francs à frapper et la France un peu plus de 12.000.000 (exactement 12.097.439 fr. 90 c.).

(1) Voir le *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances* d'avril 1893, page 410.

(2) Voir le *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances* d'octobre 1893, p. 415.

5 francs, mais au titre réduit de 833 millièmes, ce qui implique déjà, les poids étant restés les mêmes, une moins-value de plus de 6 0/0.

Puis est venue cette baisse persistante du métal argent, dont il n'y a point à discuter ici les causes et les effets, mais qui, aux cours actuels, déprécie de près de moitié nos monnaies blanches.

Enfin, tout le monde a pu constater que les pièces d'argent à l'effigie du roi Victor-Emmanuel sont, en général, très usées, ce qui les appauvrit encore. Il en est dont le frai a tellement effacé l'empreinte qu'il n'est que temps de les rendre à l'Etat qui les a émises, sous peine de ne plus pouvoir bientôt en établir l'origine.

La France a donc pu, comme la Suisse et la Belgique, se féliciter de voir l'Italie disposée à nous racheter en bloc ses monnaies divisionnaires d'argent. Il importait seulement de régler les conditions de ce rachat de manière à sauvegarder efficacement les droits des détenteurs de monnaies italiennes, qui doivent avoir toute facilité pour s'en défaire sans perte, et aussi les droits du Trésor, qui ne saurait s'exposer dans cette circonstance à aucun aléa. Telle a été, au cours de la Conférence, la double préoccupation des délégués français. Un Arrangement analogue à celui du 15 novembre dernier, ayant été conclu il y a quinze ans, alors que le Gouvernement italien se préparait à mettre fin au cours forcé (article 8 de la Convention du 5 novembre 1878, et Arrangement du même jour), les délégués de l'Italie avaient exprimé le désir de traiter aux mêmes conditions. Mais cela n'a paru possible, ni au point de vue des délais, ni au point de vue du taux de l'intérêt stipulé, ni au point de vue du mode de remboursement; et, tout en laissant au Gouvernement italien une certaine liberté de mouvements, qui lui sera indispensable pour mener à bien, en moins d'un an, une série de versements dont l'importance totale paraît devoir être d'au moins 400 millions de francs, la nouvelle Convention nous assure des garanties plus complètes que celles dont on s'était contenté en 1878, plus complètes aussi que celles qui résulteraient pour nous des Conventions de 1883, au cas où l'Union latine viendrait à se dissoudre. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les conditions dans lesquelles s'effectuerait, le cas échéant, la liquidation totale de l'Union (délai de cinq ans, intérêt de 1 0/0, limitation du chiffre des remboursements directement exigibles, faculté pour l'Etat débiteur de s'acquitter à son choix en or, en argent, en traites, en billets...), et de comparer à ces conditions celles que nous allons avoir à énumérer, en analysant, article par article, les dispositions de l'Arrangement du 15 novembre dernier.

L'article 1^{er} pose, en termes généraux, le principe même de l'opération projetée : les Gouvernements français, belge, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les monnaies divisionnaires italiennes et à les remettre au Gouvernement italien. Le Gouvernement italien s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur.

L'article 2 nous donne quatre mois, à dater de l'échange des ratifications, pour opérer le retrait des pièces italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes. Jusqu'à l'expiration de ce délai, tout porteur de monnaies divisionnaires italiennes n'aura qu'à les présenter pour en obtenir l'échange. Une fois le délai expiré, nos caisses publiques cesseront de recevoir ces pièces, et elles n'auront plus cours que sur le territoire italien.

L'article 3 porte le délai de quatre à cinq mois pour l'Algérie et les colonies françaises.

C'est par les articles 4 à 10 que se trouvent réglés, à la fois, le rapatriement et le remboursement des monnaies italiennes qui seront retirées de la circulation en France et ailleurs. Il se posait là toute une série de questions techniques qui ont retenu assez longtemps l'attention de la Conférence. En 1878, dans des circonstances analogues, la France avait accepté la mission de tout diriger, de tout centraliser et de tout conduire à destination. Cette fois-ci, le Gouvernement français a décliné ce mandat collectif et son rôle se bornera à

une centralisation d'écritures. Les retraits effectués dans les diverses parties de l'Union seront, à mesure, enregistrés à Paris, et il en sera de même pour les demandes de l'Italie; mais la transmission des pièces et celle des couvertures s'opéreront directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Ce sera, pour nous surtout, une simplification.

La question de savoir comment l'opération se subdiviserait et s'échelonnerait avait son importance. Il a été convenu que l'Italie ne demanderait jamais pour plus de 10 millions de monnaies divisionnaires à la fois (art. 5) et qu'elle ne pourrait réclamer un nouvel envoi qu'après avoir payé le précédent (art. 6). D'autre part, ses demandes totalisées devront monter, au moins, à 45 millions pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications, et ensuite à 35 millions par trimestre, jusqu'à complet épuisement des monnaies mises à sa disposition. A ce compte, et même en supposant que le Ministre du Trésor n'use pas de la faculté qui lui est laissée de dépasser ce double minimum, dix mois suffiraient pour assurer le rapatriement de plus de 100 millions de francs de monnaies divisionnaires.

La disposition finale de l'article 6 implique pour le Gouvernement italien l'obligation de pourvoir sans retard au paiement des fournitures de monnaies qui lui seront faites. Comme règle générale, il a annoncé l'intention de payer dans les dix jours, et c'est ce qui explique l'une des clauses de l'article 4. Du jour où l'Italie sera avisée que les pièces retirées de la circulation sont tenues à sa disposition, elle aura, avant même de les avoir demandées et reçues, à nous tenir compte d'un intérêt de 2 1/2 0/0; et le taux de cet intérêt sera porté à 3 1/2, si la contrevaletur des monnaies livrées se faisait attendre plus de dix jours. Il faut encore ajouter qu'en aucun cas, même pour le règlement de la dernière livraison, un paiement ne pourrait être retardé au delà du troisième mois (art. 4).

Quant au mode de remboursement, l'Italie eût désiré pouvoir se libérer en or, en argent, en billets de banque ou en traites, à son choix, ainsi qu'elle y avait été autorisée en 1878. Les délégations belge et suisse n'y faisaient point objection. Mais, notre pays étant devenu par la force des choses dépositaire d'une grande partie des pièces de 5 francs fabriquées en Italie et en Belgique avant 1878, le Gouvernement français a jugé qu'il avait le droit et même le devoir de faire une distinction entre les diverses valeurs qui pouvaient lui être offertes, et finalement les représentants de l'Italie ont souscrit à cette manière de voir: les paiements se feront en monnaies d'or, au moins pour moitié. Le surplus sera payé en traites commerciales, à courtes échéances, sur les pays créditeurs. Nous échangeons donc une monnaie d'argent dépréciée contre de l'or ou du papier valant de l'or. C'est un avantage dont le Parlement ne méconnaîtra pas l'importance.

Il était rationnel de décider que les livraisons de monnaies demandées par l'Italie aux quatre autres Etats de l'Union se partageraient toujours proportionnellement aux quantités de monnaies italiennes immobilisées par chaque Gouvernement. C'est bien là la formule qui a prévalu, en principe; mais sur les instances des délégués suisses, qui ont invoqué à cet effet les exigences d'une situation plus pressante encore que la nôtre, cette règle a subi une dérogation partielle, dont l'article 8 précise la portée.

L'article 9 met à la charge du Gouvernement italien toutes les dépenses résultant de l'opération, frais de transport et autres.

L'article 11 pose une condition qui avait été stipulée par la France et acceptée par l'Italie, dès les premiers pourparlers engagés. L'Italie reprenant ses monnaies divisionnaires et les circulations française, belge, suisse, grecque, cessant de leur être ouvertes, il importait de bien établir que ces monnaies, en sortant de l'Union pour redevenir purement nationales, ne recouvreraient pas la même indépendance que les monnaies de bronze, par exemple, et que le maximum assigné en 1885 aux frappes italiennes serait maintenu, purement et simplement.

L'Italie ayant épuisé son contingent, cela revient à dire qu'il lui reste interdit de frapper de nouvelles monnaies d'argent.

L'article 12 est le corollaire nécessaire de l'article 11. Le Gouvernement italien, pour rendre quelque élasticité à une circulation insuffisante, avait cru pouvoir annoncer et préparer l'émission de 30 millions de bons de caisse de 1 franc, gagés par l'immobilisation d'une égale valeur en espèces métalliques (1). Malgré l'esprit de conciliation dont les discussions de la Conférence se sont constamment inspirées, cette mesure devait nécessairement y susciter certaines critiques, et les délégués italiens ont bien voulu reconnaître que, pour concilier l'existence des *bons de caisse* avec le maximum réglementaire dont l'article 11 assure le maintien, il faut au moins que le dépôt de garantie de ces bons ne puisse être constitué qu'en monnaies divisionnaires italiennes, et non en écus ou en or. A cet égard, l'article 12 de l'Arrangement du 15 novembre 1893 nous donne satisfaction. Ce n'est plus que moyennant un égal dépôt de monnaies divisionnaires italiennes que les émissions de bons sont possibles; et l'Italie, de la sorte, maintient sa circulation divisionnaire dans les limites voulues, tout en en soustrayant une partie aux risques d'exportation.

L'article 13 déclare applicables aux émissions de bons de caisse et aux dépôts de garantie les prescriptions de l'article 11 de la Convention du 6 novembre 1885, aux termes duquel le Gouvernement français doit recevoir, centraliser et communiquer à ses alliés monétaires, entre autres documents d'intérêt commun, la statistique des émissions.

Les articles 14 à 18 règlent, à certains égards, le nouveau régime qui va résulter, pour l'Union latine, de l'élimination des monnaies divisionnaires italiennes. L'intérêt des cinq Etats étant maintenant que l'Italie garde et retienne chez elle sa petite monnaie blanche, l'article 14 nous autorisera à en prohiber l'importation, et l'article 15 autorisera l'Italie à en prohiber la sortie.

Aux termes de l'article 16, le régime créé par la Convention de 1885 reste applicable aux monnaies divisionnaires de la France, de la Belgique, de la Suisse et de la Grèce; mais, en cas de besoin, chacun de ces quatre Etats pourrait, à son tour, réclamer ses monnaies divisionnaires à l'Italie.

Le Gouvernement italien se réserve de demander ultérieurement, s'il y a lieu, le retour au régime actuel pour ses monnaies divisionnaires d'argent, et l'article 16 en fait foi; mais cet article constate aussi qu'il suffira de l'opposition de l'un quelconque des quatre autres Etats de l'Union pour qu'il ne soit pas donné suite à cette proposition.

L'article 18 prévoit le cas où, la Convention de 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union. Il importait de bien spécifier que, dans cette hypothèse, l'Arrangement de 1893 ne saurait libérer l'Italie de l'obligation de reprendre, pendant une année, ainsi que le veut la Convention de 1885, celles de ses monnaies qui, par infiltration ou autrement, se trouveraient encore hors de ses frontières.

Aux termes de l'article 19, qui est le dernier, les ratifications que comporte l'Arrangement soumis à votre approbation doivent être échangées au plus tard le 30 janvier. Il y a donc urgence.

A l'heure qu'il est, l'Arrangement que nous soumettons à vos suffrages a déjà reçu l'approbation des pouvoirs publics en Belgique, en Grèce et en Suisse. A Rome, le projet de loi est à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

(1) Le décret royal du 4 août 1893 autorisait le Ministre du Trésor à émettre des bons de caisse de 1 franc ayant cours légal (30 millions au plus), en les garantissant intégralement par des monnaies divisionnaires d'argent immobilisées à cet effet, ou, à titre exceptionnel et temporaire, par d'autres monnaies d'argent ou par de l'or. La Cour des comptes était expressément chargée d'assurer la constante équivalence des bons émis et des espèces mises en réserve. Un décret ministériel, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 3 octobre, règle minutieusement ce contrôle.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française,

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et par le Ministre des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'Arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est autorisé à s'entendre avec la Banque de France au sujet des opérations que nécessitera l'exécution de l'Arrangement du 15 novembre 1893.

Fait à Paris, le 26 janvier 1894.

Le Président de la République Française,

Par le Président de la République :

Signé : CARNOT.

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des Finances,

Signé : A. BURDEAU.

Message du conseil fédéral Suisse à l'assemblée fédérale concernant l'arrangement international du 15 novembre 1893, relatif à la révision partielle et temporaire de quelques dispositions de la convention monétaire du 6 novembre 1885.

(Du 28 novembre 1893.)

Monsieur le président et messieurs,

La convention conclue le 6 novembre 1885 entre la Suisse, la Belgique, la France, la Grèce et l'Italie contient les dispositions suivantes à l'égard des monnaies divisionnaires d'argent (pièces d'argent de 1 franc, 2 francs, 5 et 20 centimes) :

A teneur de l'article 4, ces monnaies doivent être fabriquées dans les cinq Etats, dans des conditions identiques de titre, de poids, de tolérance et de diamètre ; lorsqu'elles sont réduites par le frot de 5 0/0 en dessous des tolérances indiquées, elles doivent être refondues par l'Etat qui les a émises.

A teneur de l'article 5, les particuliers de l'Etat qui a émis ces monnaies divisionnaires sont tenus de les recevoir en paiement, jusqu'à concurrence de 50 fr. pour chaque paiement, et les caisses publiques de ce même Etat sont tenues de les recevoir des nationaux sans limitation de quantités.

L'article 6 de la convention oblige les caisses publiques de chacun des Etats de l'Union de recevoir en paiement les monnaies divisionnaires des autres Etats contractants, jusqu'à concurrence de 100 fr. pour chaque paiement fait aux dites caisses.

Enfin, à teneur de l'article 7, chacun des Etats contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres Etats de l'Union les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une valeur nominale égale en pièces d'or ou en pièces d'argent de cinq francs, à la condition que la somme présentée à l'échange ne soit pas inférieure à 100 fr. Cette obligation d'échange subsiste pendant une

année à partir de l'expiration de la convention, dans le cas où l'Union viendrait à être dissoute.

Les dispositions rappelées ci-dessus relativement à la libre circulation réciproque de monnaies divisionnaires ont reçu un correctif par l'article 9, qui en a limité l'émission à six francs par tête d'habitant, en autorisant toutefois la fabrication d'un contingent supplémentaire de six millions par la Suisse, vingt millions par l'Italie, huit millions par la France et cinq millions par la Belgique (article 3 de la convention additionnelle du 12 décembre 1883).

L'émission autorisée de monnaies divisionnaires s'élève donc aux chiffres suivants :

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Suisse | 19.000.000 |
| | 6.000.000 |
| France, Algérie et colonies. | 256.000.000 |
| | 8.000.000 |
| Grèce | 15.000.000 |
| Italie | 182.400.000 |
| | 20.000.000 |
| Belgique | 35.800.000 |
| | 5.000.000 |

Ces contingents ont été épuisés par la Belgique, la Grèce et l'Italie. Il reste encore à frapper, par la Suisse 3 millions, par la France 12 millions.

L'introduction du cours forcé en Italie, peu de temps après la conclusion de la première union monétaire, en 1863, avait déjà eu pour effet d'entraver dans des conditions inquiétantes la circulation réciproque des monnaies sur les bases du pacte d'union, car les pièces de 2 fr. et au-dessous n'avaient pas tardé à émigrer d'Italie. Le même fait s'est reproduit récemment sous l'influence de circonstances financières et économiques défavorables à l'Italie. Il est vrai que dans les dernières années le cours forcé n'a pas été formellement décrété dans cet Etat, mais la situation internationale des changes a fait naître en Italie un agio qui s'est élevé lentement à 16 0/0. Il en est résulté que le numéraire a naturellement pris le chemin de l'étranger. En ce qui concerne notamment les monnaies d'argent, elles sont venues prendre domicile, sous la protection de la convention monétaire, dans les autres Etats de l'Union et de préférence en France et en Suisse ; notre pays, en sa qualité de limitrophe et en raison de ses importantes relations commerciales avec l'Italie, est proportionnellement le plus exposé à l'immigration.

Quant aux monnaies divisionnaires en particulier, une enquête faite en juillet 1892 par le département fédéral des finances et portant sur 139 caisses de la Confédération, des cantons, des compagnies de chemins de fer et des banques, a établi qu'il n'y avait pas moins de 49 0/0 de monnaies divisionnaires italiennes d'argent dans le total des monnaies d'appoint soumises à l'enquête. Depuis lors, plus active que jamais, la spéculation, consistant à importer en Suisse ces monnaies, en aurait augmenté encore le stock dans notre pays, si le département des finances n'avait eu le soin d'en faire des envois continuels en Italie.

Aux inconvénients résultant pour le public de cette inondation de petites monnaies étrangères, est venue s'ajouter l'inquiétude résultant de la baisse continue et inouïe dans l'histoire de la valeur du métal dont ces monnaies sont fabriquées.

D'autre part, en Italie même, le manque de monnaie divisionnaire indispensable pour le petit trafic de chaque jour devenait peu à peu insupportable, en sorte que le gouvernement italien s'est vu forcé de proposer, dans le courant de cette année, aux autres Etats de l'Union l'examen en commun des mesures à prendre pour remédier à la situation. Les alliés monétaires de l'Italie avaient dû se convaincre qu'il n'était plus possible de se mouvoir dans les limites de la convention de 1883, et de faire face à la difficulté par

l'échange plus fréquent de quantités importantes de monnaies divisionnaires, celles-ci ne tardant pas à émigrer de nouveau, par suite de l'agio italien. On a dû se convaincre que le remède consistait dans le rapatriement des monnaies divisionnaires italiennes et, comme en 1878, dans leur exclusion des caisses publiques des autres Etats. Après un certain nombre de pourparlers par voie diplomatique, les gouvernements intéressés se déclarèrent d'accord, en principe, partisans d'une révision partielle, sur ces bases, de la convention monétaire. Une conférence des cinq Etats devait régler les conditions de détail; MM. Lardy, ministre suisse à Paris, et Cramer-Frey, conseiller national à Zurich, munis des instructions du conseil fédéral, furent chargés de représenter la Suisse à cette conférence.

Celle-ci a commencé ses travaux à Paris le 9 octobre. Elle les a terminés le 15 novembre par la signature d'un arrangement qui donne lieu aux observations principales suivantes :

Dès l'ouverture des travaux de la conférence, l'accord s'établit entre les représentants des divers Etats sur l'opportunité, d'une part, de déférer au vœu de l'Italie et, d'autre part, de ne pas porter atteinte aux dispositions de la convention monétaire. Au début cependant, les délégués de la France demandèrent le rapatriement et la nationalisation non pas seulement des monnaies divisionnaires italiennes, mais la nationalisation de toutes les monnaies divisionnaires, et par suite, la suppression de toutes les dispositions de la convention monétaire de 1885 relatives aux dites monnaies. La Suisse ne se serait pas opposée à l'examen ultérieur de cette extension du programme. Mais les délégués du conseil fédéral ont, conformément à leurs instructions, émis la pensée qu'il était désirable de régler avant tout la question urgente des monnaies divisionnaires *italiennes*, sans la compliquer de demandes nouvelles; si la conférence rentrait en matière sur la proposition française, la Suisse, qui a besoin proportionnellement d'une plus grande quantité de monnaies divisionnaires que ses alliés, serait forcée de réclamer un contingent supérieur à celui qu'elle possède actuellement. D'autre part, accorder le *libre monnayage général* des monnaies divisionnaires par la suppression des contingents serait de nature à faire craindre, en présence de la baisse considérable de l'argent et du fait que plusieurs des Etats alliés ont frappé des écus de 3 fr. bien au-delà de leurs besoins, que l'on n'augmente encore le stock commun de monnaies d'argent dépréciées et que les Etats qui en ont trop frappées, ne se déchargent de leur trop plein sur leurs alliés dans une mesure encore plus grande qu'aujourd'hui.

Les délégués de la Belgique, de l'Italie et de la Grèce ont été d'accord avec ceux de la Suisse pour restreindre les travaux de la conférence au rapatriement des monnaies italiennes. En ce qui concerne la Grèce, cet Etat a été probablement guidé par la circonstance que la presque totalité de son contingent de monnaies divisionnaires d'argent (15 millions de francs) s'est, sous l'influence du cours forcé, réfugié sur le territoire des autres Etats de l'Union et qu'en cas de nationalisation générale, le remboursement de cette somme aurait pesé lourdement sur le trésor hellénique.

Quant à l'arrangement lui-même, nous croyons devoir l'accompagner des explications suivantes :

Les articles 1, 2 et 3 établissent qu'après l'échange des ratifications (lequel, à teneur de l'article 19, doit avoir lieu, au plus tard, le 30 janvier 1894), les gouvernements suisse, belge, français et grec devront retirer de la circulation les pièces divisionnaires d'argent italiennes et, après un délai de 4 mois donné au public pour l'opération de l'échange de ces monnaies, devront cesser de les recevoir dans leurs caisses publiques. En raison de la grande distance et de la difficulté du retrait, un délai ultérieur d'un mois a été fixé pour les Colonies françaises et l'Algérie.

Les articles 4, 5 et 6 règlent les modalités du rapatriement et du remboursement des monnaies italiennes. Chacun des autres Etats devra informer, à la fois, le gouvernement italien et le gouvernement français qui fonction-

nera comme office central pour la réception des demandes d'envois de monnaies italiennes et pour leur répartition proportionnelle entre les quatre alliés, de l'existence dans ses caisses d'une quantité de 300,000 fr. au moins. A partir du jour de cette notification, le gouvernement italien doit bonifier d'un intérêt de 2 1/2 0/0 l'an. Lorsqu'un envoi a été effectué et lorsqu'il s'est écoulé dix jours sans que l'Italie ait envoyé la couverture de cet envoi, le taux de l'intérêt s'élève à 3 1/2 0/0 par an, pendant toute la période qui s'écoule jusqu'à l'encaissement effectif de la couverture. Celle-ci doit être fournie, pour moitié au moins, en or et pour le reste en traites sur les pays qui ont à recevoir les paiements et ce, à l'exclusion des pièces de cinq francs en argent.

L'Italie a déclaré ne pouvoir s'obliger à recevoir et à rembourser toujours immédiatement toutes les sommes dont les autres Etats auront annoncé le retrait. S'il s'agissait de montants très élevés, l'achat de remises sur l'étranger pourrait exercer momentanément une influence considérable sur le change. Elle a donc demandé que certains délais lui fussent accordés. En 1878, lorsque les monnaies divisionnaires italiennes avaient été momentanément exclues de la circulation des autres Etats de l'Union, la France avait accepté de centraliser toute l'opération. Le gouvernement français avait remboursé au comptant à la Suisse, à la Belgique et à la Grèce, les monnaies italiennes retirées de ces trois pays et évaluées à forfait à 13 millions; quant aux monnaies italiennes à retirer de France pour la somme fixée approximativement à 87 millions, le gouvernement français avait accepté d'échelonner les remboursements sur une période de quatre années. Il n'a pas cru pouvoir accepter le renouvellement de ce mode de procéder, mais s'est déclaré prêt à tenir compte des vœux de l'Italie, en acceptant les délais qui ont été consignés à l'article 6 de l'arrangement. La Belgique les a acceptés, de son côté. La Grèce n'a probablement pas de monnaies italiennes en circulation sur son territoire. L'Italie aura donc à rembourser 45 millions au moins pendant la période de retrait proprement dite de quatre mois, puis 35 millions de francs pendant chacun des trimestres qui suivront, jusqu'à complet remboursement. A supposer que les estimations ci-après se trouvent approximativement exactes, bien que leurs bases soient assez incertaines et qu'on retire 8 à 10 millions de Belgique, 60 à 70 millions de France et 18 à 25 millions de Suisse, l'opération totale se trouverait terminée en dix mois environ à dater de l'échange des ratifications.

La situation monétaire spéciale de la Suisse ne lui permettait pas d'accepter des conditions de remboursement à si longue échéance. Les monnaies d'appoint italiennes circulant en Suisse représentent, en regard du stock total de numéraire du pays, une quote-part très importante et pèsent dans la balance beaucoup plus que ce n'est le cas en France et en Belgique. Le retrait des monnaies italiennes pendant une période de quatre mois provoquera une raréfaction sensible dans la circulation métallique du pays. Pour combler ce vide au moins partiellement, il faudra procéder à la frappe des 3 millions de francs de monnaies divisionnaires d'argent que la Suisse a encore le droit de frapper aux termes des dispositions de la convention monétaire du 6 novembre 1883. Un projet d'arrêté, à cet égard, vous sera soumis encore au cours de la présente session. Mais il s'agissait de trouver un remède plus immédiat. La caisse fédérale n'est pas organisée pour faire face à une telle situation, à moins de contracter, pour se procurer les ressources nécessaires, un emprunt au seul profit d'un état tiers.

Le conseil fédéral a donc, au début de la conférence, réclamé le remboursement, dans un délai de 8 ou 10 jours, de tous les envois de monnaies divisionnaires, quelle qu'en fût l'importance, que la Suisse serait dans le cas de faire à l'Italie pendant la période de retrait pourvu qu'il ne s'agisse pas d'envois d'une valeur trop minime. Cette prétention n'a pas pu être maintenue. Il a été cependant possible d'obtenir, grâce au bon vouloir de nos alliés monétaires, qu'il fût fait à la Suisse une situation exceptionnelle.

A teneur de l'article 8 de l'arrangement, elle reçoit un préciput de 15 millions à compte du minimum de 45 millions de francs que l'Italie doit retirer en monnaies divisionnaires et rembourser pendant la période de retrait de quatre mois. Si les retraits devaient dépasser 15 millions, la Suisse participera pour le surplus et proportionnellement au montant de ce surplus, dans la répartition à faire entre les quatre Etats de la somme de 30 millions à répartir entre les quatre Etats pour les quatre premiers mois, comme aussi dans les répartitions trimestrielles de 35 millions à recevoir pendant les périodes suivantes.

En outre, la conférence a admis que la Suisse et l'Italie s'entendissent directement sur les détails de l'envoi et du remboursement de ce préciput de 15 millions. Cet accord qui a été porté à la connaissance de la Conférence consiste dans l'engagement par le gouvernement italien de rembourser, pendant la période de quatre mois après l'échange des ratifications et dans les dix jours, tous les envois de 500,000 fr. et en dessus que la Suisse serait dans le cas de faire, jusqu'à épuisement du préciput de 15 millions. Toutefois le gouvernement italien ne sera pas tenu de rembourser à la Suisse, de ce chef, une somme supérieure à 4 millions par mois.

Si pendant un mois de cette période, les envois étaient inférieurs à 4 millions, le solde serait reporté au mois suivant et ainsi de suite. Inversement, si le gouvernement italien demande à la Suisse et reçoit d'elle plus de 4 millions dans le même mois, l'excédent viendrait en déduction du versement de 4 millions à recevoir le mois suivant à compte du préciput.

Ces stipulations semblent de nature à permettre à la Suisse de faire face, sans de trop grandes difficultés, à l'opération du retrait.

Si, pour les particuliers, le délai d'échange expire, comme cela a déjà été exposé, 4 mois après l'échange des ratifications, l'Italie fermera, à teneur de l'article 7, ses caisses aux monnaies divisionnaires aussi vis-à-vis des caisses publiques des autres Etats, lorsqu'elle aura repris et remboursé tous les envois de monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié dans un délai de trois mois après l'expiration de la première période de retrait proprement dit de quatre mois.

L'Italie supportera tous les frais résultant de l'opération du retrait.

Les stipulations de la convention monétaire de 1883, fixant les contingents pour la frappe de monnaies divisionnaires d'argent, ont été expressément maintenues pour tous les Etats, y compris l'Italie. Il est vrai que l'article 12 de l'arrangement a sanctionné une mesure qui était depuis quelque temps en préparation en Italie et qui, sous forme de décret royal en date du 4 août 1893, autorisait l'émission de bons de caisse inférieurs à cinq francs. Mais il a été stipulé que cette émission devrait avoir toujours pour contre-partie et pour gage l'immobilisation d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent, en sorte, qu'en fait, le montant total du contingent attribué à l'Italie ne se trouve pas augmenté. Cette mesure aurait eu une portée différente, si l'on avait exécuté la partie de ce décret royal qui autorisait l'immobilisation d'or ou de pièces de cinq francs d'argent comme gage de l'émission de ces petits bons de monnaie. Les délégations de tous les autres Etats ont pris nettement position contre cette partie du décret qu'elles ont déclarée contraire au sens et à l'esprit de la convention monétaire, et la délégation italienne a annoncé que son gouvernement avait résolu de n'immobiliser que des monnaies divisionnaires, comme contre-partie des bons de caisse émis depuis la fin d'octobre de cette année. D'une façon générale, le but du gouvernement italien a été, en émettant ces petits bons de caisse, de remédier à la difficulté d'opérer en espèces les petits paiements ; on peut donc admettre que ce gouvernement les retirera, après que l'arrangement aura reçu son exécution et aussitôt que l'Italie, rentrée en possession de sa monnaie divisionnaire, pourra la faire circuler de nouveau à l'intérieur et l'y maintenir.

Il n'est pas impossible de supposer que, même après l'exécution de l'ar-

rangement, et malgré la fermeture des caisses publiques des autres Etats aux monnaies divisionnaires italiennes d'argent, celles-ci ne réussissent néanmoins à se glisser encore dans la circulation des Etats voisins, surtout dans la région frontière. Pour tenter d'obvier à cet inconvénient, l'article 14 a donné aux autres Etats le droit de prohiber l'importation de ces monnaies et l'article 15 a donné à l'Italie le droit de prohiber leur exportation et cela dès le jour de la promulgation de l'arrangement.

Par l'article 16, on a maintenu les stipulations antérieures de la convention de 1885 relativement à la circulation de la monnaie divisionnaire des autres Etats, aussi bien entre ces Etats eux mêmes que vis-à-vis de l'Italie. Toutefois, chacun des quatre autres Etats aura le droit d'obtenir, dans les conditions stipulées par l'arrangement, le renvoi de celles de ses monnaies divisionnaires qui se trouveraient en Italie.

L'article 17 n'a pas exclu un retour des monnaies divisionnaires italiennes d'argent dans la circulation des quatre autres Etats, mais, pour ce retour au *statu quo ante*, il faudra le consentement unanime de tous les contractants.

Enfin, par l'article 18, l'Italie s'est obligée, dans le cas où la convention monétaire du 6 novembre 1885 viendrait à être dénoncée et où on devrait procéder à la liquidation de l'union, à reprendre *a posteriori* pendant une année, conformément à l'article 7 de la convention précitée, celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui pourraient encore se trouver dans les autres Etats. L'Italie pourra néanmoins, pendant cette période, continuer à prohiber la sortie de son territoire des monnaies divisionnaires.

Nous croyons devoir vous recommander vivement l'adoption de cet arrangement par lequel, comme on voit, l'Italie s'oblige à reprendre, contre remboursement, moitié au moins en or et moitié en traites, ses monnaies divisionnaires circulant en Suisse, évaluées de 18 à 25 millions et qui représentent une valeur métallique de 9 à 12 millions 1/2 de francs.

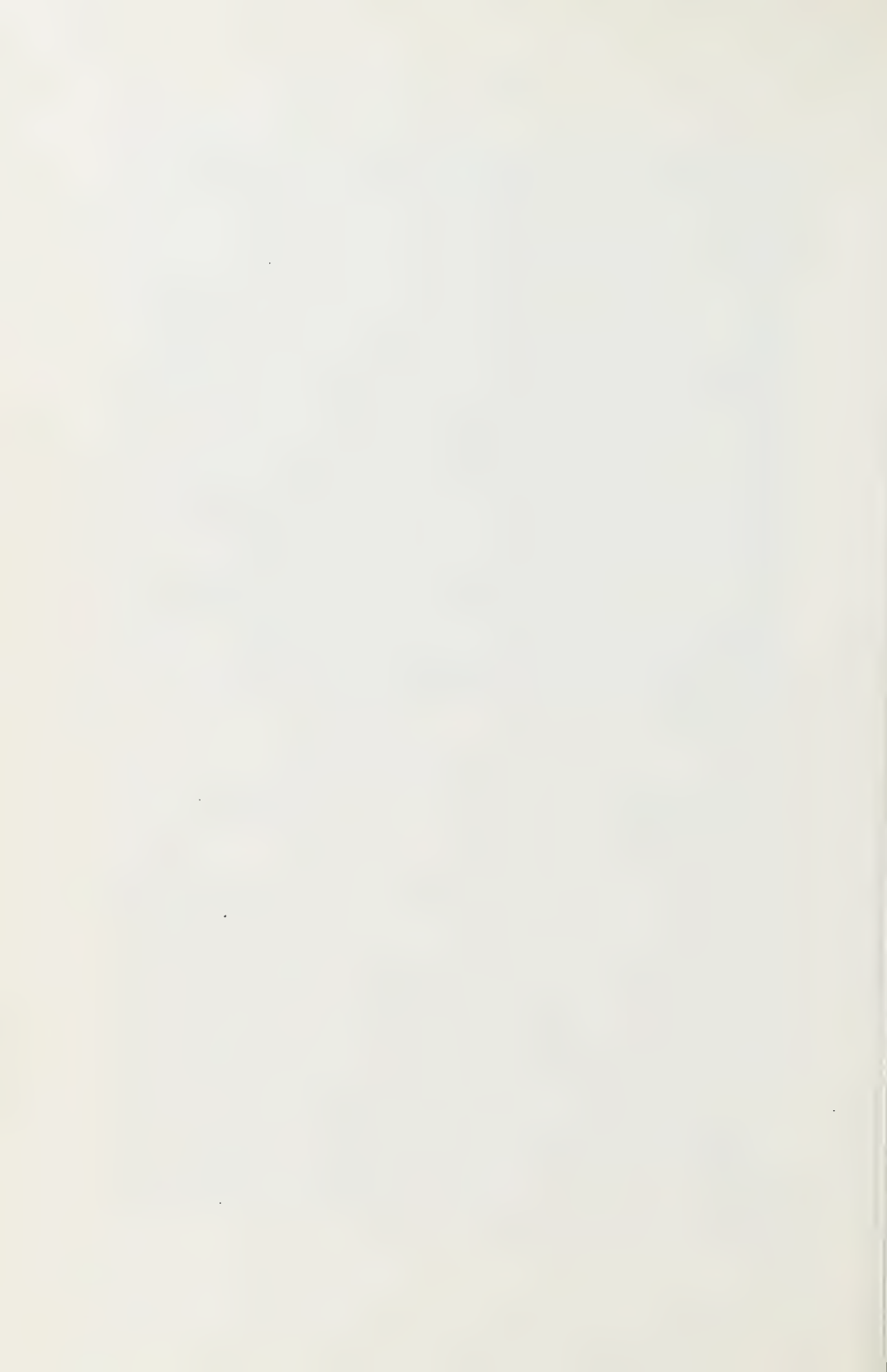
Nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 28 novembre 1893.

Au nom du conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,
SCHENK.

Le chancelier de la Confédération,
RINGIER.



DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES D'ÉGYPTE

(Suite et fin.) (1)

XV

ABOLITION DÉFINITIVE DE LA CORVÉE (1892)

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 13 janvier 1892.

Le Gouvernement égyptien voudrait inaugurer le règne d'Abbas par un dégrèvement et propose de réduire de moitié l'impôt du sel et d'abandonner la taxe votée par l'Assemblée générale pour la suppression totale de la corvée. Il serait nécessaire, pour atteindre ce résultat, d'être autorisé à majorer le budget des dépenses administratives d'une somme de 150,000 livres. Le consentement des Puissances n'est pas indispensable pour la réduction de l'impôt du sel.

Notre acceptation produirait un excellent effet, à la condition toutefois que nous ne la donnerions qu'en échange de l'abolition de l'impôt des patentes, qui frappe les Européens et les indigènes des villes, c'est-à-dire la partie dirigeante de la population. Dans ce cas, il faudrait accorder sur les économies les 150,000 livres représentant le revenu dudit impôt.

Le Ministre des Affaires étrangères du Khédive désirerait avoir aussitôt que possible notre réponse.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 14 janvier 1892.

Je suis disposé à autoriser le Gouvernement égyptien à prélever sur ses disponibilités les 150,000 livres nécessaires pour un dégrèvement de l'impôt du sel et l'abandon de la taxe votée en vue de l'abolition totale de la corvée, et à augmenter d'une somme égale le budget des dépenses administratives.

Quant à l'emploi, intégral ou partiel, des économies de la conversion, c'est là, vous le savez, et le Gouvernement khédivial ne l'ignore pas, une

(1) V. *Archives*, 1893, IV, 17-126, 257-316 ; 1894, I, 49-102, 141-200.

question liée, dans notre pensée, à tout un ensemble de considérations de politique générale qui ne nous permettent pas, dans les circonstances actuelles, de sortir de la réserve qu'elles nous ont imposée jusqu'à ce jour.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 janvier 1892.

Il est nécessaire, je le comprends, de conserver intact l'emploi des économies ; c'est la thèse que je n'ai cessé de soutenir. Néanmoins, je m'efforcerai d'obtenir l'abolition de l'impôt des patentes dont je n'ai encore entretenu personne. La seule concession que l'on nous demande, c'est l'augmentation du budget administratif.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 janvier 1892.

Je suis heureux de vous soumettre la combinaison suivante que le Gouvernement égyptien est disposé à accepter :

Le budget des dépenses administratives serait augmenté, à partir de l'année 1891, dans les conditions acceptées par votre dépêche du 14 janvier.

J'ai obtenu que cette augmentation prendrait fin lorsque le Trésor khédivial sera libéré du paiement des intérêts des actions du canal de Suez, c'est-à-dire, au plus tard, dans trois ans.

Le Gouvernement khédivial, en échange de cette concession temporaire, consent à abolir le droit de patente.

La suppression de cet impôt faisant subir au Gouvernement égyptien une perte de 25,000 livres, il en serait compensé par un prélèvement égal dans la répartition des excédents d'exercices.

Les avantages de cette proposition paraissent évidents. Au point de vue financier, elle n'est que peu onéreuse, puisque l'augmentation de 150,000 livres prend fin dans trois ans et que le prélèvement de 25,000 livres sera seul définitif.

La suppression de la taxe des patentes, très impopulaire aux yeux des contribuables, notamment des colons européens, et dont l'application cause les plus sérieux embarras, sera fort appréciée.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 20 janvier 1892.

J'approuve la combinaison que vous indiquez et je suis heureux de constater le résultat très satisfaisant obtenu par vous.

A. RIBOT.

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 25 janvier 1892.

J'ai donné mon assentiment au décret relatif à la suppression définitive de la corvée, à l'abolition de l'impôt des patentes et à la diminution de l'impôt du sel dans les conditions que je vous ai indiquées le 20 de ce mois.

Toutes les Puissances ont également adhéré.

REVERSEAUX.

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 25 janvier 1892.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence le décret qui vient d'être approuvé par toutes les Puissances et qui stipule :

- 1^o La suppression de la corvée dans toute l'Égypte ;
- 2^o La renonciation à la taxe spéciale prévue par le décret du 19 décembre 1889 ;
- 3^o La diminution de 25 0/0 sur le prix de vente du sel ordinaire.

Le tout compensé par une augmentation de 150,000 livres au budget des dépenses administratives annuelles du Gouvernement à partir de l'année 1891, et jusqu'à l'expiration de la période grevée de la charge budgétaire de L. E. 193,858 pour les intérêts des actions du Canal de Suez appartenant au Gouvernement britannique, c'est à-dire en 1895 au plus tard ;

4^o L'abolition, à partir du 1^{er} février 1892, de l'impôt des patentes institué par le décret du 8 mars 1891, moyennant la majoration d'une somme annuelle de L. E. 25,000 sur la part des excédents revenant au Gouvernement lors du règlement de compte de ces excédents avec la Caisse de la Dette publique ;

5^o Enfin l'attribution à la Commission municipale d'Alexandrie de la totalité des recettes de son octroi, qui figure jusqu'à ce jour dans les comptes du Gouvernement.

Les quatre premières de ces dispositions ne sont que la consécration de l'Arrangement que je vous ai soumis par mes dernières dépêches, et auquel vous avez donné votre assentiment.

Quant à la cinquième, c'est moi qui en ai demandé l'insertion. Dans le décret qui a créé la municipalité d'Alexandrie, la moitié des octrois de cette ville était attribuée à la nouvelle institution. Un récent décret du 14 décembre 1891 lui avait concédé la seconde moitié. Bien que cette mesure entrât dans les vues du Département, j'ai tenu à ce que cette allocation fût ratifiée par les Puissances, afin qu'il fût bien établi qu'aucun revenu ne peut être, sans leur assentiment, distrait des produits budgétaires. J'espère que Votre Excellence voudra bien m'approuver d'avoir réclamé cette formalité.

REVERSEAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 25 JANVIER 1892.

Nous, Khédive d'Égypte,

Vu les décrets des 2 avril 1888, 14 juin et 19 décembre 1889 ;

Vu le décret du 26 août 1886 ;

Vu le décret du 8 mars 1891 ;

Vu les décrets des 5 janvier 1890 et 14 décembre 1891, avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres du 17 mars 1885 ;

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres,

Décrétons :

Article premier. — La corvée est et demeure supprimée dans toute l'Égypte.

Le gardiennage et la surveillance des digues et autres ouvrages, ainsi que les travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil, resteront seuls à la charge de la population ; le nombre de journées demandées de ce chef à la population sera indiqué dans un rapport que notre Ministre des Travaux publics nous adressera à la fin de chaque année ; ce rapport, qui sera inséré au *Journal officiel*, spécifiera en outre, pour ce qui concerne les travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil, les motifs à raison desquels il n'aura pas été possible de les faire exécuter moyennant rémunération.

Art. 2. — La taxe spéciale prévue par le décret du 19 décembre 1889 est définitivement abolie.

Art. 3. — A partir de l'année 1891 et jusqu'à l'expiration de la période grevée de la charge budgétaire de L. E. 193,858 pour les intérêts des actions du Canal de Suez appartenant au Gouvernement britannique, la somme de L. E. 5,237,000 à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives annuelles du Gouvernement, aux termes de l'art. 18 du décret du 27 juillet 1885, sera augmentée d'une somme annuelle maxima de L. E. 150,000 pour l'emploi indiqué à l'art. 4 du présent décret.

Art. 4. — La somme prévue à l'art. 3 ci-dessus sera employée, dans les conditions prescrites par le décret du 14 juin 1889, concurremment avec le crédit de L. E. 250,000 ouvert par ledit décret, aux travaux qui y sont spécifiés.

Art. 5. — A partir de la promulgation du présent décret, le prix de vente du sel ordinaire est fixé à 5 millièmes par kilogramme.

Art. 6. — A partir du 1^{er} janvier 1892, le droit de patente institué par le décret du 8 mars 1891 est supprimé. En compensation, lors du règlement du compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de L. E. 25,000.

Art. 7. — A partir du 1^{er} janvier 1892, les recettes de l'octroi d'Alexandrie ne figureront plus dans les comptes du Gouvernement et seront, en conformité du décret du 14 décembre 1891, attribuées dans leur intégralité à la Commission municipale de ladite ville, à charge par elle d'en assurer, par ses soins et à ses frais, le recouvrement.

Art. 8. — Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de _____, le _____

**Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France
au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 31 janvier 1892.

Abbas-Pacha vient d'annoncer à l'assemblée générale les dégrèvements qu'il entendait accorder à la population égyptienne à l'occasion de son avènement au Khédivat conformément au décret du 28 janvier. L'impression produite par les largesses khédiviales a été plus profonde encore qu'on ne pouvait l'espérer. Toute la population de l'Égypte, fellahs et habitants des villes, européens et indigènes, ont ensemble profité du récent décret. Je vois de tous côtés des témoignages de la satisfaction générale. Quant à

nous, nous avons bénéficié de l'ensemble des dégrèvements, aussi bien de l'abolition de la corvée et des patentes que de la diminution du prix du sel. C'est là un résultat très appréciable dont les conséquences seront d'augmenter considérablement ici le prestige et l'influence de notre Pays.

Plusieurs de nos Collègues sont venus me féliciter pour l'abolition de l'impôt des patentes et me remercier de mon action.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 4 février 1892.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre par laquelle vous m'avez fait parvenir le texte du décret khédivial sur la corvée, l'impôt du sel, les patentes et les octrois d'Alexandrie.

J'approuve les précautions que vous avez exigées en vue de faire ratifier par les Puissances la mesure prise par le Gouvernement égyptien et qui a attribué à la municipalité d'Alexandrie la totalité des recettes perçues par l'octroi de cette ville.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Londres, à Berlin, à Saint-Petersbourg, à Constantinople, près sa majesté le roi d'Italie, à Vienne et au ministre de France à Athènes.

Paris, le 11 février 1892.

Quelques jours après l'avènement d'Abbas-Pacha au Khédivat, le Gouvernement égyptien a conclu avec nous un Arrangement financier qui a reçu également l'approbation des autres Puissances et dont le but est d'abolir complètement la corvée en même temps que d'alléger certaines taxes impopulaires. D'après l'accord qui est intervenu, le budget des dépenses administratives de l'Égypte pourra être augmenté, à partir de 1891, d'une somme annuelle de 150,000 L. prélevée sur les disponibilités. Cette faculté, toutefois, n'est que temporaire et prendra fin lorsque le trésor khédivial cessera d'avoir à payer au Gouvernement britannique les intérêts des actions du Canal de Suez cédées à l'Angleterre par Ismaïl-Pacha, c'est-à-dire après 1893. A partir de cette époque, le chiffre de la nouvelle augmentation des dépenses administratives retombera à 25,000 L. La question de l'emploi des économies résultant de la conversion des dettes égyptiennes a d'ailleurs été soigneusement tenue par nous en dehors de ces pourparlers.

Les dégrèvements qui doivent avoir lieu auront pour résultat :

- 1^o De supprimer définitivement la corvée ;
- 2^o De réduire de moitié la taxe du sel ;
- 3^o De supprimer l'impôt des patentes qui soulevait une vive opposition de la part des Colonies étrangères en Égypte.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint (1), à titre d'information, copie d'un rapport par lequel l'Agent et Consul général de France au Caire m'a rendu compte de l'heureuse impression produite en Égypte par suite de notre intervention dans les pourparlers qui ont abouti à ces diverses réformes.

A. RIBOT.

(1) Voir la dépêche politique du Caire, en date du 31 janvier 1893.

XVI

POURPARLERS CONCERNANT L'ÉVACUATION (1890-1894)

Le Comte de Montebello, ambassadeur de la République Française à Constantinople, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 1^{er} mars 1890.

Le Grand Vizir m'a parlé de la question égyptienne dans deux entretiens qu'il a eus avec moi.

L'idée de renouveler avec le Cabinet de Londres les négociations rompues en 1887 remonte à trois mois environ; elle a été longuement étudiée et discutée entre la Porte et le Palais. Dans un récent Conseil des Ministres, un rapport fut rédigé et adressé au Sultan. La Porte y exposait l'urgente nécessité d'engager des pourparlers en vue de l'évacuation ainsi que d'une organisation plus normale de l'Égypte. Le rapport du Conseil des Ministres indiquait comme base d'une entente possible la Convention Wolff sauf la modification des points qui avaient soulevé l'opposition de la France et avaient causé le rejet de cette Convention.

Les conclusions du rapport ministériel viennent d'être approuvées par le Sultan.

Kiamil-Pacha m'a dit que c'est à Londres et par l'intermédiaire de Rustem Pacha qu'il compte entamer les pourparlers. Il m'a dit que rien n'avait été fait jusqu'ici, mais qu'il était impossible de différer davantage.

G. DE MONTEBELLO.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Jusserand, chargé d'affaires à Londres.

Paris, le 18 avril 1890.

Essad-Pacha qui est venu, il y a deux jours, m'entretenir des Affaires d'Égypte, m'a dit qu'il avait été chargé par son Gouvernement de demander à M. Spuller une déclaration écrite du Gouvernement français faisant suite à notre déclaration de 1887 et par laquelle nous autoriserions le Sultan à faire connaître à l'Angleterre, le cas échéant, que la France s'interdisait d'occuper la vallée du Nil après le départ des troupes britanniques. L'Ambassadeur de Turquie a ajouté que M. Spuller lui aurait promis d'examiner cette question. J'ai répondu que la France avait déclaré elle-même à l'Angleterre son intention formelle de ne pas occuper l'Égypte et qu'elle n'aurait aucune hésitation à renouveler cette déclaration.

A. RIBOT.

Le Comte de Montebello, ambassadeur de la République Française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 avril 1890.

J'ai eu, aujourd'hui, l'occasion de voir le Grand Vizir; je lui ai demandé s'il avait des nouvelles de Londres. Il m'a répondu affirmativement et n'a fait aucune difficulté pour me laisser connaître le sens de la dépêche qu'il a reçue de Rustem-Pacha. Celui-ci a eu, avant-hier, un long entretien avec Lord Salisbury. Sa Seigneurie a déclaré qu'elle ne pouvait pas donner de

réponse avant d'avoir étudié la question et de l'avoir soumise à l'examen de ses collègues. Il n'y aura pas de Conseil avant quelques jours. Lord Salisbury a dit incidemment qu'il regrettait que la ratification de la Convention Drummond-Wolff n'eût pu avoir lieu. Il a ajouté que le moment actuel ne lui paraissait pas très opportun, parce que des négociations sont pendantes à Paris pour la conversion de la dette égyptienne et que toute allusion à un projet d'évacuation empêcherait la conversion de se faire dans des conditions favorables.

G. DE MONTEBELLO.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 29 avril 1890.

Je viens de voir Lord Salisbury. Il m'a dit qu'il n'était pas près de s'entendre avec Rustem-Pacha. « Que vous propose-t-il ? » — « Je ne puis vous le dire nettement, mais sa proposition ne s'éloigne pas beaucoup de la Convention Wolff. » J'ai alors dit à Lord Salisbury que je tenais à lui affirmer que j'avais trouvé chez vous un désir marqué d'arriver à une entente avec l'Angleterre sur les Affaires d'Égypte, s'il était possible de le faire à des conditions honorables pour les deux pays, et je lui ai demandé sur quel terrain il entendait se maintenir aujourd'hui.

Il m'a répondu que la Convention Wolff était un minimum qu'il avait eu quelque peine à faire accepter par ses collègues. Il s'est étendu sur la prospérité actuelle de l'Égypte, résultat de l'Administration anglaise.

En somme, la situation reste la même, et Lord Salisbury affirme ne rien vouloir accepter de moins que la Convention D. Wolff. Il ne m'a d'ailleurs rien dit de nature à fermer la porte aux négociations.

WADDINGTON.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République Française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Péra le 30 mai 1890.

Le Sultan vient de me faire faire la communication suivante :

On donne à croire au Gouvernement ottoman que, lorsque l'Angleterre évacuera l'Égypte, la France a l'intention de l'occuper. Cette intention sert de prétexte à l'Angleterre pour déclarer qu'elle ne saurait entourer de trop de garanties son départ éventuel et pour insister notamment sur les conditions auxquelles elle subordonne l'ouverture des négociations. D'après elle, il importe de prendre toutes les précautions nécessaires pour soustraire l'Égypte aux visées de la France.

Sans attacher à ces allégations plus d'importance qu'il ne convient, le Sultan demande si je ne suis pas en mesure de les démentir formellement.

G. DE MONTEBELLO.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 31 mai 1890.

Essad-Pacha a eu, de son côté, l'occasion de me signaler les préoccupations de Sa Majesté dont vous venez de me faire part.

Nous n'avons pas hésité, en 1886, à donner à Habbul Hamid l'assurance formelle que nous n'avions pas l'intention d'occuper l'Égypte après le départ des troupes anglaises et que nous étions opposés à l'occupation de ce pays par une Puissance quelconque. Nous ne sommes pas moins désireux aujourd'hui de dissiper les inquiétudes qu'on a cherché de nouveau à éveiller à cet égard et vous voudrez bien confirmer expressément à Sa Majesté, par écrit s'il est nécessaire, que nous n'avons pas changé de manière de voir. Le jour où l'Angleterre, remplissant ses promesses, fixera elle-même une date pour l'évacuation dans les conditions nécessaires pour prémunir les Puissances contre toute surprise, nous prendrons volontiers, de notre côté, dans les termes les plus propres à donner satisfaction aux légitimes préoccupations du Sultan, l'engagement de ne point occuper l'Égypte. Nous n'avons aucun motif de faire mystère de nos dispositions.

A. RIBOT.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 13 août 1890.

L'Ambassadeur de Turquie m'a parlé hier de l'Égypte. Il a reçu du premier Ministre à ce sujet une réponse peu satisfaisante. Le Gouvernement Anglais se refuse à évacuer la vallée du Nil, pour le moment du moins ; il ne saurait actuellement préciser l'époque où il pourra donner sur ce point satisfaction à la Turquie. Il craindrait fort que le rappel des troupes anglaises ne mit fin à la situation si prospère dont jouit actuellement l'Égypte, ne ramènât le trouble dans ses finances et ne compromit en un mot l'avenir.

WADDINGTON.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République Française à Constantinople.

Paris, le 20 juillet 1891.

Je vous autorise à faire savoir à la Porte que nous n'avons, en principe, aucune objection à ce que le Gouvernement ottoman poursuive la négociation engagée à Londres, en vue de l'évacuation de l'Égypte.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon, ambassadeur de la République Française à Constantinople.

Paris, le 28 décembre 1891.

Vous pouvez faire savoir au Sultan que vous avez lieu de penser que tout projet concernant l'Égypte ne rencontrera pas d'opposition de notre part, si l'arrangement contient une clause limitant formellement à un délai raisonnable la faculté pour les Anglais de rentrer en Égypte dans certaines éventualités.

A. RIBOT.

M. Cambon, ambassadeur de la République Française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 8 février 1892

Des instructions ont été adressées à l'Ambassadeur de Turquie à Londres, pour qu'il reprenne avec Lord Salisbury les négociations concernant l'Égypte.

P. CAMBON.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 18 février 1892.

Sir William Harcourt, le chef de l'opposition, au cours de la discussion de l'adresse, a passé sous silence la question d'Égypte. M. Balfour, le « leader » de la majorité, a pris acte de ce silence et en a tiré la conclusion que l'opposition approuvait, sur ce point, la conduite du Gouvernement.

M. Chamberlain, le chef des libéraux-unionistes, n'a pas voulu se contenter du silence de sir William Harcourt; aussi, dans la suite de la discussion, a-t-il mis M. John Morley formellement en cause, et l'a sommé de s'expliquer catégoriquement sur la question d'Égypte; il a accusé MM. Gladstone et Morley d'avoir demandé en termes plus ou moins explicites l'évacuation de l'Égypte à bref délai et d'avoir, par là, créé un embarras au Gouvernement.

M. Morley a répondu qu'il était loin d'avoir demandé un changement subit et radical de la politique anglaise, telle qu'elle a été définie par sir Henry Drummond-Wolff, plénipotentiaire de la Reine à Constantinople, dans une dépêche à Lord Salisbury en date du 26 mai 1887, dépêche, a-t-il ajouté, qui était ainsi conçue et dont les termes recurent alors l'approbation du premier Ministre (1) :

« Le Gouvernement de Sa Majesté a démenti toute intention d'annexer l'Égypte ou d'y établir un protectorat. Plus d'une fois, on a suggéré que l'Angleterre devait prendre l'Égypte à titre permanent. Mais, ç'aurait été la violation de la politique traditionnelle de l'Angleterre, la violation de ses engagements envers le Sultan et la violation du droit international. Ç'aurait été exposer l'Angleterre, en temps de paix, à des jalousies et à des dangers continuels et, en temps de guerre, lui imposer de perpétuels sacrifices ». Après avoir cité cette dépêche, M. Morley a ajouté : « J'ai dit que, par l'occupation persistante et indéfinie de l'Égypte, l'Angleterre se met dans la position d'être toujours vulnérable et s'expose toujours à être entraînée dans le tourbillon d'une guerre européenne. Quelle différence y a-t-il entre le langage que j'ai tenu et les termes de cette dépêche ? »

Ainsi, tout en repoussant toute idée d'évacuation immédiate, M. Morley s'est appuyé sur la dépêche à Lord Salisbury pour établir que, des deux côtés de la Chambre, on désirait tendre à l'évacuation et respecter les engagements pris par l'Angleterre.

WADDINGTON.

(1) Voir *Blue Book* anglais, *Egypte*, 1887, n° 7, p. 61, 62.

M. Cambon, ambassadeur de la République Française à Constantinople, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Thérépia, le 29 juillet 1892.

Le Ministre des affaires étrangères m'a dit, aujourd'hui, que Rustem-Pacha, absent en vertu d'un congé, avait reçu l'ordre de retourner à Londres pour reprendre avec Lord Salisbury les négociations au sujet de l'Égypte.

P. CAMBON.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 1^{er} novembre 1892.

Lors de mon dernier passage à Paris, vous m'avez invité à sonder, à la première occasion, les intentions de M. Gladstone au sujet de l'Égypte. Au cours d'une longue visite que je lui ai faite aujourd'hui, je lui ai demandé s'il serait disposé à reprendre la conversation, interrompue depuis assez longtemps, sur les affaires d'Égypte. — « Sur quelles bases ? » me répondit-il immédiatement. Je lui dis que nous n'en étions pas là ; qu'il s'agissait seulement de savoir s'il était prêt à aborder la question dans un esprit amical et à échanger ses vues avec le Gouvernement de la République. Il me répondit avec une certaine vivacité qu'il avait toujours amèrement regretté l'échec des négociations qui eurent lieu en 1884 entre Lord Granville et moi, négociations qui avaient abouti à un accord sur la question politique, mais qui avaient échoué sur les arrangements financiers. Il ajouta que la question était trop importante pour qu'il pût me répondre sans avoir consulté ses collègues, mais qu'il ne tarderait pas à me faire savoir le parti auquel il s'arrêterait.

Je vous rappelle que, selon moi, l'idée acceptée en 1884 était la neutralisation de l'Égypte ; celle qui a prévalu depuis à Londres est formulée dans le projet de convention Drummond-Wolff.

WADDINGTON.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres le 1^{er} avril 1893.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le dernier document relatif aux affaires d'Égypte publié par le Gouvernement Britannique.

Ainsi que vous le verrez, Lord Rosebery insiste dans une dépêche adressée à Lord Cromer sur la nécessité de maintenir pour le moment, avec l'occupation, le contrôle politique de l'Angleterre auquel le Khédive avait tenté de se soustraire.

D'autre part, le Secrétaire d'Etat de la Reine affirme à nouveau le caractère temporaire de l'occupation et la volonté de l'Angleterre de chercher, d'accord avec la Porte et les Puissances, la solution de la question d'Égypte.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES DU 1^{er} AVRIL 1893

Le comte Rosebery à lord Cromer.

(Traduction.)

Foreign-Office, 16 février 1893.

Mylord,

Les événements survenus récemment en Egypte me mettent dans la nécessité de vous faire connaître les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur la politique à suivre en présence de la nouvelle situation qui résulte de la manière d'agir inattendue de S. A. le Khédive.

Son Altesse, sans avoir pris, comme il était d'usage sous le règne de son regretté père, l'avis préalable du Représentant anglais, regardé jusqu'ici comme indispensable, a fait savoir qu'il avait congédié quatre de ses Ministres, y compris le Président du Conseil, et qu'il avait choisi en leurs lieu et place quatre nouveaux dignitaires, dont l'un tout au moins, nommé à la plus haute fonction, ne semblait pas désigné pour occuper cette situation vu son opposition à la politique de réforme introduite en Egypte au cours de l'occupation anglaise.

Il serait malaisé et probablement de peu d'intérêt de rechercher jusqu'à quel point cette décision était due à une impulsion personnelle seule ou si elle n'avait pas été suggérée et provoquée par d'autres; mais il est évident qu'elle était de nature à apporter un changement radical et subit dans les rapports qui ont existé entre les Gouvernements Anglais et Egyptien pendant les dix dernières années et qu'elle changeait la condition de notre occupation et de notre intervention primitive.

Etant intervenus et seuls intervenus, non de notre propre mouvement, mais par suite du refus ou de l'abstention des autres Puissances, nous décidâmes que notre intervention ne demeurerait pas stérile, mais que nous établirions sur des bases stables la justice, l'ordre et la bonne administration.

La tâche entreprise par le Gouvernement de Sa Majesté pour parvenir à ce but a été tracée dans la dépêche circulaire de Lord Granville en date du 3 janvier 1883, qui annonçait à la Sublime Porte et aux grandes Puissances les points sur lesquels ses efforts seraient dirigés.

Cette dépêche commençait par établir que « la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement de Sa Majesté par rapport à S. A. le Khédive, lui impose le devoir de donner des avis afin d'assurer aux institutions nouvelles un caractère satisfaisant et la possession des éléments de stabilité et de progrès ».

Aucune objection ne fut élevée contre cette décision du Gouvernement de Sa Majesté, ni par la Sublime Porte, ni par aucune autre Puissance. Si le Gouvernement de Sa Majesté eût agi de toute autre façon et se fut immédiatement retiré après la bataille de Tel-el-Kebir, il eût laissé l'Egypte dans une situation pire que celle dans laquelle il l'avait trouvée, il aurait en outre été responsable du sang versé à la légère et sans utilité.

Il était donc nécessaire de donner à l'administration de nouvelles bases et de diriger la nouvelle administration au moyen d'avis autorisés. C'est ce que Lord Granville a clairement expliqué dans une dépêche en date du 4 janvier 1884, conçue en ces termes :

« J'ai à peine besoin de vous faire remarquer que pour les questions importantes où l'administration et la sûreté de l'Egypte sont en jeu, il est indispensable que le Gouvernement de Sa Majesté soit assuré, aussi longtemps que durera l'occupation provisoire du pays par les troupes anglaises, qu'après avoir pris en considération les désirs du Gouvernement égyptien, les conseils qu'il pourra donner au Khédive soient écoutés.

« Il faudrait montrer aux Ministres Egyptiens et aux Gouverneurs de provinces que la responsabilité qui, pour le moment, incombe à l'Angleterre, oblige le Gouvernement de Sa Majesté à insister sur l'adoption de la politique qu'il

« recommande et que ces Ministres et Gouverneurs devront cesser d'occuper leurs fonctions lorsqu'ils ne la suivront pas. »

Le Gouvernement Egyptien acquiesça à cette déclaration.

Mais en vérité, même si ces explications n'avaient pas été données, il était clair que dans notre situation le plus simple bon sens nous dictait cette ligne de conduite. Autrement nos soldats ne seraient que de simples factionnaires destinés à protéger une politique, peut-être hostile, dont nous ne serions que les spectateurs oisifs, et le drapeau britannique ne servirait qu'à couvrir une administration probablement pas meilleure, peut-être même pire que celle pour la réforme de laquelle nous sommes intervenus.

Il serait à peine possible de concevoir une situation plus inconséquente et plus ridicule.

Du vivant de feu le Khédive, qui avait beaucoup appris et souffert, l'avis du Gouvernement de Sa Majesté était toujours au service de Son Altesse. Loin d'être importun, il laissait à Son Altesse toute l'initiative possible, il n'était jamais offert sans nécessité et était généralement suivi avec reconnaissance. Il est, en effet, essentiellement désirable qu'au cours d'une semblable intervention, il soit tenu aussi compte que possible des susceptibilités du Prince et de ses Ministres et que celle-ci consiste en fait dans une direction discrète et non dans une immixtion publique. Le Gouvernement de Sa Majesté a passionnément à cœur de suivre la même conduite avec le souverain actuel, et bien qu'il ait pour le moment été trompé dans son attente, il a assez de confiance dans les assurances et dans l'habileté politique du Prince pour espérer que les incidents récents ne se représenteront pas.

Il était évident que le renvoi arbitraire des Ministres sans cause suffisante et le choix également arbitraire de ceux destinés à les remplacer, si l'on met de côté pour l'instant la question de capacité et les dispositions de ceux qui ont été ainsi choisis, annonçaient un régime sous l'empire duquel il aurait fallu désespérer de voir s'effectuer de sérieux progrès dans le sens d'une réelle stabilité gouvernementale.

Si le premier Ministre et les Directeurs d'autres importants départements pouvaient être congédiés sommairement, sans que l'on prit en considération les conseils de l'Angleterre, il n'y aurait plus aucun moyen d'empêcher le renvoi de tous les autres fonctionnaires, européens ou indigènes, qui n'auraient pas la bonne fortune de partager les idées du moment, ou dont la retraite pourrait fournir une occasion favorable à l'établissement du pouvoir absolu.

Il n'est pas exagéré de dire que, dans ces circonstances, l'édifice entier, si péniblement élevé pendant ces dix dernières années, aurait été à la merci du caprice et de l'intrigue et que la ruine en eût été rapide et inévitable.

Outre cela, le caractère de ces nouvelles nominations, ou tout au moins de la principale, ne permettait raisonnablement pas de conserver l'espoir que le ministère accepterait de travailler de bon gré et d'un commun accord au maintien et à la consolidation de ces institutions, au moyen desquelles on espère voir un jour l'Egypte heureusement gouvernée sans le secours de l'étranger.

Avec un semblable état de choses et un Gouvernement pareillement composé, il ne pouvait y avoir aucune garantie que l'œuvre de réforme pût progresser, même pendant l'occupation anglaise, et encore moins que, lors du retrait des troupes anglaises, l'administration pût éviter une prompte rechute dans les criants abus des temps passés.

Ainsi donc, à aucun point de vue, le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait accepter les procédés du Khédive. Vous aviez reçu pour instruction de protester de toutes vos forces contre sa manière d'agir, et cette protestation, si on n'en avait tenu aucun compte, aurait eu de plus graves et de plus sérieuses conséquences. Heureusement les choses en demeurèrent là, grâce à la sage et opportune rétractation de Son Altesse; le Gouvernement de Sa Majesté convint alors avec Votre Seigneurie qu'il n'y avait point lieu d'insister plus qu'il n'était strictement nécessaire sur cette affaire, qui forcément ne pouvait tendre, jusqu'à un

certain point, qu'à diminuer l'autorité personnelle du Khédive, autorité que le Gouvernement de Sa Majesté tient à cœur de soutenir autant qu'il est en son pouvoir et que cela est compatible avec d'autres questions d'une non moindre importance.

La situation ne présente donc plus de gravité immédiate, mais au cours de la crise, certains symptômes s'étaient déclarés qui exigèrent alors des précautions particulières et ont donné lieu à quelque inquiétude pour l'avenir.

Il est évident que la situation dans laquelle le Gouvernement de Sa Majesté se trouvait différait sensiblement de celle qu'il occupait précédemment. Il avait eu jusqu'ici avec lui le Khédive, le souverain de l'Égypte, travaillant de concert avec les Agents anglais, il n'avait donc pas été nécessaire d'établir très exactement quelle était la situation du Khédive en face de l'occupation anglaise. Le principe formulé dans la dépêche de Lord Granville en date du 4 janvier 1884, à savoir : « qu'après avoir pris en considération les désirs du Gouvernement « Égyptien, les conseils que le Gouvernement de Sa Majesté croira de son devoir « de donner au Khédive devront être suivis aussi longtemps que durera l'occu-
« pation du pays par les troupes anglaises », avait été accepté sans objection ni réserve. Il n'y avait donc pas eu lieu de prendre de mesures pour le faire reconnaître, ni même de songer à ce qu'auraient pu être ces mesures. Et pourtant, ce principe a été pour la première fois mis en question, et, pour un moment, ouvertement repoussé par le Khédive actuel.

L'entreprise a été abandonnée, Son Altesse a promis solennellement qu'elle ne se renouvellerait pas ; mais il ne serait pas prudent de croire d'une manière trop positive que toute perspective d'embarras futur soit par là même à jamais écartée.

Si de nouvelles difficultés s'élevaient, il pourrait advenir que les conditions de l'occupation anglaise fussent modifiées, et nous aurions alors à nous demander si, les circonstances n'étant plus les mêmes, il ne conviendrait pas de modifier notre politique en conséquence, si l'occupation devrait être maintenue contre le gré, à ce qu'il paraîtrait, d'une grande partie de la population, et s'il ne serait pas préférable de la faire cesser.

A cette éventualité cependant, plusieurs considérations élémentaires s'opposent.

Tout d'abord, il faut considérer les intérêts importants ainsi que la sûreté de la nombreuse colonie européenne qui vit en Égypte. En second lieu, il n'est pas absolument prouvé que le sentiment réel, même de la population indigène, soit tout autre qu'un sentiment d'amitié et de reconnaissance, bien qu'il soit difficile d'en obtenir sur ce point l'expression publique et définitive. Il ne serait pas juste ni convenable que la politique de ce pays, fondée sur des considérations d'une importance durable, fût modifiée sous l'influence des menées de personnalités remuantes ou de l'agitation passagère de certains milieux. Troisièmement, il semble qu'il nous soit absolument impossible, à la moindre apparition de difficultés, d'abandonner une tâche publiquement entreprise dans l'intérêt général de l'Europe et de la civilisation, et de renoncer à bénéficier des résultats acquis par dix années d'heureux efforts pour l'accomplir. Quatrièmement enfin, le retrait des troupes anglaises dans de pareilles circonstances amènerait, trop probablement, un retour rapide aux anciens systèmes d'administration défectueux et remplis d'abus ; il serait suivi d'un retour à l'état de confusion qui nécessiterait, dans des circonstances encore plus difficiles, une nouvelle intervention dont il n'y a pas lieu de discuter aujourd'hui la forme particulière qu'elle pourrait revêtir.

Toutes ces considérations nous amènent à conclure que, pour l'instant, il n'y a qu'un but à poursuivre, à savoir : maintenir l'édifice administratif, qui a été élevé sous notre direction, et poursuivre l'œuvre d'édification, sans presse mais sans interruption, d'un système administratif et judiciaire, qui puisse constituer une garantie valable de la prospérité future de l'Égypte.

Des circonstances, de la nature de celles que j'ai indiquées, pourront, en

vérité, se présenter, qui amènent à considérer comme utile une entente nouvelle avec la Sublime Porte et les Puissances européennes.

Il serait inutile de discuter en ce moment les propositions que, dans ce cas, il serait désirable de présenter, de même que d'essayer d'en prévoir les résultats. Mais on peut au moins affirmer ceci avec certitude : c'est que l'Égypte ne pourrait, en aucune façon, être déchargée du contrôle européen et que celui-ci pourrait peut-être recevoir une application beaucoup plus étroite et plus ferme que celle qui est en vigueur actuellement. L'éventualité n'est pas immédiate, mais nous sommes obligés de l'envisager d'une façon plus nette par suite des récents événements. D'autre part, il est impossible de ne pas voir combien ces événements portent une sérieuse atteinte au maintien de l'ordre, de la justice et de la bonne administration, que le Gouvernement de Sa Majesté a toujours déclaré et que le Sultan et les Puissances européennes ont également reconnu être la condition préalable du retrait des troupes anglaises de l'Égypte.

Je suis, etc.

ROSEBERRY.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française, à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 2 mai 1893.

Sir Charles Dilke a prononcé hier un long discours à la Chambre des Communes pour demander au Gouvernement si le moment n'était pas venu d'évacuer l'Égypte. M. Gladstone lui a répondu, et après plusieurs autres discours, la proposition de Sir Ch. Dilke a été rejetée. La plupart des membres du Parlement étaient présents et sauf Lord Rosebery, membre de la Chambre des Lords, tous les ministres étaient à leur banc.

Sir Ch. Dilke a parlé pendant près d'une heure et demie, et, à part quelques interruptions sans importance, il a été écouté avec la plus grande attention et son discours a été très applaudi par le parti libéral. Il a fait avec une grande clarté l'exposé de toute la question, et a rappelé les déclarations des Ministères qui se sont succédé au pouvoir, déclarations d'après lesquelles l'Angleterre n'a jamais eu l'intention d'annexer l'Égypte. Il a insisté principalement sur les deux points suivants : l'Angleterre a contracté, au moment de l'occupation, l'engagement solennel vis-à-vis des grandes Puissances d'évacuer l'Égypte quand ce pays serait en état de se gouverner lui-même ; l'occupation de l'Égypte est une grosse charge pour l'Angleterre et constituera un danger au moment d'une guerre européenne. Ces engagements, il faut les tenir, et il a demandé si on ne pourrait pas en revenir simplement à la convention Drummond-Wolff, ou réunir une conférence européenne qui déciderait de la question.

M. Gladstone a répondu. Son discours, qui a duré trois quarts d'heure, a été fréquemment applaudi par les membres de l'opposition. Il a commencé par rendre hommage au talent oratoire de Sir Ch. Dilke et, entrant de suite dans le vif du débat, il a déclaré que les circonstances étaient inopportunes pour demander l'évacuation. L'œuvre de l'Angleterre n'est pas achevée en Égypte, a-t-il dit, et bien que les résultats acquis soient considérables, les événements du mois de janvier qui ont nécessité le renforcement des troupes anglaises prouvent que le maintien de l'occupation est nécessaire. Le cabinet libéral, pas plus que celui qui l'a précédé, ne nie les engagements qui ont été pris, mais il est impossible de fixer une date pour l'évacuation. M. Gladstone a parlé incidemment de la démarche que j'ai faite, au mois de novembre dernier, pour lui demander si les négocia-

tions relatives à l'évacuation de l'Égypte ne pourraient pas être reprises, et de la démarche analogue qui avait été faite par l'Ambassadeur de Turquie, et il a dit que le Gouvernement de la Reine y avait répondu en exprimant le désir d'examiner dans l'esprit le plus amical les propositions que nous aurions à lui faire.

MM. Labouchère, le docteur Clark, M. Morton et M. Burnie ont parlé en faveur de l'évacuation, tandis que Sir J. Goldsmid et Sir R. Temple s'y sont opposés. Le motion de Sir Ch. Dilke a été repoussée sans division.

WADDINGTON.

M. Waddington, ambassadeur de la République Française à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 5 mai 1893.

Au cours des visites d'adieu que je faisais ce moment, j'ai eu un long entretien avec M. Gladstone qui, spontanément, m'a parlé des affaires d'Égypte. Il a repris la thèse de son dernier discours à la Chambre des Communes en réponse à Sir Charles Dilke.

Il m'a d'abord dit qu'il ne pouvait reconnaître à la France un droit spécial de prendre en main les affaires d'Égypte qui concernaient au contraire toutes les grandes Puissances et il invoquait particulièrement le traité de Paris de 1856. Je l'ai immédiatement interrompu et je lui ai rappelé les événements qui se sont passés depuis et d'abord le Congrès de Berlin. « Lorsqu'en 1878, ai-je dit à M. Gladstone, la France a été invitée à participer aux travaux de ce congrès, j'ai posé comme condition préalable « que les affaires d'Égypte resteraient en dehors des délibérations de la « Haute Assemblée et seraient considérées comme concernant exclusive- « ment la France et l'Angleterre. Cette condition fut acceptée par le « prince de Bismarck au nom de l'Allemagne et par les autres Puissances « et ce ne fut qu'après que j'acceptai au nom de la France l'invitation au « Congrès.

« Ceci a été le point de départ du condominium anglo-français en Égypte, « qui a été négocié entre Lord Salisbury et moi à la fin de 1878. Ensuite, « lorsqu'est survenue la révolte d'Arabi, c'est encore à la France que « l'Angleterre s'est adressée pour réprimer en commun cette insurrection. « La France, il est vrai, n'a pas donné son concours; néanmoins en 1884 « et 1885, c'est encore avec la France que l'Angleterre négociait au sujet « de l'évacuation; si bien qu'un projet d'accord fut préparé à cette époque « par Lord Granville, ministre de M. Gladstone, et moi, fixant, moyennant « certaines conditions, l'évacuation au 1^{er} janvier 1888.

« Mais cette convention politique était liée à un arrangement financier « qui n'aboutit pas. Ainsi, à cette époque encore, la situation politique de « l'Égypte était considérée par le cabinet libéral comme une affaire à trai- « ter entre la France et l'Angleterre, tandis que les finances seules étaient « regardées comme du domaine de toutes les grandes Puissances. Sou- « vent, depuis sa retraite, Lord Granville m'a dit qu'un de ses plus grands « regrets était de n'avoir pu terminer avec moi l'affaire de l'évacuation de « l'Égypte et tarir ainsi une source permanente de discorde entre la France « et l'Angleterre. M. Childers, alors ministre des finances, m'a souvent « tenu le même langage. »

M. Gladstone qui m'a écouté attentivement, me demanda s'il existait des

documents concernant ces pourparlers. Je lui répliquai que les preuves écrites abondaient et qu'on les trouverait sûrement dans les archives du « Foreign Office ».

La conversation roula ensuite sur l'affirmation récemment faite par Sir Charles Dilke à la Chambre des Communes que la France accepterait maintenant la convention Drummond-Wolff. Je déclarai à M. Gladstone que la France ne pouvait pas l'accepter sans modifications, notamment en ce qui touche le droit illimité pour l'Angleterre de rentrer en Egypte après l'avoir évacuée, en cas de désordres graves.

Je lui fis observer que la reconnaissance de ce droit équivaldrait à l'admission d'une sorte de protectorat spécial et intermittent de l'Angleterre sur l'Egypte que nous ne pouvions accepter et j'ajoutai que, si ce droit était limité à un petit nombre d'années, il y aurait peut-être moyen de s'entendre.

WADDINGTON.

XVII

RÉORGANISATION DU SERVICE DES FOUILLES ET ANTIQUITÉS (1886-1893.)

**Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire,
à M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères à Paris.**

Le Caire, le 7 juin 1886.

M. Maspero ayant tenu à être relevé de ses fonctions pour des motifs qui sont connus de Votre Excellence, j'ai été assez heureux pour obtenir, en dépit de certaines compétitions, que M. Grébaut, directeur de notre mission archéologique au Caire, fût désigné pour lui succéder en qualité de directeur général des fouilles et des musées d'Egypte. Le décret qui maintient un Français dans ce poste important a été signé hier par le Khédive.

D'AUNAY.

**M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères à Paris, au comte
d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 15 juin 1886.

Vous m'annoncez la nomination de M. Grébaut au poste de directeur général des fouilles et des musées d'Egypte, en remplacement de M. Maspero qui a demandé à être relevé de ses fonctions.

Vous connaissez tout l'intérêt que nous portions au succès de cette candidature. Je vous sais gré d'avoir réussi à maintenir un de nos compatriotes à la tête de l'importante administration organisée par Mariette-Bey et que M. Maspero a dirigée après lui avec une si haute compétence.

Nous nous plaisons à voir dans le choix que le gouvernement khédivial vient de faire de M. Grébaut un nouveau gage du développement de la situation que la science française s'est acquise sur les bords du Nil.

C. DE FREYCINET.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 27 février 1890.

Je crois devoir vous signaler le danger qui menace la direction française du Musée des antiquités égyptiennes. La fondation en Angleterre de Sociétés pour les fouilles et la conservation des édifices antiques en Egypte constituait déjà une menace d'ingérence dans l'administration du Musée. Néanmoins, j'espérais que dans les circonstances actuelles, tout au moins, la situation de M. Grébaut serait respectée. Il venait de transporter l'immense matériel du Musée de Boulak au palais de Gizeh dans des conditions de célérité, de méthode et d'habileté qui faisaient autant d'honneur à ses qualités administratives qu'à son expérience scientifique. Je pensais qu'un tel résultat écarterait pour quel que temps toute opposition.

Cependant, divers membres du Comité consultatif, qui a pour mission de seconder le directeur du Musée de ses avis dans les questions les plus importantes d'ordre administratif, prenaient dernièrement l'initiative de proposer d'adjoindre à M. Grébaut un fonctionnaire anglais muni d'attributions de contrôle sur le fonctionnement du service et sur la comptabilité. M. Grébaut, président de ce Comité, déclarait que ce projet n'était nullement justifié à ses yeux et qu'il constituait, en outre, à l'adresse de son personnel, un blâme contre lequel il devait protester. On ne tint pas compte de ces objections et l'on rédigea pour le Conseil des ministres une note qui demandait la réalisation de ce projet.

M. Grébaut a adressé au Ministre des travaux publics, dont il relève, une lettre dont le but était de répondre aux imputations et aux conclusions de la note précitée. De mon côté, je m'adressai directement au Vice-Roi. J'insistai sur la détermination bien arrêtée de M. Grébaut de ne point se soumettre à la décision projetée. Je m'appliquai à faire ressortir que ce dernier, bien que fonctionnaire égyptien et, comme tel, tenu à l'obéissance, était également le délégué du Ministère de l'instruction publique, qu'il avait une glorieuse succession à défendre dans l'intérêt de l'Egypte comme dans celui de la France, et qu'enfin l'opinion de notre pays ne manquerait pas de s'émouvoir vivement de la nouvelle que nous allions être dépossédés d'une administration scientifique d'où la politique devrait rester écartée.

L. D'AUBIGNY.

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 28 février 1890.

Une question a été adressée, en Parlement, au Ministre relativement à certains dégâts qui seraient commis en Egypte dans des monuments présentant un grand intérêt historique. Des dépredations considérables auraient eu lieu dans les tombes de Beni-Hassan.

Le Gouvernement a promis de s'enquérir au sujet de ces faits et des moyens d'en prévenir le retour. Ce débat touchant à un service placé sous notre direction, il m'a paru utile de le signaler au Département.

WADDINGTON.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 15 mars 1890.

Le Khédive a fait surseoir à l'examen de la note relative au Musée des antiquités. La question n'est pas abandonnée, mais ajournée.

Je continuerai à agir sur le Khédive.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 22 mars 1890.

Le Département a signalé à mon attention une question adressée au Gouvernement de Sa Majesté Britannique par un membre de la Chambre des Communes au sujet de mutilations constatées dans les tombeaux de Beni-Hassan.

Les dégradations dont il s'agit étaient connues déjà du Directeur des Musées et du Service de conservation des antiquités dont la responsabilité a été indirectement mise en cause à la Chambre des Communes.

M. Grébaut vient de me remettre la note ci-jointe, dans laquelle il expose qu'à plusieurs reprises il s'est efforcé, mais en vain, d'établir sur les tombeaux de Beni-Hassan, comme sur d'autres constructions de l'ancienne Egypte, une surveillance efficace de son Administration.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 22 MARS 1890.

Note remise par M. Grébaut, directeur du Musée Ghizeh.

De récentes mutilations dans les tombeaux de Beni-Hassan appellent l'attention sur les moyens de conserver les monuments subsistants de l'ancienne Egypte.

Les fragments détachés des murs de Beni-Hassan ont été retrouvés dans le commerce à de très bas prix. Il est évident que les auteurs des dégradations sont des fellahs misérables qui ont employé ce moyen de réaliser un maigre profit.

Comme la plupart des tombes de l'Egypte, les hypogées de Beni-Hassan étaient gardés par la police provinciale. Le Musée a un corps d'inspecteurs chargés de visiter les antiquités et de faire des rapports sur leur état; il n'a pas de gardiens à demeure, sauf dans les localités les plus importantes (telles que Louqsor et Karnak) où vont les voyageurs.

Les antiquités gardées par le Musée sont bien protégées; il n'y a pas à y signaler la moindre dégradation. On ne saurait en dire toujours autant des localités qui se trouvent sous la sauvegarde de la police; les inspections y constatent de temps à autre des mutilations regrettables. Il faut reconnaître que la police se préoccupe moins des antiquités que des vivants. Si l'on veut sauver ce qui reste des tombeaux antiques méritant conservation, il est urgent que le Musée de Ghizeh ait assez de gardiens pour en poster à demeure dans tous les centres offrant un intérêt réel.

Tout récemment, à la suite des dégradations de Beni-Hassan, le Gouvernement égyptien a accordé au Musée un crédit supplémentaire de 13,000 francs (500 l. e.) pour se procurer des gardiens payés de 300 à 400 fr. par an. On ne peut qu'applaudir à la mesure, tout en regrettant qu'il ait fallu des mutilations semblables pour que les crédits nécessaires au Musée lui fussent ouverts.

Les monuments antiques (temples et tombeaux) dont Champollion a publié les notices, étaient peu respectés lorsque Mariette vint, à son tour, en Egypte. Depuis Champollion, on avait démoli des temples entiers pour se procurer des matériaux de construction. Les carriers exploitaient régulièrement les tombeaux.

Mariette réussit à arrêter les dévastations. Le Gouvernement égyptien rendit les moudirs (préfets) responsables. Les monuments antiques furent protégés au même titre que les édifices d'utilité publique.

Ce système économique a suffi pendant un temps. Mais le nombre des touristes en Egypte s'accroît tous les ans. Chacun veut emporter quelques souvenirs. Le commerce demande des antiquités, beaucoup d'antiquités. Quand le fellah n'en trouve pas, il n'est pas toujours habile pour en fabriquer; d'ailleurs, le voyageur veut des antiquités vraies. Le fellah sera donc de plus en plus tenté de dépecer les tombeaux éloignés des centres et où il ne rencontre aucun gardien. En quelques heures un bas-relief est détaché; les inspecteurs pourront bien passer plus tard; ils n'obtiendront pas même un indice sur les auteurs du vol.

Pour détourner les voyageurs d'acheter aux fellahs, et, par conséquent, d'encourager ceux-ci à piller les tombeaux, le Musée a créé une salle de vente où les touristes trouvent des antiquités vraies. Le moyen est bon, mais insuffisant, comme les inspections qui constatent une dégradation dont les auteurs restent inconnus. Il est nécessaire que le Musée ait la garde partout où la science est intéressée à la conservation des monuments.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères à Paris, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 27 mars 1890.

Le mouvement d'opinion qui se produit en ce moment à Londres, en ce qui concerne le service des fouilles et des antiquités d'Egypte, n'a été, en quelque sorte, que le corollaire d'incidents qui se sont produits récemment en Egypte et dont je crois utile de vous entretenir à titre confidentiel.

Vers le milieu du mois de février dernier, le Conseil des Ministres égyptiens, à l'instigation de certains fonctionnaires britanniques, a proposé au Khédive la désignation d'un Directeur adjoint, de nationalité anglaise, au Musée des antiquités égyptiennes. Tout en rendant justice au mérite personnel de M. Grébaut, qui a fait exécuter récemment, dans des conditions très satisfaisantes, le transfert des antiquités de Boulaq au palais de Ghizeh, le Ministre égyptien des travaux publics a motivé la demande par le fait que le Directeur général actuel serait surchargé de travail par le développement de la partie scientifique de sa mission et, par suite, incapable de suffire à la partie purement administrative de sa tâche.

En réalité, le but qui paraît avoir été poursuivi était de donner satisfaction à certaines tendances manifestement dirigées contre nous et, également, à celles de la Société pour la conservation des monuments de l'Egypte qui s'est constituée dernièrement à Londres. Cette association désirerait, en effet, voir confier à un sujet anglais le contrôle des fonds qu'elle met chaque année à la disposition de l'Administration des antiquités égyptiennes.

Dans le règlement de la partie purement administrative et technique de cette affaire, le Gouvernement de la République pourrait, semble-t-il, se montrer assez conciliant. Il est seulement désirable que l'on puisse étudier à loisir cette question et attendre pour rechercher une solution transaction-

nelle que les esprits très surexcités au Caire par suite de ces récents débats aient repris le calme nécessaire.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 13 mai 1890.

Veillez prendre acte de la promesse que Riaz-Pacha vient de me faire faire par Tigrane-Pacha de n'adjoindre aucun fonctionnaire au Directeur français du Musée des antiquités et des fouilles.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 14 mai 1890.

En me priant ce matin de vous remercier de vos dispositions conciliantes, Riaz-Pacha m'a répété l'assurance qu'il vous a déjà fait tenir par ses délégués au sujet du Musée de Ghizeh.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 29 octobre 1890.

On me fait savoir qu'il serait question de retirer au Directeur des Musées khédiviaux le service des fouilles de la Haute-Egypte.

Ne laissez pas ignorer à Riaz-Pacha qu'une pareille combinaison serait considérée par nous comme contraire aux engagements formels pris avec nous touchant le maintien de la situation personnelle de M. Grébaut.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, 31 octobre 1890.

Vous pouvez être assuré que je veille à ce que l'engagement pris par le Gouvernement égyptien au sujet de la direction française du Musée d'égyptologie et des fouilles ne soit pas enfreint.

Il importe que M. Grébaut rentre prochainement en Egypte et prenne l'initiative de certaines modifications à introduire dans son administration pour la consolider.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 29 novembre 1890.

Par arrêté du Ministre des Travaux publics du 23 de ce mois, un emploi de secrétaire comptable à la Direction générale des Musées et des fouilles a été créé et attribué à M. Hervé Bazile.

Cette nomination a été faite sur la proposition de M. Grébaut, et le titu-

laire de ces nouvelles fonctions est frère utérin de M. Maspero, membre de l'Institut.

M. Bazile était précédemment employé à l'Administration des Domaines de l'Etat.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 3 janvier 1891.

Les pourparlers engagés pour compléter le service des fouilles paraissant sur le point d'aboutir dans des conditions qui ne sont pas contraires aux instructions du Ministre de l'Instruction publique, il y aurait à choisir des candidats pour deux nouveaux emplois de conservateur adjoint au traitement de huit mille francs environ. M. Grébaut demande à M. Bourgeois l'autorisation de proposer MM. Virey et Hamel. Ce dernier exerce depuis près de trois ans en Égypte les fonctions d'inspecteur de la Daïra Sanieh. Ses occupations antérieures le rendront particulièrement apte à être délégué à la surveillance des antiquités dans les provinces.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 14 janvier 1891.

Le Ministre de l'Instruction publique vient de me faire savoir qu'il approuve la candidature de MM. Virey et Hamel proposée par M. Grébaut pour les fonctions de conservateur adjoint des Musées et des fouilles en Égypte.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 janvier 1891.

M. Grébaut a été invité par le Khédive à l'accompagner jusqu'à Wadi-Halfa. Il doit faire à Son Altesse les honneurs des nombreuses antiquités qui bordent ou avoisinent le Nil sur tout ce parcours.

Il a quitté le Caire au moment où se terminaient et la fixation du budget de son service pour 1891 et le complément de personnel qu'il s'agissait d'introduire.

Les préparatifs en ont été fort laborieux et il a fallu de grands efforts de ma part et de la sienne pour arriver à une conclusion qui ne soit pas contraire à nos intérêts et aux vues de notre Ministère de l'Instruction publique.

Notre compatriote devait s'opposer à toute modification qui aurait revêtu le caractère et les proportions d'une véritable réorganisation. Il avait, en outre, pour mission d'écarter toute division dans les services qui pourrait constituer un acheminement même éloigné à une séparation complète du Musée et des fouilles.

Après de longs et laborieux pourparlers, nous avons obtenu qu'il n'y aura sur le budget qu'un seul service. On y fait figurer deux conservateurs-adjoints et deux conservateurs-inspecteurs, tous les quatre au même traitement. Sur ces quatre agents, il y en a deux pour le Musée et

deux pour l'inspection, au choix du Directeur général qui pourra faire ainsi un roulement entre eux. De cette façon, les deux services resteront confondus.

La mention d'*inspecteur*, jointe à celle de conservateur, est une concession qui n'a pas d'importance à mes yeux, en raison des conditions que je viens d'exposer à Votre Excellence.

Le montant du budget, qui était de L. É. 6,620 en 1890, se trouve, avec l'augmentation du personnel, porté à L. É. 10,000. Votre Excellence trouvera ci-jointe une copie de ce budget.

Le projet primitif de M. Grébaut comportait environ L. É. 1,200 de plus et, dans le but de dégager sa responsabilité au cas où le service de surveillance serait insuffisant, il a adressé une lettre de protestation contre cette réduction au Ministère khédivial des travaux publics.

Il s'agit maintenant de pourvoir à deux emplois nouveaux d'agents conservateurs et inspecteurs.

M. Grébaut, étant autorisé à proposer MM. Léon Hamel et Virey, va s'acquitter de ce soin aussi rapidement que son absence du Caire le lui permettra.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 16 JANVIER 1891.

**Budget du service du Musée et conservation des antiquités
pour l'exercice 1891.**

| | L. É |
|---|--------|
| 1 Directeur général. | 1.000 |
| 1 Conservateur, 500 à 600. | 550 |
| 2 Conservateurs inspecteurs, 300 à 400. | 700 |
| 2 Conservateurs adjoints, 300 à 400. | 700 |
| 1 Conservateur préparateur, 200 à 300. | 250 |
| 1 Secrétaire comptable, 250 à 350. | 300 |
| 1 Nazir, 200 à 300. | 250 |
| 1 Traducteur écrivain, 120 à 168. | 144 |
| 1 Surveillant de 1 ^{re} classe, 120 à 168. | 144 |
| 3 Surveillants de 2 ^e classe, 96 à 120. | 324 |
| 6 Surveillants de 3 ^e classe, 48 à 72. | 360 |
| 2 Attachés, 48 à 72. | 120 |
| 2 Magasiniers, 48 à 72. | 120 |
| | <hr/> |
| | 4.962 |
| Agents hors cadres. | 2.500 |
| Fouilles et achats. | 1.800 |
| Transports, déplacements et divers. | 738 |
| | <hr/> |
| | 10.000 |

**M. Léon Bourgeois, ministre de l'instruction publique, à M. Ribot,
ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 23 février 1891.

Vous avez bien voulu me transmettre copie d'une dépêche de notre Consul général au Caire vous rendant compte de ses dernières négociations avec le Gouvernement khédivial. Il s'agissait de fixer le budget du Musée et du service des fouilles pour l'année 1891 et de régler les questions relatives au personnel qui en dépend.

J'ai l'honneur de vous remercier tout particulièrement de cette communication, dont j'ai pris connaissance avec un réel intérêt. Je suis heureux de constater que les efforts réunis de MM. d'Aubigny et Grébaut ont réussi à préserver l'ancienne organisation des modifications qu'il était question d'y introduire et que les dispositions adoptées, malgré quelques concessions de notre part, demeurent conformes aux vues générales exprimées par mon Département.

LÉON BOURGEOIS.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 31 avril 1891.

Je suis avisé que, dès le retour prochain de M. Grébaut de la Haute-Egypte, la question de la nomination de deux inspecteurs sera de nouveau posée.

Je compte maintenir fermement la demande de deux inspecteurs français.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 5 mai 1891.

Constatant que les bruits relatifs à des projets de changement dans la direction et l'administration du Musée prennent de la consistance, j'ai cru devoir déclarer à Tigrane-Pacha que nous ne voyons pas la nécessité de modifier la situation actuelle, et qu'en tout cas, si nous acceptions la nomination de deux inspecteurs, nous n'admettrions jamais qu'ils ne fussent pas tous deux Français. Après en avoir conféré avec le Khédive, Tigrane-Pacha m'a répondu que le Conseil des Ministres serait saisi de ma déclaration, mais qu'il me donnait l'assurance, dès à présent, qu'aucune modification ne serait faite sans une entente préalable avec nous.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 15 mai 1891.

Je ne puis qu'approuver les déclarations que vous avez faites à Tigrane-Pacha pour prévenir toute tentative de réorganisation du service archéologique dans un sens préjudiciable à l'autorité du Directeur des Musées khédiviaux.

La promesse du Sous-Secrétaire d'Etat qu'aucune modification ne sera faite sans une entente préalable avec l'Agence est considérée par nous comme la confirmation des engagements formels déjà pris à ce sujet par Riaz-Pacha vis-à-vis de nous.

A. RIBOT.

M. Bapst, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 24 septembre 1891.

Il y a déjà quelque temps, l'idée de fonder à Alexandrie un Musée avait

été mise en avant par un certain nombre d'habitants désireux de retenir les touristes qui, dans l'état actuel des choses, la traversent seulement, sans s'arrêter, pour gagner la gare du Caire au sortir du paquebot, ou le paquebot au sortir de la gare.

Jusqu'ici, le Gouvernement n'avait pas favorisé l'entreprise; et il était peu probable que, privés du concours officiel, ses promoteurs pussent de longtemps la mettre à exécution. M. Grébaut, Directeur du Musée de Ghizeh, vient d'être officiellement chargé de s'entendre avec la Commission municipale d'Alexandrie pour donner satisfaction au vœu des habitants.

Après plusieurs délibérations, il a été convenu que le nouveau Musée serait propriété de l'Etat, qu'il serait sous la direction et la surveillance de M. Grébaut et de ses successeurs, qu'il serait de préférence composé d'objets ayant trait à l'histoire d'Alexandrie et qu'à cet effet le Musée de Ghizeh lui céderait une partie de ses richesses gréco-romaines.

Edmond BAPST.

M. le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 novembre 1891.

Permettez-moi d'appeler votre plus sérieuse attention sur la question du Musée de Ghizeh, qui devient chaque jour plus irritante. Votre Excellence se rappelle, qu'à mon arrivée en Egypte j'ai dû m'opposer avec la plus grande énergie à la nomination d'un inspecteur étranger et à la mise à exécution d'une décision du Conseil des Ministres, réclamant le changement du Directeur général. J'avais obtenu qu'on nous laisserait le temps d'étudier la question, et promis notre réponse à mon retour de France. Dès le lendemain de mon arrivée au Caire, Sir Evelyn Baring venait réclamer la réponse, et, de son côté, Tigrane-Pacha, sans y mettre autant d'insistance, m'exprimait le désir de connaître le nom du remplaçant de M. Grébaut.

Il est urgent que M. le Ministre de l'Instruction publique arrête son choix sur un candidat, en donnant, bien entendu, à M. Grébaut une compensation.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 29 décembre 1891.

Dans le cas où nous ne pourrions pas désigner nous-mêmes de suite notre candidat, le Conseil des Ministres va charger le Ministre des Affaires étrangères de nous proposer Daninos-Pacha comme Directeur du Musée.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

(Paris, 30 décembre 1891.)

M. le Ministre de l'Instruction publique pense que M. de Morgan serait le meilleur choix pour la direction du Musée. Il conviendrait de lier à la désignation du Directeur la création de deux postes de conservateur

demandée depuis six mois. Pour ces nouveaux postes, MM. Virey et Mallet seraient les candidats du Ministère de l'Instruction publique.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 4 janvier 1892.

Il est entendu avec Tigrane-Pacha que M. Grébaut recevrait le congé qu'il solliciterait, afin de se rendre à l'appel du Ministre de l'Instruction publique, et que M. de Morgan serait envoyé en mission en Egypte pour faire son intérim. Ce dernier s'y mettrait au courant du service du Musée et serait définitivement nommé au bout de quelques mois, lorsque M. Grébaut serait pourvu d'une situation en France en rapport avec celle qu'il laisserait en Egypte.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 12 janvier 1892.

Vos propositions concernant la Direction des Musées ont reçu l'approbation de M. le Ministre de l'Instruction publique. Vous pouvez en conséquence annoncer à Trigrane-Pacha qu'un congé va être accordé à M. Grébaut.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 5 février 1892.

Le Gouvernement égyptien ne nous concède qu'un seul inspecteur français au Musée de Ghizeh avec M. de Morgan comme Directeur général; il s'engage à donner la place de second inspecteur à un indigène. Je vous prie de m'indiquer le nom de notre candidat à l'inspection.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 6 février 1892.

La combinaison indiquée par vous est acceptée par M. le Ministre de l'Instruction publique. Proposez comme inspecteur M. Virey qui a déjà appartenu à notre mission archéologique en Egypte.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 19 février 1892.

Vous pouvez annoncer que M. de Morgan partira par un prochain paquebot, chargé de mission pour remplacer par intérim M. Grébaut. Ce dernier sera, sur sa demande, appelé prochainement à une situation importante dans le haut enseignement.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 28 février 1892.

J'ai arrêté définitivement avec Tigrane-Pacha la nomination de M. de Morgan et de M. Virey, ainsi que d'un inspecteur indigène, et obtenu un congé de six mois pour M. Grébaut. Ce dernier attend l'arrivée de M. de Morgan et le mettra au courant du service avant de quitter le Caire.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 25 mars 1892.

La place de conservateur inspecteur, qui nécessitera une inspection très active, vient d'être offerte à M. Virey. Celui-ci ne se sentant ni la santé, ni l'activité pour ce service, a refusé par écrit. Il est indispensable que notre conservateur inspecteur réunisse ces qualités.

REVERSEAUX.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 15 avril 1892.

D'accord avec M. le Ministre de l'Instruction publique, je vous autorise à proposer comme conservateur inspecteur M. Foucart, fils de l'ancien Directeur de l'Ecole d'Athènes, licencié ès-lettres, qui étudie l'Égyptologie et compte y consacrer toute sa vie.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 13 mai 1892.

La nomination de M. Foucart, acceptée par le Conseil des Ministres, va être signée de suite.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 17 mai 1892.

Cette Agence et Consulat général a déjà eu l'honneur de signaler à Votre Excellence, le 24 septembre dernier, les négociations qui s'étaient établies entre le Gouvernement khédivial et la Municipalité d'Alexandrie pour la création dans cette ville d'un Musée d'antiquités égyptiennes.

Aussitôt après avoir pris la Direction du Musée de Ghizeh, M. de Morgan s'est rendu à Alexandrie et il a été assez heureux pour aboutir à un accord avec la Municipalité sur un projet de règlement.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Alexandrie, le 8 juillet 1892.

Le Gouvernement égyptien vient d'accorder à M. Grébaut l'indemnité de licenciement qu'il demandait, soit d'un mois de traitement par année de service.

REVERSEAUX.

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 4 août 1892.

Le *Journal officiel* égyptien vient de publier un décret, en date du 1^{er} de ce mois, par lequel « les conservateurs inspecteurs et les sous inspecteurs du service des antiquités sont nommés officiers de police judiciaire ».

Votre Excellence sait que, sous le prétexte de chercher à réprimer les dégradations ou déprédations causées aux monuments antiques, tant par les touristes que par des malfaiteurs, il avait été question à plusieurs reprises de confier à la police la mission de protéger les différentes localités de la Haute-Egypte présentant un caractère historique.

M. de Morgan a suggéré l'idée beaucoup plus pratique d'investir les conservateurs inspecteurs de son service des pouvoirs nécessaires pour instrumenter en qualité d'officiers de police judiciaire et il a obtenu gain de cause.

Le résultat satisfaisant atteint aujourd'hui est dû à son initiative.

DENAUT.

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 9 septembre 1892.

Le *Journal officiel* a publié le décret khédivial, en date du 5 de ce mois, nommant définitivement M. de Morgan, Directeur général des Musées égyptiens et des fouilles.

Le texte de ce décret est le même que celui du 5 juin 1886 qui nommait M Grébaut.

DENAUT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 9 décembre 1892.

J'ai sollicité et obtenu du Khédivé pour M. Grébaut la commanderie de l'Osmanieh. Je n'ai pas eu de peine à démontrer à Son Altesse, que le Gouvernement égyptien n'avait eu qu'à se louer des services rendus par ce savant à la science égyptologique et que M. Grébaut devait emporter un témoignage de satisfaction et de reconnaissance au nom de l'Egypte.

REVERSEAUX.

M. Dupuy, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, à M. Ribot, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 27 décembre 1892.

Vous avez bien voulu m'annoncer que M. Grébaut venait de quitter l'Égypte et que M. de Reverseaux avait sollicité et obtenu pour lui du Khédive la Commanderie de l'Osmanieh. Je suis heureux d'apprendre qu'en résignant son poste, ce savant emporte un témoignage de satisfaction et de reconnaissance, au nom de l'Égypte, pour les services qu'il a rendus à la science archéologique dans ce pays.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication et je vous prie de faire connaître à M. de Reverseaux combien je lui sais gré de sa bienveillante intervention en faveur de M. Grébaut.

Ch. DUPUY.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 17 mars 1893.

Depuis longtemps, le Comité des fouilles et Musées, préoccupé des dangers d'incendie que faisait courir aux admirables collections contenues dans le Musée de Ghizeh la construction trop légère du palais qui les renferme, avait chargé le Directeur général de lui indiquer les mesures à prendre pour pour les mettre à l'abri du feu. Un des premiers actes de M. de Morgan fut de rechercher ces mesures. Il proposa soit de protéger par un revêtement en fer les murs et la toiture du palais qui sont presque entièrement construits en bois, soit de reconstruire un édifice dans l'intérieur du Caire, le Musée actuel se trouvant sur la rive gauche du Nil, à 4 kilomètres de la ville et inaccessible pendant les heures d'ouverture du grand pont de Kasr-el-Nil. Les devis de ces deux projets étaient l'un de 90,000 livres, l'autre de 150,000 livres.

Le Comité qui s'adjoignit un membre de la Caisse, se prononça à la majorité, pour la reconstruction. Seuls, Tigrane-Pacha et le Comte Zaluski, délégué autrichien à la Caisse de la Dette, furent d'avis de faire les aménagements nécessaires au palais de Ghizeh, afin d'économiser 60,000 livres ainsi que les dépenses nécessitées par le déménagement d'un Musée dans l'autre. La question ainsi présentée fut examinée par le Conseil des Ministres. Riaz-Pacha s'éleva contre toute dépense nouvelle.

Fort ému de cette décision, je me suis rendu chez Riaz-Pacha, auquel je déclarai que, en dehors de richesses artistiques incalculables, l'égyptologie représentait un immense capital productif de gros intérêts, puisqu'elle attirait une foule de touristes chaque année croissante et que le Gouvernement ferait preuve d'une imprévoyance coupable en ne mettant pas ce capital à l'abri de la destruction. Comme le Président du Conseil ne paraissait pas convaincu, j'ajoutai que le Musée de Ghizeh appartenait au monde scientifique et que la France, ayant le droit de réclamer la part la plus large dans la constitution de ses richesses, avait également le droit de veiller à leur conservation. Je tins le même langage à Tigrane-Pacha et au Khédive qui, tous deux, m'ont promis de s'entretenir avec Riaz-Pacha et le Conseil de la nécessité de prendre, dans le plus bref délai, une décision dans le sens de ma demande.

Lord Cromer m'a laissé, en vertu de l'abandon fait à la France de la direction du Musée de Ghizeh, le soin de défendre les intérêts de l'égyptologie. Je suis donc doublement tenu à ne pas les laisser compromettre par un ajournement qui pourrait avoir les plus graves inconvénients.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 24 mars 1892.

Conformément à la promesse que m'avaient faite le Khédive et Tigrane-Pacha, la question de la reconstruction du Musée de Gizeh a été reprise devant le Conseil des Ministres qui a décidé de faire dans le palais actuel tous les aménagements nécessaires à la protection des richesses qu'il renferme. Les ingénieurs du Ministère des Travaux publics sont chargés d'établir des plans et devis dans le plus bref délai, afin que les travaux soient exécutés le plus rapidement possible.

REVERSEAUX.

M. Waddington, ambassadeur de la République à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 10 avril 1893.

Je crois devoir attirer particulièrement votre attention sur le passage du dernier rapport de Lord Cromer qui a trait au service des Fouilles et des Antiquités d'Égypte.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour information, une traduction de cette publication.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES, EN DATE DU 10 AVRIL 1893.

Extrait du rapport de Lord Cromer. (« Blue-Book ». — Égypte 1893)

Traduction.

Pendant que je suis sur le sujet de l'égyptologie, je puis mentionner que le service archéologique fonctionne d'une manière très satisfaisante sous l'habile direction de M. de Morgan. Une des malheureuses circonstances qui se rapportent au Gouvernement de l'Égypte, c'est qu'il est presque impossible de traiter une question quelconque, quelque éloignée qu'elle puisse être de la sphère politique, sans exciter des jalousies internationales.

C'est ce qui est arrivé, il n'y a pas bien longtemps, en ce qui est du service archéologique. Ce service, depuis son origine, a été principalement entre des mains françaises. On peut vraiment dire que l'existence de l'égyptologie, comme service, fut, en premier lieu, principalement due au génie et aux patientes recherches de savants français. Il y a quelques années, le fonctionnement de ce service fut l'objet de plaintes de la part de bon nombre d'égyptologues anglais et allemands. Le fait que ces plaintes se produisirent en même temps donna lieu, non seulement parmi la partie la moins renseignée de la Colonie française en Égypte, mais aussi dans une certaine mesure en France, au soupçon qu'il existait une intention positive de substituer dans ce service une direction anglaise à la direction française. Ce soupçon n'était nullement fondé.

Aucune intention si peu généreuse n'existait, je suis heureux de dire que

l'harmonie est maintenant rétablie. Chacun semble admettre que le service fonctionne très bien. Loin d'entendre des plaintes, je n'entends que des éloges de la part d'Anglais qui sont intéressés à ce sujet, et les Français, dont les soupçons à l'égard des intentions anglaises furent précédemment soulevés, doivent maintenant, il faut l'espérer, avoir apprécié le fait que leurs craintes étaient sans fondement. Je dois ajouter que, parmi tous les hommes raisonnables et modérés de chaque côté, il ne peut y avoir qu'un désir à cet égard, c'est que la connaissance de l'égyptologie progresse et qu'elle ne devienne pas un sujet de mesquine jalousie internationale et de discorde.

XVIII

CRISE MINISTÉRIELLE (1893).

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 8 décembre 1892.

Vivement offensé par un article du *Times*, du 28 novembre, le Khédivé a demandé des explications à Lord Cromer. Celui-ci a désavoué le correspondant du journal au Caire dont les attaques contre Son Altesse ont produit le plus mauvais effet dans le monde indigène et parmi les Européens.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 décembre 1892.

L'Assemblée législative à laquelle le Gouvernement a soumis à titre consultatif le projet de budget, a refusé de l'appuyer.

REVERSEAUX.

Le Marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 14 janvier 1893.

Un inspecteur anglais de la Police a envoyé aux Moudirs une circulaire, les invitant à adresser désormais non plus au Ministre égyptien, mais au Directeur anglais de la Police, toutes leurs communications relatives à la sécurité publique. Une note explicative faisait rentrer dans cette catégorie la presque totalité des affaires.

La chose fut connue et la presse indépendante en mena grand bruit. Le Khédivé fit venir le Colonel Settle, directeur de la Police, auquel il reprocha qu'un de ses subalternes eût pris sur lui de donner aux Moudirs de semblables instructions; et, après avoir gourmandé pour sa négligence le sous-secrétaire d'Etat égyptien, il lui donna l'ordre de contremander immédiatement la circulaire.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 14 janvier 1893.

Tout le monde s'attend depuis quelque temps à un changement de Cabinet : Mustapha-Pacha Fehmy entre seulement en convalescence, et les Anglais ont admis l'idée de son remplacement, comprenant que les soins nécessités pour son entière guérison ne lui permettaient plus d'exercer effectivement ses fonctions pendant de longs mois.

Lord Cromer se présenta au Palais avant-hier, pour se renseigner sur la formation du nouveau Cabinet, dont tout le monde s'entretenait en ville. Ayant reçu de la bouche même du Khédive la confirmation du choix éventuel de Tigrane-Pacha en qualité de Président du Conseil, il déclara que son Gouvernement s'opposait à la nomination d'un chrétien, et qu'il prévenait Son Altesse que, en résistant à l'Angleterre, elle jouait « son pouvoir et sa personne. »

Le Ministre des Affaires étrangères a, d'autre part, sondé Fakry-Pacha sur la réponse qu'il ferait dans le cas où le Khédive lui proposerait la formation d'un Cabinet.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 17 janvier 1893.

L'Agent et Consul général d'Angleterre vient de faire au Khédive la communication suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre qu'aucun acte important se passe en Egypte sans son assentiment. Le changement de Mustapha-Pacha Fehmi étant aussi inutile que préjudiciable aux intérêts de l'Egypte, le Gouvernement de la Reine ne saurait sanctionner la position qui lui est faite de Fakry-Pacha. »

Lord Cromer a dit au Khédive qu'il viendrait prendre la réponse demain matin.

REVERSEAUX.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 17 janvier 1893.

Les diverses dépêches ci-annexées en copie (1) que je reçois de l'Agent et Consul général de France au Caire vous permettront de vous rendre compte des incidents qui viennent de se produire en Egypte.

Je vous serai obligé d'entretenir sans retard le principal secrétaire d'Etat de la Reine des faits mentionnés par M. de Reverseaux et de prier Lord Rosebery de vous indiquer le véritable caractère de l'attitude prise par Lord Cromer.

Jules DEVILLE.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 17 janvier 1893.

D'après vos instructions, j'ai parlé aujourd'hui à Lord Rosebery des

(1) Voir les dépêches du Caire en date des 14 et 17 janvier 1893.

incidents survenus au Caire. Je lui ai d'abord demandé s'il était vrai que Lord Cromer, d'ordre de son Gouvernement, se fût opposé à la nomination d'un chrétien comme président du Conseil. Lord Rosebery a répondu que, d'une façon générale, le Gouvernement anglais était contraire à la nomination d'un président du Conseil chrétien, et que Lord Cromer avait agi dans ce sens. Je lui ai ensuite dit : « Lorsque le Khédivé a affirmé son droit de « composer son Ministère à son choix, Lord Cromer lui a répondu par la « menace : En résistant à l'Angleterre, vous jouez votre pouvoir et votre « personne. Doit-on conclure de là que le Gouvernement anglais prétend « nommer lui-même les Ministres Egyptiens ? »

Lord Rosebery m'a répondu qu'il n'avait pas connaissance des paroles que j'attribuais à Lord Cromer, qu'elles devaient être exagérées et qu'il en prenait note. Puis il a ajouté : « Nous ne nommons pas les Ministres « Egyptiens, mais tant que le drapeau anglais flottera en Egypte, nous « entendons que nos conseils donnés avec autorité soient suivis par le « Gouvernement khédivial et, sur ce point, je ne puis que vous renvoyer « à la dépêche de Lord Granville du 4 janvier 1884. » — Lord Rosebery m'a ensuite parlé de l'acte du Khédivé comme d'un coup de tête et m'a dit qu'il ne s'en explique pas bien l'origine. — « En s'engageant à soutenir « Mustapha Fehmi quand même contre son Souverain, Lord Cromer », ai-je répliqué, « aura amené la crise. » — « Lord Cromer n'a pas dû aller « jusque-là », s'écria Lord Rosebery, « mais sans doute on le dit et on le « croit dans l'entourage khédivial. Nous avons protesté contre certaines « nominations. Cette protestation sera soutenue par nous. Nous avons « demandé une réponse pour demain. »

WADDINGTON.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 janvier 1893.

Lord Cromer a cru devoir ne pas insister devant le refus formel du Khédivé de reprendre Mustapha-Pacha Fehmi. D'autre part, le Khédivé s'est décidé à accepter la démission de Fakri-Pacha qui sera probablement remplacé par Riaz-Pacha contre lequel Lord Cromer ne soulève pas d'objections.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 janvier 1893.

Le Khédivé vient de signer le décret nommant Riaz-Pacha Président du Conseil.

Les Ministres récemment nommés sont maintenus. Fakri remplacera, dit-on, Mazloum comme Grand-Maitre des cérémonies et aura la 1^{re} classe de l'Osmanîé.

REVERSEAUX.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 18 janvier 1893.

La dépêche par laquelle vous me rendez compte de votre entretien d'hier

avec le principal Secrétaire d'Etat de la Reine n'est pas pour affaiblir la pénible impression que nous avaient laissée les indications fournies par M. de Reverseaux sur le grave incident que vient de soulever le Représentant du Gouvernement Britannique au Caire. On ne pouvait d'ailleurs se réprendre à Londres sur l'émotion que devait produire en France l'intervention inattendue de Lord Cromer dans l'exercice même du Pouvoir khédivial.

Lord Rosebery n'a pas plus contesté, ce me semble, que Lord Cromer lui-même, le droit du Khédive de choisir ses Ministres. Nous devons donc être d'autant plus surpris de l'attitude du Représentant de l'Angleterre qu'il lui a dénié en fait et de la façon la plus offensante l'exercice de sa prérogative.

Vous voudrez bien renouveler avec la plus grande énergie les protestations que votre entretien avec Lord Rosebery vous a déjà fourni l'occasion de faire entendre au Principal Secrétaire de la Reine contre l'attitude comminatoire de Lord Cromer à l'égard d'Abbas et contre les prétentions qu'elle révèle.

L'intervention de l'Agent Britannique, dans les conditions où elle paraît s'être produite, équivaudrait en effet à la mainmise de l'Angleterre sur le Gouvernement égyptien, en annulant l'autorité du Khédive, et elle constitue la négation des droits de la Puissance suzeraine.

Jules DEVELLE.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 janvier 1893.

Lord Cromer avait demandé au Khédive le rappel de Mustapha Fehmy, le renvoi de Tigrane du Ministère, l'engagement par écrit de ne changer ni de nommer aucun Ministre sans l'assentiment de l'Angleterre et l'engagement de n'infliger aucun blâme ni aucune punition à ceux qui n'avaient pas suivi le Khédive. Son Altesse ayant refusé de souscrire à ces conditions, le Représentant anglais s'est contenté de demander au Khédive la déclaration suivante : « Mon plus sincère désir est de travailler en parfaite harmonie avec le Gouvernement Britannique et de maintenir les relations les plus amicales avec ce Gouvernement ; tant que durera l'occupation anglaise, je suivrai volontiers les conseils du Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans toutes les questions importantes. »

Lord Cromer ajouta qu'il n'était point dans la pensée du Gouvernement Britannique de placer Son Altesse dans une position humiliante, et que, vu l'importance qu'il y avait à ce que la crise fût promptement terminée, il prenait sur lui, sans en référer à Londres, de dire que le Gouvernement de Sa Majesté acceptait la nomination de Riaz-Pacha comme règlement définitif de la question.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 22 janvier 1893.

Une manifestation a eu lieu hier soir, en l'honneur du Khédive, au théâtre de l'Opéra. Son Altesse a été acclamée plusieurs fois dans la salle

par des vivats poussés par une foule de spectateurs ; aucun cri malsonnant n'a été proféré contre les Anglais.

Les indigènes avaient fait la veille une manifestation à la Mosquée, où ils avaient voulu porter le Khédive en triomphe.

Les nouvelles qui arrivent des provinces constatent un calme absolu.

Des adresses et des députations en grand nombre sont les seuls témoignages de l'attachement du peuple égyptien envers son Souverain.

REVERSEAUX.

Le marquis de Dufferin, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Traduction.

Paris, le 23 janvier 1893

Je suis chargé par le Gouvernement de Sa Majesté d'informer Votre Excellence qu'il a été décidé, en raison des circonstances récentes, d'augmenter la garnison anglaise en Egypte.

Je dois ajouter que cette mesure n'indique aucune modification des assurances qui ont été données à diverses reprises par le Gouvernement de Sa Majesté au sujet de l'occupation de ce pays, ni aucun changement de politique.

DUFFERIN et AVA.

M. Waddington, ambassadeur de France à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 24 janvier 1893.

On annonce l'envoi de divers renforts en Egypte. Le transport *Tyne* va partir de Portsmouth avec des détachements de trois bataillons anglais actuellement en Egypte. On parle aussi du débarquement à Suez d'un bataillon venant de Bombay et de l'envoi d'un autre bataillon de Malte. Les forces anglaises en ce moment cantonnées en Egypte sont d'environ 2,500 à 3,000 hommes.

WADDINGTON.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 24 janvier 1893.

L'Ambassadeur d'Angleterre vient de m'adresser une note par laquelle il me fait savoir qu'en raison des récents incidents le Gouvernement de la Reine a décidé d'augmenter la garnison anglaise en Egypte. Lord Dufferin était en même temps chargé de déclarer que cette mesure n'indiquait aucune modification des assurances qui ont été données à diverses reprises par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au sujet de l'occupation de l'Egypte, ni aucun changement de politique.

En remerciant le Gouvernement anglais de cette communication, vous prendrez acte de sa déclaration que rien n'est changé dans sa politique en Egypte, et des assurances qui nous sont données au sujet du caractère, de l'étendue et de la durée de l'occupation.

Le Gouvernement anglais, en effet, au moment où il a cru devoir occuper l'Egypte, à la suite de l'insurrection d'Arabi, a pris l'engagement que cette occupation ne durerait pas au delà des événements qui l'avaient provoquée.

Toutes les fois que le Cabinet de Londres a été interrogé depuis, il a renouvelé expressément ces assurances et cet engagement.

Il est à craindre que le projet du Gouvernement Britannique d'augmenter la garnison de l'Égypte ne soit interprété dans un sens directement contraire à ses intentions. Vous voudrez bien demander à Lord Rosebery de préciser les incidents qui auraient motivé cette mesure.

Je vous prie de voir sans retard le Principal Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de la Reine et de lui laisser une note dans ce sens.

Jules DEVELLE.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,
à **M. Develle, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 23 janvier 1893.

Conformément à vos instructions, je viens de remettre à Lord Rosebery la note ci-jointe en copie. Après l'avoir lue et sans faire d'autres observations, il s'est expliqué sur les motifs qui avaient décidé l'envoi de renforts en Égypte. « La raison », m'a-t-il dit, « est l'agitation produite dans le pays » par l'acte du Khédive, agitation qui est entretenue par la presse indigène, « qui nous est généralement hostile. En Orient, une explosion de fanatisme » est toujours possible et, bien que j'espère que l'ordre ne sera pas troublé, « le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait s'exposer soit à ce que le » drapeau ou l'uniforme anglais fût insulté, soit à ce que les Européens fussent l'objet d'attaques de la part des musulmans; dans ce dernier cas, les Puissances dont les nationaux auraient souffert auraient été en droit de nous en demander compte et ne manqueraient pas de le faire. » — « Ainsi », lui ai-je répondu, « ce n'est pas un point de départ nouveau » dans votre politique égyptienne et, de ce côté, il n'y a rien de changé. » — « Absolument rien. C'est pour cela que j'ai télégraphié à Lord Dufferin » de faire la communication que vous connaissez et qui a été faite en même temps à toutes les grandes Puissances. Vous pouvez le répéter à M. Develle. Je comprends qu'on ait cru en France à un changement de politique de notre part, mais il n'en est rien. » J'ai pris acte de ces paroles. « Il y a », a-t-il ajouté, « un motif subsidiaire pour l'augmentation de » notre corps d'occupation qui était réduit à un véritable squelette. C'est le rejet de notre proposition d'augmenter l'armée égyptienne de 2.000 hommes. Il faut toujours compter avec les derviches et Wady-Halfa. » — « Les attaques des derviches », lui ai-je dit, ne semblent pas bien sérieuses, ce sont tout au plus des escarmouches de frontières. » — « C'est possible », répondit Lord Rosebery, « mais si les » derviches obtenaient un succès sérieux, nous serions obligés d'envoyer à Wadi-Halfa des troupes anglaises pour appuyer les Egyptiens. C'est là une raison accessoire; mais la vraie raison est celle que je vous ai donnée; nous sommes responsables de l'ordre en Égypte. » — « Dans le cas d'un » mouvement musulman, lui dis-je, croyez-vous pouvoir compter sur les troupes égyptiennes? » — « Les avis là-dessus sont partagés, mais le » général Grenfell, qui les a longtemps commandées et qui est ici, m'a dit qu'elles suivraient leurs officiers ».

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES, EN DATE DU 25 JANVIER 1893.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, au comte de Rosebery, secrétaire d'état des affaires étrangères de sa majesté Britannique.

Londres, le 25 janvier 1893.

L'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris vient d'informer M. Develle qu'en raison d'incidents récents, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé d'augmenter la garnison anglaise en Egypte. Lord Dufferin était en même temps chargé de déclarer que cette mesure n'indiquait aucune modification des assurances qui ont été données à diverses reprises par le Gouvernement de Sa Majesté au sujet de l'occupation de l'Egypte, ni aucun changement de politique. En remerciant le Gouvernement de Sa Majesté de cette communication, le Gouvernement de la République prend acte de la déclaration que rien n'est changé dans la politique anglaise en Egypte et de la confirmation des assurances qui lui ont été données au sujet du caractère, de l'étendue et de la durée de l'occupation. En effet, au moment où il a cru devoir occuper l'Egypte à la suite de l'insurrection d'Arabi, le Gouvernement de Sa Majesté a pris l'engagement que cette occupation ne durerait pas au delà des événements qui l'avaient provoquée. Toutes les fois que le Gouvernement de Sa Majesté a été interrogé depuis, il a renouvelé expressément les assurances de cet engagement.

Toutefois, il est à craindre que le projet du Gouvernement de Sa Majesté d'augmenter la garnison anglaise en Egypte ne soit interprété dans un sens directement opposé à ses intentions. Aussi suis-je chargé de demander à Votre Seigneurie de bien vouloir préciser les incidents qui auraient motivé cette mesure. Après la communication que Lord Dufferin vient de faire à M. Develle, le Gouvernement de Sa Majesté comprendra que si, contre notre attente, des troubles venaient à se produire en Egypte, le Gouvernement de la République se réserverait d'examiner, d'accord avec les Puissances et avec Sa Majesté le Sultan, les mesures qu'il y aurait à prendre pour sauvegarder les intérêts qui nous sont communs avec toutes les Puissances garantes de l'indépendance de l'Empire Ottoman.

WADDINGTON.

**Le comte de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Petersbourg, à M. Develle.**

Petersbourg, le 25 janvier 1893.

M. Chichkine que j'ai vu aujourd'hui venait de recevoir de l'Ambassadeur d'Angleterre la communication faite à Votre Excellence par Lord Dufferin. Il a pris acte des assurances données par écrit par Sir R. Morier que rien ne serait changé dans la ligne politique de l'Angleterre en Egypte et que les engagements pris à diverses reprises par le Cabinet de Londres relativement à l'occupation n'étaient pas modifiés. J'ai dit à M. Chichkine que, de notre côté, nous avions reçu la même communication et que nous avions chargé notre Ambassadeur à Londres de prendre acte des assurances qui nous étaient données et de prévenir Lord Rosebery que nous nous réservions, pour le cas où l'ordre serait troublé, d'examiner, avec les Puissances garantes de l'intégrité de l'Empire ottoman, les mesures à prendre. C'est dans ce sens que le Gouvernement russe enverra probablement des instructions à son Ambassadeur à Londres.

Sir R. Morier a dit à M. Chichkine que l'effectif des troupes envoyées en Egypte ne dépasserait pas deux bataillons, mais que cette augmentation paraissait nécessaire pour prévenir toute tentative de désordre.

G. DE MONTEBELLO.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 janvier 1893.

Les Gouverneurs de province ont été invités à correspondre directement avec le Ministère de l'Intérieur dans toutes les questions de police et de salubrité publi que et le Ministre des Finances a repris la signature de toutes les pièces émanant de son Département. Lord Cromer est venu déclarer au Khédive et à Tigrane-Pacha que l'effectif des troupes anglaises allait être augmenté d'un bataillon, les assurant que cette mesure n'avait d'autre motif que des changements de garnison dans l'Inde et n'impliquait aucune modification dans l'occupation. Il a ajouté qu'il promettait à Son Altesse et à son nouveau Cabinet son appui le plus loyal pour l'amener à préparer de concert avec lui l'évacuation « qui avait toujours été son idée ».

La tranquillité dans tout le pays est absolue. Les nombreuses adresses, députations et manifestations de sympathie à Son Altesse ont été très pacifiques et exemples d'allusions blessantes envers l'Angleterre. Rien ne justifie donc l'augmentation de l'armée d'occupation.

REVERSEAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près sa majesté le roi d'Italie, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 26 janvier 1893.

Mon collègue d'Angleterre a fait à la Consulta une communication analogue à celle que vous avez reçue relativement à l'envoi de renforts anglais en Egypte. Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie s'est borné à en prendre acte.

BILLOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France, au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 26 janvier 1893.

J'ai reçu de Lord Cromer des assurances semblables à celles données à Votre Excellence par Lord Dufferin. Sur mon observation que la tranquillité absolue de l'Egypte ne justifiait pas une augmentation de soldats anglais, il a répondu qu'il avait eu peur d'un soulèvement et qu'aujourd'hui encore il n'était pas complètement rassuré sur les provinces. Il a ajouté que cet envoi de troupes réclamé par lui dès le premier jour de la crise devait prévenir toute velléité de désordres et appuyer au besoin l'armée égyptienne absolument insuffisante pour protéger les villes de l'intérieur et les frontières.

REVERSEAUX.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 1^{er} février 1893.

Je viens d'avoir un entretien avec Lord Rosebery. Je lui ai d'abord rappelé que je n'avais pas encore reçu sa réponse à ma Note du 25 janvier relative aux affaires d'Egypte. Il m'a promis de l'envoyer sans retard, tout en me donnant à entendre qu'il croyait suffisantes les explications verbales qu'il m'avait fournies.

Je lui ai alors parlé du discours prononcé hier à la Chambre des Communes par M. Gladstone sur les Affaires d'Égypte. Ce discours m'avait beaucoup frappé, et je m'étais demandé s'il n'y avait pas là une invite publique à reprendre les négociations au sujet de l'évacuation. Lord Rosebery a commencé par me déclarer qu'il n'avait pas encore eu le temps de lire le discours du Premier Ministre. « Quand vous l'aurez lu, » lui ai-je dit, « vous reconnaîtrez avec moi et avec toute personne impartiale qu'il « contient l'expression d'un désir de reprendre les négociations au sujet de « l'évacuation. Quel est votre sentiment sur ce point ? » Lord Rosebery me répondit qu'il ne croyait pas le moment favorable pour reprendre les pourparlers avec la Porte ; que l'opinion anglaise y était fort opposée, et que le Gouvernement anglais, en y consentant aujourd'hui, paraîtrait céder à la pression des derniers événements du Caire ; qu'il n'était pas opposé personnellement à la reprise des négociations, mais qu'il fallait attendre que le calme fût rétabli en Égypte.

WADDINGTON.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 1^{er} février 1893.

Riaz-Pacha et Tigrane-Pacha se montrent satisfaits du passage du discours de la Reine d'Angleterre relatif à l'Égypte.

Ils constatent avec satisfaction le rappel des assurances données à l'Europe au sujet de l'évacuation.

REVERSEAUX.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 3 février 1893.

Le Khédivé part demain pour la Haute-Egypte afin de présider à l'inauguration de la ligne de chemin de fer d'Assiout à Girgeh. Son absence sera d'une huitaine.

REVERSEAUX.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 3 février 1893.

Vous trouverez ci-joint copie de la réponse que j'ai demandée avant-hier à Lord Rosebery au sujet de l'augmentation des effectifs anglais en Égypte. Cette lettre confirme ce que sa Seigneurie m'avait fait connaître de vive voix et les motifs dont je vous ai fait part le 25 janvier dernier.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES, EN DATE DU 3 FÉVRIER 1893.

Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères à son excellence M. Waddington.

(Traduction.)

Foreign-Office, le 1^{er} février 1893.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le 25 du mois dernier, Votre Excellence me remit une note que, en confor-

mité des instructions données par le Gouvernement français, vous m'aviez adressée au sujet de la résolution prise par le Gouvernement de Sa Majesté d'augmenter la garnison britannique en Égypte, résolution notifiée au Ministre des Affaires étrangères par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris.

La note de Votre Excellence me demande d'établir avec une précision plus grande les causes qui ont amené le Gouvernement de Sa Majesté à prendre cette décision.

Le Gouvernement britannique est désireux de donner à toutes les Puissances les explications les plus complètes à ce sujet, et je n'hésite pas à développer les raisons qui l'ont obligé à agir de la sorte.

En premier lieu, il est clair que tant que le pavillon anglais flottera en Égypte, le Gouvernement de Sa Majesté est tenu pour responsable du maintien de l'ordre public. C'est une grave responsabilité qui ne peut être ni éludée, ni reniée. Si le Gouvernement britannique n'y satisfaisait point, les Puissances européennes seraient les premières à se plaindre. Car si des troubles survenaient, elles appelleraient aussitôt l'attention du Gouvernement de Sa Majesté sur les dommages ou pertes matérielles, ou personnelles, supportées par leurs sujets résidant en Égypte. Si donc le Gouvernement de Sa Majesté a la charge d'y maintenir l'ordre, il a le devoir, aussi bien envers les Puissances qu'envers l'Égypte, de fournir les moyens d'y satisfaire, pourvu que ces forces militaires ne deviennent pas par leur nombre, un danger pour la paix de l'Europe et de l'Orient.

Il faut de plus réfléchir qu'à une époque d'excitation populaire quelque insulte peut être faite à l'uniforme britannique ou au drapeau britannique qui pourrait nécessiter une intervention d'un caractère tout différent et bien plus sérieux que celle dont il est actuellement question, intervention qui pourrait amener la question d'Égypte à une phase aiguë.

Il est bon de se rappeler également que récemment le Gouvernement égyptien a demandé aux Puissances leur consentement à l'augmentation de l'armée indigène de 2,000 hommes, au moyen de ressources provenant d'économies égyptiennes. Cette requête, bien que présentée avec insistance comme une mesure défensive absolument nécessaire, n'a pas été accueillie par toutes les Puissances. A l'époque de ce refus, les Derviches envahirent l'Égypte, et il y eut un engagement sanglant d'un résultat incertain entre les troupes du Khédive et celles du Khalifat. Toutes ces circonstances, la nécessité de maintenir l'ordre, les incursions renouvelées des Derviches et le refus de l'argent nécessaire pour permettre au Khédive d'augmenter son armée, ont amené le Gouvernement de Sa Majesté à examiner de plus près l'effectif de son armée qui avait été réduit au chiffre le plus bas, et il a décidé, comme mesure de précaution, de l'augmenter.

ROSEBURY.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,
à **M. Develle, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 4 février 1893.

Les journaux parlent d'envois de troupes anglaises supplémentaires en Égypte, motivées par des nouvelles alarmistes. Je me suis assuré qu'il n'y a en réalité rien de changé dans le principe des dispositions prises. Indépendamment des 400 hommes revenant des Indes qui ont été provisoirement débarqués à leur passage en Égypte et qui étaient en route pour être rapatriés, il n'y a que deux bataillons de 800 hommes chacun destinés à renforcer les garnisons anglaises dans la vallée du Nil. Le premier, déjà arrivé à Alexandrie, est le premier bataillon du Blackwatch. Le second est le deuxième bataillon du South Lancashire. Il ne devait quitter Malte que

mardi. Il est possible, en raison des bruits dont je parlais, que son départ soit avancé.

WADDINGTON.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Petersbourg, le 4 février 1893.

Ainsi que je l'ai précédemment fait savoir, M. Chichkine n'avait d'abord répondu que verbalement à la lettre de Sir R. Morier relative à l'augmentation des forces anglaises en Egypte. Le Gérant du Département des Affaires étrangères vient de me dire que, sur l'ordre de l'Empereur et afin de ne laisser aucune équivoque, il a adressé à l'Ambassadeur anglais une lettre lui accusant réception de sa communication et prenant acte des déclarations faites par lui au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

G. DE MONTEBELLO.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Develle, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 7 février 1893.

L'inauguration de la ligne de Girgeh a eu lieu au milieu d'un enthousiasme immense, mais sans incident. Aucune manifestation contre les Anglais.

REVERSEAUX.

M. Develle, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 8 février 1893.

En répondant à la communication par laquelle, suivant nos instructions, vous aviez demandé au Cabinet de Londres de préciser les motifs qui ont déterminé le Gouvernement de la Reine à augmenter inopinément l'effectif des troupes britanniques en Egypte, Lord Rosebery s'est borné à invoquer d'une façon générale les devoirs qu'impose à l'Angleterre, vis-à-vis d'elle-même comme des grandes Puissances, la responsabilité assumée par le Gouvernement britannique d'assurer contre toute éventualité le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans la vallée du Nil pendant la durée de l'occupation. Sa Seigneurie s'est d'ailleurs abstenue de spécifier aucun fait, de noter même aucun symptôme qui pût actuellement justifier de pareilles préoccupations. Ses déclarations ne sont donc pas de nature à modifier notre première impression touchant le caractère des dispositions prises par le Cabinet de Londres. Nous persistons à penser que ces précautions étaient tout au moins superflues.

Le principal Secrétaire d'Etat de la Reine a cru devoir rappeler à la fin de sa communication que, il y a quelques semaines, le Gouvernement égyptien n'avait pas été autorisé par toutes les Puissances à prélever sur les économies résultant de la conversion de la dette privilégiée, les sommes nécessaires pour augmenter de deux mille hommes l'effectif de l'armée indigène.

Je ne veux pas insister sur les négociations antérieures dont le Gouvernement de la République a pris en diverses occasions l'initiative, soit à Londres, soit à Constantinople, en vue précisément de la reconstitution de

cette armée. La circulaire de M. Ribot, en date du 17 juin 1890, suffit à établir que, loin de se refuser à étudier, de concert avec la Porte ottomane, le Gouvernement khédivial, le Cabinet de Londres et les autres Puissances intéressées, les combinaisons destinées à mettre le Gouvernement égyptien en état d'assurer par lui-même la sûreté intérieure et extérieure du Pays, la France envisage au contraire, depuis longtemps, l'augmentation des forces indigènes comme une mesure essentielle à prendre. Il nous semble seulement indispensable, dans l'intérêt même de l'œuvre à accomplir que, en raison des conditions dans lesquelles s'effectuera la réorganisation projetée, cette mesure puisse être considérée par tous comme le préliminaire de l'évacuation, et un moyen de faciliter l'exécution des engagements pris par l'Angleterre. Si la demande dont nous a saisis le Gouvernement khédivial, par sa circulaire du 12 décembre, avait eu ce caractère, elle était assurée d'avance de rencontrer auprès du Gouvernement de la République un accueil conforme aux précédents que je viens de rappeler. Il n'a donc pas dépendu de nous seuls que le vœu du Gouvernement égyptien reçût satisfaction.

Vous voudrez bien faire part à Lord Rosebery des indications contenues dans la présente dépêche.

Jules DEVELLE.

ARBITRAGE DE BEHRING ⁽¹⁾

Protocole LIV, — Séances du 10 juillet au 14 août 1893.

Le Tribunal Arbitral s'est réuni à portes closes, tous les Arbitres étant présents, le lundi 10 juillet 1893, et a délibéré en séances successives jusqu'au lundi 14 août inclusivement, sur les questions soumises à sa décision.

Au cours de ces délibérations, Lord Hannen a présenté la proposition dont la teneur suit :

Que la sentence du Tribunal soit rendue dans la forme suivante :

Attendu que par un Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, signé à Washington le 29 février 1892, et dont les ratifications par les Gouvernements des deux Pays ont été échangées à Londres le 7 mai 1892, il a été, entre autres stipulations, convenu et réglé que les différends qui avaient surgi entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, au sujet des droits de juridiction des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring, et aussi relativement à la préservation des phoques à fourrure habitant ou fréquentant ladite mer et aux droits des citoyens et des sujets des deux Pays en ce qui concerne la capture des phoques à fourrure se trouvant dans lesdites eaux ou les fréquentant, seraient soumis à un Tribunal d'Arbitrage composé de sept Arbitres, qui seraient nommés de la manière suivante, savoir : deux arbitres seraient désignés par le Président des Etats-Unis ; deux arbitres seraient désignés par Sa Majesté Britannique ; Son Excellence le Président de la République Française serait prié, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes de désigner un arbitre ; Sa Majesté le Roi d'Italie serait prié de la même manière de désigner un arbitre ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège serait prié de la même manière de désigner un arbitre : les sept arbitres ainsi nommés devant être des jurisconsultes d'une réputation distinguée dans leurs pays respectifs, et les Puissances auxquelles leur désignation serait remise devant être priées de choisir, autant que possible, des jurisconsultes sachant la langue anglaise ;

Et attendu qu'il a été pareillement convenu, par l'article II dudit Traité, que les arbitres se réuniraient à Paris dans les vingt jours qui suivraient la remise des contre-mémoires mentionnés à l'article IV, qu'ils examineraient et décideraient avec impartialité et soin les questions qui leur étaient

(1) Nous donnons, à raison de leur importance exceptionnelle, les deux derniers Protocoles du Tribunal arbitral dont nous avons publié antérieurement la sentence, V. *Archives*, 1894, I, p. 11.

ou qui leur seraient soumises dans les conditions prévues par ledit Traité, de la part des Gouvernements des Etats-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, et que toutes les questions examinées par le Tribunal, y compris la Sentence finale, seraient décidées par les arbitres à la majorité absolue des voix ;

Et attendu que, par l'article VI dudit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

« En vue de la décision des questions soumises aux arbitres, il est entendu que les cinq points suivants leur seront soumis, afin que leur sentence définitive comprenne une décision distincte sur chacun desdits cinq points, savoir :

« 1. Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries de phoques dans cette mer la Russie a-t-elle affirmés et exercés jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis ?

« 2. Jusqu'à quel point la revendication de ces droits de juridiction en ce qui concerne les pêcheries de phoques a-t-elle été reconnue et concédée par la Grande-Bretagne ?

« 3. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était-il compris dans l'expression *Océan Pacifique*, telle qu'elle a été employée dans le texte du Traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la mer de Behring après ledit Traité ?

« 4. Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques, dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'Est de la limite maritime déterminée par le Traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie, ne sont-ils pas intégralement passés aux Etats-Unis en vertu de ce même Traité ?

« 5. Les Etats-Unis ont-ils quelque droit, et, en cas d'affirmative, quel droit ont-ils, soit à la protection, soit à la propriété des phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles ? »

Et attendu que, par l'article VII dudit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

« Si la décision des questions qui précèdent, en ce qui concerne la juridiction exclusive des Etats-Unis, laisse les choses en tel état que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, les arbitres auront à déterminer quels Règlements communs sont nécessaires en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, et sur quelles eaux ces Règlements devraient s'appliquer. . . .

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à unir leurs efforts pour obtenir l'adhésion d'autres Puissances à ces Règlements ; »

Et attendu que, par l'article VIII dudit Traité, après avoir exposé que les Hautes Parties contractantes n'avaient pu s'entendre sur une formule qui comprit la question des responsabilités à la charge de l'une d'elles, à

raison de préjudices allégués avoir été causés à l'autre, ou aux citoyens de l'autre, à l'occasion des réclamations présentées et soutenues par ladite Partie, et qu'elles « désiraient que cette question secondaire ne suspende « dit ou ne retardât pas plus longtemps la production et la décision des « questions principales », les Hautes Parties contractantes sont convenues que « chacune d'elles pourrait soumettre aux arbitres toute question de « fait impliquée dans lesdites réclamations et demander une décision à cet « égard, après quoi la question de la responsabilité de chacun des deux « Gouvernements à raison des faits établis serait matière à négociations « ultérieures » ;

Et attendu que le Président des Etats-Unis d'Amérique a désigné l'Honorable John M. Harlan, Juge de la Cour Suprême des Etats-Unis, et l'Honorable John T. Morgan, Sénateur des Etats-Unis, pour être deux desdits arbitres ; que Sa Majesté Britannique a désigné le Très Honorable Lord Hannen et Sir John Thompson, Ministre de la Justice et Attorney général pour le Canada, pour être deux desdits arbitres ; que Son Excellence le Président de la République Française a désigné le baron Alphonse de Courcel, Sénateur, Ambassadeur de France, pour être un desdits arbitres ; que Sa Majesté le Roi d'Italie a désigné le marquis Emilio Visconti Venosta, ancien ministre des affaires étrangères et Sénateur du royaume d'Italie, pour être un desdits arbitres, et que Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège a désigné M. Gregers Gram, ministre d'Etat, pour être un desdits arbitres ;

Et attendu que Nous susnommés, arbitres désignés et investis de la manière qui vient d'être relatée, ayant accepté de prendre la charge de cet arbitrage, et Nous étant dûment réunis à Paris, avons procédé avec impartialité et soin à l'examen et à la décision de toutes les questions qui ont été soumises à Nous, arbitres sus-nommés, en vertu dudit Traité, ou à Nous présentées au nom des Gouvernements des Etats-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, de la manière prévue par le dit Traité ;

Nous arbitres sus-nommés, ayant examiné avec impartialité et soin lesdites questions, décidons et prononçons de même, sur lesdites questions, par notre présente Sentence, de la manière qui suit :

En ce qui concerne les cinq points mentionnés dans l'article VI et sur chacun desquels notre jugement doit comprendre une décision distincte, Nous décidons et prononçons ce qui suit :

Sur le premier des cinq points susdits, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons.

Sur le second des cinq points susdits, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons.

Sur le troisième des cinq points susdits, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons.

Sur le quatrième des cinq points susdits, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons.

Sur le cinquième des cinq points susdits, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons.

Et attendu que les décisions ci-dessus relatées, sur les questions con-

cernant la juridiction exclusive des Etats-Unis mentionnées dans l'article VI, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, Nous, arbitres sus-nommés, décidons et prononçons que les Règlements communs qui suivent, applicables en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, sont nécessaires, et qu'ils doivent s'étendre sur les eaux ci-après déterminées. . . .

Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a soumis au Tribunal d'arbitrage, par application de l'article VIII dudit Traité, certaines questions de fait impliquées dans les réclamations dont il est fait mention audit article VIII, et a soumis également à Nous, formant ledit Tribunal, un exposé des faits tel qu'il suit :

Nous, arbitres sus-nommés, disons et prononçons. . . .

Et attendu que toutes et chacune des questions qui ont été examinées par le Tribunal ont été décidées à la majorité absolue des voix.

Nous. déclarons que le présent Acte contient la décision finale et la Sentence écrite du Tribunal, conformément aux prescriptions du Traité.

Fait en double à Paris et signé par Nous, le. jour. de l'année 1893.

Après un échange de vues entre les arbitres, il est convenu que le formulaire préparé par l'ord Hannen sera adopté comme base de la rédaction de la Sentence.

Le préambule de ce formulaire ayant été voté à l'unanimité, sans modification, les arbitres passent à l'examen des cinq points mentionnés dans l'article VI du Traité du 29 février 1892.

En ce qui concerne le premier point relatif aux droits exercés ou revendiqués par la Russie dans la mer de Behring, les arbitres reconnaissent que diverses périodes doivent être distinguées.

Un débat s'étant élevé au sujet des événements qui ont précédé l'Ukase de 1821, il est convenu qu'ils seront laissés de côté, comme n'offrant point d'intérêt pour la décision des questions soumises au Tribunal.

En conséquence, M. le baron de Courcel présente le projet de décision qui suit :

« Par l'Ukase de 1821, la Russie a revendiqué des droits de juridiction
 « dans la mer connue aujourd'hui sous le nom de mer de Behring jusqu'à
 « la distance de cent milles italiens au large des côtes et îles lui appartenant ; mais, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion des
 « Traités de 1824 avec les Etats-Unis et de 1825 avec la Grande-Bretagne,
 « elle a admis que sa juridiction dans ladite mer serait limitée à une portée de canon de la côte ; et il apparaît que, depuis cette époque jusqu'à
 « l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, elle n'a jamais affirmé
 « en fait ni exercé aucune juridiction exclusive dans la mer de Behring,
 « ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques à fourrure dans ladite
 « mer au-delà des limites ordinaires des eaux territoriales. »

Cette rédaction est adoptée par une majorité composée de MM. le baron

de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et Gregers Gram. Le sénateur Morgan vote contre, en se réservant de proposer un amendement après que le second point aura été examiné.

En ce qui concerne le second des cinq points mentionnés dans l'article VI, la décision suivante est adoptée par une majorité composée de MM. le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et Gregers Gram :

« La Grande-Bretagne n'a reconnu ni concédé à la Russie aucun droit à une juridiction exclusive sur les pêcheries de phoques dans la mer de Behring, en dehors des eaux territoriales ordinaires. »

Le sénateur Morgan vote contre et présente la motion suivante destinée à remplacer les décisions qui viennent d'être adoptées sur les deux premiers points :

« 1. A partir de l'époque où la Russie fit la découverte de la mer de Behring, de ses côtes et de ses îles, et où elle s'y établit, jusqu'au moment où elle en céda une partie aux États-Unis, elle réclama les pêcheries de phoques dans la mer de Behring et exerça exclusivement le droit d'exploiter ces pêcheries ainsi que de s'en attribuer le produit et de les protéger contre toute tentative qui serait faite par les nationaux d'un autre Pays pour intervenir dans ces eaux.

« Elle exerça pareillement une juridiction exclusive reconnue nécessaire à cet effet, ainsi qu'une juridiction exclusive pour réglementer la chasse des phoques à fourrure dans ces eaux et pour accorder à ses propres sujets le droit de se livrer à cette chasse.

« 2. L'attitude ainsi adoptée par la Russie, en ce qui concerne les pêcheries de phoques à fourrure dans la mer de Behring, était connue de la Grande-Bretagne et celle-ci l'admit sans objections. »

Cette motion est repoussée par tous les arbitres, à l'exception du sénateur Morgan.

En ce qui concerne le troisième des cinq points mentionnés dans l'article VI, il est convenu que les deux questions qui y sont contenues seront considérées séparément.

Sur la première de ces questions, la décision suivante est adoptée à l'unanimité :

« L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression *Océan Pacifique* telle qu'elle a été employée dans le texte du Traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie. »

Sur la deuxième de ces questions, la décision suivante est adoptée par une majorité composée de MM. le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et Gregers Gram, le sénateur Morgan votant contre.

« La Russie n'a possédé ni exercé, après le Traité de 1825, aucun droit exclusif de juridiction dans la mer de Behring ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques dans cette mer, au delà de la limite ordinaire des eaux territoriales. »

Le Baron de Courcel fait observer qu'en adhérant à la décision qui vient d'être votée, il n'a voulu parler de l'état de possession de la Russie dans

la mer de Behring que dans la mesure où cet état de possession a été soumis à l'examen du Tribunal d'Arbitrage par les deux Gouvernements qui ont constitué ledit Tribunal, et qu'il n'entre nullement dans sa pensée de préjuger l'appréciation de la Russie elle-même, cette Puissance n'ayant pas été entendue par le Tribunal ni mise en situation de lui faire connaître ses vues.

En ce qui concerne le quatrième des cinq points mentionnés dans l'article VI, la décision suivante est proposée par Lord Hannen :

« Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'Est de la limite maritime déterminé par le Traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie, sont intégralement passés aux Etats-Unis en vertu de ce même Traité. »

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

En ce qui concerne le cinquième des cinq points mentionnés dans l'article VI, la décision suivante est proposée par Lord Hannen :

« Les Etats-Unis n'ont aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques sont rencontrés en dehors de la limite ordinaire de trois milles. »

Cette proposition est adoptée par une majorité composée de MM. le baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et Gregers Gram.

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent contre et déclarent que, dans leur opinion, les Etats-Unis sont propriétaires du troupeau de phoques qui fréquente les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, et sont autorisés à employer pour la protection des animaux formant ce troupeau, quand ils se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles, les mêmes mesures auxquelles un individu peut avoir légalement recours pour la protection de sa propriété. Ils déclarent aussi que, dans leur opinion, indépendamment de tout droit de propriété sur les phoques à fourrure en eux-mêmes, les Etats-Unis, comme possesseurs et propriétaires de l'industrie exercée sur les îles Pribilov, industrie qui consiste à capturer les phoques à fourrure sur ces îles pour un usage commercial, ont le droit de protéger ces animaux contre la capture en haute mer, hors des eaux territoriales, tant dans la mer de Behring que dans l'Océan Pacifique Nord, par toute méthode, telle que la pêche en haute mer, qui aurait pour résultat inévitable l'extermination de l'espèce.

Le sénateur Morgan présente ensuite la motion suivante :

« Je propose d'amender le projet de décision et de Sentence qui nous est soumis en insérant après les mots *n'ont aucun droit* le mot *particulier* et, à la fin de ce même projet de décision et de Sentence, les mots suivants : « au delà des droits que la loi internationale reconnaît à toutes les nations pour leur protection propre et leur défense légitime, » de façon que la Sentence tout entière, pour ce qui se rapporte au cinquième point de l'article VI du Traité, soit rédigée comme suit :

« Relativement au cinquième desdits points, Nous, constituant la majorité des arbitres susnommés, décidons et prononçons que les Etats-Unis n'ont aucun droit particulier de protection ou de propriété sur les pho-

« ques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis
 « dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la
 « limite ordinaire de trois milles, au delà des droits que la loi internatio-
 « nale reconnaît à toutes les nations pour leur protection propre et leur
 « défense légitime. »

Le Juge Harlan et le sénateur Morgan votent pour cet amendement et déclarent qu'étant donné que leurs vues, telles qu'elles sont exposées plus haut, relatives à la question de propriété et de protection, ne sont pas acceptées par la majorité, ils préfèrent voir formuler la réponse au cinquième point dans les termes indiqués par l'amendement du sénateur Morgan, plutôt que dans les termes que la majorité a approuvés.

Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram votent contre l'amendement; le Baron de Courcel s'abstient.

En conséquence l'amendement présenté par le sénateur Morgan est rejeté.

M. Gregers Gram prend ici la parole pour exprimer le désir qu'il soit bien entendu que le Tribunal, en répondant comme il l'a fait aux questions qui précèdent, ne s'est pas proposé de décider quelles sont, d'après les principes du droit international, les limites ordinaires des eaux territoriales.

Les Arbitres s'accordent à reconnaître qu'ils ne sont pas appelés à décider quelles sont, d'après la loi internationale, les limites ordinaires des eaux territoriales. Il a été admis que ces limites sont, pour les fins de la présente Sentence, de trois milles à partir de la côte, conformément au libellé de la cinquième question de l'article VI du Traité.

Le sénateur Morgan demande la prise en considération de la motion suivante qu'il présente au Tribunal :

« Je propose que le Tribunal d'arbitrage, avant de prononcer sa Sentence
 « finale, procédant de la façon qui paraîtra convenable, examine et éta-
 « blisse quels sont les droits des citoyens et sujets des deux Pays en ce
 « qui concerne la capture des phoques à fourrure habitant ou fréquentant
 « les eaux de la mer de Behring.

« Cet examen et cette décision porteront sur tout le troupeau qui fré-
 « quente durant l'été et l'automne les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges
 « dans la mer de Behring.

« Les réponses données aux cinq points compris dans l'article VI du
 « Traité ne résolvent pas, selon moi, la question ci-dessus qui, aux termes
 « du Traité, doit être soumise au Tribunal arbitral. Une Sentence qui ne
 « se prononcera pas explicitement sur cette question ne saurait constituer
 « un règlement complet, parfait et final de toutes les questions soumises à
 « l'arbitrage.

« Je voudrais indiquer quels sont les motifs sur lesquels je base cette
 « motion; mais, à ce qu'il me paraît, d'après les vues exprimées par la
 « majorité des arbitres, ceux-ci estiment ou bien que le Traité ne prescrit
 « pas une réponse spéciale à ladite question, ou bien qu'en fait cette
 « réponse se trouve implicitement contenue dans la décision de la majori-
 « té du Tribunal portant sur le cinquième point de l'article VI du Traité
 « en vertu duquel procède le Tribunal. »

Cette motion donne lieu à débat.

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent pour qu'elle soit adoptée.

Le Baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, constituant la majorité des arbitres, opinent que toutes les questions visées par l'article I^{er} du Traité trouvent leur réponse dans les décisions qui ont été rendues sur les cinq points mentionnés à l'article VI et votent contre la motion.

En conséquence, la motion est rejetée.

Arrivés à ce point de leurs délibérations, les arbitres constatent que les décisions rendues par eux sur les questions concernant la juridiction exclusive des Etats-Unis, mentionnées dans l'article VI du Traité, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring.

En conséquence, ils décident de passer à l'examen des Règlements communs prévus par l'article VII du Traité.

Le Juge Harlan présente le projet de décision suivant :

« Il est admis en principe que l'objet de l'article VII du Traité est de
« garantir en toute éventualité la protection et la préservation convenables
« du troupeau de phoques fréquentant les îles Pribilof; et, dans la rédaction des Règlements prévus par le Traité, la pêche des phoques en haute
« mer ne devra jamais être permise dans une mesure telle que l'objet indiqué puisse être sérieusement en péril. »

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent pour l'adoption de ce projet.

Lord Hannen et M. Gregers Gram déclarent s'abstenir parce qu'ils trouvent que la proposition présentée est d'un caractère trop abstrait.

Sir John Thompson refuse de voter par ce motif, entre autres, que le Traité ne donne pas au Tribunal le pouvoir de prescrire les mesures qui pourraient être nécessaires pour garantir, *en toute éventualité*, la préservation des phoques et notamment pour garantir leur préservation sur les terrains où leur reproduction a lieu.

Le marquis Visconti Venosta vote contre la proposition.

Il fait observer qu'afin d'assurer la préservation des phoques à fourrure, les Règlements devraient établir un ensemble de prescriptions applicables à toutes les localités, tant sur terre que sur mer, où se développe la vie des phoques qui fréquentent la mer de Behring; et ces prescriptions devraient être acceptées également par toutes les nations dont les ressortissants peuvent prendre concurremment part à la pêche des phoques. Or, de semblables Règlements dépasseraient la compétence du Tribunal, telle qu'elle est définie par le Traité.

La responsabilité des arbitres, quant aux résultats de leur œuvre, est nécessairement bornée par les limites de leur mandat : ils pourront simplement prescrire telles mesures qu'ils jugeront compatibles avec les circonstances et avec les jugements qu'ils auront prononcés sur les questions de droit, et exprimer le vœu que ces Règlements reçoivent leur complément nécessaire, dans les limites de la juridiction territoriale des

deux Etats, et qu'ils deviennent l'objet d'une entente avec les autres nations.

Le Baron de Courcel vote contre la proposition, parce qu'il la tient, comme Lord Hannen et M. Gregers Gram, pour trop abstraite, et aussi parce que, d'après sa manière de voir, le Traité, lorsqu'il a prescrit l'établissement de Règlements pour la protection et la préservation *convenables* des phoques, a entendu qu'il devait être tenu compte des circonstances données; il ajoute que la préservation de cette espèce animale doit être réglée, non dans l'intérêt absolu de l'espèce, mais dans l'intérêt des industries humaines dont elle fait l'objet, sans que le Tribunal ait à distinguer entre la nature de ces différentes industries, exercées sur terre ou sur mer, et sans qu'il ait à favoriser l'une au détriment de l'autre.

En conséquence, le projet de résolution présenté par le Juge Harlan est repoussé.

Le Juge Harlan présente alors la motion suivante :

« Le Tribunal a le pouvoir, et il a également le devoir, en vertu du
« Traité, de prescrire tels Règlements communs, s'appliquant aux eaux
« situées au delà des limites de la juridiction de chacune des deux Nations,
« soit dans la mer de Behring, soit dans l'océan Pacifique Nord, traver-
« sées par les phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de
« Behring, qui paraîtront nécessaires pour assurer la protection et la
« préservation convenables desdits phoques, même au cas où ces Règle-
« ments, lorsqu'ils auront été sanctionnés par la législation des deux
« Gouvernements, devraient, en raison de leurs dispositions expresses ou
« par le fait de leur application, avoir pour résultat d'empêcher la chasse
« et la capture desdits phoques, pendant les saisons où l'état des mers sus-
« dites rend possible la capture des phoques à fourrure par les pêcheurs de
« haute mer. »

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent pour cette motion.

Lord Hannen décline de voter, pour ce motif, entre autres, que les arbitres ne sont pas appelés à voter sur des questions abstraites, en tant que ces questions sont isolées des faits sur lesquels les décisions du Tribunal doivent porter.

Sir John Thompson décline de voter, notamment pour la raison qui suit :
« Les vues des différents arbitres sur cette question abstraite et autres
« semblables, se rapportant aux Règlements, ont été mieux exprimées au
« cours des délibérations des dernières semaines qu'elles ne le seraient par
« les termes de la présente motion. »

M. Gram déclare s'abstenir parce que la motion présentée n'aurait point pour lui de valeur pratique, son vote sur les Règlements ne devant être affecté d'aucune façon par la question telle qu'elle est posée.

Le marquis Visconti Venosta s'abstient également.

Il croit que le Traité, dans son article VII, avait en vue la limitation et non l'interdiction de l'exercice du droit de pêcher les phoques en haute mer. Il est disposé à voter des prescriptions efficaces pour empêcher ce qu'il peut y avoir dans cette pêche d'essentiellement destructif pour l'espèce. Mais, après avoir reconnu le droit, il ne se croit pas autorisé, par l'interprétation du Traité, à le supprimer pratiquement, soit

par une interdiction absolue, soit par des mesures qui en seraient l'équivalent.

Le Baron de Courcel pourrait accepter le principe exprimé dans la motion, mais décline de la voter, parce qu'il la trouve purement abstraite, En conséquence la motion est repoussée.

Le Tribunal procède à la préparation du texte des Règlements communs qu'il est chargé de rédiger en vertu de l'article VII du Traité.

Le Juge Harlan présente le projet suivant, auquel le Sénateur Morgan déclare adhérer :

« Article premier, — Aucun citoyen ou sujet des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne ne pourra, de quelque façon que ce soit, tuer, capturer ou poursuivre sur aucun point des mers, dans l'étendue des limites et lignes de démarcation indiquées ci-dessous pour l'application de ces Règlements, aucun des animaux communément dénommés phoques à fourrure.

« Art. 2. — Le Règlement qui précède s'appliquera, en dehors des limites de la juridiction des deux nations susnommées, sur toute l'étendue des eaux de l'océan Pacifique Nord et de la mer de Behring, au Nord du trente-cinquième parallèle de latitude Nord et à l'Est du cent quatre-vingtième méridien de longitude de Greenwich.

« Art. 3. — Tout navire ou tout individu qui contreviendra aux présents Règlements pourra être saisi et retenu par les officiers de la marine de guerre ou autres officiers dûment commissionnés des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, mais devra toutefois être remis, aussitôt que possible, aux autorités de la Nation à laquelle il appartient; celles-ci seules auront qualité pour juger de la contravention et appliquer les peines qu'elle comporte; les témoins et moyens de preuve nécessaires pour établir la contravention ou pour démontrer qu'elle n'a pas eu lieu, trouvés sur le navire, seront envoyés en même temps auxdites autorités.

« Art. 4. — Toute personne coupable d'infraction aux présents Règlements sera, pour chaque contravention, punie d'une amende qui ne pourra s'élever à moins de deux cents dollars ni à plus de mille dollars ou d'un emprisonnement qui ne pourra être de plus de six mois, ou des deux peines cumulativement, et les navires, leurs agrès, appareils, matériel et cargaison, trouvés en état de contravention à ces Règlements, seront confisqués et condamnés. »

Sir John Thomson présente le projet suivant :

« Article premier. — La pêche des phoques ne sera permise qu'en vertu de licences qui seront délivrées dans deux ports des Etats-Unis et deux ports canadiens sur la côte du Pacifique.

« Ces licences ne seront accordées qu'à des navires à voiles et ne pourront être délivrées antérieurement à une date correspondant à celle du 1^{er} mai sous la latitude de Victoria dans la Colombie britannique.

« Art. 2. — Tout navire pourvu d'une pareille licence devra faire usage d'un pavillon distinctif et mentionner jour par jour dans son livre de bord le nombre des phoques tués ou blessés et l'emplacement où la pêche aura lieu; toutes ces mentions devront être déposées entre les mains des collecteurs des douanes au retour des navires.

« Art. 3. — L'usage des carabines et des filets est interdit dans la pêche
« des phoques.

« Art. 4. — Il sera interdit de tuer des phoques dans une zone de trente
« milles autour des îles Pribilof et dans une zone de dix milles autour des
« îles Aléoutiennes.

« Art. 5. — Il est interdit de tuer des phoques dans la mer de Behring,
« à l'Est de la ligne de démarcation adoptée dans le traité de cession entre
« la Russie et les Etats-Unis, avant le 1^{er} juillet et après le 1^{er} octobre de
« chaque année.

« Art. 6. — Les Règlements qui précèdent entreront en vigueur à
« partir du jour qui sera fixé d'un commun accord par la Grande-Bretagne
« et les Etats-Unis, et continueront de rester en vigueur pendant dix ans
« à partir du jour sus-indiqué; et, à moins que la Grande-Bretagne ou les
« Etats-Unis ne donnent, douze mois avant l'expiration de ladite période
« de dix années, avis de leur intention de mettre fin à la validité desdits
« Règlements, ceux-ci continueront de rester en vigueur pendant une
« année de plus, et ainsi de suite d'année en année. »

Le sénateur Morgan soumet au Tribunal la déclaration qui suit :

« J'adhère à la position prise par les Etats-Unis, demandant la prohi-
« bition de la pêche des phoques en haute mer, au nord du 35^e degré de
« latitude Nord, et (afin de laisser en dehors de cette disposition toute
« question pouvant toucher aux intérêts essentiels de la Russie) à l'Est du
« 180^e degré de longitude de Greenwich.

« J'ai la conviction que telle est la seule méthode véritablement efficace
« pour protéger et préserver ces phoques; mais, dans le cas où le Tri-
« bunal préférerait pourvoir à la protection et à la préservation de ces ani-
« maux par le système d'une saison de clôture, je me permettrai respec-
« tueusement d'insister pour que l'emploi des armes à feu et des explosifs
« soit prohibé dans cette pêche, sous la sanction de pénalités effectives; et
« cela, aussi bien en vue de la protection et de la préservation des pho-
« ques qu'en vue de la protection de la vie humaine et de la préservation
« de la paix. En effet, la pêche de ces animaux précieux poursuivie en
« commun, ou en vertu d'un droit commun, et dans les mêmes eaux,
« amènera des conflits et une effusion de sang, qui pourront dégénérer en
« luttes entre les nations, dès que l'usage des armes à feu aura été sanc-
« tionné par les lois que les deux Gouvernements en cause devront promulguer afin de mettre à exécution la Sentence du Tribunal.

« Il n'y a point de restriction ni de limitation qu'il soit possible de
« mettre à l'usage destructif de ces engins dont l'emploi condamne les
« phoques à disparaître. Ce résultat est aussi certain qu'il est évident que
« le génie de l'homme, appliqué à la destruction des phoques, est presque
« infiniment supérieur à l'instinct de conservation dont ces animaux sont
« doués comme aux moyens qu'ils ont à leur disposition pour échapper à
« la poursuite de l'homme qui les pourchasse sur mer, dans des embar-
« cations, armés de fusils à deux coups, se chargeant par la culasse avec
« des cartouches à douilles. »

Le baron de Courcel, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram
ayant, avec l'assentiment de leurs Collègues, préparé un texte de Règle-

ments communs destiné à être soumis au Tribunal, présentent, en leur nom collectif, le projet dont la teneur suit :

« Article premier. — Les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre en tout temps et de quelque manière que ce soit, les animaux communément appelés phoques à fourrure, dans une zone de 60 milles autour des îles Pribilof, en y comprenant les eaux territoriales.

« Les milles mentionnés dans le paragraphe précédent sont des milles géographiques, de 60 au degré de latitude.

« Art. 2. — Les deux Gouvernements interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre les phoques à fourrure, de quelque manière que ce soit, pendant la saison s'étendant chaque année du 15 avril au 31 juillet inclusivement, sur la haute mer, dans la partie de l'océan Pacifique, en y comprenant la mer de Behring, qui est sise au Nord du 35° degré de latitude Nord.

« Art. 3. — Pendant la période de temps et dans les eaux où la pêche des phoques à fourrure demeurera permise, les navires à voiles seront seuls admis à l'exercice ou à s'associer aux opérations de cette pêche. Ils auront cependant la faculté de se faire assister par des pirogues ou petites embarcations manœuvrées uniquement à la rame.

« Art. 4. — Tout navire à voiles autorisé à se livrer à la pêche des phoques à fourrure devra être muni d'une licence spéciale délivrée à cet effet par son Gouvernement, et devra porter un pavillon distinctif qui sera déterminé par ledit Gouvernement.

« Art. 5. — Les patrons des navires engagés dans la pêche des phoques à fourrure devront mentionner exactement sur leurs livres de bord la date et le lieu de chaque opération de pêche des phoques à fourrure, ainsi que le nombre et le sexe des phoques capturés chaque jour. Ces mentions devront être communiquées par chacun des deux Gouvernements à l'autre à la fin de chaque saison de pêche.

« Art. 6. — L'emploi des filets, des armes à feu et des explosifs sera interdit dans la pêche des phoques à fourrure. Cette restriction ne s'appliquera pas aux fusils de chasse, quand cette pêche sera pratiquée en dehors de la mer de Behring.

« Art. 7. — Les deux Gouvernements prendront des mesures en vue de contrôler l'aptitude des hommes autorisés à exercer la pêche des phoques à fourrure; ces hommes devront être reconnus aptes à manier avec une habileté suffisante les armes au moyen desquelles cette pêche pourra être faite.

« Art. 8. — Les dispositions contenues dans les articles précédents ne s'appliqueront pas aux Indiens résidant sur les côtes des territoires des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne et poursuivant, dans leurs pirogues, à une petite distance des côtes où ils résident, la pêche de phoques à fourrure.

« Art. 9. — Les Règlements communs établis par les articles précédents, en vue de la protection et de la préservation des phoques à fourrure, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été en tout ou partie abolis ou modifiés par un accord entre les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

« Lesdits Règlements communs seront soumis tous les cinq ans à un

« nouvel examen, pour que les deux Gouvernements intéressés se trouvent en mesure d'apprécier, à la lumière de l'expérience acquise, s'il y a lieu d'y apporter quelque modification. »

Le baron de Courcel développe, au nom de ses deux Collègues et au sien, les motifs à l'appui du projet qui précède.

Le Tribunal décide de prendre pour base de ses délibérations sur les Règlements communs qu'il est chargé de préparer la rédaction présentée collectivement par le baron de Courcel, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram.

Il est procédé à l'examen de l'article premier de ce projet.

Sir John Thompson propose, à titre d'amendement, que la zone d'interdiction autour des îles Pribilof soit de trente milles, en y comprenant les eaux territoriales.

Cet amendement est repoussé par le vote de la majorité, composée du baron de Courcel, du juge Harlan, du sénateur Morgan, du marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram. Lord Hannen déclare qu'après beaucoup d'hésitation et, tout en considérant que des raisons sérieuses recommandent l'adoption d'une zone de trente milles, il se rallie au vote de la majorité.

Le texte de l'article premier est adopté, conforme au projet, par les Arbitres, à l'exception de Sir John Thompson.

Sur l'article 2, Sir John Thompson propose l'amendement suivant :

« Qu'à la date du 15 avril mentionnée dans le projet soit substituée la date du 1^{er} mai. »

Sir John Thompson développe ses vues à l'appui de cet amendement.

Le juge Harlan et le sénateur Morgan votent contre l'amendement.

Ils déclarent d'un commun accord que la protection et la préservation convenables des phoques à fourrure ne peuvent être véritablement assurées que par la prohibition de la pêche des phoques en haute mer, dans toutes les eaux traversées par ces animaux, au Nord du 35^e degré de latitude Nord et à l'Est du 180^e degré de longitude de Greenwich.

Cependant comme l'établissement d'une saison de clôture, du 15 avril au 31 juillet, rapprochée d'autres dispositions, donnait quelque espoir que cette race d'animaux pourrait être préservée de la destruction dont elle est menacée par les pêcheurs, et, comme cette période de clôture avait été recommandée par les Arbitres français, italien et norvégien, ils s'étaient montrés disposés, mais dans un intérêt de conciliation seulement, à accepter la saison de clôture proposée par le baron de Courcel, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, dans les termes de leur projet original. Ils font objection au remplacement proposé de la date du 15 avril par celle du 1^{er} mai, ce changement étant de nature à mettre en péril l'existence de la race de phoques, et pouvant avoir pour effet de compromettre la protection et la préservation convenables de ces animaux.

Le devoir du Tribunal, disent-ils, est d'établir des Règlements propres à assurer la protection et la préservation convenables de la race des phoques, quelles que soient les conséquences qui puissent résulter de ces Règlements pour les entreprises de pêche en haute mer.

L'amendement présenté par Sir John Thompson est accepté par Lord Hannen, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram.

Le baron de Courcel déclare qu'il a de sérieuses objections contre une extension de la période ouverte à la pêche pélagique au printemps, parce que c'est pendant cette période que la pêche en haute mer, frappant les femelles près de mettre bas, est la plus destructive ; néanmoins, il croit devoir voter l'amendement de Sir John Thompson par esprit de conciliation et afin d'obtenir l'adoption, dans ses lignes générales, du projet actuellement soumis à l'examen des Arbitres, projet qui, il ne l'ignore pas, impose dans son ensemble des limitations sévères à la pêche des phoques à fourrure en haute mer.

En conséquence, la substitution de la date du 1^{er} mai à celle du 15 avril dans l'article 2, proposée par Sir John Thompson, est adoptée.

Sir John Thompson présente alors un second amendement ainsi conçu :

« Que les mots : *du 1^{er} mai au 31 juillet*, soient effacés et remplacés » par les mots : *du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet*. »

Le juge Harlan et le sénateur Morgan élèvent les plus fortes objections contre l'autorisation de la pêche en haute mer pendant le mois de juillet et votent contre l'amendement.

Lord Hannen s'abstient provisoirement d'exprimer une opinion.

Le marquis Visconti Venosta trouve difficile d'accepter la date du 1^{er} juillet. Dans le cas où la majorité des Arbitres se rallierait, en principe, à l'amendement de Sir John Thompson, il demanderait que cette date fût remplacée par celle du 15 juillet. C'est pendant le mois de juillet que s'accomplit le travail de la reproduction des phoques, principalement dans laquelle beaucoup de femelles prêtes à mettre bas sont en route entre les passes Aléoutiennes et le groupe des Pribilof.

Mais, dit-il, la question de la saison de clôture est, dans sa manière de voir, intimement liée à celle de l'interdiction des armes à feu.

L'établissement d'une saison de clôture, s'étendant de janvier à juillet signifie que, pratiquement, il n'y aura pas de pêche des phoques en dehors de la mer de Behring, et que l'usage des armes à feu étant, par l'art. VI du projet, interdit dans cette mer, toute pêche des phoques ne sera permise à l'avenir qu'au moyen de piques et de harpons.

Il a déjà eu l'occasion de faire connaître son point de vue. Il est disposé à mettre des restrictions sérieuses à la pêche des phoques, mais il n'entend pas la supprimer ni en principe, ni en pratique, ni ouvertement, ni par des moyens indirects. Il ne croit pas que le Tribunal puisse retirer par les Règlements tout ce qu'il a concédé par ses décisions sur les questions de droit.

Il ne possède pas de renseignements suffisants pour se faire une opinion sur les effets pratiques de l'interdiction des armes à feu et de l'usage exclusif de piques et de harpons. Si l'interdiction dont il s'agit avait été appliquée, ainsi qu'il a été proposé dans le projet, à une seule des régions où se pratique la pêche des phoques, les conséquences, quelles qu'elles fussent, n'auraient porté que sur une partie de la pêche, et de cette façon l'interdiction n'aurait été qu'une limitation. Mais si elle doit s'appliquer à la pêche des phoques tout entière, il ne peut plus en mesurer les conséquences et,

daus ces conditions, il serait obligé de réserver son vote sur la question de l'interdiction des armes à feu.

Il inclinerait plutôt à rechercher si, en acceptant une saison de clôture du 1^{er} janvier au 15 juillet, il ne conviendrait pas, à la place de ladite interdiction, de décider que, tous les trois ans, le pèche des phoques sera suspendue pour la durée d'une année entière. Ce ne serait qu'une restriction et il se sentirait en mesure d'en apprécier, au moins par comparaison, les conséquences.

M. Gram pense, comme le marquis Visconti Venosta, que la pèche en haute mer pendant le mois de juillet frapperait nécessairement un grand nombre de femelles prêtes à mettre bas et serait par conséquent très nuisible ; il vote contre l'amendement de Sir John Thompson.

Le Baron de Courcel déclare qu'il est disposé à accepter l'amendement, parce qu'il considère la pèche du printemps comme essentiellement nuisible à la préservation de l'espèce des phoques à fourrure ; à son avis, la période de clôture, pour la pèche des phoques, devrait s'étendre jusqu'au 15 juillet. époque où la totalité des femelles, à part des exceptions peu importantes, est arrivée sur les îles Pribilof pour y mettre bas ; mais il ferait volontiers le sacrifice des quinze premiers jours de juillet pour obtenir l'abandon de toute pèche pélagique au printemps.

L'amendement de Sir John Thompson se trouve repoussé à la majorité des arbitres

Le Baron de Courcel propose alors, à titre de transaction, l'amendement qui suit :

« Que les mots : « du 1^{er} mai au 31 juillet, » soient remplacés par les mots : « du 1^{er} janvier au 10 juillet. »

Sir John Thompson, considérant que le Tribunal ne possède pas de renseignements suffisants pour décider si l'abandon du droit de pêcher les phoques à fourrure pendant les quatre mois de l'hiver et du printemps où ce droit avait été concédé par le règlement précédemment adopté, serait suffisamment compensé par la concession supplémentaire du droit de pèche pendant la courte période formée des trois dernières semaines du mois de juillet : déclare qu'il refuse d'assumer une responsabilité à cet égard et s'abstient de voter l'amendement proposé.

Lord Hannen s'abstient pour les mêmes raisons que Sir John Thompson.

Les autres arbitres maintiennent leurs objections contre toute pèche des phoques au mois de juillet.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Lord Hannen demande que l'étendue des eaux sur lesquelles la pèche des phoques à fourrure sera interdite chaque année pendant la saison de clôture, limitée au Sud par le 35° degré de latitude Nord, le soit également à l'Ouest par l'adoption d'une ligne de démarcation, à défaut de laquelle la Russie et le Japon seraient appelés à bénéficier gratuitement, au profit des troupeaux de phoques qui fréquentent leurs eaux, des interdictions imposées aux sujets et citoyens de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Il propose en conséquence d'insérer dans l'article 2, après les mots : « au nord du 35° degré de latitude Nord, les mots : et à l'Est du 180° degré de longitude de Greenwich jusqu'à sa rencontre avec la limite maritime

« décrite dans l'article 1^{er} du traité de 1867 entre les Etats-Unis et la « Russie, et ensuite à l'Est de cette ligne jusqu'au détroit de Behring.

Le Baron de Courcel dit que, si les auteurs du projet se sont abstenus d'indiquer une limite Ouest telle qu'elle est réclamée par Lord Hannen, ils ont agi ainsi par égard pour la Russie et le Japon, puissances non représentées devant le Tribunal d'arbitrage, et vers les eaux desquelles il paraissait peu équitable de rejeter les pêcheurs anglais et américains pendant toute la durée de la saison de clôture. Néanmoins, en ce qui le concerne, le Baron de Courcel désire ne rien faire qui puisse préjudicier à la position de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, dans les négociations que les Gouvernements de ces deux Pays pourraient engager ultérieurement avec la Russie ou le Japon. En conséquence, il accepte l'amendement proposé par Lord Hannen.

Cet amendement, également accepté par les autres arbitres, est voté à l'unanimité.

L'ensemble de l'article 2 du projet, modifié et complété par les deux amendements qui y ont été apportés, est voté par le Baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram. Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent contre.

Le texte de l'article 3 du projet, à la suite d'un échange de vues entre les arbitres, est modifié dans sa dernière partie. Aux mots : « pirogues ou « petites embarcations manœuvrées uniquement à la rame, » les mots suivants sont substitués : « pirogues ou autres embarcations non poutées. « mues par des pagaies, des rames ou des voiles, du genre de celles qui « sont communément employées comme bateaux de pêche.

L'article ainsi modifié est adopté.

L'article 4 du projet est intégralement voté à l'unanimité.

L'article 5 est également adopté à l'unanimité.

En ce qui concerne l'article 6, il est demandé que les deux phrases qui le composent soient examinées et votées séparément.

La première phrase ainsi conçue : « L'emploi des filets, des armes à feu « et des explosifs sera interdit dans la pêche des phoques à fourrure, » est votée par le Baron de Courcel, le Juge Harlan, le Sénateur Morgan, le Marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram.

Sir John Thompson vote contre.

Lord Hannen s'abstient, se réservant de voter sur l'ensemble de l'article.

La seconde phrase est ainsi conçue : « Cette restriction ne s'appliquera « pas aux fusils de chasse, quand cette pêche sera pratiquée en dehors de « la mer de Behring. »

Cette disposition est repoussée par Sir John Thompson, qui combat l'interdiction des fusils de chasse dans la mer de Behring ou en dehors de cette mer. La disposition proposée est adoptée par une majorité composée du Baron de Courcel, de Lord Hannen, du Marquis Visconti Venosta et de M. Gram.

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan s'abstiennent de voter, se déclarant opposés à tout usage des fusils de chasse dans toute l'étendue des eaux que parcourent les phoques à fourrure.

Le Tribunal décide que, pour éviter une équivoque possible, l'article 6 sera complété par l'adjonction des mots suivants, qui seront placés à la fin de la seconde phrase : « Et pendant la saison où elle pourra être légitimement exercée. »

L'ensemble de l'article est voté par la majorité formée du Baron de Courcel, de Lord Hannen, du Marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram. Le Juge Harlan, le Sénateur Morgan et Sir John Thompson votent contre.

Le texte de l'article 7 soulève de la part de plusieurs arbitres des observations portant sur la difficulté pratique d'obtenir une stricte exécution de cet article. Néanmoins l'article est voté par une majorité composée de tous les arbitres, à l'exception de Sir John Thompson qui vote contre.

En ce qui concerne l'article 8 le Sénateur Morgan propose de supprimer l'ensemble de cet article. Cette motion est repoussée par tous les arbitres, à l'exception du Juge Harlan et du Sénateur Morgan.

Le Juge Harlan déclare qu'il aurait désiré obtenir la suppression totale de l'article 8, mais cette suppression ayant été repoussée, il propose de substituer au texte du projet le texte suivant :

« Les Règlements contenus dans les précédents articles ne s'appliquent pas aux Indiens habitant sur les côtes du territoire des États-Unis ou de la Grande-Bretagne et pratiquant la pêche des phoques à fourrure, avec des piques ou harpons seulement, dans des pirogues ou embarcations non pontées, non transportées par d'autres navires, ni employées à l'usage de ceux-ci, mues exclusivement à l'aide de pagaies ou d'avirons, et manœuvrées chacune par deux personnes au plus, de la manière autrefois usitée par les Indiens; pourvu que ceux-ci ne soient pas engagés au service d'autres personnes, et qu'alors qu'ils chassent ainsi dans des pirogues ou embarcations non pontées, ils ne poursuivent pas les phoques à fourrure, en dehors des eaux territoriales, en vertu d'engagements contractés pour la livraison des peaux à une personne quelconque.

« Cette exception n'aura pas pour effet de porter atteinte à la législation nationale de l'un ou de l'autre des deux Pays; elle ne s'étendra pas aux eaux de la mer de Behring, ni aux eaux des passes Aléoutiennes. »

Les arbitres décident à l'unanimité de prendre pour base de la rédaction de l'article 8 le texte présenté par le Juge Harlan.

Sir John Thompson propose d'effacer de ce texte, les mots : « avec des piques ou harpons seulement. »

Cette suppression est votée par une majorité composée du Baron de Courcel, de Lord Hannen, de Sir John Thompson, du Marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram.

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent contre la suppression demandée, parce qu'ils ont les plus fortes objections à l'emploi des armes à feu par les Indiens, à quelque époque et dans quelques eaux que ce soit.

Sir John Thompson propose de substituer aux mots : « à l'aide de pagaies ou d'avirons, » les mots : « à l'aide de pagaies, d'avirons ou de voiles. » La modification demandée est adoptée par le Tribunal, le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votant contre.

Sir John Thompson propose de substituer aux mots : « manœuvrés chacune par deux personnes au plus, » les mots : « manœuvrées chacune par cinq personnes au plus. »

Cet amendement est voté par une majorité formée du Baron de Courcel, de Lord Hannen, de Sir John Thompson, du Marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram.

Le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent contre.

Le Juge Harlan propose, à titre de transaction, de substituer aux mots : « cinq personnes, » les mots : « trois personnes ».

Cette modification, combattue par Sir John Thompson, est repoussée par la même majorité qui avait voté l'amendement.

Sir John Thompson propose de substituer aux mots : « de la manière autrefois usitée, » les mots : « de la manière jusqu'à présent usitée. »

Cet amendement, combattu par le Juge Harlan et le Sénateur Morgan, est voté par la majorité formée de tous les autres arbitres.

Sir John Thompson propose d'ajouter au texte dont le Tribunal est saisi, un paragraphe ainsi conçu :

« Aucune des dispositions qui précèdent n'a pour objet de s'opposer à ce que les Indiens soient employés, comme chasseurs ou à tout autre titre, ainsi qu'ils l'ont été jusqu'à présent, sur des navires se livrant à la poursuite des phoques à fourrure. »

Cette addition est adoptée à l'unanimité.

Le Sénateur Morgan propose d'ajouter à la fin du second paragraphe de l'article 8, après les mots : « ni aux eaux des passes Aléoutiennes, » les mots suivants : « et elle ne sera pas applicable au profit des Indiens dont il est question, antérieurement au 1^{er} janvier 1895. »

Cette proposition, appuyée par le Juge Harlan, est repoussée par la majorité des arbitres, formée du Baron de Courcel, de Lord Hannen, de Sir John Thompson, du Marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram.

En ce qui concerne l'article 9, Sir John Thompson propose de substituer au texte du projet actuellement examiné par les arbitres le texte qui figurerait à l'article 6 du projet de Règlements présenté par lui-même, et qui réservait aux deux Gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis la faculté de dénoncer les Règlements à intervenir au bout d'une période de dix ans, puis d'année en année.

Après délibération, les arbitres, autres que Sir John Thompson, décident de repousser cette motion et passent à l'examen du texte de l'article 9, présenté par le Baron de Courcel, le Marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram.

Ce texte est voté par tous les arbitres, à l'exception de Sir John Thompson qui vote contre.

Le Tribunal, ayant ainsi arrêté la teneur de chacun des articles destinés à figurer dans les Règlements préparés en exécution de l'article VII du Traité du 29 février 1892, décide de passer au vote sur l'ensemble des neuf articles de ce Règlement.

L'ensemble des Règlements, ainsi amendés, est voté par le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram.

Sir John Thompson, le Juge Harlan et le Sénateur Morgan votent contre les Règlements pris dans leur ensemble bien qu'ils en approuvent certaines parties.

L'ensemble des Règlements est ainsi adopté à la majorité des arbitres, et le Tribunal décide d'en incorporer le texte dans sa Sentence, en le faisant précéder de l'énonciation suivante :

« Et attendu que les décisions ci-dessus relatées, sur les questions concernant la juridiction exclusive des Etats-Unis mentionnées dans l'article VI, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, le Tribunal ayant décidé, à la majorité absolue des voix, sur chacun des articles des Règlements qui suivent, Nous, arbitres susnommés, le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, donnant notre assentiment à l'ensemble des articles des Règlements qui suivent, et constituant la majorité absolue des arbitres, décidons et prononçons, d'après le mode prescrit par le Traité, que les Règlements communs qui suivent, applicables en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, sont nécessaires et qu'ils doivent s'étendre sur les eaux ci-après déterminées. »

Les arbitres procèdent à l'examen d'un projet de Déclarations se rattachant aux Règlements, et que le Baron de Courcel, en son nom comme au nom du Marquis Visconti Venosta et de M. Gregers Gram, propose au Tribunal de présenter aux Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, pour être par eux pris en considération. Ce projet est ainsi formulé :

« Déclarations faites par le Tribunal d'arbitrage, et présentées aux Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, pour être prises en considération par ces Gouvernements. »

I

« Les arbitres déclarent que les Règlements communs tels qu'ils sont établis par le Tribunal d'arbitrage, en vertu de l'article VII du Traité du 29 février 1892, n'étant applicables que sur la haute mer, devront, dans leur pensée, être complétés par d'autres Règlements applicables dans les limites de la souveraineté de chacune des deux Puissances intéressées et qui devront être fixées par elles d'un commun accord.

II

« Vu l'état critique auquel il paraît constant que la race des phoques à fourrure se trouve actuellement réduite par suite de circonstances complètement éclaircies, les arbitres croient devoir recommander aux deux Gouvernements de se concerter en vue d'interdire toute destruction des

« phoques à fourrure, tant sur terre que sur mer, pendant une période de deux ou trois ans, ou d'une année au moins, sauf telles exceptions que les deux Gouvernements pourraient trouver à propos d'admettre.

« Si cette mesure donnait de bons résultats, elle pourrait être appliquée de nouveau, à certains intervalles, suivant les circonstances.

III

« Les arbitres déclarent en outre, que dans leur pensée, l'exécution des Règlements établis par le Tribunal d'arbitrage devra être assurée par un ensemble de stipulations et de mesures qu'il appartiendra aux deux Puissances d'arrêter, et que le Tribunal doit s'en remettre en conséquence à ces deux Puissances pour rendre effectifs les Règlements établis par lui.

« Fait et signé à Paris, le août 1893. »

La première et la troisième des Déclarations proposées sont adoptées, à l'unanimité, sans modification.

Pour ce qui concerne la seconde, Lord Hannen, tout en approuvant l'esprit dans lequel elle est conçue, et tout en regardant comme très désirable que la destruction des phoques à fourrure puisse être entièrement suspendue pendant une certaine période de temps, afin de permettre à la nature de réparer les pertes que cette race d'animaux a subies, déclare qu'il ne se considère pas comme autorisé par les termes de son mandat, à émettre une opinion à ce sujet.

Sir John Thompson partage la manière de voir de Lord Hannen.

Les autres arbitres adoptent la seconde Déclaration, et il est décidé que le texte des trois Déclarations sera remis, en même temps que la Sentence arbitrale, mais dans un document séparé, aux agents des deux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, pour être par eux transmis à leurs Gouvernements respectifs.

Passant ensuite à l'examen des questions de fait qui lui ont été déferées par le Gouvernement Britannique, en vertu de l'article VIII du Traité du 29 février 1892, le Tribunal constate que l'agent et les conseils du Gouvernement des Etats-Unis ont reconnu que l'exposé de faits présenté par l'agent du gouvernement de la Grande-Bretagne était confirmé par les dépositions des témoins, et ont déclaré s'être mis d'accord avec l'agent et les conseils du Gouvernement de la Grande-Bretagne pour s'en remettre au Tribunal de dire et prononcer véritable, en tant qu'il le jugerait à propos, ledit exposé de faits.

Les arbitres, après avoir délibéré en conséquence sur les faits soumis au Tribunal, décident à l'unanimité que lesdits faits, tels qu'ils se trouvent relatés dans l'exposé susmentionné, sont véritables.

Les arbitres procèdent à la rédaction définitive de la Sentence arbitrale, afin de la mettre d'accord avec chacune des décisions prises à la majorité absolue des voix sur chacune des questions soumises au Tribunal, en pre-

nant pour base de cette rédaction, comme il avait été convenu, le formulaire préparé par Lord Hannen.

Il est expressément entendu que les arbitres qui se sont trouvés en minorité sur certaines questions ne doivent pas être considérés comme retirant leurs votes. Sous cette réserve, le texte définitif de la Sentence est fixé et arrêté par l'unanimité des arbitres, dans la forme de l'Acte annexé au présent Protocole.

Le Tribunal décide, à l'unanimité des voix, que, conformément aux prescriptions du Traité du 29 février 1892, deux exemplaires de la Sentence seront dressés et signés pour être remis aux deux agents des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, et qu'un troisième exemplaire sera également dressé et signé pour être déposé aux Archives de l'arbitrage, lesquels demeureront confiées au Gouvernement français,

Une décision semblable est adoptée pour ce qui concerne les Déclarations.

Le Juge Harlan présente la motion suivante qui est adoptée à l'unanimité par les arbitres :

« Le droit est réservé à chaque arbitre de déposer entre les mains du « Secrétaire du Tribunal arbitral, à quelque date que ce soit après la fin « des séances dudit Tribunal et avant le 1^{er} janvier 1894, un ou plusieurs « mémoires écrits, contenant son opinion sur une ou plusieurs des « questions qui ont été soumises à la décision du Tribunal arbitral. Les « mémoires dont il s'agit seront considérés comme annexes du présent « Protocole. »

Le Tribunal décide de se réunir le mardi 15 août à dix heures du matin, à portes closes, pour la signature de la Sentence et des Déclarations, et immédiatement après, en séance publique, pour la remise de la Sentence et des Déclarations aux agents des deux Gouvernements.

Ainsi fait à Paris, le 14 août 1893, et ont signé :

Le Président : Alph. de COURCEL.

Le Secrétaire : A. IMBERT.

Protocole LV. — Séance du mardi 15 août 1893.

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures, à portes closes, tous les arbitres étant présents.

Les sept arbitres ont signé la Sentence définitive du Tribunal en trois exemplaires sur parchemin, un de ces exemplaires étant destiné à être remis à chacune des deux parties, en exécution des dispositions du Traité, et le troisième destiné, en vertu d'une décision antérieure du Tribunal, à être conservé dans les archives de l'arbitrage, confiées à la garde du Gouvernement français.

Le texte original était accompagné d'une version anglaise, que les sept arbitres ont certifiée, par leurs signatures, être véritable et exacte.

Les sept arbitres ont signé de même, en triple exemplaire sur parchemin,

les Déclarations présentées par eux aux deux Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et ont certifié véritable et exacte la version anglaise

Lord Hannen et Sir John Thompson ont fait précéder leur signature d'une mention constatant qu'ils approuvaient seulement la première Déclaration et la troisième.

Les arbitres ont ensuite examiné une demande qui leur avait été transmise par les agents des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, à l'effet de fixer les allocations qu'il convenait d'attribuer aux Secrétaires qui ont assisté le Tribunal dans ses travaux, et ils ont dressé l'état de ces allocations, qui a été remis aux agents des deux Gouvernements, par les soins du Juge Harlan et de Sir John Thompson.

A 11 heures, la séance à portes closes a pris fin et a été immédiatement suivie d'une séance publique.

Tous les arbitres étaient présents, ainsi que les agents des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne.

Sur l'invitation du président, M. Imbert, Secrétaire du Tribunal, a remis à l'honorable John W. Foster, agent du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, l'exemplaire signé de la Sentence du Tribunal, destiné au Gouvernement des Etats-Unis.

M. Imbert a ensuite remis à l'honorable Charles H. Tupper, agent de Sa Majesté Britannique, l'exemplaire signé de la Sentence du Tribunal, destiné au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Les deux exemplaires des Déclarations des arbitres, signés par eux et destinés aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, ont été remis dans la même forme aux agents des deux Gouvernements.

Le Président prononce alors les paroles suivantes :

« Messieurs,

« Nous sommes arrivés au bout de notre tâche. Nous avons fait de
« notre mieux pour l'accomplir, sans nous dissimuler les difficultés qui la
« compliquaient ni les lourdes responsabilités qu'elle faisait peser sur
« nous.

« Choisis parmi des nationalités différentes, nous ne nous sommes consi-
« dérés comme les représentants d'aucune d'elles, ni d'aucun Gouvernement,
« ni d'aucune puissance humaine, mais seulement de notre conscience et
« de notre raison, et nous avons voulu agir comme un de ces conseils de
« prud'hommes dont les anciens capitulaires de France définissaient avec
« tant de sollicitude les devoirs.

« Pour nous assister, nous avons eu à notre disposition toute une
« bibliothèque de documents, compilés avec un soin extrême, et afin que
« nous ne perdissions pas notre route dans cette abondance de sources
« d'information, des hommes tenant un haut rang, parmi les plus savants
« jurisconsultes et les orateurs les plus éloquents dont pussent se van-
« ter l'ancien et le nouveau monde, ont bien voulu nous prodiguer leurs
« conseils.

« Pendant des semaines et des mois, notre travail s'est prolongé, et
« toujours il semblait que quelque matière nouvelle surgissait devant nous,
« que quelque nouveau problème s'imposait à nos méditations.

« Aujourd'hui, en ce jour de grande fête, nous nous sommes assemblés
 « pour vous communiquer le résultat de nos travaux, souhaitant du fond
 « de nos cœurs qu'il soit profitable aux hommes, et conforme aux vues de
 « Celui qui règle leurs destinées.

« Nous savons que notre œuvre n'est point parfaite; nous en sentons les
 « défauts, inhérents à toute œuvre humaine, et nous avons conscience de
 « sa fragilité, dans certaines parties tout au moins, où nous devons nous
 « baser sur des circonstances nécessairement variables.

« Les Déclarations que nous remettons aujourd'hui aux deux agents,
 « et que nous espérons devoir être prises en considération par leurs Gou-
 « vernements, indiquent quelques-uns des motifs de cette imperfection
 « nécessaire.

« Nous nous sommes efforcés de maintenir intacts les principes fonda-
 « mentaux de cet auguste Droit des Gens, qui s'étend comme la voûte des
 « cieux au-dessus de toutes les nations, et qui emprunte les lois de la
 « nature elle-même pour protéger les uns à l'égard des autres les peuples
 « de la terre, en leur inculquant les prescriptions d'un bon vouloir
 « mutuel.

« Dans les Règlements que nous étions chargés de composer, nous
 « avons eu à décider entre des droits divergents, et entre des intérêts qu'il
 « était difficile de concilier. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amé-
 « rique et de la Grande Bretagne ont promis de bonne grâce d'accepter et
 « d'exécuter notre désir. Notre désir est que cet engagement volontaire
 « ne laisse de regrets à aucune de ces Puissances, bien que nous ayons
 « demandé à toutes deux ce qu'elles regarderont peut-être comme de
 « sérieux sacrifices. Cette partie de notre œuvre consacre une grande inno-
 « vation.

« Jusqu'ici les Nations étaient d'accord pour laisser en dehors de toute
 « législation particulière le vaste domaine des mers. Ainsi, autrefois, à ce
 « que racontent les poètes, la terre elle-même était commune entre tous
 « les hommes, qui en recueillaient les fruits à leur gré, sans limitation ni
 « contrôle. Vous savez qu'aujourd'hui même des rêveurs croient pouvoir
 « ramener l'humanité à cet âge d'or. Cependant la mer, après la terre, est
 « devenue petite pour les hommes, qui, pareils au héros Alexandre, et
 « non moins ardeurs au travail qu'il ne l'était pour la gloire, s'agitent dans
 « un monde trop étroit. Notre œuvre est un premier essai de partage des
 « produits jusqu'ici indivis de l'Océan, une réglementation appliquée à des
 « biens qui échappaient à toute autre loi que celle du premier occupant.
 « Si cet essai réussit, sans doute il sera suivi d'imitations nombreuses,
 « jusqu'à ce que la planète entière, sur les eaux comme sur les continents,
 « soit devenue l'objet d'une jalouse répartition. Alors, peut-être, la con-
 « ception de la propriété changera parmi les hommes.

« Avant de déposer le mandat que nous tenons de la confiance de deux
 « grandes Nations, nous désirons adresser le témoignage de notre recon-
 « naissance à tous ceux dont les efforts ont eu pour but de faciliter l'ac-
 « complissement de notre tâche, et particulièrement à Messieurs les agents
 « et les conseils des deux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et
 « de la Grande-Bretagne.

« Et maintenant, qu'il soit permis à un Français de se servir du mot
 « qu'employaient ses ancêtres, alors qu'ils chantaient le roman de leur

« grand Empereur, et de vous dire à tous, Messieurs : Gardez bon souve-
 « nir de la douce France ! »

Lord Hannen se lève ensuite et dit, en s'adressant au Président :

« Monsieur de Courcel, au nom de vos Collègues de tout à l'heure, je
 « dois vous dire combien nous regrettons que l'absence de Paris du Pré-
 « sident de la République française et de M. Develle nous empêche de
 « leur rendre visite avant de quitter cette ville où nous avons été traités
 « avec tant de cordialité. Il nous faut vous prier, comme le Membre
 « français de ce Tribunal d'arbitrage qui se dissout aujourd'hui, de porter
 « au Président et au Gouvernement français le témoignage de nos senti-
 « ments de profonde gratitude pour la réception si gracieuse et la généreuse
 « hospitalité qui nous ont été accordées. Nos remerciements doivent s'a-
 « dresser tout spécialement à M. Develle qui, au prix de tant d'embarras
 « pour lui-même, nous a donné dans ce palais un si superbe domicile, et
 « nous lui présentons nos excuses pour avoir si longtemps, quoique bien
 « involontairement, abusé de son amabilité.

« Maintenant, Monsieur de Courcel, j'ai à remplir un devoir dont je
 « m'acquitte avec une satisfaction toute particulière. J'ai à vous dire à quel
 « point nous avons apprécié la manière dont vous avez présidé nos délibé-
 « rations. Le public a eu l'occasion d'observer la sagacité, la science et la
 « courtoisie avec lesquelles vous avez dirigé nos débats durant les plai-
 « doiries. Vos collègues seuls ont pu se rendre compte des services que
 « ces qualités nous ont rendus dans nos conférences secrètes. Laissez-
 « moi ajouter que nos relations intimes avec vous nous ont appris à
 « vous considérer avec la plus haute estime et la plus chaude affection.
 « Permettez-moi de vous dire que vous avez gagné en chacun de nous un
 « ami dévoué.

« Je ne puis conclure sans dire quelques mots de la mémorable occasion
 « qui nous a réunis ici. Nous avons confiance que le résultat de notre
 « œuvre sera tel que nous aurons pris part à un grand événement histo-
 « rique, fécond en heureux résultats pour le monde. Deux grandes nations,
 « en soumettant leurs différends à l'arbitrage, ont donné un exemple qui,
 « je n'en doute pas, sera suivi à l'occasion par d'autres, ainsi le fléau de la
 « guerre sera évité de plus en plus. Peu de gens peuvent être assez opti-
 « mistes pour espérer que toutes les querelles internationales pourront
 « bientôt être réglées par l'arbitrage au lieu d'être tranchées par le terri-
 « ble jugement de la guerre. Mais toute occasion où cette méthode pacifi-
 « que sera employée rapprochera le moment où elle fera la règle et non plus
 « l'exception.

« Un de nos poètes a dit : « Toute prière pour la paix universelle con-
 « tribue à hâter sa venue ».

« Nous avons fait mieux que de nous joindre à ces prières; nous pou-
 « vous espérer que nous avons été les humbles instruments par l'action
 « desquels une réponse a été donnée à la supplication qui, nous en avons
 « la certitude, s'élève des cœurs de ces deux nations sœurs, pour deman-
 « der que la paix règne toujours entre elles.

« Je vous dis de tout cœur adieu ».

Le Sénateur Morgan prend la parole pour s'associer aux sentiments dont
 Lord Hannen s'est fait l'interprète :

« Les arbitres désignés par les Etats-Unis d'Amérique, dit-il, se joi-

« gnent bien sincèrement à Lord Hannen dans l'heureuse expression qu'il
« vient de faire de ses sentiments de gratitude pour la magnifique hospita-
« lité du Gouvernement et du Peuple français. Pendant les longs mois où
« nous avons été leurs hôtes et où nous avons joui de la protection de
« leurs lois, nous avons été les témoins de leur grande et splendide civili-
« sation, et l'accueil que nous avons reçu n'a pas cessé d'être cordial ; nous
« en avons pleinement conscience.

« Si nous envisagions d'une façon étroite les résultats de cet arbi-
« trage, nous pourrions regretter pour les Etats-Unis que les questions
« juridiques soumises à notre examen n'aient pas été présentées d'une
« manière plus large dans le Traité signé entre les deux grandes Puissan-
« ces contractantes.

« Au moment où ce Traité était en voie de préparation, l'occasion se
« présentait d'examiner, sous un jour plus équitable, les droits que devraient
« avoir les Nations dont les îles et les côtes sont fréquentées par les pho-
« ques à fourrure, en quête d'un lieu de séjour et d'un abri pendant la
« saison d'été, à posséder et à protéger ces phoques, en vertu des règles
« légales universellement appliquées aux animaux qui, en raison de leur
« utilité à l'homme, sont classés comme animaux domestiques ou domes-
« tiques.

« Mon collègue américain et moi-même étions d'accord sur ce point que
« le Traité nous permettait de considérer ce sujet sous l'aspect le plus
« large. Toutefois, nos Honorables Collègues n'ont pas envisagé de la
« même façon l'étendue du devoir imposé au Tribunal d'après le Traité. Ils
« ont été d'avis que les questions de droit de propriété et de protection des
« phoques à fourrure devaient être examinées d'après l'état actuel du
« droit, et, n'ayant trouvé aucun précédent dans la loi internationale, ils
« ne se sont pas crus autorisés à en créer un.

« Comme, selon eux, les droits réclamés par les Etats-Unis ne pouvaient
« avoir d'autre base que la loi internationale, et comme cette loi était
« muette sur ces points, ils n'ont pu trouver aucun fondement légal aux
« droits réclamés, en tant que ces droits s'étendraient au delà de la
« limite de juridiction territoriale des Etats-Unis.

« Les décisions adoptées en conséquence ont obligé le Tribunal à faire
« usage du pouvoir qui lui était conféré d'établir, en vertu de la délégation
« des Gouvernements, et conformément aux dispositions du Traité, des
« Règlements destinés à conserver et à protéger les phoques à fourrure.
« Dans ce champ d'expériences, nouveau et encore inexploré, ont surgi de
« grandes difficultés résultant du conflit d'intérêts d'une haute importance,
« et ces difficultés se sont accrues de l'incertitude relative aux faits sur
« lesquels pouvaient être basés des Règlements, qui devaient à la fois tenir
« compte des intérêts en jeu, et assurer une protection et une préservation
« convenables aux phoques à fourrure.

« Les Etats-Unis comprendront parfaitement et apprécieront ces
« difficultés, et ils accepteront la Sentence finale du Tribunal, comme
« étant le meilleur résultat qu'il ait été possible d'atteindre dans ces con-
« ditions.

« Grâce aux Règlements adoptés par le Tribunal, une protection très
« étendue est assurée au troupeau de phoques à fourrure de l'Alaska, et
« la suppression effective de l'emploi des armes à feu dans la chasse en

« haute mer, est une sérieuse et sage garantie que la jouissance d'intérêts parallèles ne mettra pas en péril sérieux la paix des deux Nations.

« Les arbitres désignés par les Etats-Unis éprouvent la satisfaction la plus vive à rendre témoignage à leurs Collègues du Tribunal de leur science, de leur intégrité, de leur patience, de leur activité et de leur stricte impartialité.

« Nos travaux ont été longs et ardu, mais ils ont été facilités par les sentiments de constante courtoisie et de bon vouloir mutuel dont ont fait preuve tous les membres du Tribunal.

« Nous espérons que les fondements posés par nous dans ce nouveau champ d'entente internationale serviront à des résultats à venir encore plus larges et meilleurs.

« Nous avons contracté, envers le Président de ce Tribunal, une dette de reconnaissance pour la patience et la grande habileté avec lesquelles il s'est acquitté de ses fonctions si difficiles.

« Les agents des deux Gouvernements ont préparé, au prix d'un grand travail, et avec une science peu commune, un exposé de tous les faits à leur portée, susceptibles de jeter quelque lumière sur les questions en discussion, et les Conseils, avec cette habileté signalée qui leur a conquis, dans d'autres circonstances, une haute renommée, ont mis en valeur la multitude de documents ainsi amassés.

« Conscients d'avoir fait tout ce qui dépendait de nous pour arriver à des conclusions justes et salutaires, nous terminons nos travaux dans l'espoir qu'ils seront accueillis favorablement par toutes les nations. »

Le Président dit qu'il accepte volontiers la mission de transmettre à M. le Président de la République Française et à M. Develle les remerciements des membres du Tribunal d'arbitrage.

Il remercie pour son compte personnel Lord Hannen et le Sénateur Morgan des sentiments qu'ils ont bien voulu exprimer à son égard.

Il annonce que le Tribunal a terminé ses travaux.

La séance est levée à midi.

Fait à Paris le 15 août 1893, et ont signé :

Le Secrétaire,
A. IMBERT.

L'Agent des Etats-Unis
John W. FOSTER.

Le Président,
Alph de COURCEL.

L'Agent de la Grande Bretagne,
Charles H. TUPPER.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret portant création d'une Cour d'appel au Tonkin.

13 janvier 1894 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 17 août 1881, portant organisation de la juridiction française en Annam ;

Vu le décret du 8 février 1886, relatif aux attributions consulaires, et celui du 10 février 1886, relatif aux attributions judiciaires des résidents et vice-résidents chefs de poste en Annam et au Tonkin ;

Vu le décret du 8 septembre 1888, relatif à l'organisation de la justice au Tonkin ;

Vu les décrets du 8 septembre 1888 et du 12 novembre 1889, relatifs au traitement, à la parité d'office et au costume des magistrats au Tonkin ;

Vu le décret du 17 juin 1889, portant organisation de la justice en Cochinchine ;

Vu le décret du 28 février 1890, portant organisation de la justice au Tonkin ,

Vu le décret du 21 avril 1891,

Décète :

Article premier. — Il est institué à Hanoï une cour d'appel, dont la juridiction s'étend sur les pays de protectorat de l'Annam et du Tonkin.

Art. 2. — La cour d'appel d'Hanoï est composée d'un président, de deux conseillers, d'un conseiller auditeur et d'un greffier assisté d'un commis-greffier.

Les fonctions du ministère public près la cour d'appel d'Hanoï sont remplies par un procureur général, assisté d'un substitut et d'un attaché de parquet.

Art. 3. — En toutes matières, les arrêts de la cour d'appel d'Hanoï sont rendus par trois juges.

Art. 4. — Le procureur général près la cour d'appel d'Hanoï remplit les fonctions de chef du service judiciaire en Annam et au Tonkin.

Il est investi des mêmes attributions et prérogatives que celles qui ont

(1) *Journal officiel* du 27 janvier.

été dévolues par le décret du 17 juin 1889 au procureur général près la cour d'appel de Saïgon, en ce qui concerne la Cochinchine.

Art. 5. — Les attributions précédemment conférées, en ce qui concerne l'Annam et le Tonkin, à la cour d'appel de Saïgon et à ses membres, par les lois et règlements antérieurs au présent décret, sont dévolues à la cour d'appel d'Hanoï et à ses membres.

Art. 6. — Les magistrats de la cour d'appel du Tonkin sont nommés par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre chargé des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Ils portent aux audiences et dans les cérémonies publiques le même costume que les magistrats de la cour d'appel de Saïgon.

L'attaché au parquet du procureur général près la cour d'appel d'Hanoï est nommé par arrêté du sous-secrétaire d'Etat des colonies.

Art. 7. — Le traitement colonial et la parité d'office des magistrats de la cour d'appel du Tonkin sont fixés conformément au tableau suivant :

| DÉSIGNATION DES OFFICES | TRAITEMENT colonial |
|--|---------------------|
| Procureur général chef du service judiciaire | 20.000 |
| Président de la cour d'appel..... | 18.000 |
| Conseiller à la cour d'appel..... | 13.000 |
| Substitut du procureur général | 10.000 |
| Conseiller auditeur..... | 8.000 |
| Greffier..... | 6.000 |
| Commis-greffier | 5.000 |

DÉSIGNATION DES OFFICES
de la magistrature métropolitaine auxquels sont assimilés les emplois de la magistrature du Tonkin pour servir de base à la liquidation de la pension de retraite.

| OFFICES | QUOTITÉ du traitement | CLASSES |
|-----------------------------------|-----------------------|----------------|
| Procureur général | 18.000 | |
| Président de chambre à Paris..... | 13.750 | |
| Conseiller | 7.000 | |
| Conseiller | 7.000 | |
| Juge | 4.000 | 2 ^e |
| Greffier de cour d'appel | 4.200 | |
| Commis-greffier de tribunal..... | 2.000 | 3 ^e |

Le traitement colonial de l'attaché au parquet du procureur général près la cour d'appel du Tonkin est fixé à 5,000 fr.

Art. 8. — Le costume d'audience des magistrats et greffiers de la cour d'appel du Tonkin est réglé ainsi qu'il suit :

1^o Aux audiences ordinaires, les membres de la cour d'appel porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chaussure de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, la toque en velours noir.

Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut et deux galons d'or en bas. Les conseillers en auront deux en bas. Le conseiller auditeur n'en aura qu'un en bas.

2° Aux audiences solennelles, aux audiences de la cour criminelle et aux cérémonies publiques, les membres de la cour d'appel porteront la toge et la chausse en étoffe de laine rouge.

La toge du président et celle du procureur général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine de 10 centimètres de large.

3° Le substitut du procureur général portera le même costume que les conseillers.

4° Le greffier de la cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles ou criminelles, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

Le commis-greffier portera la robe fermée à grandes manches, en étamine noire, et la toque en étoffe de laine, avec un galon de laine de la même couleur.

Art. 9. — Les défenseurs installés près les tribunaux du Tonkin pourront occuper et plaider devant la cour d'appel. Les dispositions qui régissent actuellement l'exercice de leurs fonctions sont maintenues.

Ils porteront aux audiences de la cour d'appel et des tribunaux du Tonkin la robe d'étamine noire fermée, à manches larges, la toque en laine bordée d'un ruban de velours et la cravate pareille à celle des juges. Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la chausse.

Art. 10. — Sont maintenues toutes dispositions non contraires au présent décret.

Art. 11. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Rapport au président de la République Française.

Paris, le 13 janvier 1894.

Monsieur le Président,

Les décrets qui ont organisé la justice en Indo-Chine ont placé jusqu'à ce jour le Tonkin et l'Annam dans le ressort de la cour d'appel de Saigon et attribué au procureur général près ladite cour les fonctions de chef du service judiciaire dans toute l'étendue des établissements français ou protégés par la France en Extrême-Orient.

Depuis quelques années le commerce européen et les industries françaises se sont développés d'une façon constante dans ces pays, particulièrement au Tonkin, et les procès où se trouvaient en cause des personnes habitant les provinces d'Hanoi, chef-lieu du protectorat, et le port, devenu très important, d'Haiphong et ses environs, ont trait à des intérêts de plus en plus considérables.

La création de tribunaux composés de magistrats réguliers a été une première satisfaction pour la population, mais l'appel des jugements qu'ils rendent doit être porté devant la cour de Saigon.

Cette situation présente des inconvénients très sérieux, auxquels il devient absolument nécessaire de remédier sans retard dans l'intérêt des justiciables et du développement de notre influence.

En premier lieu, l'expérience a démontré combien est illusoire ce droit d'appel accordé aux habitants du Tonkin.

Plusieurs jours de traversée séparent les ports de ce pays de celui de Saïgon ; les moyens de communication sont de plus assez coûteux. Les plaideurs doivent ou bien consentir à de pénibles sacrifices de temps et d'argent s'ils veulent soutenir personnellement leurs droits devant la juridiction du second degré, ou bien envoyer leur dossier à des avocats défenseurs auxquels ils ne peuvent fournir que des indications écrites.

Presque toujours, ils préfèrent renoncer à leur droit d'appel.

En second lieu, l'organisation, les mœurs, les habitudes commerciales et sociales sont profondément différentes au Tonkin de celles de la Cochinchine et du Cambodge ; les affaires judiciaires s'y présentent dans des conditions tout autres, et l'on est porté à se demander si la cour d'appel de Saïgon est bien préparée à les juger suffisamment en connaissance de cause.

Des considérations analogues ont déjà déterminé le gouvernement à séparer la plupart des services de l'Annam et du Tonkin de ceux de la Cochinchine et du Cambodge.

D'autre part, en matière criminelle, le procureur général, chef du service judiciaire à Saïgon, est investi, pour toute l'Indo-Chine, des pouvoirs conférés en France aux chambres des mises en accusation. Chaque fois qu'un prévenu semble devoir être traduit devant la cour d'assises, le dossier doit être soumis au procureur général, à qui appartient le droit exclusif, et qui ne saurait être délégué à un autre magistrat, de rendre une ordonnance tenant lieu d'arrêt de renvoi.

Cette manière d'agir crée des lenteurs même pour les procédures les plus simples.

Il me paraît indispensable de mettre fin à cette situation qui est préjudiciable à la fois aux intérêts des accusés et à ceux du Trésor. Je ne vois donc que des avantages à ce qu'à l'avenir, grâce à la création d'une cour d'appel locale, ce soit le procureur général d'Hanoï qui rende pour les affaires criminelles de l'Annam et du Tonkin les ordonnances de renvoi, après avoir examiné les dossiers préparés sous sa surveillance immédiate et par conséquent avec tout le soin désirable.

Pour les diverses raisons ci-dessus exposées, la séparation complète du service judiciaire en Annam et au Tonkin de celui de la Cochinchine et du Cambodge me paraît indispensable.

Le décret ci-joint a donc pour objet de la consacrer par la création d'une cour d'appel absolument indépendante de celle de Saïgon et de continuer la scission générale des services, rendue nécessaire par les différences profondes existant dans les habitudes et dans les mœurs des deux pays. La composition de cette cour a été aussi réduite que possible, afin de ne pas augmenter dans une forte proportion les charges budgétaires du pays, et il n'est pas téméraire de déclarer que la faible dépense qu'elle occasionne ne peut entrer en balance avec les services qu'elle est appelée à rendre à l'influence et à l'autorité de la France en Extrême-Orient.

J'ai, par suite, l'honneur, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de soumettre à votre sanction, monsieur le Président, le projet de décret ci-joint, portant création d'une cour d'appel au Tonkin.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

J. MARTY.

Décret fixant la compétence des tribunaux du Tonkin

13 janvier 1894 (1)

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies
et du garde des sceaux, ministre de la Justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 17 août 1881, portant organisation de la juridiction française en Annam ;

Vu le décret du 8 février 1886, relatif aux attributions consulaires, et celui du 10 février 1886, relatif aux attributions judiciaires des résidents et vice-résidents chefs de poste en Annam et au Tonkin ;

Vu les décrets des 8 et 18 septembre 1888 et du 12 novembre 1889, relatifs à l'organisation de la justice au Tonkin ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine, du 5 décembre 1888, déterminant les circonscriptions des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong ;

Vu le décret du 17 juin 1889, portant organisation de la justice au Tonkin ;

Vu le décret du 13 janvier 1894, portant création d'une cour d'appel au Tonkin ;

Vu le décret du 21 avril 1891,

Décrète,

Art. 1^{er}. — Il n'est rien modifié à la législation actuellement en vigueur en Annam et au Tonkin.

Art. 2. — Le ressort des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong pour les affaires qui sont en France de la compétence des juges de paix, reste fixé par l'arrêté du 5 décembre 1888.

Pour toutes les autres affaires, leur juridiction s'étend sur tout le territoire du Tonkin ; leurs circonscriptions respectives seront fixées par arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine, rendu sur la proposition du résident supérieur au Tonkin et du procureur général, chef du service judiciaire à Hanoï.

Art. 3. — La compétence des tribunaux des résidences dans les provinces est la même que celle des justices de paix en France.

Les affaires qu'ils jugent dans ces conditions ne sont pas sujettes à appel.

Exceptionnellement, toutes les fois que les parties y consentent, les résidents et vice-résidents chefs de poste peuvent connaître en premier ressort et à charge d'appel devant la cour du Tonkin des affaires qui relèvent en France de la compétence des tribunaux de première instance et qui intéressent des nationaux sujets et protégés français, des sujets et protégés d'une puissance étrangère.

La procédure suivie sera celle des justices de paix.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal offi-*

(1) *Journal officiel* du 27 janvier.

ciel de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 13 janvier 1894.

CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*
J. MARTY.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*
ANTONIN DUBOST.

Rapport au président de la République française.

Paris, le 13 janvier 1894.

Monsieur le Président,

Par un décret en date de ce jour, vous avez bien voulu autoriser la création au Tonkin d'une cour d'appel indépendante en raison des intérêts toujours croissants du commerce européen et de la population française dans ce pays de protectorat.

Actuellement, les deux tribunaux français composés de magistrats réguliers n'exercent leur juridiction que sur une faible partie du territoire, celle où se trouvaient les principaux établissements européens au moment de leur création. Dans les autres régions, la justice est rendue pour toutes les affaires, quelle que soit leur importance, par les résidents et vice-résidents. Ces fonctionnaires, depuis que les colons et les capitalistes européens ont entrepris de mettre en valeur les nombreuses richesses minières et agricoles du Tonkin, parviennent difficilement à remplir leurs fonctions à la fois d'administrateurs et de juges. Généralement ils n'ont d'ailleurs pour ces dernières qu'une préparation peu en rapport avec les intérêts parfois considérables sur lesquels ils doivent statuer.

Il y aura avantage, pour ces raisons, à réduire leur compétence à celle des juges de paix de France. Il n'en résultera aucune difficulté pour les justiciables ; en effet, les moyens de communication établis dans ces dernières années ou en voie de création permettent de porter plus facilement qu'autrefois les affaires devant les tribunaux réguliers d'Hanoi et d'Haiphong, dont la juridiction s'étendra sur tout le territoire du Tonkin.

Exceptionnellement, pour les provinces un peu éloignées de ces deux villes, et lorsqu'il y aura accord entre les parties, les tribunaux des résidences pourront connaître, à charge d'appel, des affaires qui excéderont leur compétence ordinaire. Cette disposition a pour objet de rendre plus rapide le jugement des procès de peu d'importance concernant des justiciables peu fortunés.

Après entente avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, j'ai l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, consacrant ces réformes.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
J. MARTY.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

EGYPTE

Procès-verbal de la séance du Conseil législatif du lundi 2 Gamad-el-Tani 1311 (11 décembre 1893).

La séance est ouverte à 4 heures à la turque (9 heures du matin), sous la présidence de S. E. Ali pacha Chérif, président du Conseil législatif, et en présence de vingt-cinq membres.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance précédente dont la rédaction est approuvée.

M. le président. — Les documents à soumettre au Conseil sont :

1^o Une lettre de S. E. le ministre des finances, accompagnée de plusieurs exemplaires du projet de budget pour l'exercice 1894. Le Conseil avait demandé ces exemplaires et ils ont été distribués aux membres.

2^o Un rapport de la Commission chargée de l'examen préalable du budget.

Je désire que lecture de ces documents soit donnée par ordre de date.

Lecture est donnée comme suit :

Monsieur le président,

Conformément à l'article 22 de la loi organique, le ministère des finances, sur la demande du Conseil législatif, lui a transmis 40 exemplaires du compte-rendu pour l'exercice 1894.

J'ai également reçu votre lettre n^o 24, par laquelle vous m'informez que le Conseil a décidé de nommer une commission pour l'examen préalable dudit projet, et qu'il y avait lieu de vous remettre 40 exemplaires du budget détaillé.

Je m'empresse de vous informer qu'en réalité il n'existe pas de différence matérielle entre le budget de 1894 et celui de 1893 ; or, comme le Conseil législatif possède déjà des exemplaires du budget de 1893, il lui serait facile de procéder à l'examen de celui de 1894.

Néanmoins, l'imprimerie a reçu les instructions nécessaires à l'effet d'imprimer aussitôt que possible le nombre d'exemplaires demandés, pour être transmis au Conseil.

J'ajoute que la note du comité financier indique en détail les différences existant entre les deux budgets. Cette note vous a été communiquée par le Conseil des ministres.

On passe ensuite à la lecture du rapport de la Commission. On décide que cette lecture soit répétée et que les membres émettent leur avis sur chaque chapitre.

RAPPORT

Après avoir examiné le budget du gouvernement égyptien pour l'année 1894 et l'avoir comparé avec l'état financier du peuple égyptien, la Commission constate que le peuple égyptien se trouve dans un état de pauvreté et de gêne qui s'accroît de jour en jour. La preuve en est, c'est que les registres des tribunaux démontrent que les dettes des habitants pour la période comprise entre 1876 et mars 1881 se sont élevées à presque 12,000,000 de livres égyptiennes.

Au commencement de 1891, cette somme dépassait 20 millions, et le montant des terrains hypothéqués était à peu près de 1,300,000 feddans, et de 9,100 pour les immeubles.

Il est à remarquer que ces chiffres ne comprennent pas les dettes privées qui ne sont pas enregistrées aux tribunaux.

Il s'en suit qu'en dix ans les dettes des habitants ont doublé, et que, si cet état de choses doit continuer, ces dettes augmenteront davantage, de sorte que la plus grande partie des terres de l'Égypte sera hypothéquée et les Égyptiens deviendront les simples ouvriers de leurs créanciers.

Cet état de gêne est dû principalement aux lourds impôts et aux taxes que le gouvernement perçoit des habitants.

Ces impôts et taxes ont été, en effet, établis à des époques où le contribuable vendait sa récolte à des prix beaucoup plus avantageux qu'il ne le fait en ce moment. Or, comme les impôts et taxes sont restés les mêmes, il s'ensuit que le taux d'impôt que paie aujourd'hui le contribuable n'est plus en rapport avec la somme qu'il retire de ses récoltes et que par suite son état est devenu tel que nous venons de le décrire.

D'après les développements du budget cependant, il semble que le gouvernement n'accorde pas à cette situation l'attention voulue. En effet, la somme de 90,000 livres qu'on propose de consacrer au dégrèvement de quelques terrains pendant l'année 1894 est loin d'être suffisante pour remédier au mal existant.

Nous comprenons donc qu'il est de notre devoir de procéder soigneusement à l'examen de ce budget, afin de voir si l'étude de ses chapitres ne nous fera pas trouver les moyens nécessaires pour arriver à diminuer la lourde charge des habitants.

A cet effet, la Commission est d'avis que pour cette année, il suffira de traiter seulement quelques questions générales, de nature à permettre d'obtenir le résultat voulu.

Ces questions seront soumises à l'appréciation du Conseil législatif et devront, en cas d'approbation, être notifiées au gouvernement.

Pour les années à venir, la Commission propose de discuter les autres détails du budget qu'elle a cru nécessaire d'ajourner, jusqu'à ce qu'elle connaisse l'avis du gouvernement sur la question principale.

PERSONNEL

Les appointements payés aux employés peuvent être divisés en deux catégories, savoir :

Appointements du personnel à cadres fixes.

Appointements des hauts fonctionnaires sans cadres.

Nous ne discuterons pas, pour le moment, les appointements du personnel des cadres inférieurs.

Quant à ceux des cadres supérieurs et des hautes fonctions non classées, la Commission est d'avis qu'ils sont considérables et qu'il est nécessaire de nommer des comités afin de les examiner et de les réduire.

La Commission constate également que bon nombre d'autres fonctions sont absolument inutiles et pourraient être économisées. Elle ne voudrait pas préciser ces fonctions, mais elle attire sur ce point l'attention du gou-

vernement dans l'espoir qu'il étudiera sérieusement cette question, et n'obligera pas le Conseil législatif à plus de précision.

La Commission constate, d'autre part, que les étrangers touchent des appointements exagérés par rapport à ceux des employés indigènes. En admettant même que les étrangers doivent être payés plus que les indigènes, attendu qu'ils se sont éloignés de leur pays, il n'est pas juste qu'ils reçoivent un traitement double de celui qu'ils recevaient chez eux.

La Commission voit en outre que, dans les administrations, la direction des services est confiée, en grande partie, à des étrangers qui touchent les gros traitements et qu'il y a longtemps que cette situation se prolonge, sans qu'on y ait apporté aucun changement. La Commission appelle l'attention toute spéciale du gouvernement sur cette question et espère que des modifications seront introduites, selon les vœux du pays.

Le fait d'avoir tant d'employés étrangers au service du gouvernement a eu pour résultat la création de nombreux bureaux européens dans chaque administration. L'existence de ces bureaux entraîne des frais considérables que le gouvernement est obligé de supporter, bien que la langue officielle du pays soit la langue arabe.

Dans tous les pays du monde, les affaires administratives se traitent dans la langue officielle du pays.

Certes on pourrait réaliser une grande économie si on n'usait, dans les services du gouvernement, que de la langue arabe, tout en ayant le nombre exclusivement nécessaire de traducteurs.

Hassan bey Madkour. — Je partage les vues de la Commission et demande que les comités qu'on propose de nommer pour prononcer sur le travail de chaque département soient composés de gens connaissant le département à étudier.

Ils doivent également être choisis moitié parmi les employés en service et moitié parmi les pensionnaires de l'Etat.

Approbation.

Lecture du rapport est ensuite reprise :

FONDS SECRETS, FRAIS GÉNÉRAUX, MENUS ET IMPRÉVUS, ETC.

La Commission estime que le chiffre affecté à ces différents chefs est porté sur le budget à 85,000 livres environ, et propose que sur ce chiffre, une somme de 20,000 livres soit économisée.

Chawarbi pacha propose que cette économie soit portée à 30,000 livres.

Approuvé à l'unanimité des voix.

La lecture est donnée des observations faites par la Commission au sujet des dépenses affectées au théâtre.

ALLOCATION AU THÉÂTRE

La Commission estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre les dépenses affectées au théâtre de l'Opéra.

La plupart des gouvernements européens, notamment le gouvernement anglais, ne prennent pas à leur charge une dépense pareille.

Si certaines puissances prennent à leur charge cette dépense, ce n'est que dans le but d'être utile à leurs nationaux.

Mais au Caire, tel n'est point le cas, car le seul avantage qu'on puisse retirer du théâtre, c'est qu'il sert à amuser quelques-uns des étrangers qui y habitent, et rien de plus.

Prétendre que le théâtre est utile aux touristes qui visitent l'Egypte pendant la saison d'hiver, est chose inadmissible, attendu que la plupart des locations s'effectuent avant l'arrivée de ces touristes, et s'il reste quelques places, elles sont en petit nombre et ne sauraient suffire aux nombreux étrangers alors présents au Caire.

Mohamed Chawarbi pacha — Je ne suis pas d'avis de supprimer la sub-

vention du théâtre. Je crois opportun de la fixer à 3.000 L. E. seulement. Quant au reste du crédit affecté à ce chapitre, il doit être employé à quelque chose de plus utile.

Moustapha bey Mansour. — Je partage l'avis de la Commission, car il n'y a aucune nécessité pour le gouvernement de prendre à sa charge la subvention du théâtre.

Si l'on déclare que le théâtre européen est nécessaire aux touristes, nous réprendrons que les touristes ne viennent pas en Egypte dans le but de se rendre au théâtre, car ce ne sont pas les théâtres qui leur manquent dans leur pays. Ces touristes ne viennent en Egypte que pour admirer les antiquités et y séjourner pendant l'hiver, à l'époque où le climat est doux et bienfaisant.

La direction du théâtre en Egypte ne se borne pas à recevoir la subvention accordée par le gouvernement, elle a, en outre, un revenu provenant du prix que chaque amateur paie pour assister aux représentations. Il suffit donc pour le gouvernement de donner gratuitement le théâtre sans se charger, vu sa dette, de dépenses pouvant être économisées.

Ibrahim Adham pacha. — Le théâtre est nécessaire en hiver, à l'époque où les touristes se trouvent dans le pays.

Tout ce que le gouvernement dépense à cet effet n'est rien en rapport avec les bénéfices que le pays en retire. Ces bénéfices proviennent des loyers des propriétés bâties, des chemins de fer, des octrois, des ventes, etc.

Je crois, par conséquent, opportun de ne pas modifier le crédit affecté dans le budget à la subvention théâtrale.

Hassan bey Madkour. — Je partage l'avis de S. E. Chawarbi pacha.

M. le président propose la mise aux voix.

L'avis de la Commission est adopté à la majorité des voix.

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES EMPLOYÉS

Les sommes énormes payées aux employés comme frais de déplacement n'ont aucune raison d'être, puisque ces employés ne touchent leurs traitements primitifs que pour faire des travaux spéciaux. Celui qui se déplace pour accomplir une formalité quelconque faisant partie de son service, ne s'occupe pas d'un travail en dehors de ses attributions.

La Commission est, par conséquent, d'avis qu'il n'y a pas lieu d'allouer des frais de déplacement aux fonctionnaires et aux employés dont le service exige des tournées. On se bornera à leur payer le prix de passage, par bateaux et par chemins de fer, ainsi que les frais de monture.

Moustapha bey Mansour. — Il n'est pas alloué de frais de déplacement aux employés des moudiriehs. Ces frais ne sont accordés qu'aux fonctionnaires et aux employés qui se trouvent au Caire. Je suis d'avis de traiter ces derniers sur le même pied que les employés des moudiriehs.

L'avis de la Commission est adopté à la majorité des voix.

La lecture du rapport de la Commission est reprise :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — TRAVAUX NEUFS, FRAIS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION

A ce chapitre est affectée une somme de L. E. 280,080.

Ce chapitre entraîne des sommes considérables pour le percement des voies publiques, la création de nouvelles constructions, etc.

Très souvent, la plus grande partie de ces travaux n'est pas nécessaire ; on n'est porté à les exécuter que parce qu'il existe des crédits considérables affectés à cet effet ou restant disponibles sur le budget. Il convient de remarquer que de fortes sommes ont été déjà dépensées depuis les derniers jours du siècle écoulé de l'hégire jusqu'à présent ; donc on peut facilement consacrer les fonds y affectés à des travaux beaucoup plus avantageux pour le pays.

La Commission est, par conséquent, d'avis de diminuer de 50,000 livres la somme affectée à ce service.

Gad bey Moustapha. — Les nouveaux travaux se divisent en deux parties : l'une a trait aux irrigations.

Il est affecté à ce dernier service, dans le budget de 1894, une somme de L. E. 158,346, soit un excédent de L. E. 21,000 sur le crédit affecté à ce service en 1893.

La seconde partie se rapporte aux villes. Il lui est affecté dans le budget de 1894 une somme de L. E. 139,463.

Je suis d'avis d'économiser une somme de L. E. 40,000 sur la première partie et une somme de L. E. 45,000 sur la seconde.

La somme totale à économiser sera donc de L. E. 85,000.

Soufani bey. — Le but de la commission est d'économiser une somme de 50,000 livres sur le crédit affecté aux villes sans toucher au crédit affecté en 1894 aux irrigations.

Hassan pacha Helmi. — Il y a lieu de ne rien économiser sur le crédit affecté aux irrigations.

Il doit être cependant établi que dans le cas où il serait nécessaire d'imputer une somme quelconque à ce crédit, le devis des travaux à effectuer devra être dressé et soumis au ministère des travaux publics. Après examen, ce dernier demandera au gouvernement l'autorisation d'effectuer ces travaux.

De cette façon, aucune somme ne sera imputée à ce crédit sans qu'un devis ait été dressé et que la dépense ait été autorisée.

Hassan bey Madkour. — Je partage l'avis de Soufani bey.

Ismail Mohamed pacha. — L'économie à effectuer devant être imputée au crédit des villes, je juge opportun de fixer cette économie à 30,000 livres.

Ibrahim Adham pacha. — Je suis d'avis de ne rien économiser sur le crédit affecté aux irrigations. Quant au crédit des villes, on peut économiser 30,000 livres.

Ibrahim bey El Ghamrawi. — Je partage l'avis de la Commission en ce qui regarde la somme à économiser et celui de Soufani bey en ce qui regarde l'application.

Ibrahim Halim preha. — Je suis d'avis d'économiser 20,000 livres sur le crédit des irrigations et 35,000 livres sur celui des villes.

Soleïman pacha Abaza. — Je suis d'avis de ne rien réduire du budget des travaux publics.

Moustapha bey Mansour. — Je partage l'avis de S. E. Ibrahim pacha.

M. le président propose la mise aux voix.

L'avis de Soufani bey est adopté à la majorité des voix.

TRAVAUX PUBLICS. — ENTREPRISES

Le ministère des travaux publics confie souvent les entreprises à d'autres personnes que celles auxquelles elles ont été adjugées, et à des prix supérieurs aux prix d'adjudication, prétendant que les personnes auxquelles il a confié ces entreprises lui sont plus connues.

Ce prétexte ne peut être admis dans le cas où l'adjudicataire fournirait au ministère un cautionnement et une garantie qui permettraient à ce département de faire exécuter immédiatement le travail pour le compte de l'adjudicataire, si celui-ci tardait à le faire, et il serait ainsi garanti pour le surplus des dépenses par le cautionnement.

Ahmed bey Marzouk. — Les entreprises sont confiées en vertu d'adjudications sous pli cacheté. Il y a lieu de procéder au moyen des enchères publiques entre les personnes qui auront fourni la caution établie et pour une année à titre d'essai.

Moustapha bey Mansour. — Les entreprises sont confiées à la suite d'adjudications sous pli cacheté. Le ministère des travaux publics se réserve le

droit de les confier à celui qu'il choisira parmi les enchérisseurs et non à l'adjudicataire, même à un prix supérieur à celui offert par plusieurs autres ; il y a là une grande injustice du moment que chaque enchérisseur a fourni au ministère le cautionnement fixé.

Je suis d'avis de ne confier les entreprises qu'à celui qui offrirait de les exécuter à un prix plus bas que toute autre personne et de se borner au cautionnement sans garantie.

Hassan bey Abedine. — Je partage l'avis de la Commission et celui d'Ahmed bey Marzouk.

M. le président propose la mise aux voix.

L'avis de la Commission et celui d'Ahmed bey Marzouk sont adoptés à la majorité des voix.

TRAVAUX PUBLICS. — ACHATS

La Commission est d'avis que tous les achats nécessaires au ministère des travaux publics et à ses dépendances doivent être faits par voie d'adjudication.

Hassan bey Madkour. — Je suis d'avis d'établir que les achats dans toutes les administrations de l'Etat doivent être faits par voie d'adjudication. Cependant tout objet nécessaire à l'administration, dont la valeur ne dépasserait pas 30 livres, pourrait être achetée sans enchère.

Approuvé à l'unanimité des voix.

M. le président. — L'heure est avancée.

Le Conseil recoit séance tenante une lettre de la présidence du conseil des ministres en date de ce jour, n° 16, accompagnée d'une note et d'un projet de décret relatifs à la réimposition graduelle des terres *Sébakhs* et *Bours*, ainsi qu'aux mesures à prendre pour que des terres jadis concédées ou vendues par l'Etat arrivent finalement à être imposées aux taux des hods.

Je propose d'en donner lecture.

Lettre du conseil des ministres :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une note et un projet de décret relatifs à la réimposition graduelle des terres *sébakhs* et *bours* ainsi qu'aux mesures à prendre pour que les terres jadis concédées ou vendues par l'Etat arrivent finalement à être imposées au taux des hods.

Je vous prie de soumettre ce projet à l'examen du Conseil législatif et de me le renvoyer avec les observations émises par MM. les membres.

S'il est nécessaire d'avoir des explications au sujet de ce projet, vous voudrez bien demander au ministère des finances un délégué qui se chargera de fournir au Conseil les explications nécessaires.

Voici la note :

MINISTÈRE DES FINANCES

Le Caire, 4 décembre 1893.

—
DIRECTION
des

CONTRIBUTIONS DIRECTES

—
N° 2,246.

NOTE POUR LE CONSEIL DES MINISTRES

Le ministère des finances a l'honneur de soumettre à l'approbation du conseil des ministres le projet de décret ci-joint, qui vise :

1° La réimposition graduelle des terres devenues *sébakhs* qui ont été dégreévées conformément à l'art. 3 du décret du 17 décembre 1889 ;

2° L'imposition graduelle des terres *ouchouri bours*.

3° Les mesures à prendre pour que les terres jadis concédées ou vendues par l'Etat arrivent finalement à être imposées au taux des hods.

Les expertises annuelles des terres *sébakhs* et *bours* auxquelles les moudirihs procèdent actuellement, font l'objet de plaintes continuelles de la part des propriétaires qui, peu confiants dans l'exactitude des évaluations, hésitent souvent à améliorer leurs terres; d'autre part les moudirihs ont à expertiser environ 70,000 feddans de terres *sébakhs* et 90.000 de terres *bours*, il est dès lors facile de comprendre, étant donné ces immenses étendues de terres, combien est difficile le contrôle de ces opérations.

En ce qui concerne les terres *ouchouri bours*, un ordre supérieur de l'ex-khédivé Ismaïl pacha, daté de 1876, prescrit que ces terres devaient être imposées en trois ans à un taux égal à celui des tenances dont elles font partie. Cet ordre qui avait pour but de stimuler le zèle des propriétaires pour améliorer leurs terres n'a jamais pu être mis en vigueur, parce qu'il aurait fallu, pour s'y conformer, imposer les terres à un taux trop élevé dès la troisième année; le ministre des finances, en proposant pour ces terres une échelle d'imposition commençant par des taux minimes, s'est inspiré des mêmes raisons que celles qui ont motivé cet ordre supérieur, c'est-à-dire d'obliger les propriétaires à améliorer leurs terres, motifs qui n'ont pas cessé d'exister aujourd'hui.

*Le Ministre,
BOUTROS GHALI.*

Hussein bey Abedine. — Je propose de faire imprimer le projet et d'en distribuer un exemplaire à chacun de MM. les membres. Il sera ensuite fixé une séance pour l'examen.

Approuvé à l'unanimité des voix.

La séance prochaine aura lieu demain à 4 heures à la turque.

M. le président lève la séance à 7 heures à la turque (midi).

(Traduction.)

Procès-verbal de la séance du mardi 3 Gamad-el-Tani (12 décembre 1893).

La séance est ouverte à 4 heures 10 minutes à la turque (9 heures du matin), sous la présidence de S. E. Ali pacha Chérif, président du Conseil législatif, et en présence de vingt-cinq membres.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance précédente, dont la rédaction est approuvée.

Hassan bey Madkour. — J'ai quelques observations à émettre à propos de la subvention du théâtre. Je prie mes honorables collègues de bien vouloir m'entendre à ce sujet. (Approbation.)

Les bienfaits résultant de l'existence des théâtres sont connus. D'abord les théâtres arabes se sont créés en Egypte grâce aux théâtres européens, de sorte que bon nombre de personnes trouvent aujourd'hui par cette source des moyens d'existence.

Quoique le théâtre européen encaisse des recettes, on est cependant obligé de payer des prix élevés aux artistes qui viennent d'Europe.

C'est pour ces motifs que le gouvernement a cru opportun d'accorder une subvention au théâtre de l'Opéra.

Comme il résulte également des avantages de l'existence des théâtres arabes, je suis d'avis qu'une somme de 1,000 L. E. soit prélevée sur les 4,000 que le gouvernement accorde à l'Opéra khédivial.

Cette somme de 1,000 L. E. ne sera payée que d'après l'avis d'un jury institué pour constater les mérites de tous les théâtres arabes, et ne sera accordée qu'au théâtre qui sera reconnu comme le meilleur à tous les points de vue. (Approbation.)

Ismaïl pacha Mohamed. — J'ai quelques mots à dire concernant le ministère des travaux publics. (Approbation.)

Le service des irrigations exécute souvent des travaux qui ont été recon-

nus non seulement inutiles, mais encore préjudiciables, de sorte qu'on a dû encourir d'autres frais pour les supprimer.

Afin de mettre fin à cet état de choses, je propose d'établir que dorénavant, avant de procéder à l'exécution d'un travail tel que le creusement d'un canal, la construction d'un pont, l'inspecteur d'irrigation dresse un devis du travail avec un rapport indiquant le bien qu'il espère en obtenir, ainsi que les motifs qui l'ont amené à en proposer l'exécution.

Ce rapport sera dressé en double, dont une copie sera envoyée au ministère des travaux publics et l'autre au conseil provincial. (Approbation.)

M. le président ordonne la lecture de la suite du rapport de la Commission. Lecture en est donnée comme suit :

ARMÉE ÉGYPTIENNE

La Commission trouve que les dépenses de l'armée sont trop élevées, attendu qu'en admettant la présence de 14,000 hommes, on a une dépense annuelle de Lst 34 par soldat, somme égale à celle que paient certaines Puissances européennes.

Mais les raisons qui obligent ces puissances à supporter tant de frais, n'existent pas en Egypte. D'abord, en Europe, la règle est que le nombre des soldats en temps de paix soit généralement à raison d'un septième du total de l'armée dont le pays disposerait en temps de guerre. Or, comme les officiers dont les services ne sont requis qu'en cas de guerre, touchent leurs traitements en entier, il arrive que les frais encourus ne sont pas seulement ceux de l'armée existante, mais en réalité ceux de la force militaire du pays.

Si cette règle était adoptée en Egypte, on verrait que la dépense d'un soldat serait à peu près le double de ce qu'elle est actuellement. D'ailleurs ces puissances supportent d'autres frais qui n'existent pas en Egypte, tels que frais des manœuvres militaires, frais d'arsenaux pour la fabrication des armes, etc.

En outre de cela, la Commission constate que la dépense du soldat égyptien comme nourriture est moindre qu'en Europe, d'autant plus que ce dernier n'est pas habitué aux boissons spiritueuses.

Toutes ces considérations portent la Commission à déclarer que les frais d'un soldat doivent être réduits à Lst 27 par an au lieu de Lst 34.

Par cette mesure, une économie de Lst 97,000 par an sera réalisée.

Si, d'autre part, on pouvait réduire le nombre des officiers étrangers et supprimer quelques postes parmi ceux qui sont presque des sinécures, des sommes beaucoup plus considérables pourraient être économisées.

POLICE

La Commission est d'avis que les observations qu'elle a faites pour l'armée sont également applicables à la police, c'est-à-dire que la dépense par homme doit être fixée à Lst 27 par an. Pour mieux arriver à ce but, on doit économiser quelques fonctionnaires étrangers dont le nombre est beaucoup trop considérable.

La Commission estime que les sommes ainsi réalisées devront être employées à l'augmentation du nombre des agents de police, vu que leur nombre actuel n'est pas suffisant. Elle est également d'avis qu'il n'y a pas lieu d'avoir dans le pays des agents de police européens, tels que les agents de police italiens, actuellement en service.

Toulba bey Sioudi propose d'ajouter les mots « et autres » après les mots « fonctionnaires étrangers » qui viennent à la fin du premier paragraphe.

Pour le second paragraphe, il propose de supprimer la phrase venant à la fin dudit paragraphe, laquelle commence par les mots « elle est également d'avis qu'il n'y a pas lieu, etc. »

Approbation unanime.

PRISONS

La Commission est d'avis que la création d'un département spécial pour les prisons a occasionné des frais considérables au gouvernement. Ces frais excèdent ceux que le gouvernement supportait à l'époque où les prisons relevaient des moudirieh et gouvernorats.

Par conséquent, la Commission estime que les prisons doivent être placées sous la direction des moudirieh et gouvernorats, et que le droit de contrôle et d'inspection doit être dévolu aux parquets.

Par ces moyens, des sommes considérables peuvent être économisées et consacrées à des besoins plus utiles.

Approuvé.

GARDES-CÔTES

Une somme considérable figure sur le budget pour ce service. On remarquera que les agents touchent des appointements élevés. Ceux d'entre eux qui sont gradés sont payés plus que les officiers de l'armée ayant les mêmes grades.

La Commission est d'avis que des pensionnaires (surtout les militaires en pension et en disponibilité) doivent être nommés dans ce département, sans qu'ils touchent des sommes supérieures aux appointements de leurs grades.

On réaliserait ainsi des économies non seulement dans le département lui-même, mais encore sur les allocations des pensionnaires ou des officiers en disponibilité.

Approuvé.

Lecture est ensuite donnée de l'avis de la Commission sur la somme affectée à l'armée d'occupation.

ARMÉE D'OCCUPATION

La Commission diffère la discussion et son avis sur la somme payée à cette armée jusqu'au jour de la séance du Conseil législatif dans laquelle le présent rapport sera lu et discuté définitivement.

Il a été décidé de ne pas approuver le paiement de ladite somme.

IMPRIMERIE NATIONALE

Le Gouvernement et les Administrations de l'Etat savent que cette imprimerie est en parfait état de fonctionnement et outillée de manière à faire face aux commandes d'impression de toute nature qui lui sont faites.

D'autre part, on peut même affirmer qu'il n'y a pas une imprimerie en Egypte capable de rivaliser avec l'Imprimerie Nationale.

On remarque, néanmoins, que plusieurs administrations, outre des registres et modèles, donnent des commandes à des imprimeries particulières.

Or, l'état de perfection dans lequel se trouve l'Imprimerie Nationale ne permet, en aucun cas, que l'impression des documents du gouvernement ait lieu dans des imprimeries privées.

La Commission engage le Gouvernement à donner des ordres formels à cet égard aux diverses administrations de l'Etat, en leur interdisant de donner des commandes aux imprimeries particulières, vu que les bénéfices de l'imprimerie de Boulac reviennent au Trésor.

HASSAN BEY MADKOUR. — Je partage les vues de la Commission, il faut que toute personne qui fait imprimer des documents en dehors de l'Imprimerie du Gouvernement soit tenue responsable de la dépense qu'elle occasionne.

MOUSTAPHA BEY MANSOUR. — Je partage les vues de la Commission et, d'ailleurs, le fait que l'Imprimerie du Gouvernement imprime des ouvrages, etc., prouve que l'état de cette imprimerie ne laisse rien à désirer.

HUSSEIN BEY ABEDINE. — Je partage les vues de la Commission, ainsi que celles de Hassan bey Madkour.

IBRAHIM PACHA HALIM. — Je suis d'avis d'établir que tout chef d'administration aura le droit de s'adresser à l'imprimerie qui lui plaira, si le prix de l'impression est plus bas que celui demandé par l'Imprimerie du Gouvernement.

HASSAN PACHA HILMI propose de laisser exister l'état de choses actuel.

IBRAHIM PACHA HALIM. — Quant à moi, l'impression dans l'Imprimerie du Gouvernement doit être obligatoire, même si le prix demandé est plus élevé que celui réclamé par les imprimeries privées.

Nous devons également nous efforcer d'y faire imprimer tous les livres et ouvrages dont nous aurons besoin pour le Ministère de l'Instruction publique.

M. le président propose la mise aux voix.

La majorité des membres partage les vues de la Commission avec celles de Hussein bey Abedine.

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

La Commission propose la suppression de cette municipalité pour plusieurs raisons.

D'abord son administration financière laisse beaucoup à désirer. Une grande partie de ses revenus est dépensée en appointements, et un grand nombre de fonctionnaires, auxquels ces appointements sont payés, ne sont pas nécessaires.

En second lieu, le Gouvernement, en créant cette administration, avait pour objet de voir si l'on pouvait créer d'autres municipalités dans le reste de l'Egypte.

Comme les Puissances n'ont pas donné leur adhésion à ce dernier projet, il arrive que la ville d'Alexandrie sera la seule possédant une municipalité en Egypte. La Commission estime qu'il ne serait pas juste d'accorder ce privilège seulement à cette ville.

En outre, on remarquera que, jusqu'à présent, l'existence de cette municipalité n'a pas eu de bons résultats pour la ville. On constate même que certaines de ses œuvres ont souvent été reconnues préjudiciables. Nous citons notamment le contrat que la municipalité voulait conclure avec la Compagnie des eaux et autres.

D'autre part, on trouve que la loi sur les élections n'est pas équitable, de sorte que la prépondérance appartient aux Européens et que les indigènes n'ont presque pas de voix. La preuve en est qu'un grand désaccord a souvent existé entre les membres, ce qui est de nature à empêcher la réalisation du but pour lequel cette institution a été créée.

DOMAINES DE L'ÉTAT

Bien que la discussion de cette question n'entre pas dans les attributions de la Commission, elle estime qu'elle a le droit d'indiquer au Gouvernement les mesures à prendre en ce qui concerne les agents délégués par lui dans cette administration.

En effet, toutes les lois du monde civilisé accordent à celui qui garantit quelqu'un le droit de contrôler les biens de ce dernier, surtout quand ce garant est solidairement responsable vis-à-vis des créanciers pour les déficits de revenus qui ont lieu.

Donc, bien que cette administration ait été instituée par une convention internationale, le Gouvernement a le droit de discuter cette question, vu qu'il s'est engagé à payer les déficits qui pourront exister dans les revenus des Domaines et qui s'élèvent annuellement à une somme de cent à deux cent mille livres. Les terres des Domaines garantissent le remboursement de cette perte; si elles étaient bien administrées, elles pourraient au moins être dans le cas où se trouvent actuellement les terres de la Daira Sanieh.

La Commission est d'avis de nommer un comité chargé de remédier à cet état de choses, sans toucher en rien aux conditions de la Dette.

Lecture est donnée de l'avis de la Commission en ce qui concerne la répression de la traite.

RÉPRESSION DE LA TRAITE

Il est affecté pour ce service une dépense de treize mille livres environ, bien qu'il n'existe plus dans le pays de trafic de ce genre, sauf quelques cas rares et insignifiants.

Il est vrai qu'il est nécessaire de maintenir ce service pour empêcher la reprise de ce commerce, mais le crédit qui y est affecté est exagéré et peut être diminué de cinq mille livres, car les employés qui y sont attachés n'ont pour la plupart rien à faire actuellement.

SAFWAT PACHA. — Je suis d'avis de n'affecter à ce service que cinq mille livres et d'économiser le reste.

HASSAN PACHA HELMI. — Il est opportun de charger l'administration de laquelle ce service dépend, d'examiner sa situation, pour décider sur le nombre des employés nécessaires, ainsi que sur le montant du crédit qui doit lui être affecté.

Le reste du crédit actuellement affecté sera économisé.

IRRAHIM PACHA HALIM. — Je suis d'avis de supprimer complètement ce service, et de charger la police de ses attributions.

La direction de la police, étant répartie dans toutes les localités de l'Egypte, peut remplir également ce service.

HASSAN BEY MADKOUR. — Je partage l'avis de S. E. Ibrahim pacha. J'ajoute que le service de gardiennage des côtes peut, de concert avec la police, se charger également du service de la répression de la traite.

IBRAHIM ADHAM PACHA. — Je partage l'avis de la Commission.

M. le Président propose la mise aux voix.

L'avis de S. E. Halim pacha et celui de Hassam bey Madkour sont adoptés à la majorité des voix.

Lecture est donnée de l'avis de la Commission en ce qui concerne l'emploi des sommes économisées et à économiser par suite de la conversion de la Dette.

EMPLOI DES ÉCONOMIES RÉSULTANT DE LA CONVERSION

Il résulte de la conversion d'une partie de la Dette du Gouvernement, une économie d'environ trois cent soixante mille livres, dont l'emploi lui a été interdit.

On lui a permis d'employer une partie de cette économie pour la suppression de la corvée, à la condition que l'emploi de cette partie cesserait lors du paiement de la dernière échéance des intérêts sur les actions du Canal de Suez. Cette échéance aura lieu en 1894. Ainsi toute l'économie provenant de la conversion de la Dette sera disponible et ne sera affectée à aucun emploi.

L'humanité et l'équité ne permettent pas que le peuple égyptien continue de subir de lourdes charges, bien qu'il ait entre les mains des biens lui appartenant et dont il ne peut tirer profit.

La Commission est d'avis de prier le Gouvernement de se concerter avec les Puissances pour que la somme précitée soit consacrée à la réduction de l'impôt foncier.

En avisant les Puissances que cette somme sera employée dans la réduction de l'impôt foncier, la Commission ne doute pas que la demande du Gouvernement ne soit prise en considération par ces mêmes Puissances qui ont précédemment approuvé, sur sa demande, l'emploi des 450,000 livres pour la suppression de la corvée.

La Commission est d'avis d'utiliser l'économie à réaliser ce double but de la plus haute importance; réduction des impôts et développement de l'instruction.

Le fardeau de l'impôt foncier est, ainsi qu'il a été dit plus haut, si lourd, qu'il absorbe une grande partie de la fortune publique, de sorte qu'il ne reste pas entre les mains des indigènes de quoi suffire à leurs besoins et qu'ils se trouvent dans la nécessité de s'endetter.

Quant à l'instruction, le but est de la propager dans tout le pays, afin de développer l'éducation populaire et de remédier à l'état d'ignorance qui prévaut actuellement dans les masses et qui est la cause déterminante des maux dont le pays a souffert et souffre encore.

En examinant les dépenses que le Gouvernement égyptien fait aujourd'hui pour l'instruction dans ce pays et les résultats obtenus dans ses écoles, et en comparant cette situation à celles d'autres pays, même moins riches et moins aisés, nous trouverons que l'instruction chez nous laisse beaucoup à désirer.

En raison de l'importance de cette question, nous sommes d'avis de nommer une Commission composée des personnes les plus éclairées et les plus instruites, et qui décidera souverainement des questions se rattachant à l'instruction et à l'éducation du peuple, en développant chez lui les sentiments de vertu et d'honneur. Cette mission ne saurait être confiée à certaines individualités, attendu que l'avenir du peuple, son bonheur ou son malheur dépendent des sentiments que l'on aura inculqués à la jeunesse. Une éducation et une instruction défectueuses sont de nature à démoraliser toute une nation.

Le premier devoir de cette Commission sera d'élaborer une loi immuable réglementant la méthode de l'instruction et le programme à suivre.

Cette loi devra être sanctionnée par le Conseil législatif et deviendra une des lois fondamentales du Gouvernement. De cette manière, les changements qui se font dans l'instruction, toutes les fois qu'il y a changement de chefs, seront évités.

Nous sommes également d'avis que pour le développement de l'instruction, il importe de s'occuper avec un soin tout particulier de l'Université d'El Azhar, seul vestige existant de l'ancienne civilisation de l'Islamisme. L'importance de cette Université, au point de vue de l'instruction religieuse et de la rhétorique, est immense, de même que sa célébrité dans tous les pays du monde. Elle est le foyer universitaire où se rendent les étudiants de toutes les contrées, et cependant, ses ressources sont si peu importantes que les cheikhs et les étudiants se trouvent dans une situation très précaire.

La Commission est d'avis de demander au Gouvernement un crédit pour favoriser l'instruction dans cette célèbre Université, sans que cette subvention puisse toucher en quoi que ce soit l'indépendance de l'institution.

Dès que la situation des professeurs et des étudiants sera améliorée, l'instruction s'y développera dans de plus grandes proportions qu'elle ne l'est actuellement.

Le crédit qui sera affecté à cette Université par le Gouvernement sera considéré comme un subside, au même titre que celui accordé à certaines sociétés scientifiques, aux sœurs de charité, etc.

Le crédit affecté actuellement au théâtre de l'Opéra, majoré d'une somme à prélever sur le budget du Ministère de l'Instruction publique, atteignant 10,000 livres, serait consacré à l'Université d'El Azhar. On accomplira de la sorte une œuvre louable et conforme aux vœux de la nation représentée par ce Conseil.

TOULBAH BEY SIOUDI. — Je suis d'avis d'imputer les sommes économisées et celles à économiser à la réduction de l'impôt foncier, de l'impôt sur les dattiers, des droits d'octroi et à la propagation de l'instruction.

HUSSEIN BEY ABEDINE. — Je crois opportun de n'imputer les économies qu'à la réduction de l'impôt foncier et à la propagation de l'instruction.

IBRAHIM ADHAM PACHA. — Il vaut mieux imputer les économies à la réduction des taxes de toute nature.

M. le président propose la mise aux voix.

L'avis de Toulbah bey Sioudi est adopté à la majorité des voix.

HASSAN BEY MADKOUR. — Par suite de la décision prise par le Conseil au sujet du crédit affecté au théâtre, il y a lieu de supprimer le dernier paragraphe du rapport.

Il est, par conséquent, nécessaire d'affecter un crédit pour le développement de l'instruction à l'Université d'El Azhar.

Si mes honorables collègues partagent mon avis, il sera affecté à cet effet une somme de quinze mille livres à prélever sur les économies réalisées et à réaliser.

Approuvé à l'unanimité des voix.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil a achevé l'examen du rapport de la Commission. Il ne lui reste à examiner que le projet qui lui est parvenu hier et qui doit être imprimé.

Si quelqu'un de vous, messieurs, a des observations à émettre, il est prié de le faire.

SOUFANI BEY. — Messieurs les membres n'ignorent pas que le Gouvernement procède graduellement à la réduction des taxes en commençant par la Haute Egypte, partie de l'Egypte dont les terres sont plus faibles, dit-il, que les terres de la Basse-Egypte.

Il importe, il est vrai, de témoigner de la reconnaissance au Gouvernement pour quelques réductions de taxes que ce soit, ce dernier n'ayant pas de quoi satisfaire tout désir.

Le Gouvernement ne pouvant, à regret, obtenir à la fois les sommes nécessaires pour diminuer les charges nombreuses des habitants, il serait injuste de commencer la réduction des taxes de la Haute-Egypte, et de faire attendre pendant plusieurs années les habitants des autres provinces, jusqu'à ce que leur tour dans la réduction des taxes soit arrivé.

Il n'est pas même équitable de les faire attendre une seule année.

Chacune des moudiries de la Haute et de la Basse-Egypte possède des terres qui réclament une réduction de taxes, notamment celles de la Basse-Egypte.

Si le Gouvernement procède à la réduction des taxes à tour de rôle, l'attente mettra cette partie de l'Egypte dans une situation des plus misérables, et la propriété des terres passerait à d'autres mains.

Personne ne peut nier qu'il existe dans la moudirie de Kalioubieh, qui fait partie de la Basse-Egypte, un déficit sur ses terres, déficit qui n'existe dans aucune autre province, parce que l'irrigation dans cette province s'effectue avec difficulté, par suite de l'élévation de ses terres.

Il existe également, dans les provinces de Béhéra, Dakahieh et Charbieh, de grandes quantités de terres d'une qualité inférieure aux terres de la Haute-Egypte, partie de l'Egypte choisie par le Gouvernement pour y commencer la réduction des taxes. Ce serait commettre un acte injuste et causer un grand tort aux propriétaires si l'on effectuait une réduction de taxes dans certaines moudiries à l'exclusion des autres.

On déduit de tout ce que je viens de dire que toute somme affectée ou à affecter à la réduction des taxes doit être employée à la réduction de l'impôt foncier grevant les terres faibles dans toutes les provinces, en commençant par celles qui sont plus faibles que les autres; de cette façon, toute injustice disparaît.

Si mes honorables collègues partagent mes vues, on écrira au Gouvernement à ce sujet.

GAD BEY MOUSTAPHA. — Je partage l'avis de Soufani bey.

Il existe, dans la Basse-Egypte, des terres dont les revenus ne suffisent pas pour payer les taxes qui les grevent. Ce serait agir avec justice à l'égard

des propriétaires, si l'on commençait par la réduction des taxes grevant les terres faibles dans tous les moudirichs.

L'avis de Soufani bey et celui de Gad bay Moustapha sont adoptés à l'unanimité des voix.

HUSSEIN BEY ABEDINE. — Les tribunaux indigènes sont souvent saisis de différends survenus entre les habitants en matière de propriété immobilière. Une fois le jugement en dernier ressort prononcé, la partie déboutée peut reprendre le même procès par devant les tribunaux mixtes dont les codes lui prescrivent de juger tout procès relatif à une question immobilière, même entre deux indigènes. De cette façon, l'exécution du jugement rendu en dernier ressort par les tribunaux indigènes se trouve entravée; la lenteur et les nombreuses dépenses causent ainsi un grand préjudice aux intéressés.

Je demande, par conséquent, au Conseil, de se concerter avec le Gouvernement à l'effet de promulguer un décret mettant un terme à cet état de choses.

Il importe que les tribunaux mixtes ne jugent pas de nouveau un procès de ce genre qui a été vidé en dernier ressort par les tribunaux indigènes.

Si mes honorables collègues partagent mon avis, ils voudront bien l'adopter.

Approuvé à l'unanimité des voix.

ISMAIL PACHA MOHAMMED. — Au mois d'octobre dernier, le Conseil législatif a, en vertu de la décision prise à cette époque, écrit au Gouvernement de suspendre les opérations cadastrales auxquelles le Ministre des Finances procède dans les provinces de Béhéra et de Charkieh. Il l'a prié d'élaborer un projet de décret établissant la règle à suivre pour effectuer ces opérations, ainsi que les mesures à prendre dans le cas où l'on constaterait un excédent ou un déficit dans les terres, sans léser nullement les droits des habitants et ceux du Gouvernement, de le soumettre à l'examen du Conseil législatif et de le mettre en vigueur après son approbation.

Il a été démontré au Gouvernement qu'en procédant sans cette formalité à l'arpentage, on obtiendrait des opérations fausses; ce seraient les habitants qui en subiraient le préjudice.

Le Conseil a, en outre, rappelé au Gouvernement le dommage résultant des opérations cadastrales effectuées par l'Administration du Cadastre qui a coûté à l'Etat un demi-million de livres environ.

Le Gouvernement, non seulement n'a pas suspendu l'arpentage, mais il a usé de certains procédés qui ont fait beaucoup de tort aux habitants de ces deux provinces.

Si l'on ne mettait pas un terme à cet état de choses, le mal deviendrait plus grave.

Ainsi ces opérations ont eu pour résultat le recouvrement d'impôts dont la perception était suspendue jusqu'à fin 1889, par suite de la détérioration des terres, le nouvel arpentage ayant démontré qu'il n'existe pas de terres détériorées (tawalef).

Il est cependant à remarquer que la détérioration a été l'objet de diverses constatations de la part du Gouvernement, qui ne dégrévait point les terres détériorées, mais suspendait la perception de l'impôt.

Il ne convient pas, d'après les constatations qui ont été faites précédemment, de prendre en considération le résultat qu'a donné le dernier arpentage, ni les nouvelles constatations.

Il arrive encore que, dès que le nouvel arpentage démontre un excédent de terres chez un individu et un déficit chez un autre dans un même village ou dans un même hod, le délégué du Gouvernement, au lieu de donner à celui dont les terres sont en déficit la part de l'excédent à laquelle il a droit, considère cet excédent comme propriété de l'Etat et ordonne la vente pour compte du Gouvernement.

Ainsi ce dernier ne fait que s'emparer d'une partie des terres des habitants et gagner le prix provenant de la vente de cet excédent qui appartient au propriétaire du déficit.

Ce qui est plus étrange encore, c'est que, pendant que les habitants se lamentent sur leur situation en cherchant à vendre à un prix dérisoire l'objet le plus cher, en donnant leurs terres en hypothèque pour pouvoir payer les taxes très élevées qui les grèvent à l'époque des échéances, ils constatent qu'il a été remis en recouvrement des arriérés d'impôts auxquels ils ne songeaient pas; les saisies qui sont ensuite pratiquées leur causent une ruine complète.

Le Gouvernement peut, cependant, se dispenser du recouvrement de ces arriérés.

Devant cette situation, je propose de demander au Gouvernement ce qui suit :

1° Suspendre l'arpentage, ne prendre nullement en considération ce qui a été fait, et empêcher la vente de tout ce qui a été constaté comme excédent.

2° Annuler les saisies pratiquées pour obtenir paiement des arriérés à fin 1889 dans les villes où il existe des terres tawalefs et autres, et user d'indulgence à l'égard des habitants.

3° Elaborer le projet précédemment demandé, le soumettre à l'examen du Conseil et le promulguer.

Tel est mon avis.

Approuvé à l'unanimité des voix.

M. le président fixera le jour de la séance prochaine dès que le projet parvenu dernièrement aura été imprimé, ou dès qu'il y aura de nouveaux travaux.

M. le président lève la séance à 6 heures et demie à la turque (11 heures et demie du matin).

(Traduction.)

Procès-verbal de la séance du samedi 14 Gamad-et-Tani 1311 (23 décembre 1893).

La séance est ouverte à trois heures 40 minutes à la turque, sous la présidence de S. E. Aly Chérif pacha, président, et en présence de vingt-sept membres.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

A cinq heures à la turque, se présentent LL. EE. le président du Conseil des Ministres, les Ministres des Travaux publics, des Finances, de la Guerre et des Affaires étrangères, ainsi que M. le conseiller financier.

S. E. RIAZ PACHA, président du Conseil des Ministres, prend la parole en ces termes :

Messieurs,

Après avoir pris connaissance du rapport que vous nous avez remis, et avoir examiné les opinions et observations qui y sont émises au sujet du Budget pour l'Exercice 1894, nous nous présentons devant vous à l'effet de vous exprimer nos remerciements pour la sollicitude que vous avez déployée dans l'étude de ce budget et de vous faire connaître les vues et les décisions du Gouvernement à cet égard.

Il résulte du préambule du rapport que le Conseil a été amené à ses conclusions par le chiffre auquel s'élèverait le montant des dettes et hypothèques grevant la population et inscrites dans les registres des Tribunaux.

Que la population égyptienne ait des dettes et des immeubles hypothéqués, personne ne saurait le contester, pas plus qu'on ne saurait contester que cet état de choses soit le résultat des transactions et de rapports d'affaires qui se retrouvent dans tous les pays.

Mais ce que nous hésitons à admettre, c'est l'énormité des chiffres dont il s'agit et l'assertion d'après laquelle les dettes et les hypothèques grevant le pays, dont le montant s'élevait, de 1876 à 1881, à L. E. 12,000,000, auraient atteint, en 1891, plus de L. E. 20,000,000.

Nous sommes persuadés qu'il y a là de l'exagération ou bien que c'est le résultat d'informations incomplètes ou d'évaluations erronées.

En effet, l'énormité de ces chiffres est si frappante qu'elle réclame une vérification approfondie pour que la lumière soit faite. Aussi, le Gouvernement se propose-t-il de procéder, avec le plus grand soin, à cette vérification.

Notre surprise n'a pas été moins grande devant les conclusions tirées des chiffres ci-dessus indiqués, et d'après lesquelles la situation de la population aurait empiré, et la gêne et la pauvreté tendraient à augmenter.

Il nous serait, en effet, difficile d'admettre que la situation des populations soit arrivée à un tel point. Nous ne voulons pas soutenir par là que l'état du pays ait atteint son apogée de bien-être et de prospérité.

Mais, tout en reconnaissant que les prix des produits ont baissé énormément depuis dix ans, et qu'ils sont de beaucoup inférieurs à ce qu'ils étaient jadis, nous n'hésitons pas à affirmer, ainsi que je l'ai déjà déclaré devant le Conseil législatif il y a quatre ans, que la situation du pays et du Gouvernement s'était améliorée et avait progressé sensiblement depuis l'avènement de feu Tewfik pacha.

En effet, personne de nous n'ignore qu'à partir de 1879, la situation de l'Egypte changea complètement. Le pays et le Gouvernement entrèrent dans une ère nouvelle de prospérité et de progrès. Le Gouvernement a pu mettre de l'ordre dans ses affaires et travailler avec ardeur au développement du bien-être de la nation, de telle sorte qu'il pouvait se comparer aux Gouvernements justes et bien organisés.

Nos finances devenues prospères et notre crédit raffermi inspiraient déjà, partout et à tous, la plus entière confiance. Les économies réalisées dans l'espace d'une année et demie atteignirent le chiffre de 1 million et demi de livres qui étaient déposées à la caisse de la Banque Ottomane. Plusieurs réformes furent accomplies tant dans les rouages gouvernementaux qu'au profit du pays, et un grand nombre de lourdes charges qui pesaient sur les Egyptiens furent réduites ou supprimées.

Cette marche dans la voie du progrès a subi un temps d'arrêt par suite des événements insurrectionnels, mais aussitôt après la répression par les troupes britanniques et bien que le Gouvernement ait eu à payer les indemnités d'Alexandrie et à subir, en outre, les graves conséquences économiques et financières de la crise, il a recommencé à marcher lentement, mais sensiblement, dans la voie de l'amélioration du sort des populations jusqu'en 1889, époque à laquelle nos finances devinrent plus florissantes et plus prospères.

Depuis lors, le Gouvernement Khédivial n'épargne aucun effort, ne néglige aucun moyen en vue d'alléger, dans la limite de son pouvoir, les lourdes charges des populations. Il a pu effectivement mettre à exécution de nombreux et importants projets assurant au peuple des avantages considérables.

En résumé, après avoir allégé les charges de la population en abolissant tout d'abord un grand nombre d'impôts et taxes dont le chiffre atteint un million de livres environ, le Gouvernement dota le pays d'institutions régulières. Il a ensuite amélioré l'état des irrigations, dépensé un million pour prévenir les charaki dans la Haute-Egypte, assuré l'abolition de la corvée et opéré des dégrèvements dans les provinces de la Haute-Egypte, dégrèvements dont le chiffre s'élève à L. E. 427,000.

Après avoir vu octroyer au pays tous ces avantages incontestables et d'autres réformes qu'il est inutile d'énumérer ici, car nul parmi vous ne les ignore, vous me permettrez de ne pas reconnaître que le pays soit dans l'état

de gêne et de pauvreté que vous signalez, que la condition de la population ne soit pas meilleure que jadis et que le pays ne fasse pas de progrès de jour en jour dans la voie de la prospérité.

En outre, le Gouvernement Khédivial n'a d'autre préoccupation, d'autre souci que de travailler avec ardeur et sans relâche, en vue de la réalisation de tout projet de nature à améliorer le sort du peuple et à lui procurer toute la somme possible d'avantages moraux et matériels. Tel est le but vers lequel tendent tous les efforts du Gouvernement.

Nous sommes pleinement convaincus que vous avez la plus entière confiance dans les sentiments de loyauté et de dévouement du Gouvernement Khédivial, dans la sincérité de ses intentions et notamment dans l'ardent patriotisme dont il est animé. Vous ne doutez pas, Messieurs, qu'il ne redouble d'efforts et ne persiste dans la réalisation de ce noble but, tendant à doter le peuple égyptien de toutes les réformes de nature à lui assurer le bien-être et à augmenter la fortune publique.

Nous devons, toutefois, avouer qu'à moins de réunir vos efforts aux nôtres et sans votre concours loyal et éclairé et l'appui de toute la nation, nous ne saurions accomplir notre tâche difficile et ardue, car, ainsi que vous le savez bien, « l'union fait la force ».

Nous ne pourrions, il est vrai, rien accomplir qu'avec l'aide de Dieu, mais il est de notre devoir à tous de travailler loyalement et ne nous écartant jamais de la voie de la modération et du dévouement.

Que le Tout-Puissant nous guide dans le droit chemin!

PERSONNEL

Nous avons longuement et mûrement examiné cette question, et il nous serait, en effet, difficile de ne pas partager, en principe, quelques-unes de vos observations à ce sujet. Mais vous n'ignorez pas les circonstances qui nous ont placés dans cette situation peu naturelle. Nous ne saurions, toutefois, nous empêcher de reconnaître que, parmi les hauts fonctionnaires étrangers actuellement au service de l'Égypte et ayant de gros traitements, il en est pourtant qui ont rendu des services importants dont le pays a profité.

De son côté, le Gouvernement Khédivial n'a jamais négligé aucun effort, aucune occasion en vue de remplacer les fonctionnaires étrangers par des indigènes, toutes les fois que les exigences de la situation lui ont permis de le faire, et qu'il était assuré que l'indigène pouvait remplacer l'étranger. Nous espérons qu'il ne se passera pas longtemps sans que le nombre d'Égyptiens occupant de hautes fonctions ne soit augmenté.

Quoi qu'il en soit, chacun des ministres est responsable de tous les services de son département, tant au point de vue financier qu'administratif; et, par conséquent, pour tenir compte des observations du Conseil législatif, ils examineront s'il y a des postes trop payés ou inutiles. Ils sont tenus, avant tout, de veiller à ce que les indigènes soient nommés au service d'après le principe précité et à ce qu'aucune dépense mal justifiée ne soit faite par leur département.

Chacun de nous, par conséquent, tiendra certainement la main à l'application des observations que vous avez émises, progressivement et sans compromettre la marche régulière des services publics relevant de son département.

Nous sommes convaincus que vous partagerez cette manière de voir.

DÉPENSES SECRÈTES DIVERSES, GÉNÉRALES, IMPRÉVUES. — MENUS FRAIS. — FRAIS DE DÉPLACEMENT DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT

Vous avez dû voir, en examinant les divers chapitres du budget général, que ces dépenses sont réparties entre tous les départements ministériels et affectées à des besoins et services différents.

Ces dépenses étant de diverse nature, il serait difficile, au premier abord et sans examen préalable et minutieux, d'y apporter la moindre modification.

Chaque ministre étant, comme vous le savez fort bien, responsable de son département et de l'ordonnement des dépenses y affectées, il est hors de doute qu'il ne faillira pas à son devoir en supprimant telle dépense qu'il jugera inutile et non justifiée.

Nous ferons les mêmes observations quant aux frais de déplacement visés dans le rapport.

THÉÂTRE

Nous pensons que la somme dont vous désirez la réduction sur la subvention du théâtre est insignifiante. Cette subvention profite, d'ailleurs, au petit commerce par les transactions auxquelles elle donne naissance.

Quant au vœu que vous exprimez de voir le Gouvernement prêter son assistance pour la création d'un théâtre arabe, nous partageons entièrement votre avis à ce sujet.

TRAVAUX PUBLICS

Il est à votre connaissance que le Gouvernement Khédivial n'a jamais manqué, jusqu'à ce jour, de faire toutes les dépenses nécessaires pour améliorer l'état des irrigations en Egypte. Ses efforts dans ce but ont heureusement été couronnés de succès. Les dépenses qu'il a faites ont été des plus utiles; elles ont eu pour effet de rendre à la culture de grandes étendues de terrains et d'augmenter la quantité des produits, de manière à nous dédommager de la baisse des prix de ces produits.

Nous ne croyons donc pas qu'il s'en trouve un seul parmi nous qui ne soit satisfait des services appréciables et dignes d'éloges rendus par le service des irrigations.

Quant aux avis que vous avez émis en vue d'une réduction de 50,000 L. E. sur les crédits alloués au budget pour le service des bâtiments dans les villes, sans toucher aux prévisions budgétaires du service des irrigations, nous croyons devoir vous faire remarquer que les bâtiments affectés au siège des moudiriehs, markaz, tribunaux, hôpitaux, etc., etc., sont, pour la plupart, dans un état déplorable. Dans plusieurs localités, les tribunaux, markaz et écoles sont installés dans des locaux loués à des particuliers. En outre, la construction de certains bâtiments publics nouveaux est de nature à rendre de nombreux services.

Pour ces considérations, nous croyons que vous partagerez notre manière de voir sur la nécessité qu'il y aurait d'exécuter de pareils travaux, qui sont d'une grande utilité publique et d'une absolue nécessité pour le Gouvernement.

Nous veillerons avec le plus grand soin à ce qu'aucune construction ne soit faite, sans que l'utilité n'en ait été constatée, et à ce que les frais n'en soient pas exagérés.

Enfin, nous examinerons la question des entreprises et des dépenses, qui se confond avec les autres questions d'un caractère administratif, et nous prendrons à ce sujet les décisions qui nous paraîtront le plus compatibles avec l'intérêt général.

ARMÉE

Nous croyons superflu de faire ressortir le degré d'importance pour l'Egypte d'avoir une armée bien organisée.

Eu égard à l'état de notre frontière, l'armée se trouve presque toujours en campagne.

Nous devons, par conséquent, nous abstenir de prendre de décision relative aux dépenses de l'armée, avant de l'avoir mûrement étudiée.

Aussi nous proposons-nous d'examiner minutieusement, l'année prochaine, les dépenses dont il s'agit, et, dans le cas où nous en trouverons d'inutiles, qui pourraient être réduites sans compromettre l'organisation de l'armée, nous ne manquerons pas d'y remédier.

POLICE

Ne croyez pas, Messieurs, que le Gouvernement Khédivial ait négligé d'examiner le budget de ce service qui, au contraire, a été l'objet d'une étude approfondie.

Le nombre actuel des agents de police étant insuffisant et, par conséquent, ne répondant pas aux besoins de l'ordre public, nous avons augmenté cet effectif, pour l'année prochaine, de 232 hommes, dont les dépenses s'élèvent à L. E. 3,724 Or, une économie de L. E. 1,235 ayant été réalisée au budget de l'exercice 1893, l'augmentation de crédit prévue au budget de l'exercice 1894 du chef de l'augmentation de l'effectif de la police, ne s'élève plus qu'au chiffre de L. E. 2,489.

Nous n'affirmons pas que là se borne ce qu'il y avait lieu de faire à l'égard de ce budget et de ce service, mais nous avons fait ce que nous avons cru pouvoir faire pour le moment. Il faut remarquer que les exigences de la situation nous imposent le devoir de procéder avec prudence et mesure, et de ne prendre, surtout à l'égard d'un service tel que la police, auquel est confiée la sauvegarde de la sécurité publique, aucune décision sans l'avoir, au préalable, mûrement étudiée.

Il nous sera certainement facile, dans le courant de l'année prochaine, d'examiner, avec le plus grand soin, toutes les économies, modifications ou réformes qu'il serait possible d'y introduire sans compromettre le service.

INSPECTORAT GÉNÉRAL DES PRISONS

Cette administration a, il est vrai, coûté jusqu'à présent des sommes considérables à l'Etat. Mais elle a procuré de nombreux avantages et rendu de grands services à l'humanité, services pour lesquels elle mérite des éloges. Il faut aussi reconnaître que de grandes améliorations ont été introduites dans l'organisation et le fonctionnement des prisons.

Cette administration travaille sans cesse, et d'une façon toute particulière, à la construction de nouvelles maisons de détention, là où le besoin se fait sentir, et à la réfection et à l'amélioration de celles existant aujourd'hui.

Elle introduit et crée des industries diverses dans les prisons, afin d'occuper les détenus à des travaux dont les avantages moraux et matériels sont incontestables, avantages qui n'ont pu être obtenus que par l'existence d'une direction unique.

La dépense affectée au bureau central de cette administration, bureau dont vous conseillez la suppression, ne dépasse pas le chiffre de L. E. 3,090 par an. Or, cette dépense est insignifiante auprès des services importants que l'administration des prisons rend au point de vue de l'amélioration du sort des détenus.

En présence de ces avantages, vous voudrez bien, nous n'en doutons pas, partager notre manière de voir.

SERVICE DES GARDES-CÔTES

Nous reconnaissons que cette administration a une importance capitale au point de vue de la répression de la contrebande, répression dont le résultat est de sauvegarder et d'accroître les revenus de la douane, et qu'elle a été organisée depuis peu de temps. Mais ces considérations ne sauraient nous empêcher d'entrer dans vos vues sous le double rapport de l'examen des dépenses et l'emploi, autant que faire se peut, des officiers indigènes en disponibilité, au service de cette administration, sans toutefois en compromettre le fonctionnement régulier.

ARMÉE D'OCCUPATION

Nous comprenons, comme tout Egyptien, le sentiment légitime auquel vous avez obéi en exprimant l'avis de voir le budget du Gouvernement libéré des frais de l'armée d'occupation.

Mais il s'agit d'une dépense que les circonstances nous ont imposée; cette

dépense, qui était, en 1883, de L. 200,000, est actuellement de L. 85,000, et il faut espérer qu'elle pourra être diminuée progressivement jusqu'au jour où elle sera définitivement supprimée par la réalisation, de la part de la Grande-Bretagne, des assurances d'évacuation qui nous ont été données. Pour atteindre cet heureux résultat, le moyen le plus efficace est d'adopter, dans nos paroles comme dans nos actes, une ligne de conduite empreinte de sagesse et de modération, et de travailler en commun dans la voie des réformes et du progrès.

IMPRIMERIE NATIONALE

Les observations que vous avez émises à cet égard n'avaient point échappé à l'attention du Gouvernement. Il est allé, en effet, au-devant de vos intentions en adressant à toutes les administrations une circulaire où il leur était formellement enjoint de faire leurs commandes d'imprimés exclusivement à l'Imprimerie Nationale. Ces instructions ont été effectivement mises à exécution.

(A suivre.)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

43 février. — *L'Afrique romaine. Promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie, Carthage*, par Gaston Boissier. — *Le caractère et l'intelligence*, par Alfred Fouillée. — *L'éducation en Angleterre. Education physique et morale*, par Max Leclerc. — *La Société des anciens textes français*, par Joseph Bédier. — *La théorie du pardon dans le roman contemporain*, par René Doumic.

4^{er} mars. — *L'assistance par le travail. Faut-il faire la charité?* par le comte d'Haussonville. — *Le ministère Allenstein-Dohna et la rentrée de Hardenburg (1809-1810)*, par Godefroy Cavaignac. — *Les castes dans l'Inde. Le passé*, par Em. Senart. — *L'union des Eglises et l'Eglise orthodoxe*. — *Les terroristes russes*, par le vicomte de Vogüé (note sur un procès de nihilistes en 1880). — *Un Parsi à Londres et ses réflexions sur la civilisation anglaise*, par G. Valbert (compte-rendu piquant d'un ouvrage fort curieux). — *Revue allemandes*, par de Wyzewa. (L'auteur relève de nombreuses publications relatives à la guerre de 1870, la plupart fort médiocres. Il signale comme faisant contraste les lettres de campagne du chef de cabinet de Guillaume 1^{er} qui ont une véritable valeur historique.)

15 mars. — *Le règne de l'argent. I. Autrefois et aujourd'hui*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Introduction aux mémoires inédits de Barras*, par George Duruy. — *L'Eminence grise. Le Père Joseph*, par Edouard Hervé (d'après le livre récent de M. Fagniez). — *La réforme électorale et les partis politiques aux Pays-Bas*, par Ch. Benoist. — *Charcot et son œuvre*, par Ch. Féré. — *Les ennemis de l'armée*, par Etienne Lamy (article plein d'enseignements élevés et de conseils pratiques).

Le Correspondant.

40 janvier. — *Le Congrès catholique et le Parlement des religions à Chicago*, par le vicomte de Meaux. — *La captivité de Sainte-Hélène*, par G. Firmin-Didot (d'après les rapports inédits du marquis de Montchenu, commissaire du Gouvernement français). — *L'Allemagne nouvelle: les partis conservateurs*. — *Le comte Elzéar de Sabran et ses papiers inédits*, par Pierre de Croze. — *Les erreurs de l'économie sociale*, par V. de Chevigny.

25. — *Le Centenaire de l'Ecole polytechnique*, par A. de Lapparent. — *La réaction actuelle contre le positivisme: ses causes et ses conditions de succès*, par l'abbé de Broglie. — *Le crédit agricole et l'assurance obligatoire*, par le comte de Rocquigny.

10 février. — *Les trois Casimir-Perier*, par H. de Lacombe. — *Mendiants professionnels. Moyens de répression*, par Georges Berry, député. — *Le dernier des chanceliers de France. Le duc Pasquier*, par de Lanza de Laborie (analyse et extraits du 3^e volume). — *La criminalité en Italie*, par François Carry. (Travail fait d'après de nombreuses publications statistiques ou autres, desquelles il résulte que la criminalité est, depuis 30 ans, en progression constante en Italie; en 1875, le chiffre des inculpés devant les diverses juridictions était de 110.98 par 10,000 habitants; en 1891, il est de 190.11). — *Le chevalier de Boufflers et la comtesse de Sabran*, par Pierre de Croze.

25. — *Les origines de l'unité italienne*, par P. de la Gorce. — *Le Centenaire de l'Ecole polytechnique* (fin), par A. de Lapparent. — *Réaction actuelle contre le positivisme. Recherche de la certitude de l'au-delà par la voie de l'autorité*, par l'abbé de Broglie. — *La criminalité en Italie*, par François Carry (fin d'un travail intéressant; détails curieux sur la situation de la Sicile qui expliquent les derniers mouvements insurrectionnels).

Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — Etude par M. Lainé concernant la *loi fédérale suisse du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour* (fin). — Communication de M. Bellom sur *l'état actuel de la question des accidents du travail en Autriche et en Angleterre*. — Chronique législative : Suède (détails intéressants sur les rapports entre la Suède et la Norvège).

Le droit d'auteur.

15 janvier. — L'entrée en vigueur de la nouvelle loi norvégienne et ses conséquences au point de vue international. — *La propriété littéraire d'après Kant*, par G. Huard. — Lettre de Russie sur la contrefaçon internationale (vœu pour la conclusion de Conventions internationales et statistique des traductions publiées par les Revues russes). — Bulletin bibliographique.

15 mars. — *La bibliographie et son rôle dans le commerce de la librairie*, par Otto Mühlbrecht (beaucoup de renseignements précis). — Lettre de M. Darras (elle touche à beaucoup de points intéressants : leçons des professeurs, droits de l'historien, tirage par l'éditeur d'un nombre d'exemplaires supérieur au nombre prévu, proposition de loi sur l'exécution des œuvres musicales par des Sociétés). — Jurisprudence : il convient d'appeler l'attention sur un jugement du Tribunal mixte du Caire qui admet que la propriété littéraire existe même en l'absence d'un texte formel.

La propriété industrielle.

1^{er} janvier. — Loi bulgare sur les marques de fabrique et de commerce (15/27 décembre 1892) avec un règlement d'exécution du 20 avril/2 mai 1893. — *Les brevets britanniques antédats*, par J. Hayes, de Birmingham (combinaison de la loi anglaise et de la Convention de 1883). — *Du droit sur les inventions faites par des employés*, par M. Amar, professeur à Turin. — Modification du pacte douanier et commercial austro-hongrois en ce qui concerne les brevets d'invention (chacune des parties de l'Empire reprend son autonomie en ce qui concerne les brevets d'invention). — Question relative à la solidarité des brevets délivrés en divers pays pour la même invention (rapports de la Belgique et de l'Italie).

Février. — Loi autrichienne du 27 décembre 1893 sur les rapports avec la Hongrie au point de vue des brevets d'invention avec un règlement d'exécution. — *Les brevets britanniques antédats* (fin). — Lettre de M. Eug. Pouillet sur le sens de l'art. 4 de la Convention de 1883 (disposition établissant un délai pour la prise du brevet en divers pays) — Rapport du commissaire des brevets des Etats-Unis sur l'année fiscale finissant le 30 juin 1893.

1^{er} mars. — *L'avant-projet de loi autrichien sur les brevets*. — Pétition des ingénieurs-conseils tendant à la révision de la loi française sur les brevets, note de l'administration du commerce en réponse à cette pétition qui lui avait été renvoyée par le Sénat. — Statistique générale de la propriété industrielle de 1886 à 1892 (aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, on a délivré pendant l'année 1892 environ 43,000 brevets).

Revue des Revues.

1^{er} janvier. — *La névrose parlementaire*, par le professeur Ferrero. — *Le mouvement scientifique*, par H. de Varigny. — *Le rôle du roman dans la littérature contemporaine*, par Jules Simon. — *Tirnova et Schipka*, par Anoutchine. — *Les Maoris et la Nouvelle-Zélande*, par J. Moss.

15. — *Le mouvement littéraire en Russie*. — *La psychologie du militaire professionnel*, par le général Jung. — *Comment nous luttons avec la mort*, par le professeur Charles Richet. — *L'esthétique de la guerre*, par le capitaine Berenguer (analyse d'un article publié dans une Revue espagnole). — *La Triple alliance en danger* (analyse d'un article publié dans la *Fortnightly Review*).

1^{er} février. — *L'Italie*, par Sir Charles Dilke. — *Le mouvement littéraire en Russie*. — *Les Fasci en Italie* (article publié dans l'*Antologia*). — *Autour de l'Académie*, par Jules Simon.

15. — *L'anarchie et ses héros*, par le professeur Lombroso. — *Le crime anarchiste*, par Bérard, député. — *Mahométisme et christianisme*, par Max Muller. — *La fraternité franco-allemande et la Révolution*, par A. Chuquet. — *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*. — *Sur le libre arbitre*, par le comte Tolstoï. — *Le professeur Tyndall*, par Herbert Spencer.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 mars. — *Rome et la Révolution de 1848*, par P. Matter. — *La réforme monétaire austro-hongroise*, par G. Bauguies. — *Les variations du revenu et du prix des terres au XVII^e et au XVIII^e siècle*, par D. Zolla. — *De l'établissement d'une législation internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer*, par G. Durant. — *Les institutions de crédit dans l'Empire russe*, par M. Labordère. — Chronique parlementaire et politique : Angleterre.

Journal du droit international privé.

1894, I-II. — *La Conférence de La Haye relative au droit international privé*, par A. Lainé (première partie du premier travail approfondi auquel donnent lieu les délibérations de la Conférence). — *De la rétroactivité de la loi française du 26 juin 1889 sur la nationalité*, par le professeur Esperson, de l'Université de Pavie. (L'auteur combat le système de la rétroactivité admis par la jurisprudence et la doctrine françaises; il conclut à la nécessité d'un accord diplomatique entre la France et l'Italie pour limiter l'application de la loi nouvelle aux enfants nés après la promulgation. On peut regretter que la loi de 1889 ait été applicable immédiatement sans aucune transition, mais on jugera en même temps que la demande de l'honorable professeur est tout à fait excessive.) — *L'arbitrage de la mer de Behring*, par H. Fromageot. (Historique, exposé des prétentions respectives, de la procédure suivie et analyse de la sentence.) — *De la protection des créanciers d'un Etat étranger*, par Michel Kebedgy (question qui est malheureusement d'une grande actualité). — *De la condition juridique des étrangers d'après les lois et traités en vigueur sur le territoire de l'Empire allemand*, par J. Keidel (nombreux renseignements). — *Peut-on traduire en français et publier en France les œuvres de Richard Wagner sans avoir obtenu préalablement l'autorisation de ses héritiers ou ayants-droit?* — Bulletin de la jurisprudence française : affrètement,

compromis conclu et exécuté à l'étranger, brevet d'invention, caution *judicatum solvi*, procès entre étrangers, divorce, immunité de juridiction d'un Etat étranger, jugement étranger, mariage d'un français à l'étranger, prescription, propriété industrielle. — Jurisprudence *allemande, anglaise* (décision importante du Conseil privé sur l'effet des jugements étrangers et de la loi étrangère), *belge, espagnole, italienne, hollandaise*. — Jurisprudence des Tribunaux consulaires dans les *Echelles du Levant*, des *Tribunaux mixtes en Egypte*. — Dispositions relatives à la propriété littéraire en Danemark et en Norvège.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : Règlement d'administration publique concernant la taxe militaire; produits des contributions indirectes pendant les années 1893 et 1892; les recettes des théâtres et spectacles de Paris de 1850 à 1893 (elles ont passé de 8 millions à 28 millions); le commerce extérieur de la Régence de Tunis (de 1875 à 1893, il a passé de 12 millions à 68 millions). — *Le commerce extérieur des principaux pays* (l'Angleterre, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis viennent en première ligne en ce qui concerne les importations; en 1892, les Etats-Unis qui ne viennent qu'au quatrième rang des pays importateurs, sont au second rang des pays exportateurs). — *Angleterre* : le monnayage. — *Belgique* : le produit des impôts en 1893. — *Allemagne* : l'impôt sur le revenu dans le royaume de Saxe (système modifié par une loi toute récente; le Traité de commerce russo-allemand). — *Italie* : les nouveaux droits de douane et d'octroi (décret du 21 février 1894); les nouveaux bons de caisse et la monnaie de nickel; l'émission de nouveaux billets de banque; les statuts de la Banque d'Italie; l'exposé financier du ministre du Trésor (fait dans la séance de la Chambre des députés du 20 février); projet de loi sur la rente Consolidée et les titres remboursables. — *Etats-Unis* : le monnayage. — *Mexique* : projet de budget pour 1894-95.



TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

| | 1887 | Pages |
|-----------------|--|-------|
| Mars. | 12 <i>France</i> . M. d'Aunay, agent au Caire (transmission d'un projet de loi sur les patentes) | 49 |
| Juillet | 18 <i>France</i> . M. de Beaucaire (projet de municipalité pour Alexandrie). | 78 |
| Novembre . . . | 7 <i>Egypte</i> . Circulaire relative aux impôts du timbre et des patentes. | 58 |
| | 1888 | |
| Février | 15 <i>France</i> . M. d'Aubigny, agent de la France au Caire, à Nubar-Pacha | 60 |
| Avril | 2 M. d'Aubigny à M. Flourens (établissement de taxes municipales à Alexandrie) | 79 |
| | 1889 | |
| Mai | 16 <i>Egypte</i> . Zoulikar-Pacha à M. d'Aubigny (municipalité d'Alexandrie). | 83 |
| Juin. | 9 <i>France</i> . M. d'Aubigny à M. Spuller. | 81 |
| Novembre . . . | 15 M. Spuller à M. d'Aubigny. | 84 |
| Décembre . . . | 3 M. d'Aubigny à Zoulikar-Pacha (adhésion à l'établissement de la municipalité d'Alexandrie) | 86 |
| — | 31 <i>Egypte</i> . Circulaire relative à un projet de loi sur les patentes. | 61 |
| | 1890 | |
| Février. . . . | 8 <i>France</i> . M. Ribot à M. d'Aubigny (adhésion au projet égyptien sur les patentes). | 73 |
| Janvier. . . . | 5 <i>Egypte</i> . Décret instituant une Commission municipale à Alexandrie. | 87 |
| — | 23 Arrêté relatif aux élections municipales à Alexandrie. | 93 |
| Février. . . . | 27 <i>France</i> . M. d'Aubigny à M. Spuller (direction française du Musée des antiquités égyptiennes) | 299 |
| Mars. | 1 <i>France</i> . M. de Montebello, ambassadeur à Constantinople, à M. Spuller (question égyptienne). | 288 |
| — | 18 <i>Egypte</i> . Règlement d'organisation de la municipalité d'Alexandrie | 97 |
| Avril. | 18 <i>France</i> . M. Ribot au chargé d'affaires à Londres (déclaration au sujet de l'Egypte). | 288 |
| Mai | 31 <i>France</i> . M. Ribot à M. de Montebello (question égyptienne). | 289 |
| | 1891 | |
| Mars. | 12 <i>Egypte</i> . Publication de la loi des patentes | 77 |

| | | Pages |
|---------------|--|-------|
| Mai | 13 <i>France</i> . M. de Reverseaux, agent de la France au Caire, à M. Ribot (application des règlements de police aux Européens). | 441 |
| — | 20 <i>Egypte</i> . Circulaire relative à l'assainissement du Caire. | 178 |
| — | 24 <i>France</i> . M. de Reverseaux à M. Ribot (observations sur cette circulaire). | 177 |
| Juin. . . . | 9 <i>Egypte</i> . Décret concernant l'état civil. | 143 |
| — | 13 Règlement sur l'exercice de la médecine. | 147 |
| — | — Règlement sur l'exercice de la pharmacie civile. | 147 |
| — | — Règlement relatif à l'importation et à la vente des substances vénéneuses. | 149 |
| — | — Règlement de police pour les établissements publics. | 151 |
| Septembre. | 24 <i>Egypte</i> . Mémoire relatif à l'assainissement du Caire. | 181 |
| — | 29 <i>France</i> . Pétition de la Colonie française d'Alexandrie contre les règlements de police. | 159 |
| Octobre . . | 3 <i>France</i> . M. Bapst, au Caire, à M. Ribot (objections contre les règlements de police égyptiens). | 157 |
| — | 19 Note de M. de Reverseaux à Tigrane-Pacha au sujet des règlements de police. | 161 |
| — | 31 <i>Egypte</i> . Réponse de Tigrane-Pacha. | 167 |
| Novembre . | 17 Décret supprimant les droits de chancellerie pour l'exercice de certaines professions. | 171 |
| — | — <i>Egypte</i> — <i>France</i> . Arrangement relatif à l'assainissement du Caire. | 183 |
| — | 21 Règlement de police pour les établissements publics. | 173 |
| — | — Arrêté suspendant à l'égard des Européens l'inspection des pharmacies. | 177 |
| 1892 | | |
| Janvier. . . | 9 <i>Turquie</i> . Institution du nouveau Khédivé. | 188 |
| — | 13 <i>France</i> . M. de Reverseaux à M. Ribot (projet d'abolition de la corvée) | 283 |
| — | 25 M. de Reverseaux à M. Ribot (abolition de l'impôt des patentes en Egypte). | 78 |
| — | — <i>Egypte</i> . Décret abolissant la corvée. | 285 |
| Février. . . | 18 <i>France</i> . M. Waddington à M. Ribot (discussion à la Chambre des communes sur l'Egypte). | 291 |
| — | 29 <i>Etats-Unis</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention d'arbitrage pour les pêcheries de Behring. | 3 |
| Mars. . . . | 10 <i>France</i> . M. Cambou, ambassadeur à Constantinople, à M. Ribot (occupation par les Egyptiens de portions du littoral de la mer Rouge). | 191 |
| — | 26 <i>Turquie</i> . Firman d'investiture d'Abbas-Pacha | 195 |
| Avril | 8 <i>Turquie</i> . Télégramme du Grand-Vizir au Khédivé. | 196 |
| — | 13 <i>Egypte</i> . Tigrane-Pacha à Sir Evelyn Baring. | 197 |
| — | — <i>Grande-Bretagne</i> . Sir Evelyn Baring à Tigrane-Pacha (question du Sinaï). | 197 |
| — | 14 <i>France</i> . M. de Reverseaux à Tigrane-Pacha. | 198 |
| — | 18 <i>Etats-Unis</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention renouvelant le <i>modus vivendi</i> dans la mer de Behring. | 9 |
| Novembre . | 4 <i>France</i> . M. Waddington à M. Ribot (entretien avec M. Gladstone sur l'Egypte) | 292 |

1893

Pages

| | | | |
|----------------|----|--|-----|
| Janvier . . . | 14 | <i>France</i> . M. de Reverseaux à M. Develle (crise ministérielle en Egypte). | 313 |
| — | 17 | M. de Reverseaux à M. Develle (attitude de l'Angleterre). | 313 |
| Janvier . . . | 17 | M. Waddington à M. Develle (entretien avec Lord Rosebery sur la crise égyptienne). | 313 |
| — | 23 | <i>Grande-Bretagne</i> . Note de Lord Dufferin à M. Develle au sujet de l'augmentation de la garnison anglaise en Egypte | 316 |
| — | 25 | <i>France</i> . Note de M. Waddington à Lord Rosebery. | 318 |
| — | — | M. Waddington à M. Develle. | 317 |
| Février . . . | 1 | M. Waddington à M. Develle (entretien avec Lord Rosebery). | 319 |
| — | — | <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Rosebery à M. Waddington (garnison anglaise en Egypte). | 320 |
| — | 8 | <i>France</i> . M. Develle à M. Waddington. | 322 |
| — | 16 | <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte Rosebery à Lord Cromer (situation de l'Angleterre en Egypte). | 293 |
| Avril | 10 | <i>Grande-Bretagne</i> . Rapport de Lord Cromer sur le service des fouilles et des antiquités d'Egypte. | 311 |
| Mai | 2 | <i>France</i> . M. Waddington à M. Develle (discussion à la Chambre des communes sur l'Egypte). | 296 |
| — | 5 | M. Waddington à M. Develle (entretien avec M. Gladstone sur l'Egypte). | 297 |
| Juin | 17 | <i>France — Russie</i> . Convention commerciale. | 129 |
| — | — | Déclarations échangées | 135 |
| Juillet . . . | 4 | <i>Norvège</i> . Loi sur les droits des auteurs et des artistes. | 201 |
| — | 8 | <i>France</i> . M. Develle à M. Le Myre de Vilers (<i>affaires de Siam</i>) | 27 |
| — | — | M. Develle à M. Pavie, ministre-résident à Bangkok. | 28 |
| — | — | M. Pavie à M. Develle. | 28 |
| — | 10 | <i>Tribunal arbitral de Behring</i> (protocole) | 324 |
| — | 19 | <i>France</i> . M. Develle à M. Pavie (ultimatum). | 31 |
| — | 29 | <i>Siam</i> . Le Ministre à Paris à M. Develle (acceptation de l'ultimatum). | 33 |
| — | 30 | <i>France</i> . M. Develle au ministre de Siam. | 34 |
| Août | 9 | <i>Belgique — France — Luxembourg — Bays-Bas</i> . Convention relative au transport de certaines marchandises | 257 |
| — | 15 | <i>Etats-Unis — Grande-Bretagne</i> . Sentence arbitrale relativement aux pêcheries de Behring. | 11 |
| — | — | <i>Tribunal arbitral de Behring</i> . Procès-verbal. | 344 |
| — | 19 | <i>France</i> . M. Develle au chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien (<i>affaires d'Aigues-Mortes</i>). | 37 |
| — | — | Le chargé d'affaires à Rome (manifestations antifranchaises) | 37 |
| — | 21 | M. Develle au chargé d'affaires à Rome. | 39 |
| Octobre . . . | 1 | <i>France — Siam</i> . Traité et Convention. | 136 |
| — | 18 | <i>Italie</i> . Note verbale de l'ambassadeur à Paris au sujet du règlement des indemnités (<i>affaires d'Aigues-Mortes</i>) | 43 |
| Novembre . . | 2 | <i>France</i> . Note verbale au sujet des indemnités concernant les affaires d'Aigues-Mortes. | 44 |
| — | 15 | <i>Belgique — France — Grèce — Italie — Suisse</i> . Arrangement monétaire. | 268 |

| | | Pages |
|------------|---|-------|
| — | 25 <i>France — Grande-Bretagne</i> . Protocole relatif à l'établissement d'une zone intermédiaire dans le Haut-Mékong. | 24 |
| Décembre . | 1 <i>France — Grande-Bretagne</i> . Dépêches échangées au sujet des relations avec la Chine dans la région de Xieng-Hung. | 23 |
| Décembre . | 4 <i>France</i> . M. Casimir-Perier au sous-secrétaire d'Etat des Colonies. | 23 |
| — | — <i>Etats-Unis</i> . Message du président Cleveland. | 212 |
| — | 9 <i>France</i> . M. Casimir-Perier à M. Ressman (règlement des indemnités franco-italiennes) | 44 |
| — | 24 M. Billot, ambassadeur à Rome, à M. Casimir-Perier. | 45 |
| — | 35 <i>Luxembourg</i> . Loi concernant la police des étrangers. | 103 |

1894

| | | |
|--------------|--|-----|
| Janvier. . . | 41 <i>Italie</i> . M. Ressman à M. Casimir-Perier. | 46 |
| — | 43 <i>France</i> . Décret créant une Cour d'appel au Tonkin. | 351 |
| — | — Décret fixant la compétence des Tribunaux du Tonkin | 353 |
| — | 17 <i>France — Pays-Bas</i> . Déclaration relative au service postal. | 439 |
| — | 22 <i>France</i> . M. Casimir-Perier à M. Ressman (règlement des indemnités franco-italiennes) | 47 |
| — | 26 M. Billot à M. Casimir-Perier. | 48 |